Chapitre F.03

○ Propriété industrielle

1 Présentation.
2 Méthodologie.
3 Définitions.
4 Sources de documentation.
5 Tableaux.

○ Liste des tableaux

1 Dépôts de demandes de brevets d'invention pour une protection en France.

2 Origine des déposants par la voie nationale.

3 Répartition par domaine technologique des demandes de brevet déposées par la voie nationale.

4 Dépôts de marques pour une protection en France (premiers dépôts et renouvellements).

5 Dessins et modèles déposés pour une protection en France.

1
○ Présentation

Pour obtenir une protection en France par brevet, il existe trois voies de dépôts (nationale, européenne, internationale). Étant donné les procédures en vigueur, ces trois voies ne sont pas additives car les demandes européennes et internationales (PCT) désignant la France peuvent porter sur le même objet que des demandes de brevet nationales déposées antérieurement.
Les dépôts par la voie nationale sont en recul depuis 2000 (- 1,2 % entre 2001 et 2002). La voie nationale reste principalement utilisée par les déposants français. La majorité des dépôts effectués par des déposants étrangers (62 %) le sont par des déposants allemands, japonais et américains.
L'ensemble des demandes par la voie internationale continue à progresser (+ 9,7 % entre 2001 et 2002). Parmi celles-ci, 4 877 sont le fait de déposants français.
Les dépôts de marques, pour une protection en France, tendent à diminuer après une croissance régulière de 1990 à 2000 toutes voies confondues, reflétant l'évolution de la conjoncture économique.
La forte augmentation des dépôts d'origine étrangère, depuis 1996, est due à la création à cette date de la marque communautaire. Le nombre de dépôts par voie communautaire pour une protection en France, par des résidents ou des non-résidents, après une croissance régulière, connaît également un recul.
Le nombre de dessins et modèles déposés, pour une protection en France, par la voie nationale croît de 5,8 % entre 2001 et 2002 ; le recul des dépôts par la voie internationale (- 3,6 % entre 2000 et 2001) semble enrayé en 2002 (+ 1,8 % entre 2001 et 2002).
Sur le moyen terme, le nombre de dépôts de modèles a augmenté fortement, à partir de 1994, du fait de la mise en place de la procédure française de dépôt simplifié permettant de déposer un nombre élevé de dessins et modèles dans chaque dépôt.

2
○ Méthodologie

21. Généralités

Les généralités ci-dessous concernent les bases juridiques des titres de propriété industrielle. Tous les textes ont été codifiés depuis le 1er juillet 1992 dans le code de la propriété intellectuelle.

Brevets d'invention

Jusqu'en 1978, la protection sur le territoire français, ne pouvait s'obtenir que par le dépôt, en France, d'une demande de brevet nationale. Depuis cette date, il existe trois moyens d'obtenir cette protection :
– la voie nationale.
La matière est régie par la loi n° 92-597 du 1er juillet 1992 relative au code de la propriété intellectuelle comprenant, en première partie, la propriété littéraire et artistique et en deuxième partie, la propriété industrielle.
Ce texte a codifié, à droit constant, les lois régissant précédemment la matière des brevets dans le livre VI du code.
Le dépôt d'une demande de brevet doit être effectué, soit à l'Institut National de la Propriété Industrielle (INPI) au siège de Paris, soit dans un de ses onze centres régionaux. Dans ce dernier cas, les pièces sont immédiatement transmises à l'Institut.
La demande doit notamment comprendre :
- *une description de l'invention ;*
- *une ou plusieurs revendications qui définissent l'objet de la protection demandée ;*
- *un abrégé du contenu technique de l'invention ;*
- *la justification du paiement des redevances prescrites.*

La demande est publiée d'office à l'expiration d'un délai de dix-huit mois qui court à partir de la date de dépôt (ou de la date de priorité si une priorité est revendiquée).

Selon l'article L. 612-14 du code de la propriété intellectuelle, l'Institut National de la Propriété Industrielle annexe au brevet délivré un « rapport de recherche ». Ce rapport de recherche cite les antériorités (y compris les documents étrangers) susceptibles d'affecter la nouveauté et l'activité inventive de l'invention.
La protection conférée par le brevet consiste dans le droit exclusif d'exploiter l'invention. Toute atteinte constitue une contrefaçon engageant la responsabilité de son auteur.
– la voie européenne.
La Convention sur la délivrance de brevets européens (dite Convention de Munich) du 5 octobre 1973 permet d'obtenir, par une seule formalité de dépôt et après un examen complet de brevetabilité, la délivrance d'un titre unique appelé « brevet européen », pouvant avoir dans vingt-sept États d'Europe les mêmes effets qu'un brevet national.
– la voie internationale dite PCT (Patent Cooperation Treaty).
Grâce au Traité de coopération en matière de brevets (dit PCT), signé à Washington le 19 juin 1970, il est possible par une seule démarche de déposer une demande de brevet dans un peu plus de cent vingt pays. Un délai de trente mois est ouvert, pour l'entrée dans les phases nationales, indispensable pour la délivrance des brevets nationaux recherchés. Le dépôt international est suivi d'un rapport de recherche internationale, voire d'un examen préliminaire international, facilitant le déroulement des phases nationales.

Marques de fabrique, de commerce ou de service

Il existe trois moyens d'obtenir cette protection :
– la voie nationale.
Le droit des marques a été entièrement réformé par la loi n° 91-7 du 4 janvier 1991 : codifiée dans le livre VII du code de la propriété intellectuelle.
Les principes du droit français en la matière subsistent : seul le dépôt, suivi de l'enregistrement, et non le simple usage, crée le droit exclusif. L'INPI procède d'office à l'examen de marque sous l'aspect de sa distinctivité, de sa licité et de son éventuel caractère trompeur. L'enregistrement produit ses effets à compter de la date de dépôt de la demande pour une période de dix ans indéfiniment renouvelable.
La principale nouveauté est sans doute l'introduction, en France, de la procédure d'opposition. Dans un délai de deux mois suivant la publication de la demande d'enregistrement, le propriétaire d'une marque antérieure ou le bénéficiaire d'un droit exclusif d'exploitation sur une telle marque peuvent former opposition, auprès de l'INPI, à l'enregistrement d'une marque postérieure.
L'atteinte aux droits de la marque constitue une contrefaçon engageant la responsabilité civile de son auteur.
– la voie communautaire.
Cette voie, ouverte depuis le 1er janvier 1996, permet d'obtenir une protection unique, sur l'ensemble des pays formant l'Union européenne, avec une procédure d'enregistrement unique.
Le dépôt d'une marque communautaire s'effectue à l'Office pour l'Harmonisation dans le Marché Intérieur (OHMI), situé à Alicante, ou par l'intermédiaire, en France, de l'Institut National de la Propriété Industrielle (INPI). La durée de la protection est de dix ans indéfiniment renouvelable.
– la voie internationale.
L'Union de Madrid (Arrangement ou Protocole), regroupant un peu plus de soixante-dix pays, permet, par une seule et même formalité, d'étendre à tous les pays membres ou à certains d'entre eux seulement, les effets d'un dépôt effectué en France. Le dépôt international s'effectue au Bureau international de l'organisation mondiale de la propriété industrielle (OMPI) situé à Genève par l'intermédiaire, en France, de l'Institut National de la Propriété Industrielle. La durée de protection obtenue à l'étranger, grâce à ce dépôt, est de dix ans également renouvelable indéfiniment.

Dessins et modèles industriels

Il existe trois moyens d'obtenir cette protection :
– la voie nationale.
Le droit français est dominé par le principe dit de « l'unité de l'art » en vertu duquel le créateur peut prétendre au bénéfice, cumulativement ou alternativement, selon son intérêt :

• de la loi n° 57-298 du 11 mars 1957 sur la propriété littéraire ou artistique, codifiée dans le livre I du code de la propriété intellectuelle, applicable à toutes les créations quelle que soit leur destination sans que soit exigée aucune formalité ;

• de la loi du 14 juillet 1909, spécifique aux dessins et modèles industriels, sous réserve de l'accomplissement d'une formalité de dépôt auprès de l'INPI ou des greffes des tribunaux de commerce.

La loi n° 90-1052 du 26 novembre 1990 a modifié les dispositions de la loi du 14 juillet 1909 afférentes à la procédure de dépôt pour les moderniser et les simplifier : ces textes figurent dans le livre V du code de la propriété intellectuelle.

Depuis, il n'est plus possible de procéder à un dépôt en nature. Le dépôt doit simplement comporter l'identification du déposant et une reproduction du ou des dessins ou modèles concernés.

La loi modifiée ne prévoit plus le secret du dépôt. Dès qu'il est reconnu conforme, le dépôt est publié à moins que le déposant n'ait requis l'ajournement de cette publication à trois ans.

De plus, la loi n° 94-102 du 5 février 1994 et le décret n° 94-836 du 27 septembre 1994 ont institué une procédure de dépôt simplifié autorisant les déposants, appartenant à des domaines renouvelant fréquemment l'aspect de leurs créations (notamment les professionnels de la mode), à effectuer un dépôt avec des contraintes de présentation allégées.

L'ordonnance d'application de la directive européenne 98/71 du 25 juillet 2001 et applicable depuis le 1er octobre 2001 fixe la durée de protection à 5 ans renouvelable 5 fois maximum.

– la voie internationale.

Une protection à l'étranger peut être demandée pour les dessins et modèles en se conformant aux prescriptions des différentes législations nationales. Les droits varient notablement d'un pays à l'autre et prennent souvent en considération, au contraire du droit français, la nature et la destination de l'objet.

L'Arrangement de La Haye du 6 novembre 1925 permet d'obtenir une protection, dans les trente-six pays membres, au moyen d'un dépôt unique auprès de l'Organisation Mondiale de la Propriété Intellectuelle (OMPI), à Genève, à moins d'un refus de protection notifié dans les six mois par les États qui prévoient un tel refus.

– la voie communautaire.

La directive communautaire 98/71/CE du 13 octobre 1998, qui a harmonisé les principales règles applicables aux dessins ou modèles enregistrés dans les États membres, marque une étape importante dans la construction d'une protection communautaire des dessins et modèles. Elle a été suivie d'un règlement communautaire adopté en décembre 2001, qui permet la création d'un nouvel instrument : le modèle communautaire. Les dépôts de dessins et modèles communautaires sont reçus depuis janvier 2003 et les premiers enregistrements sont datés du 1er avril 2003.

22. Méthodologie des tableaux

Pour les brevets, les tableaux sont établis à partir de données de l'INPI pour la voie nationale, de l'OEB pour la voie européenne et de l'OMPI pour la voie internationale. On peut noter que pour les voies européenne et internationale, les tableaux donnent le total des dépôts avec le taux de désignation de la France le cas échéant.

Les domaines technologiques, pris en compte dans le tableau F.03-3, sont basés sur la Classification Internationale des Brevets (CIB) issue de la Convention européenne du 19 septembre 1954. Cette classification ne trouve pas de correspondance directe avec les nomenclatures usuelles, telles que la NAF, et est revue tous les cinq ans pour tenir compte des évolutions dans les techniques de pointe ; la dernière mise à jour date du 1er janvier 2000. De ce fait, les comparaisons avec d'autres indicateurs industriels sont à prendre avec précaution. La table de correspondance entre les CIB et les domaines technologiques ayant été révisée en 2002, le tableau F.03-3 a été modifié en conséquence, avec une mise à jour des répartitions depuis 1997.

Pour les marques, les tableaux présentent des données de publications. Elles ne prennent donc pas en compte les marques irrecevables avant publication.

Pour les dessins et modèles, les tableaux présentent des données de dessins et modèles déposés pour la voie nationale et des estimations du nombre de dessins et modèles enregistrés pour la voie internationale.

3
○ Définitions

Brevets d'invention

Ils concernent :

– les produits nouveaux considérés, dans leur structure (ex. : réceptacle et pliage d'un coussin d'air), leur composition (ex. : une nouvelle molécule pharmaceutique), leur configuration fonctionnelle (ex. : une selle de bicyclette) ;

– les procédés nouveaux de fabrication (ex. : un procédé de moulage) remplissant par ailleurs les autres conditions prévues par la loi.

Le brevet n'est pas réservé aux grandes innovations. Il peut également s'appliquer à des réalisations relativement modestes (ex. : planche à voile, à roulettes et à skis), qui pour autant, n'en sont pas moins commercialement intéressantes.

Comptage fractionnaire

Pour la répartition « Personnes physiques, personnes morales », les règles de comptage appliquées sont les suivantes :

– en cas de co-dépôt de plusieurs personnes physiques, une part fractionnaire du dépôt est attribuée à chacun des déposants ;

– en cas de co-dépôt de plusieurs personnes morales, une part fractionnaire du dépôt est attribuée à chacun des déposants ;

– en cas de co-dépôt entre au moins une personne physique et au moins une personne morale, le dépôt est compté comme un dépôt de personne morale.

Pour la répartition déposants résidents, déposants non-résidents, on applique en outre la règle suivante :

– en cas de co-dépôt entre au moins une personne physique et une personne morale, le dépôt est compté comme un dépôt de personne morale. On retient alors la résidence de(s) personne(s) morale(s) en attribuant une part fractionnaire du dépôt à chacun des pays de résidence.

Dessins et modèles

La protection des dessins et modèles s'applique à la forme ou à l'aspect extérieur donné à un produit industriel ou artisanal (ex. : une aile d'automobile).

Si la forme ou l'aspect sont inséparables de la fonction de l'objet, la protection ne relève que du brevet.

Marques de fabrique, de commerce ou de service

La marque est le signe quelconque (nom, emblème, dessin) qui permet à une entreprise de distinguer ses produits de ceux des autres entreprises. C'est le signe de ralliement de la clientèle.

Non-résidents

Personnes physiques ou morales ayant leur domicile ou leur siège hors de France.

Propriété intellectuelle

La propriété intellectuelle a pour objet la protection des droits de propriété industrielle et des droits d'auteur.

Les principaux droits de propriété industrielle sont les brevets d'invention, les marques de fabrique, de commerce ou de service, et les dessins et modèles industriels.

Ces titres de propriété industrielle présentent toutefois le caractère commun de conférer un monopole d'exploitation (énergiquement sanctionné par l'action en contrefaçon) et de constituer, par là même, un atout irremplaçable dans la stratégie des entreprises.

Ce sont des armes défensives et offensives.

Pour tous ces titres de propriété, il existe trois voies de protection : nationale, européenne et internationale (PCT) pour les brevets ; nationale, communautaire et internationale pour les marques ainsi que pour les dessins et modèles.

Résidents en France

Personnes physiques ou morales ayant leur domicile ou leur siège en France.

Voie nationale

Demande de protection en France par la procédure nationale ; la procédure de délivrance ou d'enregistrement étant effectuée par l'Institut National de la Propriété Industrielle.

Voie communautaire

Depuis 1996, demande de protection des marques, dans les pays de l'Union européenne, auprès de l'Office d'Harmonisation du Marché Intérieur (OHMI). Depuis 2003, demande de protection des dessins et modèles, dans les pays de l'Union européenne, auprès de l'Office d'Harmonisation du Marché Intérieur (OHMI).

Voie européenne

Demande de protection en France par la procédure européenne de délivrance des brevets (Convention de Munich).

Voie internationale

Demande de protection en France par une autre voie internationale : Traité de Washington (PCT) pour les brevets, Arrangement de Madrid pour les marques, Arrangement de La Haye pour les dessins et modèles.

4 ○ Sources de documentation

Ce chapitre a été réalisé avec la collaboration de l'Institut National de la Propriété Industrielle.

Organisme :

– Institut National de la Propriété Industrielle.

Sites Internet :

– www.inpi.fr
– www.wipo.org
– www.european-patent-office.org
– http://oami.eu.int

Publications :

INSEE

Économie et statistique :
– « L'innovation, une stratégie dans le tertiaire lié aux entreprises », n° 874, décembre 2002 ;
INSEE-Méthodes :
– « Innovation : de l'idée à la performance », août 2003.
Synthèses :
– « L'innovation dans les entreprises », n° 67, décembre 2002.

Autres

Législation :
– « Des brevets et des marques, une histoire de la propriété industrielle », A. Beltran, S. Chauveau, G. Galvez-Behuc, Fayard, 2001.
– « Le droit français de la propriété intellectuelle », Y. Marcellin, A. Bertrand (collab.), J.P. Martin (collab.), A. Michalland (collab.), Paris : Cedat, 1999.
– « Le droit de la propriété industrielle », A. Chavanne, J.J. Burst - Paris : Dalloz, 1998.
– « Traité des dessins et modèles », P. Greffe et F. Greffe - Paris : Litec, 1997.
– « Le droit des dessins et modèles », D. Cohen - Paris : Economica, 1997.
– « Le nouveau droit français des marques », par P. Mathély, J.J. Burst, Paris : Librairie du journal des notaires et des avocats, 1994.
– « Le nouveau droit français des brevets d'invention », par P. Mathély - Paris : Librairie du journal des notaires et des avocats, 1991.

Statistiques :
– « Tableau de bord européen de l'innovation », Commission européenne, 2003.
– « Les demandes de brevets déposées auprès de l'OEB toujours en hausse de 1999 à 2001 », *Statistiques en bref, série Science et technologie,* Eurostat, n° 4/2003.
– Statistiques annuelles de l'INPI, de l'OEB, de l'OMPI et de l'OHMI, disponibles sur Internet (voir plus haut).

5 ○ Tableaux

Des tableaux rétrospectifs et « séries » sont disponibles sur le cédérom (cf. liste en fin d'annuaire).
Voir aussi le chapitre O.02 « Balance des paiements ».

TABLEAU F.03-1

Dépôts de demandes de brevets d'invention pour une protection en France (1)

Sources : Institut National de la Propriété Industrielle
Office européen des brevets
Organisation mondiale de la propriété intellectuelle

Unité : Nombre

	1997	1998	1999	2000	2001	2002
Voie nationale (2)	**16 882**	**16 796**	**16 875**	**17 351**	**17 114**	**16 908**
Résidents	13 215	13 211	13 518	13 790	13 504	13 559
Non résidents	3 667	3 585	3 357	3 561	3 610	3 349
Voie européenne	**72 904**	**82 087**	**89 359**	**97 978**	**109 304**	**104 922**
Résidents	5 091	5 644	6 180	6 365	6 727	6 734
Non résidents	67 813	76 443	83 179	**91 613**	102 577	98 188
Taux de désignation de la France (%) (3)	94,55	97,34	97,14	97,30	99,34	98,76
Voie internationale (4)	**52 425**	**64 750**	**71 450**	**90 948**	**103 947**	**114 048**
Résidents	2 380	3 204	3 511	3 601	4 616	4 877
Non résidents	50 045	61 546	67 939	87 347	99 331	109 171

(1) En raison des procédures en vigueur, les trois voies de dépôts ne sont pas additives. La série n'a pu être recalculée que depuis 1997 (cf. texte du chapitre, partie « 1 Présentation »).
(2) Comptage fractionnaire (cf. texte du chapitre, partie « 3 Définitions »).
(3) En 2002, la France est désignée dans 98,76 % des demandes de brevets par la voie européenne, c'est-à-dire que 98,76 % des demandes européennes font l'objet d'une demande de protection sur le territoire français.
(4) Il s'agit du total des demandes effectuées par la voie internationale.

TABLEAU F.03-2

Origine des déposants par la voie nationale

Sources : Institut National de la Propriété Industrielle
Office européen des brevets
Organisation mondiale de la propriété intellectuelle

Unité : Nombre

	1997	1998	1999	2000	2001	2002
Déposants français	**13 215**	**13 211**	**13 518**	**13 790**	**13 506**	**13 559**
Personnes morales	9 592	9 800	10 291	10 371	10 034	9 941
Personnes physiques	3 623	3 411	3 227	3 419	3 470	3 618
Déposants étrangers	**3 667**	**3 585**	**3 357**	**3 561**	**3 610**	**3 349**
Personnes morales	3 306	3 281	2 987	3 177	3 252	3 014
Personnes physiques	361	304	370	384	358	335
dont : Allemagne	1 084	1 138	1 075	1 005	1 079	959
Japon	632	621	580	638	682	614
États-Unis	552	547	461	565	442	499
Taïwan	231	204	230	299	279	271
République de Corée	224	224	135	124	109	116
Suisse	176	199	201	151	153	163
Pays-Bas	165	114	122	155	186	96
Italie	123	116	105	125	154	109
Grande-Bretagne	96	89	96	50	63	86
Espagne	82	57	77	89	89	89
Belgique	60	51	39	91	72	56
Autres	242	226	235	271	304	291

TABLEAU F.03-3

Répartition par domaine technologique des demandes de brevet déposées par la voie nationale

Source : Institut National de la Propriété Industrielle — *Unité* : Nombre

	1997	1998	1999	2000	2001	2002
Électronique-Électricité	**3 274**	**3 499**	**3 553**	**4 044**	**3 913**	**3 643**
Composants électriques, électrotechnique	1 232	1 249	1 261	1 321	1 189	1 121
Audiovisuel	434	421	405	482	457	429
Télécommunications	914	1 076	1 052	1 185	1 213	1 078
Informatique	476	544	596	824	822	754
Semi-conducteurs	218	209	239	232	232	261
Instrumentation	**2 175**	**1 996**	**1 998**	**2 023**	**2 000**	**2 016**
Optique	432	311	328	316	361	318
Analyse, mesure et contrôle	1 015	986	958	1 034	979	992
Ingénierie médicale	650	612	634	593	602	621
Techniques nucléaires	78	87	78	80	58	85
Chimie, matériaux	**1 336**	**1 228**	**1 303**	**1 266**	**1 175**	**1 129**
Chimie organique	468	434	469	403	401	380
Chimie macromoléculaire	249	190	243	270	209	199
Chimie de base	196	156	197	155	164	141
Traitement de surface	156	168	151	162	167	157
Matériaux, métallurgie	267	280	243	276	234	252
Pharmacie-biotechnologies	**708**	**848**	**851**	**896**	**942**	**924**
Biotechnologies	145	163	186	179	202	182
Pharmacie - cosmétiques	445	554	539	600	608	626
Produits agricoles et alimentaires	118	131	126	117	132	116
Procédés industriels	**2 495**	**2 469**	**2 559**	**2 344**	**2 261**	**2 235**
Procédés techniques	430	447	502	448	448	412
Manutention, imprimerie	1 051	1 045	1 074	990	906	900
Appareils agricoles et alimentation	463	415	384	364	348	369
Travail des matériaux	383	405	431	374	391	406
Environnement-Pollution	168	157	168	168	168	148
Machines, mécanique-Transport	**3 995**	**3 940**	**3 890**	**3 974**	**3 985**	**3 934**
Machines-outils	355	338	360	341	323	304
Moteurs, pompes, turbines	538	542	509	575	622	608
Procédés thermiques	316	341	278	293	234	278
Composants mécaniques	1 056	1 085	1 109	1 036	1 092	939
Transport	1 576	1 523	1 511	1 637	1 601	1 667
Spatial-Armement	154	111	123	92	113	138
Consommation des ménages-BTP	**2 605**	**2 509**	**2 395**	**2 566**	**2 515**	**2 681**
Équipements et produits de consommation	1 613	1 586	1 417	1 609	1 511	1 642
Bâtiment-Travaux publics	992	923	978	957	1 004	1 039
Demandes non classées	**301**	**306**	**325**	**238**	**323**	**346**
Total des demandes	**16 889**	**16 795**	**16 874**	**17 351**	**17 114**	**16 908**

TABLEAU F.03-4

Dépôts de marques pour une protection en France (premiers dépôts et renouvellements)

Source : Institut National de la Propriété Industrielle — *Unité* : Nombre

	1990	1993	1994	1995	1996	1997	1998	1999	2000	2001	2002
Voie nationale	**81 139**	**63 364**	**65 761**	**69 481**	**72 598**	**75 335**	**83 987**	**90 706**	**101 047**	**86 954**	**82 176**
Résidents en France	67 771	51 991	53 984	56 845	61 808	64 734	71 491	80 020	89 850	77 488	75 610
Non-résidents	13 368	11 373	11 777	12 636	10 790	10 601	12 496	10 686	11 197	8 977	6 565
Voie communautaire	///	///	///	///	**42 993**	**27 238**	**31 228**	**41 223**	**57 273**	**48 856**	**45 104**
Résidents en France	///	///	///	///	1 610	1 898	2 161	2 731	3 399	3 171	3 411
Non-résidents	///	///	///	///	41 383	25 340	29 067	38 492	53 874	45 685	41 693
Voie internationale	**13 986**	**12 938**	**12 935**	**13 413**	**13 385**	**12 996**	**13 820**	**13 386**	**14 897**	**14 155**	**12 909**
Résidents en France	34	34	28	—	5	3	19	—	—	55	—
Non-résidents	13 952	12 904	12 907	13 413	13 380	12 993	13 801	13 386	14 897	14 100	12 909
Total	**95 125**	**76 302**	**78 696**	**82 894**	**128 976**	**115 569**	**129 035**	**145 315**	**173 217**	**149 476**	**140 877**

TABLEAU F.03-5

Dessins et modèles déposés pour une protection en France

Source : Institut National de la Propriété Industrielle — *Unité* : Nombre

	1990	1995	1996	1997	1998	1999	2000	2001	2002
Voie nationale	**25 295**	**36 636**	**47 154**	**52 375**	**57 427**	**62 197**	**56 507**	**60 665**	**63 759**
Résidents en France	23 050	33 969	44 061	48 709	53 942	58 284	51 709	56 495	59 772
Non-résidents	2 245	2 667	3 093	3 666	3 485	3 913	4 798	4 170	3 987
Voie internationale	**11 400**	**12 985** ***e***	**13 509** ***e***	**15 342** ***e***	**16 136** ***e***	**17 130** ***e***	**18 895** ***e***	**18 196** ***e***	**18 537** ***e***
Résidents en France	1 490	1 881 *e*	1 985 *e*	2 623 *e*	2 412 *e*	2 453 *e*	2 832 *e*	3 079 *e*	2 732 *e*
Non-résidents	9 910	11 104 *e*	11 524 *e*	12 719 *e*	13 724 *e*	14 677 *e*	16 063 *e*	15 117 *e*	15 625 *e*
Total	**36 695**	**49 621** ***e***	**60 663** ***e***	**67 717** ***e***	**73 563** ***e***	**79 327** ***e***	**75 402** ***e***	**78 861** ***e***	**82 296** ***e***

Chapitre G.01

Comptabilité nationale

1 Présentation.
2 Méthodologie.
3 Définitions.
4 Sources de documentation.
5 Tableaux.

Liste des tableaux

1 Ressources et emplois de biens et services à prix courants.

2 Ressources et emplois de biens et services en volume.

3 Ressources et emplois de biens et services : contributions à la croissance du PIB en volume.

4 Valeur ajoutée par branche à prix courants.

5 Valeur ajoutée par branche en volume.

6 Partage de la valeur ajoutée des secteurs institutionnels à prix courants.

7 Principaux agrégats par secteur institutionnel, à prix courants.

8 Principaux agrégats par habitant - France entière.

9 Compte d'utilisation du revenu et principaux ratios des ménages.

10 Principaux ratios des entreprises non financières.

11 Emploi intérieur total par branche et emploi intérieur salarié par secteur institutionnel.

12 Emploi intérieur salarié par branche.

13 Durée annuelle effective du travail et productivité horaire apparente du travail par branche.

14 Grands agrégats et opérations avec le reste du monde.

15 Comparaisons internationales : taux de croissance du PIB (en volume).

16 Critères de convergence de l'Union européenne, au sens du Traité de Maastricht.

1

○ Présentation

Prise dans les turbulences internationales, l'économie française décélère nettement en 2002 : en moyenne annuelle, la croissance s'établit à 1,2 %, après 2,1 % en 2001. Ce ralentissement fait suite à une embellie de trois ans, au cours de laquelle la croissance a toujours avoisiné les 3,5 %. Ce brusque décrochage s'inscrit dans la crise mondiale née de l'éclatement en 2001 d'une bulle spéculative qui avait entraîné une situation de surinvestissement. Au début de l'année 2002, l'économie américaine connaît un vif rebond, mais une série de scandales financiers déclenche une grave crise boursière. En outre, la perspective d'un conflit armé en Irak se précise au fil de l'année. Le taux de change effectif réel de l'euro s'apprécie de 12 % en 2002, après s'être déprécié de 19 % entre janvier 1999 et octobre 2000.

Les exportations, en phase avec les fluctuations de la demande mondiale, reprennent au premier semestre 2002, se retournant ensuite. Le recul sensible des prix à l'exportation limite la perte de compétitivité des produits européens due à l'appréciation de l'euro. À peu près stables en moyenne annuelle et en valeur, les exportations progressent légèrement en volume (+ 1,5 %). La dégradation de la demande intérieure pèse sur les importations, en dépit de la baisse sensible de leurs prix, renforcée par un effet de change favorable. Comme les exportations, elles croissent en volume (+ 0,6 %) et se replient en valeur (- 2,2 %). Le solde commercial augmente de 8 milliards d'euros, en liaison avec l'amélioration des termes de l'échange notamment.

Après avoir massivement recouru au crédit pour financer leurs investissements passés, les entreprises doivent se désendetter sous la pression des marchés financiers. En 2002, l'investissement des sociétés non financières et celui des entreprises individuelles baisse de 2,9 %, tandis que leur déstockage ampute la croissance de 0,4 %. Le taux de marge des entreprises, qui s'était maintenu en 2001 grâce à des hausses de prix, recule de 0,6 point (32 %) en 2002, en dépit de la décélération des coûts de production.

La dégradation de l'activité se répercute sur l'emploi, d'autant que les effets des politiques de soutien s'épuisent progressivement : 95 000 postes sont créés en 2002, après 283 000 en 2001. Le taux de chômage augmente de 0,3 point pour s'établir à 9,1 % en décembre 2002. Le programme de baisse des impôts est renforcé et les prestations sociales accélèrent. Le pouvoir d'achat des ménages décélère sensiblement (+ 1,9 % en 2002, après + 3,1 % en 2001) en raison principalement du ralentissement de la masse salariale (+ 3,5 % après + 5,4 %).

Pour la première fois depuis 1997, la consommation financée par les ménages fléchit nettement (+ 1,2 % après + 2,6 %). En revanche, la consommation prise en charge par les administrations publiques s'accroît de 5,1 %. La contribution à la croissance de la « consommation effective des ménages » est au total de 1,4 point. Leur taux d'épargne augmente et atteint 16,7 % ; mais l'investissement logement ne bénéficie pas de cette hausse.

Les baisses d'impôts ramènent le taux de prélèvements obligatoires à 43,9 % du PIB, (- 0,8 point). Dans un contexte de hausse des dépenses, le ralentissement de l'activité et des recettes publiques, se traduit par une hausse du déficit public (3,1 % du PIB) et de la dette publique (59 % du PIB).

2

○ Méthodologie

Les principales notions

La comptabilité nationale vise à retracer, de façon cohérente et intégrée, l'ensemble des aspects économiques relatifs aux unités qui composent l'économie nationale. Elle se fonde sur un ensemble de données statistiques.

Les comptes nationaux décrivent des phénomènes économiques concernant les unités localisées sur un territoire qualifié de « territoire économique ».
En base 1995, le territoire économique comprend le territoire géographique de la France métropolitaine et des DOM, les ambassades, bases militaires et scientifiques françaises situées hors de ce territoire mais à l'exclusion des ambassades étrangères en France.
Les concepts fondamentaux de la comptabilité nationale sont les notions de production, de revenu et d'épargne. La production mesure la création de biens et de services sur le territoire économique. Elle constitue l'essentiel de l'offre de biens et de services permettant de satisfaire la demande sous toutes ses formes : consommation, investissement, exportations. La production est la source principale des revenus dont bénéficient les unités résidentes, c'est-à-dire celles dont le centre d'intérêt économique est situé sur le territoire économique.
En comptabilité nationale, on utilise trois types de regroupements des unités économiques :
– les secteurs institutionnels constitués d'unités institutionnelles (entreprises, administrations, ménages, etc.) qui sont des unités élémentaires disposant à la fois d'une autonomie de gestion – matérialisée par l'existence ou la possibilité de tenir une comptabilité complète – et d'une autonomie de décision ;
– les branches constituées d'unités de production homogène impliquées dans les activités définies par un même poste de la nomenclature d'activité ;
– les produits définis en référence à une nomenclature de produits.
Au niveau le plus global, la mesure de l'activité productrice s'effectue par le produit intérieur brut (PIB) (cf. définitions).
Le produit intérieur brut est plus faible que la valeur totale de tous les produits (intermédiaires ou finals) élaborés au cours de l'année dans l'économie nationale, mais est plus significatif sans double compte. Ceci impose de déduire de la production totale en biens et services, ceux qui entrent dans les processus de production en tant que consommations intermédiaires. Il convient donc de prendre quelques précautions lorsqu'on veut situer une unité de production (ou un groupe d'unités) dans l'ensemble de l'activité productrice nationale en utilisant comme référence le produit intérieur brut. On ne peut pas comparer au PIB la production ou le chiffre d'affaires de l'unité concernée. Il est indispensable d'utiliser alors la contribution de cette unité au produit intérieur brut, c'est-à-dire sa valeur ajoutée (différence entre la valeur des produits fabriqués et la valeur des produits consommés au cours de la fabrication).
Si, pour l'ensemble d'une économie, la production génère l'essentiel du revenu, il n'en va pas de même pour chacun des secteurs institutionnels. En effet, beaucoup de transferts s'opèrent entre unités institutionnelles, les uns directement liés à l'activité économique (rémunération des salariés, certains impôts et subventions d'exploitation), d'autres pour diverses raisons (rémunérations d'actifs incorporels ou financiers, impôts sur les bénéfices et sur le revenu, cotisations et prestations sociales).
Le revenu disponible est ainsi constitué des revenus issus de la production et des revenus de transferts. Pour l'ensemble de l'économie, on parle de revenu national disponible, brut ou net selon les cas, défini comme la somme des revenus disponibles des secteurs institutionnels.
L'épargne, enfin, mesure la part du revenu de la période considérée consacrée à l'augmentation du patrimoine des unités résidentes. Pour un bon nombre d'entre elles, l'épargne équivaut au revenu. Les ménages, en revanche, consacrent une part importante de leurs revenus à la consommation finale. De même, par convention, les administrations publiques et les institutions sans but lucratif au service des ménages sont censées consommer les services non marchands qu'elles ont fournis gratuitement à la collectivité : leur épargne est donc la partie de leur revenu consacrée à d'autres utilisations. Il en résulte une capacité ou un besoin de financement suivant que l'écart entre l'épargne et l'investissement est positif ou négatif.

La consommation de capital fixe est une mesure du coût d'utilisation des biens de capital fixe, c'est-à-dire des biens qui ont été affectés à une utilisation étalée sur plusieurs années dans le cadre du processus de production. Du fait de leur usure ou de leur obsolescence, ces biens ne peuvent être utilisés indéfiniment. Afin de rendre compte du coût que représente l'utilisation de ces biens, on définit la consommation de capital fixe comme la valeur de la part des biens qui devrait être remplacée pour maintenir l'appareil de production en l'état.
Les éléments présentés ici ne constituent qu'une petite partie du cadre central des comptes nationaux. À côté de ce cadre central, et en complément, le système élargi de comptabilité nationale prévoit l'élaboration de comptes satellites et de systèmes intermédiaires. Ils font l'objet de publications séparées.

La base 95 des comptes nationaux

Les comptes nationaux sont établis selon les concepts de la « base 1995 » qui remplace la « base 1980 ». Un nouveau système de comptabilité a été adopté, ainsi qu'une nouvelle nomenclature d'activités et de produits, et les évaluations ont fait l'objet d'une révision complète.
Le nouveau système de comptabilité nationale est conforme au système européen de comptes (SEC 95), lui même cohérent avec le système de l'ONU (SCN 93). Il n'apporte pas de bouleversement par rapport à l'ancien. Plusieurs changements ont néanmoins été introduits, dont les principaux sont les suivants :
– la production, et de ce fait la valeur ajoutée, sont évaluées au « prix de base » et non plus au « prix du producteur » ; le prix de base ne comprend pas les impôts sur les produits, et inclut les subventions sur les produits ;
– il n'y a qu'une seule mesure du PIB, sans distinction du PIB marchand et du PIB non marchand ;
– deux notions de consommation finale se distinguent : la dépense de consommation et la consommation finale effective ;
– les logiciels font partie de la formation brute de capital fixe ;
– la définition des secteurs institutionnels est légèrement modifiée :
- les Institutions de crédit et les Entreprises d'assurance sont regroupées au sein des Sociétés financières,
- les Administrations privées font place aux Institutions sans but lucratif au service des ménages,
- les Grandes entreprises nationales au sein des Sociétés non financières ne sont plus distinguées,
- enfin, les contours des secteurs ont été revus, en particulier celui des Administrations publiques.
– les flux monétaires sont comptabilisés en fonction de la date du « fait générateur » ; en réalité, ce principe était déjà appliqué, mais avec de nombreuses exceptions qui sont supprimées.
– le territoire économique est étendu aux départements d'outre-mer.
Enfin, une des innovations de la « base 95 » concerne l'évaluation des comptes « en volume ». À chaque niveau d'agrégation des postes des comptes de biens et services, les indices de volume tirés chaque année des comptes aux prix de l'année précédente sont chaînés à partir de l'année 1995, vers l'avant pour les années suivant cette année, vers l'arrière pour les années la précédant. Les montants à prix constants s'obtiennent ensuite en multipliant le montant à prix courants de l'année 1995 par l'indice ainsi calculé.
Ce mode de calcul a l'avantage de fournir des évolutions sur longue période qui respectent les évolutions annuelles aux prix de l'année précédente et qui, par conséquent, tiennent compte de l'évolution au cours du temps de la structure des prix relatifs.
En revanche, les comptes ainsi obtenus ne sont pas additifs : le montant « en volume » d'un poste n'est pas égal à la somme des montants « en volume » de ses composantes. C'est la raison pour laquelle des comptes « en volume » aux prix de l'année 1995, et par conséquent additifs, sont également calculés pour les utilisateurs souhaitant en disposer. Toutefois, aucune série issue de ces comptes ne figure dans ce document.
La nouvelle nomenclature d'activités et de produits utilisée par les comptes nationaux est une agrégation de la nomenclature NAF en vigueur depuis 1993, cohérente avec la nomenclature européenne NACE rev1.

Les résultats

Les estimations relatives à une année donnée sont révisées deux fois pour prendre en compte des informations nouvelles, et sont ensuite figées. Les comptes relatifs à une année donnée sont d'abord des « comptes provisoires », puis « semi-définitifs » avant d'être « définitifs », deux campagnes après la première publication.
Afin de mieux apprécier les évolutions des postes en valeur, on les décompose en une part imputable aux seuls mouvements de prix et en une autre part regroupant les effets de tous les autres facteurs :
– l'évolution des prix n'est censée retracer que les variations de prix, indépendamment des effets des améliorations de la qualité des produits et cela, pour des produits comparables dans le temps ;
– les variations en volume ne se réduisent donc pas à des variations de quantités puisqu'elles incorporent des modifications de qualité et les effets de l'apparition de nouveaux produits. Elles sont mesurées à partir des comptes « en volume ».

Les critères de convergence de l'Union monétaire au sens des Traités de Maastricht et d'Amsterdam et les comptes nationaux

Les traités de Maastricht, puis d'Amsterdam, imposent aux États membres des critères de maîtrise des déficits publics dans le cadre des « programmes de stabilité et de croissance » :
– *le critère de stabilité des prix* : le taux d'inflation ne devra pas dépasser de plus de 1,5 % la moyenne des taux des trois États membres les moins inflationnistes.
– *les critères de maîtrise des déficits publics* : le déficit des finances publiques ne devra pas dépasser 3 % du PIB pour l'ensemble des Administrations publiques et la dette publique devra être limitée à 60 % maximum du PIB.
– le caractère durable de la convergence mesurée par le niveau du *taux d'intérêt nominal à long terme* qui ne devra pas dépasser de plus de 2 % la moyenne des taux d'intérêt des trois pays les plus performants en matière d'inflation.
Le déficit des finances publiques est mesuré par le besoin de financement du secteur des administrations publiques, au sens des comptes nationaux. La dette publique est celle du secteur des administrations publiques, mais mesurée différemment de celle des comptes nationaux. Elle est évaluée en valeur brute (sans déduction des créances des administrations publiques sur les autres secteurs). Elle est cependant consolidée au sein des administrations publiques. Elle est évaluée en valeur nominale et non à la valeur du marché. Les prêts et crédits commerciaux et les décalages comptables ne sont pas pris en compte.
Le 1er janvier 1999 onze pays de l'Union européenne adoptaient une monnaie unique « l'euro ». Trois ans après, le 1er janvier 2002, la mise en circulation de l'euro fiduciaire au sein de la « zone euro » concrétisait le succès de l'Union économique et monétaire. L'institution de la monnaie unique et l'existence d'une politique monétaire commune, axée sur la stabilité des prix, ont conduit à accorder une importance accrue aux politiques budgétaires et structurelles. D'une manière générale, les politiques nationales sont devenues des questions d'intérêt commun.
Les comptes nationaux français sont désormais établis en euros. Les utilisateurs qui souhaiteraient les comparer aux ordres de grandeur qui leur sont familiers pourront les obtenir par une simple multiplication par 6,55957, valeur du taux de change de l'euro par rapport au franc, au 31 décembre 1998. Ce coefficient s'applique quelle que soit l'année.

3

○ Définitions

Administrations publiques

Ensemble des unités institutionnelles dont la fonction principale est de produire des services non marchands ou d'effectuer des opérations de redistribution du revenu et des richesses nationales. Elles tirent la majeure partie de leurs ressources de contributions obligatoires. Le secteur des administrations publiques comprend les administrations publiques centrales, les administrations publiques locales et les administrations de sécurité sociale.

Branche

Regroupement d'unités de production homogène. Les branches sont définies par référence à une nomenclature de produits (CPF). Une branche produit tous les biens ou services décrits dans un poste de la nomenclature, et rien que ceux-ci.

Capacité ou besoin de financement

Solde du compte de capital. Il est égal à l'épargne brute augmentée des transferts nets en capital et diminuée des dépenses faites à des fins d'accumulation : FBCF, variations de stocks, acquisitions nettes d'objets de valeur et d'actifs non financiers non produits (terrains, actifs incorporels...). On parle de capacité de financement si le solde est positif, de besoin de financement s'il est négatif.

Consommation de capital fixe

Dépréciation subie par le capital fixe au cours de la période considérée par suite d'usure normale et d'obsolescence prévisible.
Le terme « brut » dans les expressions comme Produit intérieur brut ou Formation brute de capital fixe signifie que la consommation de capital fixe n'a pas été soustraite. Quand on la soustrait de ces grandeurs, leur valeur est dite « nette ».

Consommation effective des ménages

Ensemble de la consommation des ménages. C'est la somme de la dépense de consommation des ménages et de la dépense de consommation individualisable des Administrations.
La dépense de consommation des ménages se limite aux dépenses que les ménages supportent directement. Elle comprend la part des dépenses de santé, d'éducation, de logement, restant à leur charge, après remboursements éventuels. On y inclut aussi les loyers imputés que les ménages propriétaires de leur résidence principale se versent implicitement à eux-mêmes.
Les consommations individualisables incluses dans la dépense de consommation finale des Administrations sont celles dont les bénéficiaires peuvent être précisément définis. C'est le cas en particulier des dépenses pour l'éducation et pour la santé.

Consommation intermédiaire

Valeur des biens et services transformés ou entièrement consommés au cours du processus de production. L'usure des actifs fixes mis en oeuvre n'est pas prise en compte ; elle est enregistrée dans la consommation de capital fixe.

Cotisations sociales effectives

Ensemble des versements que les individus et leurs employeurs effectuent aux administrations de sécurité sociale et aux régimes privés. Elles se décomposent en cotisations à la charge des employeurs, à la charge des salariés, et à la charge des travailleurs indépendants et des personnes n'occupant pas d'emploi.

Cotisations sociales imputées à la charge des employeurs

Contrepartie des prestations sociales fournies directement par les employeurs à leurs salariés, leurs anciens salariés et autres ayants droit, diminuée le cas échéant des cotisations sociales à la charge des salariés.

Dépense de consommation des ménages

Voir Consommation effective des ménages.

Durée effective du travail

Concerne le temps de travail effectué réellement par les salariés de l'entreprise et prend explicitement en compte les congés, le travail à temps partiel, le chômage dû aux intempéries, les arrêts maladie, maternité et accidents du travail. Elle ne comprend pas les heures supplémentaires.

Économie nationale

Ensemble des unités résidentes sur le territoire économique. Le territoire économique français comprend la métropole et les départements d'outre-mer. Les DOM faisaient partie du reste du monde dans les précédentes bases.

Emploi intérieur

Comprend toutes les personnes physiques (résidentes ou non) ayant un emploi dans une unité de production résidente. Il s'agit d'une population évaluée en moyenne annuelle où chaque personne compte pour une unité, dans son activité principale quelle que soit la durée de son travail. Tous les types d'emploi sont comptabilisés, y compris les emplois précaires (activité intérimaire, contrat à durée déterminée, CES, etc.).

Emploi équivalent temps plein

Nombre total d'heures travaillées divisé par la moyenne annuelle des heures travaillées dans des emplois à plein temps sur le territoire économique.

Entreprise individuelle

Entreprise qui n'a pas la forme juridique de société. En comptabilité nationale, les entreprises individuelles ne sont pas dissociées des ménages qui les possèdent et sont classées dans le secteur institutionnel des ménages.

Épargne

Solde du compte d'utilisation du revenu disponible et du compte d'utilisation du revenu disponible ajusté. Pour les ménages, elle est égale au revenu disponible diminué de la dépense de consommation ou au revenu disponible ajusté diminué de la consommation effective (voir ces mots).
L'épargne peut être calculée nette, si l'on retranche la consommation de capital fixe.

Excédent brut d'exploitation

Solde du compte d'exploitation, pour les sociétés. Il est égal à la valeur ajoutée, diminuée de la rémunération des salariés, des impôts sur les produits, et augmentée des subventions sur les produits.
Pour les entreprises individuelles, le solde du compte d'exploitation est le revenu mixte.
L'excédent d'exploitation peut être calculé net, si l'on retranche la consommation de capital fixe.

Exportations de biens et de services

Ensemble des biens et des services fournis par des résidents à des non-résidents, à titre onéreux ou gratuit.

Formation brute de capital fixe

Acquisitions moins cessions d'actifs fixes réalisées par les producteurs résidents. Les actifs fixes sont les actifs corporels ou incorporels issus de processus de production et utilisés de façon répétée ou continue dans d'autres processus de production pendant au moins un an.

Importations de biens et de services

Ensemble des biens et des services fournis par des non-résidents à des résidents, à titre onéreux ou gratuit.

Impôts sur la production et les importations

Versements obligatoires sans contrepartie, en espèces ou en nature, prélevés par les administrations publiques ou par les institutions de l'Union européenne et qui frappent la production et l'importation de biens et de services, l'emploi de main-d'oeuvre et la propriété ou l'utilisation de terrains, bâtiments et autres actifs utilisés à des fins de production. Ces impôts sont dus indépendamment de la réalisation de

bénéfices d'exploitation. Ils comprennent les impôts sur les produits et les autres impôts sur la production.

Impôts sur les produits

Impôts dus par unité de bien ou de service produite ou échangée. Ils font partie des Impôts sur la production et les importations. Ils comprennent notamment la TVA.

Impôts sur le revenu

Impôts frappant les revenus, les bénéfices et les gains en capital. Ils sont établis sur les revenus effectifs ou présumés des personnes physiques, ménages, sociétés et institutions sans but lucratif au service des ménages.

Institutions sans but lucratif au service des ménages (ISBLSM)

Ensemble des unités privées dotées de la personnalité juridique qui produisent des biens et services non marchands au profit des ménages. Leurs ressources principales proviennent de contributions volontaires en espèces ou en nature effectuées par les ménages en leur qualité de consommateurs, de versements provenant des administrations publiques, ainsi que de revenus de la propriété.

Investissement

Voir Formation brute de capital fixe (FBCF).

Ménages

Individus ou groupes d'individus considérés tant dans leur fonction de consommateurs que dans celle, éventuelle, d'entrepreneurs produisant des biens marchands ou des services financiers et non financiers marchands.

Opérations financières

Ensemble des opérations entre deux unités institutionnelles portant sur des actifs ou des passifs financiers. Certaines opérations sont purement financières : prêts, émissions ou cessions de titres. D'autres sont la contrepartie d'une opération sur biens et services ou d'une opération de répartition, qui se traduit par un transfert de moyens de paiement ou la naissance d'un crédit.

Opérations de répartition

Opérations par lesquelles la valeur ajoutée générée par la production est distribuée entre la main-d'oeuvre, le capital et les administrations publiques, et opérations de redistribution du revenu et de la richesse.

Population active occupée

La population active occupée comprend la population active ayant un emploi, les militaires du contingent (comptés avec les salariés) et les chômeurs au sens du Bureau international du travail (BIT).

Population totale

Ensemble des personnes, nationaux ou étrangers, établies de façon durable sur le territoire économique du pays, même si ces personnes en sont temporairement absentes. La population totale est calculée à une date déterminée. Toutefois, la moyenne annuelle du nombre d'habitants fournit une base appropriée pour l'estimation des variables de la comptabilité nationale ou comme dénominateur en cas de comparaisons.

Prélèvements obligatoires

Ensemble des impôts et des cotisations sociales effectives perçues par les administrations publiques et l'Union européenne. Le taux de prélèvements obligatoires est le rapport des prélèvements au PIB.

Prestations sociales

Transferts, en espèces ou en nature, aux ménages qui sont destinés à alléger la charge financière que représente pour ceux-ci la protection contre un certain nombre de risques ou de besoins ; ils sont effectués par l'intermédiaire de régimes organisés de façon collective ou, en dehors de ces régimes, par des unités des administrations publiques ou des ISBLSM.

Prix d'acquisition

Montant effectif payé par l'acheteur par unité de bien ou de service achetée. Il comprend les impôts, la TVA ne comptant que pour sa partie non déductible, et les subventions sur les produits sont déduites. Il comprend aussi les frais de transport acquittés séparément par l'acheteur pour prendre possession des produits au moment et au lieu voulus. Il exclut les intérêts qui viennent s'ajouter en cas d'octroi d'un crédit.

Prix de base

Montant que le producteur reçoit de l'acheteur par unité de bien ou de service produite, diminué des impôts sur les produits et augmenté des subventions sur les produits. Le prix de base exclut les frais de transport facturés séparément.

Prix caf (coût, assurance, fret)

Prix d'un bien à la frontière du pays importateur ou prix d'un service fourni à un résident avant acquittement de tous les impôts et droits sur les importations et paiement de toutes les marges commerciales et de transport dans le pays.

Prix fab (franco à bord)

Prix d'un bien à la frontière du pays exportateur ou prix d'un service fourni à un non-résident. Il comprend la valeur des biens ou des services au prix de base, des services de transport et de distribution jusqu'à la frontière, les impôts moins les subventions.

Production

Activité exercée sous le contrôle et la responsabilité d'une unité institutionnelle qui combine des ressources en main-d'oeuvre, capital et biens et services pour fabriquer des biens ou fournir des services, et résultat de cette activité. Les processus purement naturels sans intervention ou contrôle humain ne font pas partie de la production.

Production marchande

Production écoulée ou destinée à être écoulée sur le marché. Elle comprend :
– les produits vendus à un prix économiquement significatif (c'est-à-dire un prix couvrant plus de 50 % des coûts de production) ;
– les produits troqués ;
– les produits utilisés pour effectuer des paiements en nature, y compris les rémunérations des salariés en nature ;
– les produits livrés par une unité d'activité économique locale à une autre unité d'activité économique locale appartenant à la même unité institutionnelle et destinés à être utilisés par cette dernière pour sa consommation intermédiaire ;
– les produits ajoutés aux stocks de biens finis et de travaux en cours, destinés à une ou plusieurs des utilisations précédentes.

Production pour usage final propre

Biens ou services qu'une unité institutionnelle produit et conserve pour sa consommation finale ou sa formation brute de capital fixe.

Productivité horaire apparente du travail

Son indice met en relation la variation en volume de la valeur ajoutée brute d'une année par rapport à la précédente et la variation sur la même période du volume d'heures travaillées (par référence à l'emploi intérieur).

Produit intérieur brut aux prix du marché

Agrégat représentant le résultat final de l'activité de production des unités productrices résidentes.
Il peut se définir de trois manières :
– le PIB est égal à la somme des valeurs ajoutées brutes des différents secteurs institutionnels ou des différentes branches d'activité, augmentée des impôts et diminuée des subventions sur les produits (lesquels ne sont pas affectés aux secteurs et aux branches d'activité) ;
– le PIB est égal à la somme des emplois finals intérieurs de biens et de services (consommation finale effective, formation brute de capital fixe, variations de stocks), plus les exportations, moins les importations ;

– le PIB est égal à la somme des emplois des comptes d'exploitation des secteurs institutionnels : rémunération des salariés, impôts sur la production et les importations moins les subventions, excédent brut d'exploitation et revenu mixte.

Rémunération des salariés
Ensemble des rémunérations en espèces et en nature que les employeurs versent à leurs salariés en paiement du travail accompli par ces derniers : salaires et traitements bruts en espèces et en nature, cotisations sociales effectives et imputées à la charge des employeurs.

Reste du monde
Les comptes du reste du monde retracent les relations économiques entre les unités qui font partie du territoire économique et celles qui n'en font pas partie.

Revenu disponible
Revenu résultant de la répartition de la valeur ajoutée, de la distribution des revenus de la propriété et des opérations de redistribution.

Revenu disponible ajusté
Pour les ménages, revenu disponible augmenté des transferts sociaux en nature, contrepartie des consommations individualisables incluses dans les dépenses des administrations publiques et des institutions sans but lucratif au service des ménages (voir Consommation effective des ménages).

Revenu mixte
Solde du compte d'exploitation pour les entreprises individuelles. Il contient deux éléments indissociables : la rémunération du travail effectué par le propriétaire et éventuellement les membres de sa famille, et son profit en tant qu'entrepreneur.

Revenus primaires
Revenus dont disposent les unités résidentes du fait de leur participation directe à des processus de production et revenus de la propriété.

Salaires et traitements en nature
Biens, services ou autres avantages fournis gratuitement ou à prix réduit par les employeurs à leurs salariés et que ceux-ci peuvent utiliser à leur convenance pour satisfaire leurs besoins ou ceux des autres membres de leur ménage.

Secteurs institutionnels
Les différents acteurs de la vie économique sont regroupés dans des ensembles considérés comme pertinents. Les unités, dites institutionnelles, constituent les unités de base de la comptabilité nationale : ce sont des unités susceptibles de posséder elles-mêmes des actifs, de souscrire des engagements, de s'engager dans des activités économiques et de réaliser des opérations avec d'autres unités. Les secteurs institutionnels regroupent les unités institutionnelles ayant des comportements économiques similaires caractérisés par leur fonction principale et la nature de leur activité.

On distingue cinq secteurs institutionnels résidents : les Sociétés non financières (SNF - S.11), les Sociétés financières (SF - S.12), les Administrations publiques (APU - S.13), les Ménages (S.14), les Institutions sans but lucratif au service des ménages (ISBLSM - S.15).

L'ensemble des unités non-résidentes, dans la mesure où elles entretiennent des relations économiques avec des unités résidentes, sont regroupées dans le Reste du monde (S.2).

Sociétés financières
Ensemble des sociétés et quasi-sociétés dont la fonction principale consiste à fournir des services d'intermédiation financière et/ou à exercer des activités financières auxiliaires. Le secteur comprend les institutions financières (banques, caisses de dépôts...), les auxiliaires financiers et d'assurance, les sociétés d'assurance (y compris mutuelles, institutions de retraite complémentaire).

Sociétés non financières
Ensemble des unités institutionnelles qui sont des producteurs marchands dont la fonction principale consiste à produire des biens et des services non financiers, et dont les opérations de répartition et les opérations financières sont séparées de celles de leurs propriétaires.

Standard de pouvoir d'achat (SPA)
Monnaie fictive utilisée pour éliminer les différences de niveau général des prix et les variations de taux de change, afin d'améliorer la comparaison des volumes entre les pays.

Subventions
Transferts courants sans contrepartie que les administrations publiques ou les institutions de l'Union européenne versent à des producteurs résidents dans le but d'influencer leurs niveaux de production, leurs prix ou la rémunération des facteurs de production. On distingue les subventions sur les produits, versées par unité de bien ou de service produite ou importée, et les autres subventions sur la production.

Valeur ajoutée
Elle est égale à la valeur de la production diminuée de la consommation intermédiaire.

Variation des stocks
Valeur des entrées en stocks diminuée de la valeur des sorties de stocks et des pertes courantes sur stocks.

4 ○ Sources de documentation

Ce chapitre a été réalisé avec la collaboration du Département des « Comptes nationaux de l'INSEE », Cellule « Rapport sur les comptes ».

Organismes :
– INSEE.
– Eurostat, Office statistique de l'Union européenne.
– Organisation de coopération et de développement économiques (OCDE).

Site Internet :
– www.insee.fr

Publications :
INSEE
– « ETC 2002 - Extraits et tableaux des comptes de la Nation 2002 », août 2003 ;
– « L'Économie française, édition 2003-2004 », éditions Hachette, *« Le livre de poche », collection Références, INSEE*, juin 2003.
INSEE-Résultats, Économie générale :
– « Comptes nationaux. Rapport sur les comptes de la Nation 2002 », juillet 2003 incluant un cédérom avec les séries longues ;
INSEE-Première :
– « Les comptes des Administrations publiques en 2002 », n° 895, avril 2003 ;
– « Les comptes de la Nation en 2002 », n° 894, avril 2003.
Économie et Statistique :
– « Le recul du PIB par habitant de la France traduit surtout l'imperfection des comparaisons internationales », n° 354, novembre 2002 ;
Document de travail :
– « Les indices de compétitivité des pays : interprétation et limites », n° G 2002/16, S. Grégoir et F. Maurel.

Autres
– « Rentabilité et risque dans le nouveau régime de croissance », rapport du groupe présidé par Dominique Plihon, Commissariat Général du Plan, *La Documentation française, 2002.*
– « Une histoire de la Comptabilité Nationale », André Vanoli, *collection Repères, La découverte, 2002.*

5 ○ Tableaux

Des tableaux rétrospectifs et supplémentaires sont disponibles sur le cédérom (cf. liste en fin d'annuaire).

TABLEAU G.01-1

Ressources et emplois de biens et services : à prix courants

Source : INSEE (Comptes de la Nation - base 1995) — *Unité* : Milliard d'euros

	1995	1997	1998	1999	*r* 2000	*r* 2001	*p* 2002
RESSOURCES							
Produit intérieur brut	**1 181,8**	**1 251,2**	**1 305,9**	**1 355,1**	**1 420,1**	**1 475,6**	**1 520,8**
Importations	**249,8**	**281,7**	**306,4**	**320,8**	**387,8**	**388,7**	**380,2**
Total ressources	**1 431,6**	**1 532,8**	**1 612,2**	**1 675,9**	**1 808,0**	**1 864,3**	**1 901,0**
EMPLOIS							
Dépenses de consommation finale :							
Des ménages	649,0	680,0	708,1	733,8	764,7	979,6	823,0
Individuelle des administrations publiques	166,8	177,5	183,5	189,3	198,1	206,5	220,6
Collective des administrations publiques	115,4	125,4	122,5	126,5	131,7	136,2	142,4
Des institutions sans but lucratif au service des ménages	7,0	7,6	8,0	8,5	8,6	9,9	10,2
Total dépenses de consommation finale	**938,2**	**990,5**	**1 022,1**	**1 058,0**	**1 103,1**	**1 150,3**	**1 196,2**
Formation brute de capital fixe :							
Des sociétés non financières et entreprises individuelles	123,0	122,3	133,5	144,9	161,0	167,7	163,7
Des ménages hors entreprises individuelles	54,3	57,1	59,8	64,4	67,7	70,6	73,1
Des sociétés financières	6,0	8,0	9,4	10,3	12,1	12,0	12,5
Des administrations publiques	38,6	37,1	37,7	40,5	45,7	46,3	46,4
Des institutions sans but lucratif au service des ménages	0,2	0,2	0,3	0,3	0,3	0,4	0,4
Total formation brute de capital fixe	**222,1**	**224,6**	**240,6**	**260,4**	**286,9**	**296,9**	**296,0**
Acquisitions, nettes de cessions, d'objets de valeurs	**0,9**	**1,0**	**1,1**	**1,3**	**1,5**	**1,5**	**1,5**
Variation des stocks	**4,4**	**– 2,3**	**7,3**	**4,7**	**11,0**	**3,4**	**– 4,3**
Exportations	**266,0**	**319,1**	**341,0**	**351,6**	**405,4**	**412,1**	**411,6**
Total emplois	**1 431,6**	**1 532,8**	**1 612,2**	**1 675,9**	**1 808,0**	**1 864,2**	**1 901,0**

TABLEAU G.01-2

Ressources et emplois de biens et services en volume

Aux prix de l'année précédente, chaînés, base 1995 (1)

Source : INSEE (Comptes de la Nation) — *Unité* : Milliard d'euros

	1995	1997	1998	1999	*r* 2000	*r* 2001	*p* 2002
RESSOURCES							
Produit intérieur brut	**1 181,8**	**1 217,6**	**1 259,1**	**1 299,5**	**1 348,8**	**1 377,1**	**1 393,7**
Importations	**249,8**	**271,2**	**302,6**	**321,3**	**368,2**	**373,0**	**375,2**
EMPLOIS							
Dépenses de consommation finale :							
Des ménages	649,0	658,2	680,7	702,6	721,2	740,1	748,9
Individuelle des administrations publiques	166,8	172,4	176,5	179,3	185,1	191,2	201,0
Collective des administrations publiques	115,4	122,3	117,8	119,4	122,0	125,0	128,3
Des institutions sans but lucratif au service des ménages	7,0	7,4	7,6	8,0	7,9	9,1	9,2
Total dépenses de consommation finale	**938,2**	**960,3**	**982,7**	**1 009,3**	**1 036,3**	**1 065,4**	**1 087,5**
Formation brute de capital fixe :							
Des sociétés non financières et entreprises individuelles	123,0	122,5	133,6	145,3	157,6	162,9	158,2
Des ménages hors entreprises individuelles	54,3	55,1	57,1	61,2	63,3	63,8	64,3
Des sociétés financières	6,0	7,9	9,5	10,8	12,3	12,2	12,3
Des administrations publiques	38,6	36,3	37,1	39,6	43,6	43,4	42,7
Des institutions sans but lucratif au service des ménages	0,2	0,2	0,3	0,3	0,3	0,4	0,4
Total formation brute de capital fixe	**222,1**	**221,9**	**237,4**	**257,0**	**276,9**	**282,3**	**277,9**
Acquisitions, nettes de cessions, d'objets de valeurs	**0,9**	**1,0**	**1,2**	**1,3**	**1,4**	**1,5**	**1,5**
Variation des stocks	**4,4**	**– 2,0**	**7,4**	**6,0**	**11,4**	**3,3**	**– 1,6**
Exportations	**266,0**	**307,7**	**333,3**	**347,6**	**391,3**	**397,7**	**403,7**

(1) Ces données sont issues des comptes en volume chaînés (cf. méthodologie de ce chapitre). Les équilibres comptables ne sont pas conservés.

TABLEAU G.01-3

Ressources et emplois de biens et services : contributions à la croissance du PIB en volume

Aux prix de l'année précédente, chaînés, base 1995 (1)

Source : INSEE (Comptes de la Nation - base 1995)

%

	1995	1997	1998	*r* 1999	*r* 2000	*r* 2001	*p* 2002
Dépenses de consommation finale :							
Des ménages	0,7	0,1	1,9	1,7	1,4	1,4	0,6
Des administrations publiques	–	0,5	–	0,5	0,7	0,7	1,0
Formation brute de capital fixe :							
Des sociétés non financières et entreprises individuelles	0,2	–	0,9	0,9	0,9	0,4	– 0,3
Des ménages hors entreprises individuelles	0,1	–	0,2	0,3	0,2	–	–
Des sociétés financières	0,1	0,1	0,1	0,1	0,1	–	–
Des administrations publiques	–	– 0,2	0,1	0,2	0,3	–	–
Total formation brute de capital fixe	**0,4**	**–**	**1,3**	**1,5**	**1,5**	**0,4**	**– 0,3**
Solde extérieur des biens et services	**–**	**1,2**	**– 0,5**	**– 0,3**	**– 0,2**	**0,1**	**0,3**
Exportations	1,7	2,7	2,1	1,1	3,3	0,5	0,4
Importations	– 1,6	– 1,5	– 2,6	– 1,4	– 3,5	– 0,4	– 0,2
Variation des stocks	**0,6**	**–**	**0,8**	**– 0,1**	**0,4**	**– 0,6**	**– 0,4**
Produit intérieur brut	**1,7**	**1,9**	**3,4**	**3,2**	**3,8**	**2,1**	**1,2**

(1) Ces données sont issues des comptes en volume chaînés (cf. méthodologie). Les équilibres comptables ne sont pas conservés.

TABLEAU G.01-4

Valeur ajoutée par branche à prix courants

Source : INSEE (Comptes de la Nation - base 1995)

Unité : Milliard d'euros

	1995	1997	1998	1999	*r* 2000	*r* 2001	*p* 2002
Agriculture	35,5	36,2	37,5	36,7	35,5	36,9	36,5
Industries agricoles et alimentaires	29,6	30,7	31,7	31,2	31,6	34,4	36,7
Industries des biens de consommation	38,5	39,4	39,5	40,6	40,0	42,8	43,5
Industrie automobile	13,8	15,7	17,8	19,0	19,4	21,4	23,2
Industries des biens d'équipement	39,8	42,4	45,0	46,8	46,9	48,4	48,0
Industries des biens intermédiaires	77,8	79,6	82,6	83,4	88,7	89,7	85,7
Énergie	31,1	31,0	32,9	32,0	35,8	35,5	33,3
Construction	57,3	51,2	52,0	54,5	60,7	65,1	69,0
Commerce	115,5	117,0	123,0	125,6	130,8	137,1	137,2
Transports	42,8	46,8	50,9	52,7	54,4	59,0	60,3
Activités financières	55,4	58,6	54,1	58,7	66,2	62,0	65,3
Activités immobilières	130,3	139,9	145,4	150,6	154,8	158,4	165,3
Services aux entreprises	146,0	160,9	172,0	185,7	203,2	216,5	226,2
Services aux particuliers	59,2	63,1	68,0	71,8	75,7	79,0	83,5
Éducation, santé, action sociale	126,6	134,0	138,7	142,9	148,7	154,2	165,3
Administration	95,8	103,5	106,0	109,4	113,1	118,7	122,8
Unité fictive (Ajustement pour services bancaires imputés)	– 39,5	– 36,4	– 35,0	– 35,2	– 37,3	– 36,5	– 38,2
Ensemble des valeurs ajoutées (aux prix de base (1))	**1 055,6**	**1 113,6**	**1 162,1**	**1 206,6**	**1 268,4**	**1 322,4**	**1 363,5**
TVA	88,3	97,9	100,6	104,7	105,9	107,7	109,6
Impôts sur importations	1,7	1,7	1,6	1,6	1,8	1,7	1,6
Autres impôts sur les produits	53,6	57,0	60,1	61,4	63,2	63,2	65,6
Subventions à l'importation	–	–	–	–	–	–	–
Autres subventions sur les produits	– 17,4	– 19,1	– 18,5	– 19,1	– 19,2	– 19,4	– 19,5
Produit intérieur brut	**1 181,8**	**1 251,2**	**1 305,9**	**1 355,1**	**1 420,1**	**1 475,6**	**1 520,8**

(1) La production et par conséquent la valeur ajoutée sont évaluées aux « prix de base ». Le prix de base ne comprend pas les impôts sur les produits payés par les producteurs et inclut les subventions sur les produits reçues par les producteurs.

TABLEAU G.01-5

Valeur ajoutée par branche en volume

Aux prix de l'année précédente, chaînés, base 1995 (1)

Source : INSEE (Comptes de la Nation - base 1995) — *Unité* : Milliard d'euros

	1995	1997	1998	1999	*r* 2000	*r* 2001	*p* 2002
Agriculture	35,5	37,9	38,6	40,0	39,1	37,6	39,0
Industries agricoles et alimentaires	29,6	28,8	29,6	28,6	28,6	28,7	29,1
Industries des biens de consommation	38,5	38,6	38,9	39,9	41,9	44,3	44,6
Industrie automobile	13,8	17,0	19,2	20,6	22,4	23,6	23,7
Industries des biens d'équipement	39,8	41,3	45,1	47,5	49,9	51,6	51,4
Industries des biens intermédiaires	77,8	82,9	85,9	89,2	93,6	95,4	94,9
Énergie	31,1	30,2	32,6	33,5	33,8	34,7	34,6
Construction	57,3	49,1	48,9	50,0	53,5	54,3	54,0
Commerce	115,5	115,9	121,5	125,1	129,1	132,1	132,5
Transports	42,8	47,7	51,4	53,4	55,7	56,1	56,1
Activités financières	55,4	53,5	50,4	51,5	56,8	53,9	54,7
Activités immobilières	130,3	133,8	136,3	138,7	142,0	143,7	146,3
Services aux entreprises	146,0	156,9	166,9	178,8	189,7	196,1	199,6
Services aux particuliers	59,2	60,2	62,6	64,3	66,9	68,4	69,1
Éducation, santé, action sociale	126,6	129,2	131,8	133,2	136,5	140,3	146,3
Administration	95,8	101,0	101,4	102,2	103,9	108,0	110,1
Unité fictive (Ajustement pour services bancaires imputés)	– 39,5	– 34,8	– 33,1	– 32,3	– 33,5	– 32,0	– 33,0
Ensemble des valeurs ajoutées (aux prix de base (2))	**1 055,6**	**1 089,0**	**1 126,9**	**1 162,5**	**1 208,7**	**1 235,3**	**1 251,8**
TVA	88,3	92,3	94,1	99,2	100,8	102,5	102,3
Impôts sur importations	1,7	1,8	2,1	2,2	2,6	2,4	2,4
Autres impôts sur les produits	53,6	54,4	56,3	56,4	58,1	58,5	58,9
Subventions à l'importation	–	–	–	–	–	–	–
Autres subventions sur les produits	– 17,4	– 20,0	– 20,4	– 20,8	– 21,2	– 21,3	– 21,6
Produit intérieur brut	**1 181,8**	**1 217,6**	**1 259,1**	**1 299,5**	**1 348,8**	**1 377,1**	**1 393,7**

(1) Ces données sont issues des comptes en volume chaînés (cf. méthodologie de ce chapitre). Les équilibres comptables ne sont pas conservés.
(2) La production et par conséquent la valeur ajoutée, sont évaluées aux « prix de base » ; le prix de base ne comprend pas les impôts sur les produits payés par les producteurs et inclut les subventions sur les produits reçues par les producteurs.

TABLEAU G.01-6

Partage de la valeur ajoutée des secteurs institutionnels à prix courants

Source : INSEE (Comptes de la Nation - base 1995) — *Unité* : Milliard d'euros

	1995	1997	1998	1999	*r* 2000	*r* 2001	*p* 2002
Valeur ajoutée brute des secteurs institutionnels	**1 095,2**	**1 150,0**	**1 197,1**	**1 241,8**	**1 305,7**	**1 358,9**	**1 401,8**
Rémunération des salariés	615,6	649,5	672,6	702,8	738,1	774,6	802,3
dont : Salaires et traitements bruts	445,5	470,5	488,2	510,2	538,3	567,6	587,5
Cotisations sociales à la charge des employeurs	170,1	179,0	184,4	192,7	199,8	207,0	214,8
Impôts sur la production et les importations	47,9	52,6	54,7	56,4	57,2	57,7	59,8
Subventions	– 8,9	– 8,8	– 8,7	– 8,6	– 8,1	– 9,1	– 8,6
Excédent brut d'exploitation	300,8	319,4	340,4	352,8	372,6	384,6	391,7
Revenu mixte brut	100,2	100,9	103,1	103,2	108,5	114,5	118,6

TABLEAU G.01-7

Principaux agrégats par secteur institutionnel, à prix courants

Source : INSEE (Comptes de la Nation - base 1995) — *Unité* : Milliard d'euros

	1995	1997	1998	1999	*r* 2000	*r* 2001	*p* 2002
Valeur ajoutée brute de l'ensemble des secteurs	**1 095,2**	**1 150,0**	**1 197,1**	**1 241,8**	**1 305,7**	**1 358,9**	**1 401,8**
dont : Sociétés non financières	606,6	638,1	675,8	702,1	741,2	778,0	795,9
Sociétés financières	55,6	58,5	53,8	58,8	66,2	62,2	65,6
Administrations publiques	192,4	206,6	212,2	220,0	227,5	236,9	247,6
Ménages (y compris entrepreneurs individuels)	236,4	242,3	250,8	256,0	265,8	276,2	286,9
Institutions sans but lucratif au service des ménages (ISBLSM)	4,1	4,4	4,6	4,9	5,0	5,6	5,8
Ajustement pour services bancaires imputés	– 39,5	– 36,4	– 35,0	– 35,2	– 37,3	– 36,5	– 38,2
Valeur ajoutée totale	**1 055,7**	**1 113,6**	**1 162,1**	**1 206,6**	**1 268,4**	**1 322,4**	**1 363,5**
Revenu disponible brut	**1 168,8**	**1 245,6**	**1 302,2**	**1 359,9**	**1 420,5**	**1 474,9**	**1 513,4**
dont : Sociétés non financières	102,5	108,1	122,2	124,7	122,1	127,5	127,0
Sociétés financières	17,7	16,6	12,8	15,2	19,4	10,2	18,4
Administrations publiques	268,8	302,2	319,8	344,5	362,8	375,8	369,3
Ménages (y compris entrepreneurs individuels)	772,7	810,9	839,2	866,7	907,3	951,3	988,1
Institutions sans but lucratif au service des ménages (ISBLSM)	7,1	7,9	8,2	8,8	8,9	10,2	10,6
Dépenses de consommation finale	**938,2**	**990,5**	**1 022,1**	**1 058,0**	**1 103,1**	**1 150,3**	**1 196,2**
dont : Collective des administrations publiques	115,4	125,4	122,5	126,5	131,7	136,2	142,4
Individuelle des administrations publiques	166,8	177,5	183,5	189,3	198,1	206,5	220,6
Individuelle des ménages (y compris entrepreneurs individuels)	649,0	680,0	708,1	733,8	764,7	797,6	823,0
Individuelle des institutions sans but lucratif au service des ménages (ISBLSM)	7,0	7,6	8,0	8,5	8,6	9,9	10,2
Dépenses de consommation effective des ménages (1)	**822,8**	**865,1**	**899,6**	**931,6**	**971,4**	**1 014,0**	**1 053,8**
Épargne brute	**230,5**	**255,2**	**280,1**	**301,8**	**317,4**	**324,6**	**317,2**
dont : Sociétés non financières	102,5	108,1	122,2	124,7	122,1	127,5	127,0
Sociétés financières	17,7	16,6	12,8	15,2	19,4	10,2	18,4
Administrations publiques	– 13,3	– 0,7	13,7	28,8	33	33,0	6,3
Ménages (y compris entrepreneurs individuels)	123,7	130,9	131,1	132,8	142,6	153,7	165,1
Institutions sans but lucratif au service des ménages (ISBLSM)	n.s.	0,3	0,3	0,3	0,3	0,3	0,4
Formation brute de capital fixe	**222,1**	**224,6**	**240,6**	**260,4**	**286,9**	**296,9**	**296,0**
dont : Sociétés non financières	110,2	111,0	121,6	132,8	148,9	155,4	151,4
Sociétés financières	6,0	8,0	9,4	10,3	12,1	12,0	12,5
Administrations publiques	38,6	37,1	37,7	40,5	45,7	46,3	46,4
Ménages (y compris entrepreneurs individuels)	67,2	68,4	71,7	76,4	79,8	82,8	85,3
Institutions sans but lucratif au service des ménages (ISBLSM)	0,2	0,2	0,3	0,3	0,3	0,4	0,4
Capacité (+) ou besoin de financement (-) de la Nation	**3,1**	**31,7**	**30,7**	**33,5**	**18,5**	**21,4**	**23,3**
en % du PIB	**0,3**	**2,5**	**2,4**	**2,5**	**1,3**	...	...
dont : Sociétés non financières	– 5,7	– 1,4	3,6	– 1,8	– 30,9	– 23,4	– 12,8
Sociétés financières	16,8	8,2	3,1	– 1,5	2,5	– 2,1	4,6
Ménages (y compris entrepreneurs individuels)	56,5	62,1	58,0	57,9	65,8	68,3	77,8
Institutions sans but lucratif au service des ménages (ISBLSM)	0,6	0,9	0,9	0,9	1,0	1,1	1,1
Administrations publiques	– 65,1	– 38,0	– 34,9	– 22,0	– 20,0	– 22,5	– 47,6

(1) La dépense de consommation finale effective des ménages comprend la dépense de consommation individuelle des ménages (celle qu'ils supportent directement) et les consommations individualisables des Administrations publiques et ISBLSM (institutions sans but lucratif au service des ménages), tout particulièrement les dépenses pour l'éducation et la santé.

TABLEAU G.01-8

Principaux agrégats par habitant - France entière

Source : INSEE (Comptes de la Nation - base 1995) — *Unité* : euro

	1995	1997	1998	1999	*r* 2000	*r* 2001	*p* 2002
PIB (prix courants)	19 887	20 909	21 746	22 475	23 439	24 226	24 838
PIB (prix de l'année précédente, chaînés base 95)	19 887	20 349	20 967	21 553	22 261	22 609	22 762
Revenu national brut	19 781	20 957	21 848	22 716	23 631	24 416	24 952
Revenu disponible brut des ménages	13 002	13 551	13 975	14 374	14 974	15 618	16 137
Dépenses de consommation finale des ménages (prix courants)	10 921	11 363	11 792	12 171	12 621	13 095	13 442
Épargne brute des ménages	2 081	2 188	2 183	2 203	2 354	2 523	2 696
Capacité de financement des ménages	950	1 037	966	960	1 087	1 122	1 271

TABLEAU G.01-9

Compte d'utilisation du revenu et principaux ratios des ménages

Source : INSEE (Comptes de la Nation - base 1995) — *Unités* : Milliard d'euros et %

	1995	1997	1998	1999	*r* 2000	*r* 2001	*p* 2002
Compte d'utilisation du revenu des ménages							
Revenu disponible brut ajusté	946,5	996,0	1 030,7	1 064,4	1 114,0	1 167,7	1 218,9
Revenu disponible brut	772,7	810,9	839,2	866,7	907,3	951,3	988,1
Transferts sociaux en nature	173,8	185,1	191,5	197,7	206,7	216,4	230,8
Prestations sociales en nature	98,2	103,8	108,4	111,2	117,4	123,8	133,7
Transferts de biens et services non marchands individuels	75,6	81,3	83,1	86,5	89,3	92,6	97,1
Revenu disponible brut	772,7	810,9	839,2	866,7	907,3	951,3	988,1
Dépenses de consommation finale	649,0	680,0	708,1	733,8	764,7	797,6	823,0
Épargne brute	123,7	130,9	131,1	132,8	142,6	153,7	165,1
Capacité (+) ou besoin (-) de financement	56,5	62,1	58,0	57,9	65,8	68,3	77,8
En %							
Taux d'épargne (1)	16,0	16,1	15,6	15,3	15,7	16,2	16,7
Taux d'épargne financière (2)	7,3	7,7	6,9	6,7	7,3	7,2	7,9
Évolution annuelle du pouvoir d'achat (3)							
Salaires et traitements bruts	1,6	1,5	3,0	4,1	3,9	3,7	1,8
Cotisations sociales à la charge des salariés	1,3	– 4,0	– 20,4	4,3	3,8	2,4	2,4
Salaires et traitements nets	1,6	2,7	8,0	4,1	3,9	3,9	1,6
Prestations sociales autres que transferts sociaux en nature	1,8	1,4	1,9	2,3	1,1	2,2	3,3
Revenus salariaux et sociaux	1,7	2,2	5,6	3,4	2,8	3,3	2,3
Excédent brut d'exploitation et revenu mixte	0,3	– 0,4	2,5	1,2	2,8	2,5	2,3
Cotisations des non salariés	2,0	– 0,2	– 24,3	3,8	4,6	7,2	1,7
Revenu disponible brut	2,7	1,5	2,8	2,8	3,1	3,2	2,1
Prix des dépenses de consommation finale (évolution annuelle)	2,0	1,4	0,7	–	1,5	1,6	1,7

(1) Épargne brute / Revenu disponible brut.
(2) Capacité de financement / Revenu disponible brut.
(3) Le déflateur utilisé est l'indice de prix des dépenses de consommation finale des ménages.

TABLEAU G.01-10

Principaux ratios des entreprises non financières

Source : INSEE (Comptes de la Nation - base 1995) — %

	1995	1997	1998	1999	*r* 2000	*r* 2001	*p* 2002
Sociétés non financières							
Rémunération des salariés / valeur ajoutée (VA)	63,6	63,7	62,6	63,2	63,4	63,8	64,3
Taux de marge (excédent brut d'exploitation / valeur ajoutée brute)	32,7	32,2	33,4	32,9	32,7	32,6	32,0
Taux d'investissement (FBCF / valeur ajoutée brute)	18,2	17,4	18,0	18,9	20,1	20,0	19,0
Taux d'épargne (épargne brute / valeur ajoutée brute)	16,9	16,9	18,1	17,8	16,5	16,4	16,0
Taux d'autofinancement (épargne brute / FBCF)	93,0	97,4	100,5	93,9	82,0	82,0	83,9
Entrepreneurs individuels							
Rémunération des salariés / valeur ajoutée	20,4	19,0	18,8	19,1	18,1	17,7	17,4
Taux de marge (revenu mixte / valeur ajoutée brute)	78,1	80,0	79,7	79,4	80,3	81,0	81,3
Taux d'investissement (FBCF / valeur ajoutée brute)	10,3	9,2	9,4	9,5	9,2	8,9	8,6
VA des entrepreneurs individuels / VA totale des sociétés non financières et entreprises individuelles	17,1	16,1	15,7	15,3	15,2	15,3	15,2

TABLEAU G.01-11

Emploi intérieur (1) total par branche et emploi intérieur salarié par secteur institutionnel

Source : INSEE (Comptes de la Nation - base 1995) — *Unité* : Millier de personnes

	(2) TES 16 ou secteur	*r* 1995		*r* 2000		*r* 2001		*p* 2002	
		Personnes physiques	Équivalent temps plein	Personnes physiques	Équivalent temps plein	Personnes physiques	Équivalent temps plein	Personnes physiques	Équivalent temps plein
Par branche									
Agriculture	EA	1 111,9	1 169,9	1 021,6	1 063,4	1 004,7	1 048,2	978,3	1 020,9
Industries agricoles et alimentaires	EB	596,7	568,7	629,1	594,9	636,6	600,5	640,0	603,1
Industries des biens de consommation	EC	794,2	780,9	720,7	703,7	714,4	698,5	699,2	683,6
Industrie automobile	ED	253,6	251,8	255,9	254,0	263,2	261,0	261,2	259,2
Industries des biens d'équipement	EE	758,5	747,5	768,8	757,4	785,1	771,2	769,7	756,2
Industries des biens intermédiaires	EF	1 423,9	1 403,9	1 389,4	1 368,8	1 408,9	1 384,1	1 372,5	1 348,4
Énergie	EG	237,6	235,6	224,5	215,9	225,7	216,6	223,1	213,7
Construction	EH	1 432,7	1 455,6	1 434,2	1 447,7	1 476,4	1 489,2	1 493,9	1 507,5
Commerce	EJ	3 058,0	2 824,0	3 322,4	3 064,4	3 398,7	3 136,5	3 461,3	3 193,0
Transports	EK	924,7	893,7	1 048,8	1 011,4	1 085,2	1 053,2	1 095,7	1 063,7
Activités financières	EL	770,8	733,9	776,4	737,7	796,9	759,8	804,6	766,3
Activités immobilières	EM	305,9	272,0	303,6	270,0	299,6	275,0	301,5	273,9
Services aux entreprises	EN	2 608,3	2 445,7	3 341,4	3 116,6	3 508,0	3 288,6	3 546,2	3 323,9
Services aux particuliers	EP	1 955,6	1 761,7	2 314,6	2 028,8	2 334,7	2 059,7	2 388,5	2 100,9
Éducation, santé, action sociale	EQ	3 769,8	3 545,7	3 947,4	3 681,2	3 989,3	3 712,7	4 056,3	3 768,6
Administration	ER	2 679,5	2 555,8	2 790,8	2 631,6	2 788,7	2 599,9	2 832,6	2 638,6
Ensemble		**22 681,7**	**21 646,4**	**24 289,6**	**22 947,5**	**24 716,1**	**23 354,7**	**24 924,6**	**23 521,5**
Par secteur institutionnel									
Sociétés non financières (SNF)	S11	11 807,9	11 094,4	13 365,6	12 453,3	13 743,0	12 825,4	13 866,3	12 921,4
Sociétés financières (SF)	S12	672,3	642,3	668,2	637,3	687,4	657,5	695,6	664,2
Administrations publiques (APU)	S13	5 418,6	5 131,7	5 562,0	5 235,0	5 558,9	5 198,8	5 653,9	5 281,1
Ménages (y compris EI)	S14	4 287,5	4 354,5	4 102,9	4 126,7	4 129,2	4 156,8	4 096,1	4 124,7
Entrepreneurs individuels (EI)	S14A	3 890,8	3 903,6	3 560,6	3 581,0	3 572,4	3 597,3	3 530,0	3 558,3
Autres	S14B	396,7	450,9	542,3	545,7	556,8	559,5	566,1	566,4
Institutions sans but lucratif au service des ménages (ISBLSM)	S15	495,4	423,5	590,9	495,2	597,6	516,2	612,7	530,1
Total des secteurs résidents	**S1**	**22 681,7**	**21 646,4**	**24 289,6**	**22 947,5**	**24 716,1**	**23 354,7**	**24 924,6**	**23 521,5**

(1) Emploi intérieur : ensemble des personnes physiques résidentes ou non, ayant un emploi dans une unité de production résidente. Il s'agit d'une population évaluée en moyenne annuelle où chaque personne compte pour une unité, quelle que soit la durée de son travail, son type d'emploi (y compris précaire), civil ou militaire, salarié ou non (indépendants et aides familiaux non rémunérés). L'emploi équivalent temps plein correspond au nombre total d'heures travaillées, divisé par la moyenne annuelle des heures travaillées dans des emplois à plein temps sur le territoire économique. Ce tableau a été actualisé d'après les résultats du recensement de 1999.
(2) La TES, issue de la Nomenclature Économique de Synthèse (NES), est établie pour les besoins des comptables nationaux.

TABLEAU G.01-12

Emploi intérieur (1) salarié par branche

Source : INSEE (Comptes de la Nation - base 1995)

Unité : Millier de personnes

Branche	TES 16 (2)	*r* 1995		*r* 2000		*r* 2001		*p* 2002	
		Personnes physiques	Équivalent temps plein	Personnes physiques	Équivalent temps plein	Personnes physiques	Équivalent temps plein	Personnes physiques	Équivalent temps plein
Agriculture	EA	397,1	371,8	444,7	419,1	435,2	414,3	426,5	405,9
Industries agricoles et alimentaires	EB	525,0	501,7	558,2	528,8	565,7	534,3	569,1	536,9
Industries des biens de consommation	EC	742,3	723,4	673,6	652,3	667,3	647,3	652,1	632,6
Industrie automobile	ED	252,4	250,6	254,7	252,8	262,0	259,8	260,0	258,0
Industries des biens d'équipement	EE	734,8	724,4	746,9	736,0	763,2	749,8	747,8	734,8
Industries des biens intermédiaires	EF	1 384,4	1 365,1	1 357,0	1 336,8	1 376,5	1 352,0	1 340,1	1 316,3
Énergie	EG	237,0	235,0	223,6	215,0	224,8	215,7	222,2	212,8
Construction	EH	1 199,4	1 181,9	1 219,5	1 192,7	1 259,0	1 229,6	1 274,1	1 244,1
Commerce	EJ	2 638,3	2 418,4	2 951,8	2 704,8	3 031,9	2 781,0	3 098,5	2 841,2
Transports	EK	862,5	830,9	990,1	951,7	1 027,2	994,1	1 038,5	1005,4
Activités financières	EL	741,3	706,0	745,6	708,6	766,5	731,1	775,0	738,3
Activités immobilières	EM	277,1	244,8	275,3	243,2	271,6	248,5	273,5	247,4
Services aux entreprises	EN	2 435,2	2 255,8	3 154,2	2 903,8	3 322,9	3 074,8	3 367,2	3 116,2
Services aux particuliers	EP	1 659,5	1 449,4	2 025,7	1 714,0	2 049,1	1 747,1	2 102,9	1 786,6
Éducation, santé, action sociale	EQ	3 489,2	3 266,9	3 653,5	3 389,5	3 698,5	3 423,1	3 768,7	3 482,2
Administration	ER	2 676,1	2 552,8	2 786,3	2 627,6	2 784,3	2 596,0	2 828,2	2 634,7
Ensemble		**20 251,6**	**19 078,9**	**22 060,7**	**20 576,7**	**22 505,7**	**20 998,5**	**22 744,4**	**21 193,4**

(1) Emploi intérieur : ensemble des personnes physiques résidentes ou non, ayant un emploi dans une unité de production résidente. Il s'agit d'une population évaluée en moyenne annuelle où chaque personne compte pour une unité, quelle que soit la durée de son travail, son type d'emploi (y compris précaire), civil ou militaire, salarié ou non (indépendants et aides familiaux non rémunérés). L'emploi équivalent temps plein correspond au nombre total d'heures travaillées, divisé par la moyenne annuelle des heures travaillées dans des emplois à plein temps sur le territoire économique. Ce tableau a été actualisé d'après les résultats du recensement de 1999.
(2) La TES, issue de la Nomenclature Économique de Synthèse (NES), est établie pour les besoins des comptables nationaux.

TABLEAU G.01-13

Durée annuelle effective du travail et productivité horaire apparente du travail par branche

Source : INSEE (Comptes de la Nation - base 1995)

Branche	TES 16 (1)	*r* 1995		*p* 1999		*p* 2000		*p* 2001	
		Durée annuelle effective du travail (2)	Productivité horaire apparente du travail (3)	Durée annuelle effective du travail (2)	Productivité horaire apparente du travail (3)	Durée annuelle effective du travail (2)	Productivité horaire apparente du travail (3)	Durée annuelle effective du travail (2)	Productivité horaire apparente du travail (3)
Agriculture	EA	1 569,5	9,7	1 567,6	6,8	1 539,5	– 1,4	1 530,4	– 1,2
Industrie (EB à EG)		1 582,6	5,6	1 572,5	4,1	1 520,7	6,8	1 497,5	3,2
Industries agricoles et alimentaires	EB	1 563,8	0,2	1 530,6	– 1,9	1 474,0	2,2	1 457,3	– 0,3
Industries des biens de consommation	EC	1 563,1	11,6	1 550,6	4,3	1 491,7	10,3	1 478,1	7,5
Industrie automobile	ED	1 587,9	– 0,8	1 600,9	7,9	1 526,6	10,9	1 504,1	4,1
Industries des biens d'équipement	EE	1 596,4	9,9	1 600,1	4,7	1 550,6	7,4	1 529,6	2,5
Industries des biens intermédiaires	EF	1 592,9	2,4	1 590,0	4,7	1 546,9	7,0	1 512,3	2,7
Énergie	EG	1 577,0	10,2	1 513,6	6,7	1 459,0	2,6	1 448,6	2,6
Construction	EH	1 657,1	0,5	1 653,2	0,7	1 608,0	5,1	1 588,5	– 0,4
Services principalement marchands (EJ à EP)		1 491,5	0,2	1 471,1	0,5	1 425,4	3,6	1 412,8	– 0,3
Commerce	EJ	1 530,9	3,3	1 533,2	0,6	1 477,9	3,8	1 459,7	1,3
Transports	EK	1 576,8	– 1,3	1 595,3	0,2	1 523,5	4,1	1 525,4	– 2,6
Activités financières	EL	1 565,1	– 5,2	1 568,6	1,5	1 497,6	12,9	1 469,4	– 5,7
Activités immobilières	EM	1 431,9	3,6	1 411,6	– 2,3	1 389,3	2,7	1 419,8	0,7
Services aux entreprises	EN	1 522,3	3,0	1 499,7	1,3	1 456,5	1,4	1 442,1	– 0,5
Services aux particuliers	EP	1 316,2	– 6,6	1 251,3	0,8	1 230,9	3,9	1 217,4	2,5
Services administrés (EQ et ER)		1 395,2	1,3	1 396,6	– 0,6	1 344,2	5,1	1 309,4	5,4
Éducation, santé, action sociale	EQ	1 288,6	2,8	1 291,0	– 0,7	1 232,6	6,0	1 193,7	4,9
Administration	ER	1 534,1	– 0,6	1 533,8	– 0,5	1 490,4	4,0	1 463,1	6,0
Ensemble		**1 490,9**	**2,4**	**1 478,8**	**1,5**	**1 430,5**	**4,6**	**1 409,6**	**1,9**

(1) La TES, issue de la Nomenclature Économique de Synthèse (NES), est établie pour les besoins des comptables nationaux.
(2) La durée du travail effective (exprimée en heures annuelles par salarié) concerne le temps de travail effectué réellement par les salariés de l'entreprise et prend explicitement en compte les congés, le travail à temps partiel, le chômage dû aux intempéries, les arrêts maladie, maternité et accidents du travail. Elle ne comprend pas les heures supplémentaires.
(3) L'indice de la productivité horaire apparente du travail se définit comme le rapport entre la variation en volume de la valeur ajoutée brute d'une année par rapport à la précédente, et la variation sur la même période du volume d'heures travaillées (par référence à l'emploi intérieur).

TABLEAU G.01-14

Grands agrégats et opérations avec le reste du Monde

Source : INSEE (Comptes de la Nation - base 1995) — *Unité* : Milliard d'euros

	1995	1997	1998	1999	*r* 2000	*r* 2001	*p* 2002
Dépenses de consommation finale	938,2	990,5	1 022,1	1 058,0	1 103,1	1 150,3	1 196,2
Formation brute de capital fixe totale	222,1	224,6	240,6	260,4	286,9	296,9	296,0
Variations de stocks	4,4	– 2,3	7,3	4,7	11,0	3,4	– 4,3
Acquisitions - nettes des cessions - d'objets de valeur	0,9	1,0	1,1	1,3	1,5	1,5	1,5
Exportations de biens et de services	266,0	319,1	341,0	351,6	405,4	412,1	411,6
Importations de biens et de services	249,8	281,7	306,4	320,8	387,8	388,7	380,2
Produit intérieur brut	1 181,8	1 251,2	1 305,9	1 355,1	1 420,1	1 475,6	1 520,8
Revenu national brut	1 175,6	1 254,1	1 311,9	1 369,7	1 431,8	1 487,1	1 527,8
Revenu national disponible brut	1 168,8	1 245,6	1 302,2	1 359,9	1 420,5	1 474,9	1 513,4
Capacité (+) ou besoin (-) de financement de la Nation	3,1	31,7	30,7	33,5	18,5	21,4	23,3

TABLEAU G.01-15

Comparaisons internationales : taux de croissance du PIB (en volume)

Source : « Perspectives économiques (juin 2003) » de l'OCDE — %

	Moyenne 1975-1985	*r* 1985	*r* 1990	*r* 1995	*r* 1999	*r* 2000	*r* 2001	*r* 2002	*e* 2003	*e* 2004
Allemagne	2,2	2,0	5,7	1,7	2,0	2,9	0,6	0,2	0,3	1,7
Autriche	2,4	2,4	4,7	1,6	2,7	3,5	0,7	1,0	1,1	2,0
Belgique	2,1	2,0	3,0	2,3	3,2	3,7	0,8	0,7	1,3	2,3
Espagne	1,6	2,3	3,8	2,8	4,2	4,2	2,7	2,0	2,1	3,1
Finlande	2,9	3,1	–	3,8	3,4	5,5	0,6	1,6	2,2	3,4
France	**2,3**	**1,5**	**2,6**	**1,8**	**3,2**	**4,2**	**1,8**	**1,2**	**1,2**	**2,6**
Grèce	2,1	2,5	–	2,1	3,6	4,2	4,1	4,0	3,6	3,9
Irlande	3,5	3,1	8,5	9,9	11,1	10,0	6,0	6,0	3,2	4,2
Italie	3,0	3,0	2,0	2,9	1,7	3,1	1,8	0,4	1,0	2,4
Luxembourg	2,4	2,9	5,3	1,3	6,0	8,9	1,0	0,5	0,3	2,7
Pays-Bas	1,9	3,1	4,1	3,0	4,0	3,3	1,3	0,3	0,7	1,9
Portugal	3,0	2,8	4,0	4,3	3,8	3,7	1,6	0,5	0,3	2,3
Zone euro	**2,3**	**2,2**	**3,6**	**2,3**	**2,8**	**3,6**	**1,5**	**0,9**	**1,0**	2,4
Danemark	2,6	4,3	1,0	2,8	2,6	2,8	1,4	1,6	1,6	2,6
Royaume-Uni	1,9	3,8	0,8	2,9	2,4	3,1	2,1	1,8	2,1	2,6
Suède	1,6	2,2	1,1	4,0	4,6	4,4	1,1	1,9	1,5	2,8
Union européenne	**2,3**	**2,5**	**3,1**	**2,5**	**2,8**	**3,5**	**1,6**	**1,0**	**1,2**	**2,4**
Norvège	4,0	5,2	2,0	4,4	2,1	2,8	1,9	1,0	1,1	2,1
Suisse	1,6	3,4	3,7	0,5	1,5	3,2	0,9	0,1	0,6	1,9
Canada	3,2	4,7	0,2	2,8	5,4	4,5	1,5	3,4	2,7	3,4
États-Unis	3,4	3,8	1,8	2,7	4,1	3,8	0,3	2,4	2,5	4,0
Japon	3,9	4,4	5,2	1,9	0,1	2,8	0,4	0,3	1,0	1,1
Total OCDE	**3,2**	**3,6**	**3,1**	**2,6**	**3,1**	**3,8**	**0,8**	**1,8**	**1,9**	**3,0**

TABLEAU G.01-16

Critères de convergence (1) de l'Union européenne, au sens du Traité de Maastricht

Source : Eurostat

États membres	Zone Euro	U E à 15	Bel-gique	Dane-mark	Alle-magne	Grèce	Es-pagne	France	Irlande	Italie	Luxem-bourg	Pays-Bas	Au-triche	Portu-gal	Fin-lande	Suède	Roy-aume Uni
I. Prix à la consommation (indices harmonisés)																	
En moyenne annuelle / (n-1)																	
1997	1,6	1,7	1,5	1,9	1,5	5,4	1,9	1,3	1,2	1,9	1,4	1,9	1,2	1,9	1,2	1,8	1,8
1998	1,1	1,3	0,9	1,3	0,6	4,5	1,8	0,7	2,1	2,0	1,0	1,8	0,8	2,2	1,4	1,0	1,6
1999	1,1	1,2	1,1	2,1	0,6	2,1	2,2	0,6	2,5	1,7	1,0	2,0	0,5	2,2	1,3	0,6	1,3
2000 (*r*)	2,1	1,9	2,7	2,7	1,4	2,9	3,5	1,8	5,3	2,6	3,8	2,3	2,0	2,8	3,0	1,3	0,8
2001 (*r*)	2,3	2,2	2,4	2,3	1,9	3,7	2,8	1,8	4,0	2,3	2,4	5,1	2,3	4,4	2,7	2,7	1,2
2002	2,3	2,1	1,6	2,4	1,3	3,9	3,6	1,9	4,7	2,6	2,1	3,9	1,7	3,7	2,0	2,0	1,3
II. Taux d'intérêt à long terme																	
(Moyenne annuelle)																	
1997	6,0	6,3	5,8	6,3	5,6	9,9	6,4	5,6	6,3	6,9	5,6	5,6	5,7	6,4	6,0	6,6	7,1
1998	4,7	4,9	4,8	4,9	4,6	8,5	4,8	4,6	4,8	4,9	4,7	4,6	4,7	4,9	4,8	5,0	5,6
1999	4,7	4,7	4,8	4,9	4,5	6,3	4,7	4,6	4,7	4,7	4,7	4,6	4,7	4,8	4,7	5,0	5,0
2000	5,4	5,4	5,6	5,6	5,3	6,1	5,5	5,4	5,5	5,6	5,5	5,4	5,6	5,6	5,5	5,4	5,3
2001	5,0	5,0	5,1	5,1	4,8	5,3	5,1	4,9	5,0	5,2	4,9	5,0	5,1	5,2	5,0	5,1	5,0
2002	4,9	4,9	5,0	5,1	4,8	5,1	5,0	4,9	5,0	5,0	4,7	4,9	5,0	5,0	5,0	5,3	4,9
III. Déficit (-) ou excédent (+) des administrations publiques																	
(en % du PIB)																	
1997	− 2,6	− 2,4	− 2,0	+ 0,4	− 2,7	− 4,0	− 3,2	− 3,0	+ 1,2	− 2,7	+ 3,4	− 1,1	− 1,9	− 3,0	− 1,5	− 1,5	− 2,0
1998 (*r*)	− 2,2	− 1,6	− 0,7	+ 1,1	− 2,2	− 2,5	− 2,7	− 2,7	+ 2,4	− 2,8	+ 3,1	− 0,8	− 2,4	− 2,6	+ 1,5	+ 1,9	+ 0,2
1999 (*r*)	− 1,3	− 0,7	− 0,4	+ 3,3	− 1,5	− 1,8	− 1,2	− 1,8	+ 2,4	− 1,7	+ 3,5	+ 0,7	− 2,3	− 2,8	+ 2,2	+ 1,5	+ 1,0
2000 (*r*)	+ 0,2	+ 1,0	+ 0,2	+ 2,6	+ 1,3	− 1,9	− 0,8	− 1,4	+ 4,4	− 0,6	+ 6,4	+ 2,2	− 1,5	− 2,8	+ 7,1	+ 3,4	+ 3,8
2001 (*r*)	− 1,6	− 0,9	+ 0,6	+ 3,1	− 2,8	− 1,5	− 0,3	− 1,5	+ 0,9	− 2,6	+ 6,1	−	+ 0,3	− 4,2	+ 5,2	+ 4,5	+ 0,7
2002	− 2,2	− 1,9	+ 0,1	+ 2,1	− 3,5	− 1,2	+ 0,1	− 3,1	− 0,2	− 2,3	+ 2,5	− 1,6	− 0,2	− 2,7	+ 4,2	+ 1,3	− 1,5
IV. Dette des administrations publiques																	
(en % du PIB)																	
1997 (*r*)	74,3	70,9	124,8	61,2	61,0	108,2	66,6	59,3	65,0	120,2	6,1	69,9	64,7	59,1	54,1	70,5	50,8
1998 (*r*)	73,5	68,8	119,2	56,2	60,9	105,8	64,6	59,5	55,2	116,3	6,3	66,8	63,9	55,0	48,6	70,5	47,7
1999 (*r*)	72,1	67,8	114,9	53,0	61,2	105,2	63,1	58,5	48,6	114,9	5,9	63,1	67,5	54,3	47,0	62,7	45,1
2000 (*r*)	69,5	63,9	109,6	47,3	60,2	106,2	60,5	57,2	38,4	110,6	5,5	55,9	66,8	53,3	44,6	52,8	42,1
2001 (*r*)	69,2	63,0	108,5	45,4	59,5	106,9	56,8	56,8	36,1	109,5	5,5	52,9	67,3	55,5	44,0	54,4	38,9
2002	69,0	62,3	105,8	45,5	60,8	104,7	53,8	59,0	32,4	106,7	5,7	52,4	67,3	58,1	42,7	52,7	38,5

(1) Critères précisés dans la partie 3 « Définitions » du chapitre.

Chapitre G.02

○ Appareil productif

1 Présentation.
2 Méthodologie.
3 Définitions.
4 Sources de documentation.
5 Tableaux.

○ Liste des tableaux

1 Nombre d'agents productifs par taille - France entière.

2 Structure de la population des entreprises de l'industrie, de la construction, du commerce et des services (ICS) au 1er janvier - France entière.

3A Taille et activité des entreprises de l'industrie, de la construction, du commerce et des services (ICS) - France entière.

3B Taille et activité des établissements de l'industrie, de la construction, du commerce et des services (ICS) - France entière.

4 Répartition des entreprises de l'industrie, de la construction, du commerce et des services (ICS) par activité et forme juridique - France entière.

5 Créations d'entreprises de l'industrie, de la construction, du commerce et des services (ICS) - France entière.

6 Créations d'entreprises de l'industrie, de la construction, du commerce et des services (ICS), par activité et forme juridique en 2002 - France entière.

7 Défaillances d'entreprises.

8 Répartition des entreprises selon le secteur en 2001.

9 Répartition des entreprises selon le régime d'imposition et la forme juridique en 2001.

10 Répartition des entreprises suivant les effectifs, le chiffre d'affaires et l'activité principale en 2001.

11 Compte de résultat des entreprises en 2001.

12 Bilan des entreprises en 2001.

13 A Part des entreprises appartenant à un groupe.

13 B Concentration des groupes.

14 Répartition sectorielle des entreprises appartenant au « contour élargi » et « noyau dur » des groupes.

15 Importance des groupes en fonction de leur taille.

16 Importance des groupes selon l'implantation géographique de la tête de groupe au 1er janvier 2002.

17 Performances des entreprises : indices de chiffres d'affaires dans l'industrie et la construction.

18 Performances des entreprises : indices de chiffres d'affaires dans le commerce, les transports et la réparation automobile.

1
○ Présentation

Au 1er janvier 2002, le système productif marchand compte, d'après la source SUSE, 2,64 millions d'entreprises (exception faite du secteur agricole) ce qui représente un effectif salarié d'environ 15,2 millions de personnes. 90 % d'entre elles dépendent d'une entreprise du champ de l'industrie, du commerce et des services, un secteur qui compte 1,9 million d'entreprises (hors les activités immobilières).

Les groupes d'entreprises ont un rôle prépondérant dans l'économie française. S'ils ne contrôlent, au 1er janvier 2002, que 5 % des entreprises, les groupes rassemblent surtout les grandes unités. Ainsi, les 98 000 entreprises contrôlées emploient plus d'un salarié sur deux et produisent 70 % de la valeur ajoutée.

L'importance des groupes est très variable selon le secteur d'activité. Elle est faible dans la construction, les services aux particuliers et le commerce où l'activité est répartie entre de nombreuses entreprises, souvent de petite taille. À l'opposé, dans l'automobile et l'énergie, secteurs dominés par les grandes entreprises, le poids des groupes est très fort (plus de 90 % des effectifs salariés et plus de 90 % de la valeur ajoutée des secteurs concernés).

La concentration est particulièrement forte dans les activités fortement dominées, ou anciennement dominées par le secteur public : construction automobile, construction aéronautique et spatiale, fabrication d'armes et de munitions, extraction d'hydrocarbures, raffinage de pétrole, production et distribution d'électricité, captage, traitement et distribution d'eau. Dans chacune de ces activités, les quatre premiers groupes présents occupent plus de 80 % des salariés et réalisent plus de 85 % de la valeur ajoutée.

Plus de 29 000 groupes, français ou étrangers, sont recensés en France. Leur taille est très variable : 27 000 emploient moins de 500 salariés, 1 400 emploient entre 500 et 2 000 salariés, 400 entre 2 000 et 10 000 et près de 100 plus de 10 000 salariés.

En 2002, 268 500 entreprises sont créées, soit presque autant qu'en 2001. Les secteurs les plus dynamiques sont l'immobilier, les services aux entreprises et la construction.

En baisse depuis 1996, le nombre de défaillances d'entreprises jugées en 2002 augmente de 2,5 % par rapport à l'année précédente. L'industrie enregistre les plus fortes hausses, en particulier l'industrie automobile et les biens d'équipement ainsi que l'industrie des biens intermédiaires et l'énergie (respectivement + 17,6 et + 16,6 %).

2
○ Méthodologie

Agents productifs et entreprises

L'appareil productif est constitué d'un ensemble d'agents économiques produisant des biens ou des services.

Cette population est analysée en distinguant les entreprises qui produisent des biens ou des services marchands, c'est-à-dire destinés à être vendus sur le marché, des organismes produisant des services non marchands. Ces organismes sont qualifiés de publics ou de privés selon qu'ils sont financés par des prélèvements obligatoires, ou par des contributions volontaires.

Au sein des entreprises on peut distinguer, en fonction de leur activité principale, les entreprises agricoles (agriculture, pêche et sylviculture à l'exclusion de la vinification), les entreprises financières (organismes financiers, assurances et auxiliaires financiers et d'assurance) et les entreprises du champ de « l'industrie, de la construction, du commerce et des services » dénommé ICS.

Il est apparu intéressant de dénombrer les entreprises qui relèvent du champ de l'économie sociale, c'est-à-dire les mutuelles, coopératives et associations diverses qui, tout en produisant principalement pour le marché, ont des formes d'organisation ne relevant pas de la stricte logique de l'appropriation particulière : leurs instances de direction sont élues par l'ensemble de leurs membres, indépendamment de leur participation au capital, selon la règle un homme égale une voix.

Les agents productifs, entreprises et organismes publics ou privés, selon les définitions retenues par la Communauté européenne, « correspondent à la plus petite combinaison d'unités légales qui constitue une unité organisationnelle de production jouissant d'une certaine autonomie de décision en particulier pour l'affectation de ses ressources courantes ».

Établissements de l'industrie, de la construction, du commerce et des services

Il s'agit de tous les établissements ayant une activité à caractère marchand et relevant de l'industrie, de la construction, du commerce et des services.

La création d'entreprise

Depuis le 1er janvier 1993, les séries sur les créations d'entreprises comprennent tous les mouvements donnant lieu à une prise d'activité, la création, l'activation économique ou la réactivation de l'unité.

La création de l'entreprise se matérialise par l'immatriculation de l'unité au répertoire SIRENE. Elle correspond à la création du premier établissement économiquement actif.

L'activation économique est le fait d'une unité inscrite au répertoire qui n'avait jusque-là aucune activité économique et qui entreprend d'en exercer une. C'est la transformation d'une « pseudo-entreprise » en entreprise ayant une réalité économique.

La réactivation est le fait d'une unité inscrite au répertoire qui avait cessé son activité et qui la reprend. Ce mouvement concerne plus particulièrement les personnes physiques (artisans, commerçants...).

En outre, les mouvements de création et d'activation économique peuvent être scindés en deux mouvements distincts : les créations nouvelles et les reprises.

La création nouvelle ou création ex-nihilo résulte de la création d'un établissement jusqu'alors inexistant.

La reprise se produit quand une unité reprend totalement ou partiellement l'activité de l'établissement d'une autre unité.

La distinction entre création nouvelle et reprise est opérée sur une base déclarative. L'expérience montre que cette déclaration est entachée d'un biais qui conduit à sous-estimer les reprises. Par ailleurs, cette distinction ne permet pas de cerner les changements de forme d'exploitation. Une étude menée sur les entreprises nées en 1990-1991 (hors réactivations) montre que les reprises et les changements de forme juridique représentent respectivement 28 % et 2,5 % de l'ensemble des créations (hors réactivations).

Les sources d'information

Elles sont de trois sortes :

– le répertoire SIRENE (Système informatique pour le répertoire des entreprises et de leurs établissements), géré par l'INSEE, recense les entreprises et les établissements du système productif ;

– les enquêtes : EAE (Enquête annuelle d'entreprise) pour l'étude des entreprises et LIFI (enquête sur les « liaisons financières entre sociétés ») pour déterminer le périmètre des groupes, complétée par la base de données DIANE ; celle-ci est constituée à partir des obligations de publicité légale obligatoire auprès du greffe du tribunal ;

– les sources administratives : les déclarations fiscales des BIC (bénéfices industriels et commerciaux), des BNC (bénéfices non commerciaux) et des BA (bénéfices agricoles), le *BODACC (Bulletin officiel des annonces civiles et commerciales)* ; l'appariement des données des BIC avec celles des EAE est à la base du Système unifié de statistiques d'entreprises (SUSE) et du Système intermédiaire des entreprises (pour l'élaboration du compte des « sociétés et quasi-sociétés non financières » dans les Comptes de la

Nation). Ces deux systèmes intègrent aussi les informations relevant des autres régimes.
Le répertoire SIRENE, géré par l'INSEE, est fondamentalement un outil d'identification des entreprises et des établissements à vocation inter-administrative. Il est mis à jour en permanence à partir des déclarations de création, modification, cessation d'entreprises et d'établissements, recueillies par les Centres de formalités d'entreprises (CFE). L'INSEE attribue ainsi le numéro unique d'identification SIREN à 9 chiffres qui caractérise l'entreprise, des numéros SIRET à 14 chiffres (les neuf premiers chiffres reprenant le SIREN de l'entreprise) qui caractérisent les établissements, et des codes d'« activité principale exercée » à 4 chiffres (dits numéros de code APE) qui sont déterminés par référence à la nomenclature officielle d'activités et de produits.
Parmi les autres informations portées au répertoire, il faut citer :
– pour les entreprises (unités SIREN) :
  - leur nom ou raison sociale ;
  - leur catégorie juridique ;
  - leur tranche d'effectif salarié ;
  - le nombre de leurs établissements.
– pour les établissements (unités SIRET) :
  - leur adresse complète ;
  - leur tranche d'effectif salarié ;
  - leur statut qui est soit « siège ou établissement principal », soit « établissement secondaire ».

L'état d'activité des unités SIREN et SIRET est apprécié au travers d'indicateurs spécifiques. On distingue, par ailleurs, les unités SIRET « ordinaires » (celles qui exploitent des moyens de production en vue de produire des biens ou des services et qui répondent donc à la définition habituelle de l'établissement), des unités SIRET « singulières » (qui ne répondent pas à la définition précédente mais sont néanmoins immatriculées dans SIRENE pour les besoins de la coordination inter-administrative).
Le répertoire SIRENE comprend la totalité des entreprises et des établissements du système productif.
Il faut préciser que SIRENE surestime d'environ 5 % les nombres d'entreprises et d'établissements du champ de l'industrie, de la construction, du commerce et des services, car, on omet souvent de déclarer la cessation des entreprises de petite taille (principalement celles sans salarié). Toutefois, l'INSEE procède à de nombreuses opérations d'amélioration de la qualité du répertoire SIRENE qui ont pour conséquence de diminuer le taux d'unités répertoriées, à tort, en état d'activité.

Les sources administratives

Les entreprises réalisant des bénéfices en France sont imposées selon la catégorie des revenus ; on distingue trois catégories principales :
– les bénéfices industriels et commerciaux (BIC) : 1,8 million d'unités environ ;
– les bénéfices non commerciaux (BNC) : 460 000 unités environ ;
– les bénéfices agricoles (BA) : 230 000 unités environ.

L'ensemble de ces sources fait actuellement l'objet d'une exploitation statistique. Les sources fiscales BIC, BNC et BA couvrent ainsi l'ensemble du système productif marchand, de manière quasi exhaustive. Seules les unités exonérées d'impôt en sont exclues. Depuis cette année, les très petites entreprises, soumises au régime des micro-BIC et des micro-BNC sont intégrées dans les tableaux. De plus, il y a structurellement un certain nombre d'entreprises absentes (unités ne remettant pas de déclarations et taxées d'office ou celles remettant des déclarations tardives non saisies), qui sont estimées.
Les tableaux de ce chapitre sont relatifs à l'exercice 2001, au cours duquel les seuils étaient les suivants :
– le régime réel simplifié des BIC (BIC-RSI) s'applique à toute entreprise ayant un chiffre d'affaires annuel compris entre 76 300 euros et 763 000 euros (ces seuils sont fixés à 27 000 euros et 230 000 euros pour les prestataires de services) et à toute unité non soumise au bénéfice réel normal ;
– le régime réel normal des BIC (BIC-BRN) est obligatoire pour les entreprises ayant un chiffre d'affaires annuel supérieur à 763 000 euros, 230 000 euros pour les prestataires de services. Certaines entreprises assujetties normalement au RSI peuvent opter pour le BRN.

Les unités soumises au bénéfice réel fournissent une comptabilité plus complète (compte de résultat, bilan et annexes tels que le détail des immobilisations et la détermination du résultat fiscal...), tandis que celles soumises au régime simplifié ne fournissent qu'un compte de résultat et un bilan.
Les BNC concernent les professions libérales, lesquelles n'interviennent de manière significative que dans quelques secteurs du tertiaire : activités d'étude, de conseil et d'assistance, enseignement, santé. Depuis 1998, seul subsiste le régime de la déclaration contrôlée (DC) et l'exploitation de ces données assure une meilleure couverture du champ des services marchands. Les informations transmises se limitent toutefois à un compte de résultat.
Enfin, les BA s'appliquent aux exploitants agricoles. L'exploitation des BA est récente.

Le système unifié de statistiques d'entreprises (SUSE)

Il a été mis en place à partir des déclarations fiscales des unités relevant des bénéfices industriels et commerciaux (BIC) et des enquêtes annuelles d'entreprises (EAE) effectuées par l'INSEE et les différents ministères techniques. Ces deux ensembles de données constituent la source fondamentale pour l'élaboration de la Comptabilité nationale en ce qui concerne les entreprises (comptes de secteurs, comptes de branches, comptes intermédiaires et comptabilité régionale).
Afin d'assurer au maximum la comparabilité et l'homogénéité de ces deux sources, les déclarations des plus grandes entreprises sont mises en cohérence par une série de traitements qui ont pour conséquence de modifier considérablement l'image donnée du système productif par les fichiers bruts.
Les données définitives d'un exercice comptable *n* sont disponibles en juin *n + 2*.

Les indices annuels de chiffres d'affaires

Ces indices sont calculés par l'INSEE à partir d'un échantillon d'environ 80 000 entreprises appartenant au champ de l'industrie, de la construction, du commerce, des services et des transports.
Cet échantillon est renouvelé chaque année afin de tenir compte de la démographie des entreprises. Il est tiré parmi la population des entreprises imposées au régime fiscal du bénéfice réel normal qui remplissent mensuellement le formulaire fiscal CA3 servant à déterminer le montant de la TVA qu'elles doivent verser.
Les indices annuels de chiffres d'affaires sont des indices chaînés, c'est-à-dire que l'indice de l'année *n* est obtenu en multipliant l'indice de l'année *n* – 1 par le rapport des sommes des chiffres d'affaires réalisés respectivement les deux années. Ils sont en base 100 en 1995.
Pour certains secteurs du commerce de détail et des services, cette source d'informations est complétée par une enquête postale mensuelle auprès d'un panel glissant d'entreprises non assujetties au régime réel normal.

Les groupes de sociétés

Les données présentées sur les groupes sont le produit du rapprochement des fichiers de SUSE et du fichier du contour des groupes de sociétés. Sont présentées ici :
– l'influence, dans l'ensemble de l'économie, des groupes ; elle est mesurée par plusieurs variables et selon les différentes définitions, plus ou moins restrictives, des groupes ;
– une ventilation de l'importance des groupes par tranche de taille ;
– la ventilation sectorielle de leur poids mesuré en effectifs salariés, en distinguant les groupes « publics », les groupes privés français et les groupes étrangers.

La sous-catégorie des groupes publics est constituée à partir des têtes de groupe qui sont sous le contrôle direct ou indirect

de l'État. Cet ensemble ne définit pas, *stricto sensu,* le « secteur public », mais il en est suffisamment proche, principalement dans les secteurs de l'industrie, de l'énergie, des transports et de la construction pour refléter l'importance de celui-ci dans l'économie française.

3 ○ Définitions

Les défaillances d'entreprises

Une entreprise est en situation de défaillance à partir du moment où une procédure de redressement judiciaire est ouverte à son encontre. Une telle procédure doit être déclenchée dès que l'entreprise se trouve en état de cessation des paiements, c'est-à-dire n'est plus en mesure de faire face à son passif exigible avec son actif disponible. L'entreprise est alors tenue de déposer son bilan au greffe du tribunal compétent. Les deux termes de dépôt de bilan ou de défaillance désignent de façon équivalente la situation de l'entreprise à la suite du jugement prononçant l'ouverture du redressement judiciaire.

L'entreprise

On définit comme entreprise toute unité légale, personne physique ou personne morale, qui jouissant d'une autonomie de décision, produit des biens et services marchands.

L'établissement

Une entreprise exerce ses activités dans un ou plusieurs lieux géographiquement distincts : son ou ses établissements.
Celui de ces établissements qui abrite l'essentiel du pouvoir décisionnel de l'entreprise est déclaré siège.

Le groupe de sociétés

Il est constitué par l'ensemble des sociétés (entreprises, personnes morales), dépendant d'un même centre de décision : la société tête de groupe ; le lien de dépendance est mesuré par la part des voix détenues en assemblée générale ordinaire.
On définit :
– le contour restreint ou « noyau dur » du groupe comme l'ensemble des entreprises détenues directement ou indirectement à plus de 50 % par une société mère, tête de groupe ; la société mère n'est détenue majoritairement, ni directement ni indirectement, par aucune autre société. Dans cette définition, les groupes forment des ensembles disjoints deux à deux ;
– le contour « élargi » du groupe, comme l'ensemble de toutes les entreprises dépendant du groupe, quel que soit leur degré de dépendance vis-à-vis du centre de décision. Au niveau statistique, le contour élargi des groupes est formé de l'ensemble des entreprises appartenant au contour élargi d'au moins un groupe, sans pouvoir associer une entreprise à un groupe plutôt qu'à un autre ;
– le recensement des liaisons de détention du capital entre entreprises montre en outre que certaines sont ainsi liées à d'autres sans pouvoir être rattachées, même de façon ténue, à aucun groupe. La réunion de ces entreprises avec celles du contour élargi définit la « mouvance » des groupes, soit l'ensemble le plus large des entreprises entretenant des liens de dépendance en capital avec d'autres entreprises.

4 ○ Sources de documentation

Ce chapitre a été réalisé avec la collaboration du Pôle démographie des Entreprises et des Établissements et de la division « Synthèses des statistiques d'entreprises » de l'INSEE.

Organisme :
– INSEE.

Sites Internet :
– www.alisse.insee.fr (Alisse : Accès en Ligne aux Statistiques Structurelles d'Entreprises).
– www.entreprises.insee.fr

Publications :

INSEE
– « L'économie française », édition 2003-2004.
– « La France des services », édition 2003-2004.
– « La remontée de l'endettement des grands groupes à la fin des années 90 », C. Picart, document de travail, mars 2003.
– « Les entreprises françaises des groupes vues à travers les enquêtes « liaisons financières » de 1980 à 1999, N. Chabanas, document de travail, avril 2002.
Économie et statistique :
– « Les entreprises sur les marchés mondiaux », n^{os} 363-364-365, novembre 2003.
INSEE Méthodes :
– « Les indices mensuels de chiffre d'affaires », n° 103.
INSEE Résultats, série Économie :
– « Les entreprises de services en 2001 », n° 11, septembre 2003 ;
– « Les petites entreprises industrielles en 2001 », n° 10, septembre 2003 ;
– « Répertoire des entreprises contrôlées majoritairement par l'État en 2001 », n° 7, juin 2003 ;
– « Images économiques des entreprises et des groupes au 1er janvier 2001 » - cédérom inclus, n° 6, juin 2003 ;
– « Les entreprises de services en 2000 - Tome 2 : les services aux entreprises » - cédérom inclus, n° 5, décembre 2002 ;
– « Les entreprises du commerce de détail et du commerce automobile en 2000 - cédérom inclus », n° 1, juillet 2002.
INSEE-Première :
– « Les créateurs d'entreprises en 2002 », n° 928, octobre 2003 ;
– « L'impact sur l'emploi des créations d'entreprises », n° 917, août 2003 ;
– « Endettement et internationalisation des groupes », n° 890, mars 2003 ;
– « 30 % de femmes parmi les créateurs d'entreprises », n° 887, mars 2003 ;
– « Légère diminution des créations d'entreprises depuis 2000 », n° 879, janvier 2003 ;
– « L'innovation, une stratégie dans le tertiaire lié aux entreprises », n° 874, décembre 2002 ;
– « Les défaillances d'entreprises - Moindre baisse en 2001 », n° 866, septembre 2002 ;
– « Au-delà des entreprises : les groupes », n° 836, mars 2002 ;
– « Les petites entreprises du commerce depuis 30 ans », n° 831, février 2002.
Synthèses :
– « L'innovation dans les entreprises », n° 67.

Autres :
– « L'appareil statistique français face aux groupes d'entreprises », Commissariat Général du Plan, novembre 2002 ;
– « La situation de l'industrie - Enquête annuelle d'entreprise », *Chiffres-Clés* (annuel), SESSI, ministère de l'Économie, des Finances et de l'Industrie.

5 ○ Tableaux

Des tableaux détaillés, « séries » et supplémentaires sont disponibles sur le cédérom (cf. liste en fin d'annuaire).

TABLEAU G.02-1

Nombre d'agents productifs par taille (1) - France entière

Source : INSEE (SIRENE) (2)

Unité : Millier

Typologie des agents productifs	Taille en nombre de salariés				
	0	1 à 9	10 à 499	500 et +	**Total**
Situation au 1er janvier 2003 (3)					
Organismes publics	59	29	13	1	**102**
Organismes privés	225	121	21	n. s.	**367**
Entreprises	1 942	1 092	192	2	**3 228**
dont : Entreprises agricoles	639	25	2	n. s.	**666**
Entreprises financières	30	19	2	n. s.	**51**
Entreprises ICS (Industrie, Commerce et Services) (1)	1 274	1 048	188	2	**2 512**
Total	**2 226**	**1 241**	**227**	**3**	**3 697**
Situation au 1er janvier 2002 *(r)*					
Organismes publics	59	29	13	1	**102**
Organismes privés	207	118	21	n. s.	**346**
Entreprises	1 914	1 082	188	3	**3 187**
dont : Entreprises agricoles	642	23	2	n. s.	**667**
Entreprises financières	30	19	2	n. s.	**51**
Entreprises ICS (Industrie, Commerce et Services) (1)	1 242	1 040	184	2	**2 469**
Total	**2 180**	**1 229**	**222**	**4**	**3 635**
Situation au 1er janvier 2001 *(r)*					
Organismes publics	59	29	13	1	**102**
Organismes privés	190	115	20	n. s.	**325**
Entreprises	1 885	1 070	175	2	**3 132**
dont : Entreprises agricoles	641	21	2	n. s.	**664**
Entreprises financières	29	19	2	n. s.	**50**
Entreprises ICS (Industrie, Commerce et Services) (1)	1 215	1 030	171	2	**2 418**
Total	**2 134**	**1 214**	**208**	**3**	**3 559**

(1) Voir dans la méthodologie la première rubrique « agents productifs et entreprises » et dans les définitions le champ ICS.
(2) Données calculées à partir de la version 5 du répertoire SIRENE (mise en place au 1er janvier 1997).
(3) Données semi-définitives.

TABLEAU G.02-2

Structure de la population des entreprises de l'industrie, de la construction, du commerce et des services (ICS) au 1er janvier (1) - France entière

Source : INSEE (SIRENE) (2)

%

	r 1995	*r* 1999	*r* 2000	*r* 2001	*r* 2002	(3) 2003
Employeurs	50,0	50,9	49,9	49,8	49,7	49,3
Non-employeurs	50,0	49,1	50,2	50,2	50,3	50,7
Mono-établissements	93,7	93,0	92,7	92,7	92,6	92,7
Pluri-établissements	6,3	7,0	7,3	7,4	7,4	7,3
Monorégionales	98,4	98,2	98,1	97,9	97,9	97,9
Non-monorégionales (4)	1,6	1,8	1,9	2,1	2,1	2,1
Ensemble des entreprises (milliers)	**2 305**	**2 354**	**2 374**	**2 418**	**2 469**	**2 512**

(1) Voir dans la méthodologie la première rubrique « agents productifs et entreprises » et dans les définitions le champ ICS.
(2) Données calculées à partir de la version 5 du répertoire SIRENE (mise en place au 1er janvier 1997) à compter du 1er janvier 1998.
(3) Données semi-définitives.
(4) La catégorie des entreprises « non-monorégionales » rassemble les anciennes catégories « quasi monorégionales » et « plurirégionales ».

TABLEAU G.02-3A

Taille et activité des entreprises de l'industrie, de la construction, du commerce et des services (ICS) (1) France entière

Source : INSEE (SIRENE) (2) — *Unité* : Entreprise

Activité	Code NES 16	Taille en nombre de salariés							
		0	1 à 9	10 à 49	50 à 199	200 à 499	500 à 1 999	2 000 et plus	**Total**
Situation au 1er janvier 2003 (3)									
Industries agricoles et alimentaires	EB	15 741	42 631	6 504	1 187	294	133	15	**66 505**
Industrie (hors IAA)	EC à EG	69 122	77 289	30 630	7 055	1 648	745	141	**186 630**
Construction	EH	136 755	170 203	24 406	2 086	232	96	12	**333 790**
Commerce	EJ	290 344	291 681	39 980	5 548	784	309	65	**628 711**
Transports	EK	48 542	30 066	9 095	1 857	398	133	28	**90 119**
Activités immobilières	EM	48 189	24 529	2 282	138	16	5	–	**75 159**
Services aux entreprises	EN	235 802	140 065	23 987	3 786	845	402	96	**404 983**
Autres services	EP - EQ	429 064	271 761	22 586	2 311	363	83	34	**726 202**
Total		**1 273 559**	**1 048 225**	**159 470**	**23 968**	**4 580**	**1 906**	**391**	**2 512 099**
Situation au 1er janvier 2002 *(r)*									
Industries agricoles et alimentaires	EB	15 785	43 015	6 454	1 168	284	132	16	**66 854**
Industrie (hors IAA)	EC à EG	68 819	78 129	30 478	7 139	1 639	763	143	**187 110**
Construction	EH	134 739	167 871	23 674	2 083	242	112	11	**328 732**
Commerce	EJ	284 605	290 730	39 556	5 394	756	307	66	**621 414**
Transports	EK	48 864	30 090	8 901	1 860	404	128	29	**90 276**
Activités immobilières	EM	45 554	23 915	2 174	131	15	5	–	**71 794**
Services aux entreprises	EN	224 120	138 088	23 063	3 636	826	402	92	**390 227**
Autres services	EP - EQ	419 691	268 394	21 588	2 233	358	81	34	**712 379**
Total		**1 242 177**	**1 040 232**	**155 888**	**23 644**	**4 524**	**1 930**	**391**	**2 468 786**

(1) Voir dans la méthodologie la première rubrique « agents productifs et entreprises » et dans les définitions le champ ICS.
(2) Données calculées à partir de la version 5 du répertoire SIRENE (mise en place au 1er janvier 1997).
(3) Données semi-définitives.

TABLEAU G.02-3B

Taille et activité des établissements de l'industrie, de la construction, du commerce et des services (ICS) (1) France entière

Source : INSEE (SIRENE) (2) — *Unité* : Établissement

Activité	Code NES 16	Taille en nombre de salariés							
		0	1 à 9	10 à 49	50 à 199	200 à 499	500 à 1 999	2 000 et plus	**Total**
Situation au 1er janvier 2003 (3)									
Industries agricoles et alimentaires	EB	19 390	47 977	6 667	1 473	402	85	2	**75 996**
Industrie (hors IAA)	EC à EG	87 695	92 154	36 718	9 031	2 071	837	64	**228 570**
Construction	EH	146 191	175 607	26 874	2 620	190	29	1	**351 512**
Commerce	EJ	347 007	377 761	53 257	6 817	880	158	5	**785 885**
Transports	EK	57 250	40 064	13 425	2 967	482	163	31	**114 382**
Activités immobilières	EM	54 210	29 578	2 193	89	13	–	–	**86 083**
Services aux entreprises	EN	265 548	178 383	36 953	7 418	1 647	363	11	**490 323**
Services aux particuliers	EP	209 382	211 852	21 265	1 762	169	39	4	**444 473**
Éducation, santé, action sociale	EQ	252 014	86 992	5 599	996	173	9	–	**345 783**
Total		**1 438 687**	**1 240 368**	**202 951**	**33 173**	**6 027**	**1 683**	**118**	**2 923 007**
Situation au 1er janvier 2002 (*r*)									
Industries agricoles et alimentaires	EB	19 530	48 340	6 605	1 460	391	85	2	**76 413**
Industrie (hors IAA)	EC à EG	87 008	92 135	36 686	9 142	2 077	843	65	**227 956**
Construction	EH	143 993	173 145	26 126	2 642	201	32	2	**346 141**
Commerce	EJ	341 249	374 951	51 773	6 722	841	161	5	**775 702**
Transports	EK	57 574	39 883	13 173	2 965	459	164	31	**114 249**
Activités immobilières	EM	51 389	28 507	2 106	85	10	–	–	**82 097**
Services aux entreprises	EN	253 289	176 229	35 571	7 134	1 602	379	8	**474 212**
Services aux particuliers	EP	205 193	207 833	20 226	1 696	172	34	5	**435 159**
Éducation, santé, action sociale	EQ	245 865	86 622	5 326	967	167	12	–	**338 959**
Total		**1 405 090**	**1 227 645**	**197 592**	**32 813**	**5 920**	**1 710**	**118**	**2 870 888**

(1) Voir dans la méthodologie la première rubrique « agents productifs et entreprises » et dans les définitions le champ ICS.
(2) Données calculées à partir de la version 5 du répertoire SIRENE (mise en place au 1er janvier 1997).
(3) Données semi-définitives.

TABLEAU G.02-4

Répartition des entreprises de l'industrie, de la construction, du commerce et des services (ICS) (1), par activité et forme juridique - France entière

Source : INSEE (SIRENE) (2) — *Unité* : Entreprise

Activité	Code NES 16	Personnes physiques				Personnes morales			Total
		dont Artisans Commerçants	*dont* Commerçants	*dont* Artisans	**Total**	*dont* SARL	*dont* SA	**Total**	
Situation au 1er janvier 2003 (3)									
Industries agricoles et alimentaires	EB	34 673	2 123	3 333	**40 480**	18 412	4 336	**26 025**	**66 505**
Industrie (hors IAA)	EC à EG	15 781	3 576	42 755	**65 363**	85 795	32 374	**121 267**	**186 630**
Construction	EH	21 310	1 861	178 236	**202 464**	115 799	10 380	**131 326**	**333 790**
Commerce	EJ	62 386	195 782	16 292	**302 996**	264 565	44 613	**325 715**	**628 711**
Transports	EK	5 318	20 092	23 126	**50 189**	31 290	6 751	**39 930**	**90 119**
Activités immobilières	EM	125	6 855	11	**17 158**	44 556	6 986	**58 001**	**75 159**
Services aux entreprises	EN	4 993	17 497	12 452	**166 507**	163 803	45 439	**238 476**	**404 983**
Services aux particuliers	EP	45 210	112 276	28 815	**247 365**	130 479	9 489	**150 560**	**397 925**
Éducation, santé, action sociale	EQ	653	1 744	666	**292 229**	17 568	2 637	**36 048**	**328 277**
Total		**190 449**	**361 806**	**305 686**	**1 384 751**	**872 267**	**163 005**	**1 127 348**	**2 512 099**
Situation au 1er janvier 2002 *(r)*									
Industries agricoles et alimentaires	EB	35 441	2 129	3 303	**41 233**	17 961	4 398	**25 621**	**66 854**
Industrie (hors IAA)	EC à EG	16 357	3 643	43 430	**66 517**	84 891	32 523	**120 593**	**187 110**
Construction	EH	22 221	1 896	178 524	**203 731**	109 144	10 352	**125 001**	**328 732**
Commerce	EJ	64 464	194 467	16 722	**303 342**	256 469	44 911	**318 072**	**621 414**
Transports	EK	5 055	21 190	23 191	**51 071**	30 579	6 709	**39 205**	**90 276**
Activités immobilières	EM	133	6 956	12	**16 707**	41 835	6 844	**55 087**	**71 794**
Services aux entreprises	EN	4 977	17 007	12 377	**162 346**	154 660	44 203	**227 881**	**390 227**
Services aux particuliers	EP	45 483	113 646	28 375	**246 393**	123 900	9 366	**143 918**	**390 311**
Éducation, santé, action sociale	EQ	700	1 787	740	**287 264**	16 316	2 592	**34 804**	**322 068**
Total		**194 831**	**362 721**	**306 674**	**1 378 604**	**835 755**	**161 898**	**1 090 182**	**2 468 786**

(1) Voir dans la méthodologie la première rubrique « agents productifs et entreprises » et dans les définitions le champ ICS.
(2) Données calculées à partir de la version 5 du répertoire SIRENE (mise en place au 1er janvier 1997).
(3) Données semi-définitives.

TABLEAU G.02-5

Créations d'entreprises de l'industrie, de la construction, du commerce et des services (ICS) (1) - France entière

Source : INSEE (SIRENE) — *Unité* : Entreprise

Activité	NES 16	1997				2002			
		Créations nouvelles	Créations par Reprise	Réactivations	**Créations totales**	Créations nouvelles	Créations par Reprise	Réactivations	**Créations totales**
Industries agricoles et alimentaires	EB	2 078	3 004	1 791	**6 873**	1 978	2 775	1 461	**6 214**
Industrie (hors IAA)	EC à EG	10 866	2 506	2 789	**16 161**	9 367	1 818	2 063	**13 248**
Construction	EH	21 638	3 378	8 979	**33 995**	27 318	2 989	7 725	**38 032**
Commerce	EJ	47 820	14 952	18 017	**80 789**	43 944	11 631	15 754	**71 329**
Transports	EK	7 050	899	2 058	**10 007**	4 776	733	1 103	**6 612**
Activités immobilières	EM	5 659	327	1 340	**7 326**	7 826	328	1 381	**9 535**
Services aux entreprises	EN	35 776	1 683	5 988	**43 447**	41 427	1 550	5 822	**48 799**
Services aux particuliers	EP	20 140	18 188	13 144	**51 472**	22 832	17 575	12 890	**53 297**
Éducation, santé, action sociale	EQ	14 250	1 376	3 734	**19 360**	16 869	685	3 839	**21 393**
Total		**165 277**	**46 313**	**57 840**	**269 430**	**176 337**	**40 084**	**52 038**	**268 459**

(1) Voir dans la méthodologie la rubrique « la création d'entreprise » et dans les définitions le champ ICS.

TABLEAU G.02-6

Créations d'entreprises de l'industrie, de la construction, du commerce et des services (ICS) , par activité et forme juridique en 2002 (1) - France entière

Source : INSEE (SIRENE) — *Unité* : Entreprise

Activité	Code NES 16	Personnes physiques				Personnes morales			Total
		dont Artisans Commerçants	*dont* Commerçants	*dont* Artisans	**Total**	*dont* SARL	*dont* SA	**Total**	
Industries agricoles et alimentaires	EB	3 025	446	660	**4 144**	1 715	99	**2 070**	**6 214**
Industrie (hors IAA)	EC à EG	887	368	4 323	**6 003**	6 375	731	**7 245**	**13 248**
Construction	EH	964	182	21 077	**22 305**	15 219	217	**15 727**	**38 032**
Commerce	EJ	3 651	30 939	1 460	**41 972**	26 876	1 527	**29 357**	**71 329**
Transports	EK	134	1 514	1 730	**3 602**	2 681	264	**3 010**	**6 612**
Activités immobilières	EM	7	685	4	**3 686**	4 943	394	**5 849**	**9 535**
Services aux entreprises	EN	447	4 326	1 921	**23 492**	20 590	3 340	**25 307**	**48 799**
Services aux particuliers	EP	3 412	19 363	3 036	**35 348**	16 490	425	**17 949**	**53 297**
Éducation, santé, action sociale	EQ	21	125	19	**18 788**	1 994	92	**2 605**	**21 393**
Total		**12 548**	**57 948**	**34 230**	**159 340**	**96 883**	**7 089**	**109 119**	**268 459**

(1) Voir dans la méthodologie la rubrique « la création d'entreprise » et dans les définitions le champ ICS.

TABLEAU G.02-7

Défaillances d'entreprises

Nombre d'entreprises suivant la date du jugement

Source : INSEE (exploitation du BODACC)

Secteur d'activité	Code NES 16	*r* 1995	*r* 1997	*r* 1998	*r* 1999	*r* 2000	*r* 2001	*p* 2002
Industrie	EB à EG	7 660	6 898	5 845	5 537	4 864	4 519	4 951
Industries agricoles et alimentaires	EB	1 454	1 231	1 152	1 066	1 029	950	925
Industries des biens intermédiaires et énergie	EF + EG	1 773	1 647	1 332	1 298	1 026	1 083	1 264
Industrie automobile et biens d'équipements	ED + EE	1 473	1 377	1 041	958	919	852	1 003
Biens de consommation	EC	2 960	2 643	2 320	2 215	1 890	1 634	1 759
Construction	EH	10 266	10 177	8 779	8 020	7 343	7 632	8 533
Commerce	EJ	15 581	15 424	13 529	12 086	10 747	10 131	9 905
Transports	EK	1 958	2 146	1 792	1 715	1 824	1 741	1 678
Services aux entreprises	EN	6 078	6 124	5 439	5 019	4 692	5 316	5 776
Immobilier	EM	3 122	2 484	2 172	1 840	1 559	1 435	1 358
Services aux particuliers	EP	8 395	8 417	7 314	6 528	6 021	5 843	5 751
Total		**53 060**	**51 670**	**44 870**	**40 745**	**37 050**	**36 617**	**37 952**

TABLEAU G.02-8

Répartition des entreprises selon le secteur en 2001

Source : INSEE SUSE (Système unifié de statistiques d'entreprises)

Unités : Nombre et effectif : Millier
Valeur ajoutée : Milliard d'euros

Secteur	Nombre d'entreprises ou d'organismes	Effectif salarié	Valeur ajoutée
Industrie Commerce Service	2 600,2	14 522,2	716,3
Agriculture	671,0	435,2	36,9
Secteur financier	56,7	687,4	62,2
Administration publique (1)	98,3	5 558,9	236,9

(1) Ce sont des organismes publics non marchands qui comprennent l'État, les collectivités locales, les établissements publics administratifs (notamment organismes de coopération intercommunale, établissements hospitaliers,...) et les organismes de protection sociale. L'enseignement public est inclus. Par convention, l'État ne compte que pour une seule unité.

TABLEAU G.02-9

Répartition des entreprises selon le régime d'imposition et la forme juridique en 2001

Source : INSEE SUSE (Système unifié de statistiques d'entreprises)

Unités : Nombre et effectif : Millier
CAHT et valeur ajoutée : Milliard d'euros

Régime d'imposition et forme juridique	Nombre d'entreprises	Effectif (1) salarié	CAHT (2)	Valeur ajoutée
Régime réel normal des bénéfices industriels et commerciaux (BIC) (3)				
Personnes physiques	83,5	270,8	40,5	11,3
Sociétés en participation	3,7	4,9	4,8	0,4
Sociétés en nom collectif	17,9	439,7	132,5	25,0
SARL	363,3	2 670,0	363,2	103,3
SA	149,8	8 123,3	1 869,0	415,7
Autres formes juridiques	61,8	1 249,2	236,9	75,3
Régime simplifié des bénéfices industriels et commerciaux (BIC) (3)				
Personnes physiques	745,2	620,2	73,2	29,7
Sociétés en participation	0,8	0,4	0,1	–
Sociétés en nom collectif	11,1	10,8	1,5	0,6
SARL	311,3	688,2	54,0	20,4
SA	4,3	10,6	0,8	0,3
Autres formes juridiques	50,2	43,4	3,9	1,7
TOTAL BIC hors entreprises financières	**1 802,9**	**14 131,5**	**2 780,4**	**683,7**
Entreprises financières	**29,9**	**635,6**	///	///
Bénéfices non commerciaux (BNC) (3)				
Personnes physiques	419,9	243,8	37,7	25,5
Sociétés en participation	0,4	3,1	0,3	0,2
Sociétés en nom collectif	0,1	0,6	–	–
SARL	2,2	6,0	0,4	0,3
Autres formes juridiques	35,6	137,2	12,8	8,9
TOTAL BNC hors entreprises financières	**458,2**	**390,7**	**51,2**	**34,9**
Entreprises financières	**7,3**	**13,4**	///	///
Bénéfices agricoles (4) :				
Personnes physiques	142,6	53,6	2,3	///
Sociétés civiles	89,7	72,3	2,9	///
Autres formes juridiques	1,0	3,4	0,1	///
Total BA	**233,3**	**129,4**	**5,3**	///
Total Micro entreprises (BIC et BNC)	**339,1**	–	**4,1**	**1,6**

(1) Effectif salarié moyen sur l'année.
(2) Chiffre d'affaires hors taxes.
(3) Entreprises non agricoles et non financières.
(4) Uniquement les entreprises au régime réel normal et au régime simplifié.

TABLEAU G.02-10

Répartition des entreprises suivant les effectifs, le chiffre d'affaires et l'activité principale en 2001 (1)

Source : INSEE SUSE (Système unifié de statistiques d'entreprises) — *Unité* : Milliard d'euros

	Nombre d'entreprises (milliers)	Effectif salarié (2)	CAHT (3)	Valeur ajoutée	CAHT à l'export (3)	Investissement	**Total de bilan**
Tranche d'effectifs							
0 salarié	1 359,5	—	145	36	9	27	**841**
1 salarié	354,0	354,0	55	19	3	4	**116**
2 à 4 salariés	430,1	1 173,1	141	47	8	6	**210**
5 à 9 salariés	219,1	1 448,0	195	58	16	6	**268**
10 à 19 salariés	87,9	1 191,6	192	49	25	6	**149**
20 à 49 salariés	61,8	1 943,4	368	82	46	11	**360**
50 à 99 salariés	15,7	1 082,8	198	47	25	8	**166**
100 à 199 salariés	8,2	1 141,7	222	52	36	10	**262**
200 à 499 salariés	4,6	1 400,0	298	68	53	15	**366**
500 à 999 salariés	1,3	918,8	224	49	45	9	**234**
1 000 à 1 999 salariés	0,6	783,3	210	44	66	8	**237**
2 000 à 4 999 salariés	0,3	835,1	218	47	48	7	**262**
5 000 salariés et plus	0,1	2 159,5	359	118	98	21	**572**
Total	**2 543,2**	**14 431,3**	**2 827**	**716**	**477**	**138**	**4 044**
Tranche de chiffre d'affaires							
< 0,05 million d'euros	1 014,2	120,9	18	5	0,2	9	**603**
0,05 à < 0,1 million d'euros	427,4	252,1	31	15	0,4	3	**34**
0,1 à < 0,2 million d'euros	397,4	604,4	56	27	1	4	**59**
0,2 à < 0,5 million d'euros	340,9	1 208,6	106	47	2	6	**122**
0,5 à < 1 million d'euros	151,6	1 059,0	107	41	3	5	**111**
1 à < 2 millions d'euros	94,1	1 124,6	131	46	6	6	**157**
2 à < 5 millions d'euros	63,1	1 460,4	195	61	14	9	**223**
5 à < 10 millions d'euros	25,3	1 066,3	177	47	17	9	**239**
10 à < 20 millions d'euros	14,3	1 032,6	200	47	22	9	**216**
20 à < 50 millions d'euros	9,1	1 295,5	281	65	41	14	**298**
50 à < 100 millions d'euros	2,9	857,2	203	46	38	10	**267**
100 à < 200 millions d'euros	1,4	745,5	197	41	41	9	**250**
200 à < 500 millions d'euros	0,9	961,7	273	57	63	13	**425**
500 à < 1 milliard d'euros	0,3	520,7	201	37	52	7	**171**
1 milliard d'euros et plus	0,2	2 121,7	652	135	177	26	**871**
Total	**2 543,2**	**14 431,3**	**2 827**	**716**	**477**	**138**	**4 044**
Activité principale							
Industries agricoles et alimentaires	64,1	605,7	144	28	23	5	**90**
Industries des biens de consommation	63,8	713,8	141	40	34	4	**121**
Industrie automobile	2,0	285,7	108	18	54	5	**86**
Industries des biens d'équipement	40,0	838,1	181	47	88	5	**171**
Industries des biens intermédiaires	61,0	1 535,2	287	76	97	14	**241**
Énergie	2,1	239,6	122	26	10	8	**290**
Construction	300,8	1 284,1	145	52	3	4	**96**
Commerce	567,9	2 895,3	1 004	127	97	15	**470**
Transports	87,7	1 030,4	136	48	33	13	**204**
Activités immobilières	275,9	240,3	70	25	1	22	**329**
Services aux entreprises	355,7	3 119,4	337	154	34	33	**1 816**
Services aux particuliers	397,7	1 079,1	100	42	3	8	**104**
Éducation santé action sociale	324,5	564,6	53	33	0	2	**26**
Total	**2 543,2**	**14 431,3**	**2 827**	**716**	**477**	**138**	**4 044**

(1) Champ : entreprises non financières, non agricoles.
(2) Effectif salarié moyen sur l'année en milliers.
(3) Chiffre d'affaires hors taxes.

TABLEAU G.02-11

Compte de résultat des entreprises en 2001 (1)

Source : INSEE SUSE (Système unifié de statistiques d'entreprises)

Unité : Milliard d'euros

	Total
COMPTE D'EXPLOITATION	
Produits	
Ventes de marchandises	1 079,1
Production vendue de biens et services	1 747,4
Chiffre d'affaires en France	2 349,8
Chiffre d'affaires à l'export	476,6
Chiffre d'affaires total	2 826,4
Production stockée	0,6
Production immobilisée	11,6
Subventions d'exploitation	10,2
Autres produits d'exploitation	95,5
Total des produits d'exploitation	**2 944,3**
Charges	
Achats de marchandises	857,0
Variations de stock (marchandises)	– 5,2
Achats de matières premières et autres approvisionnements	471,0
Variations de stock (matières premières et autres approvisionnements)	– 0,9
Autres achats et charges externes	744,9
Impôts, taxes et versements assimilés	65,7
Salaires et traitements	348,6
Charges sociales	153,3
Immobilisations : dotation aux amortissements	91,8
Immobilisations : dotation aux provisions	51,3
Autres charges d'exploitation	30,8
Total des charges d'exploitation	**2 808,3**
RÉSULTAT D'EXPLOITATION	**136,0**
OPERATIONS EN COMMUN	
Bénéfice attribué ou perte transférée	3,6
Perte supportée ou bénéfice transféré	2,7
COMPTE FINANCIER	
Produits	
dont : Produits financiers de participations	79,7
dont : Intérêts et produits assimilés	42,3
Total des produits financiers	**177,4**
Charges	
Intérêts et charges assimilées	86,0
Total des charges financières	**191,5**
RÉSULTAT FINANCIER	**– 14,1**
COMPTE EXCEPTIONNEL	
Total des produits exceptionnels	**235,3**
Total des charges exceptionnelles	**214,6**
RÉSULTAT EXCEPTIONNEL	**20,7**
Participation des salariés	5,6
Impôts sur les bénéfices	32,8
RÉSULTAT DE L'EXERCICE	**105,1**

(1) Champ : entreprises non financières, non agricoles.

TABLEAU G.02-12

Bilan des entreprises en 2001 (1)

Source : INSEE SUSE (Système unifié de statistiques d'entreprises) — *Unité* : Milliard d'euros

ACTIF	
Capital soucrit non appelé	3,9
ACTIF BRUT	
Immobilisations incorporelles	190,5
Immobilisations corporelles	1 260,4
Immobilisations financières	1 716,7
Total des immobilisations	**3 167,6**
Stocks matières premières, en-cours et autres approvisionnements	170,1
Stocks marchandises	117,2
Avances, acomptes versés sur commandes	24,7
Créances clients et comptes rattachés	512,4
Autres créances	548,2
Valeurs mobilières de placement	154,5
Disponibilités	147,7
Charges constatées d'avance	35,0
Autres comptes de régularisation	22,9
Total de l'actif circulant	**1 732,7**
TOTAL ACTIF BRUT	**4 900,3**
AMORTISSEMENTS ET PROVISIONS	
Immobilisations corporelles (amortissements)	628,3
Total de l'actif immobilisé (amortissements)	**804,9**
Total de l'actif circulant (provisions)	**52,9**

PASSIF	
PASSIF	
Capitaux propres	
Capital social, primes	1 122,6
Résultat de l'exercice	105,1
Subventions d'investissement	21,1
Autres capitaux propres	244,5
Total des capitaux propres	**1 493,3**
Autres fonds propres	47,4
Provisions risques et charges	173,4
Dettes	
Emprunts et dettes assimilées	1 230,5
Avances/acomptes sur commandes en cours	80,2
Dettes fournisseurs - comptes rattachés	434,2
Autres dettes	522,2
Total des dettes	**2 267,1**
Compte de régularisation	
Produits constatés d'avance et écarts de conversion de l'actif	65,2

(1) Champ : entreprises non financières, non agricoles.

TABLEAU G.02-13A

Part des entreprises appartenant à un groupe (1)

Sources : INSEE SUSE (Système unifié de statistiques d'entreprises), LIFI (enquête « Liaisons financières »), Diane

Activités	Code NES 16	Nombre d'entreprises	Part des entreprises dans les groupes (%)	Effectif moyen (milliers)	Part des effectifs dans les groupes (%)	Valeur ajoutée (milliards d'euros)
Au 1er janvier 2002						
Industries agricoles et alimentaires	EB	64 150	4,2	606	54,9	28,4
Industries des biens de consommation	EC	63 850	7,8	714	64,4	39,8
Industrie automobile	ED	2 000	24,6	299	90,3	17,7
Industries des biens d'équipement	EE	40 010	12,0	838	72,0	46,7
Industries des biens intermédiaires	EF	61 000	17,4	1 535	73,0	76,3
Énergie	EG	2 100	22,1	232	96,2	26,3
Construction	EH	301 000	1,9	1 284	30,2	51,9
Commerce	EJ	568 460	4,9	2 895	50,2	127,1
Transports	EK	87 650	5,7	852	67,1	40,2
Activités immobilières	EM	276 100	4,5	240	35,8	25,1
Services aux entreprises	EN	353 500	8,1	2 646	65,7	123,5
Services aux particuliers	EP	397 330	1,5	1 079	30,4	41,8
Éducation, santé, action sociale	EQ	324 070	0,5	565	20,7	32,9
Au 1er janvier 2001						
Industries agricoles et alimentaires	EB	62 200	4,2	589	57,0	26,9
Industries des biens de consommation	EC	58 800	7,3	721	64,0	39,1
Industrie automobile	ED	2 000	23,0	277	90,3	18,9
Industries des biens d'équipement	EE	39 100	11,3	831	73,2	46,8
Industries des biens intermédiaires	EF	58 100	16,6	1 514	73,4	77,9
Énergie	EG	2 200	23,2	241	97,3	28,7
Construction	EH	282 800	1,8	1 257	29,6	48,8
Commerce	EJ	519 600	4,5	2 827	49,4	120,9
Transports	EK	86 100	5,5	995	69,3	46,3
Activités immobilières	EM	209 447	5,3	237	34,3	22,8
Services aux entreprises	EN	312 600	7,8	2 986	66,6	142,4
Services aux particuliers	EP	318 000	1,3	1 029	29,0	39,4
Éducation, santé, action sociale	EQ	298 818	0,4	536	19,7	30,8

(1) Champ : Entreprises non financières, non agricoles.

TABLEAU G.02-13B

Concentration des groupes (1) (2)

Sources : INSEE SUSE (Système unifié de statistiques d'entreprises), LIFI (enquête « Liaisons financières »), Diane

Secteurs en NES 16 (3)	Codes NES 16	Valeur ajoutée brute au coût des facteurs cumulée (en %)		Effectif cumulé (en %)	
		des 4 premiers groupes	des 10 premiers groupes	des 4 premiers groupes	des 10 premiers groupes
Au 1er janvier 2002					
Industries agricoles et alimentaires	EB	11,5	19,1	6,3	12,0
Industries des biens de consommation	EC	11,2	18,6	6,7	12,0
Industrie automobile	ED	68,1	74,7	56,4	62,8
Industries des biens d'équipement	EE	16,9	26,4	11,3	18,3
Industries des biens intermédiaires	EF	8,7	14,2	7,3	11,8
Énergie	EG	81,6	92,5	74,8	88,0
Construction	EH	12,4	15,9	12,1	15,3
Commerce	EJ	8,5	12,3	10,1	14,0
Transports	EK	18,5	25,9	13,2	18,2
Activités immobilières	EM	5,3	11,1	3,9	7,0
Services aux entreprises	EN	7,5	11,5	12,7	17,8
Services aux particuliers	EP	9,1	13,7	5,8	9,7
Éducation, santé, action sociale	EQ	2,3	3,0	4,0	5,2
Au 1er janvier 2001					
Industries agricoles et alimentaires	EB	12,4	20,1	6,4	12,0
Industries des biens de consommation	EC	11,3	17,8	5,9	10,7
Industrie automobile	ED	71,5	77,3	58,4	64,9
Industries des biens d'équipement	EE	16,6	28,1	11,7	19,1
Industries des biens intermédiaires	EF	10,6	17,3	7,7	13,0
Énergie	EG	80,8	92,4	74,2	87,6
Construction	EH	12,6	16,3	12,0	15,6
Commerce	EJ	9,8	13,2	10,9	14,5
Transports	EK	19,0	27,2	13,3	19,1
Activités immobilières	EM	5,2	11,0	3,9	6,8
Services aux entreprises	EN	8,7	12,5	13,7	18,2
Services aux particuliers	EP	9,5	13,7	5,8	9,6
Éducation, santé, action sociale	EQ	2,4	3,0	4,1	5,2

(1) Dans chaque secteur, les effectifs et les valeurs ajoutées des entreprises d'un même groupe sont additionnées. Les 4 (ou 10) premiers groupes sont ceux dont les entreprises du secteur les classent en tête. Un groupe ayant des entreprises dans plusieurs secteurs peut apparaître dans plusieurs lignes du tableau.
(2) Champ : entreprises non financières, non agricoles.
(3) Les secteurs correspondent aux activités des entreprises, non à celles des groupes.

TABLEAU G.02-14

Répartition sectorielle des entreprises appartenant au « contour élargi » et « noyau dur » des groupes

Sources : INSEE SUSE (Système unifié de statistiques d'entreprises), LIFI (enquête « Liaisons financières »), Diane

Secteur	Code NES 16	Le « contour élargi » des groupes		Le « noyau dur » des groupes								
					(1) Effectif salarié (milliers)				Nombre de groupes ayant pour activité dominante le secteur			
		Nombre d'entreprises	Effectif salarié (milliers)	Nombre d'entreprises	**Total**	Groupes publics français	Groupes privés français	Groupes étrangers	Nombre de groupes implantés dans le secteur	**Total**	Groupes publics français	Groupes privés français	Groupes étrangers
Au 1er janvier 2002													
Industries agricoles et alimentaires	EB	2 900	353	2 570	**339**	*c*	251	*c*	1 280	**991**	–	827	164
Industries des biens de consommation	EC	4 840	474	4 380	**460**	*c*	311	*c*	2 440	**1 862**	2	1 493	367
Industrie automobile	ED	530	260	490	**258**	–	181	77	300	**205**	–	119	86
Industries des biens d'équipement	EE	5 070	619	4 660	**607**	41	311	255	3 010	**2 177**	2	1 575	600
Industries des biens intermédiaires	EF	10 700	1 147	9 810	**1 120**	15	647	458	5 220	**4 156**	2	3 079	1 075
Énergie	EG	530	231	470	**231**	161	62	7	140	**61**	6	46	9
Construction	EH	5 750	396	5 380	**387**	3	355	30	2 360	**1 907**	–	1 833	74
Commerce	EJ	27 100	1 510	24 500	**1 452**	3	1 092	358	12 600	**9 708**	1	6 727	2 980
Transports	EK	5 180	707	4 670	**691**	329	285	77	1 940	**1 364**	10	1 090	264
Activités immobilières	EM	11 100	78	9 290	**64**	6	53	6	3 690	**966**	2	848	116
Services aux entreprises	EN	29 200	2 095	26 500	**2 049**	465	862	723	14 000	**3 996**	12	3 133	851
Services aux particuliers	EP	5 450	348	4 730	**326**	24	228	75	1 670	**1 170**	11	1 037	122
Éducation, santé, action sociale	EQ	1 280	105	1 130	**98**	9	80	9	600	**399**	1	378	20
Total industrie, commerce, services		**109 380**	**8 324**	**98 930**	**8 083**	**1 068**	**4 717**	**2 310**	**...**	**28 962**	**49**	**22 185**	**6 729**
Agriculture, sylviculture, pêche (2)	EA	140	16	110	**15**	*c*	3	*c*	70	**32**	1	28	3
Activités financières	EL	8 320	569	7 820	**565**	19	473	73	3 560	**613**	5	434	174
Activités associatives et extra territoriales	ER	70	3	60	**3**	–	3	–	60	**26**	*c*	25	*c*
Activité non déclarée		90	–	80	–	–	–	–	50	**1**	*c*	1	*c*
Total autres secteurs		**8 620**	**588**	**8 070**	**583**	**19**	**479**	**73**	**...**	**672**	**6**	**488**	**177**
Au 1er janvier 2001 *(r)*													
Industries agricoles et alimentaires	EB	2 830	339	2 530	**326**	*c*	242	*c*	1 240	**966**	–	808	158
Industries des biens de consommation	EC	4 700	472	4 260	**457**	*c*	304	*c*	2 390	**1 803**	3	1 436	364
Industrie automobile	ED	500	252	460	**250**	–	185	65	290	**206**	–	123	83
Industries des biens d'équipement	EE	4 820	611	4 390	**599**	43	301	255	2 830	**2 012**	3	1 452	557
Industries des biens intermédiaires	EF	10 300	1 117	9 440	**1 090**	15	661	415	5 020	**3 994**	3	2 937	1 054
Energie	EG	540	236	480	**234**	162	64	7	130	**54**	4	41	9
Construction	EH	5 380	374	5 030	**366**	3	346	17	2 170	**1 708**	–	1 639	69
Commerce	EJ	25 600	1 422	23 200	**1 367**	2	1 054	312	11 900	**9 067**	1	6 383	2 683
Transports	EK	5 150	701	4 630	**683**	317	300	67	1 850	**1 291**	8	1 039	244
Activités immobilières	EM	10 100	73	8 390	**59**	4	49	6	3 480	**827**	3	719	105
Services aux entreprises	EN	26 500	2 002	24 000	**1 961**	470	764	727	12 700	**3 552**	11	2 844	697
Services aux particuliers	EP	4 690	315	4 020	**296**	24	195	76	1 450	**966**	12	843	111
Education, santé, action sociale	EQ	1 130	94	1 010	**89**	*c*	80	*c*	540	**350**	–	334	16
Total industrie, commerce, services		**102 690**	**8 009**	**91 740**	**7 778**	**1 056**	**4 545**	**2 190**	**...**	**26 796**	**48**	**20 598**	**6 150**
Agriculture, sylviculture, pêche (2)	EA	130	16	110	**15**	*c*	3	*c*	80	**30**	*c*	27	*c*
Activités financières	EL	7 990	533	7 490	**528**	22	441	65	3 490	**591**	7	427	157
Activités associatives et extra territoriales	ER	60	3	50	**3**	–	3	–	50	**19**	–	19	–
Activité non déclarée		130	–	110	**0**	–	–	–	100	**9**	*c*	7	*c*
Total autres secteurs		**8 310**	**552**	**7 760**	**546**	**22**	**447**	**65**	**...**	**649**	**8**	**480**	**161**

(1) Effectifs salariés des entreprises d'un secteur appartenant à un groupe.
(2) La faible représentativité de ces secteurs dans l'enquête "Liaisons financières" ne permet pas une interprétation économique des résultats.

TABLEAU G.02-15

Importance des groupes en fonction de leur taille (1)

Sources : INSEE SUSE (Système unifié de statistiques d'entreprises), LIFI (enquête « Liaisons financières »), Diane

	Nombre de groupes (2)	Effectif salarié (milliers)	Ressources élargies (milliards d'euros) (3)	Capitaux propres et autres fonds propres (milliards d'euros)
Au 1er janvier 2002				
Micro-groupes : 0 à 499 salariés	27 139	1 920	464	161
Petits groupes : 500 à 1 999 salariés	1 356	1 226	284	127
Moyens groupes : 2 000 à 9 999 salariés	383	1 413	397	185
Grands groupes : 10 000 salariés et plus	84	3 444	872	949
Total	**28 962**	**8 002**	**2 016**	**1 422**
Au 1er janvier 2001 *(r)*				
Micro-groupes : 0 à 499 salariés	25 070	1 835	434	153
Petits groupes : 500 à 1 999 salariés	1 278	1 149	263	118
Moyens groupes : 2 000 à 9 999 salariés	369	1 334	369	166
Grands groupes : 10 000 salariés et plus	79	3 368	840	941
Total	**26 796**	**7 687**	**1 907**	**1 378**

(1) Champ : Entreprises et groupes non financiers, non agricoles.
(2) Sont comptabilisés les groupes français et étrangers dont les salariés travaillent effectivement en France.
(3) Les ressources élargies représentent la somme du chiffre d'affaires hors taxes et des produits financiers.

TABLEAU G.02-16

Importance des groupes selon l'implantation géographique de la tête de groupe au 1er janvier 2002 (1)

Sources : INSEE SUSE (Système unifié de statistiques d'entreprises), LIFI (enquête « Liaisons financières »), Diane

Unité : Milliard d'euros

		Groupes étrangers	
	Groupes français	Union européenne	hors Union européenne
Nombre d'entreprises	78 404	10 861	4 930
Effectif salarié (milliers)	5 696	1 357	950
Valeur ajoutée brute au coût des facteurs	305	71	52
Excédent brut d'exploitation	88	18	13
Immobilisations corporelles brutes	707	106	63
Investissement en immobilisations corporelles hors apports	59	13	8

(1) Champ : Entreprises et groupes non financiers, non agricoles.

TABLEAU G.02-17

Performances des entreprises : indices de chiffres d'affaires dans l'industrie et la construction (série brute) (1)

Sources : INSEE
Direction générale des impôts

Base 100 en 1995

Secteur d'activité	NES 16	1995	1996	1997	1998	1999	*r* 2000	*r* 2001	2002
Industries agricoles et alimentaires	EB	100	102,9	107,1	108,5	109,9	114,1	119,1	121,8
Industries des biens de consommation	EC	100	102,7	107,4	111,9	117,2	125,2	131,8	134,8
Industrie automobile	ED	100	103,7	111,0	123,0	131,5	145,4	157,0	159,9
Industries des biens d'équipement	EE	100	103,4	111,5	119,4	128,3	142,4	145,9	139,2
Industries des biens intermédiaires	EF	100	96,7	104,1	108,1	110,2	121,8	121,9	117,5
Énergie	EG	100	107,3	110,3	102,9	109,3	133,6	136,6	138,1
Construction	EH	100	100,5	100,3	105,3	111,0	124,4	130,2	130,3
Ensemble industrie	**EB à EG**	**100**	**101,7**	**107,8**	**111,5**	**116,2**	**128,3**	**132,3**	**131,2**
Ensemble hors énergie et IAA	**EC à EF**	**100**	**100,5**	**107,5**	**113,6**	**118,8**	**130,6**	**134,5**	**132,1**

(1) Les indices du chiffre d'affaires sont désormais publiés en base 100 en 1995 (cf. méthodologie de ce chapitre).

TABLEAU G.02-18

Performances des entreprises : indices de chiffres d'affaires dans le commerce, les transports et la réparation automobile (série brute) (1) (2)

Sources : INSEE
Direction générale des impôts

Base 100 en 1995

Secteur d'activité	Code	1995	1997	1998	1999	2000	2001	2002
Commerce de détail	D	100,0	106,3	111,1	117,0	123,8	129,1	133,2
Commerce réparation automobile	A	100,0	103,0	113,6	123,0	127,7	132,6	135,2
Services aux particuliers (3)	P	100,0	102,6	108,2	112,1	113,9	117,7	121,3
Hôtels restaurants	P1	100,0	102,5	108,8	112,9	117,2	121,5	125,4
Services personnels	P31	100,0	103,2	104,3	106,7	103,9	106,2	108,8
Commerce de gros	G2	100,0	105,7	110,9	116,1	124,9	126,5	127,3
Transports	T	100,0	105,3	113,4	120,9	132,3	138,3	142,0
Activités immobilières	I	100,0	103,8	108,0	119,2	125,0	129,8	136,9
Services aux entreprises (4)	E	100,0	107,6	116,9	127,7	140,0	149,0	151,8
Conseils et assistance	E2	100,0	107,0	115,3	125,6	135,3	143,4	145,4
Services opérationnels (5)	E3	100,0	108,8	120,4	132,2	150,0	161,1	165,6

(1) Les indices du chiffre d'affaires sont désormais publiés en base 100 en 1995 (cf. méthodologie de ce chapitre).
(2) Les regroupements sont différents de ceux de la nomenclature NAF et sont identifiés par une nomenclature spécifique.
(3) Hors activités récréatives, culturelles et sportives.
(4) Hors postes, Télécom, recherche et développement.
(5) Hors recherche et développement.

TABLEAU G.02-16

Importance des groupes selon l'implantation géographique de la tête de groupe au 1er janvier 2002 (1)

	Nombre de groupes	Effectif salarié (milliers)	Nombre moyen de salariés par groupe	Chiffres d'affaires hors taxes hors produits financiers (2) (milliards d'euros)
Au 1er janvier 2002				
Micro-groupes : 0 à 499 salariés	22 135	1 870	84	141
Petits groupes : 500 à 1 999 salariés	1 256	1 226	394	137
Moyens groupes : 2 000 à 9 999 salariés	362	1 473	287	105
Grands groupes : 10 000 salariés et plus	75	3 168	845	311
Total	23 828	7 737	1 607	1 010
Au 1er janvier 2001 (3)				
Micro-groupes : 0 à 499 salariés	25 330	1 535	494	153
Petits groupes : 500 à 1 999 salariés	1 378	1 347	203	116
Moyens groupes : 2 000 à 9 999 salariés	300	1 354	309	95
Grands groupes : 10 000 salariés et plus	78	3 168	845	311
Total	26 706	7 557	1 607	1 010

(1) Champ : Entreprises et groupes non financiers, non agricoles.
(2) Non consolidés. Ne prennent compte que les ventes réalisées directement en France.
(3) Les résultats diffèrent légèrement de ceux de la publication INSEE Résultats n° 1 de juillet 2002 car ils excluent les groupes dont la tête de groupe est une holding.

Source : INSEE, ESANE, Système unifié de statistiques d'entreprises, UFI (groupes), Fichiers financiers de Diane.

Chapitre H.01

○ Indices de prix à la consommation

1 Présentation.
2 Méthodologie.
3 Sources de documentation.
4 Tableaux.

○ Liste des tableaux

1 Indice des prix à la consommation de l'ensemble des ménages - France entière.

2 Indice des prix à la consommation des ménages « urbains » dont le chef est employé ou ouvrier - France entière.

3 Indice des prix à la consommation de l'ensemble des ménages - Départements d'outre-mer.

4 Indice des prix à la consommation des ménages - Territoires d'outre-mer.

5 Indice des prix à la consommation harmonisé (IPCH) des 15 pays de l'Union européenne.

6 Indice des prix de vente au détail des spécialités pharmaceutiques.

1

○ Présentation

En 2002, l'indice des prix à la consommation pour l'ensemble des ménages progresse de 2,3 % en glissement annuel, après + 1,4 % en 2001. L'énergie, essentiellement les produits pétroliers, et les services contribuent largement à cette accélération.

Malgré l'appréciation de l'euro face au dollar, la hausse quasi-continue des cours du pétrole a entraîné une remontée des prix des produits pétroliers, amplifiée par l'abandon en juillet de la « TIPP flottante » et du bonus fiscal. Le glissement annuel des prix des produits pétroliers s'établit à + 6,8 % (après - 13,7 % en 2001), contribuant pour + 0,8 point à la hausse de l'inflation sur l'année.

Au total, le glissement annuel du prix de l'énergie augmente nettement pour s'établir à + 3,8 % en 2002 (contre - 7,5 % en 2001), malgré la baisse globale de 1,4 % du prix du gaz de ville et la stabilité des prix de l'électricité.

La hausse des prix de l'alimentation décélère à + 1,4 % en 2002, après + 4,9 % en 2001.

Les prix des produits frais ont fortement augmenté durant l'hiver à cause du gel, mais fléchissent nettement par la suite pour atteindre un glissement annuel de + 1,7 % en décembre contre + 5,4 % l'année précédente. Les prix des légumes frais, en particulier, baissent de 3,3 % par rapport à décembre 2001.

Hors produits frais, les prix de l'alimentation poursuivent le ralentissement amorcé en octobre 2001. Le glissement annuel s'établit à + 1,4 % (+ 4,7 % en décembre 2001). Ce mouvement a, d'une part, été favorisé par la mise en œuvre de l'accord de neutralisation des prix dans l'industrie et le commerce ; d'autre part, les prix des viandes, fortement accrus après la crise de l'ESB à l'automne 2000 et l'épizootie de fièvre aphteuse au printemps 2001, se sont globalement stabilisés en 2002.

Les prix des services rendus aux ménages continuent d'accélérer en 2002. Leur évolution annuelle en glissement passe de + 1,9 % en 2001 à + 3,4 % en 2002. Ce mouvement est dû à trois facteurs essentiels : les augmentations de tarifs de santé (+ 7,8 %), les hausses en janvier 2002 liées au passage à l'euro, et l'accélération des loyers.

En effet, l'indice des loyers de résidences principales croît de 3 % en 2002, au lieu de + 0,8 % en 2001.

Des revalorisations de tarifs pour les médecins généralistes et certains spécialistes, ainsi que pour les actes infirmiers, ont été mis en oeuvre en 2002. L'accélération des prix pour la santé contribue pour près de + 0,5 point à l'inflation totale.

Les prix des services de transport décélèrent pour atteindre un glissement annuel de + 1,3 % en 2002 au lieu de + 4,4 % en 2001. Cependant les hausses estivales de tarifs des transports combinés et ferroviaires sont supérieures à celles enregistrées en 2001.

Dans les services de télécommunications, de nouvelles modifications de tarifs à la baisse sont intervenues au premier semestre 2002, mais d'ampleur moins importante que les années précédentes : le glissement annuel s'établit à - 0,2 % (- 1,8 % en 2001 ; - 7,8 % en 2000).

L'accélération des prix des « autres services » entamée en 2000 continue en 2002 (+ 3,1 %, suite à + 2,9 % en 2001). Cela est dû pour une bonne part à l'impact du passage à l'euro, en janvier 2002 essentiellement. Il est notable dans les services liés à la restauration et aux cafés (+ 3,5 %), aux loisirs (+ 5,3% enregistrés pour les services récréatifs, + 3,5 % pour les cinémas, + 4,8 % pour les autres spectacles culturels et les musées), et à la réparation. Le relèvement des tarifs des assurances en 2002 est en outre plus prononcé que l'an passé, du fait d'un accroissement du coût des indemnisations.

Les prix des produits manufacturés entament un ralentissement en 2002, favorisé par la diffusion des baisses passées des coûts de matières premières et par l'appréciation de l'euro, en particulier pour les biens durables. Pour le regroupement des « gros appareils ménagers » le glissement annuel, qui s'établissait à - 0,3 % en 2001, vaut - 2,9 % en 2002. Les prix des micro-ordinateurs se réduisent de 18,9%.

Les prix de l'habillement et des chaussures et des « autres produits manufacturés » augmentent respectivement de 0,6 % et de 0,5 %. Le passage à l'euro fiduciaire contribue pour respectivement + 0,1 % et + 0,2 % à ces hausses.

Parmi les évolutions notables, les prix de l'horlogerie, bijouterie et joaillerie s'accélèrent en 2002 (+ 2,8 %). La parapharmacie renchérit comme en 2001 (+ 2,1 %). L'inflation des articles de ménage, de la parfumerie et des produits de beauté, et des produits de l'hygiène corporelle a ralenti par rapport à 2001 mais reste soutenue. Cependant le déclin des prix de l'équipement de téléphone et de télécopie s'accentue avec - 11,7 %. L'indice des jeux et jouets faiblit de 2,6 % (- 0,6 % en 2001). Le glissement annuel de la « presse, livres et papeterie » décélère à + 1,4 % suite à + 2,5 % l'an passé.

2

○ Méthodologie

21. Indice des prix à la consommation (base 100 : année 1998) mis en oeuvre en février 1999

L'indice base 100 en 1998, mis en service en février 1999, remplace l'indice des prix base 100 en 1990 et constitue la 7ème génération d'IPC depuis 1914.

Les principales avancées de ce nouvel indice sont : l'élargissement et l'amélioration de la couverture sectorielle dans un champ redéfini, l'intégration des DOM, une nouvelle base « produits frais », l'adoption de nouvelles nomenclatures de production et de diffusion cohérentes avec les classifications internationales, de nouvelles pondérations des produits, une rénovation des indices et des nomenclatures d'analyse, l'adaptation des supports de diffusion ainsi que diverses améliorations méthodologiques.

211. Une couverture sectorielle élargie dans un champ rédéfini :

Le champ de l'IPC base 100 en 1998 correspond à celui de la consommation finale effective marchande monétaire des ménages.

D'importantes extensions de couverture de la consommation des ménages ont été réalisées, dans le secteur des services essentiellement : assurances (automobile et habitation), protection sociale (crèches, assistantes maternelles, maisons de retraite) et différents services liés à l'habitation (enlèvement des ordures ménagères, gardiennage, entretien des ascenseurs, employés de maison).

En janvier 2000, l'IPC s'est enrichi du suivi de l'assurance santé complémentaire (mutuelles, institutions de prévoyance et compagnies d'assurance). Cela a généré un 160ème groupe et un 304ème poste de consommation.

À partir de la diffusion de l'indice des prix à la consommation de janvier 2001, la couverture sectorielle de l'IPC est élargie aux services d'hébergement pour adultes handicapés. Ceux-ci constituent le nouveau groupe 12413 « établissements pour adultes handicapés », le 161ème de l'IPC base 100 en 1998. Le taux de couverture de la consommation marchande des ménages est ainsi porté de 94,8 % à 95,2 %. La nouvelle série est introduite avec un niveau 100 en décembre 2000.

212. L'intégration des DOM :

Conformément au choix opéré dans la nouvelle base de Comptabilité nationale, le champ de l'IPC est étendu aux DOM et cette extension porte sur 1,6 % de la consommation de référence.

213. Une nouvelle nomenclature de production et de diffusion :

L'IPC base 100 en 1998 intègre complètement la nouvelle nomenclature internationale des dépenses des consommateurs dite COICOP (Classification of individual consumption by purpose).

L'indice global est établi en tenant compte de la décomposition définie par la COICOP au niveau des quatre premiers caractères. À ce niveau, la nomenclature nationale comprend 85 regroupements (ex : 01.1.2 viande) agrégés en 12 fonctions de

consommation (ex : 01 produits alimentaires et boissons non alcoolisées) et 37 sous-fonctions (ex : 01.1 produits alimentaires).
Deux niveaux supplémentaires apportent plus de détail :
– le niveau 5 est retenu comme niveau de diffusion courant. Il est nouveau et choisi en tenant compte de quatre contraintes principales : pertinence économique, représentativité suffisante du groupe, capacité à estimer correctement la pondération des groupes et précision suffisante de l'indice, mesurée par l'intervalle de confiance associé au glissement annuel (objectif : obtenir une précision n'excédant pas 1 %).
– le niveau 6 est celui auquel les pondérations sont mises à jour chaque année et explicitement calculées. Seules les publications de données en moyenne annuelle sont désormais effectuées à ce niveau de nomenclature.
En janvier 1999, l'IPC comprenait 159 groupes et 303 postes. Avec les ajouts opérés en janvier 2000 et 2001, le suivi des prix de l'assurance santé complémentaire et des services d'hébergement pour adultes handicapés portent à 161 groupes et 305 postes ces différents niveaux de la nomenclature IPC.

214. De nouvelles pondérations des produits

De nouvelles pondérations de l'IPC sont établies. Elles s'appuient en premier lieu sur les nouvelles évaluations de la Comptabilité nationale. Il faut signaler toutefois que les pondérations de l'IPC et de l'IPCH sont révisées chaque année. Ainsi pour l'année courante n, elles sont recalculées à partir des données de la Comptabilité nationale (n-2) actualisées par l'évolution des prix à la consommation (n-2), (n-1).

215. La rénovation des indices et des nomenclatures complémentaires :

La nouvelle base de l'IPC est sans effet immédiat sur la méthode de calcul de l'IPCH mais elle anticipe par ses extensions de couverture sur l'élargissement, à court terme, du champ de l'indice européen. D'autres indicateurs synthétiques sont par contre rénovés avec la base 100 en 1998 : l'indice des ménages urbains dont le chef est employé ou ouvrier dit indice des ménages « modestes », l'inflation sous-jacente, l'indice d'ensemble CVS ainsi que la nomenclature conjoncturelle.

216. L'adaptation des supports de diffusion

Le calendrier de publication de l'indice corrigé des variations saisonnières, de l'indice sous-jacent et de l'IPCH est avancé à la parution de l'indice provisoire. Ces indices et évolutions sont donc révisables. Le numéro « *d'Informations rapides* » est modifié dans sa forme. Depuis mars 2000, les données sont diffusées dès leur apparition sur le site Internet de l'INSEE. L'indice ne fait plus l'objet de fourchette au provisoire.

217. Des améliorations méthodologiques variées

Plusieurs améliorations de méthode ont été apportées progressivement au calcul de l'indice au cours des dernières années. Les principaux progrès portent sur les points suivants : collecte des informations, traitement des valeurs manquantes, traitement des remplacements de produits, traitement des rabais lors de la mise à jour de l'échantillon et calcul et pondérations des agrégats élémentaires.

218. Un indice « ménages modestes »

L'indice des ménages urbains dont le chef est employé ou ouvrier est celui qui (hors tabac) sert à l'indexation du SMIC. Il diffère de l'indice de l'ensemble des ménages par le jeu de pondérations, représentatif de la consommation des ménages concernés.
La pondération de cet indice a donc été revue en fonction des résultats de l'enquête Budget de Famille de 2000.
Par ailleurs, en cohérence avec la législation en vigueur et le choix opéré pour l'indice « tous ménages », le champ de l'indice des ménages « modestes » est étendu aux DOM. L'impact statistique de ce choix est minime. Les principales différences de structure entre la consommation de l'ensemble des ménages et celle des seuls ménages urbains employés et ouvriers sont données par grandes fonctions de consommation dans le tableau 2. Les ménages urbains dont le chef est employé ou ouvrier dépensent proportionnellement un peu plus pour leur alimentation, davantage pour leur logement et un peu moins pour la santé, les transports, les loisirs et la culture.

219. Traitement des prix des produits frais

La base des produits frais : légumes, fruits, poissons et crustacés et par assimilation les fleurs et plantes, est réactualisée en termes de produits suivis et de pondérations (3 % des pondérations de l'IPC) du panier mensuel.

La nouvelle distribution des produits frais sur l'année apparaît plus étalée que la précédente avec le recours plus fréquent aux produits importés.

220. Mensualisation, prise en compte des soldes

L'indice des loyers est alimenté par une enquête trimestrielle « loyers et charges » de l'INSEE auprès d'un échantillon de 8 500 ménages. L'introduction brutale, le premier mois de chaque trimestre, de l'évolution du trimestre précédent induisait des « marches d'escalier » dans le rythme de l'indice d'ensemble, qui ne traduisaient pas l'évolution réelle des prix du mois. L'indice base 100 en 1998 comporte, non pas une mensualisation de l'enquête « loyers », ce qui aurait été très coûteux, mais une quasi-mensualisation de l'indice des loyers, obtenue en estimant l'évolution des loyers pendant deux mois, puis en attribuant au troisième mois la différence entre la hausse trimestrielle tirée de l'enquête et les deux estimations mensuelles précédentes.

Dans l'indice base 100 en 1980, la majeure partie des produits manufacturés et des services étaient observés trimestriellement, c'est-à-dire qu'un tiers de l'échantillon était enquêté par roulement chaque mois (ainsi chaque point de vente était visité une fois par trimestre). À partir de l'indice base 100 en 1990 publié en février 1993, une partie des relevés de l'habillement a été mensualisée. La mensualisation de l'ensemble des produits de l'indice s'est achevée en 1998. Ceci permet la prise en compte des soldes et promotions dans tous les secteurs et améliore aussi le suivi mensuel des prix.

221. Champ théorique de l'indice des prix à la consommation base 100 en 1998

Dans le champ théorique de l'indice des prix à la consommation, le taux de couverture de la consommation marchande des ménages est, à compter de janvier 2001, de 95,2 %.

Sont exclus du champ théorique de l'indice, les jeux de hasard, l'assurance-vie, le secteur hospitalier privé et une partie de l'action sociale.

Le champ théorique de l'indice des prix est coordonné avec la mise en place de la nouvelle base 1995 des comptes nationaux. Cette référence est en pratique délimitée par de nombreuses conventions :

– exclusion de l'autoconsommation en biens et services et des loyers imputés qui représentent 10,5 % de la consommation effective des ménages ;

– exclusion de la consommation non marchande qui représente 14 % du même agrégat.

Ce champ théorique comporte toutefois un défaut de couverture de 4,77 % de l'IPC réparti de la façon suivante :

Une partie des loyers effectifs.....	0,21 %
Services des hôpitaux.....	1,80 %
Jeux de hasard et d'argent.....	0,82 %
Une partie de l'action sociale.....	0,47 %
Assurance-vie.....	1,23 %
Assurance vieillesse.....	0,00 %
Activités associatives.....	0,24 %
	4,77 %

222. Raccordements des séries base 100 en 1998 avec les séries base 100 en 1990 antérieurement publiées

L'année 1998 est publiée dans les deux bases (100 en 1998) et (100 en 1990), ayant des contenus différents, afin de permettre

ce raccordement. Compte tenu qu'il y a plusieurs méthodes de raccordement, deux solutions sont proposées aux utilisateurs.
La première méthode opère un raccord sur la moyenne annuelle. Elle est indiquée pour les séries annuelles.
La seconde consiste à raccorder les séries sur un mois quelconque de l'année commune de publication 1998.
En moyenne annuelle, prenons par exemple, la série de l'ensemble des ménages hors tabac (métropole et DOM). L'indice moyen annuel de 1998 (base 100 en 1990) de l'ensemble des ménages hors tabac (code 9174) est égal à 114,8 et celui de 1998 (base 100 en 1998) (code 4018), est égal par définition à 100. Le coefficient de raccordement en moyenne, est :
Indice moyen 1998 (base 100 en 1990) / Indice moyen 1998 (base 100 en 1998) = 114,8 / 100 = 1,148.
Des coefficients de raccordement entre indices base 100 en 1990 et indices base 100 en 1998 peuvent être calculés, soit sur l'année 1998, soit sur un mois quelconque de 1998, pour n'importe quel regroupement (ex. : produits alimentaires, produits manufacturés), à l'image de ce qui a été exposé pour l'indice d'ensemble.

Tableau 1. – **Utilisation des indices des prix à la consommation base 100 en 1998**

Type d'indice/population	Couverture en termes de produits	Usage
Ensemble des ménages. (France entière)	Y compris tabac Hors tabac	Économique Indexation
Ménages urbains dont le chef est employé ou ouvrier (France entière)	Y compris tabac Hors tabac	Économique Indexation
Indice des prix à la consommation harmonisés (IPCH)		Comparaisons internationales
Indices par DOM ensemble des ménages	Y compris tabac Hors tabac	Économique Indexation
Indice d'ensemble des ménages (Métropole)	Y compris tabac Hors tabac	Économique Indexation
Indice sous-jacent (Métropole)		Économique
Indice national CVS (Métropole et DOM)		Économique

Tableau 2. – **Les grands postes budgétaires**

Pondération en %

Fonctions de consommation	Tous ménages		Ménages urbains employés et ouvriers	
	2001	2002	2001	2002
01.Produits alimentaires et boissons non alcoolisées	15,61	15,86	15,71	16,01
02. Boissons alcoolisées et tabac	3,70	3,72	4,75	4,84
dont tabac (022)	(1,90)	(1,97)	(3,15)	(3,27)
03. Habillement et chaussures	5,33	5,18	5,46	5,34
04. Logement, eau, gaz, électricité et autres combustibles	13,60	13,09	16,53	16,09
05. Ameublement, équipement ménager et entretien de la maison	6,38	6,47	5,24	5,30
06. Santé	8,97	9,29	7,23	7,43
07. Transports	16,91	16,43	16,85	16,29
08. Communications	2,55	2,50	2,53	2,48
09. Loisirs et culture	8,70	8,74	8,19	8,28
10. Éducation	0,21	0,22	0,18	0,19
11. Hôtellerie, cafés, restauration	7,91	8,16	7,23	7,45
dont restauration et cafés (111)	(6,52)	(6,71)	(6,33)	(6,52)
dont services d'hébergement (112)	(1,39)	(1,45)	(0,90)	(0,93)
12. Autres biens et services	10,13	10,34	10,10	10,30
	100,00	100,00	100,00	100,0

223. Indices spécifiques

– **Indice des prix des spécialités pharmaceutiques**

L'élaboration des indices de prix des spécialités pharmaceutiques repose sur le suivi d'un échantillon de produits périodiquement réactualisé. Cet échantillon se compose d'environ 7 000 produits (non remboursables et remboursables à 100 %, 65 % et 35 %).

Le raccord avec les séries publiées sur la base 100 en 1990 peut s'effectuer en prenant pour coefficient 0,991 pour les spécialités remboursables et 1,563 pour les spécialités non remboursables.

– **Indice des prix des automobiles neuves**

L'indice est calculé sur la base d'un échantillon représentatif de modèles. Le principe de calcul retenu est celui d'un indice chaîné avec mise à jour régulière des pondérations.

On a stratifié l'ensemble des modèles vendus en une année suivant la marque et le type de carburant. Chaque strate reçoit un coefficient de pondération proportionnel à sa part dans la valeur totale de la consommation des ménages en voitures neuves. Puis, à l'intérieur de chaque classe, les modèles de l'échantillon ont été désignés par tirage aléatoire à probabilités inégales. L'évolution des prix est calculée à qualité constante pour chaque modèle.

224. Indices sous-jacents et CVS

Le contenu du champ de l'Indice Sous-Jacent (ISJ) et de ses trois composantes (« *Informations rapides* » du 27 juin 1996, n° 179) a été revu pour tenir compte des extensions de couverture et de l'évolution des contextes économiques et réglementaires. Les quatre indices calculés sont corrigés des variations saisonnières et les séries CVS sont révisées chaque année.

22. Les prix à la consommation dans l'Union européenne

L'indice des prix à la consommation harmonisé - IPCH - calculé depuis mars 1997 par les instituts nationaux de statistique sous la coordination d'Eurostat, a fait l'objet d'une publication : « *Informations rapides* » spéciale le 7 mars 1997 (n° 73) et d'une révision le 10 février 1998 (n° 44).
En janvier 2000, les données ont été recalculées en nouvelle nomenclature depuis 1996, année de base de l'IPCH, sans modification de concept pour les années antérieures à 2000.
Sa couverture sectorielle est améliorée. L'extension porte principalement sur les secteurs de la santé (hors hôpitaux), de l'éducation, de la protection sociale (crèches, assistantes maternelles), des assurances (assurance santé) et de services liés à l'habitation (enlèvement des ordures ménagères, séparation entre distribution d'eau et l'assainissement). Tous ces produits sont suivis dans l'IPC. Les extensions de couverture représentent 4,5 % de la pondération de l'IPCH révisé.
Compte tenu des différences institutionnelles entre pays, l'élargissement de la couverture de l'IPCH a conduit à retenir des concepts de prix et de consommation différents de ceux de l'IPC français. Le champ de l'IPCH révisé est ainsi la dépense de consommation finale monétaire des ménages. Celle-ci reflète le coût des produits consommés restant à leur charge après transferts sociaux (prestations sociales en nature, fourniture de biens et services gratuits par les administrations). Ainsi, dans le secteur de la santé, l'IPCH suit les prix « nets » des remboursements de la sécurité sociale (ticket modérateur pour les médicaments par exemple), à compter de janvier 2001, alors que l'IPC suit les prix « bruts » représentatifs du coût des produits consommés (prix de vente du médicament pour reprendre le même exemple).

3 ❍ Sources de documentation

Ce chapitre a été réalisé avec la collaboration de la division « Prix à la consommation » de l'INSEE.

Organisme :
– INSEE.

Sites Internet :
– www.indices.insee.fr
– www.insee.fr

Publications :

INSEE

Bulletin mensuel de statistique : il publie chaque mois :
. pour la France métropolitaine et les DOM sur l'ensemble des ménages : la série d'ensemble, les sous-groupes et les groupes ;
. pour les ménages urbains dont le chef est employé ou ouvrier France entière : les séries principales.
– « Notes méthodologiques concernant l'amélioration de l'extension de couverture sectorielle de l'IPC et l'IPCH, février 2000 et 2001 ».
– « Note méthodologique concernant l'indice des prix à la consommation (base 100 en 1998) et les rétropolations, février 1999 ».
INSEE-Méthodes :
– « Pour comprendre l'indice des prix INSEE », nos 81-82, décembre 1998.
INSEE-Première :
– « La baisse des prix du pétrole limite l'inflation en 2001 », n° 837, mars 2002 ;
– « Une inflation contenue en 2000 », n° 763, mars 2001.
INSEE-Résultats, société :
– « Indice des prix à la consommation en base 100 en 1998 : séries longues rétropolées, de 1990 à 2002 » , n° 17, août 2003. Cédérom inclus.
Économie et statistique :
– « Mesurer l'évolution des prix des services de téléphonie mobile : une entreprise difficile », n° 362, 2003.
– « La mesure des prix dans les domaines de la santé et de l'action sociale : quelques problèmes méthodologiques », n° 361, 2003 ;
– « Les indices de prix à utilité constante », n° 335, 2000-5.

4 ❍ Tableaux

Des tableaux détaillés, rétrospectifs, « séries » et supplémentaires sont disponibles sur le cédérom (cf. liste en fin d'annuaire).

TABLEAU H.01-1

Indice des prix à la consommation de l'ensemble des ménages - France entière (moyennes annuelles) (1)

Source : INSEE

Base 100 en 1998

Classification par fonction de consommation	2000	2001	2002	Pondération 2002
INDICE D'ENSEMBLE Y COMPRIS TABAC	**102,2**	**103,9**	**105,9**	**10 000**
ENSEMBLE HORS TABAC	102,1	103,7	105,5	9 803
1. PRODUITS ALIMENTAIRES ET BOISSONS NON ALCOOLISÉES	**102,6**	**108,3**	**111,3**	**1 586**
Produits alimentaires	**102,9**	**108,9**	**112,0**	**1 467**
Pains et céréales	103,1	106,3	109,4	220
dont : Pain	102,9	105,9	109,4	64
Viandes	102,3	110,7	112,4	477
Poissons et crustacés	106,9	110,6	113,7	118
Laits, fromages et œufs	103,0	108,3	110,9	228
Huiles et graisses	103,8	107,0	110,7	41
Légumes	102,6	108,3	114,8	142
Fruits	98,9	109,6	114,4	99
Sucre, confitures, chocolat, confiserie et produits glacés	102,6	105,2	108,0	95
Sel, épices, sauces et produits alimentaires n.d.a	106,9	111,4	115,4	47
Boissons non alcoolisées	**100,0**	**101,6**	**103,0**	**119**
Café, thé, cacao	97,7	97,7	98,5	44
Autres boissons non alcoolisées	101,5	104,2	105,9	75
2. BOISSONS ALCOOLISÉES ET TABAC	**106,4**	**109,8**	**115,2**	**372**
Boissons alcoolisées	**103,4**	**104,7**	**105,8**	**175**
Alcools	99,9	101,0	101,8	52
Vins, cidres et champagne	105,7	107,1	108,1	102
Bières	100,9	102,3	104,3	21
Tabac	**109,2**	**114,9**	**124,5**	**197**
3. HABILLEMENT ET CHAUSSURES	**100,3**	**100,9**	**101,8**	**518**
Articles d'habillement	**100,4**	**100,8**	**101,5**	**400**
dont : Tissus d'habillement	99,4	98,7	100,3	1
Vêtements	100,3	100,5	101,0	348
Chaussures y compris réparations	**99,8**	**101,1**	**103,0**	**118**
4. LOGEMENT, EAU, GAZ, ÉLECTRICITÉ ET AUTRES COMBUSTIBLES	**102,1**	**103,2**	**105,0**	**1 309**
Loyers d'habitation effectifs	**101,8**	**102,2**	**104,9**	**577**
Entretien et réparation courante du logement	**96,0**	**99,3**	**103,0**	**147**
Produits pour l'entretien et la réparation courante du logement	101,8	103,9	105,6	24
Services pour l'entretien et la réparation courante du logement	94,9	98,3	102,5	123
Fourniture d'eau et autres services liés au logement	**103,5**	**104,6**	**106,7**	**192**
Électricité, gaz et autres combustibles	**104,2**	**105,6**	**105,1**	**393**
Électricité	93,5	93,1	93,9	203
Gaz	102,3	118,0	117,6	114
dont : Gaz de ville	95,9	114,4	114,9	83
Combustibles liquides	154,2	134,1	126,0	52
Combustibles solides	103,0	105,5	108,7	7
Eau chaude, vapeur et glace	100,0	103,4	108,1	17
5. AMEUBLEMENT, ÉQUIPEMENT MÉNAGER ET ENTRETIEN COURANT DE LA MAISON	**101,0**	**102,9**	**104,3**	**647**
Meubles, articles d'ameublement, tapis et autres revêtements de sol (y compris réparation)	**101,0**	**102,4**	**104,3**	**180**
Meubles et articles d'ameublement	101,1	102,5	104,5	174
Tapis et autres revêtements de sol	98,9	99,6	101,4	6
Articles de ménage en textile	**100,8**	**101,8**	**103,6**	**64**
Appareils ménagers	**96,7**	**97,1**	**95,7**	**112**
dont : Gros appareils ménagers électriques ou non	95,6	95,6	93,0	77
Petits appareils électroménagers	96,9	97,9	98,3	27
Verrerie, vaisselle, ustensiles de ménage	**102,1**	**104,7**	**106,6**	**58**
Outillage et autres matériels pour la maison et le jardin	**100,5**	**102,2**	**104,0**	**33**
Biens et services pour l'entretien courant de l'habitation	**103,3**	**106,6**	**108,8**	**200**
Articles de ménage non durables	103,4	108,0	110,6	83
Services domestiques et autres services pour l'habitation	103,2	105,6	107,6	117

N.B. Voir notes en fin de tableau.

TABLEAU H.01-1 (suite et fin)

Indice des prix à la consommation de l'ensemble des ménages - France entière (moyennes annuelles) (1)

Source : INSEE — Base 100 en 1998

Classification par fonction de consommation	2000	2001	2002	Pondération 2002
6. SANTÉ	**100,5**	**99,9**	**101,3**	**929**
Produits pharmaceutiques et appareils thérapeutiques	**99,7**	**99,0**	**98,3**	**437**
Médecine non hospitalière et services paramédicaux	**101,1**	**100,5**	**104,0**	**492**
Service des médecins	101,2	101,8	108,1	257
Service des dentistes	100,9	96,5	92,1	86
Services paramédicaux	100,9	100,7	104,0	149
7. TRANSPORT	**105,6**	**105,9**	**107,0**	**1 643**
Achats de véhicules	**99,4**	**100,3**	**101,2**	**441**
Automobiles neuves et d'occasion	99,3	100,1	101,1	406
Motos, cycles	100,5	101,9	102,6	35
Utilisation de véhicules personnels	**109,5**	**108,7**	**109,5**	**939**
Pièces détachées et accessoires pour véhicules personnels	100,1	100,7	102,5	275
Carburants et lubrifiants	122,0	116,7	113,7	352
Entretien et réparation de véhicules personnels	103,7	107,7	112,8	218
Autres services liés aux véhicules personnels	101,4	103,4	106,7	94
Services de transport	**101,6**	**104,7**	**107,3**	**263**
dont : Transports ferroviaires de voyageurs	102,3	104,8	107,6	55
Transports routiers de voyageurs	102,1	104,0	105,4	77
Transports aériens de voyageurs	98,8	103,9	107,9	83
8. COMMUNICATIONS	**95,3**	**91,0**	**90,6**	**250**
Services postaux	100,3	100,9	102,4	22
Équipement et services de téléphone et de télécopie	94,8	90,0	89,4	228
9. LOISIRS ET CULTURE	**98,8**	**99,2**	**99,6**	**874**
Équipements audio-visuels, photographiques et informatiques	**87,8**	**83,6**	**78,3**	**200**
dont : Équipements audio-visuels	85,3	82,3	76,5	79
Équipements photo et cinéma, instruments d'optique	88,5	85,2	79,1	21
Matériel de traitement de l'information (y compris les micro-ordinateurs)	62,0	50,8	40,9	27
Supports d'enregistrements de l'image et du son	97,6	97,1	96,9	61
Autres biens durables importants pour les loisirs et la culture (y compris réparation)	**101,0**	**103,7**	**105,5**	**24**
Autres articles et équipements de loisirs, fleurs et animaux d'agrément	**100,5**	**101,9**	**103,5**	**186**
Services récréatifs et culturels	**102,9**	**104,5**	**107,9**	**288**
Presse, livres et papeterie	**102,0**	**104,0**	**106,3**	**148**
Voyages touristiques tout compris	**103,3**	**109,6**	**112,9**	**28**
10. ÉDUCATION	**102,9**	**104,7**	**107,1**	**22**
11. HÔTELLERIE, CAFÉS, RESTAURATION	**103,6**	**106,2**	**110,4**	**816**
Restauration et cafés	**103,1**	**105,4**	**109,4**	**671**
Service d'hébergement	**105,6**	**109,6**	**114,7**	**145**
12. AUTRES BIENS ET SERVICES	**101,7**	**104,1**	**106,9**	**1 034**
Soins personnels	**103,4**	**107,2**	**111,0**	**311**
Effets personnels n.d.a	**99,5**	**101,3**	**103,4**	**129**
Protection sociale (2)	**104,0**	**106,4**	**109,0**	**228**
Assurances (3)	**99,9**	**101,4**	**104,1**	**155**
Services financiers	**101,2**	**101,9**	**103,2**	**69**
Autres services aux ménages	**98,8**	**100,8**	**103,2**	**142**

(1) Les indices mensuels et les moyennes annuelles de la totalité des postes sont disponibles dans le bulletin mensuel de statistique et sur Internet (cf. partie « 3 Sources de documentation »).
(2) La couverture sectorielle de l'indice des prix à la consommation est élargie aux établissements pour adultes handicapés à compter de janvier 2001. La nouvelle série est introduite avec un niveau 100 en décembre 2000.
(3) La couverture sectorielle de l'indice des prix à la consommation est élargie à l'assurance santé complémentaire (mutuelles, institutions de prévoyance et compagnies d'assurances) à compter de janvier 2000. La nouvelle série est introduite avec un niveau 100 en décembre 1999.

TABLEAU H.01-2

Indice des prix à la consommation des ménages " urbains " dont le chef est employé ou ouvrier - France entière (moyennes annuelles) (1)

Source : INSEE — Base 100 en 1998

Groupe et sous-groupe	2000	2001	2002	Pondération 2002
Ensemble y compris tabac	**102,2**	**104,0**	**106,1**	**10 000**
Ensemble hors tabac	**102,0**	**103,7**	**105,6**	**9 673**
Produits alimentaires et boissons non alcoolisées	102,6	108,2	111,1	1 601
Boissons alcoolisées, tabac	107,0	111,1	117,8	484
Articles d'habillement et chaussures	100,2	100,8	101,8	534
Logement, eau, gaz, électricité et autres combustibles	101,0	102,5	104,6	1 609
Ameublement, équipement ménager et entretien courant de la maison	100,6	102,4	103,6	530
Santé	100,6	100,0	101,9	743
Transports	106,2	106,3	107,3	1 629
Communications	95,2	90,8	90,4	248
Loisirs et culture	98,9	99,4	99,9	828
Éducation	102,9	104,7	107,1	19
Hôtellerie, cafés, restauration	103,4	105,9	109,9	745
Autres biens et services (2)	101,8	104,3	107,1	1 030

(1) Les indices mensuels et les moyennes annuelles de la totalité des postes sont disponibles dans le bulletin mensuel de statistique et sur Internet (cf. partie « 3 Sources de documentation »).
(2) La couverture sectorielle de l'indice des prix à la consommation est élargie à l'assurance santé complémentaire (mutuelles, institutions de prévoyance et compagnies d'assurances) à compter de janvier 2000 (niveau 100 en décembre 1999) et aux établissements pour adultes handicapés à compter de janvier 2001 (niveau 100 en décembre 2000).

TABLEAU H.01-3

Indice des prix à la consommation de l'ensemble des ménages (moyennes annuelles)-Départements d'outre-mer (1)

Source : INSEE — Base 100 en 1998

	Guadeloupe		Martinique		Guyane		Réunion	
	Pondération 2002	Année 2002	Pondération 2002	Année 2002	Pondération 2002	Année 2002	Pondération 2002	Année 2002
Alimentation hors tabac	2 707	106,2	2 503	108,7	2 596	105,9	2 419	108,1
Tabac	84	139,0	40	153,1	114	166,3	237	219,4
Produits manufacturés	2 981	101,3	2 736	100,5	2 444	99,3	3 089	102,9
Énergie	897	109,9	838	109,3	765	112,6	795	113,5
Services	3 332	106,7	3 882	106,7	4 080	104,8	3 460	107,6
Alimentation (y compris tabac)	2 790	107,0	2543	109,1	2 711	107,9	2 656	113,0
Produits manufacturés (y compris énergie)	3 878	103,1	3 575	102,4	3 209	102,2	3 884	104,9
Produits manufacturés (hors habillement et chaussures)	2 261	103,0	2 103	100,8	1 884	100,9	2 513	103,6
Ensemble	**10 000**	**105,4**	**10 000**	**105,7**	**10 000**	**104,8**	**10 000**	**108,0**
Ensemble hors tabac	**9 916**	**105,1**	**9 960**	**105,5**	**9 886**	**104,2**	**9 763**	**106,7**

(1) Les indices mensuels et les moyennes annuelles de la totalité des postes sont publiés dans le bulletin mensuel de statistique ; la mise à jour annuelle (fonctions de consommation, regroupements, pondérations) paraît dans le numéro de février.

TABLEAU H.01-4

Indice des prix à la consommation des ménages (moyennes annuelles) - Territoires d'outre-mer

Source : Services territoriaux de statistique

	1999	2000	2001	2002	Pondération
Nouvelle-Calédonie : Base 100 en décembre 1992					
Ensemble	**111,4**	**113,1**	**115,7**	**117,8**	**10 000**
Ensemble hors tabac	**110,8**	**112,2**	**114,6**	**116,7**	**9 750**
dont : Alimentation	116,9	117,6	120,6	123,5	2 691
Produits manufacturés	105,1	107,1	110,6	111,8	3 747
Services	113,9	116,1	117,5	120,0	3 561
Polynésie française : Base 100 en décembre 1988					
Ensemble	**115,1**	**116,3**	**117,4**	**120,8**	**1 000 000**
dont : Alimentation	116,5	117,4	120,0	126,1	320 803
Produits manufacturés	107,1	108,3	107,8	109,6	366 362
Services	123,6	125,0	126,7	129,5	312 835

TABLEAU H.01-5

Indice des prix à la consommation harmonisé (I.P.C.H.) des 15 pays de l'Union européenne (1)

Sources : Services statistiques nationaux et Eurostat

%

	1998	1999	2000	2001	2002
Union européenne (à 15)	**1,0**	**1,7**	**2,3**	**1,9** *r*	**2,2**
Allemagne	0,2	1,4	2,3	1,5	1,1
Autriche	0,5	1,7	1,8	1,8	1,7
Belgique	0,7	2,1	3,0	2,0	1,3
Danemark	1,1	3,1	2,3	2,1	2,6
Espagne	1,4	2,8	4,0	3,0	4,0
Finlande	0,8	2,2	2,9	2,3	1,7
France	**0,3**	**1,4**	**1,7**	**1,4**	**2,2**
Grèce	3,7	2,3	3,7	3,5	3,5
Irlande	2,2	3,9	4,6	4,4	4,6
Italie	1,7	2,1	2,8	2,2	3,0
Luxembourg	0,4	2,3	4,3	0,9	2,8
Pays-Bas	1,5	1,9	2,9	5,1	3,5
Portugal	2,8	1,7	3,8	3,9	4,0
Royaume-Uni	1,6	1,2	0,9	1,0	1,7
Suède	–	1,2	1,3	3,2	1,7

(1) Glissement annuel : variation des indices de décembre de l'année n-1 à décembre de l'année n indiquée en tête de colonne.

TABLEAU H.01-6

Indice des prix de vente au détail des spécialités pharmaceutiques

Source : INSEE

Base 100 en 1998

Spécialités pharmaceutiques	1999		2000		2001		2002	
	Décembre	Moyenne annuelle	Décembre	Moyenne annuelle	Décembre	Moyenne annuelle	Décembre	Moyenne annuelle
Remboursables par la Sécurité sociale	99,1	99,5	98,2	98,8	96,0	97,5	95,7	96,0
Non remboursables par la Sécurité sociale	103,4	102,4	105,1	104,7	107,7	106,3	110,5	109,4

Chapitre H.02

Indices : prix à la production dans l'industrie, prix des logements anciens, coût de la

1 Méthodologie.

2 Sources de documentation.

3 Tableaux.

Liste des tableaux

1 Indices annuels bruts des prix des produits agricoles à la production.

2 Indices annuels bruts des prix d'achat des moyens de production agricole (IPAMPA).

3 Indices de prix à la production dans l'industrie (hors TVA).

4 Indices trimestriels des prix des logements anciens.

5 Indice trimestriel du coût de la construction des immeubles à usage d'habitation.

1
○ Méthodologie

11. Indice des prix des produits agricoles à la production [IPPAP] *(base 100 en 1995)*

L'indice des prix des produits agricoles à la production (IPPAP) base 100 en 1995 prend la suite de l'indice base 100 en 1990. La méthodologie de l'indice par rapport à la base 100 en 1990 diffère par les changements de pondérations et par l'observation des prix de marché (comprenant les taxes).
Cet indice permet de mesurer l'évolution des prix perçus par les agriculteurs en contrepartie des produits qu'ils livrent. C'est l'une des sources d'information sur les variations de prix utilisées dans la confection des comptes de l'agriculture. La méthodologie de l'IPPAP est harmonisée au plan européen par le groupe « Statistiques des prix agricoles » d'EUROSTAT.

111. Les sources d'information

L'indice est élaboré à partir de l'observation des prix de marché. Les prix sont en principe relevés au stade de la production. Les principales sources d'information utilisées sont :
– Le ministère de l'Agriculture, de l'Alimentation, de la Pêche et des Affaires rurales :
Service central des enquêtes et des études statistiques (SCEES) ;
Service des nouvelles des marchés (SNM) ;
– Les Offices :
Office national interprofessionnel des céréales (ONIC) ;
Office national interprofessionnel des viandes, de l'élevage et de l'aviculture (OFIVAL) ;
Office national interprofessionnel des vins (ONIVINS) ;
– Les comités interprofessionnels des régions viticoles.

112. Formule de calcul

L'IPPAP est un indice de Laspeyres. On constitue pour chaque poste un échantillon composé de séries représentatives selon certains critères (géographiques, qualitatifs...). L'indice mensuel d'un poste élémentaire est le quotient du prix moyen calculé chaque mois sur cet échantillon, avec celui de l'année de base. Le prix moyen de l'année de base est une moyenne arithmétique pondérée par les quantités produites. De même, l'indice d'un regroupement est la moyenne arithmétique des indices des postes et des regroupements qui en font partie, pondérés par la valeur des productions de l'année de base. Par exemple, le poste « oeufs » est calculé à partir des séries départementales de prix. Il fait partie du regroupement « volailles, oeufs et lapins » lui-même regroupé dans l'ensemble « produits animaux ».

113. Structure de l'indice

Les pondérations relatives aux produits livrés par les agriculteurs entrant dans le champ de l'indice sont recalculées à partir des comptes économiques de l'agriculture de 1995 établis par l'INSEE. Ces pondérations doivent être représentatives des productions des agriculteurs dans le cadre de leur activité. Elles ne changeront qu'avec une nouvelle année de référence. Les changements ont lieu tous les cinq ans.

12. Indice des prix d'achat des moyens de production agricole [IPAMPA] *(base 100 en 1995)*

L'IPAMPA permet de suivre l'évolution des prix des biens et services utilisés par les exploitants dans le cadre de leur activité agricole. La méthodologie de l'indice base 1995 est identique à celle de la base 1990. Cependant, les pondérations pour les séries de produits entrant dans le champ de l'indice ont été recalculées à partir des comptes économiques de l'agriculture de 1995 établis par l'INSEE. Ces pondérations doivent être représentatives de la consommation réelle des agriculteurs dans le cadre de leur activité. Elles ne changeront qu'avec une nouvelle année de référence. La série relative aux animaux d'élevage et de rente a été supprimée. Cette suppression a été décidée au plan européen par le groupe « prix agricoles » d'EUROSTAT.

L'indice des prix base 1995 comme celui de la base 1990, est composé de 2 parties :
– L'indice des prix des consommations intermédiaires de l'agriculture (IPCIA) ;
– L'indice des prix des biens d'investissement de l'agriculture (IPBIA).
L'indice est calculé à partir d'une enquête réalisée par le SCEES dans les domaines des engrais, des aliments pour animaux, des produits phytosanitaires, des semences, des dépenses vétérinaires et du petit matériel, et à partir d'indicateurs divers pour les autres biens et services. L'enquête du SCEES relève les prix de 4 500 articles auprès de 250 points de vente chaque mois.
Le champ de l'enquête correspond aux prix de vente des produits effectués vers le secteur agricole. S'agissant d'un indice destiné à mesurer l'évolution des coûts des intrants, il s'adresse pour l'essentiel aux professionnels de l'agriculture travaillant sur des exploitations agricoles.

13. Indices de prix à la production dans l'industrie *(base 100 en 2000)*

De nouveaux indices de prix à la production dans l'industrie (IPP), base 100 en 2000, ont été mis en service en mai 2003, en remplacement des précédents indices de prix de vente de l'industrie, base 100 en 1995.
Une extension du champ des indices de prix, une couverture sectorielle élargie, de nouvelles pondérations des produits, l'adaptation des supports de diffusion, telles sont, avec diverses améliorations méthodologiques, les principales avancées de ces nouveaux indices.

131. Une extension du champ des indices de prix

Le règlement (CE) n° 165/98 du Conseil sur les statistiques conjoncturelles définit un cadre commun pour la production de statistiques communautaires à court terme sur le cycle conjoncturel. Ces statistiques comprennent les informations (variables) nécessaires pour disposer d'une base uniforme pour l'analyse de l'évolution à court terme de l'offre et de la demande, des facteurs de production et en particulier des prix à la production.
Ce règlement prévoit, sur le champ de l'industrie, l'élaboration d'indices de prix à la production, d'indices de prix à la production pour le marché français et d'indices de prix à la production pour les marchés extérieurs.
Destinés à apprécier l'évolution des prix de transactions des activités économiques, les indices de prix permettent de mesurer de façon synthétique l'évolution « pure » des prix de transaction des biens issus des activités de l'industrie :
– Les indices de prix à la production, dans l'industrie, pour le marché français mesurent l'évolution des prix de transaction de biens issus des activités de l'industrie et vendus sur le marché intérieur,
– Les indices de prix à la production, dans l'industrie, pour les marchés extérieurs traduisent l'évolution des prix de transaction (convertis en monnaie locale) de biens issus des activités de l'industrie et vendus sur les marchés extérieurs,
– La combinaison de ces deux indices détermine les indices de prix à la production dans l'industrie (marché intérieur et marchés extérieurs).
Le champ est constitué des sections C à E de la NACE Rev.1. Les informations ne sont pas requises pour les groupes suivants : 12.0 (Extraction de minerais d'uranium), 22.1 (Edition), 23.3 (Matières nucléaires), 29.6 (Armes et munitions), 35.1 (Construction navale), 35.3 (Construction aéronautique), et dans le prochain règlement européen : 37 (Récupération).

132. Une couverture sectorielle élargie

Depuis la publication de la précédente base 1995 en juillet 2000, d'importantes extensions de couverture ont ainsi été réalisées pour les indices de prix à la production pour le marché français. Parmi les avancées les plus notables on peut citer la diffusion des niveaux CPF pour :
– Les biens de consommation (vêtements de dessus prêt-à-porter en textile, vêtements de dessous hommes, femmes,

enfants, vêtements divers et accessoires du vêtement, matériels optiques et photographiques),
– Les biens intermédiaires (articles textiles, produits textiles divers, gaz industriels, produits abrasifs),
– Les biens d'équipement (motocycles et équipements pour motocycles, cycles et équipements pour cycles).
Cet élargissement du champ d'observation est complété d'un affinement de la couverture sectorielle par l'élaboration de sous-indices fins pour les indices de prix à la production pour le marché français, en particulier pour :
– Les biens intermédiaires (fils et filés, tissus, produits du sciage et du rabotage, emballages en papier ou en cartons, tubes en acier, menuiseries et fermetures métalliques, produits de forge et de l'emboutissage, matériel de distribution et de commande électrique),
– Les industries agroalimentaires (laits et produits laitiers, aliments adaptés à l'enfant et diététiques, produits alimentaires divers).

133. De nouvelles pondérations des produits

La réalisation de la base 2000 a conduit à établir de nouvelles pondérations des indices de prix à la production. Simultanément certains traitements conceptuels ont été modifiés.
Les pondérations correspondent aux ventes des sociétés non financières et entreprises individuelles, au prix du producteur, de la Comptabilité nationale. La répartition du chiffre d'affaires total entre chiffre d'affaires pour le marché français et chiffre d'affaires pour les marchés extérieurs repose ensuite sur les données issues du Système Unifié de Statistiques d'Entreprises.
Conformément aux évolutions européennes, les pondérations des indices de prix à la production dans l'industrie pour le marché français sont exprimées hors TVA dans la base 2000 alors que celles de la base 1995 étaient hors toutes taxes. Les pondérations de la base 2000 incluent de ce fait les montants de la Taxe Intérieure sur les Produits Pétroliers (TIPP), la Taxe Intérieure sur la Consommation de Gaz Naturel (TICGN), la Taxe Générale sur les Activités Polluantes (TGAP), les taxes sur le tabac, les droits d'accises, ...

134. L'adaptation des supports de diffusion :

À l'occasion du passage à la base 2000, l'appellation indices de prix de vente industriels est remplacée par la dénomination internationale : indices de prix à la production dans l'industrie pour le marché français.
Outre le BMS, les indices de prix sont également consultables sur le site Internet « Indices pour les entreprises », le site « Indices Pro », à l'adresse : indicespro.insee.fr
Ce site de diffusion des indices de prix propose également des services complémentaires. Il offre en particulier la possibilité de télécharger les données, de consulter les fiches de présentation détaillées des indices, et, surtout, permet d'obtenir immédiatement des indices calculés dans une référence antérieure, ce qui permet de convertir des indices de la base 2000 en toute autre référence précédente.
Ces indices de prix sont aussi disponibles sur le site Internet « Indices et séries statistiques », à l'adresse :
www.indices.insee.fr

135. Des améliorations méthodologiques variées

Plusieurs améliorations de méthode ont été apportées progressivement au calcul des indices de prix à la production pour le marché français au cours des années passées :
– Collecte des informations : mensualisation des relevés de prix,
– Mise en place de méthodes alternatives pour des « transactions témoins » non récurrentes au fil du temps : contrats-types décomposant les coûts de section,
– Conformément aux évolutions européennes, les relevés de prix des produits industriels pour le marché intérieur sont dorénavant exprimés hors TVA dans la base 2000 alors que ceux de la base 1995 étaient hors toutes taxes. Les relevés de prix de la base 2000 incluent de ce fait les montants de la Taxe Intérieure sur les Produits Pétroliers (TIPP), la Taxe Intérieure sur la Consommation de Gaz Naturel (TICGN), la Taxe Générale sur les Activités Polluantes (TGAP), les taxes sur le tabac, les droits d'accises, ...

14. Indice du coût de la construction des immeubles à usage d'habitation (base 100 : 4ème trimestre 1953)

Cet indice est calculé chaque trimestre par l'INSEE en collaboration avec le ministère de l'Équipement, des Transports, du Logement, du Tourisme et de la Mer. Il mesure l'évolution du prix global de la construction d'immeubles à usage d'habitation (depuis les fondations jusqu'à la finition). Il fait appel à l'observation des prix effectivement payés pour des immeubles réellement construits. Cette observation tient compte du genre de la construction (individuelle ou collective), du mode de financement (HLM-location, HLM-accession, avec prime, assortie ou non de prêt, construction non aidée) et de l'importance des chantiers.
Cet indice reflète non seulement les variations du coût des facteurs physiques (main-d'œuvre et matériaux) mais aussi celles des frais financiers engagés éventuellement par les promoteurs et qui sont susceptibles de les affecter (taxe professionnelle et autres impôts, loyer de l'argent etc.), de même que les variations des taxes diverses (dont TVA) et des marges bénéficiaires des différents corps de métiers. L'indice s'applique à l'ensemble du territoire national. C'est la référence explicite du prix des loyers dans le secteur libre.
Il ne prend pas en considération le prix des terrains et les frais d'aménagement de ces derniers (frais de voirie, raccordements, etc.). Il ne tient pas compte non plus des frais d'études (honoraires d'architecte). Enfin, il ne s'applique qu'à la construction des locaux à usage d'habitation et non à celle des bâtiments industriels, scolaires, hospitaliers etc. Il ne peut être utilisé non plus pour mesurer le coût des réparations d'immeubles ou de leur entretien.
Pour mesurer les seules variations du coût des facteurs physiques (main-d'œuvre et matériaux), divers organismes, publics ou privés, calculent des indices particuliers. Tels sont les indices pondérés départementaux calculés par le ministère de l'Équipement, des Transports, du Logement, du Tourisme et de la Mer. Tels sont également l'indice de l'Académie d'architecture (AA) [anciennement Société centrale des architectes] ou l'indice de la Fédération nationale du bâtiment (FNB) qui, d'une part, ne font pas appel à l'observation des prix réellement payés pour des constructions effectivement réalisées et qui, d'autre part, ne sont applicables que dans la région parisienne. L'indice AA est utilisé pour la révision du prix des réparations d'immeubles. L'indice FNB, établi à la demande des compagnies d'assurances, est utilisé pour le règlement des primes ou des indemnités à la suite de sinistres.

15. Indices des prix des logements anciens (base 100 : 2ème et 4ème trimestres 1994)

Ces indices sont calculés chaque trimestre par l'INSEE en collaboration avec la chambre des notaires de Paris et la société Perval-M.I.N. (Marché immobilier des notaires) qui enregistre dans des bases les données collectées lors des transactions immobilières.
Le champ des indices comprend toutes les transactions de gré à gré (avec ou sans intermédiaire) portant sur un logement ancien (au sens fiscal du terme, c'est-à-dire construit depuis plus de 5 ans ou ayant fait l'objet d'une mutation) à usage d'habitation, en pleine propriété et libre d'occupation. L'indice « maisons » couvre les logements individuels, les indices « appartements », les logements dans un immeuble collectif. Le prix retenu est le prix net vendeur, hors droits de mutation, frais de notaire et commission d'agence.
La méthodologie de ces indices repose sur des modèles expliquant le prix d'un logement en fonction de ses caractéristiques. À l'aide de ces modèles, on estime la valeur d'un parc de logements de référence aux prix de la période courante. Un indice est défini comme le rapport entre la valeur courante de ce parc et sa valeur à la période de base. La période de base (indice = 100) est le 2ème trimestre 1994 pour les indices « Paris et petite couronne » et le 4ème trimestre 1994 pour les indices « Province » et « France entière ». Les indices « Paris et

petite couronne » sont semestriels glissants, c'est-à-dire qu'ils sont recalculés chaque trimestre à partir des transactions du dernier semestre, tandis que les indices « Province » et « France entière » sont annuels glissants. Ces indices ne peuvent donc pas s'interpréter comme des indices conjoncturels.
L'ambition commune aux notaires et à l'INSEE est d'aboutir, à terme, à un indice global couvrant l'ensemble du marché métropolitain, tous types de logements confondus. Sans attendre la couverture complète, un indice France entière est désormais estimé par l'INSEE. Il est construit à partir des sous-indices de prix Notaires-INSEE déjà publiés et d'hypothèses faites sur les sous-indices des zones non encore couvertes (les maisons de la petite couronne, les maisons et les appartements de la grande couronne). Ces hypothèses portent à la fois sur les évolutions des prix et sur la valeur des logements dans les zones et les parcs non couverts. Cet indice sera rectifié chaque fois qu'un des sous-indices des zones non encore couvertes sera disponible.

2 ○ Sources de documentation

Ce chapitre a été réalisé avec la collaboration de la direction des Statistiques d'entreprises et de la division « Logement » de l'INSEE.

Organisme :
– INSEE.

Sites Internet :
– indicespro.insee.fr
– www.indices.insee.fr

Publications :

INSEE

Bulletin mensuel de statistique :
– « Les nouveaux indices de prix de l'industrie et des services aux entreprises », n° 5, mai 2003 ;
– « Indice des prix des produits agricoles à la production (IPPAP) : présentation de la base 1995 », n° 6, juin 2000 ;
– « Un nouvel indice des prix pour l'agriculture, l'indice des prix d'achat des moyens de production agricole (IPAMPA) », n° 2, février 2000.

INSEE Méthodes :
– « Les indices de prix des logements anciens », Méthodologie, n° 98, août 2002 ;
– « L'IPAMPA (indice des prix d'achat des moyens de production agricole) » - Méthodologie, n° 94, janvier 2000.

Ministère de l'Agriculture, de l'Alimentation, de la Pêche et des Affaires rurales :

AGRESTE - Chiffres et données - Agriculture
– « Rebasement de l'IPPAP fruits et légumes (base 1995) », n° 132, mars 2001.

3 ○ Tableaux

Des tableaux rétrospectifs, « séries » et supplémentaires sont disponibles sur le cédérom (cf. liste en fin d'annuaire).

TABLEAU H.02-1

Indices annuels bruts des prix des produits agricoles à la production (1)

Source : INSEE — Base 100 en 1995

	Pondération	1997	1998	1999	2000	*r* 2001	2002
INDICE GÉNÉRAL	**100 000**	**100,2**	**99,8**	**96,8**	**98,1**	**101,6**	**98,9**
INDICE GÉNÉRAL SANS FRUITS ET LÉGUMES	**89 469**	**99,6**	**98,7**	**95,7**	**97,4**	**99,4**	**96,3**
• Produits végétaux sans fruits et légumes	**41 147**	**97,7**	**98,8**	**96,7**	**94,6**	**96,7**	**94,4**
Céréales	12 371	92,7	82,7	82,1	82,6	83,1	76,9
dont : Blé tendre	7 239	95,7	83,8	82,1	82,3	83,8	77,3
Maïs	3 072	85,6	80,4	82,4	83,0	81,6	76,7
Orge de mouture	1 253	94,9	85,9	87,6	89,5	84,9	75,0
Pommes de terre	2 093	69,9	89,2	94,9	73,4	84,8	79,4
Vins	15 920	102,3	113,1	111,1	105,3	102,9	104,1
Autres vins	2 246	96,1	100,3	112,7	102,0	89,5	89,9
Vins d'appellation	13 010	101,3	113,5	111,7	106,9	106,4	107,5
Produits de l'horticulture	4 200	99,5	97,5	96,8	96,6	101,0	101,8
Oléagineux	2 026	105,4	109,7	86,5	92,7	115,0	119,9
Autres produits végétaux	4 537	101,1	93,8	91,4	98,3	105,1	96,9
• Produits animaux	**48 322**	**101,2**	**98,6**	**94,9**	**99,8**	**101,8**	**97,9**
Bétail sur pied	22 719	101,0	96,5	93,1	99,1	98,1	93,2
dont : Gros bovins	11 976	93,1	98,8	96,2	96,4	82,4	87,6
Veaux de boucherie	2 643	96,0	101,3	101,2	103,8	101,8	100,0
Porcins	6 288	114,9	86,6	80,8	98,7	116,8	91,9
Ovins	1 178	122,7	111,9	107,0	120,1	150,9	139,0
Lait	16 932	99,3	100,6	98,6	101,0	105,1	102,5
Volailles, œufs et lapins	8 671	105,6	100,5	92,4	99,0	105,1	101,1
Poulets	3 132	104,9	100,7	92,9	95,9	102,7	99,4
Dindes et dindons	1 811	106,0	102,3	92,0	96,1	109,2	105,9
Lapins	656	100,9	101,5	93,3	99,8	108,8	96,8
Œufs	1 575	114,7	100,7	92,8	114,6	112,6	106,3
• Fruits et légumes	**10 531**	**104,4**	**109,6**	**103,5**	**105,1**	**120,7**	**118,5**
Légumes	6 266	107,3	104,3	106,7	107,3	122,9	121,1
Fruits	4 265	100,3	117,5	98,8	102,0	117,6	114,5

(1) La méthodologie de ces indices est disponible dans le Bulletin mensuel de statistique de juin 2000 et sur Internet (cf. partie « 2 Sources de documentation »).

TABLEAU H.02-2

Indices annuels bruts des prix d'achat des moyens de production agricole (IPAMPA) (1)

Source : INSEE — Base 100 en 1995

	Pondération	1997	1998	1999	2000	2001	2002
INDICE GÉNÉRAL	**100 000**	**105,0**	**102,8**	**101,8**	**106,4**	**109,5**	**110,0**
1. Biens et services de consommation courante	**77 887**	**105,4**	**102,4**	**100,8**	**106,1**	**109,4**	**109,5**
Énergie et lubrifiants	6 645	109,6	100,0	104,8	128,3	120,5	116,8
Semences	4 504	101,9	102,8	104,1	103,4	105,4	107,1
Engrais et amendements	9 515	102,7	101,8	99,3	105,6	115,9	111,5
dont : Engrais simples azotés	3 357	100,0	93,2	85,0	102,6	118,4	108,1
Engrais binaires	1 819	103,7	107,4	107,4	107,7	113,6	111,7
Engrais ternaires	2 759	104,7	105,6	106,3	106,0	116,5	114,1
Produits de protection des cultures	8 193	102,2	102,1	102,1	102,3	102,9	103,1
dont : Fongicides	2 967	101,3	100,5	99,9	99,6	100,0	99,9
Insecticides et acaricides	1 127	102,0	102,5	102,9	103,2	102,9	102,4
Herbicides	3 475	103,2	103,3	103,7	104,1	105,0	105,6
Aliments des animaux	23 117	108,7	100,5	92,8	98,5	104,9	104,4
dont : Aliments pour veaux	489	99,2	97,6	94,6	100,4	109,1	104,4
Aliments pour gros bovins	4 226	109,4	101,8	93,8	100,4	106,3	105,4
Aliments pour porcins	6 702	106,5	98,2	90,0	95,2	102,0	100,0
Aliments pour volailles	6 750	105,0	98,5	90,8	94,8	100,9	100,1
Matériel et petit outillage	1 305	93,3	94,3	92,6	96,8 *r*	99,2	97,5
Produits et services vétérinaires	3 253	105,1	106,6	107,3	109,1	110,8	113,8
2. Biens d'investissement	**22 113**	**103,5**	**104,5**	**105,5**	**107,2**	**109,5**	**111,9**
dont : Équipements	15 655	103,4	104,6	105,5	106,4 *r*	108,2	110,3
dont : Machines et matériel de culture	3 600	103,9	105,2	105,9	107,0	109,0	111,7
Machines et matériel de récolte	3 914	103,4	104,8	106,9	108,2	108,8	111,4
Machines et installation à la ferme	2 018	103,0	104,9	106,0	107,6	110,6	112,5
Tracteurs	5 167	103,9	104,5	104,9	104,9	106,6	108,3

(1) La rétrospective des indices mensuels de 1995 à 2000 est parue dans le Bulletin mensuel de statistique de février 2001 ; la méthodologie complète de ces indices est disponible dans le numéro 94 d'INSEE méthodes.

TABLEAU H.02-3

Indices de prix à la production dans l'industrie (hors TVA)

Source : INSEE

Base 100 en 2000 (1)

Intitulé du produit	100 =	Code NES	Pondération	1997	1998	1999	2000	2001	2002
Ensemble de l'industrie (NES EB à EG)	**2000**		**1 000**	///	///	**95,8**	**100,0**	**101,2**	**101,0**
Ensemble de l'industrie hors énergie et IAA (NES EC à EF)	**2000**		**652**	///	///	**98,0**	**100,0**	**101,2**	**101,0**
Produits des industries agro-alimentaires	**2000**	**EB**	**177**	///	///	///	**100,0**	**104,7**	**105,0**
Viandes, peaux et produits à base de viande	2000	01	45	101,5	96,8	94,0	100,0	107,7	101,7
Produits laitiers et glaces	2000	02	32	97,2	98,1	97,6	100,0	103,4	103,4
Boissons	2000	03	26	97,2	100,6	101,2	100,0	101,8	105,0
Céréales transformées et aliments pour animaux	2000	04	19	///	///	///	100,0	105,9	104,6
Produits des industries alimentaires diverses	2000	05	49	///	///	///	100,0	103,6	107,2
Tabac manufacturé	200012	06	6	///	///	///	///	106,7	120,8
Biens de consommation	**2000**	**EC**	**135**	**///**	**///**	**99,5**	**100,0**	**101,2**	**100,9**
Habillement, cuir	200101	10	21	///	///	///	///	100,1	99,1
Articles d'habillement et fourrures	200101	11	16	///	///	///	///	99,9	97,4
Cuirs, articles de voyage, chaussures	2000	12	5	101,0	102,0	99,8	100,0	103,4	107,0
Savons parfums et produits d'entretien	2000	32	15	97,3	97,7	99,1	100,0	104,2	106,7
Équipement du foyer	2000	40	37	///	99,3	99,1	100,0	101,7	101,6
Fabrication de meubles	2000	41	19	98,5	99,0	99,5	100,0	101,7	102,6
Bijoux, instruments de musique	2000	42	3	///	///	93,5	100,0	101,9	104,5
Articles de sport, jeux et produits divers	2000	43	6	///	///	99,7	100,0	103,0	103,3
Appareils domestiques	2000	44	4	///	103,9	100,6	100,0	101,6	100,4
Appareils de réception, enregistrement, reproduction (son, image)	2000	45	3	120,2	111,5	103,8	100,0	99,9	89,7
Produits de l'industrie automobile	**2000**	**ED**	**95**	**103,4**	**101,7**	**100,3**	**100,0**	**101,3**	**102,3**
Produits de la construction automobile	2000	01	65	102,8	101,1	99,8	100,0	101,8	103,6
Équipements pour automobiles	2000	02	30	104,9	103,1	101,5	100,0	100,1	99,5
Biens d'équipement	**2000**	**EE**	**127**	**///**	**99,3**	**99,1**	**100,0**	**100,8**	**100,7**
Cycles, motocycles, matériel de transport n.c.a	200112	14	**2**	///	///	///	///	///	100,3
Industries des équipements mécaniques	2000	20	78	98,1	98,6	98,8	100,0	101,7	102,2
Réservoirs, chaudières, produits de la chaudronnerie	2000	22	15	97,7	98,6	98,4	100,0	101,1	101,4
Équipements mécaniques	2000	23	10	99,4	99,4	99,3	100,0	101,8	103,0
Machines d'usage général	2000	24	20	97,6	98,1	99,3	100,0	101,3	102,0
Machines agricoles	2000	25	7	96,2	97,4	98,5	100,0	102,0	104,5
Machines outils	2000	26	3	98,8	99,4	98,8	100,0	101,9	102,4
Moteurs génératrices et transformateurs électriques	2000	32	5	95,8	96,5	97,8	100,0	103,3	105,1
Matériel médicochirurgical et orthopédie	2000	34	6	104,7	102,9	101,3	100,0	99,3	100,4
Biens intermédiaires	**2000**	**EF**	**295**	**98,0**	**97,1**	**95,8**	**100,0**	**101,2**	**100,7**
Produits minéraux	2000	10	40	95,6	96,5	97,6	100,0	104,2	106,5
Produits divers des industries extractives	2000	12	8	93,9	95,1	96,6	100,0	105,7	110,4
Verre et articles en verre	2000	13	8	101,1	100,1	98,9	100,0	104,0	102,7
Produits céramiques et matériaux de construction	2000	14	24	94,6	95,9	97,7	100,0	103,8	106,4
Produits de l'industrie textile	2000	20	19	102,5	100,2	98,8	100,0	102,6	102,7
Produits filés, tissés ou ennoblis	2000	21	8	106,1	101,5	97,3	100,0	102,0	101,8
Étoffes et articles à maille	2000	23	3	98,4	99,0	99,6	100,0	101,7	100,8
Produits en bois, papier ou carton	2000	30	41	93,2	94,3	93,7	100,0	102,4	101,5
Produits du travail du bois	2000	31	17	97,8	98,4	98,7	100,0	101,5	101,4
Pâte à papier, papiers et carton	2000	32	8	84,1	86,9	85,1	100,0	99,9	94,1
Articles en papier ou en carton	2000	33	16	93,1	93,8	92,9	100,0	104,5	104,9
Produits chimiques, en caoutchouc ou en plastiques	2000	40	84	98,5	96,1	94,0	100,0	100,9	100,4
Produits de la chimie minérale	2000	41	8	100,1	100,2	95,2	100,0	107,6	101,1
Produits de la chimie organique	2000	42	19	87,6	79,7	76,4	100,0	97,6	97,0
Produits de la parachimie	2000	43	18	99,5	99,0	99,1	100,0	102,1	103,7
Fibres artificielles ou synthétiques	2000	44	–	///	99,9	96,0	100,0	101,1	97,3
Produits en caoutchouc	2000	45	8	107,1	103,0	100,5	100,0	101,1	101,6
Produits en matières plastiques	2000	46	32	100,3	99,2	97,6	100,0	100,6	100,3
Métaux ou produits métallurgiques	2000	50	79	98,9	98,3	96,2	100,0	100,2	99,4
Produits de la sidérurgie et de la 1ère transformation de l'acier	2000	51	14	96,8	98,7	91,5	100,0	98,7	97,7
Métaux non ferreux	2000	52	9	92,7	87,0	84,6	100,0	97,9	93,1
Pièces de fonderie	2000	53	6	100,9	99,9	98,0	100,0	101,8	100,6
Services industriels du travail des métaux	200006	54	33	///	///	///	///	100,6	100,3
Produits métalliques	2000	55	18	///	///	99,1	100,0	101,4	101,8
Composants électriques et électroniques	2000	60	32	104,0	100,9	98,5	100,0	98,4	94,9
Matériel électrique	2000	61	25	103,6	100,7	98,9,	100,0	95,6	100,7
Composants électroniques	2000	62	8	108,3	102,0	95,0	100,0	91,3	76,4
Produits énergétiques tous usages	**2000**	**EG**	**171**	**88,7**	**85,1**	**87,2**	**100,0**	**97,8**	**97,1**
Combustibles et carburants	2000	10	84	76,8	71,0	77,2	100,0	91,8	90,8
Eau, gaz, électricité	2000	20	87	100,4	98,9	97,0	100,0	103,5	103,1
Électricité, gaz, chaleur	2000	21	76	101,3	99,2	96,8	100,0	103,8	103,0
Eau potable distribuée à usage non domestique (hors assainissement)	2000	22	11	96,0	96,8	98,2	100,0	102,2	104,5

(1) Sauf indication contraire.

TABLEAU H.02-4

Indices trimestriels des prix des logements anciens

Sources : Chambre des notaires de Paris (pour l'Ile-de-France)
Société Perval - Marché Immobilier des Notaires (pour la Province)
INSEE

	1994	1995	1998	1999	2000	2001	2002
FRANCE (Base 100 au 4ème trimestre 1994)							
Ensemble							
1er trimestre	///	99,6	102,8	105,7	114,3	123,7	133,6
2ème trimestre	///	99,1	103,2	107,3	116,7	126,2	136,3
3ème trimestre	///	99,0	103,7	109,6	119,5	128,8	139,9
4ème trimestre	100,0	98,9	104,4	112,3	121,8	131,4	143,6
ILE-DE-FRANCE (Base 100 au 2ème trimestre 1994)							
Paris - Appartements							
1er trimestre	///	96,8	82,0	86,6	97,6	109,4	117,4
2ème trimestre	100,0	95,1	82,6	89,1	101,5	111,6	120,0
3ème trimestre	100,7	93,5	84,0	92,0	104,7	114,3	125,0
4ème trimestre	99,5	91,5	85,0	94,7	106,9	116,8	129,0
Petite Couronne - Appartements							
1er trimestre	///	97,2	82,9	83,7	89,7	97,6	104,3
2ème trimestre	100,0	95,5	82,2	84,5	91,6	98,9	107,5
3ème trimestre	101,0	94,2	83,0	86,9	95,1	101,8	112,0
4ème trimestre	100,1	92,7	83,6	89,0	97,0	103,6	114,9
PROVINCE (Base 100 au 4ème trimestre 1994)							
Ensemble							
1er trimestre	///	100,1	108,6	111,9	120,6	129,9	140,3
2ème trimestre	///	100,1	109,4	113,7	123,0	132,5	143,3
3ème trimestre	///	100,4	109,9	116,0	125,7	135,2	146,8
4ème trimestre	100,0	100,8	110,5	118,6	127,9	137,9	150,4
Maisons							
1er trimestre	///	100,4	114,9	118,9	129,2	139,7	151,2
2ème trimestre	///	100,6	115,9	120,9	131,8	142,8	154,1
3ème trimestre	///	101,4	116,5	123,7	135,1	145,9	157,7
4ème trimestre	100,0	102,1	117,1	127,1	137,6	148,7	161,2
Appartements							
Ensemble							
1er trimestre	///	99,5	98,3	100,5	106,4	113,6	122,4
2ème trimestre	///	99,2	98,6	101,6	108,4	115,6	125,5
3ème trimestre	///	98,8	98,8	103,1	110,2	117,6	128,9
4ème trimestre	100,0	98,5	99,6	104,8	111,9	120,1	132,6
Appartements - Agglomérations de + de 10 000 habitants							
Ensemble							
1er trimestre	///	99,5	98,0	100,3	106,4	113,7	122,9
2ème trimestre	///	99,1	98,4	101,5	108,4	115,8	126,1
3ème trimestre	///	98,6	98,6	103,0	110,2	117,9	129,9
4ème trimestre	100,0	98,3	99,4	104,7	112,0	120,5	133,9
Villes centres							
1er trimestre	///	99,4	97,4	99,6	105,8	112,5	121,7
2ème trimestre	///	99,0	97,7	100,8	107,7	114,6	124,8
3ème trimestre	///	98,5	98,0	102,4	109,4	116,7	128,5
4ème trimestre	100,0	98,0	98,8	104,1	111,0	119,3	132,4
Banlieues							
1er trimestre	///	99,7	99,6	102,3	108,1	117,1	126,4
2ème trimestre	///	99,4	100,3	103,5	110,4	119,2	129,8
3ème trimestre	///	99,1	100,6	104,9	112,6	121,5	133,9
4ème trimestre	100,0	99,1	101,1	106,6	114,9	123,9	138,2
Appartements - Agglomérations de - de 10 000 habitants et rural							
Ensemble							
1er trimestre	///	100,0	100,1	101,7	106,3	112,7	119,0
2ème trimestre	///	100,2	100,2	102,4	108,0	114,0	121,3
3ème trimestre	///	99,9	100,1	103,5	110,0	115,0	123,6
4ème trimestre	100,0	99,8	100,9	105,3	111,3	117,5	126,0

TABLEAU H.02-5

Indice trimestriel du coût de la construction des immeubles à usage d'habitation (1)

Source : INSEE

Base 100 : 4ème trimestre 1953

Année	Premier trimestre		Deuxième trimestre		Troisième trimestre		Quatrième trimestre	
	Indice	Moyenne (2) associée	Indice	Moyenne (2) associée	Indice	Moyenne (2) associée	Indice	Moyenne (2) associée
1995	1 011	1 017,00	1 023	1 018,25	1 024	1 019,25	1 013	1 017,75
1996	1 038	1 024,50	1 029	1 026,00	1 030	1 027,50	1 046	1 035,75
1997	1 047	1 038,00	1 060	1 045,75	1 067	1 055,00	1 068	1 060,50
1998	1 058	1 063,25	1 058	1 062,75	1 057	1 060,25	1 074	1 061,75
1999	1 071	1 065,00	1 074	1 069,00	1 080	1 074,75	1 065	1 072,50
2000	1 083	1 075,50	1 089	1 079,25	1 093	1 082,50	1 127	1 098,00
2001	1 125	1 108,50	1 139	1 121,00	1 145	1 134,00	1 140	1 137,25
2002	1 159	1 145,75	1 163	1 151,75	1 170	1 158,00	1 172	1 166,00

(1) Des évolutions annuelles des prix de la construction selon la situation géographique et le type d'habitat sont publiées dans le bulletin mensuel de statistique n° 7 de juillet 2003 et sur Internet (cf. partie « 2 Sources de documentation »).

(2) Moyenne de l'ICC de la date de référence et des indices des trois trimestres précédents. À partir du 1er janvier 1995, l'indicateur de révision des loyers n'est plus l'ICC lui même, mais sa moyenne associée.

Chapitre I.01

○ Agriculture, sylviculture, pêche

1 Présentation.
2 Méthodologie.
3 Définitions.
4 Sources de documentation.
5 Tableaux.

❍ Liste des tableaux

1 Exploitations agricoles selon leur superficie et leur orientation technico-économique.

2 Nombre et superficie des exploitations agricoles dans l'Union européenne (UE).

3 Actifs sur les exploitations selon leur statut.

4 Population agricole familiale selon le sexe, l'âge et le lien avec le chef d'exploitation en 2000.

5 Utilisation du territoire et des terres arables.

6 Valeur vénale de certaines terres.

7 Acquisitions de gros matériels neufs.

8 Livraisons d'engrais.

9 Cheptel et production agricole de l'Union européenne en 2002.

10 Production de céréales et de cultures industrielles.

11 Production de vin.

12 Production de légumes frais et de fruits.

13 Cheptel (principales espèces) au 1er décembre.

14 Principales productions animales.

15 Compte spécifique de la branche « agriculture » : de la production au revenu d'entreprise agricole.

16 Nombre et superficie des exploitations selon leur taille - Départements d'outre-mer.

17 Utilisation du territoire et caractéristiques principales de l'agriculture - Départements d'outre-mer.

18 Superficies forestières par type de peuplement selon l'enquête sur l'utilisation du territoire.

19 Superficies forestières relevant du régime forestier par catégorie de propriétaires au 31 décembre.

20 Superficies forestières relevant du régime forestier par catégorie de propriétaires - Départements d'outre-mer.

21 Incendies de forêts.

22 Surfaces mises en boisement par essence et par nature du boisement avec l'aide du Fonds forestier national.

23 Production annuelle des pépinières particulières.

24 Production ligneuse de l'Office national des Forêts Vente de bois en France.

25 Bilan de la matière bois en 2001.

26 Nombre, puissance des navires de pêche actifs métropolitains au 31 décembre.

27 Nombre d'emplois de marins pêcheurs embarqués pendant au moins 3 mois en métropole, par type de pêche.

28 Captures sur 10 ans pour quelques espèces importantes des pêches maritimes métropolitaines.

29 Production et commerce extérieur des produits de la pêche et de l'aquaculture.

1
○ Présentation

Agriculture

D'après le compte provisoire français, le volume de la production agricole au prix de base diminue légèrement en 2002 (- 0,5 %) par rapport à 2001. Cette baisse résulte principalement du repli des productions animales (- 2,7 %). Les volumes produits se sont adaptés à la demande, en subissant une forte pression sur les prix. Le prix du porc est au plus bas, celui du lait diminue alors qu'il était à la hausse depuis deux ans. Seul le prix des gros bovins progresse. La valeur des productions végétales se maintient (+ 0,7 %).

Les récoltes ont été abondantes, après une année 2001 perturbée par les conditions climatiques. C'est le cas des grandes cultures, des betteraves à sucre, des fruits, des légumes et des pommes de terre. En contrepartie, le prix de ces produits se replie. Seule la production de vin diminue, ce qui permet de limiter les stocks devenus trop abondants en 2001.

En 2002, les consommations intermédiaires se stabilisent (- 0,2 % en valeur) après deux années de hausse. Les volumes diminuent légèrement (- 0,3 %) et les prix restent globalement stables grâce à la baisse du prix des produits énergétiques et de l'alimentation animale.

La valeur ajoutée de la branche agriculture, nette de la consommation de capital fixe, baisse en 2002 (- 2,1 %). Après prise en compte des subventions d'exploitation et des impôts fonciers, le résultat agricole net diminue de la même façon (- 2,1 %).

Comme le nombre total d'emplois de la branche agricole baisse de 1,8 %, le résultat agricole net par actif diminue de 2,1 % en termes réels.

Forêt, bois

En 2002, les conséquences des tempêtes de décembre 1999 s'atténuent progressivement. Après un pic exceptionnel en 2000 (45,8 millions de m^3), la récolte de bois commercialisée reste élevée en 2001 : 39,9 millions de m^3 se répartissant entre 25,4 millions de m^3 de grumes et 12,1 de bois d'industrie, contre 36 millions en 1999. En 2002, elle devrait retrouver le niveau d'avant tempête.

Après un effort sur les produits les plus précieux ou les moins durables, est venu le tour du bois de trituration et des grumes à plus longue conservation. Ainsi, en 2001, le volume de bois d'œuvre diminue de 20 % tout en restant à 14 % au-dessus du niveau de 1999. La réduction porte surtout sur le hêtre (- 45 %) et le sapin-épicéa (- 29 %). Le chêne régresse légèrement, alors que le pin maritime se maintient et que le douglas progresse fortement (+ 41 %). La récolte de bois d'industrie se réduit de 6 % mais dépasse quand même de 10 % son niveau de 1999. Le bois de feu reste délaissé par les exploitants. La récolte 2001 reste supérieure de plus d'un tiers à la normale dans sept régions gravement sinistrées (Aquitaine, Lorraine, Limousin, Champagne-Ardenne, Alsace, Ile-de-France et Basse-Normandie). À l'inverse, les régions pas ou peu touchées ont une récolte inférieure aux années précédentes. En effet, les entreprises d'exploitation forestière se sont délocalisées pour donner la priorité à la mobilisation des chablis.

La production de sciages qui progressait régulièrement de 1998 à 2000 reste au même niveau en 2001 (10,6 millions de m^3). Cette évolution résulte d'une baisse sur les feuillus (- 6 %) cependant que les résineux augmentent de 3 %. Les évolutions les plus fortes concernent le hêtre (- 14 %) et le douglas (+ 40 %). Le chêne est stable, le peuplier continue à baisser (- 7 %), le sapin-épicéa augmente légèrement, le pin maritime diminue de 5 %. Les stocks de grumes abattues restent élevés. La production de merrains s'accroît de 7 % grâce à une demande soutenue.

En 2002, le déficit du commerce extérieur de la filière bois se réduit par rapport à 2001 ; il passe de 3,5 milliards d'euros à 3,2 milliards d'euros, grâce à l'amélioration dans le secteur des pâtes et papiers et dans le secteur des panneaux de fibres. Les principaux secteurs déficitaires restent les pâtes et papiers (pour 1,3 milliard d'euros) et les meubles et sièges (pour 1,1 milliard d'euros). À l'inverse, le secteur des placages, panneaux et contreplaqués dégage un léger excédent.

Après deux années d'excédent, les bois bruts affichent un déficit de 20 millions d'euros. En 2000 et 2001, sous l'effet des chablis dus aux tempêtes de décembre 1999, les exportations en bois bruts de pays compensaient le déficit des tropicaux ; cet effet s'annule en 2002.

Pêche maritime

En 2002, le déficit du commerce extérieur des produits de la pêche et de l'aquaculture se stabilise à 2,3 milliards d'euros. Le volume des quantités échangées marque un léger repli, après une période de progression constante soutenue. Les espèces les plus déficitaires en valeur sont la crevette, le saumon, le thon, la morue, le lieu et la coquille Saint-Jacques.

La fixation de taux maximum de captures pour certaines espèces, destinée à contrôler la ressource en vue d'une pêche durable, a fortement encadré les pratiques de pêche au cours des 10 dernières années. La diminution des captures est particulièrement importante pour certaines espèces comme le lieu noir, la morue, la baudroie et le merlan. À l'inverse, sur la même période, on observe des accroissements de captures de merlan bleu, coquille Saint-Jacques, sardine, anchois, chinchard par exemple.

La réduction de la flotte et de sa puissance se poursuit à un rythme relativement modéré au cours des années récentes entraînant une baisse du nombre des marins embarqués.

2
○ Méthodologie

AGRICULTURE

Enquêtes

Une grande partie des tableaux de ce chapitre est extraite de la « Statistique agricole annuelle (SAA) » publiée par le ministère de l'Agriculture, de l'Alimentation, de la Pêche et des Affaires rurales (Service central des enquêtes et études statistiques). Cette SAA est un document de synthèse réalisé à partir d'états établis en début d'année par les services statistiques des directions départementales de l'Agriculture, de l'Alimentation, de la Pêche et des Affaires rurales, pour l'année civile précédente.

Ceux-ci disposent, d'une part, de différentes sources de renseignements traditionnellement utilisées : évaluations des correspondants et experts agricoles, données chiffrées fournies par les organismes administratifs ou techniques professionnels, et d'autre part, de résultats d'investigations statistiques : notamment les enquêtes par sondage sur la structure des cheptels bovin, caprin, porcin et ovin, sur la structure des vergers, sur la production des terres labourables. L'enquête dite « Utilisation du territoire », réalisée par contrôle au sol de points d'observation matérialisés sur un échantillon de photos aériennes, donne des informations dans tous les départements sur la destination des sols, qu'ils soient à usage agricole ou non agricole.

La plupart de ces enquêtes couvrent l'ensemble du territoire métropolitain.

Périodiquement sont réalisés des recensements ou des enquêtes par sondage sur la structure des exploitations ; recensements en 1970, 1979 et 1988 puis en 2000, enquêtes par sondage au 1/10 environ en 1981, 1983, 1985, 1987, 1990, 1993, 1995, 1997.

Recensements et enquêtes de structure donnent toute une série de renseignements sur :

– l'utilisation du sol, les cultures, le mode de faire-valoir ;
– le cheptel ;
– le matériel ;
– les personnes vivant avec le chef d'exploitation ou travaillant sur l'exploitation ;
– l'existence de comptabilité, d'activités para-agricoles, etc.

Aucun renseignement n'est relevé en termes monétaires.

Le caractère exhaustif des recensements permet d'assurer la diffusion des principales données au niveau géographique le plus fin, canton ou région agricole voire commune.

Structure des exploitations (France et CE)

Des règlements successifs assurent la cohérence des concepts utilisés dans la communauté européenne, l'harmonisation des nomenclatures et les périodes de réalisation des enquêtes dans chaque pays membre.
Certains résultats des enquêtes de structure sont publiés dans la classification européenne des exploitations agricoles. La procédure générale consiste à valoriser chaque rubrique de surface ou de cheptel d'une exploitation par un coefficient de valeur standard s'appuyant sur le concept de marge brute. On calcule ainsi une valeur globale dont l'importance caractérise la dimension de l'exploitation (taille exprimée en MBS[1]). La structure au regard des différents pôles de spéculation agricoles permet de déterminer l'orientation principale de l'exploitation en fonction d'une grille de classification définie a priori, l'orientation technico-économique des exploitations agricoles (OTEX).

Moyens de production

Actifs agricoles

Les effectifs des actifs familiaux et des salariés permanents non familiaux sont tirés des enquêtes et recensements du ministère de l'Agriculture, de l'Alimentation, de la Pêche et des Affaires rurales (SCEES). Il s'agit, dans ce cas, de toutes les personnes ayant travaillé de manière régulière sur une exploitation agricole, quelle que soit par ailleurs leur catégorie socioprofessionnelle.

Répartition des terres selon l'utilisation

Les données portant sur la répartition du territoire selon l'utilisation qui en est faite et la répartition des terres arables selon les cultures, sont issues de la « Statistique agricole annuelle », document établi chaque année par les services départementaux de statistique agricole.

Valeur des terres agricoles

La valeur vénale des terres agricoles est obtenue annuellement par une enquête « à dire d'experts » réalisée par les services statistiques des directions départementales du ministère de l'Agriculture, de l'Alimentation, de la Pêche et des Affaires rurales et exploitée par le Service central des enquêtes et études statistiques. Les résultats complets par petite région agricole, accompagnés de commentaires détaillés par département, paraissent dans Chiffres et données Agriculture.

Production végétale

Les données portant sur les productions végétales sont issues de la statistique agricole annuelle. Le concept de production est celui de production récoltée, le rendement qui sert à calculer cette production est dit « en récolte », il exclut :
– les pertes sur le champ ;
– les pertes en cours de transfert jusqu'à la ferme ;
– les parties de produits inutilisables ;
– les produits fatals.

Production animale (France et CE)

La production de viande (production indigène brute ou PIB) est évaluée sur le plan national à partir des abattages contrôlés, redressés pour tenir compte des animaux non contrôlés, auxquels on ajoute le solde du commerce extérieur net d'animaux de boucherie vivants.

Comptes de l'agriculture

Les comptes de l'agriculture sont évalués selon les méthodes définies pour la base 1995. Les comptes des années écoulées antérieures à n - 3 sont définitifs.
Ces résultats concernent l'agriculture au sens strict et non pas l'ensemble « agriculture - sylviculture - pêche », le plus souvent présenté dans les comptes nationaux.

Départements d'outre-mer

Bien que s'inspirant des travaux métropolitains, les concepts et définitions ont été adaptés au contexte particulier de ces départements.

[1] Marge brute standard.

FORÊT BOIS

Répartition de la superficie forestière

Les résultats de l'enquête annuelle sur l'utilisation du territoire servent de base aux évaluations de la superficie forestière du présent chapitre. Entre 1991 et 1992 des contraintes techniques ont imposé au SCEES un changement d'échantillon et donc une rupture de série. Dans la nouvelle série la rubrique feuillus en voie d'enrésinement, posant des problèmes de classement, a été supprimée.
– Les bois et forêts proprement dits sont répartis en trois catégories : feuillus, conifères et mixtes (mélange feuillus et conifères).
– Les surfaces boisées hors forêt comprennent les bosquets de moins de 0,5 hectare, les arbres épars, les haies boisées et les arbres d'alignement hors peupliers.
– Les peupleraies sont constituées de peupliers cultivés qu'ils soient associés ou non avec une culture agricole. Les peupliers en alignement sont inclus dans cette catégorie.
La propriété forestière se classe en deux groupes selon qu'elle relève ou non du régime forestier. En dehors du régime forestier proprement dit (forêts gérées par l'Office national des forêts), il existe des régimes spéciaux de gestion ou de contrôle dont relèvent certaines forêts privées. Le plus connu est le Plan simple de gestion applicable à toutes les propriétés forestières privées de plus de 25 hectares d'un seul tenant. Celles ci sont au nombre de 32 052 et couvrent une surface de 3,37 millions d'hectares soit 31 % de la surface boisée privée au 31 décembre 2002.
De nombreuses informations sur la structure de la forêt privée et son mode de gestion sont données par l'enquête sur la structure de la propriété forestière privée (SPF) réalisée en 1999.
L'inventaire forestier national (IFN) renseigne sur la répartition par essence, par type de peuplement et par type de forêt. Il renseigne aussi sur la ressource, quantité de bois disponible, et sur la production biologique des forêts. Cet inventaire est permanent, chaque département est visité tous les 10 à 12 ans.

Récolte de bois

Aucune statistique d'ensemble n'existe sur les ventes de bois sur pied, qui constituent la production de la branche « sylviculture ». On trouvera toutefois, dans ce chapitre, un état des ventes de bois réalisées par l'Office national des forêts pour l'ensemble des départements métropolitains. Les volumes indiqués sont le résultat d'une estimation sur pied et sur écorce qui entraîne une erreur difficilement appréciable sur le volume global, et sur la répartition en catégories de produits.
La récolte de bois commercialisée par les exploitants forestiers est connue grâce à l'enquête annuelle de branche « exploitation forestière » réalisée par le SCEES. La récolte autoconsommée de bois de feu n'est pas appréhendée par cette enquête. Elle était estimée avant les tempêtes de décembre 1999 à 15 millions de m^3(r) en moyenne annuelle (estimation par comparaison d'inventaires successifs de l'Inventaire forestier national).
L'accroissement courant annuel des forêts, qui se trouve à l'origine de cette production (sans qu'en aucune façon il puisse lui être assimilé), est appréhendé par l'Inventaire forestier national, dans tous les départements.

Bilan de la matière bois

Le bilan de la matière bois constitue une tentative de confrontation entre la récolte française de bois brut (à la sortie de la forêt) et les échanges extérieurs de bois bruts et de produits dérivés du bois brut, en vue d'évaluer la consommation apparente de cette matière.
Quelques remarques sont nécessaires afin de préciser les limites d'un tel essai et de mettre en garde contre une interprétation trop littérale :
– la récolte est évaluée par l'enquête annuelle de branche « exploitation forestière » [en mètre cubes de bois ronds : m^3(r)]. Elle n'inclut pas l'autoconsommation de bois de feu qui ne fait pas l'objet d'une estimation annuelle.
– le mode de calcul en équivalent bois rond, qui revient à introduire, surtout pour les bois transformés, des importations et des exportations fictives non négligeables de déchets, interdit

d'inclure dans ce bilan les échanges extérieurs réels de déchets de scieries notamment, destinés principalement aux usines de trituration, pour lesquels notre balance du commerce extérieur est excédentaire ;
– il n'est pas tenu compte des variations de stocks aux différents stades de la transformation.

PÊCHE

Cette partie correspond à une partie du champ couvert par les numéros 05.0A et 05.0C de la nomenclature d'activités (NAF).
La flotte des navires de pêche est répertoriée suivant deux types de classification :
– une classification « immatriculation » qui prend en compte l'ensemble des navires de pêche qui sont inscrits au fichier central du département des systèmes d'information de la direction des Affaires maritimes et des gens de mer ;
– une classification « armement » qui regroupe tous les navires qui sont effectivement en activité.
La situation de l'emploi des marins-pêcheurs correspond au nombre de marins de l'Union européenne embarqués pendant au moins trois mois au cours de l'année par quartier maritime.
Les captures étant souvent vidées, éviscérées, filetées, salées, à bord des bateaux de pêche ou de navires-usines, les données portant sur la production de pêche et d'aquaculture par espèce sont en poids présenté (tableau n° I.01-29).
Les données relatives au commerce extérieur sont exprimées en poids présenté.
Les captures sont exprimées en poids vif (tableau n° I.01-28).

3 ○ Définitions

Armement

Un navire de pêche est armé soit :
– à la grande pêche : navire > 1000 TJ.B ou navire > 150 TJ.B s'il s'absente plus de 20 jours du port d'exploitation ou de ravitaillement [1].
– à la pêche au large : absence > 96 h [2].
– à la pêche côtière : 24 h < absence du port ≤ 96 h.
– à la petite pêche : absence du port ≤ 24 h.

Artisans ruraux

Chefs d'entreprises immatriculés au Répertoire des métiers, travaillant en milieu rural et consacrant la majeure partie de leur activité à la satisfaction des besoins de l'agriculture.

Bois rond

Tout bois abattu et façonné - grume, bille, rondin ou bûche - avant la première transformation industrielle.

Concours publics à l'agriculture

Il s'agit de l'ensemble des dépenses publiques bénéficiant à l'agriculture :
– dépenses inscrites au budget général (budget du ministère de l'Agriculture, de l'Alimentation, de la Pêche et des Affaires rurales), certaines parties du budget des charges communes et du budget des services généraux du Premier ministre ;
– dépenses de l'État non inscrites au budget général : comptes spéciaux du Trésor (fonds national de développement des adductions d'eau et le fonds forestier national) ; budget annexe des prestations sociales agricoles sans les cotisations professionnelles, versements de ressources propres à la CE.

Exploitation agricole

L'exploitation agricole au sens du recensement est une unité économique qui participe, même pour une faible part, à la production agricole. Est recensée toute unité de production qui répond à l'un des critères suivants :
– 1 hectare et plus de superficie agricole utilisée (superficie totale diminuée des bois, du territoire non agricole, des landes et friches improductives, des sols des bâtiments et cours) ;
– 20 ares et plus de cultures spécialisées (houblon, tabac, vigne...) ;
– 5 ares et plus de cultures particulières (maraîchage, vigne AOC...) ;
– des effectifs minima ou des productions minima de certaines espèces d'animaux (1 vache laitière ou 1 truie mère ou production de 500 poulets de chair...).

La filière bois

Elle peut être définie comme l'ensemble des activités économiques transformant du bois en produits plus ou moins élaborés. Parmi ces activités, quatre nous intéressent plus particulièrement :
– la sylviculture, ensemble des actions effectuées afin de produire du bois sur pied (non abattu) NAF 02.0A ;
– l'exploitation forestière, ensemble des opérations de récolte conduisant à la production de bois brut sous forme de grumes, rondins ou éventuellement de plaquettes (NAF 02.0B) ;
– la scierie, fournissant des bois sciés, rabotés, poncés ou imprégnés et des déchets (délignures, sciures,...) éventuellement commercialisés (NAF 20.1A : sciage et rabotage du bois et 20.1B : imprégnation du bois) ; on y ajoute par commodité la fabrication de merrains (NAF 20.4Z) et de lames pour parquets et lambris, moulures et baguettes et de panneaux pour parquets dits mosaïques en bois (NAF 20.3Z) ;
– la carbonisation hors usine fixe, qui se pratique en forêt et fournit du charbon de bois (la carbonisation en usine fixe relève de la NAF 24.1G).

Le régime forestier

C'est l'ensemble des règles de gestion définies par le Code forestier et mises en oeuvre par l'Office national des forêts. Il est applicable aux forêts appartenant à l'État, aux collectivités locales (régions, départements, communes et sections de communes) ou à des établissements publics et d'utilité publique. Par ailleurs, il concerne un certain nombre de terrains non boisés tels que les périmètres de restauration de terrains en montagne ou les zones de dunes du littoral (Aquitaine, Charente-Maritime et Vendée, Nord – Pas-de-Calais).

Remembrement

Le remembrement (article L 123-1 du Code rural) est un des moyens de l'aménagement foncier. S'appliquant aux propriétés rurales non bâties, il se traduit par une nouvelle distribution des parcelles morcelées et dispersées.
Son but principal est d'améliorer l'exploitation agricole des biens qui y sont soumis par la constitution d'exploitations rurales d'un seul tenant ou à grandes parcelles bien groupées.
Il doit également avoir pour objet l'aménagement rural du périmètre dans lequel il est mis en oeuvre.
Les opérations de remembrement sont conduites par une commission communale d'aménagement foncier instituée par arrêté du préfet après que des propriétaires ou des exploitants ou des services intéressés aient signalé l'utilité d'un aménagement foncier.
Lorsque la construction d'une autoroute ou d'un grand ouvrage public est envisagée, les préfets des départements intéressés constituent d'office, dans chaque commune concernée, la commission communale d'aménagement foncier, laquelle se prononce sur l'opportunité de procéder ou non à des opérations de remembrement.

Surface boisée

Est considéré comme boisé tout terrain d'au moins 5 ares, peuplé par des espèces forestières susceptibles d'atteindre à l'âge adulte une hauteur de 5 m ou plus, où le taux de couvert des arbres est au moins de 10 %. Lorsqu'il s'agit de jeunes peuplements dont le couvert est inférieur à 10 %, ils doivent comporter au moins 500 tiges d'avenir par hectare ou, dans le cas de plantations à grand espacement, 300 plants par hectare. Ces surfaces sont réparties en bois et forêts proprement dits (50 ares et plus) et bosquets (5 ares à 50 ares). Ces derniers avec les haies boisées, les arbres d'alignements et les arbres épars

---

[1] Si le navire s'absente plus de 20 jours du port d'exploitation ou de ravitaillement, ce dernier port étant situé à plus de 20 jours du port d'armement, la navigation accomplie pour assurer la conduite à destination ou en provenance du port d'armement est considérée comme navigation de grande pêche.
[2] Lorsque cette navigation ne répond pas à la définition de la grande pêche.

(arbres isolés ou bouquets de moins de 5 ares) constituent les surfaces boisées hors forêt. Les peupliers dont la culture se rapproche plus d'une production agricole, bien que classés à part, participent à la superficie boisée.

4 ○ Sources de documentation

Ce chapitre a été réalisé avec la collaboration du ministère de l'Agriculture, de l'Alimentation, de la Pêche et des Affaires rurales.

Organismes :

– Ministère de l'Agriculture, de l'Alimentation, de la Pêche et des Affaires rurales :
  - Direction des pêches maritimes et de l'aquaculture (DPMA) ;
  - Service central des enquêtes et études statistiques (SCEES) ;
  - Direction générale de la forêt et des affaires rurales (DGFAR) ;
  - Direction de l'Espace rural et de la Forêt (DERF) ;
– Office national des Forêts (ONF) ;
– Inventaire forestier national (IFN) ;
– Office national interprofessionnel des produits de la mer et de l'aquaculture (OFIMER, ex FIOM) ;
– Ministère de l'Équipement, des Transports, du Logement, du Tourisme et de la Mer :
  - Département des systèmes d'information des Affaires maritimes de Saint-Malo (DSI) ;
– INSEE.

Sites Internet :

– www.agriculture.gouv.fr
– www.datar.gouv.fr
– www.insee.fr
– www.agreste.agriculture.gouv.fr
– www.mer.gouv.fr

Publications :

Ministère de l'Agriculture, de l'Alimentation, de la Pêche et des Affaires rurales (Service central des enquêtes et études statistiques) sous le nom générique Agreste, La statistique agricole

Agreste Primeur : les premiers résultats des enquêtes en 4 pages ;
Agreste Cahiers : études portant sur l'ensemble du monde rural (4 numéros simples par an et plusieurs numéros hors série) ;
Agreste Chiffres et Données Agriculture : résultats détaillés des enquêtes agricoles ;
Agreste Conjoncture La note : chaque mois, une analyse approfondie de conjoncture générale (productions végétales et animales, coûts de production, IAA) ;
Agreste Conjoncture Le bulletin : un bulletin mensuel de statistiques qui complète Agreste Conjoncture La note, avec plus de 3 000 séries sur la production, les prix, les indices, les IAA ;
Agreste Conjoncture : séries de publications spécialisées, traitées en 4 pages, adaptées à chaque domaine :
Grandes cultures (mensuel sauf janvier et mars) ;
Légumes (mensuel) ;
Fruits (mensuel de mai à novembre) ;
Viticulture (mensuel de juillet à novembre) ;
Productions animales (apériodique 10 numéros par an) ;
Lait et produits laitiers (mensuel) ;
Aviculture (mensuel) ;
Commerce extérieur bois et dérivés (trimestriel) ;
Animaux hebdo (hebdomadaire avec un supplément mensuel) ;
Agreste GraphAgri : Chaque volume présente, au travers d'une succession de thèmes, l'essentiel des informations : analyse, derniers chiffres disponibles, graphiques et cartes (Agreste GraphAgri France (annuel), Agreste GraphAgri Europe (apériodique), Agreste GraphAgri Régions (apériodique), Agreste GraphAgri Bois) ;
Agreste « nom de la région » : 4 pages et brochures ;
Agreste Numérique ;
Recensement agricole 2000 :
La Fiche comparative : une centaine de données pour chaque commune, avec, à titre de comparaison, les résultats correspondants des deux recensements précédents : 1979 et 1988 ;
L'essentiel : 25 tableaux portant sur l'ensemble des exploitations et sur les exploitations professionnelles, par canton, département et région ;
L'inventaire : 1 600 données concernant l'ensemble des exploitations et les exploitations professionnelles par canton, département et région ;
Les produits spécifiques viticulture : une fiche et 10 tableaux spécifiques, par canton, département et région ;
– *Statistique agricole annuelle*, séries de 1989 à 2002 : 850 variables par département et par année (territoire, productions végétales et animales) ;
– Structure des exploitations agricoles en 1990, 1993, 1995 et 1997 ;
– Base de données Datagreste :
– Banque de données individuelles (BDI) permettant d'obtenir des tableaux statistiques à la demande ;
– Banque de données agrégées (BDA), avec plus de 600 000 séries chronologiques, dont certaines remontent à 1968.

Publications Agreste sous timbre multiple

SCEES-INSEE :
Inventaire communal de 1998 :
Communoscopes, Cartovisions
– pour chaque département, 100 cartes thématiques et des résultats chiffrés à divers niveaux géographiques :
– 9 pages de tableaux par commune,
– 2 pages par chef-lieu de canton,
– 6 indicateurs synthétiques pour chacune des communes du département,
– des comparaisons entre 1988 et 1998 par canton, arrondissement et petite région agricole.
– Disponibles sur Cédéroms :
– 1 cédérom pour chaque région,
– une collection de cédéroms France entière.
SCEES-INSEE-INRA : *résultats du réseau d'information comptable agricole (RICA).*
SCEES-FNIE : *les livraisons d'engrais en France.*
SCEES-ONIC-SIDO : *Paiements compensatoires aux surfaces cultivées.*

INSEE

Indices des prix des produits agricoles à la production ; indices annuels bruts des prix d'achat de moyens de production agricole (IPAMPA). *Voir chapitre H.02 de cet annuaire et Bulletin mensuel de statistique (papier et site Internet).*
INSEE-Première :
– « D'une réforme de la politique agricole commune à l'autre », n° 927, octobre 2003 ;
– « L'agriculture en 2002 en Europe et en France », n° 904, juin 2003 ;
– « Les comptes prévisionnels de l'agriculture en 2002 : hausse des productions, baisse des prix », n° 876, décembre 2002 ;
Synthèses :
– « Les comptes de l'agriculture en 2002 », n° 73, août 2003 ;
– « L'agriculture, installation et développement », n° 63, juin 2002.
INSEE Méthodes :
– « Compte spécifique de l'agriculture - méthodologie de la base 1995 », n^{os} 91-92-93, mars 2000.

Autres

Ministère de l'Économie, des Finances et de l'Industrie, Service des statistiques industrielles (SESSI) et SCEES :
– « Le bois en chiffres », (édition 2002).
Ministère de l'Agriculture, de l'Alimentation, de la Pêche et des Affaires rurales, Direction de l'espace rural et de la forêt :
– *Fonds forestier national* (rapport annuel) ;
– *Bilan sur les incendies de forêts* (annuel).

Office national des forêts :
– *Rapport annuel de gestion*.
Inventaire forestier national :
– *Rapport annuel de gestion* ;
– *Atlas forestier de la France* : Nord-Est, Sud-Est et Sud-Ouest.
– « Pêche - Annuaire 2002 », Document Statistique, Thème 5, Agriculture et Pêche, Eurostat.
– « Bilan annuel de production des pêches et de l'aquaculture », DPMA et OFIMER.
– « Le commerce extérieur des produits de la pêche et de l'aquaculture », OFIMER (annuel).
– « Les conséquences des tempêtes de décembre 1999 sur la filière bois : des enseignements à en tirer », *avis et rapports du Conseil économique et social,* n° 11, septembre 2002.
« La forêt, un espace aux utilités multiples », *notes et études documentaires*, n° 5168, mars 2003.
« La situation de l'agriculture dans l'Union européenne », *rapport 2001,* commission européenne.
« Après les tempêtes », *Revue Forestière française*, numéro spécial *2002.*
« Quels enjeux et quels développements pour les agriculteurs des départements d'outre-mer », a*vis et rapports du conseil économique et social 2003*

5

❍ Tableaux

Des tableaux détaillés, rétrospectifs, « séries » et supplémentaires sont disponibles sur le cédérom (cf. liste en fin d'annuaire).

Voir aussi le chapitre O.01 pour le commerce extérieur.

TABLEAU I.01-1

Exploitations agricoles selon leur superficie et leur orientation technico-économique (1)

Source : Ministère de l'Agriculture, de l'Alimentation, de la Pêche et des Affaires rurales
Service central des enquêtes et études statistiques (SCEES)

Unités : SAU : Millier d'hectares
Exploitations : Millier

	Nombre d'exploitations						(2) SAU
	1979	1988	1993	1995	1997	2000	2000
Classe de superficie							
Moins de 10 ha	...	390	299	270	244	254	795
10 à moins de 35 ha	...	345	223	189	163	147	3 079
35 à moins de 50 ha	...	110	86	77	71	62	2 618
50 à moins de 100 ha	...	128	132	128	126	122	8 662
100 ha et plus	...	44	61	70	76	79	12 702
Ensemble	...	**1 017**	**801**	**735**	**680**	**664**	**27 856**
Orientation technico-économique							
1 Grandes cultures (3)	160	184	154	140	137	134	9 561
28 Maraîchage	19	19	16	14	12	9	58
29 Fleurs et horticulture diverse	11	10	8	7	7	7	26
37 Vins d'appellation	68	64	57	54	51	60	705
38 Autre viticulture	76	53	38	33	30	33	397
39 Fruits et autres cultures permanentes	42	33	29	26	24	25	324
41 Bovins lait	250	148	92	85	75	75	4 131
42 Bovins viande	81	97	89	86	79	78	3 523
43 Bovins lait et viande	48	26	23	21	19	13	970
44 Ovins, caprins et autres herbivores	116	115	96	92	84	82	2 052
50 Granivores	16	16	13	13	12	13	201
60 Polyculture	107	67	50	43	38	31	839
71 Polyélevage à orientation herbivores	93	51	36	32	29	23	616
72 Polyélevage à orientation granivores	21	13	12	10	10	10	348
81 Grandes cultures et herbivores	117	84	63	55	52	46	3 655
82 Autres combinaisons cultures-élevages	39	37	26	23	21	25	450
Total	**1 263**	**1 017**	**801**	**735**	**680**	**664**	**27 856**

(1) Voir définitions en début de chapitre.
(2) Surface agricole utilisée.
(3) Ce poste regroupe les anciens niveaux 11 et 12, soit les céréales et les grandes cultures.

TABLEAU I.01-2

Nombre et superficie des exploitations agricoles (1) dans l'Union européenne (UE)

Source : EUROSTAT (données nationales harmonisées)

Pays	(1) Nombre d'exploitations agricoles (en milliers)					Surface agricole utilisée (en milliers d'hectares)				
	1985	1990	1995	1997	1999/2000	1985	1990	1995	1997	1999/2000
Allemagne (2)	740,5	653,6	566,9	534,4	472,0	11 844,0	17 048,1	17 156,9	17 160,0	17 152,0
Autriche	...	278,0	221,8	210,1	199,0	...	3 458,1	3 425,1	3 415,1	3 388,0
Belgique	97,8	85,0	71,0	67,2	62,0	1 381,2	1 344,5	1 354,4	1 382,7	1 394,0
Danemark	92,4	81,3	68,8	63,2	58,0	2 834,6	2 779,0	2 726,6	2 688,6	2 645,0
Espagne	...	1 593,6	1 277,6	1 208,3	1 287,0	...	24 531,1	25 230,3	25 630,1	26 158,0
Finlande	200,5	199,4	100,9	91,4	81,0	2 552,0	2 666,5	2 191,7	2 171,6	2 219,0
France	**1 056,9**	**923,6**	**734,8**	**679,8**	**664,0**	**28 486,8**	**28 186,2**	**28 267,2**	**28 331,3**	**27 856,0**
Grèce	951,6	850,1	802,4	821,4	814,0	4 116,3	3 661,2	3 578,2	3 498,7	3 575,0
Irlande	220,2	170,6	153,4	147,8	142,0	4 995,6	4 441,8	4 324,5	4 342,4	4 444,0
Italie	2 801,1	2 664,6	2 482,1	2 315,2	2 152,0	15 600,7	14 946,7	14 685,5	14 833,1	13 069,0
Luxembourg	4,4	4,0	3,2	3,0	3,0	126,1	126,5	126,9	126,6	128,0
Pays-Bas	135,9	124,8	113,2	107,9	102,0	2 026,2	2 011,4	1 998,9	2 010,5	2 028,0
Portugal	...	598,7	450,6	416,7	416,0	...	4 005,6	3 924,6	3 822,1	3 863,0
Royaume-Uni	258,5	243,1	234,5	233,2	233,0	16 829,8	16 498,5	16 446,6	16 168,9	15 799,0
Suède	109,0	96,6	88,8	89,6	81,0	3 508,0	3 489,0	3 059,7	3 109,1	3 073,0
Europe des 15	**...**	**8 567,0**	**7 370,0**	**6 989,1**	**6 766,0**	**...**	**129 194,2**	**128 497,1**	**128 690,8**	**126 790,0**

(1) Exploitations d'un hectare SAU et plus, sauf pour la Suède (deux hectares et plus avant 1995).
(2) Ancien territoire fédéral jusqu'aux données 1985 incluses. Nouveau territoire fédéral à compter des données 1990.

TABLEAU I.01-3

Actifs sur les exploitations selon leur statut

Source : Ministère de l'Agriculture, de l'Alimentation, de la Pêche et des Affaires rurales
Service central des enquêtes et études statistiques (SCEES)

Unité : Millier de personnes

Statut	1955	1970	1979	1988	1993	1995	1997	2000
Chefs d'exploitation et coexploitants	2 284	1 588	1 267	1 089	883	820	767	764
Autres actifs familiaux	3 223	1 924	1 188	788	589	550	495	391
Ensemble actifs familiaux	**5 507**	**3 512**	**2 455**	**1 877**	**1 472**	**1 370**	**1 262**	**1 155**
Salariés permanents	628	335	211	161	139	141	144	164
Ensemble actifs sur les exploitations	**6 136**	**3 847**	**2 666**	**2 038**	**1 611**	**1 511**	**1 406**	**1 319**

TABLEAU I.01-4

Population agricole familiale selon le sexe, l'âge et le lien avec le chef d'exploitation en 2000

Source : Ministère de l'Agriculture, de l'Alimentation, de la Pêche et des Affaires rurales,
Service central des enquêtes et études statistiques (SCEES)
Recensement agricole 2000

Unité : Millier de personnes

	Moins de 15 ans	15 à 24 ans	25 à 34 ans	35 à 44 ans	45 à 54 ans	55 à 64 ans	65 ans et plus	**Total**
Hommes								
Chefs d'exploitation et coexploitants	–	7,3	81,5	157,8	174,8	85,7	70,7	**577,8**
Conjoints non coexploitants	–	0,1	4,0	14,9	22,8	32,2	36,8	**110,8**
Autres personnes	179,5	133,4	31,4	10,4	7,8	15,7	54,6	**432,8**
Total de la population familiale masculine	**179,5**	**140,8**	**116,9**	**183,1**	**205,4**	**133,6**	**162,1**	**1 121,4**
Femmes								
Chefs d'exploitation et coexploitants	–	1,0	15,0	38,9	49,6	48,0	33,6	**186,1**
Conjoints non coexploitants	–	5,3	62,0	110,3	117,1	46,5	39,4	**380,6**
Autres personnes	168,7	112,6	16,3	5,5	7,1	18,7	64,1	**393,1**
Total de la population familiale féminine	**168,7**	**118,9**	**93,3**	**154,7**	**173,8**	**113,2**	**137,1**	**959,8**
Ensemble								
Chefs d'exploitation et coexploitants	–	8,3	76,9	196,7	224,4	133,7	106,8	**763,9**
Conjoints non coexploitants	–	5,4	66,0	125,2	139,9	78,7	76,2	**491,4**
Autres personnes	348,2	246,0	67,3	15,9	14,9	34,4	116,2	**825,9**
Total de la population familiale	**348,2**	**259,7**	**210,2**	**337,8**	**379,2**	**246,8**	**299,2**	**2 081,2**

TABLEAU I.01-5

Utilisation du territoire et des terres arables

Source : Ministère de l'Agriculture, de l'Alimentation, de la Pêche et des Affaires rurales
Service central des enquêtes et études statistiques (SCEES)

Unité : Millier d'hectares

	1980	1990	1995	1999	2000	2001	2002
I. Répartition du territoire							
Terres arables (1)	17 472	18 036	18 302	18 362	18 468	18 447	18 457
Surfaces toujours couvertes d'herbe (2)	12 850	11 365	10 577	10 385	10 086	10 046	9 993
Vignes	1 157	957	927	914	900	899	896
Cultures fruitières (y compris châtaigneraies, oliveraies et noyeraies)	243	234	235	219	220	216	215
Pépinières et autres cultures permanentes	22	21	20	20	24	24	26
Superficie agricole utilisée (3)	**31 744**	**30 613**	**30 061**	**29 900**	**29 698**	**29 632**	**29 587**
Peupleraies	215	231	231	235	234	236	238
Superficies boisées (4)	14 399	14 597	14 812	14 954	15 120	15 139	15 157
Territoire agricole non cultivé	2 757	2 932	2 996	2 876	2 814	2 817	2 816
Étangs en rapport	118	134	139	149	152	153	152
Territoire non agricole	5 686	6 412	6 680	6 804	6 899	6 942	6 969
Surface totale (5)	**54 919**	**54 919**	**54 919**	**54 919**	**54 919**	**54 919**	**54 919**
II. Répartition des terres arables							
Céréales	9 891	9 057	8 291	8 930	9 081	8 938	9 328
Oléagineux	506	1 954	1 945	2 289	2 014	1 929	1 742
Betteraves industrielles	549	475	458	442	409	428	438
Plantes à fibres	53	62	60	60	62	75	76
Cultures industrielles diverses	24	15	14	14	16	16	16
Plantes aromatiques, médicinales et à parfum	30	22	27	32	33	33	33
Pommes de terre, légumes frais et secs	567	1 162	1 020	941	888	892	846
Cultures florales	6	7	7	7	9	8	8
Racines et tubercules fourragers	324	89	61	48	25	26	25
Fourrages annuels	1 410	1 849	1 619	1 468	1 444	1 525	1 475
Prairies artificielles et temporaires	3 560	2 839	2 812	2 713	3 028	2 995	2 965
Semences et plants divers	80	52	53	59	57	56	56
Jardins familiaux	251	230	218	205	178	176	174
Jachères	221	224	1 717	1 155	1 226	1 348	1 276
Total des terres arables	**17 472**	**18 036**	**18 302**	**18 362**	**18 468**	**18 447**	**18 457**

(1) Par terres arables, il faut entendre les superficies consacrées aux cultures entrant dans l'assolement, c'est-à-dire normalement soumises à la rotation annuelle des cultures : céréales, plantes sarclées, etc., y compris jachères.
(2) Prés naturels, herbages, pacages et parcours. Elles comprennent aussi les alpages et les landes productives.
(3) Cette définition de la superficie agricole utilisée est conforme à celle retenue pour les recensements agricoles.
(4) Elles comprennent les « bois et forêts proprement dits » ainsi que les « superficies boisées hors forêts » à l'exception des peupleraies et des châtaigneraies pour le fruit.
(5) C'est la surface totale du territoire calculée par l'Institut géographique national.

TABLEAU I.01-6

Valeur vénale de certaines terres

Source : Ministère de l'Agriculture, de l'Alimentation, de la Pêche et des Affaires rurales (SCEES)

Unité : Euro par hectare

Nature des terres	1970	1980	1990	1995	1999	2000	*r* 2001	2002
Ensemble	**1 098**	**3 156**	**3 046**	**2 837**	**3 153**	**3 282**	**3 399**	**3 533**
Terres labourables	1 159	3 400	3 358	3 112	3 442	3 585	3 712	3 863
Prairies naturelles	1 021	2 866	2 469	2 247	2 475	2 564	2 657	2 748
Ensemble : Indice 100 en 1970								
En monnaie courante	100	287	277	258	286	298	309	321
En monnaie constante	100	112	59	49	52	54	55	56

TABLEAU I.01-7

Acquisitions de gros matériels neufs

Sources : Ministère de l'Équipement, des Transports, du Logement, du Tourisme et de la Mer
Syndicat général des constructeurs de tracteurs et machines agricoles (SYGMA)

Type de matériel	1980	1990	1995	1998	1999	2000	2001	2002
Immatriculations de tracteurs neufs agricoles et autres que routiers	58 784	37 232	32 235	38 037	41 349	37 965	35 461	38 193
Ventes de moissonneuses-batteuses neuves (1)	4 773	2 976	1 442	2 946	2 731	2 233	1 660	1 541
Ventes de ramasseuses-presses à balles rondes neuves (1)	14 041	7 706	6 066	5 251	5 623	5 514	4 821	4 721

(1) Les chiffres concernent la saison de vente aux concessionnaires qui va du 1er septembre de l'année précédente au 31 août de l'année indiquée.

TABLEAU I.01-8

Livraisons d'engrais (1)

Sources : Ministère de l'Agriculture, de l'Alimentation, de la Pêche et des Affaires rurales,
Service central des enquêtes et études statistiques (SCEES)
Syndicat national de l'Industrie des Engrais

Unité : Millier de tonnes

Nature des produits	1979/1980	1989/1990	1994/1995	1998/1999	1999/2000	2000/2001	2001/2002
a. Dans les engrais simples :							
Azote	1 549,5	2 040,6	1 825,3	2 035,2	2 126,3	1 916,1	2 002,3
Anhydride phosphorique	495,6	320,7	175,8	154,8	169,6	145,0	144,8
Potasse	399,6	606,9	444,5	491,9	445,2	397,0	505,2
Total	**2 444,7**	**2 968,2**	**2 445,6**	**2 681,9**	**2 741,1**	**2 458,1**	**2 652,3**
b. Dans les engrais composés :							
Azote	671,9	619,4	483,1	452,8	447,1	393,3	395,5
Anhydride phosphorique	1 488,3	1 174,0	854,6	823,9	796,7	650,9	624,4
Potasse	1 386,3	1 341,8	929,0	828,3	773,0	635,7	538,5
Total	**3 546,5**	**3 135,1**	**2 266,7**	**2 105,0**	**2 016,8**	**1 679,9**	**1 558,4**
c. Ensemble des livraisons d'engrais :							
Azote	2 221,4	2 660,0	2 308,4	2 488,0	2 573,4	2 309,4	2 397,8
Anhydride phosphorique	1 983,9	1 494,7	1 030,4	978,7	966,2	795,9	769,2
Potasse	1 785,9	1 948,7	1 373,5	1 320,2	1 218,2	1 032,7	1 043,7
Poids total	**5 991,2**	**6 103,3**	**4 712,3**	**4 786,9**	**4 757,8**	**4 138,0**	**4 210,7**

(1) Campagne du 1er juin au 31 mai pour les engrais azotés et du 1er mai au 30 avril pour les autres.

TABLEAU I.01-9

Cheptel et production agricole de l'Union européenne en 2002

Source : Eurostat

Pays	Principales espèces du cheptel (10^3 têtes)				Production récoltée (10^3 tonnes) ou officielle pour le vin (10^3 hectolitres)				
	Bovins		Porcs	Ovins	Céréales	Oléagineux	Légumes frais	Fruits frais	(1) Vin
	Ensemble	*dont* vaches laitières							
Allemagne	13 732	4 373	26 251	2 145	43 391	3 650 *e*	2 773	1 460 (2)	12 244
Autriche	2 067	589	3 305	304	4 745	232	554	713	2 803
Belgique	2 758	591	6 600	146	2 639	32	1 501	572	2
Danemark	1 740	613	12 879	92	8 807	218	202	36	–
Espagne	6 279	1 102	23 283	23 072	21 647	933	12 133 (2)	10 601 (2)	37 908
Finlande	1 012	343	1 423	67	3 939	102 (3)	240	17	–
France	**19 729**	**4 133**	**15 271**	**9 121**	**69 616**	**5 041**	**6 462**	**4 024**	**62 935**
Grèce	573	165	903	8 932	4 242	692 (3)	4 016	2 261 (2)	3 680
Irlande	6 338	1 129	1 782	4 829	1 964	7	264	20	–
Italie	6 695	1 911	9 166	8 138	21 400	930	13 817	7 832 (2)	58 954
Luxembourg	190	42	76	8	169	13	2	14	184
Pays-Bas	3 780	1 546	11 154	1 300	1 664	6	3 808	708 (1)	–
Portugal	1 392	341	2 300	3 455	1 567	22	1 532 (3)	1 057	7 859
Royaume-Uni	10 381	2 229	5 330	24 898	23 114	1 420	2 663	508	13
Suède	1 612	403	1 989	427	5 471	109 (3)	231 (3)	32 (3)	–
Europe des 15	**78 279**	**19 511**	**121 712**	**86 935**	**214 376**	**...**	**...**	**...**	**186 582**

(1) 2000.
(2) 1999.
(3) 2001.

TABLEAU I.01-10

Production de céréales et de cultures industrielles (1)

Source : Ministère de l'Agriculture, de l'Alimentation, de la Pêche et des Affaires rurales
Service central des enquêtes et études statistiques (SCEES)

Unités : Surface : Millier d'hectares
Rendement à l'hectare : Tonne
Production : Millier de tonnes

Produit	1995			2000			2001			2002		
	Surface	Rendement (2)	Production	Surface	Rendement (2)	Production	Surface	Rendement (2)	Production	Surface	Rendement (2)	Production
Blé :												
Blé tendre	4 516,0	6,6	29 850,0	4 910,5	7,3	36 668,4	4 462,8	6,8	30 233,1	4 894,5	7,6	37 314,7
Blé dur	228,6	4,5	1 029,6	337,9	5,0	1 685,0	306,0	4,4	1 338,8	335,5	4,8	1 613,5
Ensemble	4 744,6	6,5	30 879,6	5 248,4	7,1	37 353,4	4 768,8	6,6	31 571,9	5 230,0	7,4	38 928,2
Seigle	46,4	4,1	190,8	31,6	4,6	145,8	28,5	4,1	116,3	28,7	4,9	139,7
Orge (3)	1 386,2	5,5	7 683,2	1 533,8	6,3	9 709,3	1 704,8	5,8	9 806,5	1 642,9	6,7	10 971,9
Avoine	148,8	4,0	601,2	103,1	4,5	459,4	117,7	4,1	485,1	150,8	5,1	763,3
Maïs	1 650,8	7,7	12 739,6	1 764,8	9,1	16 066,4	1 913,8	8,6	16 476,2	1 833,4	9,0	16 432,8
Riz	25,2	4,9	122,4	19,9	5,8	116,0	19,2	5,4	102,8	18,7	5,7	106,4
Colza	864,0	3,2	2 788,6	1 186,3	2,9	3 476,8	1 083,0	2,7	2 874,0	1 036,3	3,2	3 316,7
Tournesol	963,0	2,1	1 987,4	728,6	2,5	1 833,1	706,1	2,2	1 581,4	617,1	2,4	1 495,6
Betteraves industrielles	458,2	66,7	30 571,6	409,7	76,0	31 121,0	429,1	62,6	26 841,2	438,4	76,0	33 330,6
Lin textile (4)	54,0	6,0	326,6	54,5	6,8	371,6	67,8	4,2	283,1	67,2	6,5	438,7
Tabac	9,7	2,7	26,3	9,3	2,7	25,3	9,0	2,7	24,0	9,0	2,8	24,8
Pommes de terre :												
Primeurs (5)	22,7	22,5	510,1	18,5	24,9	461,4	17,2	24,4	420,5	16,7	27,0	450,1
De conservation	103,1	36,6	3 773,9	100,6	42,3	4 250,4	103,4	40,2	4 157,8	103,7	44,2	4 586,7

(1) Céréales : y compris les données relatives aux semences.
(2) Rendement à l'hectare.
(3) y compris orge de brasserie.
(4) Lin textile : en paille rouie non battue.
(5) Y compris pommes de terre de demi-saison.

TABLEAU I.01-11

Production de vin

Source : Ministère de l'Agriculture, de l'Alimentation, de la Pêche et des Affaires rurales
Service central des enquêtes et études statistiques (SCEES)

Produit	Unités	1980	1990	1995	1999	2000	2001	2002
Raisins de cuve :								
Surface (1)	10^3 hectares	1 081,2	891,1	880,4	859,7	851,5	847,7	849,7
Rendement à l'hectare	quintal	80	90	80	93	90	85	79
Production	10^3 quintaux	86 762,5	80 578,6	70 832,2	80 155,3	76 731,6	72 237,8	67 221,9
Vins :								
Vins d'appellation d'origine contrôlée (AOC)	10^3 hectolitres	13 318	23 104	24 386	27 514	27 278	26 221	24 787
Vins délimités de qualité supérieure (VDQS)	»	1 918	656	553	528	490	479	457
Vins pour eaux de vie AOC	»	8 350	13 171	9 459	11 928	8 208	8 474	8 497
Vins de pays et autres vins	»	46 125	28 144	21 794	23 788	23 789	20 594	18 258
Total	»	**69 711**	**65 075**	**56 192**	**63 758**	**59 766**	**55 769**	**51 999**

(1) Surface en production à l'exclusion des surfaces non encore productives ou à l'abandon.

TABLEAU I.01-12

Production de légumes frais (1) et de fruits (2)

Source : Ministère de l'Agriculture, de l'Alimentation, de la Pêche et des Affaires rurales
Service central des enquêtes et études statistiques (SCEES)

Unité : Millier de tonnes

Légumes frais et fruits	1980	1990	1995	1999	2000	*r* 2001	2002
Légumes feuillus et à tige :							
Choux-fleurs	467	446	526	425	387	402	407
Autres choux	269	230	251	239	243	245	247
Endives	144	247	236	255	245	244	238
Poireaux	211	200	217	206	171	178	188
Salades	432	493	513	491	509	491	493
Légumes cultivés pour le fruit :							
Melons	188	307	329	322	293	298	281
Tomates	851	838	804	922	848	859	811
Racines, bulbes et tubercules :							
Carottes	468	548	629	671	658	649	702
Oignons	138	237	297	349	464	405	419
Légumes à cosse :							
Haricots verts	168	199	326	383	337	360	353
Petits pois (grains)	165	205	243	242	244	244	220
Fruits à noyau :							
Abricots	81	110	101	181	139	103	172
Cerises	113	83	63	70	71	59	70
Pêches et nectarines	460	488	526	477	483	460	465
Pêches	402	352	325	292	288	275	273
Nectarines et brugnons	58	136	201	185	195	185	192
Prunes	154	189	299	185	223	275	253
Fruits à pépins :							
Poires de table	414	329	320	287	247	247	261
Pommes de table	1 769	1 886	2 079	2 166	2 164	1 958	2 092
Pommes à cidre	1 100	466	426	477	360	406	386
Baies :							
Kiwis (ou actinidias)	4	54	74	73	84	79	78
Cassis	4	6	10	9	9	9	9
Framboises	7	6	7	7	9	9	8
Autres fruits :							
Clémentines	21	20	27	25	23	22	23
Fraises	82	89	81	70	60	55	51
Noix	31	25	21	29	29	28	33
Raisin de table	185	123	108	102	73	89	71

(1) Production des exploitations agricoles, hors jardins familiaux par campagne de récolte du 1er mai de l'année indiquée en tête de colonne au 30 avril de l'année suivante.
(2) Production récoltée hors jardins familiaux.

TABLEAU I.01-13

Cheptel (principales espèces) au 1er décembre

Source : Ministère de l'Agriculture, de l'Alimentation, de la Pêche et des Affaires rurales
Service central des enquêtes et études statistiques (SCEES)

Unité : Millier de têtes

Espèce	1990	1995	1998	1999	2000	*r* 2001	2002
Espèce bovine	21 278	20 676	20 226	20 265	20 310	20 462	20 014
dont : Veaux et élèves de moins d'un an	5 548	5 288	5 140	5 200	5 293	5 302	5 175
Vaches laitières	5 323	4 613	4 394	4 376	4 203	4 205	4 156
Vaches nourrices	3 700	4 108	4 162	4 177	4 314	4 292	4 172
Espèce porcine	12 244	13 783	14 682	14 635	14 930	15 382	15 290
dont : Truies de plus de 50 kg	1 210	1 369	1 436	1 401	1 119	1 093	1 058
Espèce caprine	1 234	1 188	1 197	1 191	1 211	1 231	1 231
Espèce ovine	11 438	10 550	10 240	10 130	9 578	9 443	9 327
dont : Brebis mères	7 415	6 965	6 743	6 645	6 555	6 347	6 233
Espèces chevaline et asine	339	351	362	364	447	450	451
Poules et poulets (millions)	200	223	241	233	206	207	203
dont : Poules pondeuses d'œufs de consommation (millions)	47	50	51	50	48	48	47
Lapins	16 668	14 531	13 464	13 366	11 119	11 110	11 042
dont : Lapines reproductrices	2 231	1 861	1 717	1 700	1 380	1 377	1 365

TABLEAU I.01-14

Principales productions animales

Source : Ministère de l'Agriculture, de l'Alimentation, de la Pêche et des Affaires rurales
Service central des enquêtes et études statistiques (SCEES)

	1990	1995	1997	1998	1999	2000	*r* 2001	2002
A. PRODUCTION BRUTE DE VIANDE (milliers de tonnes de viande nette)								
Espèce bovine :								
Adultes	1 599	1 564	1 638	1 556	1 528	1 361	1 373	1 394
Veaux de boucherie	313	336	345	328	317	225	228	228
Espèces ovine et caprine	177	146	150	145	140	157	156	154
Espèce porcine	1 727	2 140	2 228	2 333	2 247	2 168	2 201	2 234
Espèce chevaline	10	9	9	10	10	15	15	15
B. PRODUCTION DE LAIT ET D' OEUFS								
Production de lait (milliers d'hectolitres) :								
Vaches laitières	257 130	246 169	241 760	240 872	241 104	242 469	241 545	244 397
Brebis laitières	1 871	2 168	2 355	2 341	2 355	2 463	2 481	2 470
Chèvres laitières	4 411	4 317	4 743	4 775	4 809	4 845	4 956	5 099
Œufs								
Œufs de consommation (millions d'œufs) (1)	10 257	12 014	12 573	12 791	14 483	12 635	12 590	12 541

(1) Œufs de poule en élevage professionnel.

TABLEAU I.01-15

Compte spécifique de la branche « agriculture » : de la production au revenu d'entreprise agricole

Source : INSEE (Comptes de la Nation - évaluations base 1995)

Unité : Million d'euros

	1990	1995	1997	1998	1999	*r* 2000	*r* 2001	*p* 2002
COMPTE DE PRODUCTION								
Ressources								
Production	60 546,8	61 083,1	63 498,5	64 164,3	63 052,1	63 976,3	65 368,1	65 032,0
Total des ressources	**60 546,8**	**61 083,1**	**63 498,5**	**64 164,3**	**63 052,1**	**63 976,3**	**65 368,1**	**65 032,0**
Emplois								
Consommations intermédiaires (1)	29 943,1	30 335,4	32 188,1	31 836,8	31 387,9	32 315,1	33 493,6	33 425,7
Valeur ajoutée brute	30 603,7	30 747,7	31 310,4	32 327,4	31 664,2	31 661,2	31 874,5	31 606,3
Total des emplois	**60 546,8**	**61 083,1**	**63 498,5**	**64 164,3**	**63 052,1**	**63 976,3**	**65 368,1**	**65 032,0**
Consommation de capital fixe	6 968,3	7 076,2	7 313,3	7 399,6	7 615,1	7 874,6	8 099,6	8 332,9
Valeur ajoutée nette	23 635,4	23 671,5	23 997,2	24 927,9	24 049,1	23 786,6	23 774,9	23 273,4
COMPTE D'EXPLOITATION								
Ressources								
Valeur ajoutée nette	23 635,4	23 671,5	23 997,2	24 927,9	24 049,1	23 786,6	23 774,9	23 273,4
Subventions d'exploitation	1 015,6	1 662,0	1 575,0	1 418,8	1 476,4	1 416,4	1 764,3	1 790,2
Total des ressources	**24 651,0**	**25 333,5**	**25 572,1**	**26 346,7**	**25 525,5**	**25 203,0**	**25 539,2**	**25 063,6**
Emplois								
Salaires	3 049,3	3 553,9	3 771,4	3 907,7	4 042,6	4 206,2	4 370,2	4 497,0
Cotisations sociales	1 026,6	1 015,2	966,5	1 001,4	1 037,3	1 067,2	1 082,2	1 121,1
Impôts sur la production : fonciers	1 033,1	912,7	815,6	843,8	870,1	878,7	895,2	921,8
Impôts sur la production : autres	527,0	359,9	402,2	386,6	392,6	422,9	388,3	394,8
Revenu mixte net	19 015,0	19 491,8	19 616,4	20 207,1	19 182,9 *r*	18 628,0	18 803,3	18 128,9
Total des emplois	**24 651,0**	**25 333,5**	**25 572,1**	**26 346,7**	**25 525,5**	**25 203,0**	**25 539,2**	**25 063,6**
Résultat net (2)	**23 090,8**	**24 060,9**	**24 354,3**	**25 116,3**	**24 262,8**	**23 901,4**	**24 255,7**	**23 747,0**
COMPTE DE REVENU D'ENTREPRISE								
Ressources								
Revenu mixte net	19 015,0	19 491,8	19 616,4	20 207,1	19 182,9 *r*	18 628,0	18 803,3	18 128,9
Total des ressources	**19 015,0**	**19 491,8**	**19 616,4**	**20 207,1**	**19 182,9 *r***	**18 628,0**	**18 803,3**	**18 128,9**
Emplois								
Intérêts	2 114,3	2 059,3	1 854,7	1 932,7	1 803,1	1 769,9	1 798,8	1 817,9
Charges locatives nettes	1 494,3	1 705,8	1 870,4	1 976,5	2 069,8	2 087,5	2 088,7	2 098,0
Revenu net d'entreprise	15 406,3	15 726,8	15 891,3	16 297,9	15 310,0 *r*	14 770,6	14 915,8	14 213,0
Total des emplois	**19 015,0**	**19 491,8**	**19 616,4**	**20 207,1**	**19 182,9 *r***	**18 628,0**	**18 803,3**	**18 128,9**

(1) Hors TVA déductible.
(2) Résultat net = Valeur ajoutée nette + Subventions d'exploitation - Autres impôts sur la production (dont fonciers).

TABLEAU I.01-16

Nombre et superficie des exploitations selon leur taille - Départements d'outre-mer

Source : Ministère de l'Agriculture, de l'Alimentation, de la Pêche et des Affaires rurales,
Service central des enquêtes et études statistiques (SCEES)
Recensement agricole DOM 2000

Unité : Superficie en hectare

	Taille des exploitations selon leur superficie agricole utilisée								
	Moins de 1	De 1 à moins de 2	De 2 à moins de 5	De 5 à moins de 10	De 10 à moins de 20	De 20 à moins de 50	De 50 à moins de 100	100 et plus	**Total**
Guadeloupe									
Nombre d'exploitations	2 909	3 186	4 023	1 466	374	97	30	14	**12 099**
Superficie agricole utilisée	1 406	4 268	12 152	10 200	4 835	2 857	2 028	3 916	**41 662**
Guyane									
Nombre d'exploitations	1 108	1 886	1 850	293	94	42	18	27	**5 318**
Superficie agricole utilisée	621	2 351	5 197	1 891	1 222	1 321	1 184	9 389	**23 176**
Martinique									
Nombre d'exploitations	3 396	1 506	2 014	622	249	162	62	28	**8 039**
Superficie agricole utilisée	1 240	2 040	6 209	4 168	3 328	5 104	4 471	5 481	**32 041**
Réunion									
Nombre d'exploitations	2 246	1 679	2 654	1 988	485	149	50	21	**9 272**
Superficie agricole utilisée	820	2 172	8 536	12 927	6 359	4 448	3 484	4 946	**43 692**

TABLEAU I.01-17

Utilisation du territoire et caractéristiques principales de l'agriculture - Départements d'outre-mer

Source : Ministère de l'Agriculture, de l'alimentation, de la Pêche et des Affaires rurales, Service central des enquêtes et études statistiques (SCEES)

	Guadeloupe		Martinique		Guyane		Réunion	
	2001	*p* 2002	2001	*p* 2002	2001	*p* 2002	2001	*p* 2002
Superficie agricole utilisée (hectare)	47 701	47 837	33 390	33 460	23 151	23 193	49 114	48 620
Superficie totale (hectare)	170 500	170 500	110 000	110 000	8 353 400	8 353 400	252 000	252 000
Superficies des terres arables (hectare) (1)	24 122	24 293	20 204	20 733	12 945	12 975	37 294	37 033
PRODUCTION D'ORIGINE VÉGÉTALE								
Cultures industrielles et fruitières								
Canne à sucre								
Cannes récoltées (tonnes)	587 193	749 113	207 189	243 453	5 834	5 450	1 835 467	1 828 996
Sucre produit (tonnes)	55 962	51 726	5 726	5 340	–	–	200 870	193 600
Rhum (hl d'alcool pur)	61 187	67 151	91 704	91 639	2 214	2 253	95 271	106 496
Banane d'exportation								
Production (tonnes)	124 414	135 152	272 001	303 760	–	–	–	–
Exportation (tonnes nettes)	91 226	97 000	233 642	264 271	–	–	–	–
Cultures vivrières et maraîchères (tonnes)								
Igname	10 764	10 764	7 400	8 520	262	264	–	–
Malanga	1 000	1 000	120	116	480	480	–	–
Madère	1 800	1 920	10 250	10 950	766	772	–	–
Manioc	1 275	1 440	150	200	25 925	26 152	500	490
Patate douce	4 180	4 180	1 350	1 490	405	412	720	643
Melon	5 950	6 020	2 782	3 194	324	324	225	162
Banane légume	8 000	9 000	13 600	18 150	1 790	1 790	88	18
Tomate	3 256	3 255	6 400	6 700	3 180	3 195	5 382	3 919
Chou pommé	405	216	1 500	1 700	1 480	1 480	6 720	5 645
Concombre	2 464	2 464	6 000	7 200	507	507	1 889	1 641
Haricot vert	315	810	920	980	1 107	1 111	972	793
Salade	1 352	1 560	4 200	4 900	1 060	1 063	2 650	2 284
EFFECTIFS DU CHEPTEL (2)								
Bovins (3)	89 510	88 840	28 342	23 986	9 584	9 584	30 089	30 589
Porcins	29 420	32 760	25 921	19 712	8 180	8 180	77 690	78 917
Ovins	3 940	2 850	19 925	17 602	1 600	1 600	1 700	1 700
Caprins	47 450	48 160	14 391	13 176	1 050	1 050	37 160	37 160
PRODUCTION D'ORIGINE ANIMALE								
Viandes (tonnes nettes) :								
Bovins (2)	4 054	2 877	1 750	1 750	316	350	1 750	1 731
Porcins	1 100	990	1 522	1 653	1 094	1 084	11 889	12 080
Ovins - Caprins	116	212	427	233	20	16	426	426
Volailles	2 796	2 699	710	851	411	411	13 315	13 648
Lait de vache (hl)	2 240	90	18 963	18 534	1 200	1 200	217 877	226 075
Œufs de consommation (milliers d'unités)	54 820	59 650	36 600	36 000	5 566	5 566	115 000	112 380
IMPORTATIONS D'ENGRAIS (tonnes)								
Engrais naturels	848	270	1 856	459	56	50	90	139
Engrais simples	9 389	6 984	22 133	19 856	2 396	1 800	11 863	11 542
Engrais composés	12 355	12 534	11 179	11 417	2 861	2 068	26 544	24 662
PARC DES TRACTEURS								
Tracteurs agricoles au 31 décembre	1 105	1 105	1 192	1 192	419	419	2 515	2 596

(1) La définition des terres arables dans les DOM est plus extensive qu'en métropole. Elle ne se réfère pas uniquement à un assolement annuel, les cultures semi-permanentes comme la canne à sucre et la banane sont prises en compte.
(2) Cheptel présent dans les exploitations agricoles.
(3) Y compris les veaux.

TABLEAU I.01-18

Superficies forestières par type de peuplement selon l'enquête sur l'utilisation du territoire

Source : Ministère de l'Agriculture, de l'Alimentation, de la Pêche et des Affaires rurales (SCEES) — *Unité* : Millier d'hectares

Type de peuplement	1990	1995	1998	1999	2000	2001	2002
Bois et forêts de plus de 0,50 ha	13 935,0	14 809,4	14 985,1	15 003,4	15 052,0	15 091,7	15 131,2
Feuillus	8 547,6	9 377,3	9 479,9	9 505,8	9 506,8	9 569,5	9 577,8
Conifères	4 109,5	4 118,9	4 121,5	4 119,6	4 135,0	4 115,4	4 091,6
Mixte	1 277,9	1 313,2	1 383,6	1 378,0	1 410,2	1 406,8	1 461,8
Surfaces boisées hors forêts	929,9	1 478,9	1 422,6	1 559,2	1 523,8	1 539,1	1 523,4
Peupleraies	280,0	245,6	256,3	257,9	259,0	239,9	239,8
Total	**15 144,9**	**16 533,9**	**16 664,0**	**16 820,5**	**16 834,8**	**16 870,7**	**16 894,4**

TABLEAU I.01-19

Superficies forestières relevant du régime forestier par catégorie de propriétaires au 31 décembre

Source : Office national des Forêts (ONF) — *Unité* : Millier d'hectares

Catégorie de propriétaires	1980	1995	1998	1999	2000	2001	2002
ÉTAT :							
Superficies domaniales ou indivises (1) [y compris les terrains domaniaux] non boisés dans les périmètres de restauration et de reboisement en montagne]	1 717	1 753	1 755	1 757	1 756	1 757	1 758
Forêts d'État affectées à divers services publics de l'État	20	43	69	69	72	72	73
Total (2)	**1 737**	**1 796**	**1 824**	**1 826**	**1 828**	**1 830**	**1 831**
DÉPARTEMENTS ET RÉGIONS :							
Forêts départementales	21	28	33	33	33	34	35
Forêts régionales	...	...	...	...	7	7	7
COMMUNES ET ÉTABLISSEMENTS PUBLICS :							
Forêts communales et sectionales	2 426	2 550	2 582	2 592	2 603	2 608	2 614
Forêts d'établissements publics et d'utilité publique et forêts appartenant à des caisses d'épargne	60	87	88	81	82	82	82
Total (2)	**2 486**	**2 637**	**2 703**	**2 706**	**2 724**	**2 732**	**2 738**
FORÊTS PARTICULIÈRES SOUS CONTRAT (art. L.224-6 du code forestier) (3)	10	17	21	21	24	26	26
Total général	**4 254**	**4 478**	**4 548**	**4 553**	**4 576**	**4 588**	**4 595**

(1) Forêts sur lesquelles l'État a des droits de propriété indivis.
(2) Y compris les terrains non boisés.
(3) En fait, ces forêts ne relèvent pas du régime forestier proprement dit ; il existe des régimes spéciaux de gestion ou de contrôle qui s'appliquent à certaines forêts privées ne relevant pas de ce régime.

TABLEAU I.01-20

Superficies forestières relevant du régime forestier par catégorie de propriétaires Départements d'outre-mer

Source : Office national des Forêts (ONF) — *Unité* : Millier d'hectares

Catégorie de propriétaires	Guadeloupe		Guyane		Martinique		Réunion	
	2001	2002	2001	2002	2001	2002	2001	2002
Superficies domaniales	1,5	1,5	7 197,6	7 450,9	2,0	2,0	2,8	2,7
Forêts départementales et régionales	1,4	1,4	8,7	8,7	1,1	1,1	6,5	4,4
Forêts communales, sectionales et d'établissements publics	0,1	0,1	–	–	0,8	0,8	1,3	1,3
Forêts particulières sous contrat	–	–	–	–	–	–	–	–
Forêts du Centre spatial guyanais	–	–	48,5	48,5	–	–	–	–
Forêts du domaine public maritime gérées par l'ONF	7,5	7,5	–	–	1,8	1,8	–	–
Forêts départemento-domaniales (1)	27,8	27,8	–	–	9,7	9,7	89,7	92,3
Total	**38,3**	**38,3**	**7 254,8**	**7 508,1**	**15,4**	**15,4**	**100,3**	**100,7**

(1) Ancien domaine colonial : forêts sur lesquelles l'État a des droits de propriété indivis.

TABLEAU I.01-21

Incendies de forêts

Sources : Ministère de l'Agriculture, de l'Alimentation, de la Pêche et des Affaires rurales (SCEES)
Ministère de l'Intérieur, de la Sécurité intérieure et des Libertés locales (Direction de la Sécurité civile)

	1990	*r* 1995	1997	1998	1999	2000	*p* 2001	*p* 2002
Nombre d'incendies	5 881	6 549	8 005	6 600	4 960	4 603	4 309	4 108
Surface sinistrée (hectares)	72 625	18 109	21 582	19 600	15 905	24 082	20 642	30 846

TABLEAU I.01-22

Surfaces mises en boisement par essence et par nature du boisement avec l'aide du Fonds forestier national (1)

Source : Ministère de l'Agriculture, de l'Alimentation, de la Pêche et des Affaires rurales
Direction de l'Espace rural et de la Forêt

Unité : Millier d'hectares

		1947 à 1971	1972 à 1989	1990	1995	1996	1997	1998	1999	2000	2001
Type d'essence (2) :											
Pins maritimes	•		116,9	6,9	3,2	3,6	2,1	0,7	1,6	2,5	3,7
Autres pins	•		84,6	4,4	2,1	1,9	1,7	0,9	1,4	///	///
Autres conifères	•		304,8	9,5	4,3	3,5	2,8	0,8	2,6	0,6	9,7
Peupliers	•		60,8	3,4	2,9	2,6	2,0	0,4	1,8	0,1	2,2
Autres feuillus	•		63,2	7,5	6,1	5,2	3,8	1,8	3,8	0,7	5,2
Total	•		**630,3**	**31,7**	**18,6**	**16,8**	**12,4**	**4,6**	**11,1**	**3,9**	**20,8**
Nature du boisement (3) :											
Boisement		496,7	168,2	7,8	3,7	2,3	1,0	1,9	2,6	0,7	2,8
Reboisement et enrichissement (4)		834,0	407,7	20,5	10,8	10,8	8,5	2,0	7,8	3,4	18,2
Plantations hors forêts (5)		116,0	54,7	3,4	4,1	3,7	2,9	0,7	0,7	///	///
Total		**1 446,7**	**630,6**	**31,7**	**18,6**	**16,8**	**12,4**	**4,6**	**11,1**	**4,1**	**21,0**

(1) Le Fonds Forestier National est supprimé à compter du 1er janvier 2000. En raison de la mise en place d'un nouveau régime d'aide, les données relatives aux années 2000 et 2001 sont incomplètes.
(2) À partir de l'année 2000, le pin maritime et les autres pins ne sont plus distingués.
(3) À partir de l'année 2000, les boisements et les plantations hors forêt ne sont plus distingués.
(4) Reconstitution de forêts et introduction d'essences nouvelles dans les forêts pauvres pour augmenter leur productivité.
(5) Peupliers essentiellement.

TABLEAU I.01-23

Production annuelle des pépinières particulières (1) (2)

Source : Ministère de l'Agriculture, de l'Alimentation, de la Pêche et des Affaires rurales
Direction de l'Espace rural et de la Forêt

	1985		1990		1995		(2) 2000		2001
	Agréées	Total	Agréées	Total	Agréées	Total	Agréées	Total	Total
Nombre	**403**	**609**	**392**	**597**	**353**	**465**	**303**	**396**	**362**
Superficie [hectares] (3)	**1 201**	**1 301**	**1 352**	**1 441**	**1 319**	**1 405**	**1 090**	**1 166**	**996**
Plants de peupliers et de noyers	511	586	503	568	582	626	575	633	520
Autres plants	690	715	849	873	737	779	515	533	476
Plants produits (millions)	**84,6**	**87,6**	**91,4**	**94,1**	**85,5**	**87,8**	**...**	**50,4**	**47,2**
Plants de peupliers et de noyers	1,2	1,4	1,8	1,9	2,3	2,4	...	1,4	1,0
Autres plants :									
feuillus	18,4	18,5	33,4	34,3	29,0	29,7	...	20,8	17,3
conifères	65,0	67,7	56,2	57,9	54,2	55,7	...	28,2	28,9

(1) Les données relatives à l'année n correspondent à la campagne de boisement allant du 1er juillet n-1 au 30 juin n.
(2) Jusquà la campagne de boisement 1998/1999 et pour la période du 1er juillet au 31 décembre 1999, pépinières agréées et non agréées par le Fonds Forestier National. Le Fonds Forestier National étant supprimé à compter du 1er janvier 2000, la notion de pépinière agréée disparaît à cette date.
(3) Jachères non comprises.

TABLEAU I.01-24

Production ligneuse de l'Office national des Forêts. Ventes de bois en France (1)

Source : Office national des Forêts (ONF)

	1980	1990	1995	1997	1998	1999	(2) 2000	(2) 2001	2002
Volumes vendus ou délivrés (1000 m³)									
Feuillus (volume grume)	3 169	5 066	4 501	4 619	4 666	4 790	7 695	4 729	3 450
Conifères (volume grume)	4 280	4 936	5 136	5 415	5 664	5 420	7 235	5 826	4 983
Taillis et houppiers (3)	3 027	3 743	3 733	3 835	3 862	3 710	5 985	4 658	3 715
Total	**10 476**	**13 745**	**13 740**	**13 869**	**14 192**	**13 920**	**20 915**	**15 213**	**12 148**
Valeur [million d'euros] (4)	...	333,3	487,4	462,5	500,4	513,3	485,7	395,8	306,6

(1) Forêts domaniales et communales.
(2) En raison des tempêtes de décembre 1999, les ventes de bois en 2000 et 2001 sont atypiques.
(3) Houppiers et taillis feuillus et houppiers conifères.
(4) Prix d'adjudication ou de cession ou valeur estimative, y compris les charges en argent.

TABLEAU I.01-25

Bilan de la matière bois en 2001

Source : Ministère de l'Agriculture, de l'Alimentation, de la Pêche et des Affaires rurales (SCEES)

Unité : Millier de m^3 de bois ronds

	Feuillus	Conifères	Indéterminé	**Total**
PRODUCTION				
Bois d'œuvre	7 642	17 731	–	**25 373**
Bois d'industrie	4 788	7 311	–	**12 099**
Bois de trituration et dérivés	4 494	7 151	–	**11 645**
Autres bois d'industrie (poteaux, bois de mine et autres)	294	160	–	**454**
Bois de feu	–	–	2 360	**2 360**
Total de la production	**12 430**	**25 042**	**2 360**	**39 832**
IMPORTATIONS				
Bois d'œuvre	2 300	4 876	1 255	**8 431**
Bois d'industrie	4 127	5 314	26 713	**36 154**
Autres bois d'industrie (poteaux, bois de mine et autres)	–	–	28	**28**
Bois de feu	–	–	15	**15**
Total des importations	**6 427**	**10 190**	**28 011**	**44 628**
EXPORTATIONS				
Bois d'œuvre	2 470	3 298	910	**6 678**
Bois d'industrie	1 828	2 210	22 380	**26 418**
Bois de trituration et dérivés	1 828	2 210	22 357	**26 395**
Autres bois d'industrie (poteaux, bois de mine et autres)	–	–	23	**23**
Bois de feu	–	–	313	**313**
Total des exportations	**4 298**	**5 508**	**23 603**	**33 409**
CONSOMMATION APPARENTE				
Bois d'œuvre	7 472	19 309	345	**27 126**
Bois d'industrie	7 087	10 415	4 361	**21 863**
Bois de trituration et dérivés	6 793	10 255	4 356	**21 404**
Autres bois d'industrie (poteaux, bois de mine et autres)	294	160	5	**459**
Bois de feu	–	–	2 062	**2 062**
Total de la consommation apparente	**14 559**	**29 724**	**6 768**	**51 051**

TABLEAU I.01-26

Nombre, puissance des navires de pêche (1) actifs métropolitains au 31 décembre

Source : Direction des Pêches maritimes et de l'Aquaculture
Département des systèmes d'information des Affaires maritimes (DSI)

Unités : Puissance : kilowatt
Nombre : navires en activité

	2000		2001		2002	
	Nombre	Puissance	Nombre	Puissance	Nombre	Puissance
Navires d'une longueur hors tout de :						
Moins de 12 mètres	4 302	324 166	4 199	322 180	4 168	321 809
De 12 à moins de 16 mètres	538	110 626	519	107 391	514	107 456
De 16 à moins de 25 mètres	817	292 644	811	291 227	791	285 016
De 25 à moins de 38 mètres	90	53 362	88	52 577	86	50 218
38 mètres et plus	68	138 855	69	141 646	69	138 193
Total	**5 815**	**919 653**	**5 686**	**915 021**	**5 628**	**902 692**

(1) Hors cultures marines (CM) et cultures marines-petite pêche (CMPP).

TABLEAU I.01-27

Nombre d'emplois de marins pêcheurs (1) embarqués pendant au moins 3 mois en métropole, par type de pêche

Sources : Direction des Pêches maritimes et de l'Aquaculture
Département des systèmes d'information des Affaires maritimes (DSI)

Unité : Marin

	1990	1994	1995	1996	1997	1998	1999	2000	2001	2002
Grande pêche	1 164	986	1 003	975	974	952	935	995	1 009	954
Pêche au large	5 068	3 992	3 773	3 707	3 505	3 392	3 441	3 483	3 543	3 488
Pêche côtière	3 536	3 288	3 219	3 120	3 145	3 158	3 151	3 224	3 374	3 521
Petite pêche (2)	16 322	14 416	13 932	13 674	13 451	13 530	13 066	12 548	12 266	12 018
Total	**26 090**	**22 682**	**21 927**	**21 476**	**21 075**	**21 032**	**20 593**	**20 250**	**20 192**	**19 981**

(1) Marins français et de l'Union européenne.
(2) Y compris cultures marines (CM) et cultures marines-petite pêche (CMPP).

TABLEAU I.01-28

Captures sur 10 ans pour quelques espèces importantes des pêches maritimes métropolitaines

Source : Direction des Pêches maritimes et de l'Aquaculture — *Unité* : Tonne

Captures (1)	1990	1995	2000	*r* 2001	*p* 2002
	Quantité	Quantité	Quantité	Quantité	Quantité
Bonite à ventre rayé (listao)	47 745	74 272	57 967	48 649	70 596
Albacore	90 347	68 776	67 806	63 587	67 846
Sardine commune	22 131	24 656	33 797	38 491	34 364
Lieu noir	51 561	32 450	26 942	28 754	30 149
Hareng commun	25 067	33 247	25 398	27 578	26 627
Maquereau commun	21 543	24 579	22 974	22 305	23 051
Chinchard	9 363	16 892	22 545	21 097	21 945
Anchois commun	15 714	15 787	26 481	23 708	21 023
Coquille Saint-Jacques	5 080	12 296	13 745	16 903	19 388
Merlan	25 585	28 161	19 028	19 456	18 384
Seiche	21 837	14 823	19 043	13 774	16 152
Baudroie	19 320	18 280	13 056	13 566	15 376
Merlan bleu	7 032	9 151	16 076	19 079	14 784
Morue commune	21 621	21 409	11 886	11 308	11 661

(1) Hors rejets. Exprimées en poids vif.

TABLEAU I.01-29

Production et commerce extérieur des produits de la pêche et de l'aquaculture

Sources : Direction des Pêches maritimes et de l'Aquaculture
Douanes

Unités : Valeur : milliard d'euros
Quantité : millier de tonnes

	1995	1996	1997	1998	1999	2000	2001	2002 (1)
Production métropolitaine								
Quantité (poids présentation) (2)	880,3 *r*	863,7 *r*	850,7 *r*	824,7 *r*	844,7 *r*	869,8 *r*	841,7 *r*	860,2
Valeur	1,3	1,4	1,5	1,4	1,4	1,5	1,6	1,6
Commerce extérieur (métropole + DOM)								
Importations :								
Quantité importée	885,3	923,0	913,9	975,2	1 009,0	994,1	1 039,3	1 009,2
Valeur importée	2,4	2,5	2,7	3,1	3,1	3,2	3,4	3,4
Exportations :								
Quantité exportée	385,7	406,6	398,8	370,8	440,5	475,1	434,9	387,8
Valeur exportée	0,7	0,8	0,9	1,0	1,0	1,2	1,1	1,1
Solde :								
Quantité	− 499,6	− 516,4	− 515,1	− 604,4	− 568,5	− 519,0	− 604,4	− 621,4
Valeur	− 1,7	− 1,7	− 1,8	− 2,1	− 2,1	− 2,0	− 2,3	− 2,3

(1) Données semi-définitives pour la production métropolitaine de 2002.
(2) Le poids présentation est le poids des produits tels que présentés à la vente (ex : poissons entiers, éviscérés, en filets, pattes de crustacés, etc.).

Chapitre J.01

○ Bilan de l'énergie

1 Présentation.
2 Méthodologie.
3 Définitions.
4 Sources de documentation.
5 Tableaux.

○ Liste des tableaux

1 Bilan rénové de l'énergie.

2 Énergie : grandeurs caractéristiques en 2001.

3 Production nationale d'énergie primaire.

4 Taux d'indépendance énergétique nationale.

5 Consommation d'énergie primaire par type d'énergie et par secteur.

6 Répartition par secteur des économies d'énergie.

7 Taux d'indépendance énergétique de quelques pays.

8 Production d'énergie primaire dans le monde.

9 Consommation d'énergie primaire dans le monde.

1

○ Présentation

Évolution de la consommation depuis 1960

Au cours de la période 1960-1973, la croissance de la demande d'énergie paraissait étroitement liée à la croissance économique. Le pétrole, alors en plein essor, permettait de faire face à la fois au développement industriel et au déclin du charbon auquel il se substitue.

Depuis 1973, l'évolution des prix de l'énergie conduit toutefois à faire des choix sur les sources d'énergie, sur le système productif et sur la maîtrise de la consommation. Ainsi, la mise en place du programme nucléaire permet un sensible accroissement de la production nationale d'énergie primaire, qui passe de 43,5 Mtep (dont 7,8 % de nucléaire) en 1973 à 135 Mtep (dont 83,2 % de nucléaire) en 2002, alors même que la production de charbon, de pétrole et de gaz naturel poursuit son déclin. Parallèlement, les efforts de maîtrise de l'énergie sont couronnés de succès et ont permis, en 2000, d'économiser environ 6,4 Mtep par rapport à 1990.

Cette plus grande efficacité énergétique, alliée à la modification de structure de l'appareil productif (recul de certains secteurs gros consommateurs d'énergie, comme la sidérurgie, et développement des activités tertiaires), a un fort impact sur le niveau de la consommation d'énergie. De 1960 à 1973, la consommation augmentait en moyenne de + 5,7 % par an ; de 1973 à 2002, elle n'a crû que de + 1,5 % par an (avec une stabilité entre 1974 et 1982). De même, l'intensité énergétique primaire du PIB (énergie primaire consommée par euro de PIB), à peu près constante sur la décennie 1960, chute de 20 % environ entre 1973 et 2002, soit de 0,8 % par an.

Ces évolutions contribuent ainsi à accroître sensiblement le taux d'indépendance énergétique de la France, qui passe de 23,9 % en 1973 à 50,7 % en 2002.

Structure de la consommation

Dans le même temps, la structure de la consommation française d'énergie primaire évolue : une forte réduction de la part du pétrole (67,6 % en 1973, 34,6 % en 2002) et de celle du charbon (15,5 % en 1973, 4,6 % en 2002) s'opère au profit du gaz naturel (7,4 % en 1973, 14,6 % en 2002) et surtout de l'électricité primaire (4,3 % en 1973, 41,5 % en 2002), du fait essentiellement de l'énergie nucléaire qui représente les trois quarts de la production d'électricité.

En ce qui concerne la consommation finale énergétique, les différents secteurs économiques ont des comportements contrastés. Ainsi, le secteur industriel connaît de fortes muta-tions structurelles dont les effets sur la consommation d'énergie sont tangibles. L'industrie (y compris la sidérurgie), qui représentait environ la moitié de la consommation finale énergétique en 1960, n'en couvre plus que 35,9 % en 1973 et 23,3 % en 2002. Parallèlement, le secteur résidentiel-tertiaire voit sa part augmenter de 30 % environ en 1960 à 42,1 % en 1973, pour rester stable depuis. Les transports connaissent une forte expansion : leur part passe de 18 % en 1960 à 19,7 % en 1973 et 31,4 % en 2002.

2

○ Méthodologie

Cadre comptable

Les bilans énergétiques annuels sont établis depuis 1982 par l'Observatoire de l'Énergie ; ce sont les bilans officiels français en quantités physiques.

Dans un cadre comptable cohérent et concis, le bilan global[1] comprend deux parties principales :

– une partie approvisionnement où sont comptabilisés les flux énergétiques, depuis la production jusqu'à l'approvisionnement total correspondant à la « consommation apparente » (total des disponibilités).

– une deuxième partie emplois où les flux énergétiques sont comptabilisés dans leurs usages « intermédiaires » (transformations dans les industries de la branche énergie), ou pour des usages « finals ».

Équivalences entre formes d'énergie

Pour établir un bilan, il faut pouvoir additionner des énergies de formes différentes. On est ainsi conduit à rechercher des coefficients d'équivalence entre les différentes formes d'énergie.

Correspondance entre les différentes unités (méthode rénovée)

	Unité physique	Unité de compte énergétique	
		PCI en GJ	Tep
CHARBON			
Houille	1 t	26	0,619
Coke de houille	»	28	0,667
Agglomérés et briquettes de lignite	»	32	0,762
Lignites et produits cendreux de récupération	»	17	0,405
PRODUITS PÉTROLIERS			
Pétrole brut, gazole, fioul domestique, produits à usage non énergétique	1 t	42	1,000
Gaz de pétrole liquéfié (GPL)	»	46	1,095
Essences moteur et carburéacteur	»	44	1,048
Fiouls lourds	»	40	0,952
Coke de pétrole	»	32	0,762
ÉLECTRICITÉ			
Production d'origine nucléaire	1 MWh	3,6	0,086 / 0,33 = 0,260606…[2].
Production d'origine géothermique	1 MWh	3,6	0,086 / 0,10 = 0,86 [3]
Autres types de production, échanges avec l'étranger, consommation	1 MWh	3,6	0,086 [4]
BOIS	1 stère	6,17	0,147
GAZ NATUREL ET INDUSTRIELS	1MWh PCS	3,24	0,077

MWh = million de wattheures.
PCS = pouvoir calorifique supérieur.
PCI = pouvoir calorifique inférieur.

Pour des raisons de simplification, il est usuel de retenir de manière conventionnelle une source d'énergie étalon, de pouvoir calorifique fixé. Les statistiques présentées dans ce chapitre sont exprimées en « tep » (tonne d'équivalent pétrole, ce qui revient à prendre une tonne de pétrole brut comme unité de référence). Afin de mieux tenir compte des pouvoirs calorifiques spécifiques des différentes énergies et du fait que la même énergie générique recouvre des produits de qualité et de nature différentes, des coefficients d'équivalence ont été définis par l'Observatoire de l'Énergie, après concertation d'experts appartenant aux différentes entreprises du secteur de l'énergie. Ces coefficients prennent pour base le pouvoir calorifique inférieur [PCI][5] exprimé en giga joules (GJ = 1 milliard de joules) ou en tep (1 tep = 42 GJ).

Cependant, dès la publication du bilan énergétique de 2001 et par décision du Conseil d'Orientation de l'Observatoire de

[1] Pour une information plus détaillée concernant ces sources, voir les chapitres J.02 Charbon, J.03 Pétrole, J.04 Électricité, J.05 Gaz et J.06 Énergies renouvelables.

[2] L'électricité produite par une centrale nucléaire est comptabilisée selon la méthode de l'équivalent primaire à la production, avec un rendement théorique de conversion des installations égal à 33 % ; le coefficient de substitution est donc de 0,086/0,33 = 0,260606 tep/MWh.

[3] L'électricité produite par une centrale à géothermie est aussi comptabilisée selon la méthode de l'équivalent primaire à la production, mais avec un rendement théorique de conversion des installations égal à 10 % ; le coefficient de substitution est donc 0,086/0,10 = 0,86 tep/MWh.

[4] Toutes les autres formes d'électricité (production par une centrale thermique classique, hydraulique, éolienne, marémotrice, photovoltaïque, etc., échanges avec l'étranger, consommation) sont comptabilisées selon la méthode du contenu énergétique, avec le coefficient 0,086 tep/MWh.

[5] La quantité de chaleur pouvant être produite par une unité physique sans prendre en compte la chaleur latente de condensation de la vapeur d'eau produite pendant la combustion donne le pouvoir calorifique inférieur (PCI). La prise en compte de cette dernière colonne donne le pouvoir calorifique supérieur (PCS).

l'Énergie le 14 février 2002, a été adoptée, la méthode commune à l'Agence Internationale de l'Énergie (AIE), Eurostat et le Conseil Mondial de l'Énergie (CME) concernant les coefficients d'équivalence de l'électricité et les soutes maritimes internationales. Cette nouvelle méthode est décrite notamment dans la note « La nouvelle méthodologie d'établissement des bilans énergétiques de la France » (avril 2002), disponible sur Internet.

Corrections du climat

Ces corrections sont fondées sur le principe que la consommation de chauffage est liée au coefficient de rigueur de l'hiver, obtenu en faisant le rapport entre un indicateur de climat observé et un indicateur de climat de référence (période trentenaire 1961-1990) ; cet indicateur est constitué par des « degrés-jours » (écart moyen journalier entre la température observée et 18°C jusqu'en 1982, 16°C à partir de 1983). La part des consommations sensibles à la température est estimée ainsi, en 1995-2002 :

– dans l'industrie : 20 % environ de l'ensemble des produits pétroliers ;

– dans le secteur résidentiel-tertiaire : 75 % pour les combustibles minéraux solides et les produits pétroliers ; 70 % pour le gaz naturel, 27 % pour l'électricité.

3 ○ Définitions

Les grandeurs qui suivent portent sur la France métropolitaine.

Consommation

La **consommation primaire apparente** est égale à : production d'énergie primaire + importations – exportations –stockage + déstockage.

La mesure des stocks doit couvrir à la fois ceux des producteurs d'énergie, ceux des importateurs, des distributeurs, des transformateurs et des utilisateurs finals, lorsqu'ils sont connus.

La **consommation de la branche énergie** englobe d'une part les flux d'énergie impliqués dans des processus de transformation (consommation – production) opérés par la branche énergie, et, d'autre part, la consommation de ces mêmes industriels pour leur usage propre, ainsi que les pertes et les écarts statistiques du bilan.

La **consommation finale énergétique** correspond à l'énergie livrée aux consommateurs finals, quelle qu'en soit la provenance et à toutes fins énergétiques.

La **consommation finale non énergétique** comptabilise les utilisations d'énergie comme matière première. Les usages non énergétiques sont surtout répandus dans l'industrie chimique : pétrochimie, carbochimie et l'industrie des engrais.

Le bilan se résume donc à l'équation comptable :

consommation primaire = consommation de la branche énergie + consommation finale énergétique + consommation finale non énergétique.

On détermine le degré ou **taux d'indépendance énergétique** de notre pays, globalement et par source d'énergie, par le rapport production nationale primaire / consommation primaire réelle.

Énergie primaire

L'énergie primaire est l'énergie brute, c'est-à-dire n'ayant subi aucune transformation après extraction (houille, lignite, pétrole brut, gaz naturel, électricité d'origine hydraulique ou nucléaire).

Énergie secondaire

L'énergie secondaire est celle qui est obtenue par la transformation d'une énergie primaire ou d'une autre énergie secondaire (en particulier électricité d'origine thermique). Cette opération de transformation est le plus souvent effectuée par des établissements du secteur de l'énergie (branche énergie), mais aussi par les sidérurgistes par exemple.

4 ○ Sources de documentation

Ce chapitre a été réalisé avec la collaboration de l'Observatoire de l'Énergie du ministère de l'Économie, des Finances et de l'Industrie (MINEFI / OE).

Autres organismes :

– Service des études et des statistiques industrielles (SESSI / MINEFI).

– Agence de l'environnement et de la maîtrise de l'énergie (ADEME).

– Centre d'études et de recherche économique sur l'énergie (CEREN).

Sites Internet :

- www.industrie.gouv.fr/energie/statistiques-energie.htm
(Y figurent notamment toutes les publications gratuites de l'OE)
- www.industrie.gouv.fr/energie/statisti/pegase.htm (PEGASE est une base de données en ligne).
- www.europa.eu.int/comm/eurostat

Publications :

Observatoire de l'Énergie

Méthodes de comptabilité de l'énergie (Documentation française).

Disponibles auprès des Éditions de l'Industrie :

– *Les chiffres clés de l'énergie*, édition 2003 ;

– *Tableaux des consommations d'énergie en France*, édition 2003.

– *Bilans de l'énergie 1970-2002*, édition 2003 ;

– *L'énergie dans les régions*, édition 2001.

Disponibles gratuitement auprès de l'OE :

Conjoncture énergétique mensuelle : 10 numéros par an.

Dépliants statistiques :

– *Repères* (2e trimestre) ;

– *Statistiques énergétiques France* (1er et 3e trimestre) ;

– *Statistiques énergétiques Europe* (1er trimestre) ;

– *Prix des énergies* (1er et 3e trimestre).

Notes statistiques :

– *La fiscalité de l'énergie* (mars, octobre) ;

– *Prix du gaz et de l'électricité en Europe* (avril, novembre) ;

– *La consommation de carburant des voitures particulières en France* (4ème trimestre) ;

– *Émissions de CO_2 dues à l'énergie dans l'OCDE* (octobre) ;

– *L'énergie en France / Energy in France* (novembre) ;

– *Les Français et l'énergie. Baromètre d'opinion* (juin et novembre) ;

– *Chauffage au fioul et prix du pétrole en France en 2001* (10.01) ;

– *Chauffage des résidences principales en France, 1982-1999* (10.01) ;

– *Les réseaux de chauffage urbain, 1987-1997* (11.01) ;

– *Consommations d'énergie et TIC dans le secteur tertiaire en France 1986-1998* (12.01) ;

– *Perspectives énergétiques pour la France, un scénario tendanciel* (03.00).

Autres

– « L'énergie », *INSEE première* (à paraître).

– Les perspectives énergétiques de la France à l'horizon 2010 - 2020, rapport du Groupe « Énergie 2010-2020 », du Commissariat général au plan (Documentation française).

– Les consommations d'énergie dans l'industrie, MINEFI, SESSI (Éditions de l'Industrie).

– Les consommations d'énergie dans les IAA et les scieries, MAAPAR, SCEES, Agreste (annuel).

– *Statistique charbonnière annuelle*, Édition 2003, Charbonnages de France.

– Résultats techniques du secteur électrique en France, Édition 2003 (EDF - RTE).

– *Bulletin mensuel*. Comité professionnel du pétrole (CPDP).

Pétrole 2002 : éléments statistiques (CPDP).

– Statistiques en bref, Environnement et Énergie, Eurostat.

Les coordonnées de l'Observatoire de l'Énergie figurent dans les annexes en fin d'annuaire.

5 ○ Tableaux

Des tableaux détaillés et rétrospectifs sont disponibles sur le cédérom (cf. liste en fin d'annuaire).

TABLEAU J.01-1

Bilan rénové de l'énergie (1)

Source : Observatoire de l'Énergie (avril 2003)

Unité : Million de tep

	Charbon		Pétrole		Gaz		Électricité		Énergies renouvelables (3)	**Total**
	Houille Lignite (2) PR	Coke Agglomérés	Brut	Raffiné	Naturel	Industriel	Production brute	Consommation		
ANNÉE 2001 (r)										
APPROVISIONNEMENT										
Production d'énergie primaire	1,50	///	1,38	0,31	1,50	///	116,55	///	12,23	**133,47**
Importations	9,90	0,96	86,32	28,18	35,57	///	0,38	///	///	**161,31**
Exportations	– 0,06	– 0,40	///	– 19,57	– 0,80	///	– 6,27	///	///	**– 27,10**
Soutes maritimes internationales	///	///	///	– 2,52	///	///	///	///	///	**– 2,52**
Variation de stocks	0,03	– 0,12	0,04	0,68	1,08	///	///	///	///	**1,71**
Total disponibilités	**11,37**	**0,44**	**87,74**	**7,08**	**37,35**	**///**	**110,66**	**///**	**12,23**	**266,87**
EMPLOIS										
Consommation de la branche énergie :										
Raffinage	///	///	87,52	– 82,80	///	///	– 0,18	0,32	///	**4,86**
Production d'électricité thermique	4,68	///	///	1,05	2,47	0,79	– 4,02	///	1,13	**6,10**
Usages internes de la branche	4,42	– 3,50	–	0,12	0,46	– 0,44	///	4,32	0,13	**5,51**
Pertes et ajustement	– 0,65	0,10	0,22	– 0,31	0,21	0,02	///	76,11	0,76	**76,46**
Total (A)	**8,45**	**– 3,40**	**87,74**	**– 81,94**	**3,14**	**0,37**	**– 4,20**	**80,75**	**2,02**	**92,93**
Consommation finale énergétique (corrigée du climat) :										
Sidérurgie	1,39	3,09	///	0,09	0,58	– 0,41	///	0,92	///	**5,66**
Industrie	1,05	0,46	///	7,03	11,38	0,02	///	11,07	1,18	**32,19**
Résidentiel Tertiaire	0,49	0,15	///	16,90	20,52	–	///	21,28	8,96	**68,30**
Agriculture	///	///	///	2,44	0,34	///	///	0,23	0,05	**3,06**
Transports (4)	///	///	///	49,15	0,02	///	///	0,91	0,34	**50,42**
Total (B)	**2,93**	**3,70**	**///**	**75,61**	**32,84**	**– 0,39**	**///**	**34,41**	**10,53**	**159,63**
Consommation finale non énergétique :										
Total (C)	**///**	**0,15**	**///**	**14,13**	**2,10**	**///**	**///**	**///**	**///**	**16,38**
Consommation totale d'énergie primaire (corrigée du climat) :										
Total corrigé (A+B+C)	**11,38**	**0,45**	**87,74**	**7,80**	**38,08**	**///**	**///**	**110,96**	**12,55**	**268,94**
dont : Correction climatique (5)	0,01	0,01	///	0,72	0,71	///	///	0,30	0,31	2,06
ANNÉE 2002 (p)										
APPROVISIONNEMENT										
Production d'énergie primaire	1,15	///	1,32	0,31	1,43	///	119,53	///	11,70	**135,44**
Importations	11,00	0,96	80,16	31,85	37,97	///	0,26	///	///	**162,20**
Exportations	– 0,08	– 0,24	///	– 18,31	– 0,75	///	– 6,87	///	///	**– 26,25**
Soutes maritimes internationales	///	///	///	– 2,44	///	///	///	///	///	**– 2,44**
Variation de stocks	– 0,37	0,12	0,26	– 0,70	– 1,23	///	///	///	///	**– 1,92**
Total disponibilités	**11,70**	**0,84**	**81,74**	**10,71**	**37,42**	**///**	**112,92**	**///**	**11,70**	**267,03**
EMPLOIS										
Consommation de la branche énergie :										
Raffinage	///	///	81,55	– 76,96	///	///	– 0,17	0,31	///	**4,73**
Production d'électricité thermique	5,32	///	///	1,00	3,47	0,84	– 4,62	///	1,21	**7,22**
Usages internes de la branche	4,02	– 3,15	–	0,10	0,45	– 0,39	///	4,60	0,14	**5,77**
Pertes et ajustement	– 0,66	– 0,01	0,19	– 0,30	0,38	0,02	///	78,92	0,77	**79,31**
Total (A)	**8,68**	**– 3,16**	**81,74**	**– 76,16**	**4,30**	**0,47**	**– 4,79**	**83,83**	**2,12**	**97,03**
Consommation finale énergétique (corrigée du climat) :										
Sidérurgie	1,55	3,27	///	0,09	0,58	– 0,48	///	0,90	///	**5,91**
Industrie	1,06	0,45	///	6,79	11,41	–	///	10,92	1,20	**31,83**
Résidentiel Tertiaire	0,48	0,15	///	16,69	21,56	–	///	22,13	9,35	**70,36**
Agriculture	///	///	///	2,52	0,34	///	///	0,24	0,05	**3,15**
Transports (4)	///	///	///	49,59	0,03	///	///	0,93	0,33	**50,88**
Total (B)	**3,09**	**3,87**	**///**	**75,68**	**33,92**	**– 0,48**	**///**	**35,12**	**10,93**	**162,13**
Consommation finale non énergétique :										
Total (C)	**///**	**0,14**	**///**	**13,83**	**2,08**	**///**	**///**	**///**	**///**	**16,05**
Consommation totale d'énergie primaire (corrigée du climat) :										
Total corrigé (A+B+C)	**11,77**	**0,85**	**81,74**	**13,35**	**40,30**	**///**	**///**	**114,16**	**13,05**	**275,21**
dont : Correction climatique (5)	0,07	0,01	///	2,64	2,87	///	///	1,24	1,34	8,17

(1) Depuis avril 2002, la méthodologie pour le pétrole et l'électricité a été alignée sur celle d'EUROSTAT, de l'AIE (Agence Internationale de l'Énergie) et du CME (Conseil Mondial de l'Énergie) ; les chiffres sont rétropolés.
(2) PR = produits de récupération.
(3) Autres que hydraulique, éolienne et photovoltaique.
(4) Hors soutes maritimes internationales.
(5) L'indice de rigueur climatique était de : 0,95 en 2001 et 0,82 en 2002.

TABLEAU J.01-2

Énergie : grandeurs caractéristiques en 2001

Source : Ministère de l'Économie, des Finances et de l'Industrie (SESSI - Enquête annuelle auprès des entreprises de 20 personnes et plus)

Activité	Code NAF	Résultats branche		Résultats secteur d'entreprises				
		Effectif salarié moyen	Ventes totales hors taxes (millions d'euros)	Effectif employé (1)	Rémunérations/ effectifs (K.euros)	Investissements (millions d'euros)	Chiffre d'affaires hors taxes (millions d'euros)	Nombre d'entreprises
Extraction de produits énergétiques	101Z à 120Z	7 048	676	8 416	48,7	101	1 071	20
Cokéfaction ; élaboration et transformation de matières nucléaires	231Z, 233Z	12 505	5 132	11 864	37,7	273	4 355	10
Raffinage de pétrole	232Z	14 530	47 699	17 270	53,5	527	54 970	46
Ensemble : production de combustibles et de carburants (code NES G1)		**34 083**	**53 507**	**37 550**	**47,4**	**901**	**60 396**	**76**
Production et distribution d'électricité	401Z	120 683	30 544	122 991	35,6	3 738	31 195	45
Production et distribution de combustibles gazeux	402Z	25 994	13 734	26 444	34,6	1 064	14 410	8
Production et distribution de chaleur	403Z	15 344	3 112	19 540	29,1	212	3 819	74
Ensemble : chaleur, gaz et électricité		**162 021**	**47 389**	**168 975**	**34,8**	**5 013**	**49 424**	**127**
Total énergie		**196 104**	**100 896**	**206 525**	**37,1**	**5 914**	**109 820**	**203**

(1) L'effectif employé est égal à l'effectif salarié moyen, corrigé du solde des effectifs pris en location et donnés en location (moyenne annuelle des effectifs).

TABLEAU J.01-3

Production nationale d'énergie primaire (1)

Source : Observatoire de l'Énergie (avril 2003) *Unité* : Million de tep

	1973	1979	*r* 1985	*r* 1990	*r* 1995	*r* 1997	*r* 1998	*r* 1999	*r* 2000	*r* 2001	*p* 2002
Charbon	17,3	13,3	10,9	7,7	5,4	4,2	3,5	3,3	2,3	1,5	1,2
Pétrole	2,2	2,2	3,3	3,5	3,4	2,3	2,2	2,0	1,8	1,7	1,6
Gaz naturel	6,3	6,5	4,5	2,5	2,9	2,1	1,8	1,7	1,5	1,5	1,4
Électricité primaire	8,0	16,2	63,9	86,8	100,8	108,9	106,7	109,4	114,4	116,6	119,5
Hydraulique	4,1	5,8	5,5	5,0	7,0	5,9	5,7	6,7	6,2	6,8	5,7
Nucléaire	3,8	10,4	58,4	81,7	93,8	103,1	101,0	102,8	108,2	109,7	113,8
Énergies renouvelables	9,8	9,5	11,1	11,4	11,3	11,6	11,8	12,0	11,9	12,2	11,7
Total	**43,5**	**47,7**	**93,8**	**111,8**	**123,8**	**129,2**	**126,1**	**128,4**	**132,0**	**133,5**	**135,4**

(1) Depuis avril 2002, la méthodologie pour le pétrole et l'électricité a été alignée sur celle d'EUROSTAT, de l'AIE (Agence Internationale de l'Énergie) et du CME (Conseil Mondial de l'Énergie) ; les chiffres sont rétropolés.

TABLEAU J.01-4

Taux d'indépendance énergétique nationale (1)

Source : Observatoire de l'Énergie (avril 2003) *Unité* : %

Énergie	1973	1979	1985	1990	1995	1997	1998	1999	*r* 2000	*r* 2001	*p* 2002
Charbon	61,5	41,7	44,7	40,7	34,9	30,7	21,6	22,4	16,5	12,7	9,2
Pétrole	1,8	1,9	4,0	4,0	3,4	2,5	2,3	2,1	1,9	1,8	1,8
Gaz	46,4	30,7	18,7	9,9	9,4	6,8	5,5	4,8	4,2	4,0	3,8
Électricité primaire	103,4	97,1	103,2	104,8	106,1	105,5	104,9	105,2	105,5	105,3	105,9
Énergies renouvelables	100,0	100,0	100,0	100,0	100,0	100,0	99,9	99,9	99,9	99,9	99,9
Ensemble	**23,9**	**24,6**	**45,7**	**49,7**	**51,8**	**51,0**	**48,7**	**49,3**	**50,0**	**50,0**	**50,7**

(1) (Production d'énergie primaire / Disponibilités totales d'énergie primaire) x 100. Les disponibilités totales correspondent à la consommation d'énergie primaire non corrigée (tableau J.01-5). Depuis avril 2002, la méthodologie pour le pétrole et l'électricité a été alignée sur celle d'EUROSTAT, de l'AIE (Agence Internationale de l'Énergie) et du CME (Conseil Mondial de l'Énergie) ; les chiffres sont rétropolés.

TABLEAU J.01-5

Consommation d'énergie primaire par type d'énergie et par secteur (1)

Source : Observatoire de l'Énergie (avril 2003) — *Unité* : Million de tep

	1973		1979	1985	1990	1995	1999	*r* 2000	*r* 2001	*p* 2002	
	Mtep	%	Mtep	Mtep	Mtep	Mtep	Mtep	Mtep	Mtep	Mtep	%
Énergie											
Charbon	27,8	15,5	31,9	24,2	19,2	14,8	14,6	14,2	11,8	12,6	4,6
Pétrole	121,3	67,6	114,1	81,9	88,8	92,6	96,5	95,5	95,5	95,1	34,6
Gaz	13,3	7,4	21,0	23,3	26,4	30,3	35,3	37,3	38,1	40,3	14,6
Électricité primaire	7,7	4,3	16,7	61,6	83,4	99,3	104,4	109,2	111,0	114,2	41,5
Énergies renouvelables	9,5	5,3	9,3	10,5	12,1	12,4	12,5	12,8	12,6	13,1	4,7
Total consommation primaire (1)	**179,6**	**100,0**	**193,0**	**201,4**	**229,8**	**249,4**	**263,3**	**269,1**	**268,9**	**275,2**	**100,0**
Secteur											
Branche énergie	35,1	...	42,0	61,3	74,8	85,7	89,4	93,8	92,9	97,0	...
Usages non énergétiques	10,9	...	12,0	11,7	12,4	15,4	17,2	17,4	16,4	16,1	...
Consommmation finale énergétique (1)	**133,6**	**100,0**	**139,0**	**128,4**	**142,6**	**149,9**	**155,4**	**157,9**	**159,6**	**162,1**	**100,0**
Sidérurgie	12,5	9,4	11,4	8,0	7,0	6,4	6,6	6,2	5,7	5,9	3,6
Industrie (1)	35,5	26,6	35,9	29,7	31,5	31,4	33,2	32,6	32,2	31,8	19,6
Résidentiel-Tertiaire (1)	56,2	42,1	56,9	54,0	59,3	64,5	64,5	66,7	68,3	70,4	43,4
Agriculture	3,0	2,3	3,2	3,0	3,1	2,8	3,2	3,0	3,1	3,2	1,9
Transports	26,3	19,7	31,5	33,8	41,7	44,9	48,0	49,4	50,4	50,9	31,4
Consommation d'énergie primaire non corrigée	**182,4**	///	**193,9**	**205,2**	**225,2**	**238,9**	**258,8**	**264,0**	**266,9**	**267,0**	///

(1) Consommation corrigée des aléas climatiques. Depuis avril 2002, la méthodologie pour le pétrole et l'électricité a été alignée sur celle d'EUROSTAT, de l'AIE (Agence Internationale de l'Énergie) du CME (Conseil Mondial de l'Énergie) ; les chiffres sont rétropolés.

TABLEAU J.01-6

Répartition par secteur des économies d'énergie (1)

Source : Agence de l'Environnement et de la Maîtrise de l'Énergie (ADEME) — *Unité* : Million de tep

Secteur	1991	1993	1994	1995	1996	1997	1998	1999	De 1990 à 2000	2000 / 1999
Industrie	+ 0,07	− 0,94	+ 0,38	− 0,21	− 0,37	+ 0,72	+ 1,20	+ 1,04	+ 1,42	+ 0,37
Résidentiel (chauffage seul)	− 0,37	+ 0,73	+ 0,87	+ 1,46	+ 1,78	+ 2,07	+ 1,57	+ 1,91	+ 2,24	+ 0,33
Tertiaire (hors électricité)	+ 0,34	+ 0,61	+ 0,59	+ 0,70	+ 0,76	+ 0,57	+ 0,58	+ 0,73	+ 1,05	+ 0,32
Transports routiers	+ 0,07	− 0,35	− 0,42	+ 0,34	+ 0,56	+ 0,62	+ 0,56	+ 0,79	+ 1,71	+ 0,92
Total	**+ 0,11**	**+ 0,06**	**+ 1,42**	**+ 2,29**	**+ 2,73**	**+ 3,97**	**+ 3,90**	**+ 4,47**	**+ 6,41**	**+ 1,94**

(1) Économies d'énergie cumulées réalisées depuis l'année de référence, soit 1990. Depuis la présente publication, les séries ont été recalculées avec le nouveau coefficient d'équivalence de l'électricité soit 0,086 tep/MWh, conformément aux bilans officiels. Les économies d'énergie apparaissent avec le signe « + », les « déséconomies », avec le signe « - ».

TABLEAU J.01-7

Taux d'indépendance énergétique de quelques pays

Sources : Agence internationale de l'énergie (AIE)
Organisation de coopération et de développement économiques (OCDE) — %

Pays	*r* 1973	*r* 1979	*r* 1985	*r* 1990	*r* 1995	*r* 1997	*r* 1998	1999
Allemagne	50,8	49,3	58,0	52,2	41,9	40,2	38,2	40,5
Canada	123,0	110,2	124,8	130,9	150,6	152,3	155,2	151,6
États-Unis	83,8	81,1	88,1	85,7	79,7	77,4	77,0	74,3
France	**20,5**	**21,9**	**43,2**	**48,9**	**53,0**	**52,1**	**49,4**	**50,0**
Italie	15,6	14,4	16,4	16,2	17,8	18,1	17,4	16,4
Japon	9,1	11,1	18,5	17,2	19,9	20,7	21,3	20,2
Royaume-Uni	49,2	87,7	116,9	97,6	114,6	118,1	118,0	122,2
Union européenne	37,8	45,5	58,6	53,7	54,5	54,2	52,7	53,7

TABLEAU J.01-8

Production d'énergie primaire dans le monde

Source : Agence Internationale de l'Énergie (AIE)

Unité : Million de tep

Pays	*r* 1973	1979	*r* 1985	*r* 1990	*r* 1995	*r* 1997	*r* 1998	1999
Amérique du Nord	**1 703**	**1 852**	**2 005**	**2 118**	**2 213**	**2 273**	**2 294**	**2 276**
dont : Canada	198	210	241	274	349	365	368	367
États-Unis	1 455	1 526	1 569	1 650	1 662	1 684	1 697	1 686
Mexique	49	116	194	194	202	223	229	223
Amérique latine (1)	**356**	**329**	**354**	**419**	**515**	**590**	**603**	**595**
Europe de l'Ouest (2)	**628**	**832**	**1 018**	**1 025**	**1 119**	**1 170**	**1 141**	**1 154**
dont : Union européenne	438	570	724	711	749	767	758	775
Allemagne	172	182	209	185	142	140	132	137
Espagne	11	16	26	34	31	31	32	31
France	**36**	**41**	**86**	**111**	**127**	**128**	**126**	**128**
Italie	20	20	22	25	28	29	29	28
Royaume-Uni	108	193	238	208	257	268	272	281
Europe de l'Est (1)	**1 058**	**1 396**	**1 606**	**1 703**	**1 273**	**1 231**	**1 240**	**1 270**
dont : ex-URSS (1)	989	1 315	1 513	1 625	1 209	1 167	1 178	1 213
Afrique (1)	**475**	**576**	**594**	**693**	**773**	**842**	**853**	**857**
Moyen-Orient (1)	**1 097**	1 138	**583**	**916**	**1 111**	**1 178**	**1 254**	**1 219**
Extrême-Orient (1)	**853**	**1 162**	**1 464**	**1 766**	**2 111**	**2 208**	**2 195**	**2 181**
dont : Chine (1)	429	613	762	903	1 085	1 112	1 086	1 057
Japon	30	39	68	76	99	107	109	104
Océanie	**72**	**91**	**134**	**170**	**200**	**215**	**228**	**227**
Monde (1)	**6 243**	**7 376**	**7 759**	**8 809**	**9 316**	**9 705**	**9 810**	**9 777**

(1) Non compris les énergies renouvelables et les déchets pour les pays non OCDE.
(2) Europe OCDE, y compris la Hongrie, la Pologne, la République Tchèque et la Slovaquie.

TABLEAU J.01-9

Consommation d'énergie primaire dans le monde

Source : Agence Internationale de l'Énergie (AIE)

Unités : Million de tep
Nombre de tep par habitant

Pays	1997		1998		1999	
	Totale	Par habitant	Totale	Par habitant	Totale	Par habitant
Amérique du Nord	**2 558**	**6,52**	**2 591**	**6,54**	**2 661**	**6,64**
dont : Canada	240	7,99	237	7,85	242	7,93
États-Unis	2 177	8,12	2 206	8,15	2 270	8,32
Mexique	142	1,51	148	1,55	149	1,53
Amérique latine	**426**	**1,08**	**444**	**1,10**	**446**	**1,09**
dont : Brésil	170	1,04	176	1,06	180	1,07
Europe de l'Ouest	**1 727**	**3,35**	**1 747**	**3,38**	**1 746**	**3,36**
dont : Union européenne	1 414	3,77	1 439	3,83	1 444	3,83
Allemagne	347	4,23	345	4,20	337	4,11
Espagne	108	2,74	113	2,86	118	3,01
France	**246**	**4,11**	**254**	**4,24**	**255**	**4,23**
Italie	162	2,81	166	2,88	169	2,93
Royaume-Uni	227	3,85	230	3,89	230	3,87
Europe de l'Est (1)	**1 014**	**2,90**	**996**	**2,85**	**1 008**	**2,89**
dont : ex-URSS	909	3,12	894	3,07	916	3,15
Afrique	**473**	**0,64**	**485**	**0,64**	**490**	**0,63**
Moyen-Orient	**325**	**2,10**	**336**	**2,11**	**343**	**2,12**
Extrême-Orient	**2 878**	**0,90**	**2 840**	**0,88**	**2 884**	**0,88**
dont : Chine	1 125	0,91	1 110	0,89	1 106	0,88
Corée du Sud	178	3,88	165	3,55	181	3,87
Inde	466	0,48	471	0,48	480	0,48
Japon	518	4,10	511	4,04	515	4,07
Océanie	**122**	**5,48**	**122**	**5,40**	**126**	**5,54**
Soutes maritimes	**125**	///	**126**	///	**133**	///
Monde (2)	**9 649**	**1,67**	**9 685**	**1,66**	**9 836**	**1,66**

(1) Non compris la Hongrie, la Pologne, la République Tchèque et la Slovaquie (pays inclus dans l'Europe de l'Ouest).
(2) Non compris les énergies renouvelables et les déchets pour les pays hors OCDE.

Chapitre J.02

Charbon

1 Présentation.
2 Méthodologie.
3 Définitions.
4 Sources de documentation.
5 Tableaux.

Liste des tableaux

1 Bilan des combustibles minéraux solides.
2 Extraction nette de charbon et effectifs des houillères et des charbonnages de France.
3 Importation de produits charbonniers.
4 Production et réserves mondiales de charbon.
5 Consommation de charbon dans le monde et part dans la consommation totale d'énergie primaire.

1 Présentation

Consommation

En France, la suprématie du charbon sur les autres énergies est indiscutable jusqu'en 1960, où il atteint son apogée.
Dans les années soixante, le charbon a été concurrencé par le pétrole, alors d'un coût compétitif ; puis, à la suite du premier choc pétrolier de 1973, il a dû faire face aux mutations intervenues dans l'industrie lourde et dans la production d'électricité.
La consommation totale de charbon est passée de 57,5 millions de tonnes (Mt) en 1970 à 20,3 Mt en 2002, soit une baisse de 65 % en 32 ans. Toutefois, cette tendance n'a pas été constante sur la période : en recul jusqu'en 1975 (41,2 Mt), la demande remonte à 52,9 Mt en 1979, pour redescendre de façon régulière à moins de 30 Mt en 1988.
En fait, le profil de la consommation totale est largement défini par la demande des centrales électriques. Celle-ci a crû de 15,1 Mt en 1975 à 28,3 Mt en 1979, pour chuter ensuite à 10,9 Mt en 1988 : le charbon a donc permis de faire face à la demande d'électricité dans les années 1970. Dans les années 80, avec la montée du nucléaire, le charbon a régressé dans la production d'électricité, dont il demeure cependant l'énergie de bouclage. Ainsi, il a été fortement sollicité en 1989 (13,5 Mt), en 1991 (15,7 Mt) et en 1998 (13,3 Mt) pour faire face aux problèmes rencontrés dans le nucléaire et l'hydraulique. Après un niveau historiquement faible en 2001 (7,8 Mt), la demande gagne plus de 12 % en 2002 (8,7 Mt).
Quant à la consommation finale, son déclin est quasiment constant depuis 1960 (50,8 Mt) ; elle atteint ainsi 16 Mt en 1990 et 10,8 Mt en 2002. Elle a chuté de 69 % depuis 1970 et a surtout été affectée par les restructurations de la sidérurgie (7,4 Mt en 2002, contre 15 Mt en 1970) et par le développement de la filière électrique au détriment de la filière à oxygène. Les autres industries, après un certain redémarrage au début des années 1980, ont vu leur demande à nouveau régresser depuis le début des années 1990. Le marché du résidentiel tertiaire ne cesse de se rétrécir (0,85 Mt en 2002 contre 12 Mt en 1970). Dans ce secteur, le charbon est surtout utilisé dans les grandes chaufferies, notamment à travers les réseaux de chaleur. Enfin, le charbon n'a plus de débouchés dans les transports depuis 1970.

Approvisionnements

La production nationale de charbon (houille, lignite et produits récupérés), qui culminait à 58,3 Mt en 1960, a régulièrement diminué jusqu'au premier choc pétrolier de 1973, avec 29,1 Mt. Après une stabilisation à 26 Mt jusqu'en 1977, le déclin reprend, en s'accélérant à partir de 1984, la production tombant sous la barre des 10 Mt à partir de 1994, suite aux fermetures de mines non compétitives. En 2002, elle est de 2,1 Mt.
À 16 Mt en 1960, les importations de charbon sont restées stables jusqu'au premier choc pétrolier. Ensuite, elles n'ont cessé de croître, pour culminer à 32,7 Mt en 1980. En décroissance depuis, elles ont cependant enregistré une remontée conjoncturelle de 1989 à 1992 pour pallier les difficultés rencontrées dans la production d'électricité. En 2002, elles atteignent 19,2 Mt. L'Allemagne (ex-RFA) était notre premier fournisseur au cours des années 1960. Pour faire face à la montée de la demande jusqu'en 1980, on a fait massivement appel aux importations plus compétitives en provenance de l'Afrique du Sud (interrompues en 1986, en application de l'embargo, et reprises en 1992) et des États-Unis. En 2002, l'Afrique du Sud occupe le premier rang (4,9 Mt), suivie de l'Australie (4,3 Mt) et des États-Unis (1,9 Mt).

2 Méthodologie

La production

L'Établissement public des charbonnages de France, créé par la loi du 17 mai 1946, contrôle et coordonne la production du charbon français.

Après la fermeture, au 1er février 2003, de la dernière mine exploitant du lignite dans les Houillères du Bassin du Centre et du Midi (HBCM), seules les Houillères du bassin de Lorraine (HBL) demeurent en activité. Ce gisement est constitué essentiellement de charbon gras, destiné à la cokéfaction, et de flambants. Après la fermeture du site de Merlebach en septembre 2003, la dernière mine mosellane devrait fermer en 2004, mettant fin à l'activité charbonnière dans l'hexagone (avec un an d'avance sur le calendrier du pacte charbonnier signé en 1994).

Les importations

L'ATIC (Association technique de l'importation charbonnière) a perdu, par décret du 9 mai 1995, le monopole d'importation qu'elle détenait depuis sa création en 1944 ; la France s'est ainsi mise en conformité avec les règles de l'Union européenne. Par ailleurs, l'Association a cessé toute activité depuis janvier 2002.

3 Définitions

Description des activités

Les diverses activités du secteur correspondent aux étapes successives de l'extraction, du traitement et éventuellement de la transformation du minerai avant son utilisation finale, c'est-à-dire l'agglomération et la carbonisation.

Extraction

Activité de base, l'extraction consiste à dégager le minerai des autres couches géologiques et à le transporter à la surface. Exceptionnellement, l'exploitation se fait à ciel ouvert.

Traitement et classification des charbons

Afin de donner au charbon les caractéristiques exigées pour son utilisation, le traitement comprend les trois opérations successives du lavage, du concassage et du criblage.
Le charbon peut se définir en fonction de sa formation géologique (tourbe, lignite, houille et anthracite), par la catégorie à laquelle il appartient (huit selon la norme française), par son calibre et par son pouvoir calorifique.

Agglomération

L'agglomération consiste à revaloriser les « fines » (houille réduite à l'état de particules), en les mélangeant avec un liant particulier (brai de houille ou bitume). La pâte obtenue passe ensuite dans une presse pour donner des agglomérés, se présentant sous forme de « boulets » ou de « briquettes ».

Carbonisation ou cokéfaction

Le coke issu de la carbonisation dans les cokeries est utilisé pour la production de la fonte dans les hauts fourneaux où il joue à la fois le rôle d'agent de chauffage, d'agent de réduction et d'élément perméabilisant de la charge.

4 Sources de documentation

Ce chapitre a été réalisé avec la collaboration de l'Observatoire de l'énergie du ministère de l'Économie, des Finances et de l'Industrie (MINEFI / DGEMP / OE).

Autres organismes :
- Charbonnages de France (CDF).
- OCDE/Agence internationale de l'énergie (AIE).

Sites Internet :
- www.industrie.gouv.fr/energie/statistiques-energie.htm
- www.industrie.gouv.fr/energie/statisti/pegase.htm

Publications :
La liste des publications de l'Observatoire de l'énergie figure dans le chapitre J.01 : bilan de l'énergie.

5 Tableaux

Des tableaux supplémentaires sont disponibles sur le cédérom (cf. liste en fin d'annuaire).

TABLEAU J.02-1

Bilan des combustibles minéraux solides (1)

Source : Observatoire de l'Énergie (avril 2003) — *Unité* : Millier de tonnes

Secteur	1973	1979	1985	1990	1995	1998	1999	*r* 2000	*r* 2001	*p* 2002
Production primaire (2)	29 114	23 077	18 942	13 532	8 918	6 112	5 690	4 100	2 671	2 067
Importations	16 467	29 960	21 278	20 745	14 646	20 072	19 103	20 605	17 438	19 208
Exportations	1 958	2 143	1 698	982	803	543	553	822	699	486
Stockage = (-) ; Déstockage = (+)	2 605	1 992	2 218	– 1 732	1 825	1 184	– 325	– 721	– 169	– 475
Consommation de la branche énergie	**18 878**	**31 489**	**21 131**	**15 614**	**11 730**	**14 662**	**12 357**	**11 560**	**8 816**	**9 498**
dont : centrales électriques	14 730	28 265	18 505	13 092	9 931	13 339	11 081	10 426	7 780	8 741
Consommation finale	**27 350**	**21 397**	**19 609**	**15 949**	**12 856**	**12 163**	**11 558**	**11 602**	**10 425**	**10 816**
dont : consommation énergétique	27 189	21 170	19 398	15 683	12 657	11 963	11 369	11 440	10 260	10 659
Sidérurgie	14 349	12 602	9 621	8 394	7 629	7 915	7 651	7 789	6 882	7 408
Industrie (3)	4 124	2 743	5 573	4 713	3 168	2 783	2 544	2 669	2 406	2 404
Résidentiel -Tertiaire	8 664	5 807	4 204	2 576	1 860	1 265	1 174	982	973	847
Transports	52	18	–	–	–	–	–	–	–	–
Consommation totale (4)	**46 228**	**52 886**	**40 740**	**31 563**	**24 586**	**26 825**	**23 915**	**23 162**	**19 241**	**20 313**

(1) Houille, lignite, coke et agglomérés.
(2) Y compris produits de récupération.
(3) Non compris les centrales électriques industrielles.
(4) Consommation non corrigée du climat.

TABLEAU J.02-2

Extraction nette de charbon et effectifs des houillères et des charbonnages de France (1)

Source : Observatoire de l'Énergie (avril 2003), d'après CDF — *Unité* : Millier de tonnes

	1973	1979	1985	1990	1995	1998	1999	2000	2001	2002
Extraction dans l'ensemble des houillères	**28 457**	**21 065**	**16 963**	**12 820**	**8 415**	**5 599**	**5 091**	**3 462**	**2 296**	**1 630**
Houillères de bassin :										
Nord et Pas-de-Calais	10 404	5 386	2 386	232	–	–	–	–	–	–
Lorraine	10 111	9 595	9 813	8 359	5 825	4 000	3 670	2 540	1 875	1 483
Centre-Midi	6 621	5 155	4 149	3 656	2 590	1 599	1 421	922	421	147
Autres mines	1 321	929	615	573	–	–	–	–	–	–
Effectifs en fin d'année (milliers de personnes)	**94,8**	**66,3**	**47,8**	**22,7**	**15,4**	**10,3**	**9,0**	**7,8**	**6,8**	**5,7**
Effectifs des houillères de bassins CDF (2)	94,3	65,7	47,3	22,5	15,4	10,3	9,0	7,8	6,8	5,7
Effectifs des autres mines (3)	0,5	0,6	0,6	0,2	–	–	–	–	–	–

(1) extraction de houille et de lignite.
(2) Effectifs miniers et non - miniers.
(3) Mines exploitées par EDF, y compris autres mines en 1973.

TABLEAU J.02-3

Importation de produits charbonniers (1)

Sources : Observatoire de l'Énergie (avril 2003) et Douanes — *Unité* : Millier de tonnes

Pays	1973	1979	1985	1990	1995	1998	1999	*r* 2000	*r* 2001	*p* 2002
Total	**16 468**	**29 961**	**21 278**	**20 745**	**14 472**	**20 126**	**19 103**	**20 605**	**17 438**	**19 207**
dont : Pays membres de l'Union européenne	11 027	10 396	5 838	3 283	1 025	549	951	1 045	876	1 196
dont : Allemagne (2)	9 398	9 157	4 559	2 216	200	83	189	190	196	389
Royaume-Uni	507	792	280	311	150	71	100	108	110	88
Afrique du Sud	501	8 408	6 444	864	1 714	4 792	4 185	4 523	3 413	4 869
Australie	99	2 407	2 799	3 552	3 026	3 261	4 395	3 841	3 891	4 297
États-Unis	1 792	3 391	4 028	6 605	3 998	3 452	3 645	3 356	2 688	1 890
Pologne	1 968	4 457	1 068	395	656	2 275	773	1 645	963	1 142
ex-URSS	1 079	736	163	777	100	77	200	375	274	347

(1) À partir de 1995, l'ATIC n'est plus en mesure de donner des chiffres avec la précision apportée pour les années antérieures ; à partir de cette date, on peut observer des différences avec les chiffres des tableaux précédents. À partir de 1999, les chiffres sont estimés par l'Observatoire de l'énergie.
(2) À partir de 1991, la série donne les résultats pour l'Allemagne réunifiée.

TABLEAU J.02-4

Production et réserves mondiales de charbon

Sources : Agence internationale de l'énergie (AIE)
Observatoire de l'énergie d'après Conseil mondial de l'énergie (réserves)

Unité : Million de tonnes

Pays	Production								Réserves prouvées à la fin 1999
	Houille (« hard coal »)				Lignite (« brown coal »)				
	1973	1985	1998	*p* 1999	1973	1985	1998	*p* 1999	
Amérique du Nord	**544,9**	**776,9**	**976,0**	**954,8**	**21,2**	**90,8**	**124,5**	**123,2**	**257 966**
dont : États-Unis	530,1	738,8	935,7	916,0	12,9	62,8	78,4	78,4	249 994
Amérique latine	**7,1**	**18,3**	**47,9**	**46,1**	**0,1**	**–**	**–**	**–**	**21 752**
Europe de l'Ouest (1)	**471,9**	**440,0**	**236,3**	**222,4**	**544,7**	**718,3**	**440,7**	**426,6**	**100 785**
dont : Union européenne	281,2	217,4	102,5	96,3	390,0	500,3	242,7	237,7	71 677
Allemagne	104,4	88,8	45,3	43,8	366,4	434,0	166,0	161,3	66 000
France	**25,7**	**15,1**	**4,9**	**4,5**	**2,8**	**1,8**	**0,7**	**0,6**	**36**
Royaume-Uni	130,2	90,8	40,0	36,2	–	–	–	–	1 500
Pologne	156,6	191,6	115,1	109,3	39,2	57,7	62,8	60,8	22 160
Europe de l'Est (2)	**518,7**	**578,3**	**286,9**	**292,3**	**233,8**	**295,8**	**209,9**	**193,4**	**250 713**
dont : ex-URSS	510,6	569,0	284,5	290,5	157,0	157,0	96,9	99,9	229 975
Afrique	**68,0**	**179,0**	**229,0**	**229,3**	**–**	**–**	**–**	**–**	**55 367**
dont : Afrique du Sud	62,4	173,5	223,0	223,5	–	–	–	–	49 520
Extrême-Orient	**571,6**	**1 122,6**	**1 754,2**	**1 690,2**	**10,8**	**26,0**	**67,9**	**66,7**	**213 496**
dont : Chine	417,0	872,3	1 305,5	1 238,3	–	–	–	–	114 500
Inde	78,2	154,2	297,9	291,0	3,3	7,8	23,2	23,6	84 396
Océanie	**57,8**	**119,8**	**224,1**	**227,2**	**24,3**	**38,6**	**66,5**	**67,5**	**82 664**
dont : Australie	55,5	117,5	221,1	223,7	24,1	38,4	66,3	67,3	82 090
Monde	**2 240,9**	**3 235,9**	**3 755,5**	**3 663,7**	**834,8**	**1 169,6**	**909,6**	**877,5**	**984 453**

(1) Europe OCDE, y compris la Hongrie, la Pologne, la République Tchèque et la Slovaquie.
(2) Europe non OCDE.

TABLEAU J.02-5

Consommation de charbon (1) dans le monde et part dans la consommation totale d'énergie primaire

Source : Agence internationale de l'énergie (AIE)

Unité : Million de tep

Pays	1973		1979	1985	1990	1995	*r* 1996	1997	1998	*p* 1999	
	Mtep	%	Mtep	Mtep	Mtep	Mtep	Mtep	Mtep	Mtep	Mtep	%
Amérique du Nord	**328,1**	**16,8**	**389,3**	**454,5**	**484,1**	**506,1**	**529,8**	**563,6**	**573,4**	**573,8**	**21,6**
dont : Canada	15,3	9,5	19,8	25,8	24,3	25,3	25,9	27,5	28,8	27,8	11,5
États-Unis	311,1	17,9	367,0	425,7	456,7	475,3	497,5	529,5	537,9	539,4	23,8
Mexique	1,8	3,3	2,5	3,0	3,2	5,4	6,4	6,6	6,7	6,5	4,4
Amérique latine	**6,9**	**3,1**	**10,7**	**15,9**	**17,1**	**19,6**	**20,3**	**21,5**	**22,0**	**21,0**	**4,7**
Europe de l'Ouest (2)	**425,3**	**30,5**	**454,0**	**476,2**	**437,4**	**361,1**	**363,0**	**350,0**	**336,7**	**316,7**	**18,1**
dont : Union européenne	292,8	25,3	301,5	314,8	300,1	239,8	234,3	223,5	218,6	206,6	14,3
dont : Allemagne	139,4	41,2	138,1	145,2	128,5	91,0	90,1	86,3	84,0	79,4	23,5
Espagne	9,0	17,2	10,8	19,5	19,4	19,5	16,3	18,3	17,3	19,3	16,3
France	**29,2**	**16,6**	**32,4**	**25,1**	**20,2**	**16,1**	**16,6**	**14,7**	**17,2**	**15,3**	**6,0**
Italie	8,1	6,3	10,4	15,3	14,6	12,3	11,2	11,3	11,8	11,8	7,0
Royaume-Uni	76,4	34,6	74,2	62,0	64,0	48,3	44,4	40,0	38,8	35,3	15,3
Europe de l'Est (3)	**345,6**	**35,8**	**371,2**	**346,9**	**330,5**	**235,1**	**226,6**	**208,1**	**200,6**	**205,4**	**20,4**
dont : ex-URSS	319,0	36,7	337,9	301,1	288,8	204,5	196,6	178,3	171,6	181,1	19,8
Afrique	**38,0**	**17,6**	**48,5**	**72,9**	**73,7**	**84,7**	**86,3**	**87,6**	**85,6**	**89,0**	**18,2**
Moyen-Orient	**0,6**	**0,9**	**1,0**	**2,7**	**3,0**	**5,3**	**6,1**	**6,6**	**7,1**	**7,1**	**2,1**
Extrême-Orient	**334,1**	**29,0**	**460,7**	**630,4**	**824,5**	**1 030,9**	**1 080,5**	**1 059,6**	**1 037,5**	**1 017,0**	**35,3**
dont : Chine	202,7	47,2	309,7	408,3	540,4	674,1	702,9	673,9	655,4	628,0	56,8
Japon	57,9	17,9	51,2	71,8	74,0	82,6	84,6	86,5	84,6	87,6	17,0
Océanie	**23,8**	**36,2**	**25,7**	**31,2**	**36,1**	**38,7**	**42,0**	**46,6**	**45,8**	**48,4**	**38,4**
Monde	**1 502,6**	**24,4**	**1 761,0**	**2 030,8**	**2 206,5**	**2 281,5**	**2 354,6**	**2 343,7**	**2 308,7**	**2 278,5**	**23,2**

(1) Houille, lignite, coke et agglomérés.
(2) Europe OCDE y compris la Hongrie, la Pologne, la République Tchèque et la Slovaquie.
(3) Europe non OCDE.

Chapitre J.03

Pétrole

1 Présentation.
2 Méthodologie.
3 Définitions.
4 Sources de documentation.
5 Tableaux.

Liste des tableaux

1 Bilan pétrolier sans correction climatique – France métropolitaine.
2 Importations de pétrole brut.
3 Activité des raffineries pétrolières.
4 Ventes de produits pétroliers raffinés par nature de produits.
5 Production et réserves mondiales de pétrole brut.
6 Pétrole brut : production nette des groupes français à l'étranger.
7 Consommation de pétrole dans le monde et part dans la consommation totale d'énergie primaire.
8 Consommation de pétrole par habitant dans le monde.

1
○ Présentation

Après l'âge d'or, les deux chocs pétroliers.

Le pétrole connaît son âge d'or en France dans les années 1960. Face aux besoins énergétiques du pays, l'abondance et les prix attractifs de cette énergie au niveau international favorisent sa pénétration, au détriment du charbon national qui accuse, à cette époque, une forte perte de rentabilité.

Ainsi de 1960 à 1973, la consommation française de pétrole basée, pour sa quasi-totalité, sur les importations, croît au rythme annuel moyen très élevé de + 12 %, pour culminer, en 1973, à 127 Mtep.

Le premier choc pétrolier de 1973 donne un coup d'arrêt à cette formidable expansion ; mais, après une courte période de recul, la consommation reprend dès 1976. Le deuxième choc pétrolier de 1979 inaugure une plus longue période de baisse où la consommation pétrolière chute de 114 Mtep en 1979 à 82 Mtep en 1985, soit un recul de 30 % en 6 ans.

Pendant toute cette période, une substitution massive du pétrole se produit. L'énergie nucléaire est utilisée pour produire de l'électricité et la demande de pétrole des centrales baisse très sensiblement (15 Mtep en 1973 à 1,3 Mtep en 1985). Ensuite, au niveau de la consommation finale, le gaz et l'électricité concurrencent le pétrole dans l'industrie (sa part chute de 49 % en 1973 à moins de 24 % en 1985) et dans le résidentiel-tertiaire (56 % en 1973 ; 28 % en 1985).

En revanche, la demande de pétrole poursuit sa croissance dans le secteur des transports ; ce dernier représente, en 1985, 42 % de la consommation totale de pétrole contre moins de 25 % en 1973.

Au total, la contribution du pétrole dans la consommation d'énergie primaire chute de 69 % en 1973 à 43,5 % en 1985.

Dans le même temps, on assiste à une sensible diversification géographique des importations de pétrole brut, avec la très forte diminution de la part du Proche-Orient (71 % en 1973 ; 29 % en 1985), l'apparition des pays de la mer du Nord (0 % en 1973 ; 26 % en 1985) et les contributions accrues de l'Afrique Noire et de l'ex-URSS.

Le contre-choc pétrolier de 1986.

Le contre-choc pétrolier de 1986, avec une réduction de moitié des prix du pétrole importé, ainsi que la reprise de la croissance économique relancent, mais de manière modérée, la consommation de pétrole. Cette évolution ne remet pas en cause la baisse des parts de marché du pétrole, mais contribue à en ralentir le rythme.

La crise du Golfe, qui a éclaté en août 1990, n'a pas fondamentalement changé la situation, en raison de sa courte durée.

L'OPEP sort en apparence renforcé de la mini-crise de 1997.

Les fortes variations du cours du pétrole survenues depuis décembre 1997 sont à mettre sur le compte du relâchement puis du respect strict d'une politique de quotas par l'OPEP (lié à l'élection du président Chavez au Venezuela) et d'une industrie fortement cyclique et retardée par de nombreuses fusion-acquisitions.

Le caractère cyclique de l'industrie pétrolière tient à ses investissements lourds et hasardeux, à tous les niveaux de la chaîne (production, transport maritime, raffinage). Les spéculations boursières amplifient de plus en plus les fluctuations des prix : aujourd'hui, les transactions à terme sont 16 fois plus importantes que les transactions « physiques » ; les investissements supportent donc une prime de risque d'autant plus élevée.

Depuis 1999, l'OPEP a établi un mécanisme d'ajustement automatique de sa production lorsque le prix du pétrole sort de la fourchette des 22-28 $/bl : ce mécanisme fonctionne parfaitement et, depuis sa mise en place, les prix du pétrole sont relativement élevés. Dès lors, cela a permis aux pays non OPEP, principalement le Mexique, la Norvège et la Russie, de développer leur production avec une perspective de prix garantis grâce à ce mécanisme, et de conquérir de nouvelles parts de marché au détriment de l'OPEP. Depuis les attentats du 11 septembre puis la deuxième guerre en Irak, le contexte politique, qui a temporairement tiré les prix du pétrole vers le haut, n'est pas favorable à une entente entre cet organisme et les « NOPEP ».

En 2002, le pétrole représente 34,6 % de la consommation d'énergie primaire, 21,3 % de la consommation d'énergie de l'industrie (hors sidérurgie, non compris les usages non énergétiques), 23,7 % de celle du résidentiel-tertiaire, et prédomine dans les transports (97,5 %). Ce secteur recouvre, à lui seul, 65,4 % de la demande de pétrole (hors auto-consommation des raffineries et pertes). Si l'on y ajoute les usages de matières premières (bases pétrochimiques et produits non énergétiques), les usages « captifs » atteignent désormais 70,6 % de la consommation française de pétrole.

En 2002, la production nationale d'hydrocarbures liquides représente seulement 1,7 % de la consommation totale. En ce qui concerne les importations de pétrole brut et autres produits à distiller, la Mer du Nord reste le principal fournisseur de la France, avec une part de marché de 32,7 % (37,0 % en 2001), le Moyen-Orient résiste bien ainsi que l'Afrique, tandis que l'ex-URSS poursuit sa montée en puissance. Alors que la production totale de la Mer du Nord est stable par rapport à 2001, la baisse de sa contribution aux approvisionnements français peut tenir à la chute des coûts de fret, qui ont rendu cette zone comparativement moins attractive. Néanmoins, à terme, la part du Proche-Orient devrait remonter en raison de la forte concentration des réserves de pétrole brut dans cette région du monde.

2
○ Méthodologie

L'industrie du pétrole en France

Le régime pétrolier en France

Historiquement, les pouvoirs publics sont intervenus très tôt pour doter la France d'une industrie pétrolière solide : création de la Compagnie française des pétroles en 1924, vote de la loi de 1928 qui a permis la création d'une industrie du raffinage sur le territoire national et la constitution de stocks de réserve, création progressive du groupe Elf-Aquitaine à partir de la deuxième guerre mondiale, soutien à la constitution de la deuxième industrie parapétrolière mondiale, encouragement à l'exploration sur le territoire national.

Depuis 1985, la France a considérablement libéralisé sa réglementation pétrolière. Désormais les prix sont libres et des opérateurs nombreux et divers peuvent librement importer. Le marché français est un des plus concurrentiels : c'est en France que la part des grandes surfaces dans la distribution de carburants est la plus élevée (50 % pour les carburants auto) et les prix des supercarburants hors taxes sont les plus faibles d'Europe.

Les fondements du régime pétrolier en France, ont été adaptés compte tenu de la mise en place du marché communautaire unique le 1er janvier 1993.

Le Conseil des communautés européennes a arrêté en 1992 une directive harmonisant les règles de circulation des produits pétroliers soumis à accises. Ce projet a fait l'objet d'une transposition en droit interne (loi du 17 juillet 1992).

La loi du 31 décembre 1992, qui abroge et remplace la loi du 30 mars 1928, fixe un nouveau régime pétrolier en France. Elle libéralise l'ensemble des opérations pétrolières réalisées sur le territoire national avec, en particulier, la suppression du principe des autorisations préalables d'importation qui avait caractérisé le régime de la loi de 1928.

La loi de 1992 maintient cependant, sous des formes adaptées, un ensemble de dispositions visant à assurer la pérennité des approvisionnements de la France, parmi lesquelles on peut citer l'obligation de constitution et de conservation de stocks stratégiques.

Les sociétés pétrolières françaises

Par leurs activités d'exploration, de production et de raffinage en France comme à l'étranger, ainsi que les différentes actions de coopération technique et industrielle qu'elles mènent auprès

d'un grand nombre de pays, les sociétés pétrolières françaises possèdent une envergure internationale.
Ainsi, le groupe Total (anciennement Totalfina-Elf) se classe au quatrième rang mondial parmi l'ensemble des compagnies pétrolières, en fonction des critères retenus (chiffre d'affaires, résultats, effectifs...).
Dans le domaine de l'exploration-production à l'étranger, l'ancien Totalfina-Elf s'était implanté surtout en mer du Nord (Frigg, Ekofisk...), en Afrique, notamment dans le golfe de Guinée (Gabon, Congo, Nigéria, Cameroun, Angola), au Moyen-Orient (Abu Dhabi, Oman), en Indonésie, en Amérique latine et en Afrique (Angola). Le groupe avait cependant continué à mener des travaux de recherche un peu partout dans le monde.
En aval, Total figure en bonne place dans le raffinage européen et africain, ainsi que dans la distribution européenne.
Sur le marché français, on trouve dans le raffinage et la distribution, outre Total, des filiales de groupes étrangers (Exxon-Mobil, BP-Amoco, Royal-Dutch-Shell).
La distribution des carburants est également assurée par de nombreux opérateurs (grandes surfaces, dont le nombre de points de vente ne devrait plus augmenter, indépendants). Le réseau de distribution comporte à la fin 2002 environ 14 950 points de vente (– 4,2 % par rapport à 2001), contre 40 400 en 1980.

Description des activités

Exploration – Production
En l'état actuel des techniques, il n'est pas possible de détecter directement la présence d'hydrocarbures dans le sous-sol. L'objet de la recherche est donc de repérer les terrains qui, par leur nature et leur disposition, paraissent les plus propices à leur formation et leur accumulation en gisements. Après une étude géologique de surface, intervient l'analyse géophysique, véritable auscultation de l'écorce terrestre. Elle s'appuie sur l'interprétation de certains effets physiques produits par les roches du sous-sol et perceptibles depuis la surface à l'aide d'instruments de mesure particulièrement sensibles. Ces dernières années, cette analyse a été rendue plus aisée grâce à la sismique en trois dimensions. Mais la géologie et la géophysique ne permettent pas à elles seules de déceler la présence d'hydrocarbures. Ce n'est qu'en forant un puits qu'on peut passer des présomptions à une connaissance plus assurée de l'existence d'un gisement. Un forage sur cinq, en moyenne, dans le monde, découvre des traces d'hydrocarbures. Mais une partie seulement de ces gisements est économiquement exploitable.

Transport
Environ 53 % de la quantité totale de pétrole brut produite dans le monde fait l'objet d'échanges internationaux. Le pétrole brut est acheminé par pipeline (ou oléoduc) ou à bord de navires pétroliers (ou tankers) dont la capacité peut atteindre 350 000 tonnes, voire 550 000 tonnes (Ultra Very Large Crude Carrier).

Raffinage du pétrole
Le raffinage du pétrole brut constitue le maillon industriel dans la chaîne des opérations pétrolières : c'est dans la raffinerie que des pétroles bruts de qualités ou de provenances différentes sont traités et transformés en vue d'obtenir des produits finis.
On sait par le jeu de procédés physiques de séparation (distillation, adsorption, absorption, extraction, etc.) isoler des coupes plus ou moins étroites du brut de base.
Les unités de conversion (reformage, craquage, désalphaltage, alkylation, polymérisation, isomérisation, hydrocraquage, etc.) permettent ensuite d'obtenir les produits finis qui doivent obéir aux spécifications commerciales.
Ces opérations sont effectuées en continu dans de grandes unités de production intégrées ne nécessitant en fonctionnement normal qu'un faible personnel n'exerçant essentiellement qu'un travail de surveillance.

Distribution
Le mode de distribution varie en fonction de l'importance du consommateur.
D'une manière générale, les raffineries approvisionnent directement les consommateurs qui utilisent des quantités importantes de produits pétroliers. C'est le cas, notamment, des centrales électriques, d'usines, d'entreprises de travaux routiers, des aéroports. Ainsi, pratiquement tous les achats massifs de fioul lourd, de bitume et de carburéacteur parviennent directement à leur destinataire par des moyens de transport, généralement peu coûteux, adaptés à chaque cas. La gamme est vaste : pipelines, trains de wagons-citernes, caboteurs, transport fluvial et, éventuellement, de très gros camions-citernes en semi-remorques de 35 tonnes.
Pour répondre, en revanche, aux demandes de livraisons de quantités plus faibles, les produits pétroliers vont transiter par des dépôts. Unités de stockage situées à proximité des zones de consommation, les dépôts constituent un relais indispensable entre la raffinerie et l'utilisateur des produits pétroliers.
Du dépôt jusqu'à l'utilisateur final, la distribution des produits pétroliers se fait uniquement par véhicules routiers. Ainsi, ce sont des camions-citernes qui approvisionnent en carburant les stations-service et assurent les livraisons de fioul domestique, destiné au chauffage des particuliers.

3 ○ Définitions

Hydrocarbures
Composés complexes de carbone et d'hydrogène, les hydrocarbures liquides sont des combustibles fossiles constitués au cours des âges géologiques lors du tassement de sédiments terrestres ou marins d'origine organique.

OPEP
Organisation des pays producteurs de pétrole. Créée en 1960, elle regroupe l'Algérie, l'Arabie Séoudite, les Émirats Arabes Unis, l'Indonésie, l'Iran, l'Irak, le Koweït, la Libye, le Nigéria, le Qatar et le Vénézuela.

Pays de la mer du Nord
Ce sont le Royaume-Uni, la Norvège, les Pays-Bas et le Danemark.

Réserves prouvées
Quantité de pétrole brut qu'on estime pouvoir extraire des gisements connus dans l'avenir, et d'après les renseignements géologiques et techniques disponibles. Les chiffres publiés sont à utiliser avec précaution.
Comme pour les autres grandeurs, les réserves, s'agissant de la France, sont les réserves en métropole.

4 ○ Sources de documentation

Ce chapitre a été réalisé avec la collaboration de l'Observatoire de l'énergie du ministère de l'Économie, des Finances et de l'Industrie (MINEFI / OE).

Organismes :
– Ministère de l'Économie, des Finances et de l'Industrie.
-Observatoire de l'énergie.
-Direction des Ressources énergétiques et minérales(DIREM).
-Direction générale des Douanes et des Droits Indirects (DGDDI).
– Comité Professionnel du Pétrole (CPDP).
– OCDE/Agence Internationale de l'Énergie (AIE).

Sites Internet :
- www.industrie.gouv.fr/energie/statistiques-energie.htm
(Y figurent notamment toutes les publications gratuites de l'OE)
- www.industrie.gouv.fr/energie/statisti/pegase.htm (PEGASE est une base de données en ligne).

Publications :
La liste des publications disponibles figure dans le chapitre J.01 : Bilan de l'énergie.

5 ○ Tableaux

TABLEAU J.03-1

Bilan pétrolier - France métropolitaine (sans correction climatique) (1)

Source : Observatoire de l'Énergie — *Unité* : Millier de tonnes

	1973	1979	1985	1990	*r* 1995	*r* 1998	*r* 1999	*r* 2000	*r* 2001	*p* 2002
Ressources										
Production primaire :										
Pétrole brut (2)	1 320	1 190	2 642	3 024	2 486	1 709	1 539	1 417	1 382	1 317
Produits raffinés (PR)	900	900	659	413	592	416	386	363	299	298
Importations :										
Pétrole brut (2)	134 920	127 120	73 896	73 310	78 017	90 423	82 111	85 626	86 324	80 159
Produits raffinés (PR)	6 350	10 210	18 460	26 709	27 480	25 451	29 495	30 099	28 287	31 918
Exportations de produits raffinés	– 12 970	– 16 460	– 11 894	– 14 417	– 14 218	– 19 491	– 16 197	– 19 239	– 19 462	– 18 231
Soutes maritimes internationales	– 5 523	– 4 895	– 2 467	– 2 614	– 2 341	– 2 955	– 2 985	– 3 086	– 2 616	– 2 535
Stocks : (+ = déstockage, - = stockage)										
Pétrole brut (2)	– 1 140	– 750	463	– 419	–	– 53	438	– 80	36	258
Produits raffinés (PR)	– 930	– 2 980	1 897	765	– 240	446	1 154	– 1 058	701	– 712
Total consommation primaire (3)	**122 927**	**114 335**	**83 656**	**86 771**	**91 776**	**95 946**	**95 941**	**94 042**	**94 951**	**92 472**
Emplois										
Branche énergie	26 970	22 120	8 959	8 070	8 077	8 351	7 841	7 758	7 073	6 721
Usages non énergétiques (PR)	9 087	9 405	9 172	10 262	13 037	14 428	14 769	14 959	14 180	13 881
Consommation finale énergétique (PR)	**87 420**	**82 728**	**65 525**	**68 439**	**70 823**	**73 167**	**73 331**	**71 325**	**73 698**	**71 870**
Sidérurgie	2 457	1 768	420	340	138	201	181	83	95	90
Industrie	23 509	20 747	10 234	9 129	8 476	8 399	7 567	7 428	7 245	6 774
Résidentiel-Tertiaire	33 655	27 186	20 079	16 328	16 330	16 087	15 836	14 543	16 096	14 195
Agriculture	2 845	2 920	2 659	2 690	2 518	2 595	2 510	2 394	2 399	2 480
Transports	24 954	30 107	32 133	39 952	43 360	45 885	47 236	46 877	47 863	48 331
Total consommation primaire (3)	**123 477**	**114 253**	**83 656**	**86 771**	**91 937**	**95 946**	**95 941**	**94 042**	**94 951**	**92 472**

(1) Depuis avril 2002, la méthodologie a été alignée sur celle d'EUROSTAT, de l'AIE (Agence Internationale de l'Énergie) et du CME (Conseil Mondial de l'Énergie) ; les chiffres sont rétropolés.
(2) On observe sur certaines années un écart entre les ressources et les emplois ; un travail de rétropolation est en cours.
(3) Y compris condensats et autres produits à distiller.

TABLEAU J.03-2

Importations de pétrole brut (1)

Source : Observatoire de l'Énergie — *Unité* : Million de tonnes

Pays	1973	1979	1985	1990	1995	1998	1999	2000	*r* 2001	*p* 2002
Moyen-Orient	**96,4**	**95,8**	**22,1**	**31,7**	**34,8**	**39,3**	**33,6**	**31,6**	**24,9**	**23,0**
Abu Dhabi/Oman	15,9	7,1	2,1	1,5	–	0,6	–	–	0,3	–
Arabie Saoudite	30,2	45,3	6,0	15,2	20,4	18,1	15,1	15,2	11,4	10,6
Koweit	15,5	4,9	0,6	–	1,1	0,8	1,7	1,4	1,1	1,6
Irak	18,7	24,2	6,4	3,0	–	8,4	7,4	7,2	5,4	4,4
Iran	10,8	6,8	4,1	9,1	10,5	7,9	6,8	5,2	3,6	3,8
Qatar	3,4	3,8	1,6	0,2	–	–	–	0,1	–	–
Syrie	0,6	2,1	0,5	2,2	2,9	3,5	2,6	2,5	3,0	2,5
Autres	17,3	8,7	0,8	0,6	–	–	–	–	0,1	–
Mer du Nord (2)	**0,2**	**4,1**	**19,2**	**10,4**	**23,2**	**29,6**	**28,7**	**31,9**	**31,9**	**26,1**
Afrique	**28,9**	**20,7**	**22,7**	**20,9**	**13,4**	**15,8**	**12,0**	**13,9**	**18,7**	**16,1**
dont : Algérie	11,1	5,1	3,6	3,0	2,6	3,4	3,0	3,5	4,3	3,6
Cameroun/Angola	2,4	1,3	3,4	5,8	1,6	1,4	1,3	2,2	3,9	4,2
Gabon/Congo	–	–	2,6	4,9	1,0	1,4	0,1	0,3	1,6	1,2
Libye	6,5	4,1	3,1	2,9	1,7	2,5	2,3	2,4	3,0	1,6
Nigéria	12,6	9,7	8,1	3,1	5,7	6,2	4,9	4,8	5,3	4,3
Ex-URSS	3,4	5,1	4,1	6,2	6,3	5,7	7,8	8,0	10,1	14,4
Mexique	–	–	2,7	2,5	–	–	–	–	–	0,1
Vénézuela	1,8	1,0	0,6	0,5	–	–	–	–	–	–
Autres	4,2	0,4	2,5	1,1	0,4	–	–	0,3	0,7	0,4
Total des importations	**134,9**	**127,1**	**73,9**	**73,4**	**78,0**	**90,4**	**82,1**	**85,6**	**86,3**	**80,2**
dont : Façonnage (3)	7,8	8,8	3,6	1,7	–	–	–	–	–	–

(1) Y compris condensats et autres produits à distiller.
(2) Royaume-Uni, Pays-Bas, Norvège et Danemark.
(3) Travail à façon pour compte de pays étranger.

TABLEAU J.03-3

Activité des raffineries pétrolières (1)

Sources : Ministère de l'Économie, des Finances et de l'Industrie (Direction des Ressources énergétiques et minérales)
Observatoire de l'Énergie

Unité : Millier de tonnes

	1973	1979	1985	1990	1995	1998	1999	2000	*r* 2001	*p* 2002
Nombre de raffineries au 31 décembre	23	22	15	13	13	13	13	13	13	13
Capacité de distillation atmosphérique	153 885	166 840	108 772	90 425	91 900	95 700	93 900	96 300	98 500	98 400
Brut traité (2)	134 958	127 642	76 878	75 350	79 961	91 914	83 369	86 004	87 517	81 553
Taux d'utilisation des raffineries (en %)	87,7	76,5	70,7	89,1	88,0	96,0	87,0	89,3	89,2	83,3
Production nette totale de produits finis	127 505	120 788	75 118	72 851	74 200	86 100	77 700	80 300	82 000	76 200

(1) France métropole, non compris la raffinerie SARA à Fort de France.
(2) Y compris le façonnage.

TABLEAU J.03-4

Ventes de produits pétroliers raffinés par nature de produits (1)

Source : Comité professionnel du pétrole (CPDP)

Unité : Millier de tonnes

Produit	1973	1979	1985	1990	1995	*r* 1998	1999	2000	*r* 2001	*p* 2002
Produits pétroliers raffinés	**117 332**	**110 649**	**77 581**	**82 250**	**86 575**	**91 763**	**92 445**	**90 440**	**91 292**	**91 659**
dont : Essences auto	15 772	17 701	18 006	18 231	15 651	14 550	14 548	13 598	13 390	12 925
Sans plomb	–	–	–	2 602	7 859	9 529	10 215	10 675	11 252	11 361
Sans plomb 95	–	–	–	–	1 592	3 495	4 325	5 357	6 428	6 902
Sans plomb 98	–	–	–	2 602	6 267	6 034	5 890	5 318	4 824	4 459
Super	12 973	14 680	15 721	14 933	7 791	5 021	4 333	2 924	2 138	1 564
Ordinaire	2 799	3 021	2 285	696	–	–	–	–	–	–
Gazole	6 533	9 233	10 906	17 461	22 869	25 667	26 667	27 031	28 345	29 319
Carburéacteur	1 812	2 466	2 588	3 735	4 565	5 324	5 788	5 978	5 868	5 847
Fioul domestique (2)	37 937	31 261	21 024	17 363	16 833	17 744	17 379	16 066	17 667	15 949
Fioul lourd (2)	38 892	33 165	10 273	8 500	6 951	7 745	7 105	6 853	5 495	5 509
GPL (3)	2 696	3 084	2 934	2 797	2 888	3 204	3 230	3 178	3 096	2 982
Lubrifiants (2)	1 009	1 017	867	974	911	926	918	930	895	880
Bitumes	3 395	2 917	2 192	3 012	3 103	3 248	3 369	3 393	3 410	3 242
Naphta	...	...	6 051	7 038	8 991	8 510	8 595	8 516	8 125	8 026

(1) Économie civile : marché intérieur acquitté et sous douane, soutes françaises et étrangères.
(2) Soutes comprises.
(3) GPL = Gaz de pétrole liquéfié = Butane + Propane.

TABLEAU J.03-5

Production et réserves mondiales de pétrole brut

Sources : AIE/OCDE (production) et Oil and Gas Journal (réserves)

Unité : Million de tonnes

Pays	Production (y compris condensats)										Réserves prouvées au 1er janvier 2002 (milliards de tonnes)
	r 1973	%	*r* 1979	*r* 1985	*r* 1990	*r* 1995	*r* 1998	1999	*p* 2000	%	
Amérique du Nord	**635**	**22,2**	**644**	**732**	**656**	**651**	**671**	**642**	**656**	**18,4**	**7,3**
dont : Canada	94	3,3	84	84	92	110	125	119	126	3,5	0,7
États-Unis	513	18,0	475	494	413	387	374	358	359	10,1	3,0
Mexique	27	1,0	84	154	151	154	172	164	171	4,8	3,7
Amérique latine	**245**	**8,6**	**199**	**188**	**226**	**296**	**352**	**342**	**350**	**9,8**	**13,1**
dont : Brésil	8	0,3	8	27	33	36	51	57	64	1,8	1,2
Vénézuéla (1)	178	6,2	125	89	113	155	180	164	172	4,8	10,6
Europe de l'Ouest (2)	**23**	**0,8**	**116**	**195**	**207**	**303**	**316**	**322**	**323**	**9,1**	**2,4**
dont : Norvège	2	0,1	19	38	82	139	150	149	158	4,4	1,3
Royaume-Uni	1	–	78	128	92	130	132	137	127	3,6	0,7
Europe de l'Est	**449**	**15,7**	**599**	**612**	**583**	**363**	**371**	**379**	**402**	**11,3**	**8,0**
dont : ex-URSS	429	15,0	580	595	571	352	361	370	393	11,0	7,8
Afrique	**289**	**10,1**	**329**	**264**	**316**	**340**	**370**	**356**	**366**	**10,3**	**10,5**
dont : Algérie (1)	51	1,8	58	50	57	56	61	63	66	1,9	1,3
Angola	8	0,3	7	11	23	30	36	37	37	1,0	0,7
Égypte	9	0,3	26	45	45	47	43	41	39	1,1	0,4
Libye (1)	106	3,7	103	51	66	69	75	67	68	1,9	4,0
Nigéria (1)	101	3,5	114	74	88	98	106	98	103	2,9	3,3
Moyen-Orient	**1 054**	**36,9**	**1 082**	**522**	**816**	**967**	**1 074**	**1 032**	**1 089**	**30,6**	**93,5**
dont : Arabie Saoudite (1)	380	13,3	483	182	338	431	439	402	427	12,0	35,7
Émirats arabes unis (1)	74	2,6	88	50	91	107	113	103	112	3,2	13,3
Iran (1)	293	10,3	161	112	156	183	183	176	186	5,2	12,2
Irak (1)	100	3,5	172	71	99	27	105	125	127	3,6	15,3
Koweït (1)	151	5,3	127	54	44	102	105	96	102	2,9	13,2
Oman	15	0,5	15	25	35	44	46	48	49	1,4	3,7
Extrême-Orient	**145**	**5,1**	**227**	**257**	**298**	**327**	**340**	**334**	**340**	**9,5**	**5,5**
dont : Chine	54	1,9	106	125	138	150	161	160	163	4,6	3,3
Indonésie (1)	66	2,3	77	66	73	76	75	69	65	1,8	0,7
Océanie	**19**	**0,7**	**22**	**28**	**29**	**29**	**32**	**26**	**34**	**0,9**	**0,5**
Monde	**2 859**	**100,0**	**3 219**	**2 798**	**3 132**	**3 275**	**3 525**	**3 433**	**3 560**	**100,0**	**140,8**
dont : OPEP	1 528	53,4	1 532	816	1 147	1 324	1 473	1 395	1 465	41,1	111,7
non OPEP	1 331	46,6	1 686	1 983	1 985	1 951	2 052	2 039	2 096	58,9	29,1

(1) Pays membres de l'OPEP. L'Équateur s'est retiré de l'OPEP le 1er janvier 1993 et le Gabon le 1er janvier 1995.
(2) Europe OCDE, y compris la Hongrie, la Pologne, la République Tchèque et la Slovaquie.

TABLEAU J.03-6

Pétrole brut : production nette des groupes français à l'étranger

Source : Comité professionnel du pétrole

Unité : Million de tonnes

Pays	1978	1985	1990	1995	1997	1998	1999	2000	*p* 2001
Europe	**2,6**	**2,2**	**9,3**	**16,3**	**15,6**	**14,7**	**19,9**	**19,2**	**20,2**
dont : Norvège	2,3	1,3	3,0	7,0	7,8	7,5	11,3	12,1	12,8
Royaume-Uni	–	0,3	5,0	8,8	7,4	6,9	8,5	7,0	7,3
Afrique	**25,9**	**14,3**	**21,7**	**28,0**	**29,6**	**29,7**	**28,5**	**28,3**	**27,3**
dont : Algérie	11,8	0,3	0,3	0,4	1,0	2,0	2,3	2,5	2,4
Congo	1,4	3,7	4,7	4,8	5,3	5,7	5,4	6,0	5,5
Gabon	9,1	5,6	7,5	9,7	9,6	8,7	7,3	5,9	5,2
Nigéria	1,8	2,0	4,3	7,1	6,8	6,4	6,0	6,8	7,2
Moyen-Orient	**14,3**	**10,5**	**14,3**	**14,6**	**15,0**	**16,5**	**16,6**	**17,5**	**17,4**
dont : Abu Dhabi/Dubaï	13,2	9,5	12,9	12,0	12,0	...	...	1,0	0,9
Amérique	**2,1**	**0,7**	**2,5**	**2,5**	**3,4**	**4,3**	**5,2**	**4,2**	**5,5**
Océanie / Extrême-Orient	**2,9**	**1,7**	**1,1**	**1,2**	**1,2**	**1,6**	**1,5**	**1,4**	**1,3**
Total (1)	**47,8**	**29,4**	**48,9**	**62,6**	**64,7**	**67,6**	**72,9**	**71,0**	**72,0**

(1) Y compris autres pays non identifiés en 1998 et 1999.

TABLEAU J.03-7

Consommation de pétrole (1) dans le monde et part dans la consommation totale d'énergie primaire

Source : Agence Internationale de l'Énergie (AIE) — *Unités* : Million de tep et %

Pays	1973		1979	1985	1990	1995	1997	1998	1999	
	Mtep	%	Mtep	Mtep	Mtep	Mtep	Mtep	Mtep	Mtep	%
Amérique du Nord	**938**	**48,0**	**1 032**	**880**	**931**	**965**	**1 021**	**1 042**	**1 061**	**39,9**
dont : Canada	81	50,3	92	70	77	78	82	85	86	35,7
États-Unis	824	47,5	884	737	770	802	851	865	881	38,8
Mexique	33	60,0	56	74	83	85	88	92	93	62,5
Amérique latine	**124**	**55,3**	**157**	**142**	**155**	**187**	**203**	**213**	**212**	**47,6**
dont : Brésil	38	46,2	57	50	59	71	85	88	89	49,4
Europe de l'Ouest (2)	**759**	**54,5**	**757**	**603**	**631**	**665**	**680**	**696**	**692**	**39,7**
dont : Union européenne	689	59,5	673	522	549	580	591	605	602	41,7
Allemagne	162	47,9	161	124	126	136	139	140	135	40,1
Espagne	38	73,3	49	40	46	56	57	61	64	53,8
France	**124**	**70,4**	**115**	**84**	**87**	**85**	**86**	**91**	**90**	**35,4**
Italie	100	77,9	100	83	89	93	92	92	89	52,9
Royaume-Uni	112	50,5	95	79	83	85	82	83	83	36,0
Europe de l'Est	**359**	**37,3**	**475**	**473**	**456**	**253**	**227**	**221**	**218**	**21,7**
dont : ex-URSS	322	37,0	423	431	408	221	193	188	187	20,5
Afrique	**42**	**19,4**	**62**	**77**	**88**	**94**	**99**	**106**	**96**	**19,6**
Moyen-Orient	**50**	**75,6**	**85**	**132**	**142**	**182**	**176**	**177**	**179**	**52,2**
Extrême-Orient	**409**	**35,5**	**504**	**466**	**619**	**807**	**893**	**856**	**897**	**31,1**
dont : Chine	56	13,1	97	97	116	165	199	197	215	19,5
Corée du Sud	13	63,6	27	27	50	95	110	92	100	55,0
Inde	24	12,5	32	44	59	74	83	85	94	19,5
Japon	252	77,9	259	204	253	270	272	263	266	51,7
Océanie	**32**	**47,9**	**36**	**32**	**36**	**40**	**42**	**42**	**42**	**33,3**
Soutes maritimes (3)	**123**	**100,0**	**112**	**89**	**110**	**118**	**125**	**126**	**133**	**100,0**
Monde	**2 836**	**46,0**	**3 219**	**2 894**	**3 168**	**3 310**	**3 467**	**3 479**	**3 531**	**35,9**

(1) Pétrole brut et produits pétroliers raffinés.
(2) Europe OCDE, y compris la Hongrie, La Pologne, la République Tchèque et la Slovaquie.
(3) Il s'agit principalement de fioul domestique (FOD) acheté à l'étranger et consommé par des navires battant pavillon national.

TABLEAU J.03-8

Consommation de pétrole (1) par habitant dans le monde

Source : Agence Internationale de l'Énergie (AIE) — *Unité* : Tep par habitant

Pays	1973	1979	1985	1990	1995	1997	1998	1999
Amérique du Nord	**3,26**	**3,29**	**2,60**	**2,59**	**2,52**	**2,60**	**2,63**	**2,65**
dont : Canada	3,60	3,80	2,72	2,78	2,66	2,75	2,82	2,83
États-Unis	3,89	3,93	3,09	3,08	3,05	3,17	3,20	3,23
Mexique	0,62	0,88	0,99	1,02	0,93	0,94	0,96	0,96
Amérique latine	**0,50**	**0,55**	**0,44**	**0,44**	**0,49**	**0,51**	**0,53**	**0,52**
dont : Brésil	0,37	0,48	0,37	0,40	0,45	0,52	0,53	0,53
Europe de l'Ouest (2)	**1,67**	**1,61**	**1,24**	**1,27**	**1,30**	**1,32**	**1,35**	**1,33**
dont : Union européenne	1,98	1,89	1,45	1,50	1,55	1,57	1,61	1,60
Allemagne	2,05	2,06	1,60	1,59	1,66	1,70	1,71	1,65
Espagne	1,10	1,32	1,03	1,20	1,42	1,45	1,56	1,62
France	**2,33**	**2,08**	**1,48**	**1,50**	**1,43**	**1,44**	**1,51**	**1,50**
Italie	1,83	1,77	1,47	1,57	1,62	1,60	1,59	1,55
Royaume-Uni	1,98	1,69	1,39	1,44	1,44	1,38	1,39	1,39
Europe de l'Est	**1,18**	**1,48**	**1,40**	**1,31**	**0,72**	**0,65**	**0,63**	**0,63**
dont : ex-URSS	1,29	1,60	1,55	1,41	0,76	0,66	0,65	0,65
Afrique	**0,11**	**0,14**	**0,14**	**0,14**	**0,13**	**0,13**	**0,14**	**0,12**
Moyen-Orient	**0,70**	**0,96**	**1,19**	**1,09**	**1,23**	**1,13**	**1,11**	**1,10**
Extrême-Orient	**0,19**	**0,21**	**0,18**	**0,22**	**0,26**	**0,28**	**0,26**	**0,27**
dont : Chine	0,06	0,10	0,09	0,10	0,14	0,16	0,16	0,17
Corée du Sud	0,39	0,72	0,65	1,17	2,10	2,38	1,98	2,13
Inde	0,04	0,05	0,06	0,07	0,08	0,09	0,09	0,09
Japon	2,32	2,23	1,69	2,05	2,15	2,16	2,08	2,10
Océanie	**1,92**	**2,06**	**1,65**	**1,78**	**1,84**	**1,88**	**1,85**	**1,84**
Monde	**0,70** *r*	**0,72** *r*	**0,59** *r*	**0,59** *r*	**0,57** *r*	**0,58** *r*	**0,57** *r*	**0,57**

(1) Pétrole brut et produits pétroliers raffinés.
(2) Europe OCDE, y compris la Hongrie, La Pologne, la République Tchèque et la Slovaquie.

Chapitre J.04

Électricité

1 Présentation.
2 Méthodologie.
3 Définitions.
4 Sources de documentation.
5 Tableaux.

Liste des tableaux

1 Bilan de l'électricité.

2 Puissance des centrales électriques par type de centrale.

3 Longueur des lignes électriques (en fin d'année).

4 Consommation finale d'électricité corrigée du climat, par secteur d'utilisation.

5 Personnel des exploitations de production et de distribution d'électricité en fin d'année.

6 Production brute d'électricité nucléaire des principaux pays producteurs.

7 Consommation d'électricité par habitant dans le monde.

1
○ Présentation

La consommation d'électricité en France

Entre 1973, année du premier choc pétrolier, et 2002, la consommation intérieure d'électricité s'est développée deux fois plus vite que l'ensemble de la consommation d'énergie. Elle a plus que doublé au cours de la période pour atteindre 450 TWh en 2002. L'électricité représente ainsi 21,7 % de la consommation finale énergétique ; en 1973, cette part était de 9,7 %.
Les secteurs résidentiel et tertiaire ont connu les plus forts taux de progression de la demande depuis 1973, la France se singularisant, par rapport aux autres pays européens, par un développement substantiel du chauffage électrique. Ensemble, ils représentent 61 % de la consommation finale, tandis que l'industrie en représente 30 % (48 % en 1973).

La production, par filière

Début 2002, le parc national des équipements de production d'électricité a une puissance maximale de l'ordre de 116 GW, dont 63 GW pour le parc nucléaire (59 tranches).
La mise en place du programme électro-nucléaire, à partir de 1974, a permis une substitution massive de l'énergie nucléaire au fioul pour la production d'électricité, en même temps qu'elle contribuait à la satisfaction de la demande.
À la suite du second choc pétrolier, la consommation d'électricité s'est développée moins vite que prévu, faisant apparaître une surcapacité nucléaire. Celle-ci s'est traduite par l'absence de nouvelles commandes de centrales entre 1987 et 1990, et par le développement des exportations qui atteignent 80 TWh en 2002 et contribuent au redressement de la balance commerciale. Quatre nouvelles tranches de type « palier N4 », de 1450-1495 MW, sont entrées en service industriel entre 2000 et 2002.
La montée en puissance de la production nucléaire, qui passe de 14 TWh en 1973 à 416 TWh en 2002, s'accompagne d'une réduction de la production thermique classique. Celle-ci atteint 52 TWh en 2002, soit 46 % de son niveau de 1973, et repose essentiellement sur des centrales au charbon. En 2002, la production thermique classique représente 9,85 % de la production totale assurée pour l'essentiel (77,9 %) par les centrales nucléaires.
L'équipement des grands sites hydrauliques aménageables est presque achevé et leur capacité de production (25 GW en 2002) est près d'atteindre son maximum. Ainsi, la part de l'hydraulique dans la production totale d'électricité se réduit : elle est passée de 27 % à 12 % au cours des vingt dernières années.
Par ailleurs, la nécessité de réduire la sensibilité aux aléas climatiques du système électrique, caractérisé notamment par une forte demande en période de pointe, conduit à développer l'autoproduction, la cogénération et les contrats d'importation d'électricité en pointe.
Enfin, la substitution du nucléaire aux combustibles fossiles contribue à la réduction des émissions polluantes. Ainsi, par exemple, les émissions de dioxyde de carbone pour la production d'un kWh sont presque dix fois moindres aujourd'hui qu'en 1973.

2
○ Méthodologie

Organisation de l'industrie de l'électricité en France

La loi du 8 avril 1946 crée Électricité de France, entreprise nationale, industrielle et commerciale, dont la vocation est de subvenir aux besoins de la nation en énergie électrique « aux meilleures conditions de coût, de qualité de service et dans le souci de l'intérêt général ». Dans le cadre de cette mission, EDF assure l'essentiel de la production d'électricité en France, ainsi que sa distribution aux différents usagers.
La transposition en droit français de la Directive « concernant des règles communes pour le marché intérieur de l'électricité » (directive 96/92/CE du 19 décembre 1996) a profondément modifié l'organisation électrique française. Ainsi, sans abroger la loi de 1946, la loi du 10 février 2000 sur le service public de l'électricité, modifiée par la loi du 3 janvier 2003, entraîne-t-elle notamment la création de la Commission de Régulation de l'Électricité (CRE), ainsi que du gestionnaire du réseau de transport, le RTE, qui assure désormais le transport de l'électricité en haute tension en France.
La loi du 10 février 2000 modifiée laisse par ailleurs toute latitude au gouvernement pour fixer les seuils d'ouverture du marché, dans le respect des dispositions de la directive européenne de 1996. Le seuil d'éligibilité, initialement fixé en mai 2000 à 16 GWh, a ainsi été abaissé à 7 GWh par le décret du 5 février 2003, permettant à la France de respecter la part communautaire applicable en 2003 : 34,53 %. La deuxième directive 2003/54/CE du 26 juin 2003 prévoit ensuite une ouverture à la concurrence du marché de l'électricité pour tous les clients non résidentiels à partir du 1er juillet 2004 au plus tard, ce qui représentera au moins 70 % de la totalité du marché, et pour tous les clients à partir du 1er juillet 2007.
EDF produit 93 % de l'électricité française, le complément étant essentiellement fourni par les centrales des charbonnages de France et de la sidérurgie. Avec 96 % des livraisons, elle domine par ailleurs le marché de la distribution qu'elle partage toutefois avec un certain nombre de petites régies municipales.
EDF exporte environ 15 % de sa production vers les pays voisins : Allemagne, Suisse, Italie, Royaume-Uni... Maître d'ouvrage et exploitant, Électricité de France met son expérience au service des pays étrangers dans le domaine de la production, du transport et de la distribution d'électricité, en intervenant dans l'aménagement hydroélectrique, la construction de barrages, de centrales thermiques classiques ou nucléaires, etc.
La France possède, par ailleurs, une compétence scientifique et technique qui couvre toute la filière nucléaire, avec notamment le CEA (recherche), la COGEMA (cycle du combustible) et FRAMATOME (construction de chaudières nucléaires).

3
○ Définitions

Production

Les centrales hydrauliques

Dans ces centrales, les turbines sont actionnées par une chute d'eau. Pour amener l'eau dans les turbines, on construit généralement un barrage sur un cours d'eau, de façon à constituer une réserve. Selon le cas, la centrale est située au pied du barrage – ce sont les usines barrages – ou loin de celui-ci, pour les usines de dérivation.
Les usines hydrauliques se classent en quatre catégories, en fonction de l'importance de la réserve : les usines de lac, les usines d'éclusée, les usines au fil de l'eau, les usines de pompage.
Citons également l'usine marémotrice de la Rance, qui est la seule au monde capable de convertir en énergie électrique la force des marées.
La France, relativement favorisée par ses régions montagneuses qui offrent de nombreux sites hydrauliques, figure parmi les grands pays européens producteurs d'énergie hydro-électrique.

Les centrales nucléaires

Dans ces centrales, la chaleur est dégagée par la fission de l'uranium qui s'opère dans le coeur du réacteur.
La fission est le phénomène de rupture de certains noyaux atomiques qui présentent la propriété d'être fissiles. Lorsqu'un neutron entre en collision avec un noyau d'U 235, celui-ci se brise en deux noyaux plus petits, libérant une grande quantité d'énergie et émettant deux ou trois neutrons qui viendront à leur tour heurter un autre noyau d'U 235. Il s'engage ainsi une réaction en cascade.
Pour que cette réaction en chaîne s'établisse, il faut rassembler en un même volume une masse suffisante de noyaux fissiles, appelée masse critique. Dans le réacteur, celle-ci devra permettre de contrôler la réaction en chaîne pour obtenir un dégagement d'énergie continu et prédéterminé. Ce réglage fin pourra être assuré par des barres de contrôle faites de matériaux, comme le cadmium ou le bore, qui absorbent les neutrons.

Le cœur d'une chaudière nucléaire est composé de deux éléments indispensables :
– l'assemblage des combustibles nucléaires,
– le modérateur qui permet de ralentir les neutrons pour les mettre en équilibre thermodynamique avec la matière environnante.
En outre, pour récupérer la chaleur produite dans le combustible, on utilisera le fluide caloporteur qui, selon le cas, sera du gaz carbonique sous pression, de l'eau ordinaire à la pression atmosphérique, sous pression ou bouillante, de l'eau lourde, ou encore des métaux liquides, comme le sodium, ou des liquides organiques. Ce sont les caractéristiques de ces trois éléments qui déterminent les filières nucléaires, dont les principales sont :
– la filière uranium naturel - graphite - gaz (UNGG). Cette filière coûteuse et insuffisamment productive a été abandonnée par la France en 1969 ;
– la filière réacteur à eau pressurisée (REP).
Exploité à l'origine sous licence américaine, PWR (Pressurized Water Reactor), le système REP est devenu français à part entière depuis. Ce type de réacteurs, qui utilise l'uranium enrichi comme combustible et l'eau ordinaire comme modérateur et fluide de refroidissement, constitue l'essentiel du parc nucléaire français. On commence à pouvoir utiliser depuis quelques années un combustible composé d'un mélange uranium-plutonium ;
– la filière neutrons rapides.
Le réacteur à neutrons rapides produit plus de matière fissile qu'il n'en consomme. Son principe repose sur la transformation en plutonium, combustible nucléaire, de l'uranium 238. Alors que les réacteurs de la filière REP ne permettent de l'employer qu'à raison de 1 %, ce procédé rend possible l'utilisation intégrale d'uranium naturel transformé en plutonium fissile.
Ainsi, en partant de la même quantité d'uranium, on peut produire, grâce au surgénérateur, 50 à 100 fois plus d'énergie qu'avec les centrales nucléaires classiques.
La France ne possède aujourd'hui qu'un seul réacteur à neutrons rapides : le prototype de 230 MW, Phénix, mis en service industriel en 1974 à Marcoule. L'unité de grande puissance (1 200 MW), Superphénix, à Creys-Malville, a été arrêtée et est en cours de démantèlement.

Les centrales thermiques
Elles comprennent les centrales nucléaires et les centrales thermiques classiques. Dans une centrale thermique, une chaudière chauffe de l'eau sous pression et la transforme en vapeur. Celle-ci met en marche une turbine dont le fonctionnement entraîne, à son tour, un alternateur qui produit l'électricité.

Les centrales thermiques classiques
Ces centrales peuvent brûler plusieurs types de combustibles, solides comme le charbon ou le lignite, liquides comme le fuel, gazeux, enfin, tels le gaz naturel ou le gaz des hauts fourneaux.

Transport et distribution
À la sortie des centrales, l'électricité est portée à très haute tension (400 000 et 225 000 volts), pour être transportée sur de grandes distances.
Ces lignes à très haute tension qui transportent l'électricité à travers toute la France sont reliées entre elles et forment un seul réseau interconnecté sur lequel se confondent les énergies produites par toutes les centrales.
Les lignes en haute tension (90 000 et 63 000 volts), constituent, avec celles en très haute tension, le réseau de transport.
À proximité des zones d'utilisation, la tension est abaissée dans des postes de transformation. De là, le courant est acheminé par des lignes à haute tension vers les centres de distribution d'EDF.
Les lignes moyenne et basse tension appartiennent au réseau de distribution.
Le réseau moyenne tension (entre 15 000 à 20 000 volts) irrigue l'ensemble du territoire à partir de chaque centre de distribution.
Le réseau basse tension (380 ou 220 volts) alimente 31 millions d'usagers qui représentent 40 % de la consommation d'électricité. Ce sont tous les particuliers, les petits commerçants, les exploitations artisanales et agricoles, ainsi que les services publics et communaux.

4 ○ Sources de documentation

Ce chapitre a été réalisé avec la collaboration de l'Observatoire de l'énergie du ministère de l'Économie, des Finances et de l'Industrie (MINEFI /OE).

Organismes :
– Direction de la Demande et des Marchés Énergétiques (DIDEME/ MINEFI), service technique de l'énergie électrique et des grands barrages (STEEGB).
– Électricité de France : OSGE.
– Électricité de France : RTE, Gestionnaire du réseau de transport d'électricité, CIREF.
– OCDE/Agence Internationale de l'Énergie (AIE).
– Organisation des Nations Unies (ONU).

Site Internet :
– www.industrie.gouv.fr/energie

Publications :
La liste des publications disponibles figure dans le chapitre J.01 : Bilan de l'énergie.

5 ○ Tableaux

TABLEAU J.04-1

Bilan de l'électricité

Sources : Direction générale de l'énergie et des matières premières, Observatoire de l'énergie
d'après EDF - RTE

Unité : GWh (1)

	1973	1979	1985	1990	1995	1997	1998	1999	2000	*r* 2001	*p* 2002
Ressources											
Production nette (2)	**174 480**	**231 013**	**328 560**	**400 246**	**471 371**	**443 162**	**486 955**	**500 306**	**516 672**	**525 556**	**534 646**
dont : Thermique nucléaire	13 969	37 898	213 087	297 949	358 779	375 935	368 500	374 914	395 200	401 256	416 500
Hydraulique (y compris pompage)	47 543	66 932	63 414	57 212	75 790	67 227	65 795	76 694	71 593	78 300	65 500
Thermique classique	112 968	126 123	52 059	45 085	36 802	37 781	52 660	48 698	49 879	46 000	52 646
Charbon et lignite	28 224	60 622	38 167	29 351	23 072	21 164	32 643	26 866	25 755	19 133	26 074
Fioul	67 557	50 155	5 271	7 205	4 372	5 675	8 173	9 393	7 919	7 900	7 096
Gaz naturel	9 308	7 945	2 957	2 800	3 260	5 000	5 200	7 350	10 886	13 967	16 197
Autres (3)	7 879	7 401	5 664	5 729	6 098	5 942	6 644	5 089	5 319	5 000	3 283
Importations	**4 654**	**16 431**	**5 520**	**6 674**	**2 860**	**4 238**	**4 590**	**4 965**	**3 695**	**4 471**	**3 000**
Total	**179 134**	**247 444**	**334 080**	**406 920**	**474 231**	**485 181**	**491 545**	**505 271**	**520 367**	**530 027**	**537 646**
Emplois											
Exportations	**7 620**	**10 774**	**28 878**	**52 427**	**72 701**	**69 634**	**62 152**	**68 108**	**73 174**	**72 861**	**79 900**
Énergie absorbée par le pompage	**224**	**1 032**	**2 495**	**4 942**	**4 230**	**5 237**	**5 556**	**6 298**	**6 604**	**5 822**	**7 497**
Consommation intérieure	**171 290**	**235 638**	**302 707**	**349 551**	**397 300**	**410 310**	**423 837**	**430 865**	**440 589**	**451 334**	**450 249**
dont : Consommation haute tension (4)	114 818	140 229	165 639	195 068	222 360	234 131	238 475	243 815	250 920	253 893	251 732
Consommation basse tension (5)	45 117	79 150	113 763	127 869	145 527	147 487	154 832	157 222	159 747	167 441	167 617
Pertes de transport et de transformation	11 355	16 259	23 305	26 614	29 413	28 692	30 530	29 828	29 922	30 000	30 900
Total	**179 134**	**247 444**	**334 080**	**406 920**	**474 231**	**485 181**	**491 545**	**505 271**	**520 367**	**530 027**	**537 646**

(1) GWh = Gigawattheure (milliard de wattheures).
(2) Production nette, c'est-à-dire déduction faite de la consommation des services auxiliaires.
(3) Gaz de hauts-fourneaux, gaz de cokeries, déchets ménagers etc.
(4) Tarifs jaune et vert, à partir de 1986.
(5) Tarif bleu, à partir de 1986.

TABLEAU J.04-2

Puissance des centrales électriques par type de centrale

Sources : Ministère de l'Économie, des Finances et de l'Industrie, Direction de la Demande et des Marchés Énergétiques (DIDEME)
EDF - RTE

Unité : MW (1)

	(1) Unités	1973	1979	1985	1990	1995	1998	1999	2000	*p* 2001
Puissance maximale possible :										
Centrales nucléaires (2)	MW	2 888	8 034	37 487	55 750	58 515	61 733	63 183	63 183	63 183
Centrales thermiques classiques (2)	"	24 232	29 202	27 246	22 673	23 869	25 857	26 213	26 799	27 298
dont : EDF	"	17 107	21 972	20 135	16 126	17 426	17 222	17 222	16 560	...
Charbonnages de France	"	3 788	3 504	3 509	2 883	2 531	2 531	2 494	2 494	...
Industrie	"	3 309	3 698	3 574	3 628	3 555	5 513	6 497	7 745	...
Centrales hydrauliques (2)	"	15 967	19 141	21 829	24 987	25 227	25 335	25 355	25 356	25 366
dont : EDF	"	14 800	17 815	20 366	23 207	23 272	23 316	23 316	23 317	...
Productibilité annuelle moyenne des centrales hydrauliques	**GWh**	**57 795**	**62 588**	**67 730**	**69 720**	**69 503**	**69 725**	**69 789**	**69 789**	**69 772**

(1) MW = million de watts ; GWh = milliard de wattheures.
(2) Puissance maximale. Caractéristiques au 31 décembre.

TABLEAU J.04-3

Longueur des lignes électriques (en fin d'année)

Sources : Direction générale de l'énergie et des matières premières, Observatoire de l'énergie d'après EDF - RTE

Unité : Kilomètre

Tension nominale	1970	1980	1985	1990	1995	1999	2000	2001	*p* 2002
HAUTE TENSION									
3e catégorie :									
400 kV	4 491	10 187	15 806	19 019	20 554	20 892	20 888	20 917	20 904
225 kV	20 569	24 448	24 848	25 493	26 063	26 320	26 325	26 299	26 476
150 kV	6 865	5 270	3 733	2 396	1 585	1 236	1 225	1 220	1 149
90 kV	9 549	12 146	13 219	15 713	17 200	17 545	17 623	17 765	17 811
63 kV	27 344	30 985	33 039	36 376	38 986	39 361	39 355	39 366	39 206
Total (1)	**68 818**	**83 036**	**90 645**	**98 997**	**104 388**	**105 354**	**105 416**	**105 567**	**105 546**
2e catégorie (moins de 57 kV) Total	**387 307**	**487 134**	**538 987**	**574 266**	**596 792**	**607 739**	**613 291**	**620 182**	**623 954**
BASSE TENSION									
1ère catégorie Total (1)	**558 616**	**625 656**	**645 757**	**656 967**	**663 297**	**666 300**	**672 700**	**676 600**	**681 200**

(1) Non compris le courant continu.

TABLEAU J.04-4

Consommation finale d'électricité corrigée du climat, par secteur d'utilisation

Source : Observatoire de l'Énergie

Unité : GWh (1)

Secteur	1973	1979	*r* 1985	*r* 1990	*r* 1995	*r* 1998	*r* 1999	*r* 2000	*r* 2001	*p* 2002
Sidérurgie	11 663	12 558	9 945	10 510	10 422	11 447	10 680	11 141	10 676	10 516
Industrie	72 328	82 613	86 555	105 032	114 104	121 106	124 068	127 397	128 774	126 968
Résidentiel-Tertiaire	59 226	102 552	144 095	182 349	212 534	228 168	235 101	243 740	247 492	257 284
dont : correction climatique	–	– 402	– 3 811	6 475	4 233	2 538	4 683	8 655	3 468	14 396
Agriculture	1 129	1 542	1 425	2 050	2 494	2 677	2 608	2 726	2 700	2 738
Transports	6 399	6 861	7 395	8 282	8 599	9 980	10 128	10 444	10 630	10 762
Total	**150 745**	**206 128**	**249 415**	**308 223**	**348 153**	**373 378**	**382 585**	**395 448**	**400 272**	**408 268**

(1) GWh = Gigawattheure (milliard de wattheures).

TABLEAU J.04-5

Personnel des exploitations de production et de distribution d'électricité, en fin d'année (1)

Source : Ministère de l'Économie, des Finances et de l'Industrie, Direction de la Demande et des Marchés Énergétiques (DIDEME)

	1970	1980	1985	1990	1995	1998	1999	2000	2001	*p* 2002
Total (2)	**102 828**	**116 500**	**132 227**	**127 663**	**123 359**	**121 239**	**123 570**	**124 700**	**124 224**	**118 442**
dont : EDF	94 429	108 853	124 526	120 263	117 264	114 380	116 516	116 700	116 277	112 728

(1) Agents statutaires et temporaires à plein temps.
(2) Y compris les agents des Distributeurs non nationalisés (DNN).

TABLEAU J.04-6

Production brute d'électricité nucléaire des principaux pays producteurs

Source : Commissariat à l'énergie atomique — *Unité* : TWh (1)

	r 1973	1979	1985	1990	1995	1996	*r* 1997	*r* 1998	*r* 1999	2000
Production brute d'éléctricité nucléaire totale	**200,7**	**635,8**	**1 459,7**	**2 000,3**	**2 318,2**	**2 407,3**	**2 387,2**	**2 430,9**	**2 508,0**	**2 575,4**
dont : UE à 15	67,9	174,1	574,0	715,5	807,6	851,4	859,8	853,3	866,0	862,9
dont : Allemagne	12,2	42,3	138,2	147,3	154,2	161,7	170,4	161,7	169,7	169,7
Belgique	—	11,4	34,6	42,7	41,4	43,3	47,4	46,2	49,0	48,2
France	**14,7**	**39,9**	**224,1**	**314,1**	**377,3**	**397,3**	**395,5**	**388,0**	**394,2**	**415,2**
Royaume-Uni	28,3	40,3	60,7	66,4	86,5	95,0	98,0	99,2	94,2	83,9
Espagne	6,4	6,4	28,0	54,3	55,4	56,3	55,3	59,0	58,9	62,2
Suède	2,1	21,0	58,6	68,2	69,9	74,1	69,9	73,5	73,2	57,3
Canada	15,4	38,5	63,6	76,6	100,3	95,2	84,5	72,8	74,3	73,8
États-Unis d'Amérique	88,1	270,7	404,0	606,9	705,7	706,3	656,9	705,2	759,2	788,5
Japon	9,5	62,0	152,0	195,8	287,8	297,4	320,2	326,9	317,7	319,8
ex-URSS	10,7	55,0	143,5	210,4	181,1	204,6	201,7	193,2	204,1	216,4
Corée du Sud	—	3,2	16,7	52,9	65,8	73,9	77,1	89,7	94,2	109,0

(1) TWh = Terawattheure (milliard de kilowattheures).

TABLEAU J.04-7

Consommation d'électricité par habitant dans le monde

Sources : Agence internationale de l'énergie (AIE).
Organisation de coopération et de développement économiques (OCDE)

Unité : kWh par habitant

Pays ou zone	*r* 1973	*r* 1979	*r* 1985	*r* 1990	*r* 1995	*r* 1996	*r* 1997	*r* 1998	*p* 1999
Amérique du Nord	**7 893**	**8 873**	**9 383**	**10 579**	**11 206**	**11 384**	**11 341**	**11 543**	**11 749**
dont : États-Unis	9 341	10 612	11 165	12 798	13 759	13 992	13 920	14 257	14 540
Canada	11 388	13 620	16 200	17 389	17 850	18 039	17 936	17 664	17 979
Mexique	698	970	1 256	1 484	1 670	1 759	1 879	1 918	1 979
Amérique latine	**656**	**965**	**1 217**	**1 390**	**1 617**	**1 676**	**1 749**	**1 787**	**1 806**
dont : Argentine	1 060	1 362	1 493	1 593	1 993	2 076	2 177	2 275	2 354
Brésil	627	1 065	1 446	1 686	1 951	2 030	2 129	2 178	2 216
Europe de l'Ouest (1)	**3 585**	**4 343**	**4 913**	**5 371**	**5 615**	**5 748**	**5 798**	**5 939**	**6 022**
dont : UE à 15	3 899	4 719	5 368	5 971	6 283	6 438	6 488	6 664	6 778
Allemagne	4 907	6 030	6 760	6 942	6 636	6 717	6 693	6 775	6 777
Espagne	2 133	2 810	3 287	3 900	4 376	4 472	4 767	5 048	5 444
France	**3 363**	**4 499**	**5 668**	**6 454**	**7 137**	**7 452**	**7 340**	**7 554**	**7 654**
Italie	2 676	3 316	3 700	4 431	4 867	4 910	5 048	5 218	5 339
Pays-Bas	3 816	4 603	4 699	5 424	5 974	6 161	6 363	6 556	6 650
Royaume-Uni	5 018	5 332	5 249	5 750	5 978	6 191	6 134	6 322	6 404
Suède	9 685	11 640	16 241	16 895	16 616	16 601	16 584	16 674	16 667
Europe de l'Est	**3 332**	**4 312**	**5 094**	**5 448**	**4 171**	**4 110**	**4 020**	**3 981**	**4 011**
dont : ex-URSS	3 624	4 637	5 448	5 855	4 386	4 290	4 200	4 171	4 235
Afrique	**290**	**389**	**490**	**515**	**524**	**536**	**545**	**543**	**548**
Moyen-Orient	**506**	**967**	**1 546**	**1 805**	**2 288**	**2 383**	**2 478**	**2 586**	**2 667**
Extrême-Orient	**390**	**499**	**600**	**787**	**1 017**	**1 059**	**1 098**	**1 110**	**1 149**
dont : Chine	196	301	407	570	856	909	941	959	1 007
Japon	4 328	5 088	5 565	6 939	7 883	8 019	8 226	8 272	8 416
Océanie	**5 058**	**6 425**	**7 810**	**9 162**	**9 608**	**9 726**	**9 880**	**10 379**	**10 602**
Monde	**1 582**	**1 861**	**2 054**	**2 280**	**2 376**	**2 419**	**2 437**	**2 466**	**2 507**

(1) Europe OCDE, y compris la Hongrie, la Pologne, la République Tchèque et la Slovaquie.

Chapitre J.05

Gaz

1 Présentation.
2 Méthodologie.
3 Définitions.
4 Sources de documentation.
5 Tableaux.

Liste des tableaux

1 Bilan du gaz naturel.

2 Canalisations de transport et de distribution de gaz au 31 décembre.

3 Industrie gazière : effectif du personnel au 31 décembre.

4 Production commercialisée et réserves de gaz naturel dans le monde.

5 Gaz naturel : production nette des groupes français à l'étranger.

6 Consommation de gaz naturel et part du gaz naturel dans la consommation totale d'énergie.

7 Consommation de gaz naturel par habitant dans le monde.

1
○ Présentation

Consommation

Le marché du gaz s'est développé en France dans les années 1960. Principalement destiné à la production d'électricité, il représentait, alors, 3 % de la consommation d'énergie primaire, l'industrie étant le principal utilisateur final. Avec le lancement du programme électronucléaire, ses usages se sont orientés vers le marché final sur lequel il a connu une expansion rapide grâce à ses atouts en matière de prix, de performances énergétiques et d'environnement.

En 2002, le gaz représente 20,9 % de la consommation finale énergétique totale, 31,8 % de celle de l'industrie et 30,6 % de celle du résidentiel tertiaire (soit moins que dans la plupart des autres pays européens, en raison de la concurrence du chauffage électrique et aussi d'un problème de rentabilité des réseaux lié notamment à une densité de population plus faible). Depuis 1998, la production d'électricité dans des centrales thermiques classiques ou de cogénération au gaz se développe. Avec une consommation totale corrigée du climat de 523 TWh en 2002, le gaz naturel représente 14,6 % de la demande d'énergie primaire.

Approvisionnements

La France est passée d'une situation d'autosuffisance dans les années 1960 à une situation de dépendance presque totale : la demande s'est fortement accrue et, si le gisement de Lacq a connu un développement important au cours de la période 1970-1980, la production chute régulièrement depuis (76 % entre 1982 et 2002). En 2002, plus de 96 % du gaz est importé.

Le recours aux importations n'a cessé de croître depuis le milieu des années 1970. Les Pays-Bas et l'Algérie ont été les premiers fournisseurs. La politique d'approvisionnement s'est concrétisée par une diversification des provenances dès le début des années 1980. Elle se caractérise par des contrats à long terme (25 ans en moyenne), qui assurent une sécurité des échanges.

En 2002, environ 29 % du gaz arrive de Norvège, 24 % de l'ex-URSS, 24 % de l'Algérie et 12 % des Pays-Bas ; depuis 1999, de nouveaux fournisseurs apparaissent (Nigeria, Qatar et Royaume-Uni) et les contrats spot se développent.

2
○ Méthodologie

L'industrie du gaz en France

La loi du 8 avril 1946 a nationalisé « la production, le transport, la distribution, l'importation et l'exportation de gaz combustible » et confié « la gestion des entreprises nationalisées à Gaz de France ». La loi du 2 août 1949 a cependant exclu de la nationalisation la production et le transport du gaz, sous certaines réserves.

La directive européenne du 22 juin 1998 sur le marché intérieur du gaz vise la libéralisation du transport, de la distribution, de la fourniture et du stockage de gaz naturel, et a été transposée par la loi n° 2003-8 du 3 janvier 2003 relative aux marchés du gaz et de l'électricité et au service public de l'énergie. Cependant, depuis août 2000, les clients éligibles peuvent choisir leur fournisseur de gaz : ce gaz est alors acheminé par un opérateur de transport, moyennant le paiement d'un tarif de transport.

Production

La production nationale est actuellement assurée par Elf AEPF, Gaz de France et Vermilion REP.

Transport

Jusqu'en 2001, avec un régime de concessions accordées par l'État, le transport du gaz était assuré par trois principaux opérateurs : Gaz du Sud-Ouest (GSO), constituée en 1945, pour le Sud-Ouest de la France ; la Compagnie Française du Méthane (CFM), constituée en 1956, dans un périmètre situé au centre de la France ; Gaz de France pour le reste. CFM et GSO sont chacune des filiales communes de Gaz de France et de TotalFinaElf (TFE). La loi de finances rectificative 2001 a mis fin à ce régime : les anciens concessionnaires ont acheté le réseau qui leur était concédé.

Le stockage du gaz est régi par le code minier. Il est assuré par Gaz de France, Géométhane et TFE Stockage, sur 15 sites.

Distribution

La distribution de gaz de réseau s'opère dans le cadre de concessions communales de distribution publique. La loi de 1946 a confié cette activité à Gaz de France ainsi qu'aux sociétés existantes à économie mixte ou en régie, qui étaient détenues en majorité par l'État ou les collectivités locales.

Enfin, la loi du 2 juillet 1998 a prévu un plan national d'extension de la desserte des communes. Dans ce cadre, 5 nouveaux distributeurs sont apparus et surtout, 1 500 nouvelles communes ont été raccordées à un réseau de gaz.

3
○ Définitions

Exploration – Production

Cette industrie utilise les mêmes techniques d'exploration, de forage et de production que le pétrole (cf. chapitre J.03).

Transport

Une fois extrait du sous-sol et épuré, le gaz naturel est transporté par gazoduc terrestre ou sous-marin ou par navire méthanier. Le transport par méthanier exige la liquéfaction du gaz, opération qui réduit son volume par 600.

Stockage

En France, deux techniques bien particulières sont utilisées :

- la plus répandue est celle du stockage en nappe aquifère profonde, entre 400 et 1 200 m. Le gaz, injecté dans la roche poreuse, prend la place de l'eau et reste emprisonné entre l'eau stagnante et une couche supérieure de terrain imperméable ;
- le stockage en cavité saline, entre 900 et 1 400 m de profondeur, est un procédé plus récent. Il consiste à dissoudre des gisements de sel afin de constituer des réservoirs étanches dans lesquels le gaz naturel est stocké sous une pression élevée et soutiré à la demande par simple détente.

Une moitié environ du gaz stocké, le « gaz utile », est effectivement récupérable ; l'autre moitié, qui constitue le « gaz coussin », reste au fond du réservoir.

Distribution

Après un voyage de plusieurs centaines, voire milliers de kilomètres, suivi parfois d'un temps de stockage, le gaz parvient aux portes des agglomérations. Seuls quelques gros clients industriels sont directement raccordés au réseau de transport. La livraison du gaz à tous les autres consommateurs nécessite une dernière phase, celle de la distribution.

Les réseaux de distribution sont reliés à l'artère de transport par des postes de détente qui amènent le gaz à une pression relative d'abord moyenne (entre 50 mbars et 4 bars), puis basse (environ 20 mbars pour le gaz naturel).

Les nouveaux réseaux n'utilisent plus guère la basse pression : le gaz livré en moyenne pression est détendu chez le client au moyen d'un détendeur dédié.

4
○ Sources de documentation

Ce chapitre a été réalisé avec la collaboration de l'Observatoire de l'énergie du ministère de l'Économie, des Finances et de l'Industrie (MINEFI / DGEMP / OE).

Organismes :

— Gaz de France.
— MINEFI / DGEMP / DIDEME
— Comité professionnel du pétrole (CPDP).
— OCDE, Agence internationale de l'énergie (AIE).

Site Internet :

– www.industrie.gouv.fr/energie

Publications :

La liste des publications de l'OE figure dans le chapitre J.01.

5
○ Tableaux

TABLEAU J.05-1

Bilan du gaz naturel

Source : Ministère de l'Économie, des Finances et de l'Industrie. Direction générale de l'énergie et des matières premières (DGEMP). Observatoire de l'Énergie

Unités : GWh ; PCS (1)

	1973	1979	1985	1990	1995	*r* 1998	1999	*r* 2000	*r* 2001	2002
Ressources										
Production brute (y compris grisou)	81 277	84 080	58 632	32 509	36 091	23 743	21 581	19 444	19 506	18 509
Importations	98 704	192 080	263 693	318 765	363 235	398 443	458 253	471 138	461 981	493 128
Exportations	– 1 021	– 1 926	– 2 881	– 3 838	– 7 965	– 9 121	– 8 460	– 8 800	– 10 328	– 9 741
Stockage = (-) ; Déstockage = (+).	– 4 529	– 189	– 5 801	– 20 828	– 8 030	18 707	– 25 800	– 19 600	14 045	– 16 000
Total	**174 431**	**274 045**	**313 643**	**326 608**	**383 331**	**431 772**	**445 574**	**462 182**	**485 204**	**485 896**
Emplois										
Consommation de la branche énergie	44 091	31 214	13 550	14 252	20 675	16 854	33 971	40 203	40 845	55 730
dont : Centrales électriques	27 250	22 425	6 445	4 847	6 969	14 300	25 351	31 867	32 110	45 000
Consommation finale énergétique	110 971	213 577	270 223	287 711	335 279	385 258	382 943	391 979	417 086	403 166
Sidérurgie	8 766	12 741	8 906	8 615	7 438	7 762	7 274	7 602	7 556	7 483
Industrie	42 926	81 535	100 178	114 681	128 790	140 647	139 144	148 012	147 764	148 235
Résidentiel-Tertiaire	58 642	118 317	159 725	162 252	196 505	233 672	233 005	232 517	257 062	242 678
Agriculture	500	922	1 398	2 161	2 541	3 173	3 500	3 823	4 405	4 420
Transports	137	62	16	2	5	4	20	24	300	350
Consommation à usage non énergétique	19 369	29 254	29 870	24 645	27 378	29 660	28 660	30 000	27 273	27 000
Consommation primaire totale	**174 431**	**274 045**	**313 643**	**326 608**	**383 332**	**431 772**	**445 574**	**462 182**	**485 204**	**485 896**

(1) GWh = Gigawattheure (milliard de wattheures) ; PCS = Pouvoir Calorifique Supérieur ; 1 GWh PCS de gaz équivaut à 77 tep.

TABLEAU J.05-2

Canalisations de transport et de distribution de gaz au 31 décembre (1)

Source : Ministère de l'Économie, des Finances et de l'Industrie. Observatoire de l'énergie

Unité : Kilomètre

	1973	1979	1985	1990	1995	1998	1999	2000	2001	2002
Canalisations de transport	17 974	22 678	26 619	30 162	31 759	33 322	33 703	34 232	34 408	35 122
Canalisations de distribution	71 392	84 030	104 226	119 150	136 860	145 195	153 955	159 020	165 084	...

(1) Y compris les canalisations dépendant des directions régionales de GDF ainsi que celles de Total Fina Elf, GSO, régies et entreprises distributrices non nationalisées.

TABLEAU J.05-3

Industrie gazière : effectif du personnel au 31 décembre

Source : Ministère de l'Économie, des Finances et de l'Industrie. DGEMP/DIDEME

	1973	1979	1985	1990	1995	1998	1999	2000	2001	2002
Total (1)	**28 733**	**29 277**	**32 475**	**29 945**	**28 378**	**27 852**	**28 014**	**27 473**	**27 939**	**27 561**
dont : Gaz de France	26 951	27 720	29 025	26 743	26 614	26 095	25 053	24 893	25 357	24 912

(1) À partir de 1985, les chiffres intègrent le personnel de production de l'usine de Lacq.

TABLEAU J.05-4

Production commercialisée et réserves de gaz naturel dans le monde

Sources : Agence internationale de l'énergie (AIE/OCDE) ; Conseil Mondial de l'Énergie, cité par BP Rewiew of World Energy 2002

Pays	Production (million de tep et %)										Réserves prouvées au 1er janv. 2002 (milliard (1) de m3)
	r 1973		*r* 1979	*r* 1985	*r* 1990	*r* 1995	*r* 1997	*r* 1998	1999		
	Mtep	%	Mtep	Mtep	Mtep	Mtep	Mtep	Mtep	Mtep	%	
Amérique du Nord	**575**	**57,8**	**540**	**480**	**531**	**590**	**608**	**616**	**613**	**30,4**	**7 547**
Canada	61	6,2	67	70	89	130	138	142	145	7,2	1 690
États-Unis	503	50,6	455	386	419	436	442	444	438	21,7	5 021
Mexique	11	1,1	18	24	23	24	28	31	31	1,5	835
Amérique latine	**22**	**2,2**	**30**	**41**	**53**	**66**	**76**	**82**	**85**	**4,2**	**7 160**
dont : Argentine	6	0,6	7	12	17	23	28	29	34	1,7	777
Vénézuela	11	1,1	14	16	21	25	29	30	26	1,3	4 180
Europe de l'Ouest (2)	**125**	**12,6**	**173**	**167**	**164**	**203**	**230**	**230**	**236**	**11,7**	**4 465**
dont : Union européenne	116	11,6	142	133	133	167	182	181	186	9,2	3 200
France	**6**	**0,6**	7	4	3	3	2	2	2	**0,1**	...
Pays-Bas	54	5,4	71	61	55	60	61	58	54	2,7	1 770
Royaume-Uni	24	2,5	33	36	41	64	77	81	89	4,4	735
Norvège	–	–	19	23	24	28	41	41	44	2,2	1 770
Europe de l'Est	**221**	**22,3**	**369**	**554**	**682**	**590**	**555**	**572**	**582**	**28,9**	**55 776**
dont : ex-URSS	195	19,7	336	520	656	573	541	559	569	28,3	55 100
Afrique	**9**	**0,9**	**24**	**42**	**62**	**75**	**90**	**95**	**107**	**5,3**	**11 174**
dont : Algérie	4	0,4	18	31	44	53	65	69	77	3,8	4 520
Moyen-Orient	**22**	**2,2**	**33**	**50**	**82**	**124**	**148**	**157**	**165**	**8,2**	**55 880**
dont : Arabie Saoudite	2	0,2	6	16	25	33	39	41	40	2,0	6 198
Émirats Arabes Unis	1	0,1	5	11	16	25	29	30	30	1,5	6 030
Iran	10	1,0	7	7	19	34	41	44	48	2,4	22 988
Extrême-Orient	**17**	**1,7**	**46**	**75**	**108**	**150**	**177**	**181**	**194**	**9,6**	**9 657**
dont : Indonésie	–	–	13	27	38	54	58	57	62	3,1	2 618
Malaisie	–	–	2	9	14	22	31	32	33	1,6	2 122
Océanie	**4**	**0,4**	**8**	**14**	**21**	**29**	**30**	**31**	**32**	**1,6**	**2 606**
dont : Australie	3	0,3	7	11	17	25	26	27	27	1,3	2 547
Monde	**994**	**100,0**	**1 221**	**1 423**	**1 702**	**1 828**	**1 915**	**1 963**	**2 014**	**100,0**	**154 265**

(1) 1000 m^3 = 0,9 tep.
(2) Europe OCDE y compris la Hongrie, la Pologne, la République Tchèque et la Slovaquie.

TABLEAU J.05-5

Gaz naturel : production nette des groupes français à l'étranger

Source : Comité professionnel du pétrole (CPDP) — *Unité* : Million de m^3

Pays	1973	1979	1985	1990	1995	1997	1998	1999	2000	2001
Europe	**804**	**14 404**	**18 151**	**13 544**	**15 863**	**16 486**	**14 270**	**16 222**	**16 286**	**16 945**
dont : Norvège	–	6 721	8 577	4 826	4 129	4 300	3 162	4 236	4 580	5 080
Royaume-Uni	–	5 336	6 998	4 810	7 289	7 711	6 805	7 736	7 270	7 580
Pays-Bas	413	1 752	2 176	3 307	4 193	4 250	4 183	4 146	4 337	4 240
Afrique	**55**	**75**	**86**	**275**	**506**	**510**	**413**	**1 442**	**3 320**	**3 690**
Moyen-Orient	...	...	...	...	...	...	**1 222**	**1 516**	**1 840**	**2 220**
Amérique	**1 797**	**2 045**	**1 039**	**3 279**	**3 490**	**3 931**	**4 028**	**5 450**	**4 900**	**5 040**
Asie / Océanie	**–**	**31**	**267**	**284**	**1 023**	**1 335**	**7 152**	**8 849**	**9 671**	**11 148**
Total (1)	**2 656**	**16 555**	**19 543**	**17 382**	**20 882**	**22 262**	**27 085**	**33 479**	**36 017**	**39 043**

(1) Non compris le Moyen-Orient jusqu'en 1997.

TABLEAU J.05-6

Consommation de gaz naturel et part du gaz naturel dans la consommation totale d'énergie

Source : Agence internationale de l'énergie (AIE / OCDE)

Pays	1973		1979	1985	1990	1995	1997	1998		*p* 1999
	Mtep	%	Mtep	Mtep	Mtep	Mtep	Mtep	Mtep	Mtep	%
Amérique du Nord	**562**	**28,8**	**538**	**485**	**517**	**603**	**608**	**600**	**623**	**23,4**
dont : Canada	37	23,2	44	50	55	71	71	68	70	29,1
États-Unis	515	29,6	477	412	439	504	508	500	522	23,0
Mexique	10	19,0	18	24	23	28	29	31	31	20,8
Amérique latine	**22**	**9,9**	**29**	**41**	**53**	**72**	**76**	**81**	**83**	**18,6**
dont : Argentine	7	20,2	9	14	19	27	29	29	31	49,5
Vénézuela	11	53,1	14	16	21	28	29	30	26	48,6
Europe de l'Ouest (1)	**135**	**9,7**	**208**	**226**	**258**	**350**	**349**	**363**	**379**	**21,7**
dont : Union européenne	122	10,5	185	197	223	305	302	315	328	22,7
Allemagne	29	8,5	51	49	55	75	72	73	72	21,3
France	**14**	**7,7**	**21**	**25**	**26**	**33**	**31**	**33**	**34**	**13,5**
Italie	14	11,1	23	27	39	46	47	51	56	32,9
Pays-Bas	28	45,6	33	32	31	37	35	35	35	46,7
Royaume-Uni	25	11,4	40	47	47	76	76	79	83	36,1
Europe de l'Est	**222**	**23,0**	**337**	**503**	**600**	**500**	**482**	**478**	**485**	**48,1**
dont : ex-URSS	196	22,6	300	461	559	471	457	455	463	50,6
Afrique	**4**	**1,7**	**10**	**21**	**32**	**41**	**43**	**44**	**49**	**10,0**
Moyen-Orient	**15**	**22**	**29**	**47**	**77**	**129**	**140**	**149**	**154**	**44,9**
Arabie Saoudite	2	23,6	6	16	25	36	39	41	40	47,1
Émirats arabes Unis	1	78,0	3	8	14	24	23	24	25	89,4
Iran	3	14,1	4	7	17	37	42	46	50	47,9
Extrême-Orient	**16**	**1,4**	**47**	**77**	**115**	**182**	**198**	**204**	**217**	**7,5**
dont : Indonésie	–	0,8	5	9	14	25	26	25	28	20,4
Japon	5	1,6	19	35	43	56	57	60	62	12,0
Océanie	**4**	**0,9**	**8**	**14**	**19**	**21**	**22**	**22**	**23**	**2,8**
Australie	3	5,9	7	11	15	17	17	18	18	16,9
Monde	**979**	**15,3**	**1 206**	**1 416**	**1 671**	**1 899**	**1 917**	**1 941**	**2 013**	**19,4**

(1) Europe OCDE y compris Hongrie, Pologne, République Tchèque et Slovaquie.

TABLEAU J.05-7

Consommation de gaz naturel par habitant dans le monde

Source : Agence internationale de l'énergie (AIE/OCDE) — *Unité* : kg-équivalent pétrole par habitant

Pays	1973	1979	1985	1990	1995	1997	1998	*p* 1999
Amérique du Nord	**1 952**	**1 718**	**1 435**	**1 439**	**1 568**	**1 551**	**1 513**	**1 555**
dont : Canada	1 657	1 803	1 930	1 976	2 295	2 376	2 258	2 306
États-Unis	2 428	2 119	1 726	1 758	1 933	1 895	1 847	1 912
Mexique	196	279	322	283	279	307	329	318
Amérique latine	**89**	**103**	**128**	**150**	**171**	**191**	**202**	**203**
Argentine	285	331	459	579	712	804	807	856
Vénézuela	905	926	961	1 064	1 143	1 259	1 273	1 094
Europe de l'Ouest (1)	**296**	**442**	**467**	**519**	**618**	**678**	**703**	**729**
dont : Union européenne	350	520	548	610	736	806	838	871
Allemagne	363	657	627	693	824	877	886	877
France	**254**	**379**	**434**	**448**	**498**	**524**	**556**	**572**
Italie	260	403	480	687	779	825	888	964
Pays Bas	2 121	2 336	2 233	2 061	2 204	2 264	2 225	2 187
Royaume-Uni	447	719	823	820	1 111	1 291	1 339	1 396
Europe de l'Est	**732**	**1 051**	**1 492**	**1 719**	**1 409**	**1 378**	**1 370**	**1 390**
dont : ex-URSS	786	1 139	1 657	1 936	1 594	1 567	1 563	1 595
Afrique	**9**	**22**	**40**	**52**	**57**	**58**	**59**	**63**
Moyen-Orient	**206**	**329**	**425**	**594**	**802**	**900**	**936**	**950**
dont : Arabie Saoudite	295	728	1 273	1 605	1 810	2 047	2 060	1 981
Émirats Arabes Unis	2 970	3 690	5 876	7 343	8 479	9 000	8 936	8 920
Iran	103	108	153	321	581	684	738	789
Extrême-Orient	**8**	**20**	**29**	**40**	**53**	**62**	**63**	**66**
dont : Indonésie	3	36	54	78	127	132	125	134
Japon	47	161	290	350	414	454	471	490
Océanie	**222**	**441**	**747**	**912**	**946**	**971**	**971**	**1 010**
Monde	**253**	**279**	**296**	**321**	**325**	**333**	**332**	**340**

(1) Europe OCDE y compris la Hongrie, la Pologne, la République Tchèque et la Slovaquie.

Chapitre J.06

○ Énergies renouvelables

1 Présentation.
2 Méthodologie.
3 Définitions.
4 Sources de documentation.
5 Tableaux.

❍ Liste des tableaux

1 Bilan des énergies renouvelables (ENR).

2 Énergie éolienne raccordée au réseau électrique en métropole et dans les DOM – TOM.

3 Activité des usines de traitement de déchets avec récupération d'énergie.

4 Consommation de bois de chauffage dans le secteur résidentiel (corrigée du climat).

5 Consommation de biocarburants.

6 Consommation d'énergies renouvelables dans l'Union européenne et part des ENR dans la consommation totale d'énergie en 2000.

1 ○ Présentation

Situation en 2002

Avec une production primaire de 17,3 Mtep en 2002, les énergies renouvelables (ENR) représentent un peu moins de 7 % de la consommation d'énergie en France. Les ENR comprennent des énergies renouvelables d'origine électrique (hydraulique, éolien et solaire photovoltaïque) et d'origine thermique (solaire thermique, géothermie, pompes à chaleur, déchets urbains, bois et déchets de bois, résidus de récolte, biogaz et biocarburants).

La France dispose de nombreux atouts en matière d'ENR : des ressources hydroélectriques importantes, une des premières forêts d'Europe, un très bon gisement éolien et une technique reconnue en matière d'énergie solaire photovoltaïque et thermique.

De fait, la France est le premier producteur européen d'ENR devant la Suède et l'Italie avec près de 20 % du total de la production européenne en 2000.

Le taux de pénétration des ENR est cependant très inégal : certaines, comme la production d'électricité hydraulique à grande échelle, présentent depuis longtemps un intérêt industriel et commercial, alors que d'autres techniques n'ont pas encore atteint le même niveau de maturité. L'énergie hydraulique et le bois représentent aujourd'hui 85 % de la production primaire d'énergies renouvelables.

Objectifs des pouvoirs publics

Face aux grands enjeux actuels (sécurité d'approvisionnement, diversification énergétique, lutte contre l'effet de serre, création d'emplois locaux ...), les énergies renouvelables font aujourd'hui partie des axes majeurs de la politique énergétique française. Des objectifs ont été définis et des moyens importants sont mis en œuvre pour permettre un développement significatif des différentes filières d'ENR, avec un souci constant d'efficacité économique et de respect de l'environnement.

Ainsi dans le cadre de la directive européenne sur l'électricité d'origine renouvelable du 27 septembre 2001, la France s'est engagée à produire à l'horizon 2010, 21 % de sa consommation électrique à partir d'ENR. Un système d'obligation d'achat de l'électricité d'origine renouvelable, limité aux installations d'une puissance maximum de 12 MW a été institué par la loi électrique du 10 février 2000. Des arrêtés tarifaires ont été fixés pour chaque énergie renouvelable.

L'objectif pour les ENR thermiques, est de maintenir pour la période 2000-2006 les filières existantes (notamment la filière bois) tout en renforçant l'émergence de nouvelles filières, comme le solaire thermique. Le plan soleil 2000-2006 et le plan bois énergie 2000-2006 visent ainsi à favoriser la mise en oeuvre de nouveaux projets dans tous les secteurs d'activité.

2 ○ Méthodologie

Bilan statistique

La production d'énergie primaire présentée dans ce bilan réunit les productions primaires d'origine thermique et électrique ; cette dernière figure dans la colonne électricité du bilan officiel (chapitre J01).

En revanche la consommation finale ne concerne que les ENR d'origine thermique utilisées sous forme de chaleur ou de force motrice (biocarburants). L'électricité produite à partir des ENR d'origine électrique (hydraulique, éolien, solaire photovoltaïque) ou d'origine thermique (déchets urbains, bois et déchets de bois et biogaz) est injectée dans le réseau électrique national et donc comptabilisée dans la consommation du secteur électrique.

Bois et déchets de bois

Il n'existe pas de statistiques régulières sur la production ou la vente de bois de feu non commercialisée. La consommation de bois retenue dans les bilans s'appuie donc sur l'enquête logement de l'INSEE, réalisée tous les quatre ans, qui recense les consommations d'énergie des ménages, et sur les panels de consommation d'énergie des secteurs résidentiel et tertiaire du CEREN. Par convention on estime que la production de l'année correspond à la quantité de bois consommée à climat réel multipliée par un pouvoir calorique moyen.

3 ○ Définitions

Biomasse

Elle comprend en principe toute matière organique non fossile d'origine biologique utilisée pour la production de chaleur et de l'électricité. Elle regroupe :

– *le bois et les déchets de bois* qui englobent une multitude de matières ligneuses issues de la sylviculture et de processus industriels : copeaux, sciures générées par les industries du bois, liqueur noire générée par les industries papetières.

– *les résidus de récoltes* tels que la paille, les marcs de café et de raisin, les coques de noix ou les enveloppes du riz.

– *les déchets urbains et assimilés,* incinérés dans des installations spécifiques dénommées « unités d'incinération des ordures ménagères » (UIOM). Ne sont pas pris en compte les déchets industriels tels que pneus, solvants, farines animales.

– *les biogaz et les biocarburants.*

Biocarburants

On distingue deux filières : la filière éthanol, où ce dernier, produit à partir du blé ou de la betterave est transformé par adjonction d'isobutène en ETBE (Ethyl-Tertio-Butyl-Ether) pour être incorporé aux essences et la filière ester, où les huiles végétales issues du colza ou du tournesol permettent d'obtenir par transformation chimique l'ester méthylique d'huile végétale (EMVH), incorporé au gazole.

Biogaz

Il s'agit de gaz composés essentiellement de méthane et de gaz carbonique, produits par digestion anaérobie de la biomasse. Ils regroupent les gaz de décharge (digestion des déchets stockés dans les décharges), les gaz de digestion des boues des eaux usées (stations d'épuration urbaines) et les gaz provenant de la fermentation anaérobie des boues et déchets des industries agroalimentaires ou de l'agriculture.

Énergie éolienne

L'énergie cinétique du vent est exploitée au moyen d'aéro-générateurs pour produire de l'électricité.

Énergie géothermique

L'énergie thermique provenant de l'intérieur de l'écorce terrestre, généralement sous forme d'eau chaude ou de vapeur est exploitée essentiellement en métropole sous forme de chaleur pour le chauffage urbain.

Énergie hydraulique

Voir définition dans le chapitre J04.

Énergie solaire

Le rayonnement solaire est exploité soit au moyen de capteurs plans pour la production d'eau chaude sanitaire et de chauffage, soit sous forme de cellules photovoltaïques pour une production d'électricité.

4 ○ Sources de documentation

Ce chapitre a été réalisé avec la collaboration de l'Observatoire de l'énergie du ministère de l'Économie, des Finances et de l'Industrie (MINEFI / DGEMP / OE).

Autres organismes :

– DIREM (MINEFI/DGEMP).

– Agence de l'environnement et de la maîtrise de l'énergie (ADEME).

– Centre d'études et de recherches économiques sur l'énergie (CEREN).

– Électricité de France, Direction de la production et du transport.
– Commission européenne, DG TREN (Eurostat).
– Observatoire des énergies renouvelables (Observ'ER).

Sites Internet :

- www.industrie.gouv.fr/energie/statistiques-energie.htm
(Y figurent notamment toutes les publications gratuites de l'OE)
- www.industrie.gouv.fr/energie/statisti/pegase.htm (PEGASE est une base de données en ligne).

Publications :

La liste des publications de l'OE figure dans le chapitre J.01.

5 Tableaux

TABLEAU J.06-1

Bilan des énergies renouvelables (ENR)

Source : Observatoire de l'Énergie d'après CEREN, ADEME, EDF, Observ'ER — *Unité* : Ktep

	r 1973	*r* 1979	*r* 1985	*r* 1990	*r* 1995	*r* 1998	*r* 1999	*r* 2000	*r* 2001	*p* 2002
A. Production d'énergie primaire (1)	**13 930**	**15 349**	**16 642**	**16 461**	**18 639**	**18 020**	**18 796**	**17 990**	**19 036**	**17 253**
Hydraulique	4 141	5 830	5 527	4 981	6 577	5 726	6 674	6 227	6 805	5 688
Éolienne	–	–	–	–	1	2	3	7	11	25
Solaire thermique et photovoltaïque	–	1	8	12	15	20	19	19	18	18
Géothermie	1	10	80	110	132	117	115	110	109	107
Pompes à chaleur	–	6	221	307	272	255	236	213	231	234
Déchets urbains solides	620	542	763	1 146	1 641	1 561	1 745	1 857	1 858	1 933
Bois et déchets de bois	9 030	8 815	9 877	9 730	9 632	9 861	9 495	8 896	9 312	8 498
Résidus de récoltes	59	65	77	67	77	80	78	75	77	77
Biogaz	79	80	89	108	124	129	148	246	276	310
Biocarburants	–	–	–	–	168	269	283	340	339	363
B. Solde importateur (biocarburants) (2)		**–**	**–**	**–**	**5**	**8**	**6**	**6**	**8**	**– 17**
C. Total disponibilités (A+B)	**13 930**	**15 349**	**16 642**	**16 461**	**18 644**	**18 028**	**18 802**	**17 996**	**19 044**	**17 236**
D. ENR consommées, directement ou indirectement, sous forme d'électricité (3)	4 420	6 104	5 892	5 539	7 420	6 644	7 732	7 460	8 081	7 062
E. Usages internes + pertes et ajustement	565	516	644	699	890	753	786	780	776	787
F. ENR d'origine thermique : consommation finale (C-D-E) (4)	**8 945**	**8 729**	**10 106**	**10 223**	**10 334**	**10 631**	**10 284**	**9 756**	**10 187**	**9 387**
Résidentiel-tertiaire (5)	7 855	7 648	8 935	8 937	8 826	8 964	8 664	8 074	8 560	7 738
dont : Bois et déchets de bois	7 585	7 390	8 310	8 088	7 915	8 074	7 798	7 203	7 700	6 855
Industrie	1 049	1 040	1 128	1 238	1 289	1 342	1 282	1 284	1 229	1 253
dont : Bois et déchets de bois	938	924	992	1 105	1 140	1 183	1 122	1 120	1 066	1 089
Agriculture	41	41	43	48	51	51	50	51	50	50
dont : Bois et déchets de bois	40	40	40	40	40	40	40	40	40	40
Transports	–	–	–	–	168	274	288	347	348	346

(1) Ensemble des productions électriques (1GWh = 0,086 ktep) et thermiques d'origine renouvelable.
(2) Importations - exportations.
(3) Énergies renouvelables d'origine électrique (hydraulique, éolienne, solaire photovoltaïque) ou d'origine thermique mobilisées pour produire de l'électricité.
(4) Énergies renouvelables d'origine thermique utilisées sous forme de chaleur ou de force motrice (biocarburants).
(5) Il s'agit de consommations réelles, sans correction climatique.

TABLEAU J.06-2

Énergie éolienne raccordée au réseau électrique en métropole et dans les DOM - TOM

Source : ADEME/CEREN/EDF

	r 1991	*r* 1992	*r* 1993	*r* 1994	*r* 1995	*r* 1996	*r* 1997	*r* 1998	*r* 1999	*r* 2000	*r* 2001	*p* 2002
Puissance installée (MW) :												
Au cours de l'année	0,2	–	2,1	–	–	3,2	1,9	7,8	10,2	43,1	28,8	51,3
Parc total en cumul	0,2	0,2	2,3	2,3	2,3	5,5	7,4	15,2	25,3	68,4	97,2	148,4
dont : Cumul DOM - TOM	–	–	–	–	–	0,5	2,0	2,0	9,2	13,3	15,6	17,1
Production annuelle (GWh)	0,4	0,4	2,3	4,6	4,6	7,8	13,3	22,5	52,7	99,5	158,1	335,9
dont : DOM - TOM	–	–	–	–	–	0,5	3,0	4,0	16,8	23,2	28,1	41,9

TABLEAU J.06-3

Activité des usines de traitement de déchets avec récupération d'énergie

Source : ADEME d'après l'inventaire des unités de traitement des ordures ménagères (ITOM)

	r 1995	*r* 1996	*r* 1997	*r* 1998	*r* 1999	*p* 2000	*r* 2001	*p* 2002
Nombre d'installations	85	94	96	100	110	109	–	–
Tonnage annuel incinéré (millier de tonnes)	9 115	8 944	8 415	8 671	9 697	10 319	10 322	10 737
Quantité d'énergie vendue (GWh)	7 639	8 403	8 000	8 194	8 716	9 642	9 506	9 969

TABLEAU J.06-4

Consommation de bois de chauffage dans le secteur résidentiel (corrigée du climat)

Source : CEREN — *Unité* : Million de stères

	1992	1995	1996	1997	*r* 1998	*r* 1999	*r* 2000	*r* 2001	*p* 2002
Résidences principales	63,9	57,4	55,7	55,8	56,3	56,1	53,5	54,7	52,1
Base	23,5	16,4	15,1	16,4	18,6	20,5	21,7	22,2	20,1
Appoint	19,7	15,9	14,6	12,7	14,0	15,1	15,6	17,8	17,6
Associé	20,7	25,1	26,1	26,7	23,7	20,5	16,2	14,8	14,4
Résidences secondaires	2,9	2,7	2,5	2,4	2,4	2,5	2,8	3,2	3,3
Total résidentiel	**66,8**	**60,1**	**58,2**	**58,1**	**58,7**	**58,6**	**56,3**	**57,8**	**55,4**

TABLEAU J.06-5

Consommation de biocarburants

Source : Ministère de l'Économie, des Finances et de l'Industrie. DGEMP/DIREM — *Unité* : Millier d'hl

	1992	1995	1996	1997	1998	1999	2000	2001	2002
Filière éthanol : ETBE	99	1 076	1 710	2 363	2 774	2 575	2 623	2 565	2 564
dont : Éthanol	44	478	760	1 050	1 233	1 144	1 166	1 140	1 139
Filière ester : EMHV	8	1 737	2 453	2 844	2 558	2 788	3 491	3 515	3 494

TABLEAU J.06-6

Consommation d'énergies renouvelables dans l'Union européenne et part des ENR dans la consommation totale d'énergie en 2000

Source : Commission européenne, Eurostat, DG TREN — *Unités* : Million de tep et %

Pays	1985	1990	1995	1996	1997	1998	1999	*p* 2000	
	Mtep	Mtep	Mtep	Mtep	Mtep	Mtep	Mtep	Mtep	%
Allemagne	5,7	5,7	6,3	6,4	7,5	8,5	8,7	9,4	2,8
Autriche	5,7	5,8	6,1	6,5	6,7	6,5	6,5	6,6	23,2
Belgique	0,5	0,6	0,7	0,7	0,7	0,7	0,7	0,7	1,3
Danemark	1,0	1,1	1,5	1,6	1,7	1,8	1,9	2,0	10,4
Espagne	6,5	6,0	5,8	7,3	6,9	7,1	6,1	7,0	5,7
Finlande	5,4	5,3	6,2	6,1	6,7	7,2	7,6	7,8	23,9
France	**16,2**	**15,7**	**18,0**	**17,9**	**16,7**	**16,9**	**17,6**	**17,1**	**6,6**
Grèce	1,1	1,1	1,3	1,4	1,3	1,3	1,4	1,4	5,0
Irlande	0,2	0,2	0,2	0,2	0,2	0,3	0,3	0,3	1,8
Italie	8,6	8,2	9,0	9,6	9,7	11,2	12,1	12,3	7,0
Luxembourg	–	–	–	–	–	0,1	–	0,1	1,6
Pays-Bas	0,8	0,8	0,9	1,2	1,4	1,5	1,5	1,6	2,1
Portugal	3,1	2,5	2,6	3,3	3,2	3,0	2,7	3,1	13,0
Royaume-Uni	0,9	1,1	1,9	1,9	2,1	2,3	2,4	2,6	1,1
Suède	11,4	11,6	12,8	11,7	13,4	13,8	13,6	14,6	30,7
Total Union européenne	**67,0**	**65,7**	**73,2**	**75,7**	**78,2**	**82,2**	**83,2**	**86,6**	**5,9**

Chapitre K.01

Industries Agricoles et Alimentaires et Industrie : Données Générales

1 Présentation.
2 Méthodologie.
3 Définitions.
4 Sources de documentation.
5 Tableaux.

Liste des tableaux

1 Les structures industrielles françaises (hors IAA) : année 2001.

2 Les structures des industries agroalimentaires : année 2001.

3 Indices de la production industrielle : moyennes annuelles des indices mensuels.

4 Indices de la production industrielle de l'industrie manufacturière dans plusieurs pays.

5 Indicateurs de rentabilité par grand secteur et par taille d'entreprise.

6 Principales évolutions par secteur et par taille entre 2001 et 2002.

7 Taux d'investissement par secteur, en NES 36.

8 Composantes de l'investissement total.

9 Origine des participations étrangères dans l'industrie manufacturière au 1er janvier 2001.

10 Sous-traitance reçue selon la taille des entreprises en 2001.

11 La sous-traitance industrielle confiée en 2001.

12 Répartition des entreprises de 20 salariés et plus à participation étrangère selon le secteur d'activité au 1er janvier 2001.

13 Principales grandeurs des entreprises industrielles.

14 Part des PMI dans l'industrie manufacturière.

15 L'innovation par secteur selon la définition internationale du manuel d'Oslo.

1

○ Présentation

La situation des industries agricoles et alimentaires

En 2001, le dynamisme des prix de vente stimule la croissance du chiffre d'affaires des entreprises agrolimentaires de 20 salariés et plus.

Malgré de moindres performances à l'exportation, les entreprises agroalimentaires connaissent en 2001, pour la deuxième année consécutive, une forte hausse de leur chiffre d'affaires. La valeur des ventes progresse de 6,2 % après avoir augmenté de 4,5 % en 2000. Ces bons résultats s'expliquent en grande partie par la vitalité des prix de vente sur le marché intérieur au cours du premier trimestre. À prix constants, l'activité augmente de 1,7 % contre 1,8 % l'année précédente. Elle s'appuie, comme en 2000, sur une hausse modérée de la consommation alimentaire des ménages de 0,6 % en volume, assez proche par ailleurs de celle de la population (0,5 %). Le soutien des exportations, dont la valeur augmente de 2,8 % contre 4,6 % un an avant, est en revanche moins affirmé en raison du repli observé dans l'industrie des viandes. Dans l'ensemble, le résultat courant avant impôts des entreprises agroalimentaires se redresse en 2001.

La politique d'embauche devient plus prudente. L'emploi salarié est en hausse de 1,7 % contre 2,6 % en 2000.

La situation de l'industrie manufacturière française

La France est le quatrième producteur industriel (hors énergie) au sein de l'OCDE, assez loin derrière les États-Unis, le Japon et l'Allemagne, et juste devant l'Italie et le Royaume-Uni. La France est également le cinquième exportateur mondial, devant le Royaume-Uni et le Canada, mais derrière la Chine.

Parmi les 1 000 premiers groupes industriels mondiaux, les groupes industriels français ont réalisé 661 milliards de dollars de chiffre d'affaires en 2002.

Dans leur spécialité, les groupes français se placent souvent parmi les leaders : Saint-Gobain, Michelin, l'Oréal, l'Air Liquide... Ils ont largement investi à l'étranger au cours de la dernière décennie, contribuant ainsi au développement de nos exportations. Toutefois, avec la vague spéculative sur la « nouvelle économie » et l'éclatement de la bulle financière, quelques-uns d'entre eux sont depuis 2001 dans une situation financière délicate.

L'industrie manufacturière reste un des secteurs les plus dynamiques de l'économie française : les gains de productivité apparente du travail y ont augmenté de 4,2 % par an (hors intérim) de 1980 à 2002. Elle contribue pour 15 % au PIB français. Cependant, en 2002, l'industrie manufacturière traverse une mauvaise passe : le chiffre d'affaires des entreprises de 20 salariés et plus baisse de 0,5 % en volume. C'est le secteur le plus touché par le ralentissement de la croissance française.

Bien que l'industrie soit présente dans tous les départements, les régions industrielles se situent au nord d'une ligne Nantes-Grenoble. Ainsi, des régions de tradition industrielle ancienne, comme la Franche-Comté, l'Alsace, la Picardie, emploient au moins le quart de leurs effectifs dans le secteur industriel. Le poids de l'industrie est également important dans les Pays de la Loire, où l'industrialisation est plus récente, et la Haute-Normandie.

À l'opposé, l'industrie emploie moins de 13 % de l'effectif total dans deux régions du sud de la France (Languedoc-Roussillon, Provence-Alpes-Côte d'Azur) et en Île-de-France. Dans ces régions, plus des trois quarts des salariés sont employés dans le secteur tertiaire : administration, activités financières, recherche...

L'Île-de-France, Rhône-Alpes et Nord-Pas-de-Calais sont les trois premières régions industrielles françaises.

En 2001, l'industrie manufacturière française, hors industries agroalimentaires, compte quelque 168 000 entreprises et emploie près de 3,6 millions de personnes. Les firmes de moins de 20 salariés sont les plus nombreuses (87 % du total), mais elles ne contribuent que pour 15 % à l'emploi et 8 % au chiffre d'affaires industriel.

Quatre secteurs rassemblent plus de la moitié des petites entreprises industrielles : l'édition-imprimerie, les équipements mécaniques, la métallurgie et la transformation des métaux, les équipements du foyer. À l'inverse, d'autres secteurs ne comptent qu'une part infime des petites entreprises, comme la construction aéronautique, navale et ferroviaire.

Les établissements industriels sont toutefois plus grands que ceux du tertiaire : un établissement industriel producteur emploie en moyenne 70 personnes.

Le poids des PMI dans l'industrie baisse à la fin des années quatre-vingt-dix, la croissance ayant surtout bénéficié aux grandes entreprises.

En France, la moitié des PMI produisent des biens intermédiaires. Le poids des PMI a tendance à augmenter dans les biens intermédiaires, la chimie et le textile notamment, mais aussi dans les biens d'équipement. En revanche, il baisse dans les biens de consommation, en raison des restructurations dans la pharmacie et la parfumerie, de nombreuses défaillances dans l'ameublement et du renforcement du rôle des donneurs d'ordres dans l'habillement.

Au 1er janvier 2001, 56 % des entreprises industrielles de 20 personnes et plus appartenaient à un groupe. Le poids des groupes dans l'industrie est très important : ils concentrent 84 % des effectifs, 89 % de la valeur ajoutée et 91 % du chiffre d'affaires. Avec près de 96 % des exportations, ils contribuent à l'internationalisation des entreprises françaises. Cependant, une part importante de ces flux est constituée par des échanges intragroupe : en 1999, 41 % des exportations et 36 % des importations françaises de produits industriels sont des échanges entre des entreprises appartenant au même groupe industriel.

Les groupes sont particulièrement présents en termes d'effectifs dans les secteurs très capitalistiques et dans les industries de haute technologie (96 % et plus des emplois) : sidérurgie, chimie organique, aéronautique, machines de bureau et matériel informatique, caoutchouc, chimie minérale et pharmacie. Leur rôle est plus modeste dans la plupart des industries traditionnelles où ils emploient moins des deux tiers des effectifs : extraction de minerais métalliques, habillement, récupération, services industriels du travail des métaux, fabrication d'éléments en métal pour la construction et travail du bois.

Créations et cessations d'activité contribuent à renouveler le tissu industriel ; mais les entreprises industrielles représentent seulement 5 % des 268 500 entreprises créées en 2002.

Face à une quasi-stagnation de la demande, les effectifs industriels continuent à diminuer en France. Contrairement à 2001, cette baisse touche exclusivement l'emploi direct en 2002 l'intérim augmentant légèrement : fin 2002, l'industrie, y compris les industries agroalimentaires et l'énergie, emploie 4,067 millions de salariés, soit une baisse de 87 000 personnes sur un an (- 0,3 %).

Les emplois d'ouvriers restent majoritaires, tout particulièrement dans l'automobile (deux emplois sur trois), les biens intermédiaires (63 %), les industries agroalimentaires (60 %). Mais toutes les qualifications existent dans l'industrie. Le niveau de formation initial des salariés progresse.

En décembre 2002, dans les entreprises industrielles de dix salariés et plus, la durée hebdomadaire conventionnelle du travail des salariés à temps plein est de 35,4 heures, contre 38,3 heures en décembre 1998. 78 % des salariés travaillent dans un établissement appliquant une durée conventionnelle inférieure à 36 heures. Les établissements dont les durées sont plus élevées appartiennent le plus souvent à des entreprises de moins de 20 salariés.

En 2003, comme en 2001 et 2002, le marché du travail industriel connaît des tensions ; mais les recrutements sont moins difficiles. La main d'œuvre industrielle vieillit.

En 2002, la production dans l'industrie manufacturière recule de 1,3 %. Elle avait progressé de 0,8 % en 2001, beaucoup moins rapidement qu'à la fin des années quatre-vingt-dix : + 4 % en moyenne annuelle, entre 1997 et 2000, contre + 2 % dans l'agroalimentaire, l'énergie et la construction.

L'environnement économique, boursier et géopolitique est particulièrement défavorable aux projets d'équipement en 2002.

Ainsi, l'investissement matériel des entreprises de l'industrie manufacturière, y compris l'agroalimentaire, recule de 9 % en valeur, malgré un rebond en début d'année. Le montant de l'investissement manufacturier s'élève à 25,5 milliards d'euros, dont 3,7 milliards dans les industries agroalimentaires. Le taux d'investissement des entreprises industrielles (hors agro-alimentaire) pourrait ainsi baisser d'un peu plus de 1,5 point en 2002. Il reviendrait à son niveau de 1999, soit un repli modéré par rapport à celui de la valeur ajoutée. Le crédit-bail est l'outil de financement privilégié des PMI.

L'investissement immatériel connaît, lui, une progression ralentie.

En 2001, comme en 2000, 94 % des entreprises industrielles investissent dans la publicité, contre 87 % en 1999.

Les grandes entreprises concentrent 63,9 % des dépenses publicitaires de l'industrie manufacturière. Leur budget publicitaire s'élève en moyenne à 6,1 millions d'euros par entreprise contre seulement 115 000 euros pour les PMI. Les dépenses de publicité représentent 1,5 % du chiffre d'affaires des grandes entreprises, contre 1 % de celui des PMI.

Trois entreprises industrielles sur quatre achètent des produits dans le cadre d'un contrat de sous-traitance industrielle. Depuis le milieu des années quatre-vingt-dix, les besoins des firmes augmentent très rapidement (+ 8,5 % en moyenne annuelle), plus rapidement que leur production (+ 6 %). En effet, pour se recentrer sur leur cœur de métier, plus porteur, en termes de création de valeur, les firmes ont délaissé leurs productions périphériques en achetant des consommations intermédiaires : achats sur catalogue comme achats de produits sous-traités. À cette raison structurelle s'ajoute une cause plus conjoncturelle : après la croissance de la fin des années quatre-vingt-dix, les entreprises ont dû faire face à une forte tension sur leurs capacités de production. Aussi, elles ont fait appel à d'autres entreprises, souvent de même métier, pour honorer leurs carnets de commandes.

Les entreprises industrielles utilisent de plus en plus les technologies de l'information et de la communication dans leurs processus de production. Ces technologies améliorent la réactivité et l'efficience des entreprises. Dans un contexte de concurrence accrue, les entreprises deviennent plus réactives et plus efficientes. Percevant cet enjeu majeur, elles se sont fortement équipées en TIC entre 1999 et 2002. En fin d'année 2002, la connexion à l'Internet s'est banalisée : plus de 95 % des entreprises industrielles françaises y ont accès, contre 70 % en 1999. Cette progression a été particulièrement forte dans les PMI de moins de 250 salariés : leur taux de connexion a augmenté de 66 % à 95 % entre 1999 et 2002. Par ailleurs, en 2002, 55 % des entreprises sont présentes sur la Toile, au travers d'un site Internet, contre 39 % en 1999. Leur site sur la Toile est surtout utilisé pour présenter l'entreprise (91 %), mais également pour fournir le catalogue des produits ou des prix (63 %). En revanche, les sites permettant de commander en ligne sont très minoritaires (10 %).

Les autres outils phare des TIC ont été adoptés de façon différenciée. 34 % des entreprises ont mis en place un réseau intranet, contre 23 % en 1999. Les PMI s'y mettent rapidement, mais l'écart avec les grandes entreprises reste plus prononcé que pour l'adoption d'un site sur la Toile. La diffusion de l'EDI plafonne, voire recule : elle ne concerne que 43 % des entreprises. Tous les types d'entreprises adoptent des progiciels de gestion intégrée : plus de 51 % des entreprises industrielles en sont équipées en 2002, contre 37 % en 1999. La mise en place de réseaux extranet n'a guère progressé, et concerne moins de 10 % des entreprises industrielles.

Les grandes entreprises industrielles sont de fortes utilisatrices de ces technologies, alors que les PMI le sont beaucoup moins. Les secteurs industriels les mieux équipés en TIC sont ceux de l'énergie, de la filière des TIC et de la pharmacie. Suivent la construction aéronautique, en forte progression par rapport à 1999, et la chimie. Les secteurs traditionnels de l'industrie, comme l'habillement-cuir, le textile ainsi que les industries agroalimentaires, sont beaucoup moins équipés que la moyenne de l'industrie manufacturière.

En 2001, les entreprises industrielles de 20 salariés et plus (hors agroalimentaire) ont dépensé 4,3 milliards d'euros en outils informatiques. Les entreprises ont dépensé 22,4 milliards d'euros dans la recherche et le développement pour l'industrie.

Dans l'industrie manufacturière, quatre entreprises sur dix ont innové entre 1998 et 2000.

Les industries de haute technologie contribuent pour un cinquième de la valeur ajoutée de l'industrie française.

Les entreprises s'engagent de plus en plus dans des processus rigoureux et formalisés d'amélioration continue, appelés démarche qualité.

En 2001, les investissements environnementaux de l'industrie ont nettement augmenté (+ 7 %), pour atteindre 1 250 millions d'euros, soit 3,7 % des investissements corporels totaux.

2 ○ Méthodologie

Les nomenclatures

Le mot « industrie » regroupe traditionnellement les industries manufacturières et les industries agroalimentaires (IAA), parfois l'énergie. Le bâtiment et le génie civil et agricole (BGCA) en sont généralement exclus. Pour définir avec précision le champ de l'industrie en France, il faut se référer aux « nouvelles nomenclatures d'activités et de produits », officiellement entrées en vigueur en France à partir du 1er janvier 1993 et utilisées par le SESSI pour l'enquête annuelle d'entreprise et les enquêtes de branche depuis 1993.

Les correspondances entre les niveaux 16, 36 et 114 de la NES (nomenclature économique de synthèse) et les divisions ou groupes de la nomenclature d'activités française (NAF) sont présentées en fin d'annuaire.

L'enquête annuelle d'entreprise

L'enquête annuelle d'entreprise (EAE) est une des principales sources statistiques de connaissance de l'industrie française.

Le Service des études et des statistiques industrielles (SESSI) réalise cette enquête auprès des entreprises industrielles, sauf celles des industries agroalimentaires, du bâtiment et du génie civil, des transports, et celles du commerce et des services interrogées respectivement par les ministères de l'Agriculture, de l'Alimentation, de la Pêche et des Affaires rurales, de l'Équipement, des Transports, du Logement, du Tourisme et de la Mer et l'INSEE.

L'Institut national de la statistique et des études économiques (INSEE) assure la coordination sur le plan national des EAE réalisées par les différents ministères. Il gère un fichier commun de lancement d'enquête. L'INSEE utilise les résultats de ces enquêtes en particulier pour l'élaboration des comptes de la nation et des comptes régionaux.

Rénovation du système d'enquêtes : le passage à la quatrième génération d'EAE

Depuis l'exercice 1996, cette enquête est profondément remaniée, principalement en vue d'alléger la charge de réponse des entreprises. Le questionnaire a été revu et les questions relatives aux établissements et aux investissements ont été réduites ; des nouvelles questions sur les thèmes d'actualité importants pour la vie économique, tels les dépenses informatiques, les relations interentreprises, l'investissement immatériel ont été insérées.

L'INSEE et les services statistiques des ministères ont défini un « tronc commun » pour les variables, la méthodologie statistique et l'architecture informatique dans le but de rapprocher et faciliter les comparaisons entre les différentes enquêtes annuelles d'entreprises.

Les résultats de l'EAE sont établis suivant plusieurs niveaux de la NAF et de la NES :

– le niveau NAF 700, désigné par un code sur 4 positions (3 chiffres et 1 lettre) dont près de 280 rubriques correspondent aux secteurs relevant de l'EAE réalisée par le SESSI. Ce niveau n'est pas publié pour les résultats agrégés de l'EAE ;

– le niveau NES 114, désigné par un code sur 3 positions (une lettre et 2 chiffres), s'emboîte sur les divisions, groupes ou classes de la NAF ;
– le niveau NES 36, désigné par un code sur 2 positions (une lettre et un chiffre) ;
– le niveau NES 16, désigné par un code sur 2 positions (2 lettres).

Les enquêtes de branche

Le suivi de l'activité industrielle comporte dans tous les pays développés une observation de la production et des variables qui lui sont associées (livraisons, facturations, stocks et commandes) en quantités physiques et en valeur dans une nomenclature détaillée de produits.
La France a, pour des raisons historiques, une organisation très spécifique des statistiques industrielles. Le dispositif est organisé par branche d'activité. Une partie des branches est couverte par des enquêtes réalisées par des organisations professionnelles sous le contrôle de l'administration.
Ces organisations professionnelles agréées (OPA) sont actuellement une centaine ; elles recouvrent les entreprises volontaires sur la base de la solidarité professionnelle. L'agrément est donné dans le cadre de la loi du 7 juin 1951 qui organise notamment cette collaboration et institue l'obligation de répondre aux enquêtes statistiques visées. Cette loi donne la faculté aux industriels qui ne désirent pas répondre aux syndicats professionnels compétents, d'opter pour une réponse directe à l'administration, c'est-à-dire au SESSI : ils sont alors communément appelés optants. Cependant, l'INSEE ne peut publier ces données en raison des règles sur le secret statistique ; dans ce cas, la lettre c apparaît sur la ligne concernée afin de préciser la confidentialité de ces données.
Les enquêtes de branche reposent sur une organisation décentralisée qui est coordonnée par le SESSI.

L'enquête Innovation

L'enquête innovation a été réalisée en 2001 auprès d'un échantillon de 5 000 entreprises industrielles de plus de 20 salariés dans l'industrie manufacturière et de 1 000 entreprises de 20 salariés et plus dans l'industrie agroalimentaire. Le taux de réponse s'élève à plus de 85 % en nombre d'unités et à plus de 95 % en termes de chiffre d'affaires. Elle a été réalisée simultanément dans les quinze pays de la Communauté européenne. Pour les résultats, cf. publications à la fin de ce chapitre.

L'enquête Changements organisationnels et Informatisation (COI)

Réalisée en 1997-1998 par le SESSI, elle cherche à appréhender les changements intervenus entre 1994 et 1997 dans les domaines de l'organisation et de l'informatisation. Le questionnaire a été adressé par voie postale à un échantillon représentatif des entreprises industrielles de plus de 20 salariés. La totalité des entreprises de plus de 500 personnes a été interrogée. Le taux de réponse s'élève à 88 % en nombre d'entreprises et à plus de 95 % en chiffre d'affaires. Cette enquête consistait à interroger sur un même thème des responsables d'entreprise et des salariés de ces mêmes entreprises (s'appuyant sur une collaboration entre le SESSI, le SCEES, l'INSEE, la DARES et le Centre d'études et de l'emploi). Pour les résultats, cf. publications à la fin de ce chapitre.

3 ○ Définitions

Activité

Les activités prises en compte dans l'enquête de branche sont celles donnant lieu à facturation. Sont exclues les activités intégrées dans un cycle de fabrication propre à l'entreprise, sauf pour les activités « Industrie du verre » et « Industries chimiques de base ».

Activité principale

L'activité principale de chaque entreprise est déterminée à partir de la ventilation de ses ventes et de ses effectifs.

Toutes les entreprises de même activité principale relèvent d'un même secteur d'entreprise. Certaines informations comme le compte de résultat ne peuvent être appréhendées que pour l'ensemble de l'entreprise. La statistique ne peut donc les restituer que par secteur d'entreprise.

Branche

Pour une entreprise déterminée, les effectifs et les ventes sont répartis selon les différentes activités qu'elle exerce. Les fractions d'entreprises correspondant à une même activité constituent la branche d'activité (ou la branche). Ainsi, une même entreprise relève d'autant de branches qu'elle exerce d'activités ; il en va de même pour un établissement.

Capacité d'autofinancement (CAF)

La CAF représente les ressources restant à l'entreprise à l'issue de l'exercice. On la déduit de l'EBE par la prise en compte des opérations financières et exceptionnelles et de l'impôt sur les bénéfices.
Elle sert à financer en partie l'investissement et à rémunérer le capital permanent.

Champ reconstitué

La comparaison directe entre deux années consécutives des résultats « en niveau » se heurte à certaines difficultés d'interprétation. La population enquêtée peut être modifiée : certaines entreprises entrent dans le champ de l'enquête, d'autres en sortent. De plus, certaines changent de classe de taille, d'autres changent d'activité principale. Enfin, des modifications de structures (fusion, scission, transfert partiel d'actifs) peuvent transformer notablement le contenu d'un secteur d'activité. Afin d'éliminer ces effets perturbateurs, les résultats sont présentés « en évolution », sous forme d'indices. Pour l'élaboration de tels indices, il est nécessaire, aux prix de certaines conventions, de reconstituer d'une année sur l'autre des ensembles d'entreprises comparables.

Chiffre d'affaires hors taxes (CAHT)

Le chiffre d'affaires hors taxes est le montant global, au cours de l'exercice, des ventes des marchandises et des productions vendues de biens et de services mesurées par leur prix de vente.

Effectif

Au niveau de l'entreprise, il y a plusieurs notions d'effectifs :
– l'effectif au 31 décembre est l'effectif salarié de l'entreprise à cette date ;
– l'effectif salarié moyen correspond à la moyenne annuelle des effectifs ;
– l'effectif moyen employé est égal à l'effectif salarié moyen, corrigé du solde des effectifs pris en location et prêtés en location, y compris les intérimaires.
Jusqu'en 1995, ce solde est calculé dans les entreprises employant 100 personnes ou plus. À partir de 1996, il est calculé pour toutes les entreprises. Ceci provoque une augmentation de l'effectif employé qui peut être évalué à 40 000 personnes pour l'ensemble de l'industrie. Il en résulte également un glissement des tranches d'effectifs : 400 entreprises passent de la tranche 20 à 49 personnes à la tranche au-dessus et une centaine de la tranche 50 à 99 personnes à la tranche supérieure.
Au niveau établissement, on prend en compte l'effectif salarié moyen.

Emploi intérieur

Voir la définition dans le chapitre G.01 : « Comptabilité nationale ».

Entreprise, établissement

Une entreprise peut avoir plusieurs activités distinctes et les exercer dans des établissements situés en différents lieux. De ce fait, l'unité statistique retenue est, selon le cas, l'entreprise dans son ensemble ou une unité de production qui est soit l'établissement, soit la fraction d'entreprise correspondant à une activité déterminée.

Excédent brut d'exploitation (EBE)

Différence entre la VABCF (valeur ajoutée brute aux coûts des facteurs) et les frais de personnel.

L'EBE mesure le flux dégagé par l'activité productrice et / ou commerciale de l'entreprise au cours de l'exercice. Il ne prend pas en considération le compte financier (produits et charges), les dotations aux amortissements et l'impôt sur les bénéfices.

Exportations

Ventes à l'exportation déclarées par les entreprises du secteur. Elles comprennent les livraisons intracommunautaires.

Ces exportations se différencient de celles recensées par les douanes car elles correspondent aux seules exportations directes réalisées par les entreprises. Leur ventilation est présentée par secteurs d'entreprises et branches, non par produits comme le font les sources douanières.

Facturation

Les facturations exprimées en valeur hors taxes sont le reflet exact des livraisons. Des divergences existent, dues à des décalages dans la période de comptage.

On note, en particulier, une pointe saisonnière en fin d'année pour les facturations et ceci pour des raisons purement comptables, les livraisons s'étant effectuées à un rythme beaucoup plus régulier. De ce fait, les facturations sont une mesure plus indirecte de la production que les livraisons elles-mêmes.

Formation brute de capital fixe (FBCF)

Voir la définition dans le chapitre G.01 « Comptabilité nationale ».

Industrie manufacturière

L'industrie manufacturière regroupe les industries de biens de consommation, de biens d'équipement et de biens intermédiaires.

Investissement

L'investissement représente la somme des dépenses consacrées par les entreprises à l'acquisition ou à la création de moyens de production ; bâtiments, terrains, ouvrages existants, matériel et outillage, matériel de transport, construction et génie civil. Le poste comprend les immobilisations en cours mais exclut les immobilisations incorporelles, les actifs provenant de modification de structure, les titres de participation et les équipements financés en crédit-bail.

Livraisons

Aux variations de stocks près, les livraisons correspondent approximativement aux productions commercialisables. Néanmoins, les comptages peuvent être effectués avec un certain décalage dans le temps, d'où des divergences sensibles surtout sur le plan mensuel.

Les livraisons sont comptabilisées en quantités physiques. Quand la production n'est pas recensée, les livraisons constituent une saisie indirecte du phénomène, qui est valable pour autant que le rôle des stocks ne soit pas prépondérant.

Dans certains cas, il est spécifié que les livraisons sont totales, c'est-à-dire qu'elles comportent la part des interlivraisons imputables à l'intégration des fabrications au sein d'une même entreprise.

Manuel d'Oslo

Le manuel d'Oslo est la première source internationale des directives pour la collection et l'usage des données sur des activités d'innovation dans l'industrie.

Participation étrangère

Les entreprises dont le capital social est détenu à plus de 33,3 % par l'étranger sont considérées dans tous les cas sous contrôle étranger au sens large. Les entreprises sont dites à participation majoritaire pour une participation par une ou plusieurs sociétés étrangères supérieure à 50 % de leur capital. Elles sont dites à participation minoritaire lorsque les participations sont comprises entre 33,3 et 50 %. Au-dessous de 33,3 %, on considère généralement que les participations étrangères constituent un simple placement financier et ne traduisent pas une volonté d'influencer la gestion de l'entreprise. Elles sont donc considérées comme à capitaux français.

Production

Elle est comptabilisée au stade de la fabrication en usine et exprimée en quantités physiques (tonnage ou autre unité spécifique).

Elle est dite production totale quand toute la production est recensée, y compris celle qui est intégrée et auto-consommée dans le processus de fabrication. C'est le cas essentiellement des industries de base telles que la sidérurgie ou la fonderie par exemple. On prendra soin de ne pas confondre cette terminologie avec celle de « total » (de la production) qui désigne le résultat d'une addition.

Elle est dite production commercialisable quand elle est destinée à la vente, ce qui est le cas le plus général.

Production propre

Somme des productions vendues de biens et de services, de la production stockée et de la production immobilisée.

Une première mesure de l'accroissement du potentiel de production possédé par l'entreprise s'obtient en déduisant les cessions courantes. De plus, les opérations de croissance externe, qui laissent invariantes les capacités de production sur le plan national, se traduisent pour l'entreprise soit par une augmentation (apport) soit par une diminution (cession) de ses capacités.

Rémunérations

C'est l'ensemble des salaires, charges sociales patronales exclues, des appointements et des congés payés, des indemnités de tous ordres, ainsi que des commissions et rémunérations des administrateurs ayant qualité d'assurés sociaux, versés par l'employeur au cours de l'année civile.

Résultat courant avant impôts

Il est égal aux produits d'exploitation + quotes-parts de résultats sur opérations faites en commun (produits) + produits financiers - charges d'exploitation - quotes-parts de résultats sur opérations en commun (charges) - charges financières. Il est bénéficiaire si les produits dépassent les charges ou déficitaire dans le cas contraire.

Résultat exceptionnel

C'est le solde des charges et des produits exceptionnels.

Résultat financier

Il représente le solde des charges financières et des produits financiers.

Résultat net comptable (RNC)

Le résultat net comptable correspond aux ressources nettes (après prise en compte de la dépréciation du capital) restant à l'entreprise à l'issue de l'exercice.

RNC = Résultat courant avant impôt + résultat exceptionnel – impôts sur les bénéfices – participation des salariés aux fruits de l'expansion.

Secteur d'entreprise

Pour chaque entreprise on détermine, à partir de la ventilation de ses ventes et de ses effectifs, son activité principale. Toutes les entreprises de même activité principale relèvent d'un même secteur d'entreprise. Certaines informations, comme le compte de résultats ne peuvent être appréhendées que pour l'ensemble de l'entreprise. La statistique ne peut donc les restituer que par secteur d'entreprise.

Secteur d'établissement

Pour chaque établissement, on détermine son activité à partir de la ventilation des effectifs. Les établissements exerçant à titre principal une même activité forment un secteur d'établissement.

Sous-traitance

– **Sous-traitance industrielle** : Selon l'AFNOR, il s'agit des opérations concernant, pour un cycle de production déterminé, une ou plusieurs opérations de conception, d'élaboration, de fabrication, de mise en oeuvre ou de maintenance du produit, dont une entreprise, dite « donneur d'ordres », confie la réalisation à une entreprise, dite « sous-traitant » ou « preneur d'ordres », tenue de se conformer exactement aux directives ou

– spécifications techniques que ce donneur d'ordres arrête en dernier ressort.
– **Sous-traitance de capacité** : la sous-traitance est dite de capacité dès lors que l'entreprise donneur d'ordres, équipée elle-même pour exécuter un produit, a recours à une autre entreprise soit occasionnellement, en raison d'une pointe momentanée dans sa production ou d'un incident technique, soit de façon plus ou moins habituelle, parce que désireuse de conserver une capacité propre dans une fabrication déterminée, elle entend utiliser des capacités de production disponibles à l'extérieur.
– **Sous-traitance de spécialité** : la sous-traitance est dite de spécialité dès lors que l'entreprise donneur d'ordres décide de faire appel à un « spécialiste » disposant des équipements et de la compétence adaptés à ses besoins, parce qu'elle ne peut ou ne souhaite pas s'en doter, pour des raisons relevant de sa stratégie propre.

Valeur ajoutée brute (VAB)

C'est la différence entre la valeur de la production (d'une entreprise, d'une branche) et celle des consommations intermédiaires. Si l'on déduit les amortissements pratiqués au cours de l'exercice, on obtient la valeur ajoutée nette.

Valeur ajoutée brute aux coûts des facteurs (VABCF)

Elle représente la valeur ajoutée hors taxes augmentée des subventions et diminuée des impôts et taxes.

Valeur ajoutée hors taxes (VAHT)

Elle représente le solde des opérations de production de l'entreprise.

4 ○ Sources de documentation

Ce chapitre a été réalisé avec la collaboration du service des études et des statistiques industrielles (SESSI) du ministère de l'Économie, des Finances et de l'Industrie.

Organismes :

– Ministère de l'Économie, des Finances et de l'Industrie : direction générale de l'Industrie, des Technologies de l'Information et des Postes, Service des études et des statistiques industrielles (SESSI) ;
– Ministère de l'Agriculture, de l'Alimentation, de la Pêche et des Affaires rurales : service central des enquêtes et études statistiques (SCEES) ;
– INSEE ;
– Ministère de l'Équipement, des Transports, du Logement, du Tourisme et de la mer : direction générale de l'Urbanisme, de l'Habitat et de la Construction.

Sites Internet :

– www.industrie.gouv.fr/sessi
– www.agriculture.gouv.fr
– www.insee.fr
– www.equipement.gouv.fr

Publications :

Ministère de l'Économie, des Finances et de l'Industrie, Service des études et des statistiques industrielles (SESSI)

– « L'état de l'industrie française », rapport 2003, CPCI (Commission Permanente de Concertation pour l'Industrie), octobre 2003 ;
– « Élargissement de l'Union européenne - Quelles opportunités pour les entreprises industrielles », juin 2003 ;
– « Orientation service des entreprises industrielles », juin 2003 ;
– « Adaptation structurelle des équipements de second rang et des PME de la filière automobile », février 2003 ;
– « Les images de l'industrie de 1850 à nos jours », janvier 2003 ;
– Conjoncture industrielle, mensuel.
Chiffres-clés Analyse :
– « L'industrie française », édition 2002 - 2003 ;
– « L'industrie dans les régions », édition 2002 – 2003 ;
– Rapport d'étape de l'Étude pour la diffusion des TIC dans les PME, octobre 2003 ;
– Rapport de l'inspection générale de l'industrie sur l'utilisation et la promotion des nouvelles technologies de l'information et de la communication auprès des PME - PMI, novembre 2003.
Chiffres-clés Production industrielle :
– « L'industrie de l'équipement automobile », édition 2003 ;
– « Les fournisseurs de la construction », édition 2003 ;
– « La sous-traitance », édition 2003 ;
– « L'industrie des TIC - Industrie et services », édition 2003 ;
– « Les matériaux de construction », édition 2003 ;
– « La carrosserie industrielle », édition 2003 ;
– « L'implantation étrangère dans l'industrie française », édition 2002 ;
– « La situation de l'industrie en 2002 », 1ers résultats de l'enquête annuelle d'entreprise ;
– « La sous-traitance - métaux plastiques », édition 2002 ;
– « L'industrie française des technologies de l'information et de la communication », édition 2002 ;
– « La parachimie », édition 2002 ;
– « L'industrie française de l'emballage », édition 2002 ;
– « L'industrie française de la plasturgie », édition 2002 ;
– « Le bois », édition 2002.
Chiffres-clés Référence :
– « Les chiffres-clés de l'industrie », CD-Rom, 2003 ;
– « Sessi Entreprises », CD-Rom, 2003 ;
– « La situation de l'industrie », édition 2002 ;
– « Le financement de l'innovation technologique dans l'industrie », édition 2002 ;
– « Les investissements pour protéger l'environnement », édition 2002 ;
– « L'industrie française en 300 secteurs », CD-Rom, 2002.
Le « 4 pages » :
– « Rapport CPCI 2003 : L'industrie ralentit en 2002, sa compétitivité s'affaiblit », n° 183, novembre 2003 ;
– « Le rachat des « jeunes pousses » dans la haute technologie : l'exemple des États-Unis », n° 182, octobre 2003 ;
– « La filière automobile française en Europe - À l'Est, du nouveau », n° 181, octobre 2003 ;
– « Les dépenses informatiques des entreprises industrielles - Dopées par l'an 2000 et le passage à l'euro », n° 180, août 2003 ;
– « 2002 : une année difficile », n° 179, juillet 2003 ;
– « La production industrielle au ralenti en 2002 », n° 178, juillet 2003 ;
– « Les jeunes dans l'industrie - Une relève à confirmer », n° 177, juin 2003 ;
– « Le caoutchouc industriel - La face cachée des élastomères », n° 176, juin 2003 ;
– « La sous-traitance industrielle en 2001 - En hausse malgré une croissance en repli », n° 175, avril 2003 ;
– « L'industrie pharmaceutique - Sur les chemins difficiles de l'internationalisation », n° 174, avril 2003 ;
– « L'industrie irlandaise - Une intégration réussie au sein de l'Union européenne », n° 173, mars 2003 ;
– « L'Internet avance : les jeunes poussent », n° 172, février 2003 ;
– « 1990-2000 : une décennie de consolidation pour l'industrie française », n° 171, février 2003.
En bref :
– « L'industrie en quelques chiffres », édition 2003 ;
– « Les PMI en quelques chiffres », édition 2002.

Ministère de l'Agriculture, de l'Alimentation, de la Pêche et des Affaires rurales

– Statistique agricole, Service central des enquêtes et études statistiques (SCEES) ;
– « Étude sur la structure des entreprises agricoles et alimentaires », enquête annuelle, Service central des enquêtes et études statistiques (SCEES).

INSEE

INSEE-Première :
– « Les filiales commerciales des groupes industriels : un rôle majeur », n° 936, décembre 2003 ;
– « Les créateurs d'entreprises en 2002 - Un créateur sur trois était au chômage au moment de la création », n° 928, octobre 2003 ;

– « L'impact sur l'emploi des créations d'entreprises », n° 917, août 2003 ;
– « Un salarié sur deux d'un grand établissement travaille encore dans l'industrie », n° 915, juillet 2003 ;
– « Les petites entreprises industrielles - Un ensemble dynamique », n° 914, juillet 2003 ;
– « Les industries agroalimentaires en 2002 - Maintien de la croissance, accalmie sur les prix », n° 911, juillet 2003 ;
– « Stagnation de l'activité manufacturière en 2002 - Les industriels dans l'expectative », n° 905, juin 2003 ;
– « Les comptes de la Nation en 2002 - La consommation s'infléchit, la demande des entreprises recule », n° 894, avril 2003 ;
– « Endettement et internationalisation des groupes », n° 890, mars 2003,
– « Légère diminution des créations d'entreprises depuis 2000 », n° 879, janvier 2003.

Économie et statistique :
– « Les entreprises sur les marchés mondiaux », n^{os} 363, 364 et 365, novembre 2003 ;
– « Gestion de l'emploi dans l'entreprise », n° 361, juin 2003 ;
– « Intérim et productivité dans l'industrie », n° 358, février 2003 ;
– « Les entreprises et la baisse du prix des ordinateurs », n° 355, décembre 2002.

Synthèses :
– « L'innovation dans les entreprises », n° 67, janvier 2003.

INSEE-Résultats :
– « Les petites entreprises industrielles en 2001 », n° 10, septembre 2003 ;
– « Images économiques des entreprises et des groupes au 1er janvier 2001 », n° 6, juin 2003.

Document de travail :
– « Indices d'entrées de commandes dans l'industrie et la construction : objectifs et méthodologie », n ° E01 /2003 ;
– « Les indices de compétitivité des pays : interprétation et limites », n ° G2002 / 16.

Vous obtiendrez des informations supplémentaires en vous reportant au chapitre K.02.

Autres

« Entreprises européennes, faits et chiffres, données 1990 – 2000 », Panorama de l'Union européenne, Eurostat, 2002 ;
« Balance des paiements et position extérieure de la France », revue de la Banque de France ;
« Principaux indicateurs économiques », Annuaire statistique de l'OCDE.

5 ❍ Tableaux

Des tableaux « séries » sont disponibles sur le cédérom (cf. liste en fin d'annuaire).

TABLEAU K.01-1

Les structures industrielles françaises (hors IAA) : année 2001

Source : Ministère de l'Économie, des Finances et de l'Industrie (SESSI)
Enquête annuelle d'entreprise

Unités : Montants : Million d'euros
Effectifs : Millier

Secteur d'activité	Code NES 114 ou NAF	Nombre d'entreprises	Effectif employé (1)	Chiffre d'affaires hors taxes	Chiffre d'affaires à l'exportation	Investissements corporels totaux	Résultat d'exploitation
Industrie de l'habillement et des fourrures	C11	1 033	74,0	10 443	3 226	155	455
Industrie du cuir et de la chaussure	C12	346	37,9	4 194	1 314	114	353
Édition, imprimerie, reproduction	C20	1 748	149,8	26 517	1 908	730	1 056
Industrie pharmaceutique	C31	270	101,9	38 704	11 285	1 023	4 102
Fabrication de savons, de parfums et de produits d'entretien	C32	282	57,9	18 467	7 017	518	1 136
Fabrication de meubles	C41	685	86,3	10 298	1 714	288	257
Bijouterie et fabrication d'instruments de musique	C42	112	8,6	1 305	487	21	49
Fabrication d'articles de sport, de jeux et industries diverses	C43	295	28,8	4 296	1 814	164	168
Fabrication d'appareils domestiques	C44	73	26,8	4 701	1 444	145	64
Fabrication d'appareils de réception, enregistrement et reproduction (son et image)	C45	51	8,6	1 845	863	44	6
Fabrication de matériel optique et photographique, horlogerie	C46	142	17,4	2 092	839	88	59
Construction automobile	D01	340	206,5	104 066	45 712	4 103	1 847
Fabrication d'équipements automobiles	D02	239	110,4	22 020	7 835	1 021	342
Construction navale	E11	108	19,0	2 816	1 959	92	133
Construction de matériel ferroviaire roulant	E12	39	16,2	2 288	936	41	86
Construction aéronautique et spatiale (non compris ateliers de l'industrie de l'aéronautique)	E13	112	84,2	19 595	11 741	867	1 941
Fabrication de cycles, motocycles, matériel de transport (n.c.a.)	E14	52	8,8	1 232	434	33	– 25
Fabrication d'éléments en métal pour la construction	E21	572	38,2	5 228	567	156	337
Chaudronnerie, fabrication de réservoirs métalliques et de chaudières	E22	988	74,4	8 180	1 629	196	381
Fabrication d'équipements mécaniques	E23	372	71,0	11 661	6 023	475	325
Fabrication de machines d'usage général	E24	815	96,5	15 463	5 430	262	786
Fabrication de machines agricoles	E25	206	19,3	3 813	1 149	68	167
Fabrication de machines-outils	E26	171	14,1	2 280	771	78	93
Fabrication d'autres machines d'usage spécifique	E27	695	62,4	10 702	5 458	243	347
Fabrication d'armes et munitions (non compris l'armement)	E28	6	0,7	91	40	2	6
Fabrication de machines de bureau et de matériel informatique	E31	67	37,9	16 728	8 597	275	343
Fabrication de moteurs, génératrices et transformateurs électriques	E32	164	26,0	3 895	1 750	111	217
Fabrication d'appareils d'émission et de transmission	E33	211	78,8	18 144	9 121	561	– 1 235
Fabrication de matériel médicochirurgical et d'orthopédie	E34	243	26,7	4 797	2 287	193	270
Fabrication de matériel de mesure et de contrôle	E35	491	65,5	11 421	5 243	272	639
Extraction de minerais métalliques	F11	3	0,3	27	15	–	– 1
Extraction de produits de carrières et minéraux divers	F12	343	22,8	4 028	435	280	329
Fabrication de verre et d'articles en verre	F13	185	51,5	6 946	2 729	454	490
Fabrication de produits céramiques et de matériaux de construction	F14	694	80,2	14 645	2 264	638	1 439
Filature et tissage	F21	599	46,8	7 004	3 111	219	165
Fabrication de produits textiles	F22	521	40,0	5 189	1 665	167	124
Fabrication d'étoffes et d'articles en maille	F23	163	17,3	1 930	348	62	85
Travail du bois et fabrication d'articles en bois (2)	F31	639	47,5	6 670	1 207	391	352
Fabrication de pâte à papier, de papier et de carton	F32	115	28,1	7 896	4 173	369	513
Fabrication d'articles en papier ou en carton	F33	513	65,3	11 989	2 219	516	526
Industrie chimique minérale	F41	123	23,5	7 928	2 366	425	345
Industrie chimique organique	F42	176	49,7	25 333	12 320	1 201	876
Parachimie	F43	357	58,8	17 713	7 171	522	786
Fabrication de fibres artificielles ou synthétiques	F44	10	2,4	610	401	50	– 3
Industrie du caoutchouc	F45	162	74,9	10 188	4 665	480	256
Transformation des matières plastiques	F46	1 388	169,1	23 638	5 503	1 239	829
Sidérurgie et première transformation de l'acier	F51	150	65,1	17 297	9 630	600	368
Production de métaux non ferreux	F52	91	25,1	9 781	4 597	307	350
Fonderie	F53	239	40,2	4 006	1 074	218	60
Services industriels du travail des métaux	F54	2 295	159,3	16 305	2 819	927	635
Fabrication de produits métalliques	F55	898	94,0	12 022	3 253	471	684
Récupération	F56	272	15,1	3 225	835	180	153
Fabrication de matériel électrique	F61	554	145,4	22 682	9 262	1 122	865
Fabrication de composants électroniques	F62	350	82,5	18 016	10 830	1 295	– 410
Extraction de produits énergétiques (houille, lignite, tourbe, minerais d'uranium et d'hydrocarbures)	G11 à G13	20	8,4	1 071	88	101	– 356
Cokéfaction et industrie nucléaire	G14	10	11,9	4 355	1 105	273	153
Raffinage de pétrole	G15	46	17,3	54 970	5 655	527	251
Production et distribution d'électricité, de gaz et de chaleur	G21	127	169,0	49 424	2 943	5 013	3 482
Captage, traitement et distribution d'eau	G22	83	33,8	9 240	68	400	401
Total industrie, hors IAA (2)		**22 054**	**3 299,8**	**761 409**	**251 347**	**30 788**	**28 453**

(1) L'effectif employé est égal à l'effectif salarié moyen (moyenne des effectifs sur l'année), corrigé du solde des effectifs pris en location et prêtés en location.
(2) Non compris le « Sciage et rabotage du bois », activité reprise dans le 20.1A (tableau K01-2).

TABLEAU K.01-2

Les structures des industries agroalimentaires : année 2001 (1)

Source : Ministère de l'Agriculture, de l'Alimentation, de la Pêche et des Affaires rurales (SCEES)
Enquête annuelle d'entreprise (2)

Unités : Montants : Million d'euros
Effectifs : Millier

(3) Secteur d'activité	Code NES 114 ou NAF	Nombre d'entreprises	Effectif employé (4)	Chiffre d'affaires hors taxes	Chiffre d'affaires à l'exportation	Investissements corporels h. apports	Résultat courant avant impôts
Industrie des viandes	**15.1**	**1 048**	**142,6**	**30 291**	**3 112**	**631**	**629**
Production de viandes de boucherie	15.1A	438	51,2	14 108	1 318	186	185
Production de viandes de volaille	15.1C	178	37,0	6 331	1 332	149	212
Préparation industrielle de produits à base de viande	15.1E	432	54,3	9 852	462	296	232
Industrie du poisson	**15.2**	**141**	**15,2**	**2 871**	**271**	**117**	**47**
Industrie du poisson	15.2 Z	141	15,2	2 871	271	117	47
Industrie des fruits et légumes	**15.3**	**153**	**26,2**	**6 023**	**1 064**	**253**	**177**
Transformation et conservation de pommes de terre	15.3A	9	3,4	726	180	87	14
Préparation de jus de fruits et légumes	15.3C	15	2,0	690	72	26	33
Transformation et conservation de légumes	15.3E	78	14,4	3 044	546	99	77
Transformation et conservation de fruits	15.3F	51	6,4	1 563	266	41	53
Industrie des corps gras	**15.4**	**24**	**3,6**	**3 137**	**423**	**41**	**108**
Fabrication d'huiles et graisses brutes	15.4A	12	0,8	*c*	*c*	*c*	*c*
Fabrication d'huiles et graisses raffinées	15.4C	10	2,5	2 260	263	18	78
Fabrication de margarine	15.4E	2	0,3	*c*	*c*	*c*	*c*
Industrie laitière	**15.5**	**321**	**66,2**	**23 987**	**3 579**	**525**	**471**
Fabrication de lait liquide et de produits frais	15.5A	61	21,5	8 647	977	194	186
Fabrication de beurre	15.5B	17	2,8	2 033	206	19	22
Fabrication de fromages	15.5C	200	31,6	9 864	1 634	233	231
Fabrication d'autres produits laitiers	15.5D	24	3,7	1 871	615	39	36
Fabrication de glaces et sorbets	15.5F	19	6,5	1 572	147	38	– 4
Travail des grains ; fabrication de produits amylacés	**15.6**	**124**	**12,5**	**4 564**	**1 845**	**345**	**183**
Meunerie	15.6A	90	4,8	1 542	174	40	40
Autres activités de travail des grains	15.6B	25	2,7	*c*	*c*	*c*	*c*
Fabrication de produits amylacés	15.6D	9	4,9	*c*	*c*	*c*	*c*
Fabrication d'aliments pour animaux	**15.7**	**231**	**18,5**	**8 334**	**966**	**158**	**199**
Fabrication d'aliments pour animaux de ferme	15.7A	210	13,7	6 782	433	107	113
Fabrication d'aliments pour animaux de compagnie	15.7C	21	4,8	1 552	533	51	86
Autres industries alimentaires	**15.8**	**733**	**105,1**	**26 096**	**5 061**	**832**	**1 497**
Fabrication industrielle de pain et pâtisserie fraîche	15.8A	288	29,9	3 799	401	195	152
Biscotterie, biscuiterie, pâtisserie de conservation	15.8F	107	16,7	3 280	280	83	160
Fabrication de sucre	15.8H	17	8,5	3 528	768	144	427
Chocolaterie, confiserie	15.8K	106	24,4	7 620	2 045	172	480
Fabrication de pâtes alimentaires	15.8M	27	3,9	980	86	34	14
Transformation du thé et du café	15.8P	42	4,7	2 102	128	38	181
Fabrication de condiments et assaisonnements	15.8R	24	3,1	831	101	30	58
Fabrication d'aliments adaptés à l'enfant et diététiques	15.8T	32	4,4	1 079	125	30	88
Industries alimentaires n.c.a	15.8V	90	9,5	2 877	1 127	106	– 63
Industrie des boissons	**15.9**	**430**	**42,1**	**17 399**	**5 157**	**741**	**1 886**
Production d'eaux de vie naturelles	15.9A	49	3,5	1 936	1 376	30	450
Fabrication de spiritueux	15.9B	23	4,3	1 482	499	35	200
Production d'alcool éthylique de fermentation	15.9D	21	0,9	371	59	18	12
Champagnisation	15.9F	91	6,3	3 284	1 275	110	449
Vinification	15.9G	155	5,2	1 853	361	124	65
Cidrerie	15.9J	7	0,9	*c*	*c*	*c*	*c*
Production d'autres boissons fermentées	15.9L	2	0,3	*c*	*c*	*c*	*c*
Brasserie	15.9N	15	5,0	2 019	122	160	176
Malterie	15.9Q	6	0,6	479	368	10	10
Industrie des eaux de table	15.9S	39	9,3	3 047	782	141	418
Production de boissons rafraîchissantes	15.9T	22	5,8	2 687	280	106	104
Industries alimentaires	**15**	**3 205**	**431,9**	**122 703**	**21 478**	**3 643**	**5 197**
Exploitation forestière	02.0B	43	1,9	384	100	12	8
Sciage et rabotage du bois	20.1A	289	15,5	2 169	434	110	96
Entreposage frigorifique	63.1D	56	9,7	682	8	35	7
Total IAA		**3 593**	**459,1**	**125 938**	**22 020**	**3 800**	**5 308**

(1) Hors activités 15.8B, 15.8C, 15.8D exclues de l'enquête du SCEES.
(2) Champ de l'enquête : entreprise de 20 salariés et plus ou réalisant plus de 5 millions d'euros de chiffre d'affaires.
(3) Pour les définitions branche et secteur, voir partie « 3. Définitions » de ce chapitre.
(4) L'effectif employé est égal à l'effectif salarié moyen (moyenne des effectifs sur l'année), corrigé du solde des effectifs pris en location et prêtés en location.

TABLEAU K.01-3

Indices de la production industrielle : moyennes annuelles des indices mensuels

Pondération : valeur ajoutée 1995 de la branche (1)

Source : INSEE

Unités : Pondération : million d'euros
Indice base 100 : année 1995

Intitulé de la branche	Codes NES 16 et 36	Pondération	*r* 1996	*r* 1997	*r* 1998	*r* 1999	*r* 2000	*r* 2001	2002
Industrie (non compris construction, NES EB à EG)	**I01**	**169 446**	**100,9**	**104,8**	**110,2**	**112,3**	**116,3**	**117,6**	**116,4**
Industrie (y compris construction, NES EB à EH)	**I02**	**205 491**	**100,4**	**103,9**	**108,6**	**111,0**	**115,1**	**116,4**	**114,8**
Industrie manufacturière (hors énergie et IAA, NES EC à EF)	**I03**	**126 742**	**100,2**	**105,3**	**112,2**	**114,6**	**119,4**	**120,3**	**118,7**
INDUSTRIES AGRICOLES ET ALIMENTAIRES	**EB**	**17 262**	**102,0**	**104,8**	**105,9**	**107,7**	**107,1**	**107,9**	**109,5**
Industries agricoles et alimentaires	B0	17 262	102,0	104,8	105,9	107,7	107,1	107,9	109,5
INDUSTRIE DES BIENS DE CONSOMMATION	**EC**	**24 656**	**97,2**	**98,1**	**103,6**	**104,7**	**106,7**	**108,6**	**105,7**
Habillement, cuir	C1	5 267	84,0	78,6	74,3	64,3	55,8	50,8	42,5
Édition, imprimerie, reproduction	C2	5 182	99,0	102,7	111,5	117,2	120,9	119,5	114,2
Pharmacie, parfumerie, entretien	C3	8 958	101,9	103,8	113,1	117,6	124,0	134,4	137,7
Industries des équipements du foyer	C4	5 249	100,9	103,3	108,9	111,1	114,1	111,9	106,4
INDUSTRIE AUTOMOBILE	**ED**	**12 805**	**101,8**	**110,0**	**125,5**	**137,2**	**145,7**	**154,0**	**155,1**
Industrie automobile	D0	12 805	101,8	110,0	125,5	137,2	145,7	154,0	155,1
INDUSTRIE DES BIENS D'ÉQUIPEMENT	**EE**	**28 872**	**102,1**	**106,9**	**113,3**	**114,8**	**119,0**	**118,6**	**117,7**
Construction navale, aéronautique et ferroviaire	E1	4 591	104,3	111,4	123,4	122,3	124,5	124,0	126,7
Industries des équipements mécaniques	E2	14 674	101,5	105,4	107,7	108,8	113,1	113,1	111,6
Industries des équipements électriques et électroniques	E3	9 606	102,1	107,2	117,0	120,4	125,3	124,4	122,8
INDUSTRIE DES BIENS INTERMÉDIAIRES	**EF**	**60 409**	**100,1**	**106,5**	**112,3**	**113,8**	**119,1**	**118,8**	**116,7**
Industries des produits minéraux	F1	7 462	95,6	98,1	101,6	101,9	105,9	104,8	103,1
Industrie textile	F2	3 573	94,5	96,8	96,9	91,6	88,5	84,4	78,6
Industries du bois et du papier	F3	4 831	98,2	103,4	103,5	106,4	110,3	107,8	109,1
Chimie, caoutchouc, plastiques	F4	18 795	102,0	107,9	111,7	114,6	119,9	119,1	118,6
Métallurgie et transformation des métaux	F5	18 078	98,7	106,2	112,7	114,6	120,7	120,7	120,0
Industries des composants électriques et électroniques	F6	7 670	107,2	118,0	136,1	136,4	146,2	150,1	140,3
ÉNERGIE	**EG**	**25 443**	**103,5**	**102,1**	**103,1**	**104,1**	**107,3**	**110,5**	**109,6**
Production de combustibles et de carburants	G1	2 852	102,3	104,6	105,7	95,7	97,1	97,1	89,7
Eau, gaz, électricité	G2	22 591	103,7	101,8	102,8	105,2	108,6	112,2	112,1
CONSTRUCTION	**EH**	**36 045**	**98,3**	**99,9**	**101,4**	**104,5**	**109,2**	**110,9**	**107,5**
Construction	H0	36 045	98,3	99,9	101,4	104,5	109,2	110,9	107,5

(1) Cf. « Méthodologie des nouveaux indices de la production industrielle, base 1995 » parue au Bulletin Mensuel de Statistique, INSEE, n° 5, mai 2000.

TABLEAU K.01-4

Indices de la production industrielle de l'industrie manufacturière dans plusieurs pays (1)

Source : Eurostat

Base 100 en 2000

Pays	1995	1996	1997	1998	1999	2000	2001	2002
Zone euro (2) :	**84,4**	**84,5**	**88,7**	**92,9**	**94,7**	**100,0**	**100,4**	**99,6**
Union européenne à 15	**86,1**	**86,3**	**90,1**	**93,7**	**95,2**	**100,0**	**99,9**	**98,7**
Allemagne	83,9	84,4	87,9	92,1	93,6	100,0	100,7	99,5
Autriche	72,9	73,4	78,7	85,8	91,0	100,0	100,5	100,5
Belgique	86,0	86,4	90,7	93,3	94,4	100,0	99,9	100,8
Danemark	86,6	87,5	91,8	94,7	94,8	100,3	101,9	103,0
Espagne	83,7	82,7	88,9	94,4	96,7	100,0	98,0	98,2
Finlande	67,6	69,3	75,7	83,5	88,5	100,0	98,5	100,1
France	**84,9**	**85,4**	**89,5**	**94,7**	**96,5**	**100,0**	**100,8**	**99,7**
Grèce	86,9	86,8	88,8	96,0	95,2	100,0	101,8	102,7
Irlande	47,8	51,8	61,8	75,0	86,3	100,0	110,4	119,5
Italie	93,9	92,1	95,6	96,6	96,1	100,0	98,8	96,9
Luxembourg	80,9	81,2	86,4	93,7	95,3	100,0	103,4	103,3
Pays-Bas	87,6	88,1	90,3	93,0	95,2	100,0	100,2	97,4
Portugal	89,8	94,3	96,6	100,0	100,5	100,0	102,3	102,9
Royaume-Uni	95,3	95,4	97,1	97,7	98,1	100,0	97,6	93,7
Suède	81,6	82,9	88,0	91,2	93,5	100,0	99,8	99,3
États-Unis	...	...	...	...	...	...	...	...
Japon	95,3	97,4	100,9	94,2	94,4	100,0	93,1	91,8

(1) Données corrigées des variations saisonnières (CVS).
(2) Europe des 11 jusqu'au 31 décembre 2000, Europe des 12 à partir du 1er janvier 2001. Comprend 12 pays : Allemagne, Autriche, Belgique, Espagne, Finlande, France, Grèce, Irlande, Italie, Luxembourg, Pays-Bas, Portugal.

TABLEAU K.01-5

Indicateurs de rentabilité par grand secteur et par taille d'entreprise (1) (2)

(champ apparent)

Source : Ministère de l'Économie, des Finances et de l'Industrie (SESSI - EAE)

	Industries des biens de consommation hors pharmacie	Pharmacie	Industries des biens d'équipement	Industries des biens intermédiaires	Industrie automobile	PMI	Entreprises de 500 salariés et plus	**Total industrie**
Rentabilité commerciale (EBE/CAHT)								
2001	7,6	13,0	5,3	7,4	5,6	7,4	6,7	**7,0**
2000	7,7	12,5	6,9	8,7	6,6	8,2	7,9	**8,0**
1999	8,0	12,2	6,8	8,5	7,1	8,5	7,8	**8,0**
1998	7,7	12,0	6,6	8,7	7,1	8,6	7,8	**8,0**
1995	8,2	13,5	6,2	9,7	5,5	8,5	8,1	**8,2**
1990	8,7	11,3	9,2	10,1	8,1	9,2	9,7	**9,4**
Rentabilité économique des entreprises de 100 salariés et plus (EBE/immobilisations corporelles)								
2001	30,5	51,7	22,2	14,2	13,8	19,7	16,6	**18,2**
2000	27,7	45,3	28,1	16,4	18,5	22,3	20,9	**20,6**
1999	29,2	41,5	26,1	15,4	19,2	21,8	19,9	**20,0**
1998	27,7	40,5	24,0	15,9	17,1	22,2	18,8	**19,3**
1995	30,4	46,9	20,9	18,5	10,9	22,3	18,0	**19,2**
1990	36,8	48,6	32,3	22,6	20,7	28,7	25,1	**26,0**
Taux de marge EBE/(VAHT + coût du personnel extérieur)								
2001	22,2	40,4	16,9	24,6	29,7	22,3	25,3	**24,5**
2000	22,8 *r*	38,4 *r*	21,8	28,6	36,5	26,4	31,7	**28,1**
1999	23,3 *r*	37,2 *r*	20,2	26,7	37,6	25,7	29,8	**26,9**
1998	22,5 *r*	36,2 *r*	19,3	27,0	33,1	25,7	28,7	**26,1**
1995	25,0	40,0	17,7	28,8	26,1	24,9	27,6	**25,8**
1990	24,9	34,5	23,4	29,4	33,0	21,1	20,5	**27,7**
Taux annuel d'évolution du coût unitaire de main d'œuvre (Frais de personnel + coût du personnel extérieur)/ (effectif salarié moyen + travailleurs extérieurs)								
2001	...	...	...	...	...	...	...	...
2000	2,8	3,5	1,4	1,0	3,2	1,3	1,7	**1,8**
1999	2,0	2,9	2,3	1,4	2,7	1,4	2,6	**2,0**
1998	2,1	3,8	2,6	1,2	2,5	2,1	1,4	**2,0**
1995	2,3	5,2	1,9	2,4	0,5	2,4	2,0	**2,1**
1991	3,1	4,0	3,0	2,1	3,5	1,9	3,9	**2,7**
Taux annuel d'évolution de la productivité du travail (VAHT + coût du personnel extérieur)/ (effectif salarié moyen + travailleurs extérieurs)								
2001	1,4	3,2	– 2,8	– 3,9	– 1,7	– 1,4	– 2,7	**– 2,0**
2000	2,5	6,5	2,7	3,8	0,7	1,7	3,8	**3,2**
1999	3,0	6,8	3,1	1,1	10,5	1,4	4,9	**3,2**
1998	0,9	0,2	4,0	0,8	12,5	1,9	3,3	**2,9**
1995	1,8	12,0	2,8	6,0	– 0,9	3,9	4,3	**4,1**
1991	2,3	6,3	– 1,0	– 2,1	– 1,1	– 0,5	– 0,3	**– 0,7**

(1) Industrie hors énergie, entreprises de 20 salariés et plus.
(2) Y compris modifications de structure en %.

TABLEAU K.01-6

Principales évolutions par secteur et par taille entre 2001 et 2002 (1) (2)

(à champ reconstitué)

Source : Ministère de l'Économie, des Finances et de l'Industrie (SESSI, EAE)

	Code NES	Effectif au 31-déc	Chiffre d'affaires hors taxes		Investissement	Exportations directes		(2) Profitabilité en %	
			en valeur	en volume	en valeur	en valeur	en volume	2000	2001
PAR GRAND SECTEUR (Industrie hors énergie. Entreprises de 20 salariés et plus)									
Biens de consommation	EC	– 2,7	2,1	1,8	–	0,7	3,5	4,4	4,2
Industrie automobile	ED	– 1,7	1,8	0,2	– 4,0	3,3	1,2	1,4	0,4
Biens d'équipement	EE	– 2,7	– 3,1	– 1,3	– 14,8	– 2,3	– 0,3	– 0,5	0,3
Biens intermédiaires	EF	– 2,4	– 4,1	– 1,8	– 16,0	– 4,6	– 0,2	0,9	1,0
PAR TAILLE D'ENTREPRISES (Taille des entreprises en nombre de salariés)									
PMI (20 à 499 salariés)	///	– 2,9	– 2,9	– 1,8	– 11,6	– 1,9	0,3	1,9	1,7
Grandes entreprises (500 salariés et plus)	///	– 2,2	– 0,8	0,3	– 10,9	– 1,5	0,7	1,0	1,2
ENSEMBLE DE L'INDUSTRIE	///	**– 2,5**	**– 1,6**	**– 0,5**	**– 11,0**	**– 1,5**	**0,7**	**1,4**	**1,4**

(1) Industrie hors énergie, entreprises de 20 salariés et plus.
(2) Rapport entre le résultat net comptable (RNC) et le chiffre d'affaires hors taxes.

TABLEAU K.01-7

Taux d'investissement (1) par secteur, en NES 36

Source : Ministère de l'Économie, des Finances et de l'Industrie (SESSI - EAE) %

	Code NES	1994	1995	1996	1997	1998	1999	2000	2001
Biens de consommation	**EC**	**8,1**	**8,6**	**9,3**	**8,9**	**9,2**	**9,3**	**8,9**	**9,1**
Habillement, cuir	C1	4,9	6,0	5,6	5,7	5,7	6,1	5,6	6,4
Édition, imprimerie, reproduction	C2	6,8	7,1	8,2	7,4	7,4	8,0	7,7	7,8
Pharmacie, parfumerie et entretien	C3	9,8	9,1	10,5	10,4	10,5	10,3	9,4	9,7
Industrie des équipements du foyer	C4	9,0	11,2	11,2	10,0	11,0	10,8	11,5	11,3
Industrie automobile	**ED**	**21,5**	**24,1**	**25,4**	**22,3**	**16,8**	**19,8**	**24,8**	**26,8**
Biens d'équipement	**EE**	**7,1**	**7,7**	**8,2**	**7,5**	**8,1**	**8,1**	**8,5**	**9,6**
Construction navale, aéronautique et ferroviaire	E1	6,7	7,9	8,8	8,1	8,9	8,7	8,4	11,4
Industries des équipements mécaniques	E2	5,8	6,8	7,5	7,0	7,5	7,4	7,6	8,3
Industries des équipements électriques et électroniques	E3	8,8	8,6	8,7	7,8	8,3	8,6	9,4	10,1
Biens intermédiaires	**EF**	**11,8**	**13,0**	**14,7**	**13,9**	**15,6**	**15,8**	**17,4**	**17,0**
Industries des produits minéraux	F1	12,2	14,4	15,4	13,5	14,4	15,1	15,5	14,4
Industrie textile	F2	9,9	11,7	12,0	11,9	12,9	11,5	10,7	11,6
Industries du bois et du papier	F3	13,0	13,5	16,1	14,2	19,0	16,7	19,6	17,2
Chimie, caoutchouc, plastiques	F4	12,2	13,6	15,5	14,6	16,7	17,6	17,7	17,9
Métallurgie et transformation des métaux	F5	10,0	10,7	12,6	12,6	14,1	14,0	12,4	15,1
Industries des composants électriques et électroniques	F6	13,9	14,5	16,2	15,7	15,7	17,1	27,2	22,2
Ensemble de l'industrie manufacturière	**EC à EF**	**10,9**	**11,9**	**12,9 *r***	**12,1**	**12,5**	**13,0**	**14,3**	**14,6**

(1) Investissement / Valeur ajoutée hors taxes.

TABLEAU K.01-8

Composantes de l'investissement total (1)

Sources : INSEE, Direction du développement des médias, INPI, CEREQ, Ministère de la Jeunesse, de l'Éducation nationale et de la Recherche

	Unités	1990	1995	1997	1998	1999	*r* 2000	2001
Investissement matériel (2)	Milliard	124,1	118,8	116,5	126,9	137,3	152,8	158,7
Investissement immatériel (3)	d'euros	44,3	53,2	57,7	60,3	64,6	68,5	71,3
Investissement total (1)	»	**168,4**	**172,1**	**174,1**	**187,2**	**201,9**	**221,3**	**230,0**
Recherche et développement / investissement matériel	%	11,7	14,0	14,9	13,9	13,6	12,6	13,1
Transferts techniques / investissement matériel	»	1,7	1,9	2,3	2,2	2,2	1,9	1,9
Formation / investissement matériel	»	4,8	5,7	5,8	5,4	5,2	4,7	4,6
Publicité / investissement matériel	»	14,7	19,6	21,5	20,8	20,7	20,2	19,7
Logiciels / investissement matériel	»	2,1	2,6	3,9	4,2	4,7	4,6	4,9
Autres incorporels / investissement matériel	»	0,8	1,0	1,1	0,9	0,8	0,8	0,8
Immatériel / investissement matériel	»	35,7	44,8	49,5	47,5	47,0	44,8	44,9

(1) L'investissement total est la somme des investissements matériels et immatériels des sociétés non financières et des entreprises individuelles de l'ensemble de l'économie.
(2) L'investissement matériel est égal à la FBCF des sociétés non financières et des entreprises individuelles diminuée de la FBCF en logiciels et de la FBCF en autres immobilisations incorporelles. C'est une notion de comptabilité nationale.
(3) L' investissement immatériel est défini comme la somme des dépenses intérieures de recherche et développement des entreprises, des transferts techniques entre la France et l'étranger, des dépenses de formation, des dépenses de publicité, des dépenses en logiciels et autres investissements incorporels.

TABLEAU K.01-9

Origine des participations étrangères dans l'industrie manufacturière (1) au 1er janvier 2001

Sources : Ministère de l'Économie, des Finances et de l'Industrie (SESSI et INSEE)

Pays	Nombre d'entreprises	Effectifs (milliers de pers.)	Effectifs %	(2) CAHT (millions d'euros)	(2) CAHT %	(3) VAHT (millions d'euros)	(3) VAHT %	Exportations (millions d'euros)	Exportations %
États-Unis	622	275,7	28,7	66 595	30,5	18 249	30,5	30 721	33,9
Allemagne	580	151,4	15,8	29 724	13,6	8 531	14,2	11 613	12,8
Royaume-Uni	310	71,1	7,4	16 817	7,7	5 148	8,6	5 237	5,8
Suisse	255	60,5	6,3	12 566	5,7	3 855	6,4	4 653	5,1
Belgique-Luxembourg	415	78,0	8,1	16 153	7,4	4 340	7,2	5 643	6,2
Pays-Bas	317	119,6	12,4	32 441	14,8	9 001	15,0	16 457	18,2
Italie	195	61,3	6,4	12 633	5,8	3 114	5,2	4 204	4,6
Suède	113	36,8	3,8	7 469	3,4	2 003	3,3	2 412	2,7
Japon	76	26,9	2,8	7 444	3,4	1 320	2,2	3 497	3,9
Finlande	56	14,9	1,5	3 025	1,4	812	1,4	1 285	1,4
Union européenne	**2 156**	**566,6**	**59,0**	**124 725**	**57,1**	**34 635**	**57,8**	**48 863**	**53,9**
Europe	**2 442**	**631,1**	**65,7**	**138 776**	**63,5**	**38 800**	**64,8**	**53 892**	**59,5**
Tous pays	**3 232**	**960,4**	**100,0**	**218 581**	**100,0**	**59 903**	**100,0**	**90 626**	**100,0**

(1) Entreprises de 20 salariés et plus.
(2) CAHT : Chiffre d'affaires hors taxes.
(3) VAHT : Valeur ajoutée hors taxes.

TABLEAU K.01-10

Sous-traitance reçue (1) selon la taille des entreprises en 2001

Source : Ministère de l'Économie, des Finances et de l'Industrie (SESSI - EAE)

Taille des entreprises	Preneurs d'ordres		Chiffre d'affaires concerné			
	Nombre	%	répartition en %	en Milliard d'euros	en % du CAHT des preneurs d'ordres	en % du CA Total
20 à 49 salariés	4 317	38,1	14,0	10,1	27,6	21,6
50 à 99 salariés	1 654	36,1	11,2	8,1	75,6	19,2
100 à 249 salariés	1 041	33,2	16,6	12,0	71,5	16,5
250 à 499 salariés	357	31,1	14,8	10,7	63,6	15,7
PMI	**7 369**	**36,5**	**56,5**	**40,8**	**61,1**	**17,8**
500 à 999 salariés	164	29,8	13,4	9,7	67,0	12,2
1 000 à 1 999 salariés	68	28,3	9,9	7,1	45,7	9,2
2 000 salariés et plus	46	31,1	19,3	13,9	40,1	6,4
Grandes entreprises	**278**	**29,6**	**42,6**	**30,7**	**19,7**	**8,2**
Hors tranches	63	9,8	0,9	0,7	28,0	3,2
Total	**7 710**	**35,4**	**100,0**	**72,2**	**41,7**	**11,5**

(1) Cf. texte du chapitre, partie « 3. DÉFINITIONS ».

TABLEAU K.01-11

La sous-traitance industrielle (1) confiée en 2001

Source : Ministère de l'Économie, des Finances et de l'Industrie (SESSI - EAE)

	Donneurs d'ordres		Sous-traitance industrielle			Sous-traitance (1) de spécialité / sous-traitance industrielle en %
	Nombre	%	en milliard d'euros	répartition en %	en % de la production	
SELON LES SECTEURS D'ACTIVITÉS						
Industries des produits minéraux	636	51,9	1,0	2,1	4,2	86,7
Industrie textile	924	72,0	1,3	2,8	9,7	80,5
Industries du bois et du papier	807	63,7	0,5	1,1	2,1	75,0
Chimie, caoutchouc, plastiques	1 427	64,4	3,7	8,0	5,0	77,9
Métallurgie et transformation des métaux	3 300	83,7	3,9	8,3	6,5	69,5
Industries des composants électriques et électroniques	704	77,9	1,9	4,0	5,2	61,8
Industries des biens intermédiaires	**7 798**	**71,9**	**12,2**	**26,3**	**5,3**	**73,7**
Construction navale, aéronautique et ferroviaire	259	83,3	9,2	19,9	34,7	56,4
Industries des équipements mécaniques	3 175	82,8	7,0	15,1	13,2	75,6
Industries des équipements électriques et électroniques	859	73,0	5,6	12,0	11,6	75,4
Industries des biens d'équipement	**4 293**	**80,7**	**21,8**	**46,9**	**17,1**	**67,4**
Industrie automobile	**438**	**77,0**	**4,0**	**8,7**	**3,9**	**87,6**
Habillement, cuir, industries diverses	962	69,8	1,9	4,0	14,1	74,7
Édition, imprimerie, reproduction	1 393	79,7	3,0	6,4	12,0	91,7
Pharmacie, parfumerie, entretien	408	73,9	2,5	5,5	5,1	95,6
Industries des équipements du foyer	951	70,0	1,0	2,2	4,8	65,6
Industries des biens de consommation	**3 714**	**73,7**	**8,4**	**18,1**	**7,7**	**85,9**
Ensemble de l'industrie	**16 243**	**74,6**	**46,5**	**100,0**	**8,2**	**74,2**
SELON LA TAILLE DES ENTREPRISES						
20 à 49 salariés	7 914	69,9	3,5	7,5	7,8	75,4
50 à 99 salariés	3 454	75,4	3,1	6,7	7,9	75,3
100 à 249 salariés	2 530	80,7	4,7	10,1	7,0	71,3
250 à 499 salariés	941	81,9	4,2	9,0	6,8	75,2
PMI	**14 839**	**73,5**	**15,5**	**33,3**	**7,3**	**74,1**
500 à 999 salariés	470	85,3	5,1	11,1	7,2	80,0
1 000 à 1 999 salariés	196	81,7	3,6	7,8	5,7	72,3
2 000 salariés et plus	132	89,2	18,9	40,7	9,4	69,7
Grandes entreprises	**798**	**85,0**	**27,7**	**59,6**	**8,2**	**71,9**
Hors tranches	606	93,8	3,3	7,2	17,0	93,1
Total	**16 243**	**74,6**	**46,5**	**100,0**	**8,2**	**74,2**

(1) Cf. texte du chapitre, partie « 3. DÉFINITIONS ».

TABLEAU K.01-12

Répartition des entreprises de 20 salariés et plus à participation étrangère (1) selon le secteur d'activité au 1er janvier 2001

Sources : Ministère de l'Économie, des Finances et de l'Industrie (INSEE et SESSI)

Secteur	Code NES 114	Nombre d'entre-prises	Effectifs (milliers de pers.)	% du secteur	CAHT (millions d'euros)	% du secteur	VAHT (millions d'euros)	% du secteur	Expor-tations (millions d'euros)	% du secteur
Industrie de l'habillement et des fourrures	C11	49	8	9,9	1 408	13,9	319	11,8	605	19,8
Industrie du cuir et de la chaussure	C12	12	4	9,1	314	7,8	97	6,8	156	12,4
Édition, imprimerie, reproduction	C20	153	21	14,4	5 527	21,1	1 946	20,8	623	31,7
Industrie pharmaceutique	C31	110	52	52,2	17 228	48,1	5 486	51,0	4 815	49,6
Fabrication de savons, de parfums et de produits d'entretien	C32	59	20	35,8	7 709	45,4	1 753	41,1	2 606	41,3
Fabrication de meubles	C41	46	18	20,9	2 180	22,5	588	20,2	431	25,4
Bijouterie et fabrication d'instruments de musique	C42	13	2	20,3	287	22,1	86	21,2	170	37,1
Fabrication d'articles de sport, de jeux et ind. diverses.	C43	40	8	26,9	1 203	30,2	298	27,0	648	39,5
Fabrication d'appareils domestiques	C44	20	18	63,8	3 440	70,4	681	58,7	1 202	74,0
Fabrication d'appareils de réception, enregistrement et reproduction (son et image)	C45	11	6	57,1	2 480	73,3	288	60,6	813	66,3
Fabrication de matériel optique et photographique, horlogerie	C46	22	3	18,9	359	18,9	133	18,7	208	24,3
Construction automobile	D01	31	13	6,0	3 320	4,1	502	3,6	1 049	2,4
Fabrication d'équipements automobiles	D02	113	62	64,9	11 678	65,4	3 090	65,8	5 990	79,7
Construction navale	E11	4	–	2,8	113	3,5	22	2,8	53	2,5
Construction de matériel ferroviaire roulant	E12	11	3	22,9	421	21,7	137	28,5	103	12,3
Construction aéronautique et spatiale	E13	23	34	42,5	8 544	46,2	3 129	45,4	4 911	45,9
Fabrication de cycles, motocycles et d'autres matériels de transport (n.c.a.)	E14	12	4	44,9	698	53,6	163	47,0	176	38,3
Fabrication d'éléments en métal pour la construction	E21	47	5	14,6	783	16,3	235	15,7	185	34,1
Chaudronnerie, fabrication de réservoirs métalliques et de chaudières pour chauffage central	E22	32	10	13,3	1 334	15,7	460	14,4	384	21,1
Fabrication d'équipements mécaniques	E23	136	43	62,2	7 797	70,7	2 311	66,5	4 164	78,3
Fabrication de machines d'usage général	E24	176	46	49,9	7 513	50,8	2 376	50,8	2 902	54,7
Fabrication de machines agricoles	E25	28	5	28,8	1 486	42,6	276	33,3	685	67,3
Fabrication de machines-outils	E26	36	5	33,7	868	34,3	274	36,5	374	50,0
Fabrication d'autres machines d'usage spécifique	E27	90	21	35,3	5 115	48,9	1 363	42,5	3 391	60,3
Fabrication de machines de bureau et de matériel informatique	E31	21	28	67,7	12 064	79,5	2 916	78,1	6 456	84,8
Fabrication de moteurs, génératrices et transformateurs électriques	E32	39	12	43,7	1 489	39,7	560	43,0	722	42,2
Fabrication d'appareils d'émission et de transmission	E33	29	19	23,0	4 766	22,1	988	18,4	2 423	20,5
Fabrication de matériel médicochirurgical et d'orthopédie	E34	40	11	46,4	2 675	63,3	785	55,6	1 348	70,8
Fabrication d'instruments de mesure et de contrôle	E35	98	20	28,1	3 471	29,3	1 144	28,3	1 581	28,9
Autres industries extractives	F12	43	5	23,3	1 153	30,1	387	27,3	185	44,7
Fabrication de verre et d'articles en verre	F13	42	14	27,8	2 149	31,4	798	29,9	677	26,3
Fabrication de produits céramiques et de matériaux de construction	F14	113	30	37,3	6 395	44,8	2 052	40,7	1 232	54,3
Filature et tissage	F21	34	4	8,0	723	9,6	178	9,3	453	13,9
Fabrication de produits textiles	F22	66	9	22,6	1 390	26,9	389	25,1	587	33,9
Fabrication d'étoffes et d'articles en maille	F23	16	7	37,8	916	46,1	326	45,6	133	38,2
Travail du bois et fabrication d'articles en bois	F31	47	9	19,9	1 515	23,4	384	20,8	364	30,4
Fabrication de pâte à papier, de papier et de carton	F32	57	19	66,5	6 059	76,0	1 558	76,1	3 322	81,5
Fabrication d'articles en papier ou en carton	F33	141	33	50,9	6 837	59,9	1 748	54,6	1 644	75,1
Industrie chimique minérale	F41	48	10	43,7	3 544	44,4	900	42,6	1 276	54,5
Industrie chimique organique	F42	82	17	35,4	11 774	44,7	2 298	42,4	5 956	45,5
Parachimie	F43	130	32	54,3	9 857	59,0	2 510	58,4	3 779	60,1
Fabrication de fibres artificielles ou synthétiques	F44	4	1	50,7	350	52,3	75	52,2	208	49,6
Industrie du caoutchouc	F45	45	25	33,2	3 337	34,0	1 166	32,2	1 504	32,8
Transformation des matières plastiques	F46	257	55	34,0	8 670	39,1	2 670	38,3	2 458	49,9
Sidérurgie et première transformation de l'acier	F51	48	15	23,5	4 005	22,1	912	19,2	1 923	19,8
Production de métaux non ferreux	F52	32	9	37,1	2 531	24,2	603	32,6	953	18,9
Fonderie	F53	49	18	45,3	1 815	46,2	644	46,0	497	47,9
Services industriels du travail des métaux	F54	132	27	18,0	3 365	22,2	1 082	18,1	778	29,7
Fabrication de produits métalliques	F55	132	29	30,3	4 327	36,4	1 465	34,1	1 405	42,9
Récupération	F56	35	4	29,3	1 292	42,8	247	36,9	279	36,1
Fabrication de matériel électrique	F61	123	42	28,1	6 605	29,3	2 014	28,4	2 553	29,4
Fabrication de composants électroniques	F62	55	44	58,1	13 704	74,6	3 093	66,7	9 287	79,9
Total (2)		**3 232**	**960**	**31,7**	**218 581**	**36,0**	**59 903**	**35,3**	**90 626**	**38,4**

(1) Ne sont reprises dans ce tableau que les entreprises à capitaux majoritaires étrangers, c'est-à-dire celles dont le capital est détenu au moins à 50 % par une ou plusieurs sociétés étrangères.
(2) Ce total tient compte des secteurs couverts par le secret statistique (F11)

TABLEAU K.01-13

Principales grandeurs des entreprises industrielles (1)

Source : Ministère de l'Économie, des Finances et de l'Industrie (SESSI - EAE)

	1999				2000				2001			
	PMI (2)	*dont* : PMI (3) UE	500 salariés et plus	Ensemble (4)	PMI (2)	*dont* : PMI (3) UE	500 salariés et plus	Ensemble (4)	PMI (2)	*dont* : PMI (3) UE	500 salariés et plus	Ensemble (4)
Nombre d'entreprises	20 180	19 113	910	21 090	20 327	19 216	949	21 276	20 182	19 033	949	21 131
Effectif (milliers)	1 531	1 163	1 373	2 904	1 568	1 185	1 444	3 012	1 570	1 174	1 461	3 031
Chiffre d'affaires hors taxes (milliards d'euros)	208,2	148,0	338,3	546,5	224,2	158,0	381,9	606,1	229,2	161,0	394,1	623,3
Exportations / Chiffre d'affaires hors taxes (%)	26,0	22,4	42,4	36,2	27,1	23,1	44,0	37,7	26,3	23,0	44,2	37,6
Investissements / Chiffre d'affaires hors taxes (%)	3,9	3,8	3,7	3,8	3,8	3,6	4,1	4,0	3,9	3,8	3,9	3,9
Valeur ajoutée hors taxes / Chiffre d'affaires hors taxes (%)	33,5	34,0	26,3	29,0	31,8	32,4	25,3	27,7	31,0	31,9	23,8	26,5
Excédent brut d'exploitation / Valeur ajoutée hors taxes (%)	25,3	23,9	29,7	27,7	25,6	24,6	31,3	28,9	23,7	23,5	27,4	25,8
Charges financières / Valeur ajoutée hors taxes (%)	4,5	4,2	11,9	8,6	5,3	4,8	11,5	8,9	5,9	5,5	12,8	9,8
Investissements / Valeur ajoutée hors taxes (%)	11,8	11,2	14,2	13,1	12,1	11,1	16,1	14,4	12,5	11,9	16,4	14,7
Chiffre d'affaires / Valeur ajoutée hors taxes (%)	16,3	15,0	19,9	18,3	15,6	15,2	23,3	20,0	14,5	14,4	19,3	17,2

(1) Industrie hors énergie.
(2) PMI : entreprises de 20 à 499 salariés, au sens de la définition française.
(3) PMI : entreprises de 20 à 249 salariés selon la définition 1997 de l'Union Européenne.
(4) Non compris les entreprises de taille non significative.

TABLEAU K.01-14

Part des PMI (1) dans l'industrie manufacturière

Source : Ministère de l'Économie, des Finances et de l'Industrie (SESSI - EAE)

%

	1980	1985	(2) 1990	1995	1997	1998	1999	2000	2001
Nombre	93,3	92,4	92,9	92,4	92,4	96,0	92,5	92,5	92,7
Effectif	44,3	44,3	46,0	52,5	52,7	53,6	52,7	51,3	51,1
Chiffre d'affaires hors taxes	37,5	37,5	36,6	40,5	38,7	41,6	38,1	35,7	35,6
Exportations	–	–	22,2	28,5	27,5	30,0	27,4	25,6	24,9
Investissements	–	–	29,4	38,7	39,0	42,2	39,4	35,1	36,3

(1) PMI : entreprises de 20 à 499 salariés (hors énergie).
(2) Changement de champ en 1990.

TABLEAU K.01-15

L'innovation par secteur selon la définition internationale du manuel d'Oslo (1)

Sources : Enquête SCEES-CIS3, SESSI-CIS3

En % des entreprises industrielles	Innovantes en produits	Innovantes en procédés	Innovantes en produits ou procédés	Innovantes en produits nouveaux pour le marché	Chiffre d'affaires en produits nouveaux pour le marché
INDUSTRIE DES BIENS DE CONSOMMATION	**26,8**	**18,4**	**32,9**	**12,4**	**5,3**
Habillement, cuir	13,9	9,2	18,3	6,7	2,7
Édition, imprimerie, reproduction	16,6	18,3	25,9	5,7	0,3
Pharmacie, parfumerie et entretien	57,6	29,9	60,8	33,3	7,9
Industries des équipements du foyer	42,4	24,4	47,7	19,3	6,4
INDUSTRIE AUTOMOBILE	**41,2**	**27,5**	**48,1**	**23,6**	**14,7**
INDUSTRIE DES BIENS D'ÉQUIPEMENT	**40,7**	**20,8**	**44,6**	**25,1**	**15,1**
Construction navale, aéronautique et ferroviaire	38,7	24,5	45,4	18,7	5,0
Industries des équipements mécaniques	35,0	17,3	38,8	20,9	8,2
Industries des équipements électriques et électroniques	58,3	30,7	61,9	39,1	26,4
INDUSTRIE DES BIENS INTERMÉDIAIRES	**33,5**	**17,7**	**38,6**	**15,4**	**2,8**
Industries des produits minéraux	33,5	17,7	38,6	15,4	2,8
Industrie textile	34,4	18,2	37,0	13,4	3,1
Industries du bois et du papier	25,7	23,1	36,7	10,4	2,3
Chimie, caoutchouc, plastiques	50,2	37,1	56,9	25,7	3,6
Métallurgie transformation des métaux	21,8	25,5	33,8	11,4	2,9
Industries des composants électriques et électroniques	46,6	34,2	55,1	28,0	11,6
ENSEMBLE DE L'INDUSTRIE MANUFACTURIÈRE (hors IAA)	**33,5**	**23,2**	**40,4**	**17,6**	**8,9**
Industrie agroalimentaire	34,0	24,2	40,2	11,3	1,7
ENSEMBLE DE L'INDUSTRIE MANUFACTURIÈRE	**33,6**	**23,3**	**40,3**	**16,8**	**7,8**
Énergie	18,3	21,5	29,7	12,6	2,8
ENSEMBLE DE L'INDUSTRIE (hors BTP)	**33,4**	**23,3**	**40,2**	**16,8**	**7,1**

(1) Entreprises de l'industrie de 20 salariés et plus (y compris IAA et énergie, hors BTP).

Chapitre K.02

Industries agricoles et alimentaires et Industrie : Données sectorielles

1 Présentation.
2 Méthodologie.
3 Définitions.
4 Sources de documentation.
5 Tableaux.

Liste des tableaux

1 Industries agricoles et alimentaires : année 2001.
2 Exploitation forestière et scierie : année 2001.
3 Habillement, cuir : année 2001.
4 Édition, imprimerie, reproduction : année 2001.
5 Pharmacie, parfumerie, entretien : année 2001.
6 Industries des équipements du foyer : année 2001.
7 Industrie automobile : année 2001.
8 Construction navale, aéronautique et ferroviaire : année 2001.
9 Industries des équipements mécaniques : année 2001.
10 Industries des équipements électriques et électroniques : année 2001.
11 Industries des produits minéraux : année 2001.
12 Industrie textile : année 2001.
13 Industrie du bois et du papier : année 2001.
14 Chimie, caoutchouc et plastiques : année 2001.
15 Métallurgie et transformation des métaux : année 2001.
16 Industries des composants électriques et électroniques : année 2001.

1

Présentation

Industries agricoles et alimentaires

En 2001, le dynamisme des prix de vente stimule la croissance du chiffre d'affaires des entreprises agroalimentaires de 20 salariés et plus. La progression 9,5 % chez les industriels des viandes est ainsi le reflet de l'augmentation des coûts d'approvisionnement. Dans le domaine de l'abattage et de la découpe de volaille ainsi que dans le secteur des préparations industrielles à base de viandes, la valeur des ventes augmente respectivement de 14 % et 12 %. Dans le secteur de la production de viandes de boucherie, la chute du prix des gros bovins atténue l'impact du renchérissement des coûts d'approvisionnement. Le chiffre d'affaires progresse de 6 %. Pourtant, les crises sanitaires de l'encéphalopathie spongiforme bovine et de la fièvre aphteuse pénalisent lourdement les exportations de viande bovine. Les expéditions de viande porcine sont également touchées. Les ventes à l'étranger de viandes de volaille se tassent après avoir bénéficié d'un contexte très favorable en 2000, suite à l'épizootie de grippe aviaire en Italie. Ce reflux est moindre en valeur qu'en tonnage, en raison de la part croissante des produits élaborés dans ces exportations. Seules, en 2001, les préparations à base de viandes parviennent à accroître leurs ventes à l'étranger. Au total le repli des exportations (– 5 % pour l'ensemble de l'industrie des viandes) affecte les ventes. Mais après une année 2000 difficile, dans un contexte de rationalisation de l'outil de production, le résultat courant avant impôts est en forte augmentation dans l'ensemble des secteurs des viandes.

L'accroissement de la valeur des ventes est de 9 % dans la fabrication d'aliments pour animaux de ferme en raison de la hausse de certaines matières premières, tourteaux de soja et graines oléagineuses notamment. Il tient également au raffermissement de la production résultant d'une demande accrue de la part des éleveurs de volailles et de bovins. Les fabricants d'aliments pour animaux de compagnie bénéficient d'une croissance tout aussi élevée de leurs ventes. Les exportations - un tiers environ de l'activité du secteur - continuent de progresser. Elles n'empêchent pas toutefois une détérioration du résultat courant avant impôts des entreprises du secteur. La hausse des ventes dans le secteur de la transformation du poisson s'appuie sur une demande intérieure soutenue et des exportations dynamiques. Le chiffre d'affaires s'accroît de 9 % et le résultat courant avant impôts s'améliore. L'augmentation de 8 % du chiffre d'affaires de l'industrie des corps gras bénéficie de l'essor des exportations d'huiles brutes ainsi que d'une nette revalorisation des prix traduisant le renchérissement des matières premières (soja, tournesol, colza, olives).

L'amélioration constatée en 2000 dans l'industrie laitière se confirme et s'amplifie. Le chiffre d'affaires augmente d'un peu plus de 6 % sous l'impulsion conjointe d'une amélioration des prix et de la production. Bénéficiant d'une demande intérieure soutenue, les principales productions du secteur fromages, yaourts et laits conditionnés sont en hausse. Les exportations progressent. Ce phénomène est net pour les laits conditionnés dont la production augmente fortement après un recul en 2000. La conjoncture est également bien orientée pour les produits dérivés, poudre de lactosérum, caséines et caséinates. Le résultat courant avant impôts de ces activités se stabilise ou progresse en 2001. La situation reste sans grand changement dans le beurre, confronté à une demande structurelle en baisse. Le secteur des glaces et sorbets observe à nouveau un recul de son résultat courant malgré des exportations toujours dynamiques.

La progression des ventes s'échelonne entre 3 à 5,5 % du chiffre d'affaires pour les autres grands secteurs agroalimentaires. Après un tassement en 2000, les exportations augmentent et le chiffre d'affaires est en hausse de 5,5 % pour les entreprises de transformation de fruits et légumes. Globalement le résultat s'améliore. La valeur des ventes progresse dans la conservation de fruits et légumes en raison notamment de la hausse des prix de l'approvisionnement.

Dans l'industrie des boissons, le chiffre d'affaires s'accroît de 4 % après une hausse de 3 % en 2000. Pourtant, les ventes des grandes maisons de champagne baissent de 3 % en raison notamment du repli des exportations. Ces dernières, qui représentent près de 40 % du chiffre d'affaires, chutent, en particulier vers les États-Unis, mais les prix se maintiennent. En revanche, les prix baissent dans le secteur de la vinification dont le chiffre d'affaires se stabilise malgré le redressement des débouchés extérieurs. Après l'amélioration enregistrée l'année précédente, les ventes d'eaux-de-vie naturelles progressent modérément ainsi que les exportations. S'appuyant sur le dynamisme des marchés extérieurs, le chiffre d'affaires des industriels des eaux de table continue de progresser à un rythme soutenu, 9,5 % en 2001 après 7 % un an avant. Au total, le résultat courant avant impôts s'améliore pour les eaux-de-vie naturelles et les eaux de table mais se dégrade dans la vinification et la champagnisation. Après une bonne année 2000, le chiffre d'affaires de la meunerie et les produits amylacés progresse de 4 % et les résultats se renforcent. Mais cette amélioration tient surtout à une bonne valorisation des produits amylacés ainsi qu'au dynamisme des exportations dans ce domaine. En revanche, le chiffre d'affaires et les exportations se tassent dans la meunerie qui doit faire face à une contraction de la production et à un repli des exportations de farine.

L'augmentation des ventes est plus modérée dans les industries alimentaires diverses avec de fortes disparités selon les secteurs. Le chiffre d'affaires est en forte hausse dans la fabrication industrielle de pain et de pâtisserie fraîche. L'augmentation est également assez élevée dans la biscuiterie. Le résultat courant avant impôts se redresse. L'activité progresse de 3 % avec un résultat courant en hausse pour les industriels de la chocolaterie-confiserie. Après la faible récolte 2001, le chiffre d'affaires stagne dans l'industrie du sucre et les exportations reculent.

L'investissement des entreprises agroalimentaires progresse en 2001 à un rythme plus faible qu'en 2000 (1 % contre 3,5 %). Ce résultat tient en grande partie à quelques grosses opérations dans les secteurs de la volaille, de l'industrie des légumes, des fromages et des produits amylacés. Globalement, les entreprises ayant accru leur investissement sont un peu moins nombreuses que celles qui l'ont réduit. Par ailleurs la croissance des effectifs salariés (hors intérim) infléchit sa progression en 2001. La hausse de 1,7 %, en retrait par rapport à celles de 1999 et 2000, représente environ 6 000 emplois supplémentaires. Près d'une entreprise sur deux voit son effectif salarié augmenter en 2001. Les évolutions dans les principaux secteurs agroalimentaires se situent en règle générale autour de 1 %. Après plusieurs années de hausse à deux chiffres, l'emploi intérimaire ralentit sa progression. Il augmente de 2 % en équivalent temps plein. Il représente environ 10 % des effectifs salariés de l'industrie agroalimentaire.

Industrie

L'année 2001 a été une année en demi-teinte : la croissance a fortement ralenti, après les records de l'année 2000.

La reprise attendue en 2002 ne se concrétise pas, malgré un sursaut de faible ampleur au premier trimestre : le chiffre d'affaires de l'industrie manufacturière enregistre une baisse globale, en valeur (- 1,6 %) comme en volume (- 0,5 %). Les causes essentielles de cette baisse sont la contraction du commerce extérieur, la crise des nouvelles technologies et le report des projets d'investissement : les chefs d'entreprise vivent une crise de confiance. Les partenaires européens de la France sont également très sensibles à cette atonie ambiante.

Les biens intermédiaires sont un peu plus touchés que les biens d'équipement (respectivement – 4,1 % et - 3,1 %). Le secteur des composants électroniques est le plus malmené ; viennent ensuite les filateurs et les tisserands qui subissent la concurrence des pays à bas salaire ; la chimie organique est pénalisée également, devant affronter une crise internationale de la demande ; il en va de même pour les fondeurs, les producteurs de métaux non ferreux et de machines outils.

En revanche les biens de consommation et l'automobile, qui répondent à la demande des ménages, s'en sortent mieux ; les laboratoires pharmaceutiques ou les firmes de l'habillement voient leur chiffre d'affaires augmenter. Celui des firmes productrices d'équipements du foyer (ameublement ou électro-ménager) baisse, ne bénéficiant pas de progression de la demande étrangère.
Le chiffre d'affaires des entreprises de 500 salariés et plus se dégrade moins que celui des PMI.
Les exportations de l'industrie manufacturière étaient le principal moteur de la croissance à la fin des années 90. Ralenties en 2001, elles baissent en valeur en 2002, mais stagnent en volume. Plusieurs facteurs expliquent ce recul, dont la faible croissance de l'économie allemande et celle ralentie des Etats-Unis. De plus, pour pallier l'appréciation de l'euro vis à vis du dollar et maintenir leur compétitivité, les entreprises baissent leur prix de vente et donc leurs marges sur les marchés étrangers. Cette baisse est particulièrement importante dans l'ensemble des biens intermédiaires : fabricants de produits de la chimie organique (- 10 %), de tissus (- 9 %) ou de composants électroniques (- 17 %). Elle est de moindre ampleur dans les biens d'équipement (- 2,3 %), les secteurs de la construction navale et du matériel ferroviaire étant assez performants. Les exportations de biens de consommation augmentent en volume mais stagnent en valeur du fait de la baisse des prix.
L'industrie des technologies de l'information et de la communication est en crise : la baisse de 4 % du chiffre d'affaires en 2001 s'accentue en 2002 : - 10 %. À l'exception des équipements d'aide à la navigation, toutes les activités sont touchées : appareils de réception, d'enregistrement ou de réception de l'image, composants électroniques, câbles, appareils de téléphonie...
En 2001, les investissements ont stagné ; en 2002, ils diminuent nettement : - 11 %, attentisme et prudence dominent chez les chefs d'entreprise qui préfèrent reporter leurs projets en attendant une embellie. Très rares sont les secteurs industriels incités à investir : il s'agit des activités imperméables aux cycles conjoncturels (comme la pharmacie), celles en croissance en 2002 (comme le matériel ferroviaire roulant) ou celles ayant désinvesti en 2001 (comme les équipements du foyer).
En 2001, un retournement a stoppé net la hausse de l'emploi industriel de la fin des années 90. En 2002, l'emploi baisse dans tous les secteurs même ceux dont le bilan est plus satisfaisant comme l'automobile ou l'habillement. Seules quelques activités sont épargnées comme la pharmacie, le matériel ferroviaire, le machinisme agricole ou le matériel médicochirurgical. L'industrie des TIC – la plus touchée – perd plus d'emplois en 2002 (- 7,1 %) qu'en 2001 (- 1,7 %).
Conséquence du ralentissement de l'économie mondiale, les résultats des entreprises industrielles se sont nettement dégradés en France en 2001 : le taux de profitabilité, rapport entre le résultat net comptable et le chiffre d'affaires est tombé à 1,4 % en 2001, après 3,2 % en 2000. En 2002, malgré le ralentissement de l'activité, ce taux reste paradoxalement stable.

2 ○ Méthodologie

Industries agricoles et alimentaires

Les statistiques industrielles s'articulent principalement autour de deux types d'enquêtes : une enquête annuelle d'entreprise (EAE) dite enquête de secteur et un ensemble d'enquêtes de production dites enquêtes de branches.
L'enquête annuelle d'entreprise auprès des industries agricoles et alimentaires (IAA) est réalisée par le Service central des enquêtes et études statistiques pour la totalité du champ de compétence du ministère de l'Agriculture, de l'Alimentation, de la Pêche et des Affaires rurales. Sont interrogées, essentiellement sur leurs données comptables, les entreprises dont l'activité principale relève de ce champ de compétence. Les résultats d'un secteur d'activité déterminé ne correspondent pas à cette seule activité mais à la totalité des activités exercées par les entreprises dont l'activité principale appartient à ce secteur.

Depuis l'exercice 1993, cette enquête est exprimée dans la nomenclature d'activités française (NAF) en vue d'une harmonisation statistique au niveau européen puisque la NAF s'emboîte parfaitement dans son modèle européen, la NACE. Ainsi, les comparaisons entre les pays européens en sont-elles facilitées.

Les principales modifications par rapport à la précédente nomenclature utilisée, la NAP, sont les suivantes :

– Éclatement de l'industrie laitière en quatre classes ;

– Inclusion de la vinification dans les IAA ;

– Suppression de la classe sur les plats cuisinés, ceux-ci étant reclassés suivant le produit principal utilisé ;

– Restructuration au niveau des regroupements d'activité avec, notamment, l'apparition de groupes sur les industries du poisson, des fruits et légumes, des corps gras, de l'alimentation animale et la modification des groupes sur le travail du grain et sur les industries alimentaires diverses.

Les enquêtes de branches ont trait à des données de fabrication, principalement en quantités physiques, voire aux quantités de matières premières utilisées. Ces enquêtes s'adressent généralement aux établissements (localisation géographique distincte où l'entreprise exerce tout ou partie de ses activités). Les résultats par branche se rapportent à chaque établissement ou chaque section d'établissement ayant une production propre dans le domaine des IAA, que cette activité soit l'activité principale ou secondaire de cet établissement ou de l'entreprise dont il fait partie. Il faut noter que le champ ainsi couvert dépasse sensiblement celui de l'enquête annuelle d'entreprise, qui ne porte que sur les entreprises entières dont l'activité principale est du domaine des IAA.

Les enquêtes de branches auprès des industries agricoles et alimentaires sont réalisées soit par le Service central des enquêtes et études statistiques, soit par des offices d'intervention, soit par des organismes professionnels. Les organismes professionnels agréés pour l'exécution des enquêtes industrielles obligatoires réalisent ces enquêtes sous la coordination de l'Administration, notamment au niveau des questionnaires qui reçoivent un visa de l'INSEE et du ministère de l'Agriculture, de l'Alimentation, de la Pêche et des Affaires rurales.

Les résultats obtenus par branche sont très détaillés, mais les périodicités et le degré d'exhaustivité dans les divers domaines d'activité sont assez variables. La couverture statistique des enquêtes est parfois mal connue, soit que les organismes professionnels ne connaissent pas la totalité des établissements à interroger (en particulier parmi les non-adhérents), soit qu'ils éprouvent des difficultés pour évaluer la production des établissements n'ayant pas répondu.

Les informations présentées dans ce chapitre sont une synthèse des résultats des enquêtes annuelles d'entreprise et de branche réalisées dans les IAA sur l'activité de 2001. Classés suivant les groupes à 3 chiffres et les classes à 3 chiffres plus 1 lettre de la nomenclature NAF, ils sont diffusés par le SCEES au niveau régional lorsque le secret statistique peut être respecté.

Les tableaux relatifs à la production des branches sont disponibles sur le cédérom et permettent de comparer l'activité de 2001 avec celle des années précédentes. Par ailleurs, les activités de surgélation-congélation et de déshydratation, considérées comme des techniques de conservation et non comme des branches d'activité au sens de la NAF, sont reclassées dans chaque catégorie de produits concernés.
Pour les autres rubriques voir la méthodologie du chapitre K01.

Industrie

Les résultats présentés dans ce chapitre sont ceux de l'enquête annuelle d'entreprise (EAE) ; ceux relatifs aux enquêtes de branche sont disponibles sur le cédérom. On trouvera des informations sur la méthodologie de ces enquêtes dans le chapitre K.01 : « Industries agricoles et alimentaires et Industrie, données générales ».

3
○ Définitions

Industries agricoles et alimentaires

Elles transforment la matière première biologique, essentiellement d'origine agricole, en vue de satisfaire les besoins alimentaires des humains et des animaux. Une part sans cesse croissante de l'alimentation est assurée par ces industries.
Les caractéristiques particulières à la matière première agricole confèrent aux industries agricoles et alimentaires leur unité et leur originalité.
Les produits agricoles, de composition variable et complexe, sont très périssables. Leur récolte se fait en un temps limité imposant aux industries transformatrices un approvisionnement saisonnier et une activité modulée sur la durée de la campagne agricole. Cette dernière peut s'étendre sur deux fractions d'années consécutives.

Industrie

Les définitions d'ordre général sont présentées au chapitre K.01 : « Industries agricoles et alimentaires et Industrie : données générales ».

Le détail des postes composant les IAA et l'industrie figure dans la présentation des principales nomenclatures en fin d'annuaire. La nomenclature d'activités française est consultable sur le site internet de l'INSEE.

4
○ Sources de documentation

Ce chapitre a été réalisé avec la collaboration du service central des enquêtes et études statistiques, sous-direction des statistiques des industries agricoles et alimentaires du ministère de l'Agriculture, de l'Alimentation, de la Pêche et des Affaires rurales (SCEES) et du service des études et des statistiques industrielles (SESSI) du ministère de l'Économie, des Finances et de l'Industrie.

Organismes :

– Ministère de l'Agriculture, de l'Alimentation, de la Pêche et des Affaires rurales : Service central des enquêtes et études et statistiques, sous-direction des statistiques des industries agricoles et alimentaires ;
– Ministère de l'Économie, des Finances et de l'Industrie :
  – Service des études et des statistiques industrielles (SESSI) ;
  – Direction générale des Douanes et Droits indirects ;
  – Direction générale des technologies de l'information et des postes (DiGITIP), sous direction automobile, ferroviaire et navale ;
  – INSEE ;
– Ministère de la Défense, délégation générale pour l'armement (Service de la production aéronautique) ;
– Organismes professionnels (les coordonnées figurent dans les pages couleur en fin d'annuaire, partie « autres organismes »).

Sites Internet :

– www.agriculture.gouv.fr
– www.industrie.gouv.fr/sessi
– www.finances.gouv.fr/douanes
– www.insee.fr

Publications :

Ministère de l'Agriculture, de l'Alimentation, de la Pêche et des Affaires rurales

Agreste chiffres et données - agroalimentaire :
– « Industries agricoles et alimentaires, entreprises de 20 salariés et plus, enquête annuelle d'entreprise : résultats sectoriels et régionaux », annuel ;
– « Industries agricoles et alimentaires, ensemble des entreprises, enquête annuelle d'entreprise et sources fiscales : résultats sectoriels et régionaux », annuel ;
– « Exploitations forestières et scieries, ensemble des entreprises, enquête annuelle d'entreprise et sources fiscales : résultats sectoriels et régionaux », annuel ;
– « Coopération agricole, organismes coopératifs agricoles employant 10 salariés et plus enquête annuelle d'entreprise : résultats sectoriels et régionaux », annuel ;
– « Les consommations d'énergie dans les industries agricoles et alimentaires et les scieries », annuel ;
– « Production des industries agricoles et alimentaires. Enquêtes de branches, y compris prodcom », annuel ;
– « Lait et produits laitiers », annuel.
Agreste conjoncture :
– « Bilan conjoncturel de l'année agricole », annuel.
Agreste La statistique agricole, GraphAgri :
– « L'agriculture, la forêt et les industries agroalimentaires », annuel ;
– « L'agriculture, et l'agroalimentaire dans les régions », triennal (dernière édition chiffres 2002).
Agreste primeur :
– « Enquête annuelle d'entreprise IAA - résultats provisoires 2002 - Poursuite de la croissance », n° 133, juillet 2003 ;
– « L'accès à Internet est généralisé, 44 % des entreprises ont leur site : L'agroalimentaire tisse sa toile », n° 132, juillet 2003 ;
– « Les entreprises agroalimentaires renouvellent leurs gammes de produits - Innover pour le marché », n° 122, avril 2003 ;
– « Croissance faible pour les fromages au lait cru », n° 121, avril 2003.
Bulletin mensuel :
– « Industries agricoles et alimentaires », partie du BMS.
Cédérom :
Agreste numérique :
– « Industries agricoles et alimentaires, entreprises de 20 salariés et plus, enquête annuelle d'entreprise : résultats sectoriels et régionaux », annuel.

Ministère de l'Économie, des Finances et de l'Industrie, Service des études et des statistiques industrielles (SESSI)

Le « 4 pages » :
– « 2002, une année difficile pour l'industrie », n° 179, juillet 2003 ;
– « La production industrielle au ralenti en 2002 », n° 178, juillet 2003 ;
– « Le caoutchouc industriel - La face cachée des élastomères », n° 176, mai 2003 ;
– « L'industrie pharmaceutique - Sur les chemins difficiles de l'internationalisation », n° 174, avril 2003 ;
– « L'Internet avance : les jeunes poussent », n° 172, février 2003 .
Chiffres-clés analyse :
– « La chaîne de l'équipement automobile », n° 222, 2003 ;
– « TIC et métiers en émergence », édition 2002, mars 2002 ;
– « La chimie de base », J. Bonel, C. Duclos n° 220, 2001 ;
– « L'industrie des panneaux à base de bois », MJ. Prudhommeaux, 2000.
Chiffres-clés, production industrielle :
Données mensuelles, trimestrielles, annuelles sur plus de 1 000 produits de l'industrie manufacturière.
Chiffres-clés, production industrielle hors série :
– « L'industrie des TIC en chiffres - Industrie et services », édition 2003 ;
– « Les matériaux de construction », édition 2003 ;
– « La carrosserie industrielle », édition 2003 ;
– « La parachimie en chiffres », édition 2002 ;
– « La sous traitance en chiffres - métaux, plastiques », édition 2002 ;
– « La mode en chiffres », édition 2002 ;
– « Le bois en chiffres », édition 2002 ;
– « L'industrie française de plasturgie en chiffres », édition 2002 ;
– « L'industrie française de l'emballage en chiffres », édition 2002 ;
– « L'industrie de l'équipement automobile en chiffres », édition 2001 ;
– « L'industrie française du textile », janvier 2000.
Chiffres-clés Référence :
– « La situation de l'industrie, résultats détaillés », enquête annuelle d'entreprise ;

– « Les consommations d'énergie dans l'industrie », édition 2002 ;
– « L'implantation étrangère dans l'industrie française », édition 2002 ;
– « Les éco-activités de l'industrie et des services », édition 2002 ;
– « Le financement de l'innovation technologique dans l'industrie », Édition 2002.

Cédérom :
– « L'industrie française en 300 secteurs », Sessi entreprises – Édition 2003 ;

En bref :
– « Les PMI en quelques chiffres » – Édition 2002 .

INSEE
– « L'économie française », édition 2003-2004 : rapport sur les comptes de la Nation de 2002.

INSEE méthodes :
– « L'innovation dans le secteur des biotechnologies : de la découverte scientifique à la création de nouvelles entreprises », S. Schott, n° 105, juillet 2003.

INSEE-Première :
– « Le marché des télécommunications en 2001 - Les téléphones mobiles dépassent les fixes », n° 918, août 2003 ;
– « Les petites entreprises industrielles - Un ensemble dynamique », n° 914, juillet 2003 ;
– « Les industries agroalimentaires en 2002 - Maintien de la croissance, accalmie sur les prix », n° 911, juillet 2003 ;
– « L'agriculture en 2002 en Europe et en France », n° 904, juin 2003 ;
– « Les industries agroalimentaires en 2001 et début 2002 : légère reprise de l'activité et hausse des prix », n° 864, août 2002 ;
– « L'industrie automobile résiste en 2001 et au début 2002 », n° 861, juillet 2002 ;
– « L'agriculture en 2001 en Europe et en France – un revenu tiré par les prix », n° 859, juillet 2002 ;
– « L'industrie manufacturière en 2001 – La France et la zone euro résistent mieux que leurs concurrentes » n° 858, juillet 2002 ;
– « La consommation automobile depuis quarante ans – entretien et réparation premier poste de dépense » n° 844, mai 2002.

INSEE résultats, série Économie :
– « Les petites entreprises industrielles en 2001 », n° 10, 2003.

Synthèses :
– « Les comptes de l'agriculture en 2002 - Rapport annuel présenté à la Commission des Comptes de l'Agriculture de la Nation », n° 73, août 2003.

Autres
– *Annales des mines*, annuel, École des mines ;
– « *Écomine* », état mensuel de l'actualité sur l'industrie minérale, DGEMP ;
– Études par secteur de la Banque de France ;
– Publications des différents organismes professionnels dont les coordonnées figurent dans les pages couleur en fin d'annuaire, partie « autres organismes ».

5 ❍ Tableaux

Des tableaux supplémentaires sont disponibles sur le cédérom (cf. Liste en fin d'annuaire).

TABLEAU K.02-1

Industries agricoles et alimentaires : année 2001 (1)

Source : Ministère de l'Agriculture, de l'Alimentation, de la Pêche et des Affaires rurales. SCEES-AGRESTE (Enquête annuelle d'entreprise) (2)

Activité	Code NAF	(3) Branche		(3) Secteur d'établissements		
		Effectif salarié (4) total	Chiffre d'affaires hors taxes (millions d'euros)	Effectif salarié (4) total	Rémunérations (millions d'euros)	Investissements corporels (millions d'euros)
Production de viandes de boucherie	15.1A	43 993	12 656,3	45 019	912,2	169,5
Production de viandes de volailles	15.1C	32 290	5 438,1	32 681	557,4	136,7
Préparation industrielle de produits à base de viandes	15.1E	49 818	10 015,2	47 807	970,8	302,4
Industrie des viandes	**15,1**	**126 101**	**28 109,6**	**125 507**	**2 440,3**	**608,6**
Industrie du poisson	15.2Z	13 086	2 732,9	12 658	249,5	78,5
Industrie du poisson	**15.2**	**13 086**	**2 732,9**	**12 658**	**249,5**	**78,5**
Transformation et conservation de pommes de terre	15.3A	2 268	493,6	2 790	68,6	87,3
Préparation de jus de fruits et légumes	15.3C	2 188	808,6	1 996	47,3	25,3
Transformation et conservation de légumes	15.3E	13 200	2 816,2	14 016	271,7	98,5
Transformation et conservation de fruits	15.3F	5 054	1 374,3	4 924	107,1	39,2
Industrie des fruits et légumes	**15.3**	**22 710**	**5 492,7**	**23 726**	**494,7**	**250,3**
Fabrication d'huiles et graisses brutes	15.4A	1 194	*c*	656	*c*	*c*
Fabrication d'huiles et graisses raffinées	15.4C	2 221	1 034,1	1 567	59,1	20,6
Fabrication de margarine	15.4E	278	*c*	279	*c*	*c*
Industrie des corps gras	**15.4**	**3 693**	**1 829,8**	**2 502**	**84,5**	**41,1**
Fabrication de lait liquide et de produits frais	15.5A	16 257	6 955,4	16 016	393,3	175,2
Fabrication de beurre	15.5B	2 383	1 660,7	2 276	52,5	18,0
Fabrication de fromage	15.5C	28 663	8 716,9	29 039	647,7	235,3
Fabrication d'autres produits laitiers	15.5D	4 249	2 423,5	5 828	174,4	83,1
Fabrication de glaces et sorbets	15.5F	4 364	933,6	5 716	140,6	36,7
Industrie laitière	**15.5**	**55 916**	**20 690,1**	**58 875**	**1 408,5**	**548,3**
Meunerie	15.6A	4 472	1 426,8	4 292	120,6	38,5
Autres activités de travail des grains	15.6B	2 148	986,9	2 421	65,6	55,4
Fabrication de produits amylacés	15.6D	3 911	1 448,0	4 459	145,9	250,7
Travail des grains ; fabrication de produits amylacés	**15.6**	**10 531**	**3 861,7**	**11 172**	**332,1**	**344,6**
Fabrication d'aliments pour animaux de ferme	15.7A	12 519	5 839,8	12 956	330,2	116,6
Fabrication d'aliments pour animaux de compagnie	15.7C	5 518	1 899,8	5 012	162,7	67,4
Fabrication d'aliments pour animaux	**15.7**	**18 037**	**7 739,6**	**17 968**	**492,9**	**184,0**
Fabrication industrielle de pain et de pâtisserie fraîche	15.8A	25 563	3 454,1	25 053	492,0	190,1
Biscotterie, biscuiterie, pâtisserie de conservation	15.8F	13 543	2 460,9	14 195	335,5	81,2
Fabrication de sucre	15.8H	7 353	3 047,9	7 231	210,1	122,2
Chocolaterie, confiserie	15.8K	16 222	4 026,8	15 284	379,5	109,0
Fabrication de pâtes alimentaires	15.8M	3 816	874,7	3 650	86,2	32,0
Transformation du thé et du café	15.8P	4 908	2 106,7	4 554	150,8	36,1
Fabrication de condiments et assaisonnements	15.8R	2 889	937,9	2 643	69,2	29,7
Fabrication d'aliments adaptés à l'enfant et diététiques	15.8T	3 966	1 030,1	3 838	105,7	29,8
Industries alimentaires n.c.a	15.8V	8 864	2 684,1	9 305	269,6	107,4
Autres industries alimentaires	**15.8**	**87 124**	**20 623,3**	**85 753**	**2 098,5**	**737,6**
Production d'eaux de vie naturelles	15.9A	3 206	1 787,8	3 284	113,2	25,8
Fabrication de spiritueux	15.9B	3 521	1 109,6	3 301	113,9	30,6
Production d'alcool éthylique de fermentation	15.9D	1 135	489,0	907	25,2	36,6
Champagnisation	15.9F	5 922	3 194,6	5 725	212,9	108,4
Vinification	15.9G	4 988	1 928,3	4 586	121,3	122,6
Cidrerie	15.9J	594	*c*	429	*c*	*c*
Production d'autres boissons fermentées	15.9L	237	*c*	125	*c*	*c*
Brasserie	15.9N	4 670	1 928,6	3 977	131,3	131,6
Malterie	15.9Q	568	384,4	563	16,2	9,5
Industrie des eaux de table	15.9S	8 354	2 606,2	7 990	275,9	147,5
Production de boissons rafraîchissantes	15.9T	5 283	2 344,2	3 591	105,2	67,1
Industrie des boissons	**15.9**	**38 478**	**15 939,7**	**34 478**	**1 128,5**	**685,6**

(1) Hors activités 15.8B, 15.8C, 15.8D exclues de l'enquête du SCEES.
(2) Champ de l'enquête : entreprises de 20 salariés et plus ou réalisant plus de 5 millions d'euros de chiffre d'affaires.
(3) Pour les définitions branche et secteur, voir partie « 3. Définitions » dans ce chapitre.
(4) L'effectif total comprend les effectifs permanent et saisonnier.

TABLEAU K.02-2

Exploitation forestière et scierie : année 2001

Source : Ministère de l'Agriculture, de l'Alimentation, de la Pêche et des Affaires rurales. SCEES-AGRESTE
(Enquête annuelle d'entreprise : résultats par secteur d'activité) (1)

Activité	Code NAF	Nombre d'entreprises	Effectif employé (2)	Chiffre d'affaires (3) net	Exportations	Investissements corporels
				Million d'euros		
Exploitation forestière	02.0B	43	1 921	383,8	100,3	12,0
Scierie	20.1A et 20.1B	289	15 523	2 169,0	434,2	109,6
Total	**332**	**17 444**	**2 552,8**	**534,5**	**121,6**

(1) Champ de l'enquête : entreprises de 20 salariés et plus ou réalisant plus de 5 millions d'euros de chiffre d'affaires.
(2) L'effectif employé est égal à l'effectif salarié moyen (moyenne des effectifs sur l'année), corrigé du solde des effectifs pris en location et prétés en location.
(3) Somme des ventes de marchandises et de la production réalisées au cours de l'exercice.

TABLEAU K.02-3

Habillement, cuir : année 2001

Source : Ministère de l'Économie, des Finances et de l'Industrie (SESSI - Enquête annuelle d'entreprise)

Activité	Code NAF ou NES	Résultats branche		Résultats secteur d'établissements		
		Effectif salarié	Ventes hors taxes (millions d'euros)	Effectif salarié	Rémunérations (millions d'euros)	Investissements (millions d'euros)
Fabrication de vêtements en cuir	181Z	560	112,9	525	13,6	0,7
Fabrication de vêtements de travail	182A	3 070	346,5	2 895	56,0	3,7
Fabrication de vêtements sur mesure	182C	831	55,0	1 582	58,6	8,4
Fabrication de vêtements de dessus pour hommes et garçonnets	182D	8 264	1 597,5	7 559	154,9	17,0
Fabrication de vêtements de dessus pour femmes et fillettes	182E	24 386	3 692,0	23 550	538,8	64,9
Fabrication de vêtements de dessous	182G	21 397	2 314,8	18 884	342,1	32,9
Fabrication d'autres vêtements et accessoires	182J	9 932	1 149,1	10 682	219,6	21,5
Industrie des fourrures	183Z	368	66,1	337	9,3	0,4
Industrie de l'habillement et des fourrures	**C11**	**68 808**	**9 333,9**	**66 014**	**1 392,9**	**149,5**
Apprêt et tannage des cuirs	191Z	2 189	352,8	2 210	47,3	7,7
Fabrication d'articles de voyage et de maroquinerie	192Z	13 398	1 279,6	13 711	273,8	55,3
Fabrication de chaussures	193Z	20 239	1 988,5	20 510	379,5	45,7
Industrie du cuir et de la chaussure	**C12**	**35 826**	**3 620,9**	**36 431**	**700,6**	**108,7**
Habillement, cuir	**C1**	**104 634**	**12 954,8**	**102 445**	**2 093,5**	**258,2**

TABLEAU K.02-4

Édition, imprimerie, reproduction : année 2001

Source : Ministère de l'Économie, des Finances et de l'Industrie (SESSI - Enquête annuelle d'entreprise)

Activité	Code NAF ou NES	Résultats branche		Résultats secteur d'établissements		
		Effectif salarié	Ventes hors taxes (millions d'euros)	Effectif salarié	Rémunérations (millions d'euros)	Investissements (millions d'euros)
Édition de livres	221A	11 403	3 089,7	11 516	420,7	29,2
Édition de journaux	221C	28 000	4 630,1	28 766	1 153,9	165,4
Édition de revues et périodiques	221E	22 118	6 178,1	21 675	939,9	62,8
Édition d'enregistrements sonores	221G	2 955	1 355,9	2 918	136,6	14,2
Autres activités d'édition (1)	221J	967	145,6	943	23,9	3,6
Imprimerie de journaux	222A	2 562	276,0	2 334	88,7	29,9
Imprimerie de labeur à l'exclusion de l'impression de journaux	222C	55 790	7 723,4	56 163	1 565,9	347,0
Reliure et finition	222E	6 687	456,0	6 697	141,5	23,9
Composition et photogravure	222G	5 772	535,4	5 534	152,8	22,0
Autres activités graphiques (2)	222J	1 256	135,5	1 248	31,7	5,7
Reproduction d'enregistrements sonores	223A	1 219	194,3	1 230	30,2	20,3
Reproduction d'enregistrements vidéo et informatiques	223C et 223E	1 436	184,5	1 544	34,2	3,9
Édition, imprimerie, reproduction	**C20**	**140 165**	**24 904,5**	**140 568**	**4 720,0**	**727,9**

(1) Cette classe comprend l'édition d'art (photographies, gravures, ...) autre que sous forme de livre, et aussi l'édition de calendriers et de cartes postales illustrées.
(2) Cette classe comprend la préparation et la production de feuilles pour rétroprojection et la réalisation de produits de communication graphique (peinture en lettres, ...) ou d'illustrations. La publicité et la conception graphique ne sont pas comprises.

TABLEAU K.02-5

Pharmacie, parfumerie, entretien : année 2001

Source : Ministère de l'Économie, des Finances et de l'Industrie (SESSI - Enquête annuelle d'entreprise)

Activité	Code NAF ou NES	Résultats branche		Résultats secteur d'établissements		
		Effectif salarié	Ventes hors taxes (millions d'euros)	Effectif salarié	Rémunérations (millions d'euros)	Investissements (millions d'euros)
Fabrication de produits pharmaceutiques de base	244A	9 672	3 604,5	11 737	503,7	168,2
Fabrication de médicaments	244C	73 969	27 716,0	78 689	3 005,1	821,8
Fabrication d'autres produits pharmaceutiques	244D	4 143	735,4	4 574	143,0	30,5
Industrie pharmaceutique	**C31**	**87 784**	**32 055,9**	**95 000**	**3 651,8**	**1 020,5**
Fabrication de savons, de détergents et de produits d'entretien	245A	8 894	2 557,1	10 789	345,6	108,0
Fabrication de parfums et de produits pour la toilette	245C	35 877	11 327,9	39 098	1 286,4	400,0
Fabrication de savons, de parfums et de produits d'entretien	**C32**	**44 771**	**13 885,0**	**49 887**	**1 632,0**	**508,0**
Pharmacie, parfumerie, entretien	**C3**	**132 555**	**45 940,9**	**144 887**	**5 283,8**	**1 528,5**

TABLEAU K.02-6

Industries des équipements du foyer : année 2001

Source : Ministère de l'Économie, des Finances et de l'Industrie (SESSI - Enquête annuelle d'entreprise)

Activité	Code NAF ou NES	Résultats branche		Résultats secteur d'établissements		
		Effectif salarié	Ventes hors taxes (millions d'euros)	Effectif salarié	Rémunérations (millions d'euros)	Investissements (millions d'euros)
Fabrication de sièges	361A	25 695	4 451,6	25 230	547,1	106,3
Fabrication de meubles de bureau et de magasin	361C	10 264	1 125,7	10 540	244,6	40,7
Fabrication de meubles de cuisine	361E	7 659	838,1	8 411	180,1	30,8
Fabrication de meubles meublants (1)	361G	13 950	1 357,7	15 585	311,0	48,1
Fabrication de meubles de jardin et d'extérieur	361H	414	68,2	1 215	29,2	9,2
Fabrication de meubles de complément (2)	361J	9 960	1 207,7	7 945	170,6	32,3
Industries connexes de l'ameublement	361K	495	39,3	639	13,6	1,0
Fabrication de matelas	361M	5 108	720,8	5 466	126,6	16,7
Fabrication de meubles	**C41**	**73 545**	**9 809,1**	**75 031**	**1 622,8**	**285,1**
Fabrication de monnaies et médailles	362A	301	33,3	306	8,2	0,5
Bijouterie, joaillerie, orfèvrerie	362C	6 484	1 107,0	6 606	190,6	18,8
Fabrication d'instruments de musique	363Z	1 440	107,2	1 458	36,4	2,0
Bijouterie et fabrication d'instruments de musique	**C42**	**8 225**	**1 247,5**	**8 370**	**235,2**	**21,3**
Fabrication d'articles de sport	364Z	6 249	882,7	6 723	169,1	60,6
Fabrication de jeux et jouets	365Z	4 489	637,8	4 569	98,9	22,9
Bijouterie fantaisie	366A	1 227	103,0	1 296	26,4	4,0
Industrie de la brosserie	366C	3 017	369,7	3 092	67,3	11,9
Autres activités manufacturières n.c.a. (3)	366E	11 015	1 702,4	10 727	252,8	63,3
Fabrication d'articles de sport, de jeux et industries diverses	**C43**	**25 997**	**3 695,6**	**26 407**	**614,5**	**162,7**
Fabrication d'appareils électroménagers	297A	19 748	2 959,1	19 838	422,4	125,3
Fabrication d'appareils ménagers non électriques	297C	2 957	415,4	3 069	74,9	17,1
Fabrication d'appareils domestiques	**C44**	**22 705**	**3 374,5**	**22 907**	**497,3**	**142,4**
Fabrication d'appareils de réception, enregistrement ou reproduction du son et de l'image	323Z	10 716	2 975,5	9 778	251,2	52,4
Fabrication d'appareils de réception, enregistrement, reproduction (son, image)	**C45**	**10 716**	**2 975,5**	**9 778**	**251,2**	**52,4**
Fabrication de lunettes	334A	9 233	945,9	10 091	256,7	44,0
Fabrication d'instruments d'optique et de matériel photographique	334B	2 969	559,3	1 832	48,8	15,5
Horlogerie	335Z	3 602	370,4	3 666	89,2	18,4
Fabrication de matériel optique et photographique, horlogerie	**C46**	**15 804**	**1 875,6**	**15 589**	**394,7**	**77,9**
Industries des équipements du foyer	**C4**	**156 992**	**22 977,8**	**158 082**	**3 615,7**	**741,8**

(1) Cette classe comprend notamment la fabrication de meubles pour salon, salle à manger et chambre à coucher.
(2) Cette classe ne comprend pas la fabrication de billards et de tables pour jeux de casino (cf. NAF 365Z).
(3) Cette classe comprend notamment : la fabrication de stylos, de rubans pour machines à écrire, de landaus et poussettes, de parapluies, d'ombrelles, de parasols, de boutons, de briquets et allumettes. Elle comprend également la fabrication de manèges, de revêtements de sols, de bougies, de fleurs et feuillages artificiels, d'articles pour fêtes, de mannequins pour vitrines, de taxidermie, etc.

TABLEAU K.02-7

Industrie automobile : année 2001

Source : Ministère de l'Économie, des Finances et de l'Industrie (SESSI - Enquête annuelle d'entreprise)

Activité	Code NAF ou NES	Résultats branche		Résultats secteur d'établissements		
		Effectif salarié	Ventes hors taxes (millions d'euros)	Effectif salarié	Rémunérations (millions d'euros)	Investissements (millions d'euros)
Construction de véhicules automobiles	341Z	126 343	81 701,3	132 069	3 988,4	3 733,0
Fabrication de carrosseries automobiles	342A	20 700	2 937,2	21 237	487,8	76,0
Fabrication de caravanes et véhicules de loisirs	342B	2 273	347,3	1 947	38,7	7,6
Construction automobile	**D01**	**149 316**	**84 985,8**	**155 253**	**4 514,9**	**3 816,6**
Fabrication d'équipements automobiles	343Z	105 477	28 432,5	96 064	2 564,0	1 114,2
Fabrication d'équipements automobiles	**D02**	**105 477**	**28 432,5**	**96 064**	**2 564,0**	**1 114,2**
Industrie automobile	**D0**	**254 793**	**113 418,3**	**251 317**	**7 078,9**	**4 930,8**

TABLEAU K.02-8

Construction navale, aéronautique et ferroviaire : année 2001

Source : Ministère de l'Économie, des Finances et de l'Industrie (SESSI - Enquête annuelle d'entreprise)

Activité	Code NAF ou NES	Résultats branche		Résultats secteur d'établissements		
		Effectif salarié	Ventes hors taxes (millions d'euros)	Effectif salarié	Rémunérations (millions d'euros)	Investissements (millions d'euros)
Construction de bâtiments de guerre (à l'exclusion des directions techniques de la Délégation générale pour l'Armement)	351A	695	106,1	368	10,2	0,6
Construction de navires civils	351B	6 260	1 484,8	6 830	190,0	28,4
Réparation navale	351C	1 822	185,7	1 729	44,3	2,3
Construction de bateaux de plaisance	351E	7 151	978,3	7 332	147,3	60,5
Construction navale	**E11**	**15 928**	**2 754,9**	**16 259**	**391,8**	**91,8**
Construction de matériel ferroviaire roulant	352Z	11 420	1 777,7	11 555	353,3	33,9
Construction de matériel ferroviaire roulant	**E12**	**11 420**	**1 777,7**	**11 555**	**353,3**	**33,9**
Construction de moteurs pour aéronefs	353A	21 095	4 874,9	22 352	797,0	147,5
Construction de cellules d'aéronefs	353B	48 085	11 317,1	49 345	1 702,9	658,5
Construction de lanceurs et engins spatiaux	353C	8 603	2 874,9	8 663	385,1	60,4
Construction aéronautique et spatiale	**E13**	**77 783**	**19 066,9**	**80 360**	**2 885,0**	**866,4**
Fabrication de motocycles	354A	3 161	465,2	3 459	82,3	22,8
Fabrication de bicyclettes	354C	3 063	543,7	2 858	58,0	5,7
Fabrication de véhicules pour invalides	354E	373	53,2	374	12,0	1,4
Fabrication de matériels de transport n.c.a. (1)	355Z	1 251	157,9	1 463	35,7	2,7
Fabrication de cycles, motocycles, matériels de transport n.c.a	**E14**	**7 848**	**1 220,0**	**8 154**	**188,0**	**32,6**
Construction navale, aéronautique et ferroviaire	**E1**	**112 979**	**24 819,5**	**116 328**	**3 818,1**	**1 024,7**

(1) Cette classe comprend : la fabrication de remorques de manutention ; la fabrication de brouettes, diables, charrettes à bras etc ; la fabrication de véhicules à traction animale. Ne comprend pas la fabrication d'appareils de levage et de manutention (cf. NAF 292D, tableau K.02-9) ni la fabrication de remorques de tourisme (cf. NAF 342B, tableau K.02-7).

TABLEAU K.02-9

Industries des équipements mécaniques : année 2001

Source : Ministère de l'Économie, des Finances et de l'Industrie (SESSI - Enquête annuelle d'entreprise)

Activité	Code NAF ou NES	Résultats branche : Effectif salarié	Résultats branche : Ventes hors taxes (millions d'euros)	Résultats secteur d'établissements : Effectif salarié	Résultats secteur d'établissements : Rémunérations (millions d'euros)	Résultats secteur d'établissements : Investissements (millions d'euros)
Fabrication de constructions métalliques	281A	25 910	3 946,3	26 774	594,3	119,2
Fabrication de menuiseries et fermetures métalliques	281C	7 482	1 043,4	7 829	176,4	39,2
Fabrication d'éléments en métal pour la construction	**E21**	**33 392**	**4 989,7**	**34 603**	**770,7**	**158,4**
Fabrication de réservoirs et citernes métalliques	282A	2 414	283,6	2 360	53,9	6,9
Fabrication de bouteilles pour gaz comprimés	282B	1 814	190,8	1 605	41,6	7,3
Fabrication de radiateurs et de chaudières pour le chauffage central	282D	6 778	1 017,2	7 765	194,0	44,2
Fabrication de générateurs de vapeur	283A	2 087	537,2	1 915	61,0	5,3
Chaudronnerie nucléaire	283B	5 388	542,4	6 550	248,0	15,2
Chaudronnerie-tuyauterie	283C	44 885	4 518,8	45 351	1 069,3	113,1
Chaudronnerie, fabrication de réservoirs métalliques et de chaudières	**E22**	**63 366**	**7 090,0**	**65 546**	**1 667,8**	**192,0**
Fabrication de moteurs et de turbines	291A	8 605	2 675,7	7 992	270,0	113,0
Fabrication de pompes et compresseurs	291C	17 094	3 309,8	16 472	468,5	130,2
Fabrication de transmissions hydrauliques et pneumatiques	291D	5 083	672,0	6 306	172,6	28,5
Fabrication d'articles de robinetterie	291F	16 581	2 338,4	16 057	543,4	86,5
Fabrication de roulements	291H	11 096	1 375,7	11 340	316,8	83,2
Fabrication d'organes mécaniques de transmission	291J	7 524	813,3	7 745	190,1	35,1
Fabrication d'équipements mécaniques	**E23**	**65 983**	**11 184,9**	**65 912**	**1 961,4**	**476,5**
Fabrication de fours et brûleurs	292A	2 869	570,8	3 341	115,8	12,0
Fabrication d'ascenseurs, monte-charges et escaliers mécaniques	292C	16 066	2 042,0	15 967	432,1	18,3
Fabrication d'équipements de levage et de manutention	292D	22 994	4 049,5	23 240	624,2	97,4
Fabrication d'équipements aérauliques et frigorifiques industriels	292F	25 195	4 260,8	26 679	739,0	71,9
Fabrication d'équipements d'emballage et de conditionnement	292H	4 048	599,4	4 139	125,1	10,9
Fabrication d'appareils de pesage	292J	1 444	167,8	1 306	28,0	1,7
Fabrication de machines diverses d'usage général	292K	13 327	2 019,4	13 999	380,9	50,2
Fabrication de machines d'usage général	**E24**	**85 943**	**13 709,7**	**88 671**	**2 445,1**	**262,4**
Fabrication de tracteurs agricoles	293A	1 933	628,9	3 268	362,3	18,3
Réparation de matériel agricole	293C	394	38,4	376	7,5	0,8
Fabrication de matériel agricole	293D	13 847	1 984,2	14 953	353,2	54,6
Fabrication de machines agricoles	**E25**	**16 174**	**2 651,5**	**18 597**	**723,0**	**73,7**
Fabrication de machines-outils à métaux	294A	7 205	1 161,2	7 547	222,6	58,5
Fabrication de machines-outils à bois	294B	856	119,6	821	20,3	2,0
Fabrication de machines-outils portatives à moteur incorporé	294C	829	101,5	787	21,9	3,1
Fabrication de matériel de soudage	294D	2 963	516,4	3 386	103,7	11,5
Fabrication d'autres machines-outils	294E	771	131,9	552	15,8	2,8
Fabrication de machines-outils	**E26**	**12 624**	**2 030,6**	**13 093**	**384,3**	**77,9**
Fabrication de machines pour la métallurgie	295A	1 836	320,1	1 736	55,7	10,5
Fabrication de machines pour l'extraction ou la construction	295C	10 582	2 212,9	11 387	324,3	62,9
Fabrication de machines pour l'industrie agro-alimentaire	295E	10 712	1 389,6	11 849	310,3	28,4
Fabrication de machines pour les industries textiles	295G	4 234	831,9	4 726	143,2	34,1
Fabrication de machines pour les industries du papier et du carton	295J	2 252	432,3	2 316	70,2	8,4
Fabrication de machines d'imprimerie	295L	3 102	828,4	3 194	101,4	16,5
Fabrication de machines pour travail du caoutchouc ou des plastiques	295M	3 598	842,4	2 506	77,1	5,3
Fabrication de moules et modèles	295N	11 210	1 288,0	10 261	285,0	48,1
Fabrication d'autres machines spécialisées	295P	10 139	1 877,8	9 197	278,8	25,7
Fabrication d'autres machines à usage spécifique	**E27**	**57 665**	**10 023,4**	**57 172**	**1 646,0**	**239,9**
Fabrication d'armes de chasse, de tir et de défense	296B	550	69,1	467	10,9	1,7
Fabrication d'armes et de munitions (1)	**E28**	**550**	**69,1**	**467**	**10,9**	**1,7**
Industries des équipements mécaniques (1)	**E2**	**335 697**	**51 748,9**	**344 061**	**9 609,2**	**1 482,5**

(1) Non compris l'activité : fabrication d'armement (véhicules blindés, matériel d'artillerie et missiles, munitions de guerre ...). Seule est comptabilisée la NAF 700 « 296B » qui comprend notamment la fabrication d'armes de chasse, de tir sportif et de défense ainsi que leurs munitions. Comprend également la fabrication de revolvers et de pistolets de calibre inférieur à 9 mm ; ne comprend pas la fabrication d'armes blanches.

TABLEAU K.02-10

Industries des équipements électriques et électroniques : année 2001

Source : Ministère de l'Économie, des Finances et de l'Industrie (SESSI - Enquête annuelle d'entreprise)

Activité	Code NAF ou NES	Résultats branche		Résultats secteur d'établissements		
		Effectif salarié	Ventes hors taxes (millions d'euros)	Effectif salarié	Rémunérations (millions d'euros)	Investissements (millions d'euros)
Fabrication de machines de bureau	300A	3 350	774,1	4 139	104,3	20,1
Fabrication d'ordinateurs et d'autres équipements informatiques	300C	20 194	9 187,1	27 988	1 448,6	226,2
Fabrication de machines de bureau et de matériel informatique	**E31**	**23 544**	**9 961,2**	**32 127**	**1 552,9**	**246,3**
Fabrication de moteurs, génératrices et transformateurs électriques de petite et moyenne puissance	311A	18 627	2 965,6	17 422	429,8	89,8
Fabrication de moteurs, génératrices et transformateurs électriques de très grande puissance	311B	7 982	1 439,9	6 040	203,3	20,4
Réparation de matériels électriques	311C	3 077	308,6	2 848	70,3	5,1
Fabrication de moteurs, génératrices et transformateurs électriques	**E32**	**29 686**	**4 714,1**	**26 310**	**703,4**	**115,3**
Fabrication d'équipements d'émission et de transmission hertzienne	322A	32 960	8 360,0	23 760	931,4	242,8
Fabrication d'appareils de téléphonie	322B	33 344	8 687,1	41 252	1 719,3	294,7
Fabrication d'appareils d'émission et de transmission	**E33**	**66 304**	**17 047,1**	**65 012**	**2 650,7**	**537,5**
Fabrication de matériel d'imagerie médicale et de radiologie	331A	2 906	1 322,4	2 943	128,1	8,7
Fabrication d'appareils médico-chirurgicaux	331B	19 701	2 491,4	21 744	604,5	184,4
Fabrication de matériel médico-chirurgical et d'orthopédie	**E34**	**22 607**	**3 813,8**	**24 687**	**732,6**	**193,1**
Fabrication d'équipements d'aide à la navigation	332A	24 185	5 585,1	24 602	985,5	112,3
Fabrication d'instrumentation scientifique et technique	332B	23 689	3 481,3	25 152	790,8	140,3
Fabrication d'équipements de contrôle des processus industriels	333Z	15 617	2 718,9	15 613	506,1	42,3
Fabrication d'instruments de mesure et de contrôle	**E35**	**63 491**	**11 785,3**	**65 367**	**2 282,4**	**294,9**
Industries des équipements électriques et électroniques	**E3**	**205 632**	**47 321,5**	**213 503**	**7 922,0**	**1 387,1**

TABLEAU K.02-11

Industries des produits minéraux : année 2001

Source : Ministère de l'Économie, des Finances et de l'Industrie (SESSI - Enquête annuelle d'entreprise)

Activité	Code NAF ou NES	Résultats branche		Résultats secteur d'établissements		
		Effectif salarié	Ventes hors taxes (millions d'euros)	Effectif salarié	Rémunérations (millions d'euros)	Investissements (millions d'euros)
Extraction de minerais de fer et de métaux non ferreux	131Z et 132Z	250	12,4	251	6,9	0,3
Extraction de minerais métalliques	**F11**	**250**	**12,4**	**251**	**6,9**	**0,3**
Extraction de pierres pour la construction et d'ardoise	141A et 141E	1 940	199,1	1 971	46,7	14,5
Extraction de calcaire industriel, de gypse et de craie	141C	1 264	277,4	1 387	40,2	28,9
Production de sables et de granulats	142A	12 012	2 485,4	13 072	317,0	209,2
Extraction d'argiles et de kaolin	142C	987	148,6	1 041	26,5	5,7
Extraction de minéraux pour l'industrie chimique et d'engrais naturels et production de sel	143Z et 144Z	2 802	360,7	2 743	83,0	11,9
Activités extractives n.c.a. (1)	145Z	779	131,1	771	23,7	11,5
Extraction de produits de carrières et minéraux divers (Autres industries extractives)	**F12**	**19 784**	**3 602,3**	**20 985**	**537,1**	**281,7**
Fabrication de verre plat	261A	1 883	458,3	2 677	89,3	61,5
Façonnage et transformation du verre plat	261C	8 932	1 475,9	9 258	217,2	65,8
Fabrication de verre creux	261E	29 413	3 430,7	30 012	769,4	241,7
Fabrication de fibres de verre	261G	1 770	356,3	1 916	64,2	27,3
Fabrication et façonnage d'articles techniques en verre (y compris isolateurs)	261J et 261K	4 368	505,4	4 159	111,0	49,1
Fabrication de verre et d'articles en verre	**F13**	**46 366**	**6 226,6**	**48 022**	**1 251,1**	**445,4**
Fabrication d'articles céramiques à usage domestique ou ornemental	262A	6 110	372,8	6 165	119,5	10,8
Fabrication d'appareils sanitaires en céramique	262C	3 614	327,5	3 884	97,3	22,8
Fabrication d'isolateurs et pièces isolantes en céramique	262E	523	34,9	444	11,0	2,5
Fabrication d'autres produits céramiques	262G et 262J	665	51,4	459	10,3	2,6
Fabrication de produits céramiques réfractaires	262L	3 935	579,1	4 362	126,5	23,7
Fabrication de carreaux en céramique	263Z	2 792	282,9	3 083	69,6	24,2
Fabrication de briques	264A	1 666	222,2	1 582	38,1	15,2
Fabrication de tuiles	264B	3 579	641,6	3 511	84,6	47,1
Fabrication de ciment	265A	4 627	2 011,3	4 978	187,3	118,3
Fabrication de chaux	265C	949	349,5	836	21,8	18,0
Fabrication de plâtre et d'éléments en plâtre pour la construction	265E et 266C	2 970	730,7	3 279	99,9	30,6
Fabrication d'éléments en béton pour la construction	266A	16 201	2 160,4	17 415	392,8	130,3
Fabrication de béton prêt à l'emploi	266E	5 235	2 106,6	5 512	140,1	68,7
Fabrication de mortiers et bétons secs	266G	1 774	498,3	2 151	67,5	17,0
Fabrication d'ouvrages en fibre-ciment	266J	697	112,8	724	18,7	7,3
Fabrication d'autres ouvrages en béton ou en plâtre	266L	570	51,5	507	10,9	2,4
Travail de la pierre	267Z	4 144	359,5	4 102	85,7	11,0
Fabrication de produits abrasifs	268A	2 044	284,1	3 895	140,9	18,6
Fabrication de produits minéraux non métalliques n.c.a. (2)	268C	5 194	1 006,5	5 247	153,3	47,4
Fabrication de produits céramiques et de matériaux de construction	**F14**	**67 289**	**12 183,6**	**72 136**	**1 875,8**	**618,5**
Industries des produits minéraux	**F1**	**133 689**	**22 024,9**	**141 394**	**3 670,9**	**1 345,9**

(1) Cette classe comprend notamment l'extraction de minéraux et matériaux divers : matières abrasives naturelles, amiante en roche, graphite naturel, farines siliceuses fossiles, stéatite (talc), feldspath ; pierres gemmes, quartz, mica, asphaltes et bitumes naturels, etc.

(2) Cette classe comprend notamment la fabrication d'amiante manufacturée, de matières minérales isolantes : laines de laitier, de roche, vermiculite expansée, argiles expansées (à l'exception de laine de verre et de fibres de verre « isolation » ou « textile » - cf. NAF 261G) ; la fabrication de corindon artificiel (alumine cristallisée, pierre la plus dure après le diamant utilisée comme abrasif), de produits asphaltés et bitumineux, la fabrication d'articles en mica, en tourbe, en graphite, etc.

TABLEAU K.02-12

Industrie textile : année 2001

Source : Ministère de l'Économie, des Finances et de l'Industrie (SESSI - Enquête annuelle d'entreprise)

Activité	Code NAF ou NES	Résultats branche		Résultats secteur d'établissements		
		Effectif salarié	Ventes hors taxes (millions d'euros)	Effectif salarié	Rémunérations (millions d'euros)	Investissements (millions d'euros)
Filature de l'industrie cotonnière	171A	2 380	346,3	2 214	42,5	6,2
Filature de l'industrie lainière - cycle cardé	171C	671	39,2	606	10,8	2,2
Préparation de la laine	171E	724	544,3	736	19,4	9,2
Filature de l'industrie lainière - cycle peigné	171F	2 434	229,9	2 593	50,7	7,9
Préparation et filature du lin	171H	1 145	209,7	1 160	23,4	12,5
Moulinage et texturation de la soie et des textiles artificiels ou synthétiques	171K	3 562	509,5	3 706	70,8	21,9
Fabrication de fils à coudre et préparation et filature d'autres fibres	171M et 171P	1 796	218,6	2 042	47,2	7,8
Tissage de l'industrie cotonnière	172A	8 132	1 334,8	8 402	175,4	43,6
Tissage de l'industrie lainière - cycle cardé	172C	968	268,7	898	21,2	5,6
Tissage de l'industrie lainière - cycle peigné	172E	1 515	306,8	1 509	35,0	4,5
Tissage de soieries	172G	1 002	138,6	1 115	23,4	3,9
Tissage d'autres textiles	172J	5 865	1 036,3	5 806	135,1	30,1
Ennoblissement textile	173Z	12 878	1 558,1	12 996	289,9	59,8
Filature et tissage	**F21**	**43 072**	**6 740,8**	**43 783**	**944,8**	**215,2**
Fabrication de linge de maison et d'articles d'ameublement	174A	5 035	594,2	5 193	100,4	15,5
Fabrication de petits articles textiles de literie	174B	2 694	377,9	2 840	53,5	5,3
Fabrication d'autres articles confectionnés en textile	174C	6 324	671,9	6 541	139,1	19,8
Fabrication de tapis et moquettes	175A	3 376	530,3	3 868	91,1	24,3
Ficellerie, corderie, fabrication de filets	175C	1 007	128,2	1 075	20,8	3,0
Fabrication de non-tissés	175E	2 113	390,6	1 974	51,7	16,9
Industries textiles n.c.a. (1)	175G	16 529	2 242,1	16 595	372,4	88,0
Fabrication de produits textiles	**F22**	**37 078**	**4 935,2**	**38 086**	**829,0**	**172,8**
Fabrication d'étoffes à maille	176Z	2 443	454,9	2 356	51,0	23,6
Fabrication de bas et chaussettes	177A	6 995	615,3	7 794	163,9	15,8
Fabrication de pulls-overs et articles similaires	177C	6 498	707,3	6 414	128,2	21,1
Fabrication d'étoffes et d'articles à maille	**F23**	**15 936**	**1 777,5**	**16 564**	**343,1**	**60,5**
Industrie textile	**F2**	**96 086**	**13 453,5**	**98 433**	**2 116,9**	**448,5**

(1) Cette classe comprend notamment : la fabrication de tulles, de dentelles, de feutres, d'ouates, de rubans, d'articles de passementerie, de tissus enduits et d'articles divers en textile ainsi que les travaux de plissage, jours, boutonnières etc.

TABLEAU K.02-13

Industrie du bois et du papier : année 2001

Source : Ministère de l'Économie, des Finances et de l'Industrie (SESSI - Enquête annuelle d'entreprise)

Activité	Code NAF ou NES	Résultats branche		Résultats secteur d'établissements		
		Effectif salarié	Ventes hors taxes (millions d'euros)	Effectif salarié	Rémunérations (millions d'euros)	Investissements (millions d'euros)
Imprégnation du bois	201B	1 259	86,4	1 217	34,7	1,5
Fabrication de panneaux de bois	202Z	8 767	1 687,4	9 355	204,6	221,6
Fabrication de charpentes et de menuiseries	203Z	15 187	2 465,1	16 293	335,7	79,7
Fabrication d'emballages en bois	204Z	10 663	1 331,9	11 763	235,2	41,8
Fabrication d'objets divers en bois	205A	3 792	352,0	4 061	79,9	16,3
Fabrication d'objets en liège, vannerie ou sparterie (1)	205C	949	260,1	965	23,7	9,2
Travail du bois et fabrication d'articles en bois	**F31**	**40 617**	**6 182,9**	**43 654**	**913,8**	**370,1**
Fabrication de pâte à papier, de papier et de carton	211A et 211C	27 363	7 826,6	27 458	822,4	373,0
Fabrication de pâte à papier, de papier et de carton	**F32**	**27 363**	**7 826,6**	**27 458**	**822,4**	**373,0**
Industrie du carton ondulé	212A	17 083	3 335,7	17 746	455,0	147,3
Fabrication de cartonnages	212B	14 331	1 874,7	14 587	346,0	98,3
Fabrication d'emballages en papier	212C	3 916	653,3	4 328	106,1	30,3
Fabrication d'articles en papier à usage sanitaire ou domestique	212E	7 319	2 257,5	9 087	258,8	165,8
Fabrication d'articles de papeterie (2)	212G	5 307	1 003,2	5 003	122,9	23,6
Fabrication de papiers peints	212J	1 034	140,9	1 049	26,7	8,0
Fabrication d'autres articles en papier ou en carton (3)	212L	6 720	1 138,1	6 789	169,0	36,3
Fabrication d'articles en papier ou en carton	**F33**	**55 710**	**10 403,4**	**58 589**	**1 484,5**	**509,6**
Industrie du bois et du papier	**F3**	**123 690**	**24 412,9**	**129 701**	**3 220,7**	**1 252,7**

(1) Sparterie : fabrication d'ouvrages tressés en fibres végétales (d'origine diverse), tels des cordes, des nattes, des tapis, des paniers, etc. La vannerie étant l'industrie du vannier, ouvrier confectionnant divers objets (paniers, corbeilles, chaises, meubles) au moyen de tiges et fibres végétales entrelacées d'osier, de rotin ou de jonc, etc.
(2) Cette classe ne comprend pas la fabrication d'articles de papeterie scolaire ou commerciale (cahiers, classeurs, livres comptables,etc) ; voir 222C « Autre imprimerie (labeur) », dans K.02-4.
(3) Cette classe comprend notamment : la fabrication d'étiquettes de tous genres, de filtres, de sacs pour aspirateurs, de tubes, mandrins et bobines en carton, d'articles moulés en pâte à papier.

TABLEAU K.02-14

Chimie, caoutchouc et plastiques : année 2001

Source : Ministère de l'Économie, des Finances et de l'Industrie (SESSI - Enquête annuelle d'entreprise)

Activité	Code NAF ou NES	Résultats branche		Résultats secteur d'établissements		
		Effectif salarié	Ventes hors taxes (millions d'euros)	Effectif salarié	Rémunérations (millions d'euros)	Investissements (millions d'euros)
Fabrication de gaz industriels	241A	3 795	1 253,8	4 797	196,3	114,2
Fabrication de colorants et de pigments	241C	3 975	987,1	4 268	152,4	119,4
Fabrication d'autres produits chimiques inorganiques de base	241E	7 301	2 394,3	9 128	318,2	182,4
Fabrication de produits azotés et d'engrais	241J	4 725	1 647,7	5 957	215,4	46,0
Industrie chimique minérale	**F41**	**19 796**	**6 282,9**	**24 150**	**882,3**	**462,0**
Fabrication d'autres produits chimiques organiques de base	241G	24 272	11 721,1	28 085	993,1	819,6
Fabrication de matières plastiques de base	241L	14 840	7 591,7	14 491	483,0	268,8
Fabrication de caoutchouc synthétique	241N	2 314	830,8	2 578	86,5	59,9
Industrie chimique organique	**F42**	**41 426**	**20 143,6**	**45 154**	**1 562,6**	**1 148,3**
Fabrication de produits agrochimiques	242Z	5 729	2 679,8	6 302	276,1	32,6
Fabrication de peintures et vernis	243Z	16 140	3 478,2	17 843	562,3	114,6
Fabrication de produits explosifs	246A	3 823	687,2	4 899	132,9	68,8
Fabrication de colles et gélatines	246C	3 284	868,1	3 152	97,8	49,9
Fabrication d'huiles essentielles	246E	4 482	975,4	4 869	173,2	44,0
Fabrication de produits chimiques pour la photographie	246G	2 600	209,4	2 511	83,9	57,2
Fabrication de supports de données	246J	1 005	519,3	1 086	38,3	5,3
Fabrication de produits chimiques à usage industriel	246L	13 210	4 055,1	12 578	424,5	148,8
Parachimie	**F43**	**50 273**	**13 472,5**	**53 240**	**1 789,0**	**521,2**
Fabrication de fibres artificielles ou synthétiques	247Z	1 923	465,9	2 194	56,0	50,2
Fabrication de fibres artificielles ou synthétiques	**F44**	**1 923**	**465,9**	**2 194**	**56,0**	**50,2**
Fabrication de pneumatiques	251A	30 583	5 077,0	34 404	560,9	316,3
Rechapage de pneumatiques	251C	1 818	227,7	1 029	22,3	2,9
Fabrication d'autres articles en caoutchouc	251E	30 624	3 389,8	31 150	833,3	152,2
Industrie du caoutchouc	**F45**	**63 025**	**8 694,5**	**66 583**	**1 416,5**	**471,4**
Fabrication de plaques, feuilles, tubes et profilés en plastiques	252A	18 620	3 536,2	17 903	475,1	223,7
Fabrication d'emballages en matières plastiques	252C	34 472	5 294,9	35 882	854,3	415,1
Fabrication d'éléments en matières plastiques pour la construction	252E	20 849	3 219,8	19 833	441,4	102,4
Fabrication d'articles divers en matières plastiques (1)	252G	10 702	1 422,7	11 569	261,6	74,2
Fabrication de pièces techniques en matières plastiques (2)	252H	59 301	7 816,5	61 324	1 404,8	407,4
Transformation des matières plastiques (ou plasturgie)	**F46**	**143 944**	**21 290,1**	**146 511**	**3 437,2**	**1 222,8**
Chimie, caoutchouc et plastiques	**F4**	**320 387**	**70 349,5**	**337 832**	**9 143,6**	**3 875,9**

(1) Cette classe comprend la fabrication de vaisselle, d'ustensiles de cuisine et d'articles de toilette en matières plastiques. Elle comprend également la fabrication d'articles divers en matières plastiques tels que rubans adhésifs, éponges artificielles, casques de sécurité, articles pour éclairage, bureau, etc.
(2) Cette classe comprend exclusivement la fabrication de pièces techniques en matières plastiques (y compris matériaux composites) réalisées à façon selon les procédés de la plasturgie.

TABLEAU K.02-15

Métallurgie et transformation des métaux : année 2001

Source : Ministère de l'Économie, des Finances et de l'Industrie (SESSI - Enquête annuelle d'entreprise)

Activité	Code NAF ou NES	Résultats branche		Résultats secteur d'établissements		
		Effectif salarié	Ventes hors taxes (millions d'euros)	Effectif salarié	Rémunérations (millions d'euros)	Investissements (millions d'euros)
Sidérurgie [CECA (1)]	271Z	33 466	10 830,6	37 511	1 121,2	429,1
Fabrication de tubes en fonte et en acier	272A et 272C	13 549	2 834,1	13 541	386,5	111,1
Étirage à froid	273A	2 515	511,2	1 026	26,3	8,2
Laminage à froid de feuillards	273C	841	141,0	859	22,2	3,9
Profilage à froid par formage ou pliage	273E	2 231	712,8	2 353	64,2	13,4
Tréfilage à froid	273G	2 349	426,8	2 644	64,6	15,3
Production de ferro-alliages et autres produits non CECA	273J	1 535	388,2	1 563	51,5	12,7
Sidérurgie et première transformation de l'acier	**F51**	**56 486**	**15 844,7**	**59 497**	**1 736,5**	**593,7**
Production de métaux précieux et métallurgie des autres métaux non ferreux	274A et 274M	3 128	1 418,1	2 708	76,3	32,5
Production d'aluminium	274C	3 057	1 465,2	3 376	117,7	35,0
Première transformation de l'aluminium	274D	8 404	2 452,3	8 697	236,5	116,6
Production et première transformation de plomb, de zinc ou d'étain	274F et 274G	2 428	677,1	2 564	77,3	53,7
Production et première transformation du cuivre	274J et 274K	5 250	2 435,1	5 295	140,9	61,7
Production de métaux non ferreux	**F52**	**22 267**	**8 447,8**	**22 640**	**648,7**	**299,5**
Fonderie de fonte	275A	12 172	1 329,9	15 471	376,0	129,2
Fonderie d'acier	275C	6 231	543,7	5 982	139,2	19,7
Fonderie de métaux légers	275E	15 518	2 297,2	13 909	312,0	120,4
Fonderie d'autres métaux non ferreux	275G	3 943	391,5	3 703	84,7	15,8
Fonderie	**F53**	**37 864**	**4 562,3**	**39 065**	**911,9**	**285,1**
Forge, estampage, matriçage	284A	12 814	1 810,3	10 893	251,1	74,4
Découpage, emboutissage	284B	35 833	5 024,7	35 885	810,2	264,9
Métallurgie des poudres	284C	1 445	116,5	1 054	29,2	16,5
Traitement et revêtement des métaux	285A	21 245	2 092,7	20 673	464,2	124,7
Décolletage	285C	14 817	1 662,6	14 676	362,2	124,3
Mécanique générale	285D	56 898	5 564,1	58 420	1 424,2	292,8
Services industriels du travail des métaux	**F54**	**143 052**	**16 270,9**	**141 601**	**3 341,1**	**897,6**
Fabrication de coutellerie	286A	2 973	263,9	3 012	58,3	15,4
Fabrication d'outillage à main	286C	4 511	552,9	5 507	133,4	31,1
Fabrication d'outillage mécanique	286D	12 413	1 315,3	11 770	318,7	51,0
Fabrication de serrures et ferrures	286F	11 925	1 375,2	12 506	287,6	54,5
Fabrication de fûts et emballages métalliques similaires	287A	813	164,7	838	21,7	11,3
Fabrication d'emballages métalliques légers	287C	11 219	2 308,0	11 007	272,5	92,6
Fabrication d'articles en fils métalliques	287E	9 155	1 111,4	8 795	193,3	46,7
Visserie et boulonnerie	287G	8 623	1 038,1	9 098	222,6	74,3
Fabrication de ressorts	287H	3 354	367,2	3 114	73,2	11,6
Fabrication de chaînes	287J	549	35,6	555	11,2	2,3
Fabrication d'articles métalliques ménagers	287L	6 059	780,3	7 224	167,2	38,6
Fabrication de coffres-forts et d'articles métalliques n.c.a. (2)	287M et 287P	14 466	2 009,6	12 937	326,8	52,9
Fabrication de petits articles métalliques	287N	1 982	224,7	1 880	43,1	6,6
Fabrication de produits métalliques	**F55**	**88 042**	**11 546,9**	**88 243**	**2 129,6**	**488,9**
Récupération de matières métalliques recyclables	371Z	6 268	2 198,5	6 236	142,0	107,2
Récupération de matières non métalliques recyclables	372Z	7 684	1 002,3	7 753	163,2	72,1
Récupération	**F56**	**13 952**	**3 200,8**	**13 989**	**305,2**	**179,3**
Métallurgie et transformation des métaux	**F5**	**361 663**	**59 873,4**	**365 035**	**9 073,0**	**2 744,1**

(1) Activités de sidérurgie définies au sens du traité instituant la CECA (Communauté Européenne du Charbon et de l'Acier).
(2) Ces classes comprennent aussi la fabrication de portes blindées, la fabrication d'articles divers en métaux comme les échelles, les escabeaux, les articles de voirie ; la fabrication d'armes blanches : sabres, épées, baïonnettes et la fabrication d'éléments de couverture : gouttières, faîtages ...

TABLEAU K.02-16

Industries des composants électriques et électroniques : année 2001

Source : Ministère de l'Économie, des Finances et de l'Industrie (SESSI - Enquête annuelle d'entreprise)

Activité	Code NAF ou NES	Résultats branche		Résultats secteur d'établissements		
		Effectif salarié	Ventes hors taxes (millions d'euros)	Effectif salarié	Rémunérations (millions d'euros)	Investissements (millions d'euros)
Fabrication de matériel de distribution et de commande électrique pour basse tension .	312A	47 762	6 785,0	54 665	1 522,6	378,7
Fabrication de matériel de distribution et de commande électrique pour haute tension .	312B	8 312	1 489,0	9 116	310,4	76,3
Fabrication de fils et câbles isolés	313Z	17 062	4 116,1	17 846	518,8	267,6
Fabrication d'accumulateurs et de piles électriques	314Z	5 207	883,2	5 428	149,0	34,8
Fabrication de lampes	315A	2 757	459,4	2 796	68,8	34,3
Fabrication d'appareils électriques autonomes de sécurité	315B	946	83,1	609	15,5	0,9
Fabrication d'appareils d'éclairage	315C	7 905	1 045,9	7 432	169,8	31,2
Fabrication de matériels électriques pour moteurs et véhicules	316A	19 775	3 710,0	20 849	595,1	272,1
Fabrication de matériel électromagnétique industriel	316C	2 584	341,2	2 207	52,8	18,7
Fabrication de matériels électriques n.c.a. (1)	316D	10 532	1 430,9	8 801	243,7	24,5
Fabrication de matériel électrique	**F61**	**122 842**	**20 343,8**	**129 749**	**3 646,5**	**1 139,1**
Fabrication de composants passifs et de condensateurs	321A	10 877	1 288,7	11 710	269,4	84,3
Fabrication de composants électroniques actifs	321B	52 099	10 644,7	54 601	1 629,3	1 160,2
Fabrication de composants électroniques	**F62**	**62 976**	**11 933,4**	**66 311**	**1 898,7**	**1 244,5**
Industries des composants électriques et électroniques	**F6**	**185 818**	**32 277,2**	**196 060**	**5 545,2**	**2 383,6**

(1) Cette classe comprend notamment : la fabrication d'appareils électriques de signalisation pour voies routières, fluviales, installations portuaires et aéroportuaires ; la fabrication de sonneries, sirènes et tableaux d'affichage électriques ; de systèmes de détection et de protection pour le vol ou l'incendie ; la fabrication d'électrodes en charbon ou en graphite ; d'isolateurs et de pièces isolantes en matériaux composites (autres que le verre ou la céramique) ; la fabrication de machines et d'appareils électriques divers tels les accélérateurs de particules, générateurs de signaux, détecteurs de mines, détonateurs électriques, etc. Ne comprend pas la fabrication de composants électroniques (cf. NAF 321B) ou la fabrication de pièces isolantes en verre ou en céramique (cf. NAF 261K et 262 E, tableau K.02-11).

Chapitre K.03

○ Construction

1 Présentation.
2 Méthodologie.
3 Définitions.
4 Sources de documentation.
5 Tableaux.

❍ Liste des tableaux

1 Construction : entreprises, effectifs salariés, chiffres d'affaires et investissements du secteur d'entreprise en 2001.

2 Construction : montant du chiffre d'affaires construction selon l'ouvrage.

3 Construction : montant du chiffre d'affaires sur ouvrages de bâtiment, selon l'état de l'ouvrage et la taille de l'entreprise.

4 Logements autorisés selon la nature du maître d'ouvrage, le nombre de pièces, le mode d'utilisation et de destination.

5 Surfaces autres qu'habitations autorisées selon la destination.

6 Logements commencés par type de construction.

7 Indices annuels de la construction dans l'Union européenne.

8 Investissements dans le secteur de la construction (FBCF) par catégorie d'investisseur.

9 Production de bâtiment et de travaux publics et son affectation.

10 Commercialisation des logements neufs selon le type de construction et le nombre de pièces.

11 Le parc locatif social au 1er janvier de l'année.

1
○ Présentation

En 2002, avec près de 338 000 logements ordinaires autorisés à la construction, le niveau reste élevé. Les nouveaux logements sont aujourd'hui plus spacieux. Depuis plusieurs années, le nombre de studios baisse, celui des maisons de 5 pièces et plus augmente. Alors que 55 % des demandes de permis de construire ont été déposées par des personnes physiques, la part des permis déposés par les organismes d'HLM est en baisse depuis plusieurs années.

Après 3 ans de forte croissance, un franchissement du cap des 50 millions de mètres carrés en 2000 et une année 2001 en léger recul, la construction de locaux non résidentiels est en diminution de près de 11 % en 2002.

Le marché de la promotion immobilière est en hausse de 6,6 % pour la deuxième année consécutive. Le bilan de l'année fait apparaître une croissance des ventes plus importante pour les logements en immeubles collectifs (+ 7,1 %) et, plus précisément, pour les trois pièces et plus que pour les maisons individuelles (+ 3,9 %). Les mises en vente des appartements progressent de 2,5 %, alors que celles des maisons individuelles diminuent de 6,1 %. L'augmentation des ventes et la relative stagnation des mises en vente entrainent un déstockage qui se révèle plus important pour les appartements que pour les maisons individuelles.

Le parc locatif social est en augmentation de 0,6 % sur un an, portant sur les logements de un à quatre pièces.

2
○ Méthodologie

L'enquête annuelle d'entreprise (EAE)

L'« enquête annuelle d'entreprise » dans le secteur de la construction est réalisée par le ministère de l'Équipement, des Transports, du Logement, du Tourisme et de la Mer.

Sa refonte en 1997 a entraîné des ruptures de séries, notamment sur la description fine des chantiers de l'entreprise :

– enquête de périodicité annuelle, exhaustive au-delà d'une taille de 20 salariés, par sondage en deçà.

Afin d'alléger la charge statistique pour les petites entreprises, une « stratégie petites entreprises » est mise en oeuvre périodiquement sur le champ des unités de moins de dix salariés. Leurs données sont alors estimées en mobilisant des informations de source administrative. L'année 1999 est la première année d'application de cette procédure qui a été reconduite pour l'année 2001.

Les questionnaires utilisés sont :

– le questionnaire général pour les entreprises de 20 salariés et plus ;

– le questionnaire simplifié, et sans compte de résultat, pour les entreprises de moins de 20 salariés.

D'une manière générale, le secteur est peu concentré surtout dans le bâtiment où il existe un nombre important de petites et moyennes entreprises, particulièrement dans les activités de second oeuvre. D'autre part, la spécialisation des entreprises en ouvrages de bâtiment ou de génie civil est d'autant plus marquée qu'il s'agit de petites entreprises de bâtiment, et de grandes entreprises de travaux publics.

Les entreprises enquêtées sont celles qui exercent à titre principal une activité du secteur de la construction. Elles peuvent également intégrer d'autres activités à titre secondaire. Inversement, ne sont pas repris ici les résultats concernant les entreprises dont l'activité « construction » n'est que secondaire. C'est le cas, par exemple, d'une entreprise de construction métallique qui effectue accessoirement le montage sur le terrain ou bien d'une entreprise de distillation de goudron qui, à titre secondaire, ferait des travaux de revêtement routier.

Le champ de l'enquête d'une année n est constitué des entreprises de la construction ayant leur siège en France métropolitaine, et ayant clos un exercice comptable au cours de l'année n.

Construction et transformation de bâtiments, permis de construire

Les statistiques de la construction sont réalisées par le ministère de l'Équipement, des Transports, du Logement, du Tourisme et de la Mer à l'aide de systèmes informatisés, en particulier SITADEL (Système d'Information et de Traitement Automatisé des Données Élémentaires sur les Logements et les locaux), qui succède à SICLONE depuis 1998.

Les opérations retenues correspondent au champ des permis de logements ou de locaux créant de la SHON (surface hors œuvre nette). Cela permet de se conformer à la définition de la construction neuve adoptée par l'ensemble des pays de l'Union européenne.

Les chambres d'habitat communautaire et d'hébergement, qui ne faisaient l'objet d'aucune publication dans SICLONE, sont désormais comptées à la rubrique « hébergement » dans les locaux non résidentiels.

Commercialisation des logements neufs

L'enquête sur la commercialisation des logements neufs est effectuée chaque trimestre auprès des promoteurs, professionnels ou occasionnels. Elle permet de suivre les logements mis en vente, vendus, disponibles, ainsi que les délais d'écoulement et les taux de renouvellement des stocks. Elle donne, par ailleurs, des prix moyens au mètre carré des logements collectifs et des prix moyens des logements individuels groupés.

Entrent dans le champ de l'enquête les permis de construire de cinq logements et plus, dont la destination est la vente.

Sont donc exclus du champ de l'enquête :

– le secteur locatif (permis de construire destinés à la location) ;

– les constructions individuelles réalisées par des particuliers en vue de leur occupation personnelle (permis de construire d'un logement) ;

– les logements construits par l'État, les collectivités locales et les sociétés nationalisées ;

– l'ensemble des logements de fonction ;

– les permis de construire de deux, trois ou quatre logements dont l'importance totale est faible (environ 4,5 % des logements autorisés).

Le parc locatif social

Le champ de l'enquête sur le parc locatif social est le parc propriété des organismes HLM ou des SEM (Société d'économie mixte) ou géré par eux.

L'enquête est effectuée auprès des organismes HLM et des SEM. Elle informe sur la composition du parc au 1er janvier de chaque année, ainsi que sur le taux de vacance, de mobilité et les niveaux de loyers dans le parc.

Elle est utilisée par les différents échelons du ministère pour la définition des orientations ou le suivi des politiques nationales, régionales ou locales dans le domaine du logement locatif social ainsi que par les organismes HLM ou SEM pour situer leur intervention respective.

L'enquête est décentralisée dans les cellules statistiques des directions régionales de l'Équipement et gérée au niveau national, par la direction des Affaires économiques et internationales.

Les programmes de logements concernés par l'enquête sont des ensembles de logements locatifs sociaux homogènes par leur localisation, leur année de mise en location, leur financement initial, leur type de construction, leur conventionnement, leur gestion.

3
○ Définitions

Année de fin de construction

Il s'agit de l'année où la construction du programme est déclarée achevée.

Branche (NES H0, NAF 45) [1]

Les activités de la branche concourent à la construction d'ouvrages immobiliers, qu'il s'agisse de logements, bureaux, centres commerciaux, installations industrielles, réseaux de transports et télécommunications, équipements collectifs, etc. Le plus souvent interviennent conjointement, pour la réalisation de ces ouvrages, des activités industrielles et des prestations de services qui sont décrites dans d'autres chapitres.
Une distinction est faite entre bâtiment et travaux publics dans la nomenclature des activités. Le détail des postes figure dans la présentation des principales nomenclatures en fin d'annuaire.
La nomenclature d'activités française est consultable sur le site Internet de l'INSEE (***www.insee.fr***).

Logements et pièces

Un logement est constitué d'au moins une pièce principale et de pièces de services telles que cuisines, salles d'eau, cabinets d'aisance, buanderies, débarras, séchoirs, ainsi que, le cas échéant, des dégagements et espaces. On appelle pièce principale une pièce destinée au logement et au sommeil. Les pièces indépendantes, même aménagées, sont comptées comme pièces (définition différente de celle utilisée par l'INSEE). Les chambres d'hôtel ne sont pas considérées comme des logements et ne sont pas prises en compte dans ce chapitre.

Logement autorisé

Logement, non encore réalisé, qui entre dans le cadre d'un dossier de permis de construire ayant reçu un avis favorable.

Logement commencé

Logement faisant partie d'un bâtiment dont les fondations sont commencées (cas des collectifs) ou dont les fouilles en rigole sont entreprises (cas des individuels).

Type de construction

La distinction se fait selon individuel ou collectif. La maison individuelle correspond à un bâtiment ne comportant qu'un seul logement et disposant d'une entrée particulière.
On distingue deux types de maisons individuelles :
— individuel pur : maison individuelle résultant d'une opération de construction ne comportant qu'un seul logement ;
— individuel groupé : maison individuelle résultant d'une opération de construction comportant plusieurs logements individuels ou un seul logement individuel avec des locaux.
Le terme collectif est défini par l'exclusion des deux premiers concepts. Il s'agit de logements faisant partie d'un bâtiment de deux logements ou plus.

Type de conventionnement

Un logement conventionné est un logement qui a fait l'objet d'une convention entre l'État et l'organisme gestionnaire. Cette convention ouvre droit à l'APL (Aide Personnalisée au Logement).

Type de financement

Il s'agit du financement déclaré lors de l'entrée du programme dans le parc HLM.
HLM/O : Habitation à Loyer Modéré Ordinaire.
ILM : Immeuble à Loyer Moyen.
ILN : Immeuble à Loyer Normal.
PAP : Prêt d'Accession à la Propriété.
PC : Prêt Conventionné.
PLA : Prêt Locatif Aidé.
PLA CDC : PLA dont l'établissement prêteur est la caisse des Dépôts et Consignations.
PLA CFF : PLA dont l'établissement prêteur est le Crédit Foncier de France.
PLA TS : PLA très social sans obligation de travaux, financement des logements réservés aux plus démunis.
PLA LM : PLA à loyer minoré.
PLAI : PLA d'intégration.
(PLA LM et PLAI succèdent au PLA TS)
PLUS : Prêt locatif à usage social, en remplacement des PLA CDC et PLA LM.
PLI : Prêt Locatif Intermédiaire.
PLR : Programme à Loyer Réduit.
PLS : Prêt Locatif Social.
PSR : Programme Social de Relogement.

[1] Voir distinction entre le secteur et la branche dans le chapitre K.01 : « Industrie, données générales ».

4 ○ Sources de documentation

Ce chapitre a été réalisé avec la collaboration du Service économique et statistique du ministère de l'Équipement, des Transports, du Logement, du Tourisme et de la Mer.

Organismes :
– Ministère de l'Équipement, des Transports, du Logement, du Tourisme et de la Mer, Service économique et statistique ;
– Fédération nationale du bâtiment ;
– Fédération nationale des travaux publics ;
– INSEE.

Sites Internet :
– www.équipement.gouv.fr
– www.insee.fr

Publications :

Ministère de l'Équipement, des Transports, du Logement, du Tourisme et de la Mer

Données détaillées du SES :
– « Statistiques de la construction en 2000 » ;
– « Statistiques de la construction neuve de 1994 à 2001 » sur Cédérom ;
– « Statistiques sur le logement social » (annuel) ;
– « Les entreprises du secteur de la construction de 1997 à 2000 » sur cédérom.
SES Infos Rapides :
– Résultats de la construction neuve (mensuel et trimestriel) ;
– Résultats sur la commercialisation des logements neufs et anciens (mensuel et trimestriel) ;
– « Le parc locatif social au 1er janvier 2002 » n° 228, juillet 2003 ;
– « EAE - Construction 2001 » n° 231, août 2003.

INSEE

Économie et Statistique :
– « Comment les aides au logement affectent-elles les loyers ? » n° 351, août 2002.
INSEE-Première :
– « La reprise de l'accession à la propriété » n° 913, juillet 2003 ;
– « Fléchissement limité de la construction en 2002 - 2003 » n° 906, juin 2003 ;
– « Les comptes de la Nation en 2002 - La consommation s'infléchit, la demande des entreprises recule » n° 894, avril 2003 ;
– « De plus en plus de maisons individuelles » n° 885, février 2003 ;
– « La proportion de logements vacants la plus faible depuis 30 ans » n° 880, janvier 2003 ;
INSEE Synthèses :
– « Comptes du logement - édition 2002 » n° 72, juillet 2003.

Autres

– « L'occupation des logements d'habitations à loyer modéré et son évolution : exploitation de l'enquête nationale de 2000 » Audrey Daniel, Marie-Odile Simon, Collection des rapports, CREDOC, 2002.

5 ○ Tableaux

Des tableaux rétrospectifs et « séries » sont disponibles sur le cédérom (cf. liste en fin d'annuaire).

TABLEAU K.03-1

Construction : entreprises, effectifs salariés (1), chiffres d'affaires et investissements du secteur d'entreprise en 2001

Source : Ministère de l'Équipement, des Transports, du Logement, du Tourisme et de la Mer (Enquête annuelle d'entreprise - Construction)

Unité : Chiffre d'affaires et investissements : Million d'euros

Activité principale de l'entreprise	Code NES ou NAF	Entreprises de 10 salariés et plus				Ensemble des entreprises			
		Nombre d'entreprises	Effectifs	Chiffre (2) d'affaires hors taxes	Investissements bruts	Nombre d'entreprises	Effectifs	Chiffre (2) d'affaires hors taxes	Investissements bruts
BÂTIMENT	**H01**	**20 126**	**567 292**	**61 799**	**1 016**	**278 269**	**1 024 243**	**109 661**	**2 026**
Gros œuvre		**6 096**	**178 163**	**23 171**	**389**	**70 659**	**322 250**	**37 770**	**740**
Construction de maisons individuelles	452A	1 175	27 116	3 781	61	11 129	50 990	7 268	119
Construction de bâtiments divers	452B	1 612	83 479	13 021	173	4 515	91 739	14 007	193
Levage, montage	452T	229	7 146	861	27	945	9 219	1 107	33
Travaux de maçonnerie générale	452V	3 080	60 422	5 508	128	54 070	170 302	15 388	395
Second œuvre		**14 030**	**389 129**	**38 628**	**627**	**207 610**	**701 993**	**71 891**	**1 286**
Réalisation de couvertures par éléments	452J	857	16 728	1 506	27	10 597	37 256	3 436	78
Travaux d'étanchéification	452K	318	10 603	1 648	20	2 049	15 141	2 134	32
Travaux de charpente	452L	555	11 246	1 108	29	6 084	24 774	2 389	67
Travaux d'installation électrique	453A	2 624	115 337	11 331	172	32 639	159 889	16 457	264
Travaux d'isolation	453C	203	8 674	879	13	1 959	12 769	1 295	20
Installation d'eau et de gaz	453E	1 211	27 072	2 305	54	26 943	65 614	6 768	139
Installation d'équipements thermiques et de climatisation	453F	1 352	45 931	5 069	64	12 394	66 966	7 389	102
Plâtrerie	454A	547	12 241	1 033	14	12 088	29 589	2 747	45
Menuiserie bois et matières plastiques	454C	1 777	34 606	3 431	78	28 357	74 340	8 026	176
Menuiserie métallique, serrurerie	454D	1 241	28 030	3 117	48	10 809	48 308	5 374	84
Revêtement des sols et murs	454F	655	13 561	1 428	20	14 856	32 343	3 499	70
Miroiterie de bâtiment, vitrerie	454H	161	3 355	396	10	1 209	6 007	733	15
Peinture	454J	1 991	51 058	4 070	58	40 593	105 189	8 932	153
Agencement de lieux de vente	454L	239	5 504	698	13	1 967	10 555	1 196	21
Travaux de finitions non compris ailleurs	454M	299	5 183	609	7	5 066	13 253	1 516	20
TRAVAUX PUBLICS	**H02**	**3 869**	**216 974**	**29 064**	**1 135**	**17 339**	**243 888**	**32 897**	**1 279**
Terrassements divers, démolition	451A	1 257	31 421	3 541	136	9 811	46 073	5 405	224
Terrassements en grande masse	451B	263	18 524	2 734	260	1 180	20 415	3 018	270
Forages et sondages	451D	39	2 347	271	38	242	2 844	335	39
Construction d'ouvrages d'art	452C	149	15 988	2 631	56	227	16 235	2 667	57
Travaux souterrains	452D	30	1 151	260	18	42	1 215	267	18
Réalisations de réseaux	452E	491	30 498	3 586	114	730	31 676	3 730	117
Construction de lignes électriques et de télécommunication	452F	379	28 194	3 018	115	594	28 759	3 077	116
Construction de voies ferrées	452N	32	3 980	434	15	40	4 012	437	15
Construction de chaussées routières et de sols sportifs	452P	682	63 965	9 775	295	1 428	66 339	10 413	307
Travaux maritimes et fluviaux	452R	32	2 342	347	12	178	2 610	387	13
Autres travaux spécialisés de construction	452U	248	10 006	1 422	29	1 506	12 928	1 822	39
Autres travaux d'installation	453H	150	5 208	616	11	943	6 353	783	15
Location avec opérateur de matériel de construction	455Z	117	3 350	429	36	418	4 429	556	49
Total - CONSTRUCTION (H01 et H02)	**H0**	**23 995**	**784 266**	**90 863**	**2 151**	**295 608**	**1 268 131**	**142 558**	**3 305**

(1) Effectif salarié moyen.
(2) Total du chiffre d'affaires taxable en France (y compris la sous-traitance confiée).

TABLEAU K.03-2

Construction : montant du chiffre d'affaires (1) construction selon l'ouvrage

Source : Ministère de l'Équipement, des Transports, du Logement, du Tourisme et de la Mer
(Enquête annuelle d'entreprise - Construction)

Unité : Million d'euros

Nature de l'ouvrage	1997		1998		1999		2000		2001	
	Entreprises de 10 salariés ou plus	Ensemble des entreprises	Entreprises de 10 salariés ou plus	Ensemble des entreprises	Entreprises de 10 salariés ou plus	Ensemble des entreprises	Entreprises de 10 salariés ou plus	Ensemble des entreprises	Entreprises de 10 salariés ou plus	Ensemble des entreprises
Maisons individuelles	8 007	26 238	8 495	27 649	9 702	30 311	11 541	35 043	11 995	38 511
Immeubles de logements (y compris hébergement)	11 615	17 616	12 380	19 210	13 062	20 350	13 092	21 166	13 348	22 123
Total résidentiel	**19 622**	**43 854**	**20 875**	**46 859**	**22 764**	**50 661**	**24 633**	**56 209**	**25 343**	**60 634**
Bâtiments non résidentiels	26 755	36 161	27 302	37 882	30 249	41 866	34 152	45 584	35 075	47 642
Total Bâtiment	**46 378**	**80 014**	**48 177**	**84 741**	**53 013**	**92 527**	**58 785**	**101 793**	**60 418**	**108 276**
Voies de communication	10 366	11 567	10 986	12 286	11 349	12 590	11 739	12 753	12 012	13 295
Ouvrages de franchissement	2 656	3 035	2 517	2 628	2 110	2 205	2 204	2 306	2 078	2 203
Réseaux	7 032	7 652	7 116	7 697	8 209	8 812	9 238	9 737	9 766	10 395
Autres ouvrages de génie civil	1 938	2 025	2 129	2 384	1 961	2 104	3 886	4 891	3 641	4 700
Total Génie civil	**21 992**	**24 279**	**22 748**	**24 996**	**23 629**	**25 711**	**27 067**	**29 687**	**27 497**	**30 593**
Total Construction	**68 370**	**104 293**	**70 925**	**109 736**	**76 642**	**118 237**	**85 852**	**131 480**	**87 915**	**138 869**

(1) Total du chiffre d'affaires taxable en France (y compris la sous-traitance confiée) réalisé dans les activités de construction.

TABLEAU K.03-3

Construction : montant du chiffre d'affaires (1) sur ouvrages de bâtiment, selon l'état de l'ouvrage et la taille de l'entreprise (2)

Source : Ministère de l'Équipement, des Transports, du Logement, du Tourisme et de la Mer
(Enquête annuelle d'entreprise - Construction)

Unité : Million d'euros

	(3) 1996	(4) ■ 1997	1998	1999	2000	2001
Entreprises artisanales						
0 à 9 salariés :						
Neuf	15 108	...	13 221	14 072	18 202	22 561
Entretien, amélioration	22 557	...	23 343	25 442	24 806	25 296
Autres entreprises						
10 salariés et plus :						
Neuf	29 186	...	29 066	34 702	36 914	36 276
Entretien, amélioration	20 598	...	19 110	18 310	21 871	24 142
Total pour l'ensemble des entreprises :						
Neuf	**44 294**	...	**42 287**	**48 774**	**55 116**	**58 837**
Entretien, amélioration	**43 155**	...	**42 453**	**43 752**	**46 677**	**49 438**
Montant général des travaux	**87 449**	...	**84 740**	**92 526**	**101 793**	**108 275**

(1) Total du chiffre d'affaires taxable en France (y compris la sous-traitance confiée) réalisé dans les activités de construction, sur des ouvrages de bâtiment.
(2) Avant l'année 1997, les entreprises dites « hors tranche » étaient systématiquement classées dans la strate des entreprises de moins de 10 salariés. Ce traitement étant modifié avec le passage aux enquêtes de 4ème génération, les entreprises en question sont désormais classées dans la strate correspondant à leur nombre réel de salariés. De ce fait, les répartitions par taille sont modifiées, y compris pour les années antérieures à 1997, de façon à préserver la cohérence des résultats.
(3) La répartition du chiffre d'affaires selon la nature et l'état de l'ouvrage a été estimée pour les années antérieures à 1997.
(4) La répartition du chiffre d'affaires selon l'état de l'ouvrage n'est pas disponible en 1997.

TABLEAU K.03-4

Logements autorisés selon la nature du maître d'ouvrage, le nombre de pièces, le mode d'utilisation et de destination

Source : Ministère de l'Équipement, des Transports, du Logement, du Tourisme et de la Mer (DAEI - SES) (SITADEL)

%

	r 1995	*r* 1998	*r* 1999	*r* 2000	*r* 2001	2002
Maître d'ouvrage						
Organismes HLM	16,8	11,0	11,3	10,4	10,3	8,7
Sociétés d'économie mixte (SEM)	2,4	1,4	1,2	1,2	1,0	0,9
Sociétés civiles immobilières (SCI)	26,1	29,9	23,9	25,5	26,8	26,5
État et collectivités locales	1,5	1,0	0,9	1,0	0,7	0,8
Particuliers	43,7	48,2	56,1	54,8	53,7	55,1
Autres sociétés (1)	9,5	8,5	6,6	7,1	7,5	8,0
Total	**100,0**	**100,0**	**100,0**	**100,0**	**100,0**	**100,0**
Nombre total de logements autorisés	**300 332**	**365 168**	**330 206**	**345 261**	**339 329**	**337 654**
Nombre de pièces d'habitation						
1 pièce	42,0	25,4	14,3	11,4	10,5	10,3
2 pièces	52,0	56,6	40,2	36,8	37,9	40,3
3 pièces	61,5	77,6	64,6	64,0	62,7	64,7
4 pièces	62,0	87,1	86,5	94,8	92,4	89,5
5 pièces	51,6	74,6	76,9	83,0	81,5	79,8
6 pièces et plus	31,2	43,8	47,6	55,3	54,3	53,1
Total	**300,3**	**365,2**	**330,1**	**345,3**	**339,3**	**337,7**
Mode d'utilisation et de destination						
Résidences principales :						
Occupation personnelle	108,8	144,1	159,7	163,8	156,0	156,6
Location vide ou meublée	77,1	114,0	83,3	95,3	98,4	100,7
Vente ou location-vente	93,9	86,2	72,0	70,1	68,6	61,9
Logement de fonction	2,7	1,1	0,9	0,9	0,7	1,3
Total	**282,5**	**345,3**	**315,9**	**330,2**	**323,6**	**320,5**
Résidences secondaires :						
Occupation personnelle	6,5	6,9	7,3	7,8	7,7	7,8
Location vide ou meublée	8,0	10,0	4,5	5,0	4,8	6,8
Vente ou location-vente	3,2	2,9	2,4	2,3	3,2	2,6
Logement de fonction	0,1	–	–	–	–	–
Total	**17,8**	**19,8**	**14,3**	**15,1**	**15,7**	**17,2**
Ensemble :						
Occupation personnelle	115,4	151,0	167,0	171,6	163,6	164,4
Location vide ou meublée	85,1	124,0	87,9	100,4	103,2	107,5
Vente ou location-vente	97,0	89,0	74,4	72,4	71,8	64,4
Logement de fonction	2,9	1,1	0,9	0,9	0,7	1,3
Total	**300,3**	**365,2**	**330,2**	**345,3**	**339,3**	**337,7**

(1) Autres sociétés et autres personnes morales.

TABLEAU K.03-5

Surfaces autres qu'habitations autorisées selon la destination

Source : Ministère de l'Équipement, des Transports, du Logement, du Tourisme et de la Mer (DAEI - SES) (SITADEL)

Unité : Millier de mètres carrés

Destination	*r* 1995	*r* 1998	*r* 1999	*r* 2000	*r* 2001	2002
Bâtiments agricoles	12 235,3	15 036,9	16 021,7	16 682,8	14 439,8	13 008,8
Bâtiments industriels	5 668,8	7 500,0	10 777,3	12 006,9	12 270,1	10 601,1
Locaux commerciaux	3 118,4	3 099,8	4 135,0	4 835,2	4 942,4	4 751,5
Bureaux	2 978,1	3 130,3	3 533,6	4 927,0	5 846,3	4 534,1
Stockages non agricoles et garages	4 715,0	4 247,3	3 829,3	4 150,1	4 512,6	3 984,1
Autres	7 002,0	6 801,2	7 542,6	8 079,7	7 639,4	7 384,9
Total	**35 717,7**	**39 815,4**	**45 839,4**	**50 681,8**	**49 650,5**	**44 264,5**

TABLEAU K.03-6

Logements commencés par type de construction

Source : Ministère de l'Équipement, des Transports, du Logement, du Tourisme et de la Mer (DAEI - SES) (SITADEL)

Unité : Millier de logements

Type de construction	*r* 1995	*r* 1998	*r* 1999	*r* 2000	*r* 2001	2002
Individuels purs	108,8	134,8	152,4	166,9	157,2	157,3
Autres individuels	31,2	31,5	35,1	31,6	33,8	34,6
Total individuels	**140,0**	**166,3**	**187,5**	**198,5**	**191,0**	**191,9**
Total collectifs	**130,1**	**113,8**	**122,8**	**103,3**	**101,9**	**102,3**
Total	**270,1**	**280,1**	**310,3**	**301,9**	**292,9**	**294,2**

TABLEAU K.03-7

Indices annuels de la construction dans l'Union européenne

Source : Eurostat

Base 100 en 2000

Pays	1999			2000			2001			2002		
	Entrées de commande	Permis de construire	Prix nouveaux bâtiments résidentiels	Entrées de commande	Permis de construire	Prix nouveaux bâtiments résidentiels	Entrées de commande	Permis de construire	Prix nouveaux bâtiments résidentiels	Entrées de commande	Permis de construire	Prix nouveaux bâtiments résidentiels
Zone euro (1)	**96,1**	**111,2**	**97,3**	**100,0**	**100,0**	**100,0**	**100,3**	**92,7**	**102,3**	**106,5**	**92,8**	**104,6**
U E (à 15) :	**96,0**	**108,6**	**96,4**	**100,0**	**100,0**	**100,0**	**100,8**	**95,6**	**103,1**	**107,6**	**96,7**	**106,2**
Allemagne	109,6	144,2	99,7	100,0	100,0	100,0	94,5	85,1	99,9	88,6	79,9	99,8
Autriche	95,9	...	97,8	100,0	...	100,0	96,3	...	102,1	98,1	...	103,7
Belgique	99,1	108,7	...	100,0	100,0	...	94,3	98,6	102,2	89,1	98,5	...
Danemark	...	103,1	97,7	...	100,0	100,0	...	119,6	103,5	...	168,4	105,6
Espagne	88,5	89,4	95,8	100,0	100,0	100,0	95,9	90,6	102,7	113,5	93,0	104,4
Finlande	92,4	103,6	97,1	100,0	100,0	100,0	87,8	81,6	102,9	97,6	84,7	103,7
France	**...**	**93,7**	**98,0**	**100,0**	**100,0**	**101,5**	**113,4**	**98,7**	**104,3**	**126,7**	**97,4**	**107,6**
Grèce	...	98,2	97,7	...	100,0	100,0	...	123,3	102,7	...	...	105,1
Irlande	...	84,0	92,9	...	100,0	100,0	...	86,0	114,6	...	76,0	121,8
Italie	...	108,8	97,1	...	...	100,0	...	...	102,4	...	...	106,6
Luxembourg	94,6	115,8	96,9	100,0	100,0	100,0	123,5	87,5	104,2	134,8	91,3	106,9
Pays-Bas	93,9	107,2	96,4	100,0	100,0	100,0	103,6	79,3	105,0	114,6	85,6	108,6
Portugal	...	104,2	95,7	...	100,0	100,0	...	88,2	101,7	...	76,4	105,0
Royaume-Uni	95,8	102,1	92,8	100,0	100,0	100,0	102,3	102,7	106,3	111,2	104,3	112,3
Suède	...	85,2	96,2	...	100,0	100,0	...	110,1	104,5	...	100,1	108,3

(1) Comprend 12 pays : Allemagne, Autriche, Belgique, Espagne, Finlande, France, Grèce, Irlande, Italie, Luxembourg, Pay-Bas, Portugal.

TABLEAU K.03-8

Investissements dans le secteur de la construction (FBCF) par catégorie d'investisseur

Source : INSEE (Comptes de la Nation 2002 - base 1995)

Unité : Milliard d'euros à prix courants HTD (hors TVA déductible)

	Valeur *r* 2001	Valeur *p* 2002	Évolution 2002 / 2001 en %	
			Volume	Prix
Bâtiment (NES H01)				
Ménages	52 868	54 721	100,3	103,5
Sociétés non financières - Entreprises individuelles	24 642	25 054	98,5	101,7
Administrations publiques	17 805	17 989	97,9	101,0
Autres	5 776	5 958	100,5	103,2
Total	**101 091**	**100 522**	**99,4**	**99,4**
Travaux publics (NES H02)				
Ménages	1 993	2 069	101,0	103,8
Sociétés non financières - Entreprises individuelles	13 666	13 710	98,1	100,3
Administrations publiques	16 797	16 599	96,6	98,8
Total	**32 456**	**31 646**	**97,5**	**97,5**
Ensemble - Construction (NES H0)				
Ménages	54 861	56 790	100,3	103,5
Sociétés non financières - Entreprises individuelles	38 308	38 764	98,3	101,2
Administrations publiques	34 602	34 588	97,3	100,0
Autres	5 776	5 958	100,5	103,2
Total	**133 547**	**136 100**	**99,0**	**101,9**

TABLEAU K.03-9

Production de bâtiment et de travaux publics et son affectation

Source : INSEE (Comptes de la Nation 2002 - base 1995) — *Unité* : Milliard d'euros à prix courants HTD (hors TVA déductible)

	Valeur *r* 2001	Valeur *p* 2002	Évolution 2002 / 2001 en %	
			Volume	Prix
Bâtiment (NES H01)				
Production (au prix de base)	132,14	135,78	− 0,7	3,3
TVA	11,18	11,38	///	///
Autres impôts sur production	0,65	0,64	///	///
Investissement (FBCF) (1)	101,10	103,72	0,7	3,2
Consommation finale	8,70	9,10	0,4	4,2
Consommations intermédiaires (2)	34,25	35,08	− 1,1	3,5
Variation de stocks	− 0,08	− 0,10	///	///
Travaux publics (NES H02)				
Production (au prix de base)	35,95	36,18	− 2,0	2,7
TVA	3,22	3,22	///	///
Autres impôts sur production	0,03	0,03	///	///
Investissement (FBCF) (1)	32,46	32,38	− 2,9	2,7
Consommations intermédiaires (2)	6,74	7,05	1,8	2,7

(1) Formation brute de capital fixe (neuf + gros entretien).
(2) Y compris sous traitance.

TABLEAU K.03-10

Commercialisation des logements neufs selon le type de construction et le nombre de pièces

Source : Ministère de l'Équipement, des Transports, du Logement, du Tourisme et de la Mer (DAEI - SES)
(Enquête sur la commercialisation des logements neufs (ECLN)) — *Unité* : Logement

Type de construction	(1) Mises en vente			(2) Ventes			(3) Stock en fin d'année		
	2000	2001	2002	*r* 2000	2001	2002	2000	2001	2002
Collectif									
Une pièce	5 384	4 080	4 206	5 800	5 141	5 238	4 622	3 493	2 619
Deux pièces	21 436	21 164	21 343	20 215	22 576	23 460	13 221	11 913	10 473
Trois pièces	23 835	23 923	25 355	22 396	23 993	26 139	15 897	15 840	15 232
Quatre pièces et plus	15 411	15 980	15 899	14 199	14 666	16 268	10 558	11 801	11 186
Total	**66 066**	**65 147**	**66 803**	**62 610**	**66 376**	**71 105**	**44 298**	**43 047**	**39 510**
Individuel									
Moins de quatre pièces	2 648	3 274	2 964	2 752	3 163	3 097	1 631	1 661	1 315
Quatre pièces	5 673	6 171	6 366	5 356	5 805	6 322	3 183	3 448	3 536
Cinq pièces	3 851	4 414	3 630	3 530	3 854	3 724	2 444	2 951	2 874
Six pièces et plus	1 218	1 146	1 129	935	969	1 183	762	915	874
Total	**13 390**	**15 005**	**14 089**	**12 573**	**13 791**	**14 326**	**8 020**	**8 975**	**8 599**

(1) Logements nouvellement offerts à la vente au cours de l'année.
(2) Logements ayant fait l'objet d'une réservation avec dépôt d'arrhes ou d'une vente sans réservation préalable au cours de l'année.
(3) Logements disponibles à la vente à la fin de l'année (y compris les ajustements tels que les annulations de réservation ou les retraits de commercialisation).

TABLEAU K.03-11

Parc locatif social au 1er janvier de l'année

Source : Ministère de l'Équipement, des Transports, du Logement, du Tourisme et de la Mer (DAEI - SES) — *Unité* : Logement

	1999	2000	2001	2002
Année de fin de construction				
Avant 1950 (1)	253 809	334 309	254 382	268 704
1951 à 1960	495 144	477 568	496 562	482 804
1961 à 1970	1 083 550	1 062 027	1 075 635	1 062 704
1971 à 1980	1 047 990	1 027 457	1 049 853	1 039 406
1981 à 1990	617 148	600 585	618 064	620 060
1991 et après	455 493	496 058	560 003	604 264
Total	**3 953 134**	**3 998 004**	**4 054 499**	**4 077 942**
Taille des logements (2)				
Une pièce	224 054	224 984	221 870	223 701
Deux pièces	712 436	722 464	709 535	713 212
Trois pièces	1 423 030	1 431 614	1 412 571	1 421 628
Quatre pièces	1 183 878	1 190 795	1 176 102	1 178 019
Cinq pièces et plus	371 786	374 383	369 914	364 378
Total	**3 915 184**	**3 944 240**	**3 889 992**	**3 900 938**
Type de financement initial (2) (3)				
PLR / PSR	225 548	223 451	214 429	200 274
HLM - O	1 948 481	1 916 492	1 933 488	1 918 260
ILM / ILN	129 150	125 219	118 133	121 307
PLA très social	49 438	60 906	73 154	97 419
PLS / PLA CDC / CFF (4)	1 027 250	1 059 461	1 065 032	1 066 792
PLI (5)	38 103	43 944	45 422	48 429
PAP et PC locatif	23 763	23 881	17 821	25 417
Autres financements	473 451	490 886	422 513	423 040
Total	**3 915 184**	**3 944 240**	**3 889 992**	**3 900 938**
Type de conventionnement				
Logements conventionnés avec travaux	1 527 102	1 570 224	1 609 948	1 611 124
Logements conventionnés sans travaux	960 841	884 215	905 336	898 761
Logements conventionnés PLA et PC	1 094 114	1 167 132	1 161 524	1 230 263
Total des logements conventionnés	**3 582 057**	**3 621 571**	**3 676 808**	**3 740 148**
Total des logements non conventionnés	**371 077**	**376 433**	**377 691**	**337 794**
Total	**3 953 134**	**3 998 004**	**4 054 499**	**4 077 942**

(1) La tranche « Avant 1950 » comprend les logements pour lesquels l'année de fin de construction n'est pas connue et, est supposée antérieure à 1950.
(2) Les statistiques sur le financement initial et la taille des logements sont établies sur les logements pour lesquels le type de financement est renseigné.
(3) Les différents sigles utilisés sont explicités dans la partie « définitions » du texte.
(4) Depuis 2002, le prêt PLS remplace le PLA CCF.
(5) Depuis 2002, la rubrique PLI/PLS ne contient plus que les PLI.

Chapitre L.01

Transports ferroviaires

1 Présentation.
2 Méthodologie.
3 Définitions.
4 Sources de documentation.
5 Tableaux.

Liste des tableaux

1 Effectifs, recettes et investissements de la SNCF au 31 décembre.

2 Consistance technique et administrative de la SNCF au 31 décembre.

3 Matériels ferroviaires au 31 décembre.

4 Transport commercial de voyageurs.

5 Transport commercial de marchandises.

6 Transport ferroviaire commercial de marchandises par nature de marchandises.

7 Accidents de chemin de fer.

1
○ Présentation

Le fret ferroviaire, qui s'était redressé l'année précédente (+ 2,4 % en 2000), connaît un fort recul en 2001 (- 11 %), tant sur les parcours nationaux qu'à l'international (hors transit). Le transit ferroviaire baisse de façon importante (- 11,9 %) alors qu'il s'était stabilisé après deux années de forte régression (+ 2,1 % en 2000 après - 2,1 % en 1999 et - 4,0 % en 1998).
Les évolutions sont négatives, quel que soit le produit transporté. Pour l'ensemble des trois plus importants groupes de produits (« produits métallurgiques », « minéraux bruts ou manufacturés, matériaux de construction et matières premières pour industrie chimique » et « machines, véhicules, objets manufacturés et transactions spéciales ») qui, à eux seuls, représentent un peu plus de 50 % du total du fret ferroviaire, le recul est de 10 %. Les transports de voyageurs enregistrent une croissance de (+ 1,6 %) après une stagnation en 2000. La mise en service du TGV Méditerranée en juin 2001 entraîne une croissance de 4,8 % du transport par TGV.
En 2001, la SNCF a enregistré au total 585 accidents ferroviaires ou de passages à niveau (2 % de moins qu'en 2000). Ces accidents sont à l'origine de 113 décès (7,4 % de moins qu'en 2000) et de 83 blessés graves (26 % de plus qu'en 2000).

2
○ Méthodologie

Effectifs de personnel SNCF

Ces effectifs sont ventilés, jusqu'en 1997, selon l'organisation SNCF en place depuis 1972, articulée suivant trois grandes classes :
– direction de l'entreprise, directions régionales et services annexes ;
– SERNAM ;
– établissement par fonction.
Depuis 1998 (les résultats de l'année 1997 ayant été rendus comparables), ils sont remplacés par des effectifs de gestion ventilés de la manière suivante :
– directions des activités ;
– directions techniques ;
– directions autres ;
– directions régionales ;
– établissements ;
– SERNAM jusqu'en 1999 (filialisation du service : janvier 2000).

Statistiques du trafic voyageurs SNCF

Depuis 1993, les statistiques du trafic voyageurs sont issues de deux sources :
– Informations disponibles au moment de l'émission : décomptes détaillés des titres émis par période de circulation ;
– Informations disponibles au jour de circulation, avec identification du train.
La première source sert de base aux statistiques des nombres de voyageurs et de voyageurs-km par catégorie tarifaire. La seconde source permet, notamment, la détermination de trafics particuliers (TGV par exemple).

3
○ Définitions

Accidents

Sont pris en compte les accidents dans lesquels est impliqué un véhicule ferroviaire (ou car SNCF) en mouvement et ayant provoqué des morts ou des blessures graves. Les tués comprennent les victimes décédées le jour ou le lendemain de l'accident. Les blessés comprennent les victimes hospitalisées plus de trois jours.

Prestations des engins moteurs

Elles comprennent les parcours et les tonnes-kilomètres brutes remorquées.

Tonne-kilomètre

L'unité de mesure du transport correspond au déplacement d'un poids taxé d'une tonne de marchandises sur une distance de taxation d'un kilomètre. Pour un transport international, le calcul des tonnes-kilomètres a pour base la distance effectuée sur le territoire français.

Transport de marchandises

Il comprend :
– Le transport par wagons complets à charge.
– Les transports routiers : affrètements routiers assurés par la SCETA (Société de contrôle et d'exploitation de transports auxiliaires) jusqu'en septembre 1999.
– Les « expéditions » : transport assuré par le SERNAM (Service national des messageries) pour les envois de messageries, express..., et les journaux neufs jusqu'en janvier 2000.

Transport de voyageurs

Il comprend :
– Le transport en Ile-de-France relatif aux déplacements effectués avec des titres de transport propres à la zone du Syndicat des transports d' Ile-de-France (depuis le décret du 11 avril 1975).
– Le transport sur réseau principal, ne relevant pas de la tarification ci-dessus, composé du trafic des trains Grandes Lignes, des services ferroviaires et routiers régionaux.

Transport international

Est compté comme transport international, tout envoi à destination ou en provenance de l'étranger, soit par point-frontière terrestre (avec ou sans transbordement), soit par les ports maritimes et fluviaux. Les pays indiqués sont en principe ceux d'origine ou de destination des marchandises.

Voyageur-kilomètre

L'unité de mesure correspond au transport d'un voyageur sur une distance d'un kilomètre. Pour un parcours international, le calcul des voyageurs-kilomètres a pour base la distance effectuée sur le territoire français.

4
○ Sources de documentation

Ce chapitre a été réalisé avec la collaboration du ministère de l'Équipement, des Transports, du Logement, du Tourisme et de la Mer, direction des Affaires économiques et internationales (Service économique et statistique) en liaison avec le « Département synthèse - informations de gestion » de la direction du Contrôle de gestion et de la direction Économie et Finances de la SNCF et de la RATP.

Organismes :

– Ministère de l'Équipement, des Transports, du Logement, du Tourisme et de la Mer :
  - Direction des Affaires économiques et internationales, service économique et statistique (SES).
– INSEE.
– SNCF :
  - Direction Économie et Finances, Direction du contrôle de gestion, Département « synthèse - informations de gestion » ;
  - Direction de la Communication.

Sites Internet :

- www.sncf.com
- www.transports.equipement.gouv.fr
- www.alisse.insee.fr (Accès en Ligne aux Statistiques Structurelles d'Entreprises).

Publications :

Ministère de l'Équipement, des Transports, du Logement, du Tourisme et de la Mer, direction des Affaires économiques et internationales, Service économique et statistique (SES)

– Mémento des statistiques des transports (annuel) ;

– SES Infos Rapides, la conjoncture des transports.
– SES Infos Rapides, Chiffres et Analyses.

SNCF
– Mémo-stat ;
– Rapport annuel d'activité.

INSEE
INSEE-Première :
– « Les transports en 2002 », n° 933, novembre 2003 ;
– « Les transports en 2001 – Rupture du rythme de croissance », n° 878, janvier 2003 ;
– « Les transports en 2000 », n° 802, septembre 2001 ;
– « Les transports en 1999 », n° 735, août 2000 ;
– « L'évolution des transports depuis 40 ans », n° 522, juin 1997.

Synthèses :
– « Les transports en 2002 », n° 75, octobre 2003 ;
– « Les transports en 2001 », n° 66, décembre 2002.

5 ○ Tableaux

Des tableaux rétrospectifs, « séries » et supplémentaires sont disponibles sur le cédérom (cf. liste en fin d'annuaire).

TABLEAU L.01-1

Effectifs, recettes et investissements de la SNCF au 31 décembre

Source : SNCF Direction économie et finances. Direction du contrôle de gestion
Département « Synthèse-informations de gestion »

Unités : Montant : million d'euros
Effectif : millier de personnes

	1997	1998	1999	2000	2001
Produits du trafic (hors taxes) (1)	**7 786,3**	**8 244,1**	**8 376,0**	**9 612,0**	**9 718,0**
Investissements totaux (2)	**937,4**	**1 139,0**	**968,0**	**995,0** *r*	**1 368,0**
Réseau principal	623,0	837,0	790,0	817,0 *r*	1 171,0
Île-de-France	315,3	302,0	179,0	178,0 *r*	197,0
Personnel en activité (effectif de gestion) (3) :					
Domaine Grandes Lignes	21,1	21,3	21,9	22,7	24,0
Domaine TER	5,9	6,1	6,3	7,1	8,0
Domaine IDF (Île-de-France)	5,2	6,2	6,9	7,5	7,8
Domaine Gares	–	–	–	0,1	0,1
Domaine Matériel	24,5	24,0	23,8	24,2	24,6
Domaine Traction	24,4	25,0	25,2	25,8	26,2
Domaine Fret	15,1	14,9	15,5	16,1	16,2
Domaine Éléments communs	11,7	10,7	10,3	10,5	9,9
SERNAM (4)	4,2	4,0	3,8	–	–
Infrastructure	62,0	61,3	60,4	60,9	59,7
Total	**174,1**	**173,5**	**174,1**	**174,9**	**176,5**
Personnel bénéficiant de pensions de retraite :					
Anciens agents (sauf auxiliaires)	208,3	205,4	202,4	199,2	197,1
Veuves et orphelins (5)	130,8	129,2	127,6	125,8	123,8

(1) Produit du trafic, non compris contributions de l'État et des collectivités locales.
(2) Non compris les investissements relatifs au programme spécial de l'Île-de-France. Rupture à partir de 1997, en raison de la création de RFF (Réseau ferré de France).
(3) À partir de janvier 1998 l'effectif de gestion, suivi en comptabilité, remplace l'effectif à disposition. Les résultats de 1997 sont rendus comparables. Par ailleurs, l'organisation par domaine, nouvellement créée, modifie légèrement la présentation des résultats.
(4) Filialisation du SERNAM en février 2000.
(5) Veuves et orphelins d'agents décédés en service ou en retraite.

TABLEAU L.01-2

Consistance technique et administrative de la SNCF au 31 décembre

Source : SNCF Direction économie et finances. Direction du contrôle de gestion
Département « Synthèse-informations de gestion »

	1995	1996	1997	1998	1999	2000	2001
Consistance technique							
Longueur totale des lignes exploitées (km) (1)	**31 940**	**31 852**	**31 821**	**31 770**	**31 735**	**31 397** *r*	**31 385**
dont : Lignes électrifiées	13 799	14 176	14 180	14 153	14 206	14 220	14 464
Île-de-France (2) (3)	1 268	1 304	1 306	1 306	1 351	1 351 *r*	1 351
Lignes parcourues par les TGV	5 807	6 133	6 678	6 686	6 655	6 533	7 332
Lignes ouvertes au trafic voyageurs (4)	24 148	24 162	24 122	24 095	24 081	24 081 *r*	24 336
Lignes ouvertes au trafic fret	29 546	29 456	29 504	29 443	29 546	29 201 *r*	28 933
Lignes à voie unique	15 950	15 852	15 862	15 831	15 794	15 460 *r*	15 243
Lignes à deux voies et plus	15 283	15 279	15 237	15 939	15 941	15 937	16 142
Lignes à trois voies et plus	706	721	721	720	720	722	722
Nombre de passages à niveau (5)	**18 270**	**17 774**	**17 579**	**17 514**	**17 419**	**17 345**	**17 198**
dont : Gardés	2 291	2 111	2 069	2 032	1 958	1 919	1 856
À signalisation automatique	11 287	11 223	11 179	11 175	11 177	11 190	11 173
Consistance administrative (nombre)							
Points desservis en trafic commercial							
Voyageurs	4 550	4 517	4 487	4 572	4 563	4 514	4 545
Frêt	1 845	1 831	1 802	1 821	1 792	1 784	1 722

(1) Non compris les Chemins de fer de la Corse.
(2) Les limites conventionnelles de la banlieue SNCF ont été étendues à partir du 1/1/1991 à l'ensemble de la région Île-de-France.
(3) À partir de 1999, correspond à la longueur de plateforme.
(4) Ces lignes sont également ouvertes au trafic de marchandises à l'exclusion de quelques tronçons exploités uniquement en trafic voyageurs.
(5) Sont exclus les passages à niveau isolés réservés aux piétons et les passages à niveau privés. Non compris les passages à niveau sur les lignes neutralisées.

TABLEAU L.01-3

Matériels ferroviaires (1) au 31 décembre

Source : SNCF Direction économie et finances. Direction du contrôle de gestion
Département « Synthèse-informations de gestion »

Nature du matériel	1995	1996	1997	1998	1999	2000	2001
MATÉRIEL À MOTEUR							
Locomotives diesel	1 766	1 721	1 694	1 685	1 725	1 752	1 693
TGV (nombre de rames, y compris TGV Atlantique)	304	316	341	351	351	351	352
Automotrices électriques (nombre d'éléments)	856	873	893	943	996	1 007	1 019
Autorails (nombre d'éléments)	699	697	702	718	720	768	831
Locomotives électriques	2 148	2 108	2 096	2 079	2 006	2 000	2 014
Turbotrains (nombre d'éléments)	32	22	17	13	7	7	7
Locotracteurs	1 204	1 205	1 201	1 201	1 199	1 194	1 187
MATÉRIEL À VOYAGEURS							
Voitures de l'activité Grandes Lignes (2)	5 173	5 003	4 565	4 402	4 223	3 994	3 559
Voitures de l'activité TER	1 727	1 782	2 039	2 067	2 077	2 167	2 468
Voitures de l'activité Île-de-France	1 179	1 135	1 077	1 069	1 024	1 024	1 024
Nombre de caisses motrices et de remorques TGV	2 786	2 892	3 092	3 178	3 178	3 178	3 186
Automotrices électriques	3 059	3 142	3 228	3 373	3 529	3 569	3 625
Autorails + turbotrains	1 585	1 532	1 517	1 531	1 515	1 558	1 587
Total matériel à voyageurs	**15 509**	**15 486**	**15 518**	**15 620**	**15 546**	**15 490**	**15 449**
Capacité [millier de places offertes] (3)	1 750,8	1 756,7	1 769,5	1 791,8	1 808,5	1 810,1	1 825,7
Voitures-lits	161	150	132	125	109	98	98
MATÉRIEL À MARCHANDISES (millier)							
Wagons réseaux	63,7	59,1	57,0	51,3	48,3	46,4	45,5
Wagons de particuliers (4)	68,2	67,3	66,7	65,9	64,5	64,6	64,3
Wagons du parc de service	19,2	20,1	20,0	20,9	21,1	21,1	21,0
Fourgons (5)	495	386	303	294	292	278	235
Capacité [million de tonnes de charge utile] (6)	6,2	6,0	5,9	5,6	5,5	5,4	5,4

(1) Matériel moteur en service : effectif à l'inventaire diminué des unités louées à des tiers, garées (ne pouvant être utilisées qu'après révision) en attente de radiation ou en utilisation spéciale. Non compris les automotrices à voie étroite. Matériel à voyageurs et à marchandises : effectif à l'inventaire corrigé du nombre de véhicules pris en location et diminué des véhicules en attente de radiation (non compris les véhicules en garage ou en utilisation spéciale).
(2) Non compris les voitures-lits, comptées à part et non compris les voitures-restaurants.
(3) Non compris les voitures-lits ; y compris les places transformables en couchettes en position de nuit.
(4) Y compris les wagons réseaux donnés en location ou en gérance à des particuliers.
(5) Fourgons à bagages, fourgons porte-autos, fourgons postaux et allèges postales.
(6) Non compris les wagons de service .

TABLEAU L.01-4

Transport commercial de voyageurs

Source : SNCF Direction économie et finances. Direction du contrôle de gestion
Département « Synthèse-informations de gestion »

Unités : Million de voyageurs
Milliard de voyageurs-km

	1980	1990	1995	1997	1998	1999	2000	2001
Voyageurs transportés	**686**	**842**	**741**	**807**	**833**	**861**	**861**	**875**
Services régionaux Île-de-France (1) (2)	432	549	487	519	538	560	547	560
Réseau principal (1)	**253**	**293**	**254**	**288**	**295**	**301**	**314**	**315**
dont : Transport intérieur	237	276	238	265	269	275	284	285
Transport international	16	16	16	24	26	27	30	30
TGV (3)	–	29,9	46,6	62,7	68,9	74,3	79,7	83,5
Autres trains de grandes lignes	126	263	207	226	226	227	234	232
TER fer et route (4) (5)	127	–	–	–	–	–	–	–
Voyageurs-kilomètres	**54,66**	**63,74**	**55,56**	**61,83**	**64,46**	**66,59**	**69,87**	**71,55**
Services régionaux Île-de-France (1) (2)	7,61	9,97	8,48	9,02	9,31	9,62	9,68	9,90
Réseau principal (1)	47,04	53,77	47,08	52,81	55,15	56,97	60,19	61,65
dont : Transport intérieur	40,57	47,34	41,46	45,08	46,70	48,12	50,59	51,95
Transport international	6,47	6,43	5,62	7,73	8,45	8,85	9,60	9,70
TGV (3)	–	14,92	21,43	27,58	29,98	32,19	34,75	37,40
Autres trains de grandes lignes (6)	42,02	32,75	18,89	17,76	17,54	16,77	16,91	15,43
TER fer et route (4) (7)	5,02	6,10	6,76	7,47	7,63	8,01	8,53	8,81

(1) Jusqu'en 1990, les limites de la région des transports parisiens prises en compte sont celles définies par le décret du 11-4-1975. À partir de 1991, le périmètre retenu est celui de l'ensemble de l'Île-de-France.
(2) À partir du 1er janvier 1993, détermination de voyages et voyageurs-km de la « gamme orange » à partir d'une nouvelle grille forfaitaire. À partir du 1er janvier 2000, détermination des voyages et voyageurs-kilomètres par application des coefficients issus de l'enquête « carte orange » effectuée en 1998.
(3) Y compris Thalys, Eurostar et affrétés. Les voyageurs-kilomètres parcourus dans le tunnel sous la manche, non pris en compte antérieurement, sont inclus pour moitié depuis 2000.
(4) Services routiers à tarification SNCF.
(5) À partir de 1990, les voyageurs des Transports Express Régionaux fer et route sont comptabilisés avec "autres trains de grandes lignes".
(6) Non compris Express d'intérêt régionaux à partir de 1993.
(7) Les Express d'Intérêt Régionaux, comptés auparavant dans les autres trains de grandes lignes, sont inclus à partir de 1993 dans les TER.

TABLEAU L.01-5

Transport commercial de marchandises

Source : SNCF Direction économie et finances. Direction du contrôle de gestion
Département « Synthèse-informations de gestion »

Unités : Tonnes transportées : Million
Tonnes-kilomètres taxées : Milliard

	TONNES TRANSPORTÉES			(1) TONNES-KILOMÈTRES TAXÉES		
	1999	2000	2001	1999	2000	2001
Trains entiers	80,7	82,9	72,5	24,92	25,41	22,82
Transports combinés	21,1	22,0	19,8	13,30	13,77	12,47
Autres transports par wagon	32,1	36,8	34,0	13,89	16,18	15,11
Total wagons complets	**133,9**	**141,7**	**126,3**	**52,11**	**55,36**	**50,40**
dont : En wagons de particuliers	93,3	97,1	88,7	37,00	38,33	35,73
Affrètement routier (2)	1,8	–	...	0,91	–	...
Transport par expédition (3)	2,9	0,2	...	1,33	0,10	...
Total du transport (4)	**138,6**	**141,9**	**126,3**	**54,35**	**55,46**	**50,40**
dont : Transport international						
Exportations	22,4	25,2	22,6	9,21	10,22	9,51
Importations	22,6	24,6	21,8	7,63	8,27	7,49
Transit	14,0	14,3	12,6	9,19	9,34	8,21
Total international	**59,0**	**64,1**	**57,0**	**26,03**	**27,83**	**25,21**

(1) Calculées selon la distance fictive servant à la taxation sur la lettre de voiture.
(2) Les affrètements routiers se sont arrêtés le 1er octobre 1999.
(3) L'activité du SERNAM ayant été filialisée au 1er février 2000, seul le mois de janvier est pris en compte en 2000.
(4) Non compris le transport de marchandises en Corse (3,3 milliers de tonnes en 1995, 3,1 en 1996, 2,1 en 1997, 2,4 en 1998, 1,98 en 1999, 1,82 en 2000 et 1,11 en 2001 et 458,7 milliers de tonnes-kilomètres en 1995, 446,4 en 1996, 314,3 en 1997, 330,3 en 1998, 289,3 en 1999, 251,8 en 2000 et 196,0 en 2001, chiffres communiqués par les Chemins de fer de la Corse).

TABLEAU L.01-6

Transport ferroviaire commercial de marchandises par nature de marchandises (1)

Source : SNCF Direction économie et finances. Direction du contrôle de gestion
Département « Synthèse-informations de gestion »

Unités : Tonnage taxé : million de tonnes
Tonnes-kilomètres : milliard

Nature de marchandises	TONNAGE TAXÉ			(2) TONNES-KILOMÈTRES		
	1999	2000	2001	1999	2000	2001
Produits agricoles et animaux vivants	15,03	16,17	13,85	5,49	6,33	5,85
Denrées alimentaires et fourrages	10,86	11,44	10,26	4,65	4,89	4,53
Combustibles minéraux solides	4,74	5,29	3,66	1,30	1,39	1,00
Produits pétroliers	9,00	8,73	8,19	3,56	3,46	3,21
Minerais ferreux et non ferreux et déchets pour la métallurgie	9,17	9,97	9,19	2,51	2,79	2,59
Produits métallurgiques	22,80	24,85	21,59	7,14	8,02	7,05
Minéraux bruts ou manufacturés, matériaux de construction et matières premières pour industrie chimique	22,06	22,64	20,29	5,69	5,62	5,02
Engrais	3,68	3,91	3,24	1,39	1,41	1,12
Produits chimiques	8,75	9,16	8,52	3,37	3,55	3,32
Machines, véhicules, objets manufacturés et transactions spéciales	27,86	29,57	27,48	17,01	17,91	16,69
Total (3)	**133,95**	**141,73**	**126,27**	**52,11**	**55,37**	**50,38**

(1) Non compris les bagages et la poste.
(2) Calculées selon la distance fictive servant à la taxation sur la lettre de voiture.
(3) Non compris détail et colis ; non compris le tonnage et le tonnage kilomètrique forfaitaire des wagons de particuliers vides ; y compris le trafic routier (affrètements SCETA).

TABLEAU L.01-7

Accidents de chemin de fer (1)

Source : SNCF Direction économie et finances. Direction du contrôle de gestion
Département « Synthèse-informations de gestion »

Unité : Nombre

	1995	1996	1997	1998	1999	2000	2001
ACCIDENTS DE CHEMINS DE FER							
Nombre d'accidents (1)	**358**	**367**	**334**	**407**	**370**	**426**	**410**
Accidents de trains	74	79	83	109	89	129	107
Accidents de cars	–	–	–	–	1 *r*	1	1
Accidents individuels (2)	137	149	119	142	115	104	112
Autres accidents (3)	147	139	132	156	165 *r*	192	190
Nombre de tués (4)	**72**	**80**	**79**	**85**	**63**	**73**	**68**
Agents en service (5) (6)	9	4	11	2	4	6	3
Voyageurs (6)	22	14	22	14	11	15	11
dont : Voyageurs par accident de train (6)	–	–	9	–	–	2	–
Autres personnes (7)	41	62	46	69	48	52	54
Nombre de blessés graves (8)	**80**	**81**	**72**	**67**	**59**	**46**	**61**
Agents en service (5) (6)	4	5	2	6	3	4	4
Voyageurs (6)	41	29	34	26	23	24	22
dont : Voyageurs par accident de train (6)	3	–	10	4	–	–	3
Autres personnes (7)	35	47	36	35	33	18	35
ACCIDENTS DE PASSAGE À NIVEAU (9)							
Nombre d'accidents (10)	**177**	**193**	**182**	**177**	**181**	**171**	**175**
Collision de véhicules ferroviaires et routiers sur passages à niveau :							
Gardés	2	–	3	3	6	6	1
Avec signalisation automatique	109	131	134	117	132	107	122
Non gardés (sans barrières ni signalisations)	43	35	28	35	26	35	37
Accidents de piétons	23	27	17	21	17	20	16
Nombre de tués (11)	**57**	**56**	**38**	**53**	**46**	**49**	**45**
Nombre de blessés graves (11)	**21**	**21**	**23**	**24**	**16**	**20**	**22**

(1) Accidents dans lesquels est impliqué un véhicule ferroviaire (ou car SNCF) en mouvement. Toutefois, ne sont pris en compte que ceux ayant entraîné une « conséquence grave » : morts, blessures graves, avaries importantes au matériel, à la voie et autres installations, perturbation importante dans la circulation des trains.
(2) Notamment : chute d'un train, heurt par un train... (non compris les suicides et tentatives de suicides).
(3) Par exemple : avaries en pleine voie de véhicule moteur, rupture de caténaire, etc, y compris les accidents de cars.
(4) Personnes décédées le jour ou le lendemain de l'accident.
(5) Il s'agit d'une partie des accidents du travail survenus lors d'accidents entrant dans le cadre de la définition (1).
(6) Y compris les agents victimes de collisions aux passages à niveau.
(7) Y compris les ouvriers d'entreprises travaillant sur le réseau SNCF.
(8) Est considéré comme blessé grave toute personne dont la gravité des lésions corporelles a entraîné (ou aurait entraîné), une hospitalisation de plus de trois jours.
(9) Non compris dans la rubrique « accidents de chemin de fer ».
(10) Y compris les accidents de véhicules routiers sur un passage à niveau.
(11) Non compris les agents et voyageurs victimes de collisions aux passages à niveau.

Chapitre L.02

Transports routiers

1 Présentation.
2 Méthodologie.
3 Définitions.
4 Sources de documentation.
5 Tableaux.

Liste des tableaux

1 Transports urbains et routiers de voyageurs, transports routiers de marchandises, organisation du transport de fret : entreprises, effectifs, chiffre d'affaires et investissements du secteur d'entreprise en 2001.

2 Longueur du réseau routier au 31 décembre.

3 Immatriculations des véhicules par genre.

4 Immatriculations en séries normales des voitures particulières et commerciales, par puissance et catégorie professionnelle des acheteurs.

5 Parc estimé des véhicules automobiles en service au 31 décembre.

6 Transport routier de marchandises par distance en charge.

7 Transport routier de marchandises par nature de marchandise.

8 Transport routier de voyageurs, hors RATP et autobus de province.

9 Accidents corporels de la circulation routière.

10 Répartition suivant l'âge des victimes des accidents corporels de la circulation routière en 2001.

1
○ Présentation

Le transport routier de marchandises, sous pavillon français, progresse de 3,5 % en 2001 après une légère hausse en 2000. Alors que, depuis quelques années, les transports pour compte d'autrui augmentaient plus vite que les transports pour compte propre, traduisant en cela un recentrage de chaque entreprise sur son cœur de métier, l'année 2001 voit s'inverser le phénomène : le compte propre progresse de 4,8 % et le compte d'autrui de 2,7 %.

Le transport routier de voyageurs retrouve en 2001 un rythme de croissance soutenu, légèrement supérieur à celui des années 1998 et 1999.

Les déplacements en voitures particulières contribuent en grande partie à cette croissance : ils représentent en effet près de 94 % de l'ensemble des déplacements de voyageurs en 2001. Après la stagnation de l'an 2000, la croissance de ce type de transports est particulièrement forte en 2001 : + 4 %, taux le plus élevé depuis 10 ans.

Le parc de véhicules continue à progresser modérément en 2001. Toutefois, cette évolution recouvre d'assez fortes disparités selon le type de carburant. Le parc des voitures Diesel continue d'augmenter fortement alors que celui des voitures à essence baisse. En 2001, plus de 56 % des immatriculations de voitures particulières neuves concerne des véhicules Diesel.

Dans un contexte d'accroissement de la circulation, le nombre d'accidents diminue de 3,7 % en 2001 par rapport à 2000, le nombre de « tués à six jours » (7 720) augmente de 1 %.

Le taux de gravité des accidents passe de 6,30 morts pour cent accidents en 2000 à 6,61 en 2001, deuxième résultat le plus élevé depuis 25 ans, après celui de 1998.

2
○ Méthodologie

Les données relatives aux transports routiers de marchandises sur les entreprises, les effectifs, les chiffres d'affaires et les investissements sont issues des enquêtes annuelles d'entreprise.

Secteur des transports routiers de marchandises (NAF 602L, 602M, 602N et 602P)

Le secteur des transports routiers de marchandises regroupe l'ensemble des entreprises dont l'activité principale est l'exécution de transports routiers de marchandises de proximité, de transports routiers de marchandises interurbains, déménagement et location de camions avec conducteur.

Secteur des transports urbains et routiers de voyageurs (NAF 602A, 602B, 602G et 602E)

Ce secteur regroupe les transports urbains de voyageurs, les transports routiers réguliers de voyageurs, les transports de voyageurs par taxis et les autres transports routiers de voyageurs.

Secteur de l'organisation du transport de fret (NAF 634A, 634B et 634C)

Le secteur de l'organisation du transport de fret regroupe trois sous-secteurs élémentaires : messagerie, fret express ; affrètement ; organisation des transports internationaux.

Parc des véhicules

Les parcs présentés sont ceux du Comité des constructeurs français d'automobiles, excepté en ce qui concerne les remorques et semi-remorques résultant du dépouillement du Fichier central des automobiles (moins de 10 ans). Ces données diffèrent de celles qui sont publiées dans le Marché des véhicules.

L'estimation du parc de motocycles est celle de la Chambre Syndicale nationale du cycle et motocycle.

Enquête sur l'utilisation des véhicules de transport routier de marchandises (compte d'autrui et compte propre)

Une enquête par sondage sur les transports routiers de marchandises est effectuée chaque année par le Service économique et statistique.

En 1996, l'enquête est profondément modifiée. La rénovation porte sur deux points : l'utilisation d'une méthode différente pour le redressement des non réponses et l'adoption d'un nouveau concept conforme aux directives européennes. L'unité statistique n'est plus le véhicule porteur (camion, remorque ou semi-remorque) mais le véhicule à moteur (camion et tracteur routier).

L'enquête concerne donc le transport, pour compte d'autrui et pour compte propre, réalisé par les catégories suivantes de véhicules immatriculés en France : camions de 3 tonnes et plus de charge utile et de moins de 15 ans d'âge (avec ou sans remorque de tous âges) ; tracteurs routiers de moins de 15 ans (avec des semi-remorques de tous âges).

Ces modifications ont eu pour conséquence d'entraîner des ruptures de séries importantes par rapport à la période antérieure.

Enquête permanente sur l'utilisation des véhicules de transport en commun de personnes (transports urbains et routiers de voyageurs)

L'enquête par sondage sur l'utilisation des véhicules de transport en commun de personnes est effectuée chaque année par le Service économique et statistique. Elle porte sur l'utilisation des autocars de province et des autocars et autobus d'Île-de-France d'au moins 10 places assises, à l'exception des véhicules de la RATP.

3
○ Définitions

Accidents de la circulation

Sont comptées comme « blessées » les victimes d'accidents ayant subi un traumatisme nécessitant un traitement médical (avec ou sans hospitalisation) ; si ce traitement requiert six jours d'hospitalisation au moins, la blessure est qualifiée de grave.

Sont comptées comme « tuées » les victimes d'accidents décédées sur le coup ou dans les six jours. La statistique internationale allonge ce délai jusqu'à 30 jours.

4
○ Sources de documentation

Ce chapitre a été réalisé avec la collaboration du ministère de l'Équipement, des Transports, du Logement, du Tourisme et de la Mer, direction des Affaires économiques et internationales (Service économique et statistique).

Organismes :

– Ministère de l'Équipement, des Transports, du Logement, du Tourisme et de la Mer :

- Direction des affaires économiques et internationales, Service économique et statistique (SES) ;
- Observatoire national Interministériel de sécurité routière ;
- CERTU (Centre d'études sur les réseaux, les transports, l'urbanisme et les constructions publiques).

Sites Internet :

- www.transports.equipement.gouv.fr
- www.alisse.insee.fr (Accès en Ligne aux Statistiques Structurelles d'Entreprises).

Publications :

Ministère de l'Équipement, des Transports, du Logement, du Tourisme et de la Mer, Direction des Affaires économiques et internationales, Service économique et statistique (SES)

– Mémento de statistiques des transports (annuel) ;
– SES Infos Rapides, la conjoncture des transports ;

– Enquête annuelle d'entreprise dans les transports ;
– Le marché des véhicules (fichier central des automobiles et des immatriculations), (annuel) ;
– Enquête sur l'utilisation des véhicules de transport routier de marchandises, (annuel) ;
– Enquête sur l'utilisation des véhicules utilitaires légers, (tous les cinq ans) ;
– Enquête permanente sur l'utilisation des véhicules de transport en commun de personnes, (annuelle) ;
– *SITRAM* : Système d'information sur les transports de marchandises : Résultats généraux (Transport national, transport international), par modes ;
– Notes de synthèse (bimestrielle).

INSEE

INSEE-Première :
– « Les transports en 2002 », n° 933, novembre 2003 ;
– « Les transports en 2001 », n° 878, janvier 2003 ;
– « L'industrie automobile, moteur de la croissance », n° 861, juillet 2002 ;
– « La consommation automobile depuis quarante ans », n° 844, mai 2002 ;
– « Les transports en 2000 », n° 802, septembre 2001 ;
– « Les transports en 1999 », n° 735, août 2000 ;
– « L'évolution des transports depuis 40 ans », n° 522, juin 1997.

Synthèses :
– « Les transports en 2002 », n° 75, octobre 2003 ;
– « Les transports en 2001 », n° 66, décembre 2002.

5 ○ Tableaux

Des tableaux détaillés, rétrospectifs et « séries » sont disponibles sur le cédérom (cf. liste en fin d'annuaire).

TABLEAU L.02-1

Transports urbains et routiers de voyageurs, transports routiers de marchandises, organisation du transport de fret : entreprises, effectifs, chiffre d'affaires et investissements du secteur d'entreprise en 2001

Source : Ministère de l'Équipement, des Transports, du Logement, du Tourisme et de la Mer
Service économique et statistique (Enquête annuelle d'entreprise)

Effectif salarié de l'entreprise	Entreprises du secteur		Effectif total du secteur en équivalent temps complet		Chiffre d'affaires net		Investissements totaux du secteur	
	Nombre	%	Nombre	%	Millions d'euros	%	Millions d'euros	%
Transports urbains et routiers de voyageurs (NAF 602A, 602B, 602G et 602E)								
0 à 5 salariés	26 628	92,5	34 024	19,1	1 284,5	13,0	174,1	13,2
6 à 9 salariés	721	2,5	5 632	3,2	388,7	3,9	33,7	2,5
10 à 19 salariés	545	1,9	7 260	4,1	416,0	4,2	40,6	3,1
20 à 49 salariés	519	1,8	15 320	8,6	980,6	9,9	87,0	6,6
50 à 99 salariés	183	0,6	11 069	6,2	701,3	7,1	67,2	5,1
100 salariés et plus	205	0,7	104 582	58,8	6 143,5	62,0	919,4	69,5
Total	**28 801**	**100,0**	**177 887**	**100,0**	**9 914,6**	**100,0**	**1 322,0**	**100,0**
Transports routiers de marchandises (NAF 602L, 602M, 602N et 602P)								
0 à 5 salariés	30 923	75,3	68 746	19,7	4 273,0	13,7	282,1	19,3
6 à 9 salariés	3 421	8,3	27 367	7,9	2 719,4	8,7	118,5	8,1
10 à 19 salariés	3 184	7,8	44 228	12,7	3 959,3	12,7	154,4	10,5
20 à 49 salariés	2 536	6,2	80 725	23,2	7 843,2	25,2	359,9	24,6
50 à 99 salariés	570	1,4	39 064	11,2	3 761,1	12,1	180,2	12,3
100 à 249 salariés	336	0,8	51 041	14,7	5 048,8	16,2	187,0	12,8
250 salariés et plus	92	0,2	37 100	10,7	3 569,0	11,4	181,5	12,4
Total	**41 062**	**100,0**	**348 271**	**100,0**	**31 173,8**	**100,0**	**1 463,6**	**100,0**
Organisation du transport de fret (NAF 634A, 634B et 634C)								
0 à 5 salariés	1 294	42,5	3 043	2,2	316,2	1,2	6,3	1,4
6 à 9 salariés	626	20,6	3 647	2,7	1 834,4	7,1	34,2	7,6
10 à 19 salariés	366	12,0	5 101	3,7	1 445,3	5,6	16,6	3,7
20 à 49 salariés	392	12,9	13 064	9,5	2 587,4	10,1	37,0	8,3
50 à 99 salariés	148	4,9	9 997	7,3	2 277,9	8,9	63,3	14,1
100 à 249 salariés	120	3,9	18 488	13,5	2 957,8	11,5	49,7	11,1
250 salariés et plus	100	3,3	83 759	61,1	14 309,1	55,6	241,3	53,8
Total	**3 046**	**100,0**	**137 099**	**100,0**	**25 728,1**	**100,0**	**448,4**	**100,0**

TABLEAU L.02-2

Longueur du réseau routier au 31 décembre

Sources : Ministère de l'Équipement, des Transports, du Logement, du Tourisme et de la Mer
Ministère de l'Intérieur, de la Sécurité intérieure et des Libertés locales

Unité : kilomètre

	1995	1996	1997	1998	1999	2000	2001
Autoroutes	8 275	8 596	8 864	9 303	9 626	9 766	10 068
dont : Autoroutes concédées	6 299	6 479	6 717	7 042	7 180	7 310	7 578
Routes nationales (1) (2)	28 097	26 881	26 856	26 584	26 298	26 126	26 050
Routes départementales	357 813	358 891	358 894	358 374	358 585 *r*	359 055 *r*	359 231 *p*
Voies communales (3)	568 222	569 083	574 775	579 411	585 949 *r*	594 149 *r*	601 733 *p*
Total du réseau national	**962 407**	**963 451**	**969 389**	**973 672**	**987 638** *r*	**996 406** *r*	**1 004 660** *p*

(1) Jusqu'en 1995, y compris les routes nationales en attente de classement et en attente de déclassement. À partir de 1996, les routes nationales en attente de déclassement ne sont plus comprises.
(2) Y compris voierie transférée à la collectivité territoriale de Corse par la loi du 13 mai 1991.
(3) Ce sont des voies dont la largeur de chaussée ne doit pas être inférieure à 5 mètres (5,50 mètres au passage des ouvrages d'art).

TABLEAU L.02-3

Immatriculations des véhicules par genre

Source : Ministère de l'Équipement, des Transports, du Logement, du Tourisme et de la Mer
Service économique et statistique

Unité : véhicule

	1995	1997	1998	1999	2000	2001
IMMATRICULATIONS DES VÉHICULES NEUFS						
Voitures particulières et commerciales	1 930 504	1 713 030	1 943 553	2 148 423	2 133 884	2 254 732
dont : Diesel	897 698	716 135	780 983	947 490	1 046 485	1 267 761
Autocars et autobus (1)	3 981	3 861	4 851	5 316	5 187	5 477
Camions, camionnettes et véhicules spéciaux	332 052	330 902	367 392	399 889	442 208	462 868
dont : De moins de 3,5 tonnes de PTAC (2)	311 702	311 620	345 987	374 307	413 925	432 857
De plus de 3,5 tonnes de PTAC (2)	20 350	19 283	21 405	25 582	28 283	30 011
Tracteurs routiers	21 743	20 429	26 340	28 300	29 809	27 918
Autres tracteurs (agricoles, forestiers, etc.)	32 235	36 510	38 037	41 349	37 965	35 461
Remorques	2 462	2 322	2 807	3 350	3 033	2 875
Semi-remorques	15 428	14 702	18 794	20 651	21 265	22 011
Total	**2 338 405**	**2 121 756**	**2 401 774**	**2 647 278**	**2 673 351**	**2 811 342**
Motocycles (3)	85 639	148 435	173 289	193 817	180 536	180 425
IMMATRICULATIONS DES VÉHICULES D'OCCASION						
Voitures particulières et commerciales	4 128 745	4 238 103	4 685 987	4 895 953	5 082 122	5 395 623
dont : Diesel	1 362 781	1 640 505	1 802 091	1 990 377	2 158 970	2 440 308
Autocars et autobus (1)	6 268	6 549	6 642	6 352	6 109	6 344
Camions, camionnettes et véhicules spéciaux	651 408	652 876	668 391	682 131	687 925	702 527
dont : De moins de 3,5 tonnes de PTAC (2)	610 339	613 233	629 296	641 083	648 839	663 384
De plus de 3,5 tonnes de PTAC (2)	41 069	39 643	39 095	41 048	39 086	39 143
Tracteurs routiers	21 706	19 590	19 979	20 835	21 151	20 639
Autres tracteurs (agricoles, forestiers, etc.)	91 535	96 216	96 357	97 100	97 705	92 378
Remorques	4 775	4 943	4 490	4 444	4 270	4 454
Semi-remorques	26 307	25 746	24 873	25 276	25 296	25 606
Total	**4 930 744**	**5 044 023**	**5 506 719**	**5 732 091**	**5 924 578**	**6 247 571**
Motocycles (3)	292 641	340 643	352 605	367 303	398 215 *r*	414 335

(1) Depuis le 1er janvier 1987, les véhicules de moins de 10 places assises (breaks) sont comptabilisés avec les voitures particulières.
(2) PTAC : poids total autorisé en charge.
(3) Motocycles de plus de 50 cm^3.

TABLEAU L.02-4

Immatriculations en séries normales des voitures particulières et commerciales, par puissance et catégorie professionnelle des acheteurs

Source : Ministère de l'Équipement, des Transports, du Logement, du Tourisme et de la Mer
Service économique et statistique

Unité : véhicule

Profession du propriétaire	Puissance						**Total 2001**	Total 2000
	1 à 3 CV	4 et 5 CV	6 et 7 CV	8 et 9 CV	10 à 16 CV	17 CV et plus		
Véhicules neufs								
Agriculteurs exploitants	–	780	1 684	297	324	12	**3 097**	2 949
Artisans, commerçants et chefs d'entreprises	7	7 989	11 027	4 102	5 030	553	**28 708**	25 787
Cadres et professions libérales	23	26 227	31 155	9 126	7 060	699	**74 290**	70 949
Professions intermédiaires	54	39 741	41 830	9 166	4 465	157	**95 413**	84 810
Employés	380	278 525	213 628	45 573	20 893	1 113	**560 112**	563 390
Ouvriers	35	43 349	28 221	6 035	2 526	122	**80 288**	80 944
Retraités, étudiants, mères au foyer et sans profession	54	133 930	127 329	21 950	9 056	439	**292 758**	264 728
Profession non indiquée	235	116 176	96 448	26 606	15 716	987	**256 168**	260 233
Sous-total particuliers	**788**	**646 717**	**551 322**	**122 855**	**65 070**	**4 082**	**1 390 834**	**1 353 790**
Sous-total sociétés	**1 046**	**406 310**	**347 974**	**60 060**	**44 146**	**4 362**	**863 898**	**780 094**
dont : Véhicules de démonstration, commerce et réparation automobile	527	123 604	101 272	27 047	16 501	1 572	**270 523**	239 746
Location mobilier (voitures)	132	185 090	149 908	13 165	8 202	360	**356 857**	329 886
Total 2001	**1 834**	**1 053 027**	**899 296**	**182 915**	**109 216**	**8 444**	**2 254 732**	///
Année 2000	2 224	1 042 277	874 402	119 801	87 911	7 269	///	2 133 884
Véhicules d'occasion								
Agriculteurs exploitants	283	11 425	18 325	2 201	2 223	147	**34 604**	35 444
Artisans, commerçants et chefs d'entreprises	914	31 194	48 502	13 681	18 173	4 235	**116 699**	115 906
Cadres et professions libérales	1 282	67 901	82 972	19 410	21 901	4 490	**197 956**	186 895
Professions intermédiaires	1 302	93 141	109 644	18 768	16 596	1 711	**241 162**	236 123
Employés	8 599	886 985	941 776	137 233	104 994	10 073	**2 089 660**	1 976 515
Ouvriers	4 331	302 931	378 464	58 671	38 439	2 379	**785 215**	756 920
Retraités, étudiants, mères au foyer et sans profession	4 616	301 705	271 128	36 487	25 779	2 547	**642 262**	466 717
Profession non indiquée	5 601	477 343	528 941	82 490	64 810	6 652	**1 165 837**	1 200 060
Sous-total particuliers	**26 928**	**2 172 625**	**2 379 752**	**368 941**	**292 915**	**32 234**	**5 273 395**	**4 974 580**
Sous-total sociétés	**519**	**35 833**	**45 171**	**10 888**	**12 580**	**2 690**	**107 681**	**107 542**
dont : Véhicules de démonstration, commerce et réparation automobile	88	12 410	11 129	1 840	1 352	180	**26 999**	28 820
Location mobilier (voitures)	39	2 481	1 899	582	324	90	**5 415**	4 662
Total 2001	**27 447**	**2 208 458**	**2 424 923**	**379 829**	**305 495**	**34 924**	**5 381 076**	///
Année 2000	30 892	2 065 726	2 309 866	354 057	277 282	44 299	///	5 082 122

TABLEAU L.02-5

Parc estimé des véhicules automobiles en service au 31 décembre

Source : Ministère de l'Équipement, des Transports, du Logement, du Tourisme et de la Mer
Service économique et statistique

Unité : Millier

	1995	1997	1998	1999	2000	2001
Voitures particulières et commerciales (1)	25 100	26 090	26 810	27 480	28 060	28 700
dont : Diesel	6 938	8 029	8 609	9 261	9 980	10 889
Autocars et autobus (1)	79	82	82	80	80	81
Camions, camionnettes et véhicules spéciaux (1)	4 926	5 100	5 214	5 320	5 456	5 596
dont : De moins de 3,5 tonnes de PTAC (2)	4 564	4 750	4 868	4 975	5 110	5 249
De plus de 3,5 tonnes de PTAC (2)	362	350	346	345	346	347
Tracteurs routiers (1)	190	198	204	210	217	220
Total des véhicules à moteur	**30 295**	**31 470**	**32 310**	**33 090**	**33 813**	**34 597**
Remorques (3)	27	27	26	26	26	25
Semi-remorques (3)	152	154	154	154	154	161
Total tous véhicules	**30 474**	**31 651**	**32 490**	**33 270**	**33 993**	**34 783**
Motocycles (4)	727	779	839	912	968	1 019

(1) Les estimations globales de parcs des véhicules à moteur en service sont celles du Comité des constructeurs français d'automobiles.
(2) PTAC : poids total autorisé en charge.
(3) Le parc des remorques et semi-remorques provient du Fichier central des automobiles et concerne les véhicules de moins de 10 ans.
(4) Motocycles, vélomoteurs et scooters de plus de 50 cm3. L'estimation du parc des motocycles est celle de la Chambre syndicale nationale du cycle et motocycle.

TABLEAU L.02-6

Transport routier de marchandises par distance en charge

Source : Ministère de l'Équipement, des Transports, du Logement, du Tourisme et de la Mer
Service économique et statistique

	1995	■ (1) 1996	1998	1999	2000	2001
TONNES (2)						
Compte propre et compte d'autrui :						
Moins de 50 km	775	1 022	1 018	1 063	1 095	1 139
De 50 à 149,9 km	296	339	378	398	392	407
150 km et plus	317	365	385	428	432	440
Total	**1 388**	**1 726**	**1 781**	**1 889**	**1 919**	**1 986**
TONNES-KILOMÈTRES (3)						
Compte propre et compte d'autrui :						
Moins de 50 km	12,4	16,3	17,2	18,2	18,7	19,8
De 50 à 149,9 km	20,4	25,7	28,7	30,0	29,9	31,2
150 km et plus	99,2	116,1	121,1	133,4	135,0	137,6
Total	**132,0**	**158,1**	**167,0**	**181,6**	**183,6**	**188,6**
VÉHICULES-KILOMÈTRES (4)						
Total	**16 379**	**19 139**	**19 922**	**21 166**	**21 037**	**21 202**

(1) En 1996, l'enquête a subi une modification importante qui a porté sur deux points : l'utilisation d'une méthodologie différente pour les redressements des non réponses et l'adoption d'un nouveau concept conforme aux directives européennes, où désormais, l'unité statistique n'est plus le véhicule porteur (camion, remorque et semi-remorque) mais le véhicule à moteur (camion ou tracteur routier). Ces modifications ont entraîné des ruptures de séries importantes par rapport à la période antérieure.
(2) Million de tonnes.
(3) Milliard de tonnes-kilomètres.
(4) Million de véhicules-kilomètres.

TABLEAU L.02-7

Transport routier de marchandises par nature de marchandise

Source : Ministère de l'Équipement, des Transports, du Logement, du Tourisme et de la Mer
Service économique et statistique

Unités : Milliers de tonnes
Millions de tonnes-kilomètres

	TONNES			TONNES-KILOMÈTRES		
	1999	2000	2001	1999	2000	2001
Produits agricoles et animaux vivants	197 180	201 945	198 758	22 058,9	22 108,6	23 159,8
Denrées alimentaires et fourrages	226 967	216 393	213 507	33 523,1	31 151,4	31 793,7
Combustibles minéraux solides	5 705	6 661	5 569	530,2	593,4	502,2
Produits pétroliers	82 210	74 370	79 867	7 236,5	6 551,0	7 300,7
Minerais et déchets pour la métallurgie	36 180	32 456	35 581	2 431,5	2 206,6	2 440,2
Produits métallurgiques	28 862	29 428	27 549	5 979,8	5 692,7	5 233,5
Minéraux bruts ou manufacturés, matériaux de construction et matière première pour industrie chimique	835 642	848 145	905 141	29 527,8	30 045,2	32 325,2
Engrais	39 711	49 146	46 091	3 527,1	3 591,1	3 237,1
Produits chimiques	48 249	47 828	49 569	10 073,6	9 607,8	9 841,9
Machines, véhicules, objets manufacturés et transactions spéciales	388 528	412 369	425 035	66 681,9	72 131,1	72 679,8
Total	**1 889 234**	**1 918 741**	**1 986 667**	**181 570,4**	**183 678,9**	**188 514,1**
dont : Compte d'autrui :						
Produits agricoles et animaux vivants	120 049	124 801	124 875	16 899,4	17 247,9	18 152,7
Denrées alimentaires et fourrages	139 251	134 501	133 165	26 863,9	25 435,1	25 691,6
Combustibles minéraux solides	4 714	5 529	4 209	479,5	535,5	420,2
Produits pétroliers	50 448	47 958	56 685	5 320,7	4 919,8	5 755,0
Minerais et déchets pour la métallurgie	15 373	14 049	14 126	1 471,1	1 524,1	1 636,9
Produits métallurgiques	21 852	23 823	20 789	5 348,7	5 161,4	4 759,3
Minéraux bruts ou manufacturés, matériaux de construction	436 463	427 925	447 524	21 377,5	21 674,8	22 792,7
Engrais	18 860	25 256	17 480	2 673,5	2 658,1	2 217,7
Produits chimiques	64 242	37 137	40 262	9 229,2	8 811,8	9 030,9
Machines, véhicules, objets manufacturés et transactions spéciales	277 919	328 381	339 953	60 722,3	66 556,4	67 138,7
Total	**1 149 171**	**1 169 360**	**1 199 068**	**150 385,8**	**154 524,9**	**157 595,7**

TABLEAU L.02-8

Transport routier de voyageurs, hors RATP et autobus de province

Sources : Ministère de l'Équipement, des Transports, du Logement, du Tourisme et de la Mer
Service Économique et Statistique
CERTU

Unités : Million de voyageurs-kilomètres (1)
Million de véhicules-kilomètres

	1995	1997	1998	1999	2000	2001
Transport en commun de personnes						
Transport régulier ordinaire (2) :						
Voyageurs-kilomètres	11 243	13 431	14 572	13 879	15 548	14 833
Véhicules-kilomètres	443,4	490,3	534,5	519,4	553,0	530,3
Transport scolaire (2) :						
Voyageurs-kilomètres	11 457	7 946	7 896	8 128	8 481	8 428
Véhicules-kilomètres	329,4	221,4	225,7	238,0	249,1	246,9
Transport de personnel :						
Voyageurs-kilomètres	3 003	2 688	2 890	2 316	2 371	2 468
Véhicules-kilomètres	118,6	100,3	99,9	88,4	88,1	93,6
Transport occasionnel :						
Voyageurs-kilomètres	18 815	19 996	18 643	18 693	18 358	17 230
Véhicules-kilomètres	497,6	525,8	497,0	494,7	485,5	463,1
Total en charge :						
Voyageurs-kilomètres	**44 518**	**44 061**	**44 001**	**43 016**	**44 758**	**42 959**
Véhicules-kilomètres	**1 389,0**	**1 337,8**	**1 357,1**	**1 340,5**	**1 375,7**	**1 333,9**
À vide :						
Véhicules-kilomètres	321,5	321,4	319,3	307,9	341,5	338,9
Total véhicules-kilomètres	**1 710,5**	**1 659,2**	**1 676,4**	**1 648,4**	**1 717,2**	**1 672,8**
Voitures particulières :						
Voyageurs-kilomètres	640 100	659 500	678 600	699 600	699 600	727 600
Véhicules-kilomètres	350 100	360 700	371 300	382 800	382 900	398 200

(1) Ces estimations correspondent au produit du nombre de voyageurs transportés par la longueur totale du trajet effectué par le véhicule qu'ils ont emprunté. On estime que, dans le transport occasionnel, un voyageur effectue la totalité du trajet tandis que, dans le transport régulier, un trajet moyen correspond à 75 % du trajet complet.
(2) Le partage entre transport régulier ordinaire et transport scolaire a subi une rupture de série entre 1996 et 1997.

TABLEAU L.02-9

Accidents corporels de la circulation routière

Source : Ministère de l'Équipement, des Transports, du Logement, du Tourisme et de la Mer
Observatoire national interministériel de sécurité routière

Unité : Nombre

	1995	1997	1998	1999	2000	2001
Accidents corporels	132 949	125 202	124 387	124 524	121 223	116 745
dont : En agglomération	91 288	84 249	83 148	83 325 *r*	80 729 *r*	77 258
Véhicules impliqués :						
Cycles sans moteur	8 533	7 960	7 003	6 907	6 520	5 815
Cycles avec moteur	39 219	39 120	38 674	39 851	39 831	38 878
Voitures particulières (1)	163 486	153 101	153 289	153 005	149 180	142 751
Autres véhicules (2)	19 109	17 556	17 585	17 644	16 019	15 857
Total	**230 347**	**217 737**	**216 551**	**217 407**	**211 550**	**203 301**
Victimes tuées (3) :						
Piétons	1 027	929	988	882	793	778
Conducteurs et passagers de cycles sans moteur	374	329	301	307	255	242
Conducteurs et passagers de cycles avec moteur	1 251	1 302	1 319	1 367	1 317	1 437
Conducteurs et passagers de voitures particulières	5 389	5 069	5 491	5 161	5 006	4 998
Conducteurs et passagers d'autres véhicules	371	360	338	312	272	265
Total	**8 412**	**7 989**	**8 437**	**8 029**	**7 643**	**7 720**
dont : En agglomération	2 757	2 526	2 608	2 394 *r*	2 137 *r*	2 154
Victimes blessées :						
Piétons	21 197	19 152	18 493	18 636	18 398	17 458
Conducteurs et passagers de cycles sans moteur	7 681	7 191	6 366	6 260	5 927	5 259
Conducteurs et passagers de cycles avec moteur	38 735	38 592	38 059	39 232	39 267	38 041
Conducteurs et passagers de voitures particulières	106 290	98 259	99 034	96 953	92 961	88 029
Conducteurs et passagers d'autres véhicules	7 500	6 384	6 583	6 491	5 564	5 158
Total	**181 403**	**169 578**	**168 535**	**167 572**	**162 117**	**153 945**
dont : Grièvement (4)	39 257	35 716	33 977	31 851	27 407	26 192
En agglomération	116 926	107 094	105 891	105 371 *r*	101 209 *r*	95 846

(1) Y compris taxis, ambulances, caravanes et remorques.
(2) Autres véhicules : camionnettes, camions, tracteurs, autobus et véhicules non précisés.
(3) Victimes décédées dans les six jours.
(4) Victimes blessées ayant nécessité une hospitalisation d'au moins six jours.

TABLEAU L.02-10

Répartition suivant l'âge des victimes des accidents corporels de la circulation routière en 2001

Source : Ministère de l'Équipement, des Transports, du Logement, du Tourisme et de la Mer
Observatoire national interministériel de sécurité routière

Unité : Nombre

Âge des victimes	Piétons	Conducteurs et passagers de Bicyclettes	Cyclo-moteurs	Moto-cyclettes	Voitures particulières	Autres véhicules (1)	**Total**
Victimes décédées dans les six jours :							
Moins de 15 ans	56	22	26	4	170	6	**284**
De 15 à 20 ans	41	18	205	91	830	15	**1 200**
De 21 à 24 ans	27	5	25	168	632	20	**877**
De 25 à 64 ans	320	106	137	733	2 490	203	**3 989**
65 ans et plus	325	89	30	7	816	21	**1 288**
Indéterminé	9	2	3	8	60	–	**82**
Total	**778**	**242**	**426**	**1 011**	**4 998**	**265**	**7 720**
Blessés :							
Moins de 15 ans	4 390	1 062	1 506	163	4 902	230	**12 253**
De 15 à 20 ans	1 798	746	11 656	1 638	13 044	448	**29 330**
De 21 à 24 ans	887	337	1 644	2 973	11 999	469	**18 309**
De 25 à 64 ans	6 587	2 475	3 555	14 089	49 362	3 613	**79 681**
65 ans et plus	3 699	580	277	100	7 170	322	**12 148**
Indéterminé	97	59	228	212	1 552	76	**2 224**
Total	**17 458**	**5 259**	**18 866**	**19 175**	**88 029**	**5 158**	**153 945**

(1) Camionnettes, camions, tracteurs, autobus, véhicules non précisés.

TABLEAU L02-8

Transport routier de voyageurs, hors RATP et autobus de province

Source : Ministère de l'Équipement, des Transports, du Logement, du Tourisme et de la Mer
Observatoire national interministériel de sécurité routière

Unités : tonnes de voyageurs transportées (1), tonnes de véhicules kilomètres

	1990	1991	1992	1993	1994	1995
Transport de marchandises (tonnes transportées)						
Pavillon français	17 247	16 424	14 572	13 272	14 326	14 [illegible]
Pavillon étranger	1 424	1 464	1 514	1 564	1 619	1 [illegible]
Transport routier (2)						
Voyageurs-kilomètres	11 107	7 746	7 186	6 129	6 581	6 [illegible]
Véhicules-kilomètres	329 4	314	324	326	336	3 [illegible]
Transport de marchandises						
Voyageurs-kilomètres	3 [illegible]	3 [illegible]	3 [illegible]	3 [illegible]	3 [illegible]	3 [illegible]
Véhicules-kilomètres	3 [illegible]	3 [illegible]	3 [illegible]	3 [illegible]	3 [illegible]	3 [illegible]
Total en charge						
Voyageurs-kilomètres	44 215	44 [illegible]	44 [illegible]	42 [illegible]	43 [illegible]	4 [illegible]
Véhicules-kilomètres	3 [illegible]	3 [illegible]	3 [illegible]	3 [illegible]	3 [illegible]	3 [illegible]
A vide						
Véhicules-kilomètres	321 3	3 [illegible]	3 [illegible]	3 [illegible]	3 [illegible]	3 [illegible]
Total véhicules-kilomètres	3 [illegible]	3 [illegible]	3 [illegible]	3 [illegible]	3 [illegible]	3 [illegible]
Véhicules particuliers						
Voyageurs-kilomètres	640 [illegible]	670 [illegible]	670 [illegible]	650 [illegible]	690 [illegible]	7 [illegible]
Véhicules-kilomètres	370 [illegible]	370 [illegible]	370 [illegible]	360 [illegible]	380 [illegible]	3 [illegible]

(1) Ces tonnages correspondent au produit du nombre de voyageurs transportés par la longueur totale du trajet effectué par le véhicule (aller, sur son parcours. En cabine pour les véhicules accompagnant des voyageurs effectue le trajet de leur lieu de départ à leur lieu de destination, quand la totalité de leur charge est constituée de bagages accompagnés.
(2) Le voyage entre transport régulier ordinaire et transport scolaire a été en vigueur de cette entre 1990 et 1993.

TABLEAU L02-10

Répartition suivant l'âge des victimes des accidents corporels de la circulation routière en 2001

Source : Ministère de l'Équipement, des Transports, du Logement, du Tourisme et de la Mer
Observatoire national interministériel de sécurité routière

Âge de victime	Piétons	Bicyclettes	Cyclomoteurs	Motocyclettes	Voitures particulières	Autres véhicules motorisés
Conducteurs et passagers de						
Moins de 15 ans	1 [illegible]	1 [illegible]	1 [illegible]	1 [illegible]	1 [illegible]	1 [illegible]
15 à 17 ans	1 [illegible]	1 [illegible]	1 [illegible]	1 [illegible]	1 [illegible]	1 [illegible]
18 à 20 ans	1 [illegible]	1 [illegible]	1 [illegible]	1 [illegible]	1 [illegible]	1 [illegible]
21 à 24 ans	1 [illegible]	1 [illegible]	1 [illegible]	1 [illegible]	1 [illegible]	1 [illegible]
25 à 34 ans	1 [illegible]	1 [illegible]	1 [illegible]	1 [illegible]	1 [illegible]	1 [illegible]
35 à 44 ans	1 [illegible]	1 [illegible]	1 [illegible]	1 [illegible]	1 [illegible]	1 [illegible]
45 à 54 ans	1 [illegible]	1 [illegible]	1 [illegible]	1 [illegible]	1 [illegible]	1 [illegible]
55 à 64 ans	1 [illegible]	1 [illegible]	1 [illegible]	1 [illegible]	1 [illegible]	1 [illegible]
65 à 74 ans	1 [illegible]	1 [illegible]	1 [illegible]	1 [illegible]	1 [illegible]	1 [illegible]
75 ans et plus	1 [illegible]	1 [illegible]	1 [illegible]	1 [illegible]	1 [illegible]	1 [illegible]
Total	17 [illegible]	1 [illegible]	1 [illegible]	1 [illegible]	1 [illegible]	1 [illegible]

(1) Conducteurs, piétons, passagers, véhicules non précisés

Chapitre L.03

Transports de navigation intérieure

1 Présentation.
2 Méthodologie.
3 Définitions.
4 Sources de documentation.
5 Tableaux.

Liste des tableaux

1 Transports fluviaux : entreprises, effectifs, chiffre d'affaires et investissements du secteur d'entreprise en 2001.

2 Personnel navigant et personnel à terre de la navigation intérieure au 31 décembre.

3 Réseau des voies navigables par gabarit au 31 décembre.

4 Flotte de bateaux.

5 Transport effectué sur le réseau français.

6 Transport par voies navigables selon la nature de la marchandise.

1
○ Présentation

Le transport fluvial de marchandises régresse (- 4,3 %) après deux années de forte croissance. C'est essentiellement le transport national (- 7,2 % en 2001) qui tire le chiffre vers le bas. De son côté, le transport international stagne, alors qu'il avait été le moteur de la croissance en 2000 (+ 11,8 %).
La plupart des groupes de produits baissent, notamment les deux plus importants : « minéraux bruts ou manufacturés, matériaux de construction et matières premières pour l'industrie chimique » (- 2,3 %) et « produits agricoles » (- 11,6 %), qui représentent à eux deux environ 58 % du fret fluvial. Seuls les « minerais et déchets pour la métallurgie » et les « machines, véhicules, objets manufacturés et transactions spéciales » progressent fortement (respectivement 27,7 % et 19,1 %), mais leur faible poids dans le total du fret fluvial ne permet pas de modifier la tendance de fond.

2
○ Méthodologie

Les entreprises du secteur

Le secteur des transports fluviaux de marchandises (NAF 612Z) regroupe l'ensemble des entreprises dont l'activité principale est le transport, pour compte d'autrui, de marchandises sur les rivières, canaux et lacs ou le poussage et remorquage de bateaux ou le flottage du bois.
Les données relatives aux transports fluviaux sur les entreprises, les effectifs, les chiffres d'affaires et les investissements sont issues des enquêtes annuelles d'entreprise.

3
○ Définitions

Barge

Bateau sans moyen de propulsion mécanique propre, construit ou transformé spécialement pour être poussé.

Bateau de canal

Bateau de 38,50 à 39 m de longueur, de 5 à 5,10 m de largeur et portant 245 à 280 tonnes à l'enfoncement de 1,80 m.

Bateau de rivière

Bateau de plus de 39 m de longueur, de plus de 5,10 m de largeur et portant plus de 280 tonnes à l'enfoncement de 1,80 m.

Pousseur

Bateau pourvu de force motrice, construit spécialement pour le poussage, ou un remorqueur transformé pour le même usage.

Toueur

Remorqueur se déplaçant en tirant sur une chaîne ou un câble reposant au fond de l'eau. Le toueur sert à tracter les bateaux pour franchir des passes où le courant est trop fort. Mû par l'électricité, il sert aussi à faire franchir un long souterrain aux bateaux, moteurs coupés, lorsque le souterrain n'est pas muni d'un système de ventilation permettant d'évacuer les gaz d'échappement.

Transporteurs privés

Les transporteurs privés sont les propriétaires de bateaux (industriels, commerçants...) qui transportent habituellement des marchandises leur appartenant ou faisant l'objet de leur industrie, de leur commerce ou de leur exploitation, mais dont l'activité principale n'est pas le transport.

Voies navigables

L'ensemble des fleuves, rivières, lacs, étangs et canaux accessibles en bateaux et convois, constitue le réseau des voies navigables françaises. La longueur des voies navigables fréquentées ou non est calculée en fin d'année.

4
○ Sources de documentation

Ce chapitre a été réalisé avec la collaboration du ministère de l'Équipement, des Transports, du Logement, du Tourisme et de la Mer, direction des Affaires économiques et internationales (Service économique et statistique) en liaison avec les Voies navigables de France.

Organismes :

– Ministère de l'Équipement, des Transports, du Logement, du Tourisme et de la Mer :
  - Direction des Affaires économiques et internationales, service économique et statistique (SES).
– Voies navigables de France.

Sites Internet :

- www.transports.equipement.gouv.fr
- www.alisse.insee.fr (Accès en Ligne aux Statistiques Structurelles d'Entreprises).

Publications :

Ministère de l'Équipement, des Transports, du Logement, du Tourisme et de la Mer, Direction des Affaires économiques et internationales, Service économique et statistique (SES)
– Mémento de statistiques des transports (annuel).

Voies navigables de France
– Transport de marchandises par voies navigables : bilan annuel de l'activité ;
– Statistique annuelle de la navigation intérieure ;
– Statistique annuelle de la flotte fluviale française.

INSEE

INSEE-Première :
– « Les transports en 2002 », n° 933, novembre 2003 ;
– « Les transports en 2001 », n° 878, janvier 2003 ;
– « Les transports en 2000 », n° 802, septembre 2001 ;
– « Les transports en 1999 », n° 735, août 2000 ;
– « L'évolution des transports depuis 40 ans », n° 522, juin 1997.

Synthèses :
– « Les transports en 2002 », n° 75, octobre 2003 ;
– « Les transports en 2001 », n° 66, décembre 2002.

5
○ Tableaux

Des tableaux rétrospectifs sont disponibles sur le cédérom (cf. liste en fin d'annuaire).

TABLEAU L.03-1

Transports fluviaux (1) : entreprises, effectifs, chiffre d'affaires et investissements du secteur d'entreprise (NAF 612Z) en 2001

Source : Ministère de l'Équipement, des Transports, du Logement, du Tourisme et de la Mer
Service économique et statistique (Enquête annuelle d'entreprise)

Effectif salarié de l'entreprise au 31 décembre	Nombre d'entreprises	Répartition du personnel salarié en équivalent temps complet			Chiffre d'affaires net (hors taxes millions d'euros)	Investissements du secteur d'entreprise (millions d'euros)
		Total	Personnel sédentaire	Personnel navigant		
0 à 5 salariés	1 015	**516**	96	420	113,2	18,9
6 à 9 salariés	22	**185**	47	138	25,5	0,3
10 à 19 salariés	15	**181**	46	135	15,6	2,0
20 à 49 salariés	13	**450**	116	334	61,4	3,4
50 salariés et plus	5	**895**	270	625	207,7	17,4
Total	**1 070**	**2 227**	**575**	**1 652**	**423,4**	**42,0**

(1) Transports fluviaux de marchandises pour compte d'autrui. Entreprises de 0 à 5 salariés enquêtées à partir de 1998.

TABLEAU L.03-2

Personnel navigant et personnel à terre de la navigation intérieure au 31 décembre

Source : Voies navigables de France

Catégorie	1995	1997	1998	1999	2000	2001
TRANSPORTS PUBLICS (1) :						
Travailleurs indépendants	1 146	1 037	1 031	926	885	843
dont : Retraités en activité	3	1	–	–	–	(2)
Salariés	1 820	1 742	1 718	1 781	2 005	2 155
Personnel de la traction sur berges (3)	17	16	15	13	13	15
Personnel administratif et technique des compagnies de navigation (4)	310	310	310	310	310	310 *e*
PERSONNELS ASSURANT LE FONCTIONNEMENT DES VOIES NAVIGABLES (sauf entretien) :						
Conducteurs des travaux publics de l'État (5)	410	428	433	426	445	425
Agents d'exploitation des travaux publics de l'État (6)	3 796	3 688	3 681	3 628	3 625	3 612
Éclusiers auxiliaires	56	29	25	21	19	16
PERSONNEL DES BUREAUX D'AFFRÈTEMENT (7)	96	75	54	54	–	–

(1) Y compris le personnel des remorqueurs.
(2) La distinction retraités actifs n'est plus opérée pour le régime Organic.
(3) Personnel pris en compte par les VNF depuis la suppression de la traction sur berges (remplacé par les toueurs) : ce sont les agents faisant passer les bateaux dans les souterrains.
(4) Effectif estimé. Données non communiquées par le Comité des armateurs fluviaux.
(5) Statut fixé par décret n° 66-900 du 18 novembre 1966 et décret n° 88-399 du 21 avril 1988.
(6) Statut fixé par décret n° 91-893 du 25 avril 1991 modifié.
(7) Suppression des bureaux d'affrètement au 1er janvier 2000.

TABLEAU L.03-3

Réseau des voies navigables par gabarit au 31 décembre

Source : Voies navigables de France — *Unité* : Kilomètre

Voies accessibles aux bateaux ou convois poussés d'un port en lourd	1999		2000		2001	
	Longueur totale du réseau	Longueur fréquentée	Longueur totale du réseau	Longueur fréquentée	Longueur totale du réseau	Longueur fréquentée
De moins de 250 tonnes	1 647	35	1 647	5	1 647	20
De 250 à 399 tonnes	3 958	3 279	3 958	3 418	3 946	3 155
De 400 à 649 tonnes	284	215	284	273	284	200
De 650 à 999 tonnes	586	243	586	331	598	262
De 1 000 à 1 499 tonnes	137	36	137	32	137	27
De 1 500 à 2 999 tonnes	268	266	268	265	268	265
De 3 000 tonnes et plus (1)	1 621	1 450	1 621	1 465	1 621	1 449
Total (1)	**8 501**	**5 524**	**8 501**	**5 789**	**8 501**	**5 378**

(1) Y compris 43 kilomètres de sections maritimes.

TABLEAU L.03-4

Flotte de bateaux (1)

Source : Voies navigables de France

	1995	1997	1998	1999	2000	2001
Nombre de bateaux porteurs	2 227	1 982	1 941	1 890	1 871	1 894
dont : Appartenant à des transporteurs publics	1 810	1 605	1 567	1 521	1 497	1 513
Nombre de remorqueurs et pousseurs	205	191	197	197	199	201
dont : Appartenant à des transporteurs publics	114	107	113	114	115	118
Capacité totale des bateaux porteurs (millier de tonnes)	1 373	1 293	1 281	1 245	1 256	1 280
dont : Appartenant à des transporteurs publics	1 159	1 094	1 081	1 047	1 051	1 068

(1) Bateaux munis d'un permis d'exploitation au 31 décembre.

TABLEAU L.03-5

Transport effectué sur le réseau français (1)

Source : Voies navigables de France

Unités : Million de tonnes
Milliard de tonnes-kilomètres

	TONNAGE			TONNES-KILOMÈTRES		
	1999	2000	2001	1999	2000	2001
Transport national :						
Transport pour compte d'autrui	20,76	21,83	19,41	3,47	3,60	3,02
Transport pour compte propre	5,63	4,87	5,36	0,63	0,54	0,57
Total national	**26,39**	**26,70**	**24,77**	**4,10**	**4,14**	**3,59**
dont : Part du pavillon français (%)	92,80	92,13	91,13	95,12	95,12	94,44
Transport international :						
Importations	12,01	12,69	13,63	1,19	1,36	1,44
Exportations	16,59	19,28	17,76	1,53	1,76	1,68
Total international	**28,60**	**31,97**	**31,39**	**2,72**	**3,12**	**3,12**
dont : Part du pavillon français (%)	8,74	9,39	9,87	18,38	22,44	22,58
Total général	**54,99**	**58,67**	**56,16**	**6,82**	**7,26**	**6,71**

(1) Les données indiquées ne concernent que le transport effectué sur le réseau français par des bateaux fluviaux, français et étrangers, à l'exclusion des bateaux de mer.

TABLEAU L.03-6

Transport par voies navigables selon la nature de la marchandise

Source : Voies navigables de France

Unités : Millier de tonnes
Million de tonnes-kilomètres

Chapitre de marchandises	Tonnage transporté			Tonnes-kilomètres		
	1999	2000	2001	1999	2000	2001
Produits agricoles	8 083	9 023	7 975	1 428	1 540	1 402
Denrées alimentaires et fourrages	2 878	3 120	2 569	446	487	384
Combustibles minéraux solides	5 140	5 497	4 676	757	773	491
Produits pétroliers	6 427	6 130	5 953	786	708	642
Minerais et déchets pour la métallurgie	2 681	2 432	3 106	201	203	243
Produits métallurgiques	1 907	2 617	2 381	305	408	367
Minéraux bruts ou manufacturés, matériaux de construction et matières premières pour industrie chimique	23 980	24 999	24 433	2 273	2 376	2 372
Engrais	990	975	911	152	159	155
Produits chimiques	1 823	2 246	2 222	305	390	386
Machines, véhicules, objets manufacturés et transactions spéciales	1 081	1 632	1 943	176	217	274
Total	**54 990**	**58 671**	**56 169**	**6 829**	**7 261**	**6 716**

Chapitre L.04

Transports maritimes

1 Présentation.
2 Méthodologie.
3 Définitions.
4 Sources de documentation.
5 Tableaux.

Liste des tableaux

1 Transports maritimes et côtiers : entreprises, effectifs, chiffre d'affaires et investissements du secteur d'entreprise en 2001.

2 Personnel embarqué de la flotte de commerce au 31 décembre.

3 Flotte de commerce française en service au 31 décembre.

4 Trafic voyageurs et marchandises de l'ensemble des ports métropolitains.

5 Trafic portuaire maritime : marchandises par catégorie.

6 Trafic des navires de commerce dans les ports maritimes français suivant les principaux pavillons en 2001.

7 Trafic portuaire maritime - Départements d'outre-mer.

8 Place des ports français dans le monde en 2000.

9 Accidents de mer.

1
○ Présentation

Le tonnage de marchandises traité par les ports métropolitains recule d'environ cinq millions de tonnes en 2001, soit 1,4 %.
Le retournement de la conjoncture mondiale explique ce recul.
Le tonnage des marchandises débarquées est en baisse de 2,2 % après une croissance importante en 2000 (+ 5,3 %). Toutefois, ce chiffre recouvre des situations différentes. Le poste « minerais et déchets pour la métallurgie » connaît une diminution importante (- 12,5 %) alors que le poste « autres marchandises » progresse de 5,3 %.
Le tonnage des marchandises embarquées est en très légère croissance (+ 0 ,6 %).
Si globalement, le nombre de passagers maritimes à partir des ports métropolitains reste stable (+ 0,3 %), on observe une baisse de 3,1 % sur les ports de la Manche et de la Mer du Nord (- 4,6 % à Calais) et une hausse de 10,1 % pour les autres ports.

2
○ Méthodologie

Les entreprises du secteur

Le secteur des transports maritimes et côtiers (NAF groupe 611) regroupe l'ensemble des entreprises dont l'activité principale est le transport maritime – long cours ou cabotage – de passagers, de marchandises ou de produits pétroliers (pétrole brut, produits pétroliers raffinés, gaz naturels liquéfiés). Ce secteur comprend également la navigation côtière et d'estuaire.
Les auxiliaires de transports maritimes ne sont pas inclus dans ce secteur.
Les données relatives aux transports maritimes sur les entreprises, les effectifs, les chiffres d'affaires et les investissements sont issues des enquêtes annuelles d'entreprise.

Trafic

Sont exclus du trafic les bateaux de pêche et leur cargaison (voir chap. I.01) et la navigation de plaisance.
Ne sont retenus que les mouvements de navires de commerce, y compris les aéroglisseurs transportant des marchandises ou des passagers, et se rapportant à un trafic à la fois commercial et maritime.

Trafic passagers

Les séries publiées concernent le nombre de passagers débarqués ou embarqués dans les ports de France métropolitaine. Le trafic correspondant à la navigation côtière est exclu. Le trafic passagers est ventilé, depuis 1970, en trafic international (relations entre un port métropolitain et un port étranger) et cabotage national (relations entre ports métropolitains, principalement trafic entre la France continentale et la Corse).

3
○ Définitions

Accidents de mer

Il s'agit des accidents de mer survenus à des bateaux français sur l'ensemble des mers du globe. Ils portent également sur les navires de pêche et les bateaux de plaisance.

Tonnage

Le tonnage (ou jauge) brut total d'un navire de commerce de la navigation maritime représente le volume de la coque. Le tonnage brut s'obtient à partir de ce tonnage total par déduction du volume des espaces inutilisables.
Enfin, le tonnage net est égal au tonnage brut diminué de l'espace réservé aux machines et au logement de l'équipage. L'unité est le tonneau international égal à 100 pieds cubes anglais, soit 2,83 m^3.

Personnel embarqué

Il s'agit du personnel considéré comme effectivement embarqué, c'est-à-dire des marins portés sur les rôles d'équipage des navires français armés [en est donc exclu le personnel non embarqué (congés, maladies, stages)]. Les pilotins sont également exclus, ainsi que les personnels de la navigation portuaire (remorquage, lamanage et pilotage).

Personnel employé

Le nombre total de marins employés dans la Marine marchande s'obtient en multipliant le nombre de postes embarqués par un coefficient qui exprime, notamment, l'incidence des relèves et des congés. Ce coefficient, variable selon les genres de navigation et les compagnies, peut être toutefois estimé globalement à 1,9 pour les officiers et à 1,8 pour les autres personnels.

4
○ Sources de documentation

Ce chapitre a été réalisé avec la collaboration du ministère de l'Équipement, des Transports, du Logement, du Tourisme et de la Mer, direction des Affaires économiques et internationales (Service économique et statistique), en liaison avec la direction du Transport maritime, des Ports et du Littoral.

Organismes :

– Ministère de l'Équipement, des Transports, du Logement, du Tourisme et de Mer :
  - Direction des Affaires économiques et internationales, Service économique et statistique (SES)
– Direction des Affaires maritimes et des gens de mer.
– Direction du Transport maritime, des Ports et du Littoral.
– Centre administratif des affaires maritimes.

Sites Internet :

- www.transports.equipement.gouv.fr
- www.alisse.insee.fr (Accès en Ligne aux Statistiques Structurelles d'Entreprises).

Publications :

Ministère de l'Équipement, des Transports, du Logement, du Tourisme et de la Mer

- Direction du Transport maritime, des Ports et du Littoral
- Statistiques mensuelles des ports maritimes de commerce ;
- Activité des ports maritimes de commerce (annuel) ;
- Résultats de l'exploitation des ports maritimes (annuel) ;
- La Plaisance en quelques chiffres (annuel).

- Direction des Affaires économiques et internationales, Service économique et statistique (SES)
- Mémento des statistiques des transports ;
- Notes de Synthèses (Bimestrielle) ;
- EAE dans les Transports.

Inspection générale des services des Affaires maritimes, bureau enquêtes accidents de mer
- Rapport annuel 2000.

Comité central des armateurs de France
- Marine marchande 2001.

INSEE

INSEE-Première :
– « Les transports en 2002 », n° 933, novembre 2003 ;
– « Les transports en 2001 », n° 878, janvier 2003 ;
– « L'évolution des transports depuis 40 ans », n° 522, juin 1997.

Synthèses :
– « Les transports en 2002 », n° 75, octobre 2003 ;
– « Les transports en 2001 », n° 66, décembre 2002.

5
○ Tableaux

Des tableaux détaillés, rétrospectifs et « séries » sont disponibles sur le cédérom (cf. liste en fin d'annuaire).

TABLEAU L.04-1

Transports maritimes et côtiers : entreprises, effectifs, chiffre d'affaires et investissements du secteur d'entreprise (NAF 611A et 611B) en 2001 (1)

Source : Ministère de l'Équipement, des Transports, du Logement, du Tourisme et de la Mer
Service économique et statistique (Enquête annuelle d'entreprise)

Effectif salarié de l'entreprise au 31 décembre	Nombre d'entreprises	Répartition du personnel salarié en équivalent temps complet			Chiffre d'affaires net (millions d'euros)	Investissements du secteur d'entreprise (millions d'euros)	
		Total	Personnel sédentaire	Personnel navigant		**Total**	*dont* Matériel de transport et manutention
0 à 5 salariés	307	**497**	73	424	46,6	**14,4**	14,3
6 à 9 salariés	60	**296**	164	132	499,2	**38,6**	1,4
10 à 19 salariés	15	**235**	23	212	35,0	**7,6**	7,4
20 à 49 salariés	9	**241**	31	210	48,8	**0,9**	0,4
50 à 99 salariés	6	**488**	77	411	216,5	**4,2**	0,1
100 à 249 salariés	11	**1 446**	704	742	386,9	**15,2**	0,8
250 salariés et plus	10	**9 113**	4 131	4 982	3 806,1	**316,6**	29,3
Total	**418**	**12 316**	**5 203**	**7 113**	**5 039,1**	**397,5**	**53,7**

(1) Le classement par taille des entreprises de transport maritime est à utiliser avec précaution en raison de la diversité des entreprises des tranches « 0 à 19 salariés » ; celle-ci regroupe les petits armements, des groupements d'intérêt économique ainsi que des sociétés-mères qui réalisent les investissements du groupe et confient la gérance technique des navires à des filiales.

TABLEAU L.04-2

Personnel embarqué de la flotte de commerce au 31 décembre (1) (2) (3)

Source : Ministère de l'Équipement, des Transports, du Logement, du Tourisme et de la Mer
Direction des Affaires maritimes et des gens de mer

Unité : Nombre

Catégorie de personnel	1995	1997	1998	1999	2000	2001
Officiers (4)	2 848	2 840	2 754	2 806	2 720	2 756
Personnel d'exécution	3 492	3 460	3 388	3 169	3 215	3 087
Total	**6 340**	**6 300**	**6 142**	**5 975**	**5 935**	**5 843**

(1) Le champ couvert, distinct de celui de l'Enquête annuelle d'entreprise, ne permet pas une comparaison directe des résultats publiés.
(2) Sont inclus dans le personnel de la flotte de commerce, les activités du remorquage, du pilotage et de la plaisance.
(3) Ces chiffres ne comprennent pas les marins actifs non embarqués qui sont en nombre équivalent.
(4) Les personnels hors hiérarchie sont classés dans la catégorie « officiers ».

TABLEAU L.04-3

Flotte de commerce française en service au 31 décembre (1)

Source : Ministère de l'Équipement, des Transports, du Logement, du Tourisme et de la Mer
Direction du Transport maritime, des Ports et du Littoral

Unité : Millier de tonneaux de jauge brute

Catégorie de navires	1995		1998		1999		(3) 2000		2001	
	Nombre	Jauge brute	Nombre	Jauge brute	Nombre	Jauge brute	Nombre	Jauge brute	Nombre	Jauge brute
Navires à passagers (2)	37	337	37	408	38	467	52 (4)	501	62	675
Pétroliers	59	2 462	58	2 536	61	2 745	56	2 653	57	2 521
Autres	113	1 148	115	1 211	110	1 272	98 (4)	1 277	95	1 360
Total	**209**	**3 947**	**210**	**4 155**	**209**	**4 484**	**206**	**4 431**	**214**	**4 556**

(1) De plus de 100 tonneaux de jauge brute.
(2) Y compris les cargos mixtes de plus de 12 passagers et les aéroglisseurs.
(3) Une rupture de série est à signaler à partir du 31 décembre 2000, suite à la mise en place d'une nouvelle base de données accompagnée par une série de régularisation.
(4) À partir de 2000, les navires à passagers ou mixtes au service des DOM-TOM, navires dits « secs stationnaires », auparavant classés parmi les autres navires, sont repris dans les navires passagers (12 navires à passagers abondent ainsi la catégorie, alors que 34 autres transporteurs de marchandises « stationnaires » demeurent dans la catégorie des autres navires).

TABLEAU L.04-4

Trafic voyageurs et marchandises de l'ensemble des ports métropolitains

Source : Ministère de l'Équipement, des Transports, du Logement, du Tourisme et de la Mer
Direction du Transport maritime, des Ports et du Littoral

	1995	1997	1998	*r* 1999	*r* 2000	2001
NAVIRES DE COMMERCE ENTRÉS						
Nombre	71 964	79 549	76 132	77 117	78 414	81 458
Jauge nette (milliers de tonneaux) (1)	1 921 826	2 235 239	2 164 285	2 080 509	2 120 282	2 225 279
MARCHANDISES [non compris pêche et avitaillement] (millier de tonnes)						
Produits pétroliers débarqués	124 355	132 378	136 783	131 657	137 710	136 360
Autres marchandises débarquées	91 078	96 639	103 846	101 345	107 690	103 538
Total marchandises débarquées	**215 433**	**229 017**	**240 629**	**233 002**	**245 400**	**239 898**
Produits pétroliers embarqués	14 690	18 127	20 691	17 985	21 032	20 870
Autres marchandises embarquées	66 560	76 861	75 297	81 966	79 965	80 767
Total marchandises embarquées	**81 250**	**94 988**	**95 988**	**99 951**	**100 997**	**101 637**
PASSAGERS EMBARQUÉS ET DÉBARQUÉS [services côtiers non compris] (millier)						
Calais	17 056	20 060	18 117	17 100	15 066	14 370
Boulogne	742	875	912	660	440	6
Autres ports	12 341	10 975	11 488	11 885	12 205	13 437
Total	**30 139**	**31 910**	**30 517**	**29 645**	**27 711**	**27 813**

(1) Volume taxable en milliers de m^3 à partir de 1984.

TABLEAU L.04-5

Trafic portuaire maritime : marchandises par catégorie (1)

Source : Ministère de l'Équipement, des Transports, du Logement, du Tourisme et de la Mer
Direction du Transport maritime, des Ports et du Littoral

Unité : Millier de tonnes

Catégorie de marchandises	(2) Marchandises débarquées				(2) Marchandises embarquées			
	1995	*r* 1999	2000	*p* 2001	1995	*r* 1999	2000	*p* 2001
Produits agricoles et animaux vivants	4 556	4 052	4 168	4 075	15 871	21 521	18 919	16 228
Denrées alimentaires et fourrages	8 380	8 179	8 344	8 723	6 867	8 472	8 313	7 746
Combustibles minéraux solides	11 221	15 841	18 840	14 921	235	37	919	1 253
Produits pétroliers	124 355	131 648	137 711	137 421	14 690	17 985	21 033	21 072
Minerais et déchets pour la métallurgie	21 564	23 118	24 836	21 741	539	1 055	1 060	922
Produits métallurgiques	1 708	1 685	1 830	1 913	4 068	4 523	4 320	4 665
Minerais bruts ou manufacturés et matériaux de construction	6 758	7 407	8 520	9 328	4 948	4 221	4 751	5 186
Engrais	6 610	5 386	5 785	5 082	401	425	446	318
Produits chimiques	6 029	6 296	6 661	6 485	6 174	7 158	7 311	6 997
Autres (3)	24 253	29 394	28 707	30 219	27 458	34 545	33 928	37 250
Total des marchandises	**215 434**	**233 006**	**245 402**	**239 908**	**81 251**	**99 942**	**101 000**	**101 637**

(1) Trafic international et cabotage national.
(2) Non compris les marchandises des aéroglisseurs et hydrofoils.
(3) Machines, véhicules, objets manufacturés et transactions spéciales.

TABLEAU L.04-6

Trafic des navires de commerce dans les ports maritimes français suivant les principaux pavillons en 2001 (1)

Unités : Marchandises : millier de tonnes
Passagers : nombre
Navires : nombre

Source : Ministère de l'Équipement, des Transports, du Logement, du Tourisme et de la Mer
Direction du Transport maritime, des Ports et du Littoral

Pavillons	Navires entrés	Passagers débarqués	Passagers embarqués	Marchandises débarquées	Marchandises embarquées
Allemagne	1 838	7 146	6 389	4 132,9	2 657,1
Bahamas (îles)	6 075	1 307 306	1 291 827	16 637,6	4 400,7
France	**17 365**	**3 799 655**	**3 840 992**	**20 714,7**	**14 478,3**
Panama	2 162	101 146	96 622	20 031,5	5 802,4
Royaume-Uni	15 484	4 891 470	4 906 638	19 906,7	17 451,5
Autres pavillons	35 584	3 813 486	4 704 254	158 484,8	56 848,6
Total	**78 508**	**13 920 209**	**14 846 722**	**239 908,2**	**101 638,6**

(1) Avitaillement non compris. Données provisoires.

TABLEAU L.04-7

Trafic portuaire maritime - Départements d'outre-mer

Unités : Marchandises : millier de tonnes
Voyageurs : millier
Navires : nombre

Source : Ministère de l'Équipement, des Transports, du Logement, du Tourisme et de la Mer
Direction du Transport maritime, des Ports et du Littoral

	1995	1996	1997	1998	*r* 1999	2000	2001
Navires entrés	**6 897**	**7 092**	**9 866**	**10 198**	**12 601**	**7 933**	**6 855**
dont : Guadeloupe	2 958	3 319	6 259	5 801	7 205	2 689	2 281
Martinique	2 337	2 200	2 066	2 164	2 430	2 339	2 077
Guyane	255	231	229	240	396	403	362
Réunion	585	626	668	885	843	754	756
Voyageurs débarqués	**922**	**1 332**	**1 282**	**1 230**	**1 176**	**1 124**	**1 012**
dont : Guadeloupe	343	766	726	642	652	649	638
Martinique	544	532	518	532	466	429	341
Voyageurs embarqués	**901**	**1 317**	**1 301**	**1 240**	**1 184**	**1 139** *r*	**1 015**
dont : Guadeloupe	316	759	726	638	644	650	637
Martinique	547	533	522	532	465	427 *r*	345
Marchandises débarquées	**7 153**	**7 319**	**7 322**	**7 603**	**8 138**	**8 310**	**8 391**
dont : Guadeloupe	2 285	2 578	2 460	2 518	2 747	2 618	2 575
Martinique	1 852	1 903	1 881	1 869	1 934	1 992 *r*	1 933
Guyane	447	384	363	434	501	622	600
Réunion	2 291	2 169	2 302	2 418	2 656	2 784	2 891
Marchandises embarquées	**1 766**	**1 834**	**1 880**	**1 702**	**1 765**	**1 950** *r*	**1 839**
dont : Guadeloupe	349	330	388	325	428	469 *r*	441
Martinique	892	978	944	793	819	853	803
Guyane	73	80	76	72	65	45	38
Réunion	425	426	454	457	403	482	473

TABLEAU L.04-8

Place des ports français dans le monde en 2000

Source : Journal de la marine marchande

Principaux ports	Unité (1)	Total du trafic marchandises (2)	*dont* produits pétroliers (3)	Entrées	Sorties
Singapour (Malaisie)	T	325,6	...	...	...
Rotterdam (Pays-Bas)	T	323,3	...	249,9	73,4
Hong Kong	T	194,2	...	...	...
Chiba (Japon)	FT	169,1	91,6	123,7	45,4
Ulsan (Corée du Sud)	T	151,1	108,1	95,0	56,1
Nagoya (Japon)	FT	153,5	31,9	96,0	57,5
Anvers (Belgique)	T	130,5	28,4	75,2	55,3
Yokohama (Japon)	FT	117,0	33,3	68,2	48,8
Marseille (France)	**T**	**94,1**	**61,7**	**75,6**	**18,5**
Hambourg (Allemagne)	T	85,1	...	50,1	35,0
Vancouver (Canada)	T	76,7	2,5	7,5	69,2
Newcastle (Australie) (du 07/2000 au 06/2001)	T	73,9	0,3	3,4	70,5
Le Havre (France)	**T**	**67,5**	**42,7**	**51,1**	**16,4**
Amsterdam (Pays-Bas)	T	64,1	11,6	51,8	12,3
Tees and Hartlepool (Royaume-Uni)	T	51,5	32,4	15,8	35,7
Gênes (Italie)	T	50,8	17,4	36,7	14,1
Grimsby-Immigham (Royaume-Uni)	T	50,0	24,7	34,1	15,9
Gladstone (Australie)	T	50,0	0,6	11,2	38,8
Tampa (États-Unis)	ST	49,3	16,4	34,7	14,6
Ramsgate (Royaume-Uni)	T	49,0	...	49,0	–
Arzew-Bethouia (Algérie)	T	48,5	47,8	0,4	48,1

(1) Les notions de freights tons ou de revenus tons sont assez difficiles à apprécier et à comparer aux tonnes métriques ; il s'agit d'unités de facturation qui portent soit sur des volumes en pieds cubes ou en mètres cubes, soit sur des poids en tonnes métriques selon la nature de la marchandise. T = million de tonnes ; FT = million de « freigts tons » ; ST = million de « short tons » soit 0,907 tonne métrique.
(2) Marchandises tous produits sauf avitaillement.
(3) Pétrole brut, produits raffinés et gaz liquéfié.

TABLEAU L.04-9

Accidents de mer

Sources : Ministère de l'Équipement, des Transports, du Logement, du Tourisme et de la Mer
Bureau du Trafic maritime et du sauvetage
Centre administratif des Affaires maritimes

Unité : Nombre

	1995	1998	1999	2000	2001
NOMBRE D'ÉVÈNEMENTS DE MER AYANT NÉCESSITÉ DES OPÉRATIONS	**5 851**	**7 026**	**7 162**	**8 070**	**8 534**
RÉPARTITION PAR TYPE D'ÉVÈNEMENT :					
Naufrages, abordages, échouements, chavirements	705	814	838	749	936
Incendies, explosions, pannes, avaries diverses aux navires	1 972	2 567	2 576	2 617	2 723
Voies d'eau, accidents individuels à personnes embarquées et non embarquées, fausses alertes diverses	3 174	3 645	3 748	4 704	4 875
CONSÉQUENCES DES ÉVÈNEMENTS DE MER SUR LES PERSONNES :					
Assistées/sauvées	8 654	11 260	10 647	11 176	13 060
Retrouvées	355	328	518	321	485
Blessées	556	640	550	550	549
Disparues	72	113	82	75	94
Décédées	132	147	158	157	196
RÉPARTITION PAR GENRE DE NAVIGATION					
(suivant le nombre d'évènements de mer dans lesquels sont impliqués des navires) :					
Commerce	398	595	551	1 268	1 267
Pêche	665	791	762	932	866
Plaisance	2 714	3 193	3 337	3 310	3 699

Chapitre L.05

Transports aériens

1 Présentation.
2 Méthodologie.
3 Définitions.
4 Sources de documentation.
5 Tableaux.

Liste des tableaux

1 Transports aériens : entreprises, effectifs, chiffre d'affaires et investissements du secteur d'entreprise en 2001.
2 Personnel d'Air France.
3 Flotte du groupe Air France en exploitation au 31 décembre.
4 Aéronefs civils inscrits au registre aéronautique français au 31 décembre.
5 Trafic aérien commercial.
6 Trafic aérien domestique et international.
7 Trafic d'aérodromes.
8 Trafic commercial total de quelques aéroports principaux internationaux.
9 Accidents d'aéronefs ayant fait des victimes.

1
○ Présentation

Après les croissances de 8,9 % en 1999 et de 7,5 % en 2000, le nombre de passagers du transport aérien régresse de 2,2 % en 2001 et la baisse est encore plus prononcée sur les seuls vols intérieurs (- 7,2 %) (y compris DOM). C'est le premier recul enregistré depuis la guerre du Golfe de 1991.
Outre le ralentissement général de l'économie, deux facteurs ont joué principalement : les évènements tragiques du 11 septembre mais aussi, en transports intérieurs, l'ouverture du TGV Méditerranée.
Le nombre de passagers des vols internationaux des aéroports métropolitains n'augmente que de 0,1 %, après deux années de croissance remarquable à 10 %.
Le nombre des passagers Paris-province, qui était resté stable en 2000, diminue de 9,4 % en 2001. L'activité entre aéroports provinciaux régresse légèrement (0,4 %). Désormais, la part des passagers intérieurs (y compris DOM) n'est plus que de 31 % du total.
En 2001, l'aviation commerciale a enregistré 4 accidents corporels qui ont donné lieu à 20 décès. L'aviation générale a connu 104 accidents corporels soit 28 % de plus qu'en 2000, entraînant une augmentation de 20 % du nombre de décès à 30 jours.

2
○ Méthodologie

Les entreprises du secteur

Le secteur des transports aériens (NAF 621Z et 622Z) regroupe l'ensemble des entreprises qui ont une activité commerciale de transport public de passagers, de poste et marchandises, que ce transport soit effectué par lignes régulières ou à la demande (charter ou taxi aérien).

Ce secteur comporte environ 150 entreprises d'importance diverse, la plus importante étant la compagnie nationale Air France.
Les données relatives aux transports aériens sur les entreprises, les effectifs, les chiffres d'affaires et les investissements sont issues des enquêtes annuelles d'entreprise.

Activité des principales compagnies de transport aérien

Les résultats d'exploitation des grandes compagnies : Air France et Air France Europe (ex Air inter) sont donnés par faisceau de lignes (la ligne étant définie comme une suite fixe et ordonnée d'escales reliées par un même vol et le faisceau comme un groupe de lignes appartenant à un même secteur géographique).
Le trafic ne concerne que les passagers payants.

Trafic des aérodromes

Les mouvements d'appareils comprennent les atterrissages et décollages sur chaque aérodrome.
Le trafic de passagers et marchandises concerne les transports payants et non payants.
Les passagers en transit direct, c'est-à-dire originaires d'une escale antérieure et à destination d'une escale ultérieure du même vol ne sont compris qu'une fois dans les statistiques.
Les passagers en transit de correspondance qui continuent leur voyage avec un autre appareil, sous un autre numéro de ligne, ne sont pas distingués des passagers locaux : ils sont donc comptés à l'arrivée et au départ de l'aérodrome.
Le fret et la poste ne donnent pas lieu à une mesure de transit direct.

3
○ Définitions

Accidents

Interviennent les seuls accidents survenus en France ou à l'étranger à des appareils immatriculés en France (aviation commerciale ou privée). Les tués comprennent les victimes décédées dans les trente jours.

Coefficient d'utilisation (trafic global)

Rapport du nombre de tonnes-kilomètres transportées au nombre de tonnes-kilomètres offertes (offre d'une tonne de chargement sur un kilomètre).

Coefficient d'utilisation (trafic passagers)

Rapport du nombre de passagers-kilomètres payants transportés au nombre de sièges-kilomètres offerts (offre d'une place sur un kilomètre).

4
○ Sources de documentation

Ce chapitre a été réalisé avec la collaboration du ministère de l'Équipement, des Transports, du Logement, du Tourisme et de la Mer, direction générale de l'Aviation civile et direction des Affaires économiques et internationales (Service économique et statistique).

Organismes :

– Ministère de l'Équipement, des Transports, du Logement, du Tourisme et de la Mer :
  - Direction des Affaires économiques et internationales, Service économique et statistique (SES)
  - Direction générale de l'Aviation civile, bureau Statistiques et Documentation.
– Bureau Véritas.
– Organisation de l'Aviation civile internationale (OACI).

Sites Internet :

- www.transports.equipement.gouv.fr
- www.alisse.insee.fr (Accès en Ligne aux Statistiques Structurelles d'Entreprises)

Publications :

Ministère de l'Équipement, des Transports, du Logement, du Tourisme et de la Mer :

- Direction des Affaires économiques et internationales, Service économique et statistique (SES)
- Mémento des statistiques des transports (annuel) ;
- Données détaillées du SES ; les entreprises de transport : enquête annuelle d'entreprise.

- Direction générale de l'Aviation civile, bureau Statistiques et Documentation
- Bulletin statistique direction des transports aériens (annuel).

Bureau Véritas
- Bulletin technique (mensuel).

Organisation de l'Aviation civile internationale (OACI)
- Annuaire statistique ;
- Recueil des statistiques.

INSEE

INSEE-Première :
– « Les transports en 2002 », n° 933, novembre 2003 ;
– « Les transports en 2001 », n° 878, janvier 2003 ;
– « Les transports en 2000 », n° 802, septembre 2001 ;
– « Les transports en 1999 », n° 735, août 2000 ;
– « L'évolution des transports depuis 40 ans », n° 522, juin 1997.

Synthèses :
– « Les transports en 2002 », n° 75, octobre 2003 ;
– « Les transports en 2001 », n° 66, décembre 2002.

5
○ Tableaux

Des tableaux rétrospectifs et « séries » sont disponibles sur le cédérom (cf. liste en fin d'annuaire).

TABLEAU L.05-1

Transports aériens : entreprises, effectifs, chiffre d'affaires et investissements du secteur d'entreprise (NAF 621Z et 622Z) en 2001

Source : Ministère de l'Équipement, des Transports, du Logement, du Tourisme et de la Mer
Service économique et statistique (Enquête annuelle d'entreprise)

Effectif salarié de l'entreprise au 31 décembre	Nombre d'entreprises	Effectif total du secteur en équivalent temps complet	Répartition du personnel salarié en équivalent (1) temps complet		Chiffre d'affaires net		Investissements totaux du secteur	
			Personnel sédentaire	Personnel navigant	Montant (million d'euros)	Par personne occupée (millier d'euros)	Montant (million d'euros)	*dont* Matériel de transport et manutention
0 à 9 salariés	141	455	328	127	262,3	576,5	2,9	1,9
10 à 19 salariés	14	174	111	63	73,3	421,3	3,4	1,1
20 à 99 salariés	21	1 052	591	461	266,2	253,0	22,4	11,0
100 salariés et plus	14	68 751	47 882	20 869	13 999,7	203,6	1 690,2	1 311,2
Total	**190**	**70 432**	**48 912**	**21 520**	**14 601,5**	**207,3**	**1 718,9**	**1 325,2**

(1) Non compris le personnel hors métropole.

TABLEAU L.05-2

Personnel d'Air France (1)

Source : Direction générale de l'aviation civile — *Unité* : Nombre

Personnel (équivalent plein temps)	du 1er avril 1996 au 31 mars 1997	du 1er avril 1997 au 31 mars 1998	du 1er avril 1998 au 31 mars 1999	du 1er avril 1999 au 31 mars 2000	du 1er avril 2000 au 31 mars 2001	du 1er avril 2001 au 31 mars 2002
Personnel navigant						
Personnel technique de bord (2)	3 262	3 354	3 432	3 407	3 665	3 906
Personnel commercial de bord (3)	8 058	8 311	9 211	9 885	10 955	12 275
Total du personnel navigant	**11 320**	**11 665**	**12 643**	**13 292**	**14 620**	**16 181**
Personnel au sol						
Total du personnel au sol	**34 708**	**34 720**	**36 278**	**38 514**	**41 157**	**43 115**
Total général	**46 028**	**46 385**	**48 921**	**51 806**	**55 777**	**59 296**

(1) Après les intégrations d'Air France Europe sur l'exercice 1997/1998 et d'Air Charter sur l'exercice 1998/1999.
(2) Pilotes, copilotes et mécaniciens navigants.
(3) Stewards et hôtesses.

TABLEAU L.05-3

Flotte du groupe Air France en exploitation au 31 décembre

Source : Ministère de l'Équipement, des Transports, du Logement, du Tourisme et de la Mer
Direction générale de l'aviation civile

Unité : Appareil

Compagnie de transport aérien et type d'appareils	1995	1996	1997	1998	1999	2000	2001
AIR FRANCE (1)	**132**	**141**	**204 (2)**	**206**	**214**	**226**	**255**
Concorde	5	5	5	5	5	–	5
Boeing 747 Cargo	11	12	12	12	11	11	12
Boeing 747 (100-200-300 et 400)	28	31	26	26	25	24	26
Boeing 747 (combi) (3)	///	///	5	5	3	3	–
Boeing 737-200	17	15	///	///	///	///	///
Boeing 737-300	6	6	///	///	///	///	///
Boeing 737-500	17	17	17	///	///	///	///
Boeing 737(200-300 et 500)	///	///	43	43	45	41	36
Boeing 767-300	5	6	6	5	5	5	5
Boeing 777-200	///	///	///	3	8	14	23
Airbus A 340-300/200	///	///	12	14	16	21	22
Airbus A 310-300/200	///	///	11	10	10	10	5
Airbus A 319	///	///	9	9	16	25	38
Airbus A 320-200/100	///	///	62	59	58	58	61
Airbus A 321-200/100	///	///	8	11	12	14	17
Airbus A 300	4	5	///	///	///	///	///
Airbus A 310	8	10	///	///	///	///	///
Airbus A 320	20	25	///	///	///	///	///
Airbus A 330-200	///	///	///	///	///	///	5
Airbus A 340	///	///	///	///	///	///	///
Fokker 100	///	///	5	4	–	–	///
AIR INTER (depuis 1996 AIR FRANCE EUROPE)	**66**	**56**	///	///	///	///	///
Boeing 737-200	///	2	///	///	///	///	///
Airbus A 300	17	–	///	///	///	///	///
Airbus A 319	///	9	///	///	///	///	///
Mercure	–	–	///	///	///	///	///
Airbus A 320	35	35	///	///	///	///	///
Airbus A 321	5	5	///	///	///	///	///
Airbus A 330	4	–	///	///	///	///	///
Fokker 100	5	5	///	///	///	///	///

(1) Avec le nouveau périmètre incluant la compagnie Air France Europe à la suite de la fusion avec Air France en septembre 1997.
(2) Dont 7 en exploitation à AIR CHARTER.
(3) Combi : transport de fret et passagers sur le pont supérieur.

TABLEAU L.05-4

Aéronefs civils inscrits au registre aéronautique français au 31 décembre

Source : Bureau Véritas

Unité : Appareil

Catégorie d'utilisateurs	1993	1994	1995	(2) 1999	2000	2001
AVIONS :						
Transports aériens	737	701	693	706	680	710
Aviation générale	6 272	6 204	6 170	5 744	5 749	5 714
CNRA et CNRAC (1)	1 359	1 426	1 501	1 686	1 831	1 895
Total	**8 368**	**8 331**	**8 364**	**8 136**	**8 260**	**8 319**
HÉLICOPTÈRES :						
Transports aériens	224	203	208	206	185	200
Aviation générale	652	654	661	593	630	636
Total	**876**	**857**	**869**	**799**	**815**	**836**
Planeurs	2 203	2 193	2 221	2 195	2 204	2 195
Aérostats (ballons libres)	695	720	756	783	833	852
Autres	...	...	...	14	17	16
Total des aéronefs inscrits au registre	**12 142**	**12 101**	**12 210**	**11 927**	**12 129**	**12 218**

(1) CNRA et CNRAC : Certificat de navigabilité restreint aux avions ou planeurs, appareils non conformes aux normes de l'OACI (Organisation aérienne civile internationale) ou appareils anciens de collections ; ils ne peuvent survoler les territoires étrangers, sauf autorisation particulière des États.
(2) Les données 1997 et 1998 ne seront jamais disponibles.

TABLEAU L.05-5

Trafic aérien commercial

Source : Ministère de l'Équipement, des Transports, du Logement, du Tourisme et de la Mer
Direction générale de l'aviation civile

Unités : Million de passagers-km
Millier de passagers
Million de tonnes-km

	1996	1997	1998	1999	2000	2001
TRAFIC COMMERCIAL D'AIR FRANCE (après intégration d'Air France Europe) (1) :						
Passagers payants	32 732	34 325	33 761	37 401	39 324	39 603
Passagers-km transportés (PKT) (2)	68 083	71 553	76 308	85 457	93 345	95 162
Sièges-km offerts (SKO) (3)	92 073	95 168	101 107	112 401	119 504	123 297
Coefficient de chargement global (%)	74	75	76	76	78	77
Tonnes-km offertes (TKO)	17 500	16 088	16 622	17 769	18 518	18 678
dont : (TKO) fret et poste	7 372	7 820	7 522	7 653	7 763	7 582
Tonnes-km transportées (TKT) (4)	12 278	11 090	11 558	12 745	13 554	13 486
dont : (TKT) fret et poste	5 065	5 307	4 677	5 036	5 145	4 921
Coefficient de chargement global (%)	70	69	70	72	73	72
Coefficient de chargement fret et poste (%)	69	68	62	66	66	65
TRAFIC COMMERCIAL DES AUTRES TRANSPORTEURS AÉRIENS (5) :						
Passagers payants	15 665	16 624	18 429	19 983	20 669	17 757
Passagers-km transportés (PKT) (2)	29 756	31 357	32 371	34 298	36 757	31 939
Tonnes-km de fret et poste (TKT) (4)	231	284	316	319	305	247

(1) 1er avril de l'année citée au 31 mars de l'année suivante.
(2) PKT : Passagers-kilomètres transportés. L'unité de compte est le transport d'un passager sur un kilomètre.
(3) SKO : Sièges-kilomètres offerts. L'unité de compte est l'offre d'un siège sur un kilomètre.
(4) TKT : Tonnes-kilomètres transportées. L'unité de compte est le transport d'une tonne de chargement sur un kilomètre. Dans ce décompte le passager est taxé d'un poids forfaitaire de 90 kg.
(5) Pour les compagnies basées sur les aéroports de Paris autres que CDG et Orly, les résultats sont partiels car aucune statistique n'est disponible en raison du caractère non commercial de ces plates-formes. Du fait de la politique d'affrètement inter-compagnies et du système de collecte statistique, le trafic de certaines compagnies peut être mal affecté par attribution au « tracteur » et non pas à « l'affrèteur ».

TABLEAU L.05-6

Trafic aérien domestique et international

Trafic deux sens

Source : Ministère de l'Équipement, des Transports, du Logement, du Tourisme et de la Mer
Direction générale de l'aviation civile

Unités : Millier de passagers
Tonnes de fret

	1995		1999		2000		2001	
	Passagers	Fret	Passagers	Fret	Passagers	(4) Fret	Passagers	Fret
RELATIONS DOMESTIQUES (1) :								
Métropole/Radiales								
Nice-Paris	2 808	10 342	3 256	3 946	3 396	2 685	3 002	2 270
Toulouse-Paris	2 471	19 084	2 955	10 901	2 977	14 010	2 857	15 374
Marseille-Paris	2 455	22 320	2 928	9 088	2 977	6 031	2 842	5 973
Bordeaux-Paris	1 412	5 566	1 603	2 010	1 614	1 236	1 535	992
Strasbourg-Paris	1 072	4 256	1 284	1 032	1 183	595	1 150	614
Autres radiales	7 874	20 085	9 120	16 689	9 018	14 947	7 795	20 539
Total radiales	**18 092**	**81 653**	**21 146**	**43 666**	**21 165**	**39 504**	**19 181**	**45 762**
dont : Exploitants français	17 991	80 431	21 136	38 816	21 161	33 080	19 179	35 016
Métropole/Transversales								
Bastia-Marseille	247	931	251	1 235	257	1 493	264	1 733
Ajaccio-Marseille	228	2 061	247	1 898	255	3 405	261	3 196
Bordeaux-Lyon	195	352	235	579	248	541	257	7
Lyon-Toulouse	///	///	234	1 865	247	1 720	236	1 464
Lyon-Nice	203	350	218	1 181	229	903	206	894
Lyon-Nantes	181	390	211	57	212	93	222	72
Lyon-Lille	191	296	149	179	154	210	148	15
Autres transversales	2 629	5 560	4 006	10 336	4 226	13 033	4 212	18 474
Total transversales	**3 874**	**9 940**	**5 551**	**17 330**	**5 828**	**21 398**	**5 806**	**25 855**
dont : Exploitants français	3 856	9 751	5 470	13 878	5 699	15 016	5 681	17 290
Outre-Mer/Paris								
Pointe-à-Pitre-Paris	921	11 703	1 101	11 944	1 163	10 325	1 110	11 575
Fort-de-France-Paris	847	9 181	1 025	11 585	1 063	10 466	1 033	10 360
Saint-Denis-Paris	503	13 993	733	16 453	812	16 237	812	13 879
Autres relations	339	4 765	474	7 501	496	7 232	398	5 384
Total Outre-Mer-Paris	**2 610**	**39 642**	**3 333**	**47 483**	**3 534**	**44 260**	**3 353**	**41 198**
dont : Exploitants français	2 608	39 642	3 332	47 479	3 532	44 227	3 352	41 198
Total Outre-Mer-Province	**256**	**1 585**	**194**	**1 618**	**219**	**1 561**	**111**	**852**
dont : Exploitants français	256	1 585	193	1 511	217	1 336	107	780
Total Outre-Mer-Intérieur	**1 411**	**6 905**	**1 986**	**8 712**	**2 062**	**8 795**	**2 000**	**8 793**
dont : Exploitants français	1 410	6 905	1 912	7 935	2 062	8 792	1 999	8 792
TOTAL RELATIONS DOMESTIQUES	**26 243**	**139 725**	**32 210**	**118 809**	**32 808**	**115 518**	**30 451**	**122 460**
dont : exploitants français	26 121	138 314	32 043	109 619	32 671	102 451	30 318	103 076
RELATIONS FRANCE-EUROPE (1) (2) (3)	28 904	226 312	38 105	228 668	41 718	240 881	41 752	257 675
RELATIONS FRANCE-AFRIQUE	6 661	158 140	9 766	142 382	10 723	141 374	11 166	142 387
RELATIONS FRANCE-AMÉRIQUE	6 835	394 758	9 133	432 900	10 560	451 305	10 183	432 524
RELATIONS FRANCE-ASIE	3 692	264 516	5 066	347 399	5 516	406 229	5 500	397 861
RELATIONS FRANCE-OCÉANIE	256	5 941	342	7 319	366	8 062	363	7 226
FRANCE - TOTAL PAYS ÉTRANGERS	**46 348**	**1 049 667**	**62 412**	**1 158 668**	**68 883**	**1 247 851**	**68 964**	**1 237 673**

(1) Les flux incluent l'intégralité du trafic Bâle-Mulhouse avec la France.
(2) Hors France, Espagne Canaries.
(3) Y compris Hong-Kong.
(4) Résultat incomplet à Paris du fait de la non déclaration du trafic fret par certaines compagnies.

TABLEAU L.05-7

Trafic d'aérodromes

Source : Ministère de l'Équipement, des Transports, du Logement, du Tourisme et de la Mer
Direction Générale de l'Aviation Civile

	1995	1997	1998	1999	(4) 2000	2001
Trafic local (arrivées + départs) des mouvements d'appareils commerciaux						
MOUVEMENTS PAR NATIONALITÉ DE L'EXPLOITANT (nombre)						
Française	866 221	1 092 394	1 178 419	1 230 437	1 239 430	1 175 901
dont : Air France et Air France Europe (ex Air Inter) (1)	430 101	519 048	531 614	559 991	709 629	823 761
Étrangère	415 151	454 312	498 547	546 825	602 081	610 873
MOUVEMENTS PAR NATURE DE VOL (nombre)						
Vol régulier	1 156 274	1 386 558	1 521 949	1 598 441	1 661 853	1 617 957
Vol non régulier	125 098	160 148	155 017	178 821	179 658	168 817
Total des mouvements commerciaux (trafic local)	**1 281 372**	**1 546 706**	**1 676 966**	**1 777 262**	**1 841 511**	**1 786 774**
Trafic de passagers (arrivées + départs)						
TRAFIC LOCAL (millier de passagers)						
Exploitants français	64 405	71 351	75 087	81 592	84 745	79 895
dont : Air France et Air France Europe (ex Air Inter) (1)	47 840	50 273	51 041	55 148	61 839	64 491
Vols réguliers	59 406	66 876	70 488	76 817	80 083	75 293
Vols non réguliers	4 999	4 475	4 599	4 775	4 662	4 602
Exploitants étrangers	27 113	30 123	33 093	35 759	39 980	40 723
Vols réguliers	23 285	25 687	28 056	30 460	34 214	34 496
Vols non réguliers	3 828	4 437	5 037	5 299	5 766	6 227
Total	91 518	101 474	108 180	117 351	124 726	120 618
Arrivées	45 646	50 679	54 052	58 562	62 399	60 351
Départs	45 872	50 795	54 127	58 789	62 327	60 267
Trafic de transit direct (2)	1 439	1 023	947	847	745	481
Total du trafic	**92 956**	**102 497**	**109 127**	**118 198**	**125 471**	**121 099**
Trafic local (arrivées + départs) de fret (véhicules compris) et de poste (3)						
FRET (tonne)						
Par nationalité de l'exploitant :						
Française	802 622	821 890	751 981	708 951	755 554	741 999
dont : Air France, UTA et Air France Europe (ex Air Inter) (1)	698 340	684 655	605 015	574 012	619 468	590 710
Étrangère	459 458	486 848	556 997	614 859	662 302	682 520
Par nature du vol :						
Vol régulier	1 227 512	1 217 636	1 219 945	1 101 055	1 317 450	1 302 712
Vol non régulier	34 568	91 102	89 033	219 755	100 406	121 807
Total	**1 262 080**	**1 308 738**	**1 308 978**	**1 323 810**	**1 417 856**	**1 424 519**
POSTE (tonne)	237 693	264 481	258 647	247 805	210 062	239 549

(1) Fusion d'Air France et UTA au 31.12.92 avec effet rétroactif au 01.10.92. Air Inter est devenu Air France Europe au 1er janvier 1996 et Air France Europe a fusionné avec Air France en septembre 1997.
(2) Les passagers en transit direct sont les passagers qui arrivent à un aérodrome par un vol donné et qui en repartent par le même vol. Ils ne sont comptés, qu'une seule fois, dans les statistiques du présent chapitre.
(3) Le fret et la poste ne donnent pas lieu à une mesure du transit direct.
(4) Air France, y compris les compagnies franchisées.

TABLEAU L.05-8

Trafic commercial total de quelques aéroports principaux internationaux

Unités : Mouvements d'appareils : millier
Passagers : millier
Fret : millier de tonnes

Source : Aéroports magazine

Aéroports	Mouvements d'appareils commerciaux				Passagers				Fret			
	1990	*r* 1995	2000	2001	1990	1995	2000	2001	1990	*r* 1995	2000	2001
Londres	579,5	695,3	944,7	855,4	65 456,9	80 922,2	110 572,9	105 180,0	950,7	1 473,8	1 909,7	1 627,7
New York	986,7	1 059,5	1 179,2	1 094,5	74 814,7	77 598,4	92 596,0	81 841,0	1 720,8	2 571,7	3 038,6	2 278,9
Chicago	972,4	1 157,5	1 244,9	1 177,0	68 480,5	77 176,8	87 844,6	83 168,3	760,6	1 261,7	1 442,2	1 431,0
Tokyo	296,6	321,6	390,9	402,2	61 852,9	70 032,8	83 792,1	84 072,1	1 846,1	2 318,1	2 702,4	2 406,1
Atlanta	791,0	754,1	913,2	890,5	48 025,0	57 734,8	80 162,4	75 858,5	432,0	771,4	811,4	739,9
Los Angeles	735,9	833,3	938,6	1 348,9	51 230,6	60 314,3	74 364,2	68 297,9	1 262,4	1 950,7	2 760,8	2 418,3
Paris	424,4	558,1	761,2	742,9	46 835,8	55 009,2	73 642,7	71 025,0	872,4	1 220,3	1 731,1	1 596,0
Dallas	796,0	1 075,9	1 094,3	1 027,2	54 264,0	61 196,3	67 764,7	62 136,3	402,0	777,7	805,0	711,3
Francfort	313,5	378,4	458,7	456,5	29 612,3	38 179,5	49 360,6	48 560,0	1 095,9	1 461,3	1 710,1	1 613,2
Houston	348,0	717,8	778,8	798,9	25 719,0	33 015,0	44 428,6	43 501,0	186,0	344,1	435,5	396,6
San Fransisco	430,0	396,1	429,2	385,1	31 060,0	36 262,7	41 041,0	34 632,5	449,0	696,2	869,8	636,0
Amsterdam	202,3	290,7	432,5	416,5	16 471,0	25 355,0	39 606,9	39 531,1	604,5	1 013,2	1 267,4	1 234,2
Denver	444,0	446,7	509,1	507,7	27 433,0	31 036,6	38 751,7	36 092,8	207,0	376,4	471,5	461,8
Las Vegas	203,0	258,5	802,4	766,2	18 619,0	28 027,2	37 835,0	36 032,5	16,0	50,6	102,0	80,2
Minneapolis	228,0	465,5	523,1	498,3	20 381,0	26 782,9	36 751,6	34 308,4	184,0	365,2	369,9	339,9
Séoul	113,0	197,0	242,3	240,9	16 821,0	30 919,5	36 727,1	36 586,5	851,0	1 216,0	1 874,2	2 115,4
Phoenix	374,0	430,0	579,8	548,2	21 718,0	27 856,2	36 010,1	35 439,0	95,0	261,7	339,4	283,4
Washington	431,0	530,1	741,3	629,5	25 806,0	27 698,5	35 695,9	31 030,5	149,0	343,7	421,6	356,1

TABLEAU L.05-9

Accidents d'aéronefs ayant fait des victimes (y compris le personnel navigant) (1)

Source : Inspection générale de l'aviation civile et de la météorologie (IGACEM). Bureau enquêtes-accidents

	1995	1997	1998	1999	2000	2001
AVIATION COMMERCIALE (2)						
Nombre d'accidents corporels	2	9	3	6	2	4
Nombre de morts (3)	30	10	14	27	113 (6)	20 (7)
Nombre de blessés	–	85	8	83	21 (6)	11
AVIATION GÉNÉRALE (4)						
Nombre d'accidents corporels	108	116	84	78	81	104
Nombre de morts (3)	65	82	51	59	85	102
Nombre de blessés	95	106	84	58	61	60
TRAVAIL AÉRIEN (5)						
Nombre d'accidents corporels	7	10	9	6	11	8
Nombre de morts (3)	3	3	2	2	11	5
Nombre de blessés	15	7	8	4	8	6

(1) Accidents survenus en France ou à l'étranger à des appareils d'immatriculation ou d'exploitation française.
(2) Avions et hélicoptères (compagnies et sociétés).
(3) Décédés dans les 30 jours.
(4) Avions, hélicoptères et ULM (aéroclubs, écoles, sociétés, privés).
(5) Avions, hélicoptères et ULM (sociétés et privés : épandage agricole, photo cinéma, publicité aérienne, surveillance, hélitreuillage, ...).
(6) Sont inclus les 4 morts et 5 blessés parmi les tiers lors de l'accident du Concorde.
(7) Dont 1 mort au sol lors de l'accident du Twin Otter à Saint-Barthélemy le 24 mars 2001.

Chapitre L.06

○ Poste et Télécommunications

1 Présentation.
2 Méthodologie.
3 Définitions.
4 Sources de documentation.
5 Tableaux.

❍ Liste des tableaux

1 La Poste : effectifs, parc des véhicules et nombre de bureaux au 31 décembre – France entière.

2 Extrait des tarifs de La Poste : service postal, service financier.

3 France Télécom : personnel, téléphonie et multimédia.

4 Parc de clients au radiotéléphone par opérateur – France entière, Mayotte et St Pierre et Miquelon.

5 Le téléphone mobile et internet dans le monde en 2002.

1

○ Présentation

Les services de télécommunications évoluent constamment : le nombre de téléphones portables dépasse celui des lignes fixes, les services offerts sont plus nombreux, le haut débit via internet croît très fortement, ainsi que les recettes provenant des SMS (Short Messages Services). Parallèlement, le prix des télécommunications a tendance à diminuer : il baisse de 8 % par an entre 1998 et 2001.

Le chiffre d'affaires en services de télécommunications s'élève à 43,7 milliards d'euros en 2001, soit une progression de 16 % en un an. Malgré l'ouverture du marché, ce secteur reste très concentré : dix entreprises se partagent 95 % des recettes. Le grand public est l'utilisateur principal de la téléphonie, tant fixe (60 % des recettes) que mobile (73 %). Les sociétés et les administrations sont davantage consommatrices de services plus spécialisés comme les liaisons louées, le transport de données ou les services du type numéro vert, audiotel ou minitel.

Au 30 juin 2003, 39,4 millions de français sont clients des services de radiotéléphonie, dont 22,5 millions ont souscrit une offre forfaitaire. Le parc de clients au radiotéléphone augmente de 1,6 million sur une année, entre le 30 juin 2002 et le 30 juin 2003 (soit une croissance nette annuelle de 4,2 %). Les parts de marché d'Orange, SFR et Bouygues Télécom s'établissent respectivement à 49,2 %, 35,3 % et 15,5 %. Le taux de pénétration atteint 65,3 % au 30 juin 2003.

Dans les DOM, Mayotte et Saint Pierre et Miquelon, le taux de pénétration s'établit au 30 juin 2003 à 69,2 %. Le parc de clients au radiotéléphone y est de 1 248 400, avec une croissance nette trimestrielle de - 0,8 % : ceci représente une diminution de 9 800 clients. Parmi eux, 42,7 % ont souscrit une offre forfaitaire au 30 juin 2003.

Le taux de pénétration total en métropole au 30 septembre 2003 s'élève à 66,4 %.

2

○ Méthodologie

La Poste

Depuis le 1er janvier 1991, La Poste n'est plus une administration d'État relevant du budget annexe des P et T ; elle est un exploitant autonome de droit public créé par la loi n° 90-568 du 2 juillet 1990. Modifié par le décret n° 2001-122 du 8 février 2001, l'objet de La Poste est principalement :

– d'assurer, dans les relations intérieures et internationales le service public des envois postaux, lequel comprend le service universel postal et dans ce cadre le transport de la presse ;

– d'assurer, dans le respect des règles de la concurrence tout autre service de collecte, de transport et de distribution d'objets et de marchandises ;

– d'offrir, dans le respect des règles de la concurrence des prestations relatives aux moyens de paiement et de transport de fonds, aux produits de placement et d'épargne, à la gestion des patrimoines, à des prêts d'épargne logement et à tous produits d'assurance.

Les résultats de l'activité des envois postaux s'appliquent à l'ensemble du trafic payant déposé. Ils sont obtenus par une méthode de détermination du volume du trafic qui utilise la technique des sondages.

Les renseignements concernant l'activité des chèques postaux figurent avec ceux relatifs aux banques (voir au chapitre N.01 : Monnaie, Crédit, Épargne et Patrimoine).

Les renseignements concernant la Caisse nationale d'épargne figurent avec ceux relatifs aux caisses d'épargne et de prévoyance (voir au chapitre N.01 : Monnaie, Crédit, Épargne et Patrimoine).

France Télécom

La loi du 26 juillet 1996 de réglementation des télécommunications (la « LRT ») a opéré une profonde réforme de l'environnement réglementaire des télécommunications françaises, afin de mettre en place le cadre nécessaire à la pleine ouverture du marché des télécommunications à la concurrence. Elle permet également de garantir la fourniture d'un service universel par le biais d'une autorité de régulation indépendante ; l'Autorité de Régulation des Télécommunications (ART).

L'ART, créée le 1er janvier 1997, a un large domaine de compétence pour le fonctionnement du marché et le contrôle de la concurrence. Plus généralement elle est associée, par voie consultative, au pouvoir normatif et aux décisions internationales.

Depuis janvier 1998, France Télécom est ouverte à la concurrence. Le marché des opérateurs est principalement partagé entre France Télécom, SFR et Bouygues.

3

○ Définitions

Établissements principaux

Établissements qui participent dans la plupart des cas, à toutes les opérations des services postaux, financiers et téléphoniques.

Internet

Réseau télématique international, issu du réseau militaire américain Arpanet (conçu en 1969) et résultant de l'interconnexion de milliers de réseaux utilisant un protocole de communication commun. Tout utilisateur d'un micro-ordinateur muni d'un modem peut se connecter à Internet via un fournisseur d'accès. Les services offerts comprennent la consultation d'informations (sites Web), la messagerie électronique, les forums, le commerce électronique, etc.

– **Haut débit** : l'Internet à haut débit permet un accès plus rapide et plus performant.

– **ADSL** (Assymetric Digital Subscriber Line) : Internet à haut débit permanent et illimité.

La communication d'entreprise

Transfix : service de liaisons louées numériques de tous débits (jusqu'à 34 Mbit/s). Les liaisons louées sont des liaisons fixes, de point à point, du réseau général, que les entreprises louent à France Télécom pour transmettre voix, écrit, images et données. Les liaisons louées sont le plus souvent intégrées dans des réseaux d'entreprise.

Numéris : Numéris est le nom du RNIS (réseau numérique à intégration de services) offert par France Télécom. C'est un réseau interconnecté avec une vingtaine de pays, normalisé à l'échelon européen qui transporte indifféremment voix, données et images et offre des fonctionnalités nouvelles telles que l'indication du poste appelant ou le prix de la communication.

Transpac : le plus important réseau public de transmission de données dans le monde. Il utilise la technique de « commutation de paquets » conçue pour optimiser l'usage des infrastructures dans le cadre d'applications téléinformatiques.

Objets de correspondance

L'analyse des envois postaux fait apparaître deux grands ensembles d'envois postaux parmi les catégories d'envois de correspondance :

– les envois postaux déposés par les particuliers, les entreprises ainsi que l'État et les collectivités locales à partir du 1er janvier 1996 et qui regroupent les correspondances, les journaux et écrits périodiques, la messagerie (colissimo J + 2, coliéco tarif général...) et la prospection commerciale (catalogue, postimpacts, échantillons cadeaux, postcontacts, postréponses) ;

– les correspondances admises à circuler en franchise et les plis de services constitués essentiellement du courrier des services financiers facturé en interne. Depuis le 1er janvier 1996, un transfert des envois postaux des plis en franchise s'est opéré vers les correspondances et les colis à la suite de la suppression de la franchise postale des envois postaux de l'État et des collectivités locales.

4 ○ Sources de documentation

Ce chapitre a été réalisé avec la collaboration de « La Poste » et de « France Télécom ».

Organismes :

– Autorité de Régulation des Télécommunications.
– France Télécom - Branche ressources.
– Ministère de l'Économie, des Finances et de l'Industrie - Direction générale de La Poste : Direction des relations extérieures.
– Union nationale des télécommunications.

Sites Internet :

– www.art-telecom.fr
– www.francetelecom.com
– www.insee.fr
– www.itu.int

Publications :

Autorité de Régulation des Télécommunications

– « Le marché des services de télécommunications en France en 2001 », Observatoire des marchés, juin 2003 ;
– « Enquête sur la consommation en services de télécommunications des grandes entreprises présentes en France », Synthèse, Pierre Audouin Conseil, mars 2001.

Ministère de l'Économie, des Finances et de l'Industrie

INSEE

Économie et Statistique :
– « Mesurer l'évolution des prix des services de téléphonie mobile : une entreprise difficile », n° 362, 2003.
INSEE-Première :
– « Le marché des télécommunications en 2001 – Les téléphones mobiles dépassent les fixes », n° 918, août 2003.
La France des Services, Édition 2003-2004.

SESSI

Référence Chiffres clés :
– « La situation de l'industrie – enquête annuelle d'entreprise », Tomes 1, 2 et 3, Édition 2003.
Les 4 pages :
– « Les dépenses informatiques des entreprises industrielles – Dopées par l'an 2000 et le passage à l'euro », n° 180, août 2003 ;
– « L'internet avance : les jeunes poussent », n° 172, février 2003.

Autres

Rapport d'activité 2002, *Rapport financier* 2002, La Poste.
Rapport annuel, France Télécom.
Annuaire statistique des Télécommunications, Union internationale des télécommunications (UIT).

5 ○ Tableaux

Des tableaux « séries » sont disponibles sur le cédérom (cf. liste en fin d'annuaire).

TABLEAU L.06-1

La Poste : effectifs, parc des véhicules et nombre de bureaux au 31 décembre - France entière

Source : La Poste

Catégorie	1995	1998	1999	2000	2001	2002
Effectifs (Métropole) :						
Fonctionnaires (1)	248 462	229 210	223 003	220 560	217 147 *r*	210 026
Contractuels (1)	34 438	48 486	54 640	67 063	78 667 *r*	82 547
Parc des véhicules de La Poste (2) :						
TGV Postal	3,5	3,5	3,5	3,5	3,5	3,5
Véhicules automobiles (3)	44 698	46 800	46 334	49 702	50 235	51 178
Motocycles	12 250	12 232	12 182	13 213	13 091	13 663
Nombre de bureaux de poste et points de contacts (4) :						
Total	**16 973**	**17 057**	**16 839**	**17 156**	**17 061**	**16 964**
dont : DOM	218	221	225	227	229	230
Établissements principaux	9 891	12 204 (5)	12 101	11 927	11 935	11 717
dont : DOM	137	141	142	142	144	145
Courrier déposé (en millions d'objets) (6) :						
Correspondance adressée (7)	15 392,1	16 568,4	16 746,3	17 012,0 *e*	17 328,0 *r*	17 168,0
Presse	2 070,4	2 111,1	2 090,2	2 068,9 *e*	1 962,0 *r*	1 911,0

(1) Équivalent agent/année. Effectif moyen mensuel. Y compris personnel utilisé en renfort ou en remplacement.
(2) Pour les véhicules automobiles et les motocycles, les variations proviennent essentiellement du stock de véhicules à la vente au 31/12.
(3) Y compris PL et voitures de fonction.
(4) Y compris les agences postales, les correspondants postaux et les guichets annexes fixes et mobiles.
(5) Le nombre d'établissements principaux augmente suite à la reclassification de 2 071 recettes rurales.
(6) Ces chiffres incluent le trafic déposé dans les DOM en 2001 et 2002 ; métropole seule pour les années précédentes.
(7) Lettre + Écopli + LR + AR + Autres courriers (Distingo, lettre suivie, poste livre) + Postimpact + Franchises + Import.

TABLEAU L.06-2

Extrait des tarifs de La Poste : service postal, service financier

Aux dates de changement de tarif

Source : La Poste — *Unité* : Euro

Nature du service	1997	1998	1999	1er juin 2000	1er juin 2001	1er juin 2002	1er juin 2003
Service postal							
Lettre missive :							
Jusqu'à 20 grammes :							
- courrier normal	0,41	0,41	0,41	0,41	0,41	0,41	0,45
- courrier urgent	0,46	0,46	0,46	0,46	0,46	0,46	0,50
De 500 g à 1 kg urgent	3,20	3,20	3,20	3,20	3,20	3,20	3,48
Carte postale illustrée simple tarif normal	0,41	0,41	0,41	0,41	0,41	0,41	0,45
Coliéco extra-départemental de 1 kg recommandé R1	5,26	5,26	5,34	5,64	6,68	6,96 (1)	7,30
Colissimo :							
Départemental :							
- jusqu'à 250 g	1,98	1,98	2,06	2,21	2,36	/// (2)	///
- jusqu'à 500 g	2,90	2,90	2,97	3,20	3,40	3,40	4,00
Extra-départemental :							
- jusqu'à 250 g	2,90	2,90	2,97	3,13	3,31	/// (2)	///
- jusqu'à 500 g	4,12	4,12	4,19	4,42	4,60	4,60	4,80
Droit de recommandation (en plus de la taxe d'affranchissement) :							
- lettre R1	2,36	2,36	2,36	2,36	2,36	2,36	2,50
- paquet R1	1,60	1,60	1,60	1,60	2,36	2,36	2,50
Lettre, carte postale, pour les pays de l'ex-CEE et Saint-Martin (service rapide)	0,46	0,46	0,46	0,46	0,46	0,46	0,50
	(3) 1997	(3) 1998	(3) 1999	(3) 2000	(3) 2001	(3) 2002	(3) 2003
Service financier							
Chèques postaux							
Droit annuel de tenue de compte	1,07	1,22	1,37	1,60	1,80	2,00	2,10
Dépôt d'espèces sur le compte d'un tiers :							
- jusqu'à 160 euros	2,74	2,90	3,05	3,20	3,30	3,40	3,50
- de 1 000 à 1 500 euros	...	...	...	...	6,70	6,70	6,90
Cartes de paiement							
Carte bleue nationale à débit immédiat	16,77	17,53	18,29	20,00	21,00	22,50	24,00
Carte bleue internationale Visa à débit immédiat	25,15	26,68	27,44	28,00	29,00	30,50	31,50
Mandats (4)							
Mandat-cash jusqu'à 160 euros	4,57	4,88	5,03	5,18	5,40	5,60	5,70
Mandat-carte jusqu'à 160 euros	5,18	5,34	5,49	5,64	5,80	6,00	6,20

(1) Tarifs à compter du 1er mars 2002.
(2) Suppression de la tranche "moins de 250 g".
(3) Dates d'effet : 1er août pour les années 1997, 1998, 1999 et 2000 ; tarifs 2001 en euros appliqués au 1er janvier 2002 ; le 1er juillet pour l'année 2002 et le 10 juillet pour l'année 2003.
(4) Il s'agit des mandats du régime intérieur. Les mandats-cash concernent la France métropolitaine, les DOM, Mayotte et La Poste aux Armées ; les mandats-carte concernent les TOM et Saint-Pierre-et-Miquelon.

TABLEAU L.06-3

France Télécom : personnel, téléphonie et multimédia

Source : France Télécom

	1995	1998	1999	2000	2001	2002
Le personnel :						
Effectif moyen maison-mère (milliers)	150,4	141,8	136,9	130,5	123,4	117,5
Effectif moyen Groupe (milliers)	167,7	169,1	174,3	188,9	206,2	240,1
La téléphonie fixe :						
Nombre d'abonnés parc de lignes principales (millions)	32,4	34,0	34,1	34,1	34,2	34,1
Parc de lignes ADSL en France (milliers)	///	///	///	69,1	429,6	1 409,5
Nombre de publiphones à cartes (milliers)	158,0	223,7	227,7	219,5	206,8	196,0
Services Contacts (millions) (1)	4,1	5,0	5,6	6,2	8,1	8,7
Facturation détaillée (millions) (2)	5,5	7,0	7,4	///	///	///
Nombre d'abonnés à l'étranger (millions) (3)	///	0,8	3,6	5,1	5,8 *r*	15,4
La communication d'entreprise :						
Parc liaisons TRANSFIX (milliers)	107	143	172	198	215	209
Nombre de canaux B Numéris commercialisés (milliers)	1 340	2 806	3 601	4 310	4 730	4 926
Nombre total des accès permanents aux réseaux de données (milliers)	///	113,9	125,5	132,6	136,6	174,2
dont : Nombre des accès pour l'Internet et l'Intranet (milliers)	///	12,2	29,0	44,7	62,6	82,3
Connectivité des accès (en Gigabit/s)	///	4,3	7,6	11,5	18,0	28,6
Trafic de transmission de données (téra-caractères annuels) :						
X25 et relais de trames	///	216	500	874	1 347	///
Trafic Internet - dédié	///	586	1 705	3 926	7 023	///
La téléphonie mobile :						
Nombre d'abonnés d'Orange France (millions)	1,0 *r*	5,5	10,1	14,3	17,8	19,2
Nombre d'abonnés à l'étranger (millions) (3) (4)	///	1,5	4,0	18,8	25,4	30,7
Nombre d'abonnés à la Radiomessagerie (millions) (5)	0,4	1,7	1,7	///	///	///
Internet et le multimédia :						
Nombre d'abonnés de Wanadoo France (milliers) (6)	n.s.	495,0	1 015,7	1 831,2	3 000,8	3 924,4
Nombre d'abonnés à l'étranger (milliers) (3) (6)	///	75,5	432,7	811,1	3 336,2	6 194,0
Audience Wanadoo France - pages vues par jour (milliers) (7)	///	1 300	3 500	7 700	///	///
Audience totale (Wanadoo France et international, Freeserve) - pages vues par mois (millions) (7)	///	///	///	528	1 288	1 658
Parc de Minitels (hors PC raccordés par modem) (millions)	6,4	5,6	5,2	4,8	4,5	4,2
Trafic (milliards de minutes) (8)	///	8,8	11,4	16,6	22,2	25,4
L'image :						
Réseaux câblés en France (nombre d'abonnés) (milliers)	554,0	753,9	709,1	768,5	823,7	854,3
Réseaux câblés à l'étranger (nombre d'abonnés) (milliers) (3)	///	1 079,2	1 075,6	1 328,0	1 350,9	1 367,3

(1) Il s'agit des services suivants : signal d'appel, transfert d'appel, présentation du numéro et du nom, conversation à trois.
(2) À partir de l'année 2000, cette rubrique n'est plus renseignée, ce service étant devenu gratuit.
(3) Il s'agit des abonnés des sociétés contrôlées.
(4) Il s'agit principalement des abonnés d'Orange UK et d'Orange Reste du Monde.
(5) À partir de l'année 2000, cette rubrique n'est plus renseignée, France Télécom ayant cédé cette activité le 14 avril 2000 à une autre société.
(6) Il s'agit du nombre d'abonnés inscrits jusqu'en 1998 compris, puis du nombre de clients actifs à partir de 1999.
(7) Jusqu'à l'année 2000 incluse, l'audience était suivie en nombre de pages vues par jour, sur le portail Wanadoo France. Depuis l'année 2001, l'audience est suivie en nombre de pages vues par mois, sur l'ensemble des portails du groupe Wanadoo en France et à l'international.
(8) Comprend le trafic de Télétel, de l'Annuaire Électronique, d'Audiotel et de l'accès local à internet par Wanadoo.

TABLEAU L.06-4

Parc de clients (1) au radiotéléphone par opérateur - France entière, Mayotte et St Pierre et Miquelon

Source : Autorité de régulation des télécommunications — *Unité* : Millier

	30 sept 2000	30 sept 2001	30 sept 2002	30 juin 2003
Téléphone mobile				
France Télécom - Groupe Orange (2)	12 571,5	16 600,6	18 794,8	19 367,9
dont : Parc forfait	7 323,0	8 760,2	10 269,2	10 962,9
Groupe SFR	9 169,1	11 750,6	13 148,5	13 914,3
dont : Parc forfait	5 543,2	6 070,3	6 746,0	7 705,9
Groupe Bouygues Télécom	4 457,9	6 248,9	5 808,2	6 096,0
dont : Parc forfait	2 449,5	3 029,6	3 478,1	3 861,4
Total	**26 198,5**	**34 600,1**	**37 751,5**	**39 378,2**
***dont* : Parc forfait**	**15 315,7**	**17 860,1**	**20 493,3**	**22 530,2**
Taux de pénétration % (3)	**43,6**	**57,6**	**62,6**	**65,3**
Total métropole	**25 696,4**	**33 640,2**	**36 565,4**	**38 885,1 (4)**
Taux de pénétration % (5)	**43,9**	**57,5**	**62,5**	**66,4**

(1) Radiotéléphone : est considéré comme client tout titulaire d'une carte SIM ou tout détenteur d'une carte prépayée active (c'est-à-dire ayant passé au moins un appel, et n'ayant pas dépassé la date au-delà de laquelle il est contractuellement impossible de recevoir des appels), inscrit à l'Enregistreur de Localisation Nominal (HLR) de l'opérateur.
(2) Pour l'année 2000, il s'agit d'Itinéris-Ola + Améris pour les Caraïbes.
(3) À partir du second trimestre 2002, le taux de pénétration prend en compte la population de la collectivité départementale de Mayotte. Le taux de pénétration est obtenu en divisant le nombre total de clients au radiotéléphone par la population.
(4) Total métropole au 30 septembre 2003.
(5) Le taux de pénétration est obtenu en divisant le nombre total de clients au radiotéléphone par la population de la métropole, qui s'établit à 58 518 400 personnes selon le recensement de l'INSEE de mars 1999.

TABLEAU L.06-5

Le téléphone mobile et internet dans le monde en 2002

Source : International Telecommunication Union

Pays	Téléphonie mobile			(1) Internet		
	Nombre de clients en 1995 (millier)	Nombre de clients en 2002 (millier)	(2) Taux de croissance annuel moyen 1995/2002	Nombre d'ordinateurs connectés	Nombre d'internautes (millier)	Nombre d'internautes pour 10 000 habitants
Afrique du sud	535,0	13 814,0	59,10	198 853	3 100,0	682,01
Allemagne	3 725,0	60 043,0	48,8	2 594 323	35 000,0	4 240,54
Australie	2 242,0	12 579,0	27,9	2 564 339	8 400,0	4 272,03
Brésil	1 285,5	34 881,0	60,2	2 237 527	14 300,0	822,41
Canada	2 589,8	11 849,0	24,3	2 993 982	15 200,0	4 838,61
Chine	3 629,0	206 620,0	78,1	156 531	59 100,0	460,09
Corée du Sud	1 641,3	32 342,0	53,1	407 318	26 270,0	5 518,91
Egypte	7,4	4 494,7	150,0	3 061	1 500,0	228,51
Espagne	945,0	33 475,0	66,5	589 979	7 856,0	1 931,03
États-Unis	33 785,7	140 766,8	22,6	115 311 958	155 000,0	5 375,06
France	**1 302,5**	**38 585,3**	**62,3**	**1 388 681**	**18 716,0**	**3 138,32**
Hong-Kong	798,4	6 395,7	34,6	398 151	2 918,8	4 309,46
Italie	3 923,0	52 316,0	44,8	672 638	17 000,0	3 010,77
Japon	11 712,1	81 118,0	31,8	9 260 117	57 200,0	4 488,56
Kénya	2,3	1 325,2	148,3	2 963	400,0	125,27
Maroc	29,5	6 198,7	114,7	2 680	500,0	168,67
Mexique	688,5	25 928,3	67,9	1 107 795	4 663,4	457,74
Pays-Bas	539,0	12 100,0	56,0	3 137 203	8 590,0	5 304,11
Philippines	493,9	15 201,0	63,2	38 440	3 500,0	440,38
Pologne	75,0	14 000,0	111,1	657 495	3 800,0	983,72
Portugal	340,8	8 528,9	58,4	164 711	3 700,0	3 554,62
Royaume-Uni	5 735,8	49 921,0	36,2	2 865 930	24 000,0	4 061,74
Russie	88,5	17 668,1	113,1	409 229	6 000,0	409,32
Suède	2 008,0	7 949,0	21,7	849 174	5 125,0	5 730,74
Turquie	437,1	23 374,4	76,6	154 585	4 900,0	728,39
Monde	**90 692,4**	**1 158 254,3**	**43,9**	**157 604 818**	**606 369,1**	**994,01**

(1) Internet host data : Network Wizards, RIPE. Mise à jour le 09/10/2003.
(2) en %.

Chapitre M.01

Commerce

1 Présentation.
2 Méthodologie.
3 Définitions.
4 Sources de documentation.
5 Tableaux.

Liste des tableaux

1 Hypermarchés au 1er janvier.

2 Nombre de salariés des établissements du commerce au 31 décembre – France entière.

3 Chiffres d'affaires du commerce - France entière.

4A Ventes au détail par produit : commerce de détail et autres opérateurs en 2002.

4B Ventes au détail par produit : ensemble du commerce de détail et activités artisanales en 2002.

5A Ventes au détail par produit : commerce de détail non alimentaire spécialisé en 2002.

5B Ventes au détail par produit : commerce de détail non alimentaire spécialisé en 2002.

6A Ventes au détail par produit : commerce de détail en magasin spécialisé ou de petite surface et activités artisanales en 2002.

6B Ventes au détail par produit : établissements du commerce de l'alimentation générale en 2002.

7 Commerce de gros et intermédiaires du commerce : résultats du secteur d'entreprise en 2001.

8 Commerce de détail, commerce et réparation automobile : résultats du secteur d'entreprise en 2000.

1
○ Présentation

Le commerce de véhicules automobiles voit son activité baisser légèrement en volume de 0,3 % en 2002 après avoir augmenté de 7,3 % en 2001. Le nombre d'immatriculations de véhicules particuliers neufs reste élevé ; il diminue toutefois de 4,9 % par rapport à 2001, année record depuis dix ans.
De même, le marché de l'occasion apparaît moins attractif après trois années consécutives de forte croissance. Dans les secteurs de l'entretien et de la réparation, l'activité évolue plus favorablement qu'en 2001, mais reste très en deçà des hausses des années précédentes.
Dans le commerce de gros, les ventes de marchandises s'accroissent modérément en 2002, dans le prolongement du ralentissement intervenu en 2001 après plusieurs années de croissance vive.
L'activité des grossistes en biens d'équipement professionnel soutient toujours la croissance du commerce de gros. Elle se poursuit au même rythme qu'en 2001 (+ 5,8 % en volume en 2002 après + 5,5 %) et se trouve donc très en deçà de ses performances de la fin des années 90 (en moyenne plus de 15 % l'an).
En 2002, le chiffre d'affaires de l'ensemble du commerce de détail et de l'artisanat à caractère commercial s'est élevé à 384 milliards d'euros. Il s'accroît en valeur de 2,7 %. La progression est donc beaucoup moins forte qu'en 2001 (+ 4,3 %). La consommation de produits alimentaires a légèrement progressé. Celle de produits non alimentaires s'est avérée dans l'ensemble moins dynamique que les années passées.
L'activité des grandes surfaces alimentaires progresse de 1,3 % en volume, comme en 2001. Les supermarchés continuent de gagner des parts de marché grâce à la bonne tenue de l'alimentaire. Pour les hypermarchés, la croissance des ventes en volume ralentit car l'alimentaire progresse modérément. Les produits non alimentaires (hors produits liés à l'automobile) résistent mieux en 2002.
Concurrent des hypermarchés dans le domaine non alimentaire, le commerce spécialisé, hors pharmacies, affiche une croissance de + 2,2 % , en retrait par rapport aux années antérieures (entre + 4 % et + 6 %).
L'activité des pharmacies, quoique toujours vive, ralentit par rapport à 2001 : + 4 % en volume contre + 5,9 %. La consommation des ménages en médicaments est toujours forte. Les prix moyens continuent de diminuer, du fait d'un recours plus systématique aux médicaments génériques.
En fin d'année 2002, les secteurs commerciaux emploient 2 990 000 salariés et 350 000 non-salariés. En outre, l'artisanat commercial (boulangeries, pâtisseries et charcuteries) emploie environ 220 000 personnes, dont près d'un quart sont des non-salariés.
Selon l'enquête Emploi de mars 2002, le commerce compte 20,6 % des actifs de 15 à 24 ans ayant un emploi. Ces derniers sont proportionnellement plus nombreux dans les secteurs commerciaux (12,3 %) que dans l'ensemble de l'économie (7,7 %), en particulier dans le commerce et réparation automobile (15,4 %). Dans ce secteur, ce sont les jeunes hommes qui sont sur représentés, alors que dans l'ensemble du commerce de détail, ce sont les jeunes femmes.

2
○ Méthodologie

Hypermarchés et supermarchés

Les renseignements relatifs aux supermarchés et hypermarchés, résultent d'un arbitrage réalisé par l'INSEE entre les diverses sources professionnelles : principalement l'Institut français du libre-service et la revue « Points de vente ».

Nombre de salariés

Réalisé à partir de statistiques publiées chaque année par l'UNEDIC, le tableau « Nombre de salariés des établissements du commerce » présente les effectifs salariés correspondant aux divers secteurs d'établissement du commerce selon la nomenclature NAF.
Le lecteur tiendra compte du fait qu'il s'agit des effectifs au 31 décembre (données ponctuelles), et non d'une moyenne sur l'année. L'utilisation de ces chiffres nécessite donc quelques précautions, en particulier pour les secteurs à activité saisonnière.

Chiffres d'affaires du commerce

L'INSEE présente des évaluations des chiffres d'affaires hors taxes du commerce de gros, des intermédiaires du commerce, du commerce de détail et réparation d'articles domestiques, et du commerce et réparation automobile à la Commission des comptes commerciaux de la nation (CCCN), après examen des informations disponibles, notamment fiscales. Elles sont évaluées en base 1995 des comptes nationaux depuis 1996.

Enquête annuelle d'entreprise dans le commerce

Réalisée depuis 1971 par l'INSEE, c'est une enquête par sondage, portant sur les entreprises dont l'activité principale est le commerce. Elle permet d'étudier les structures des différents secteurs d'activité du commerce et leur modification au cours du temps. Cette optique sectorielle, visant les études des entreprises, diffère de l'approche des statistiques d'établissement.
L'enquête s'intègre dans une nouvelle enquête, dite de quatrième génération, depuis 1996. Cette refonte a permis de réaliser une harmonisation des traitements informatiques et la mise au point d'un tronc commun élargi de questions entre les différents services enquêteurs responsables des EAE dans leur domaine respectif (industrie, IAA, commerce, services, transports et construction). Le tronc commun de questions est complété de questions spécifiques à chacun des domaines, reprises des enquêtes de la génération précédente et légèrement complétées.
Par ailleurs, afin d'alléger la charge statistique des entreprises, il a été décidé, dans le cas de l'enquête annuelle (EAE) commerce, de n'interroger les petites entreprises qu'une année sur deux de façon détaillée selon l'alternance suivante :
– 2000, le commerce de détail, les activités artisanales assimilées, le commerce et la réparation automobile sont interrogés complètement, le commerce de gros partiellement.
– 2001, le commerce de gros est interrogé complètement, les autres secteurs partiellement.
En règle générale, les entreprises occupant 20 salariés et plus sont toutes enquêtées. Seul un échantillon des entreprises occupant moins de 20 salariés est enquêté. Compte tenu de la différence de source d'informations, les résultats figurant dans les tableaux peuvent différer de ceux présentés dans d'autres parties de cet ouvrage ou mentionnés en sources de documentation.
Un des intérêts principaux de cette source statistique est sa cohérence interne et la possibilité pour l'utilisateur de calculer de nombreux ratios de gestion.
Par contre, des changements d'activité principale intervenant pour certaines entreprises, il n'est pas toujours pertinent de comparer les résultats de deux années consécutives pour des niveaux détaillés de la nomenclature d'activités. Des tableaux complémentaires sont disponibles (cf. sources de documentation) permettant de répartir, pour les informations données dans les tableaux de ce chapitre, les entreprises suivant le nombre de salariés ou de personnes occupées ; de même, sont publiés les comptes de résultat par sous-secteur pour les entreprises de 20 salariés et plus.

Les ventes au détail par produit

Les ventes au détail par produit sont établies à partir d'une matrice de passage de la consommation de produits commercialisables aux chiffres d'affaires des secteurs du commerce. La nomenclature de produits utilisée ici est issue d'un croisement de la nomenclature de la consommation par produits et de celle des ventes du commerce. Les résultats relatifs aux années 1995 à 2000 sont publiés dans le rapport présenté à la Commission des comptes commerciaux de la nation, dans la collection *Synthèses* sous le titre « la situation du commerce en 2001 ».

3
○ Définitions

Le commerce

Le commerce est l'activité de revente en l'état, sans transformation, de produits achetés à des tiers. Cette activité peut comporter accessoirement des activités de production (ex. : torréfaction) ou de prestation de services (ex. : installations, service après-vente).
Codification des entreprises du commerce selon la NAF (division à 2 chiffres) :
– commerce de détail et réparation d'articles personnels et domestiques : NAF 52 ;
– commerce et réparation automobile : NAF 50 ;
– commerce de gros et intermédiaires du commerce : NAF 51.

L'hypermarché

C'est une grande unité de vente au détail présentant un très large assortiment en alimentation comme en marchandises générales, avec une prédominance de l'alimentation, et une surface de vente de 2 500 m² minimum. Il réalise plus du tiers de ses ventes en alimentation.

Le supermarché

C'est un magasin constituant à lui seul un établissement à prédominance alimentaire, avec une surface de vente comprise entre 400 et 2 500 m².

4
○ Sources de documentation

Ce chapitre a été réalisé avec la collaboration de la Division « Commerce » de l'INSEE.

Organismes :

– INSEE.
– UNEDIC (Union nationale pour l'emploi dans l'industrie et le commerce).
– IFLS (Institut français du libre service).
– Banque de France.

Site Internet :

– www.alisse.insee.fr (Accès en LIgne aux Statistiques Structurelles d'Entreprises).

Publications :

INSEE

INSEE Résultats série Économie :
– « Les entreprises du commerce de gros en 2001 », (Cédérom inclus), n° 8, juillet 2003 ;
– « Les entreprises du commerce de détail et du commerce automobile en 2000 », (Cédérom inclus), n° 1, juillet 2002.
INSEE première :
– « Les filiales de commerce de groupes industriels : un rôle majeur », n° 936, décembre 2003 ;
– « Le commerce de gros s'adapte aux pressions du marché », n° 935, décembre 2003 ;
– « Le commerce en 2002 – Une croissance modeste », n° 897, avril 2003 ;
– « Hypermarchés et grand commerce spécialisé : séduire et fidéliser sa clientèle par l'innovation », n° 891, avril 2003 ;
– « L'innovation, une stratégie dans le tertiaire, lié aux entreprises », n° 874, décembre 2002 ;
– « Le commerce en 2001 », n° 848, mai 2002 ;
– « Le commerce de détail sous enseigne : centenaire, il s'informatise », n° 842, avril 2002 ;
– « Les petites entreprises du commerce depuis 30 ans : beaucoup moins d'épiceries, un peu plus de fleuristes », n° 831, février 2002 ;
– « Le commerce en 2000 », n° 772, avril 2001 ;
– « Le commerce de détail s'initie à la vente par Internet », n° 771, avril 2001.
INSEE-Synthèses :
– « Le commerce en 2001 », n° 69 , mars 2003 ;
– « Le commerce en 2000 », n° 60 , mars 2002 ;
– « Le commerce en 1999 », n^{os} 53-54, août 2001.
INSEE-méthodes :
– « E - commerce, Quels faits, Quels effets », n° 97, novembre 2001.
Économie et Statistique :
– « Le commerce électronique en France : un essai de mesure sur le marché des CD », n^{os} 355-356, décembre 2002 ;
– « Le grand commerce spécialisé s'affirme face aux hypermarchés », n° 344, octobre 2001 ;
– « Le commerce électronique : ce que disent les chiffres et ce qu'il faudrait savoir », n^{os} 339-340, mai 2001 ;
– « Implantations étrangères : une pénétration plus active dans le commerce de gros », n^{os} 326-327, juin, juillet 1999.
Bulletin mensuel de statistiques ;
Informations rapides, thème « Activité dans le commerce et les services » ;
Le commerce en France – Édition 2003 – 2004.

Autres

Bulletin de liaison de l'UNEDIC ;
Fascicules annuels de la Centrale des bilans par secteurs, Banque de France ;
Enquête mensuelle de conjoncture, Banque de France ;
Atlas des supermarchés et hypermarchés au 1er janvier (annuel), IFLS ;
Indicateurs (mensuel), COE ;
Statistiques mensuelles de l'Association pour le commerce moderne, ACM.

5
○ Tableaux

Des tableaux détaillés et « séries » sont disponibles sur le cédérom (cf. liste en fin d'annuaire).

TABLEAU M.01-1

Hypermarchés au 1er janvier

Source : INSEE (IFLS - points de vente)

Hypermarchés	1995	1996	1997	1998	1999	2000	2001	*r* 2002
Nombre d'hypermarchés appartenant à des :								
Indépendants	501	531	551	564	569	586	613	680
Grandes entreprises d'hypermarchés	547	556	561	559	566	569	572	584
Total	**1 048**	**1 087**	**1 112**	**1 123**	**1 135**	**1 155**	**1 185**	**1 264**
Surface de vente des hypermarchés appartenant à des :								
Indépendants	1 904	2 051	2 142	2 194	2 239	2 328	2 449	2 756
Grandes entreprises d'hypermarchés	3 965	4 107	4 181	4 194	4 252	4 295	4 347	4 518
Total (millier de m²)	**5 869**	**6 158**	**6 323**	**6 388**	**6 491**	**6 623**	**6 796**	**7 274**

TABLEAU M.01-2

Nombre de salariés des établissements du commerce au 31 décembre - France entière

Source : Union nationale interprofessionnelle pour l'emploi dans l'industrie et le commerce (UNEDIC) *Unité* : salarié

Activité économique	Code NAF	1995	1998	1999	2000	*r* 2001	*p* 2002
COMMERCE ET RÉPARATION AUTOMOBILE	**50**	**386 689**	**393 424**	**403 671**	**412 790**	**422 846**	**428 610**
Commerce de véhicules automobiles	501	213 711	208 669	212 326	217 156	222 596	226 238
Entretien et réparation de véhicules automobiles	502	82 025	88 064	91 938	94 159	98 970	100 346
Commerce d'équipements automobiles	503	52 126	56 955	59 260	61 324	60 372	61 133
Commerce et réparation de motocycles	504	9 363	11 025	11 626	11 983	12 451	12 426
Commerce de détail de carburants	505	29 464	28 711	28 521	28 168	28 457	28 467
COMMERCE DE GROS ET INTERMÉDIAIRES DU COMMERCE	**51**	**906 642**	**926 444**	**947 743**	**969 199**	**979 315**	**985 996**
Intermédiaires du commerce de gros	511	60 571	61 033	63 349	67 021	68 807	69 943
Commerce de gros de produits agricoles bruts	512	23 141	23 982	23 914	23 731	23 151	22 827
Commerce de gros de produits alimentaires	513	165 370	159 325	157 282	159 067	161 852	163 253
Commerce de gros de biens de consommation non alimentaires	514	181 586	186 792	193 045	195 515	197 292	202 424
Commerce de gros de produits intermédiaires non agricoles	515	200 302	200 993	204 640	209 880	211 975	215 040
Commerce de gros d'équipements industriels	516	270 510	286 878	298 111	306 319	307 360	302 646
Autres commerces de gros	517	5 162	7 441	7 402	7 666	8 878	9 863
COMMERCE DE DÉTAIL ET RÉPARATION D'ARTICLES DOMESTIQUES	**52**	**1 321 857**	**1 398 600**	**1 443 358**	**1 496 569**	**1 551 001**	**1 574 054**
Commerce de détail en magasin non spécialisé	521	498 121	539 014	557 621	585 137	616 996	619 764
Commerce de détail alimentaire en magasin spécialisé	522	76 986	78 438	77 994	78 935	79 239	80 614
Commerce de détail de produits pharmaceutiques et de parfumerie	523	123 937	128 916	135 601	136 253	142 772	147 710
Autres commerces de détail en magasin spécialisé	524	528 573	557 060	577 530	598 019	617 342	629 325
Commerce de détail de biens d'occasion en magasin	525	7 209	8 184	8 549	8 503	8 705	8 695
Commerce de détail hors magasin	526	64 087	64 137	62 486	65 609	65 600	63 789
Réparation d'articles personnels et domestiques	527	22 944	22 851	23 577	24 113	24 347	24 157

TABLEAU M.01-3

Chiffres d'affaires du commerce - France entière (1)

Source : INSEE (Comptes commerciaux de la nation) — *Unité* : Million d'euros

Secteurs d'activité	Code NAF	1995	*r* 1999	*r* 2000	*r* 2001	*p* 2002
Commerce et réparation automobile	**50**	**95 426**	**133 431**	**141 530**	**150 494**	**152 843**
dont : Commerce de véhicules automobiles	501Z	66 903	100 010	106 804	115 882	117 157
Entretien et réparation automobile	502Z	10 737	12 203	12 694	12 973	13 570
Commerce d'équipement automobile	503A, 503B	10 706	12 067	12 173	11 898	12 441
Commerce de détail de carburants	505Z	4 301	5 413	5 809	5 606	5 589
Commerce de détail et artisanat à caractère commercial	**52, 151F 158B, C, D**	**263 314**	**298 326**	**317 439**	**331 940**	**341 131**
Alimentation spécialisée et artisanat commercial	522A à 522P 151F, 158 B, C, D	23 035	23 617	24 294	25 431	26 226
Petites surfaces alimentaires non spécialisées	521A, B, C	11 161	9 845	9 770	10 014	10 289
Grandes surfaces alimentaires non spécialisées	521D, E, F	108 973	129 184	137 624	144 138	148 166
Magasins non alimentaires non spécialisés	521H, J	3 976	4 818	5 160	5 256	5 353
Pharmacies et commerces d'articles médicaux	523A, C	19 803	22 939	24 696	25 991	26 825
Magasins non alimentaires spécialisés	523E à 525Z	81 206	91 526	98 858	103 497	106 541
Vente par correspondance	526A, B	6 603	7 492	7 939	8 205	8 409
Autres commerces hors magasin	526D à 526H	6 503	6 920	7 122	7 392	7 310
Réparation articles personnels et domestiques	527A à 527H	2 055	1 885	1 976	2 016	2 012
Commerce de gros et intermédiaires du commerce	**51**	**407 341**	**490 667**	**533 856**	**552 127**	**558 582**
Intermédiaires du commerce	**511A à 511U**	**48 892**	**77 927**	**87 573**	**93 297**	**96 529**
Commerce de gros (hors intermédiaires)	**512 à 517**	**358 449**	**412 740**	**446 283**	**458 830**	**462 053**
dont : Produits agricoles bruts	512A,C,E,G,J	45 649	47 555	48 115	47 137	46 989
Produits alimentaires	513A à 513W	90 724	97 549	101 105	104 581	105 484
Biens de consommation non alimentaire	514A à 514S	66 956	77 542	84 149	89 289	91 119
Biens intermédiaires non agricoles	515A à 515Q	80 444	88 283	101 203	102 320	101 832
Biens d'équipement professionnel	516A à 516N	72 108	98 441	107 898	111 690	112 720

(1) Chiffres d'affaires hors TVA des sociétés et entreprises individuelles ; évaluations en base 1995.

TABLEAU M.01-4A

Ventes au détail par produit : commerce de détail et autres opérateurs en 2002

Source : INSEE (Comptes commerciaux de la nation) — *Unité* : Million d'euros

Produits distribués	Commerce de détail et réparation domestique	Activités artisanales	Commerce et réparation automobile	Commerce de gros et intermédiaires du commerce	Ventes au détail des autres secteurs	**Total des ventes**
Produits alimentaires frais	80 632	9 750	297	2 275	325	**93 279**
Autres produits alimentaires	43 946	1 171	451	2 768	447	**48 783**
Tabac et cigarettes	9 925	331	362	236	4 230	**15 085**
Total alimentaire	**134 504**	**11 253**	**1 110**	**5 279**	**5 002**	**157 148**
Produits liés à l'automobile	17 929	–	41 712	2 510	316	**62 467**
Pharmacie	29 031	–	–	1 079	1 303	**31 413**
Équipement de la personne	40 813	–	148	1 461	74	**42 496**
Autres produits non alimentaires	125 704	34	1 872	4 691	2 903	**135 204**
Total non alimentaire	**213 477**	**34**	**43 732**	**9 741**	**4 596**	**271 580**
Automobile	15	–	72 652	4 604	12	**77 283**
Total alimentaire, non alimentaire et automobile	**347 995**	**11 287**	**117 494**	**19 625**	**9 610**	**506 011**

TABLEAU M.01-4B

Ventes au détail par produit : ensemble du commerce de détail et activités artisanales en 2002

Source : INSEE (Comptes commerciaux de la nation) — *Unité* : Million d'euros

Produits distribués	**Total commerce de détail et activités artisanales**	Détail aliment. en magasin spéc. ou de petite surface		Grandes surfaces d'alimentation générale	Détail non alimentaire en magasin			Commerce hors magasin		Réparation domestique
		Com. aliment. spécialisés et activités artisa.	Petites surfaces d'alimen. générale et de produits surgelés		Non alimentaires non spécialisés	Pharmacies	Non alimentaires spécialisés	Vente par correspondance	Autres	
Produits alimentaires frais	**90 382**	19 350	7 131	60 426	320	–	9	205	2 941	–
Autres produits alimentaires	**45 118**	3 440	4 635	34 167	344	110	388	575	1 458	–
Tabac et cigarettes	**10 257**	6 233	1 074	10	1	–	2 938	–	–	–
Total alimentaire	**145 757**	**29 023**	**12 841**	**94 603**	**665**	**110**	**3 335**	**780**	**4 399**	**–**
Produits liés à l'automobile	**17 929**	1	27	17 851	4	–	45	–	–	–
Pharmacie	**29 031**	19	37	2 399	230	25 851	432	63	–	–
Équipement de la personne	**40 813**	1	63	3 630	1 599	2	30 132	3 443	1 922	21
Autres produits non alimentaires	**125 739**	223	1 339	27 032	3 214	667	83 880	4 804	2 497	2 083
Total non alimentaire	**213 511**	**243**	**1 467**	**50 912**	**5 048**	**26 520**	**114 489**	**8 309**	**4 420**	**2 104**
Automobile	**15**	–	–	13	–	–	2	–	–	–
Total alimentaire, non alimentaire et automobile	**359 282**	**29 266**	**14 308**	**145 528**	**5 712**	**26 630**	**117 825**	**9 090**	**8 819**	**2 104**
Passage des commissions aux ventes	**– 10 644**	– 4 686	– 377	– 37	– 19	–	– 5 495	– 28	– 2	– 1
Activités hors commerce de détail	**34 945**	2 442	848	15 229	539	1 338	13 055	729	568	198
Chiffre d'affaires des secteurs	**383 583**	**27 023**	**14 778**	**160 720**	**6 232**	**27 968**	**125 385**	**9 790**	**9 386**	**2 300**

TABLEAU M.01-5A

Ventes au détail par produit : commerce de détail non alimentaire spécialisé en 2002

Équipement de la personne, du foyer et aménagement de l'habitat

Source : INSEE (Comptes commerciaux de la nation) — *Unité* : Million d'euros

Produits distribués	Équipement de la personne			Équipement du foyer			Aménagement de l'habitat				
	Habillement	Chaussures	Maroquinerie et articles de voyage	Meubles	Équipement du foyer	Electroménager radio, TV	Textiles	Quincaillerie	Bricolage	Revêtement des sols et murs	Jardineries fleuristes
Produits alimentaires frais	2	–	–	–	–	–	1	–	–	–	–
Autres produits alimentaires	28	–	–	–	–	–	–	–	14	–	1
Total alimentaire	**30**	**–**	**–**	**–**	**–**	**–**	**1**	**–**	**14**	**–**	**1**
Produits liés à l'automobile	–	–	–	–	–	–	–	2	7	–	–
Pharmacie	–	–	–	–	–	–	–	–	–	–	–
Équipement de la personne	19 735	4 596	1 032	5	7	5	78	2	5	–	10
Autres produits non alimentaires	1 178	80	52	10 951	2 670	12 597	1 306	2 902	11 288	1 037	3 838
Total non alimentaire	**20 913**	**4 676**	**1 084**	**10 956**	**2 677**	**12 602**	**1 384**	**2 906**	**11 300**	**1 037**	**3 848**
Automobile	–	–	–	–	–	–	–	–	–	–	–
Total alimentaire, non alimentaire et automobile	**20 943**	**4 676**	**1 084**	**10 956**	**2 677**	**12 602**	**1 385**	**2 906**	**11 315**	**1 037**	**3 848**
Passage des commissions aux ventes	–	–	–	– 348	– 8	– 490	–	– 10	–	–	–
Activités hors commerce de détail	2 533	456	93	987	230	1 131	135	459	1 036	77	397
Chiffre d'affaires des secteurs	**23 475**	**5 132**	**1 177**	**11 595**	**2 899**	**13 243**	**1 520**	**3 355**	**12 351**	**1 114**	**4 245**

TABLEAU M.01-5B

Ventes au détail par produit : commerce de détail non alimentaire spécialisé en 2002

Parfumerie, loisirs, sports et autres magasins spécialisés

Source : INSEE (Comptes commerciaux de la nation) — *Unité* : Million d'euros

Produits distribués	Parfumerie, loisirs et sport				Autres magasins spécialisés			
	Parfumerie et produits de beauté	Livres, journaux, papeterie	Optique, photographie	Articles de sport et de loisir	Horlogerie, bijouterie	Autres com. divers	Com. de biens d'occasion	Charbons et combustibles
Produits alimentaires frais	–	2	–	–	–	1	–	3
Autres produits alimentaires	13	77	–	11	–	243	–	–
Tabac et cigarettes	11	2 631	–	–	–	295	–	–
Total alimentaire	**25**	**2 711**	**–**	**11**	**–**	**539**	**–**	**3**
Produits liés à l'automobile	–	1	–	1	–	–	–	33
Pharmacie	409	–	23	–	–	–	–	–
Équipement de la personne	26	2	–	3 994	40	506	90	–
Autres produits non alimentaires	3 132	7 242	3 807	4 080	3 241	8 977	2 531	2 969
Total non alimentaire	**3 567**	**7 246**	**3 830**	**8 075**	**3 280**	**9 484**	**2 622**	**3 002**
Automobile	–	–	–	1	–	–	–	1
Total alimentaire, non alimentaire et automobile	**3 592**	**9 957**	**3 830**	**8 087**	**3 280**	**10 023**	**2 622**	**3 006**
Passage des commissions aux ventes	–	– 4 541	–	–	–	– 78	–	– 20
Activités hors commerce de détail	568	1 072	286	1 280	179	971	258	906
Chiffre d'affaires des secteurs	**4 160**	**6 487**	**4 117**	**9 367**	**3 459**	**10 917**	**2 880**	**3 892**

TABLEAU M.01-6A

Ventes au détail par produit : commerce de détail en magasin spécialisé ou de petite surface et activités artisanales en 2002

Source : INSEE (Comptes commerciaux de la nation) — *Unité* : Million d'euros

Produits distribués	Détail alimentaire spécialisé et activités artisanales								Petites surfaces d'alimentation générale et surgelés	**Total détail alimentaire en magasin spécialisé ou petite surface et artisanat**
	Boulangeries, pâtisseries	Boucheries,charcuteries	Fruits et légumes	Poissonnerie	Produits laitiers	Boissons	Divers alimentaires spécialisés	Tabac		
Produits alimentaires frais	8 018	8 168	1 556	909	357	16	326	1	7 131	**26 481**
Autres produits alimentaires	1 553	151	62	2	54	774	829	15	4 635	**8 075**
Tabac et cigarettes	331	–	–	–	–	993	1	4 907	1 074	**7 308**
Total alimentaire	**9 902**	**8 319**	**1 618**	**911**	**411**	**1 783**	**1 157**	**4 923**	**12 841**	**41 864**
Produits liés à l'automobile	–	–	–	–	–	–	1	–	27	**28**
Pharmacie	–	–	–	–	–	–	19	–	37	**56**
Équipement de la personne	–	–	–	–	–	–	–	–	63	**64**
Autres produits non alimentaires	35	3	3	–	–	11	57	114	1 339	**1 562**
Total non alimentaire	**35**	**3**	**3**	**–**	**–**	**11**	**76**	**114**	**1 467**	**1 710**
Automobile	–	–	–	–	–	–	–	–	–	–
Total alimentaire, non alimentaire et automobile	**9 938**	**8 323**	**1 620**	**911**	**411**	**1 794**	**1 233**	**5 037**	**14 308**	**43 574**
Passage des commissions aux ventes	– 141	–	–	–	–	– 432	– 8	– 4 104	– 377	**– 5 083**
Activités hors commerce de détail	1 007	564	88	122	26	201	194	239	848	**3 290**
Chiffre d'affaires des secteurs	**10 804**	**8 886**	**1 708**	**1 033**	**437**	**1 562**	**1 419**	**1 173**	**14 778**	**41 801**

TABLEAU M.01-6B

Ventes au détail par produit : établissements du commerce de l'alimentation générale en 2002

Source : INSEE (Comptes commerciaux de la nation) — *Unité* : Million d'euros

Produits distribués	Grandes surfaces d'alimentation générale			Petites surfaces d'alimentation générale et produits surgelés		**Total ventes au détail commerce alimentation générale**
	Ensemble des hypermarchés	Ensemble des supermarchés	Ensemble des magasins populaires	Commerce de détail de produits surgelés	Ensemble des supérettes libre-services et magasins traditionnels	
Produits alimentaires frais	31 213	27 783	1 431	1 744	5 387	**67 562**
Autres produits alimentaires	17 719	15 683	764	84	4 551	**38 801**
Tabac et cigarettes	–	10	–	–	1 074	**1 084**
Total alimentaire	**48 932**	**43 476**	**2 195**	**1 828**	**11 012**	**107 443**
Produits liés à l'automobile	8 578	9 263	10	–	27	**17 878**
Pharmacie	1 334	969	96	–	37	**2 436**
Équipement de la personne	2 494	832	304	–	63	**3 693**
Autres produits non alimentaires	18 902	7 425	703	20	1 319	**28 369**
Total non alimentaire	**31 309**	**18 490**	**1 114**	**20**	**1 446**	**52 379**
Automobile	10	3	–	–	–	**13**
Total alimentaire, non alimentaire et automobile	**80 251**	**61 968**	**3 309**	**1 849**	**12 459**	**159 836**
Passage des commissions aux ventes	– 9	– 27	– 1	–	– 377	**– 414**
Activités hors commerce de détail	10 190	4 766	273	114	734	**16 077**
Chiffre d'affaires des secteurs	**90 432**	**66 707**	**3 581**	**1 962**	**12 816**	**175 498**

TABLEAU M.01-7

Commerce de gros et intermédiaires du commerce : résultats du secteur d'entreprise en 2001

Source : INSEE (Enquête annuelle d'entreprise dans le commerce)

Activité principale de l'entreprise	Nombre d'entreprises	Personnel occupé au 31 déc.	Effectif salarié au 31 déc.		Chiffre d'affaires hors taxes (millions d'euros)	Valeur ajoutée hors taxes (millions d'euros)	Taux de marge (%) (2)	Investissements totaux (millions d'euros)
			Total	*dont* : temps (1) partiel				
COMMERCE DE GROS (HORS INTERMÉDIAIRES)	**120 191**	**1 099 883**	**1 037 199**	**123 248**	**539 010,5**	**65 286,1**	**20,3**	**4 882,7**
Produits agricoles bruts	6 478	57 895	55 475	4 686	45 702,9	2 990,1	11,6	734,9
Produits alimentaires frais	6 855	81 168	76 411	29 260	46 952,4	3 928,6	15,8	331,9
Autres produits alimentaires	9 218	114 872	103 712	15 337	56 476,0	6 096,8	19,6	507,1
Autres biens de consommation non alimentaire	24 479	172 570	162 934	19 493	62 349,5	10 138,6	29,9	582,7
Produits pharmaceutiques	2 482	45 342	45 715	1 560	31 167,5	3 806,5	19,0	206,4
Combustibles	616	14 692	13 689	765	23 065,9	1 313,9	10,5	168,4
Aménagement de l'habitat	9 518	136 533	135 556	8 888	34 693,3	6 593,0	28,5	610,6
Autres produits intermédiaires	4 800	66 752	64 158	3 876	39 210,6	4 515,9	18,8	339,8
Autres équipements industriels	21 167	234 453	228 162	17 846	78 318,8	12 716,8	22,6	749,7
Machines de bureau, matériel informatique	6 570	74 588	72 062	4 809	30 151,5	4 414,2	17,1	250,0
Autres commerces de gros	2 918	8 544	7 577	1 768	3 849,2	472,4	17,9	25,3
INTERMÉDIAIRES DU COMMERCE	**25 087**	**92 481**	**71 695**	**9 662**	**86 936,5**	**8 295,5**	**n.s.**	**356,7**
Centrales d'achats	1 090	28 617	26 461	1 360	69 986,8	4 170,1	5,5	166,2
Autres intermédiaires	23 997	63 864	45 234	8 302	16 949,7	4 125,4	n.s.	190,5

(1) Il s'agit du personnel, permanent ou non, travaillant pendant un nombre d'heures inférieur à la durée hebdomadaire normale. Il comprend également les apprentis.
(2) Taux de marge = (Vente de marchandises - coût des marchandises) / vente de marchandises.

TABLEAU M.01-8

Commerce de détail, commerce et réparation automobile : résultats du secteur d'entreprise en 2000

Source : INSEE (Enquête annuelle d'entreprise dans le commerce)

Activité principale de l'entreprise	Nombre d'entreprises	Personnel occupé au 31 déc.	Effectif salarié au 31 déc.		Chiffre d'affaires hors taxes (millions d'euros)	Valeur ajoutée hors taxes (millions d'euros)	Taux de marge (%) (2)	Investissements totaux (millions d'euros)
			Total	*dont* : temps (1) partiel				
COMMERCE DE DÉTAIL	**377 783**	**1 840 860**	**1 683 742**	**574 121**	**305 178,3**	**60 214,4**	**30,2**	**7 631,4**
Produits surgelés	170	9 614	10 453	2 347	1 472,7	375,4	41,5	34,5
Alimentation générale, petites surfaces et supérettes	17 761	40 711	27 658	9 946	5 903,0	913,0	26,4	78,9
Grande surface alimentaire	4 906	470 591	523 957	181 147	135 284,7	16 991,1	15,4	2 829,1
Non spécialisé et non alimentaire	894	34 219	30 020	8 061	5 099,4	1 089,3	34,5	112,1
Alimentaire spécialisé hors tabac	37 546	102 196	83 106	31 259	11 460,4	2 822,0	38,8	202,0
Tabac (sauf café-tabac)	6 980	13 098	6 022	2 886	1 163,6	422,5	53,3	24,9
Pharmacies, articles médicaux et orthopédiques	23 828	121 800	110 980	57 593	24 588,0	6 048,5	30,4	161,3
Habillement et chaussures	40 122	177 889	160 665	57 408	21 821,8	5 199,9	45,1	697,2
Autres équipements de la personne	17 008	69 716	65 274	19 305	9 191,8	2 792,7	47,6	215,1
Culture, loisirs, sports	45 107	153 614	132 717	40 507	19 043,6	4 396,9	38,2	580,1
Équipement du foyer	21 808	126 281	125 370	28 260	21 019,5	4 650,6	37,0	741,7
Aménagement de l'habitat	26 366	133 005	122 761	30 667	16 758,0	4 289,6	39,0	1 076,0
Combustibles et biens d'occasion	15 136	29 514	17 526	4 846	5 232,1	1 154,0	32,6	42,3
Vente par correspondance et à distance	1 638	29 064	27 692	4 309	8 153,2	940,8	44,9	66,8
Autres commerces hors magasin	53 008	91 930	47 525	20 531	6 298,5	1 827,1	50,0	195,1
Réparation d'articles personnels et domestiques	14 892	32 550	20 563	5 837	158 806,0	794,0	72,1	40,3
Charcuteries artisanales	8 472	30 879	24 415	8 201	2 302,2	828,1	59,8	71,9
Boulangeries, pâtisseries	42 141	174 189	147 038	61 011	8 797,2	4 678,9	89,1	462,1
COMMERCE ET RÉPARATION AUTOMOBILE	**72 372**	**458 414**	**423 888**	**63 981**	**122 538,9**	**16 720,6**	**19,2**	**1 711,7**

(1) Il s'agit du personnel, permanent ou non, travaillant pendant un nombre d'heures inférieur à la durée hebdomadaire normale. Il comprend également les apprentis.
(2) Taux de marge = (Vente de marchandises - coût des marchandises) / vente de marchandises.

Chapitre M.02

Services

1 Présentation.
2 Méthodologie.
3 Définitions.
4 Sources de documentation.
5 Tableaux.

Liste des tableaux

1 Nombre de salariés et d'établissements employeurs dans les services et les activités immobilières, au 31 décembre.

2 Services aux entreprises, services aux particuliers, activités immobilières : principaux indicateurs.

3 Crédit-bail mobilier et immobilier en structure de secteurs clients.

4 Crédit-bail mobilier et immobilier selon la nature d'investissement.

1

○ Présentation

En 2002, la production des services marchands augmente moins vite que les années précédentes. Seules les activités immobilières restent épargnées. Cette croissance ralentie reste toutefois supérieure à celle des autres secteurs. Les activités de service rassemblent plus de 710 000 entreprises dégageant une valeur ajoutée de 209 milliards et un chiffre d'affaires de 433 milliards d'euros.

L'activité des postes et télécommunications continue sa progression grâce aux services de télécommunications (+ 7,2 %), notamment à la téléphonie mobile (+ 15 %) et dans une moindre mesure à Internet (+ 6 % pour le chiffre d'affaires). L'agence de régulation des télécommunications (ART) compte, au 31 décembre 2002, 38,6 millions d'abonnés à la téléphonie mobile (+ 4,3 %).

Parmi les services opérationnels, l'intérim est le secteur le plus touché : - 9,6 %. Les activités logistiques conservent un rythme soutenu (+ 3,2 %) avec un fort accroissement des services d'enquêtes et sécurité (+ 11,9 %). Par ailleurs, la limitation de mise en décharge à partir de la mi-2002, prescrite par une directive européenne, continue de contribuer au développement rapide des services d'assainissement (+ 6,8 %).

Les activités de conseil et assistance sont ralenties : les services informatiques, dont la croissance atteignait 7,7 % en 2001, fléchissent de 0,3 % en 2002.

De même la croissance des activités de publicité et études de marché baisse de 0,6 %. Alors que les études de marché affichent une bonne année (+ 8,3 %), la gestion des supports de publicité et les agences-conseil en publicité diminuent respectivement de 2,2 % et de 2,3 %.

Dans les services aux particuliers, le ralentissement de 2001 se confirme. En 2002, la production stagne (+ 0,1 %).

Seules les activités culturelles, récréatives et sportives s'en sortent bien grâce au fort développement du marché de l'édition vidéo (DVD et lecteur DVD). Le taux d'équipement des foyers français atteint 23 %.

Les recettes des radios restent orientées à la hausse : la production augmente de 1,4 %. En revanche, les recettes de télévision marquent le pas après plusieurs années de forte progression. La croissance des activités cinématographiques marque un arrêt, tant en termes de production de films (- 1,6 %) qu'en termes de fréquentation des salles de cinéma (- 0,4 %).

Les jeux de hasard et d'argent constituent toujours un marché en forte croissance (+ 4,6 %), mais moins vive que les années précédentes.

Pour les activités liées au tourisme, l'année 2002 est en demi-teinte. L'activité des hôtels et restaurants baisse de 0,7 %. Les services haut de gamme souffrent des conséquences des incertitudes internationales et du ralentissement économique mondial. En revanche les reports de clientèle liés au développement d'un tourisme plus européen profitent aux établissements les plus modestes.

Après une baisse en 2001, la production des activités de promotion et gestion immobilières s'accroît de 1,2 % en volume en 2002. Ainsi, en moyenne annuelle, la production de promotion de logements augmente de 3,8 % en volume. Les ventes de logements neufs, individuels ou collectifs augmentent fortement grâce à la demande soutenue des ménages, confortée par la faiblesse des taux d'intérêt et à l'amortissement « Besson ». En revanche, la production des autres activités de promotion baisse de 1 % en volume. Le marché de l'immobilier ancien se tient bien : le portefeuille des biens disponibles à la vente auprès des agences progresse de 4,4 % en 2002.

En 2002, l'emploi intérimaire recule sensiblement (- 5,3 % soit - 32 300 emplois) ; l'industrie a moins fait appel au travail temporaire qu'en 2001 (- 9,1 %). Les autres services marchands sont toujours créateurs d'emplois en 2002, bien que moins fortement qu'en 2001. Malgré ce ralentissement, ces activités sont, avec les autres secteurs tertiaires (+ 94 000 salariés), les moteurs des créations d'emplois dans la sphère marchande compensant les pertes d'emplois industriels. Les services aux entreprises, hors intérim, sont les plus créateurs d'emplois (+ 2,9 %), ce qui marque néanmoins un fort tassement par rapport à 2001 (+ 6,4 %). En revanche, la progression de l'emploi dans les services aux particuliers ralentit peu. Dans les activités immobilières, les effectifs augmentent légèrement après avoir reculé en 2001. Au sein de l'ensemble des services marchands, y compris les intérimaires, l'effectif salarié s'approche de 4,8 millions en 2002, ce qui représente une création nette de 77 500 emplois en moyenne annuelle.

2

○ Méthodologie

L'enquête annuelle d'entreprise (EAE) dans les services (NAF)

En métropole, l'enquête est exhaustive pour les « grandes » entreprises, c'est-à-dire employant au moins 30 salariés ou réalisant un chiffre d'affaires annuel supérieur à 5 millions d'euros. Ces seuils sont relevés, dans certains cas, en fonction des particularités du secteur. Pour le secteur des agences de voyage et ceux de la promotion et gestion immobilière, le seuil correspond aux entreprises de 30 salariés ou plus, ou réalisant un chiffre d'affaires d'au moins 8 millions d'euros, alors que dans la location immobilière il s'applique aux entreprises de plus de 50 salariés ou au moins 15 millions d'euros de chiffre d'affaires. Pour les entreprises en-dessous de ces seuils, l'enquête est réalisée par sondage et ne porte chaque année que sur la moitié des secteurs : une moitié des secteurs est interrogée une année et l'autre l'année suivante. 45 851 questionnaires ont été envoyés aux entreprises relevant des services aux entreprises pour l'enquête 2000/1999, et 38 999 questionnaires envoyés aux entreprises relevant de l'immobilier et des services aux particuliers pour l'enquête 2001/2000.

L'enquête annuelle « crédit-bail » (NAF-CPF)

La loi du 2 juillet 1966 officialise l'existence du crédit-bail et codifie l'exercice de son activité. Elle fait obligation aux entreprises de se faire inscrire sur la liste des banques ou de se faire enregistrer comme établissement financier par le Conseil national du crédit. Elle facilite le recours de ces entreprises au réescompte.

L'ordonnance du 28 septembre 1967 adapte cette réglementation au crédit-bail immobilier et crée le statut des « sociétés immobilières pour le commerce et l'industrie » (SICOMI). Cette ordonnance introduit la distinction entre « crédit-bail mobilier » et « crédit-bail immobilier », et accorde aux SICOMI un certain nombre d'avantages sur le plan fiscal (exonération partielle de l'impôt sur les sociétés, droits de mutation réduits...).

En 1970, apparaît une nouvelle formule destinée à financer, par des opérations de crédit-bail, une partie des investissements des postes et télécommunications. La loi du 24 décembre 1969 et l'arrêté du 24 février 1970 créent le statut des « sociétés agréées pour le financement des télécommunications ».

Enfin, la loi du 15 juillet 1980 crée les « sociétés de financement des économies d'énergie » (SOFERGIE) par voie crédit-bail notamment. Ces sociétés sont autorisées également à financer les investissements des collectivités locales.

3

○ Définitions

Services aux entreprises

Les services aux entreprises intègrent les postes et télécommunications, les services de conseils et d'assistance (activités informatiques, comptables, juridiques, publicité, architecture...), les services opérationnels (location sans opérateur, travail temporaire, nettoyage, assainissement...) et recherche et développement ; ils réalisent 56 % de la production totale des services marchands. L'intérim est inclus dans cet ensemble.

Services aux particuliers

Les services aux particuliers comprennent les hôtels et restaurants, les agences de voyages, les activités culturelles, récréatives et sportives ainsi que les services personnels tels que la coiffure et la blanchisserie ; leur production s'élève à 17 % de l'ensemble.

Activités immobilières

Elles regroupent la promotion et la gestion immobilières (promoteurs, agences immobilières, marchands de biens et administrateurs d'immeubles) et la location immobilière (de logements et hors logements) ; ces activités représentent 27 % de la production de services marchands en 2002.

Crédit-bail (NAF 65.2A) (CPF 65.21)

Cette classe comprend notamment :

• *L'activité des organismes spécialisés dans le crédit-bail mobilier et immobilier ; ils constituent une partie des « sociétés financières » au sens du Comité des établissements de crédits, dont :*

– Sociétés de financement des télécommunications ;

– Sociétés de financement des économies d'énergie (SOFERGIE) ;

– Sociétés immobilières pour le commerce et l'industrie (SICOMI).

• *L'activité des organismes spécialisés dans la location avec option d'achat.*

Le crédit bail est une opération financière impliquant généralement pour l'usager les risques liés au choix de la chose louée, un engagement de durée de bail et une option d'achat en fin de bail.

Le détail des postes composant les services marchands figure dans la présentation des principales nomenclatures en fin d'annuaire.

La nomenclature d'activités française est consultable sur le site Internet de l'INSEE (www.insee.fr).

4 ○ Sources de documentation

Ce chapitre a été réalisé avec la collaboration des divisions « Services » et « Synthèse générale des comptes » de l'INSEE.

Organismes :

– INSEE.

– UNEDIC (Union nationale pour l'emploi dans l'industrie et le commerce).

Sites Internet :

– www.insee.fr

– www.alisse.insee.fr (Accès en ligne des statistiques structurelles d'entreprises)

Publications :

INSEE

Enquête annuelle d'entreprise.

Enquête annuelle « Crédit-bail ».

– « La France des services », édition 2003/2004.

– « Les services en 2001, rapport sur les comptes », Synthèses, n° 71, mai 2003.

INSEE-Première :

– « Le marché des télécommunications en 2001 – Les téléphones mobiles dépassent les fixes », n° 918, août 2003 ;

– « Les services marchands en 2002 – Le ralentissement se poursuit », n° 907, juin 2003 ;

– « Les comptes de la nation en 2002 – La consommation s'infléchit, la demande des entreprises recule », n° 894, avril 2003.

INSEE Résultats, série Économie (papier et cédérom) :

– « Les entreprises des services en 2001 », Les services aux entreprises, les activités immobilières et les services aux particuliers, n° 11, septembre 2003 ;

– « Les entreprises des services en 2000 », les services aux entreprises, Tome 2, n° 5, décembre 2002 ;

– « Les entreprises des services en 2000 », L'immobilier et les services aux particuliers, Tome 1, n° 3, septembre 2002.

Eurostat

– « Statistiques sur les DVD et les vidéos – Le marché total des DVD et des vidéos a augmenté de 20 % en 2001 », Thème 4 – 34/2003, *Statistiques en bref*.

5 ○ Tableaux

Des tableaux détaillés et « séries » sont disponibles sur le cédérom (cf. liste en fin d'annuaire).

TABLEAU M.02-1

Nombre de salariés et d'établissements employeurs dans les services et les activités immobilières, au 31 décembre

Sources : Union nationale pour l'emploi dans l'industrie et le commerce (UNEDIC) et division Services (INSEE)

Secteurs d'activité	Code NAF	Nombre de salariés des établissements			Nombre d'établissements employeurs			
		2000	*r* 2001	*p* 2002	2000	*r* 2001	*p* 2002	2002/2001 %
SERVICES AUX ENTREPRISES		**2 807 566**	**2 865 382**	**2 939 349**	**183 581**	**189 464**	**191 328**	**1,0**
Postes et télécommunications	**64**	**58 617**	**60 041**	**58 619**	**2 152**	**2 066**	**1 987**	**– 4,0**
Activités de poste et de courrier	64.1	6 683	7 256	7 095	566	560	571	1,9
Télécommunications	64.2	51 934	52 785	51 524	1 586	1 506	1 416	– 6,4
Conseils et assistance	**72, 74.1 à 4**	**1 208 332**	**1 262 393**	**1 268 410**	**119 535**	**123 109**	**123 927**	**0,7**
Activités informatiques	72	299 170	322 735	308 014	17 337	17 935	17 580	– 2,0
Services professionnels	74.1A, C, G	336 518	348 916	354 274	48 996	49 982	50 247	0,5
Administration d'entreprises	74.1J	162 373	171 557	179 950	10 968	11 951	12 615	5,3
Publicité et études de marché	74.4, 74.1E	156 637	155 017	153 476	11 528	11 489	11 284	– 1,8
Architecture, ingénierie, contrôle	74.2, 3	253 634	264 168	272 696	30 706	31 752	32 201	1,4
Services opérationnels	**71 74.5 à 8, 90**	**1 497 377**	**1 498 083**	**1 566 179**	**60 125**	**62 484**	**63 599**	**1,8**
Location sans opérateur	71	67 594	72 547	73 657	7 520	7 877	8 130	3,1
Sélection et fourniture de personnel	74.5	703 576	641 492	688 741	8 508	9 498	9 997	5,0
Sécurité, nettoyage et services divers aux entreprises	74.6 à 8	673 942	728 010	745 040	42 094	43 044	43 342	0,7
Assainissement	90	52 265	56 034	58 741	2 003	2 065	2 130	3,1
Recherche et développement	**73**	**43 240**	**44 865**	**46 141**	**1 769**	**1 805**	**1 815**	**0,6**
SERVICES AUX PARTICULIERS		**1 238 812**	**1 272 001**	**1 298 917**	**234 867** *r*	**238 886**	**241 079**	**0,9**
Hôtels et restaurants	**55**	**739 608**	**762 385**	**781 425**	**125 484** *r*	**127 192**	**128 622**	**1,1**
Hôtels de tourisme		169 787	171 470	173 078	22 054 *r*	21 910	21 649	– 1,2
Autres moyens d'hébergement de courte durée		54 187	54 444	54 955	7 397 *r*	7 351	7 358	0,1
Restaurants		363 122	382 203	398 724	66 202 *r*	68 209	70 069	2,7
Cafés		41 293	42 119	42 073	16 772 *r*	16 664	16 364	– 1,8
Cantines d'entreprises et restauration sous contrat		97 130	97 047	97 736	11 379	11 313	11 427	1,0
Traiteurs, organisation de réception		14 089	15 102	14 859	1 680	1 745	1 755	0,6
Agences de voyages	**63.3Z**	**45 776**	**46 796**	**47 493**	**7 039**	**7 322**	**7 422**	**1,3**
Activités culturelles, récréatives et sportives	**92**	**272 559**	**278 704**	**282 512**	**45 753**	**47 483**	**48 129**	**1,3**
Activités audiovisuelles	92.1, 92.2	55 226	56 367	55 433	4 714	4 799	4 748	– 1,1
Activités culturelles, récréatives et sportives, hors audiovisuelles	92.3 à 7	217 333	222 337	227 079	41 039	42 684	43 381	1,6
Services personnels et domestiques	**93, 95**	**180 869**	**184 116**	**187 487**	**56 591**	**56 889**	**56 906**	**0,0**
Services personnels	93	174 520	178 073	181 631	51 926	52 459	52 661	0,4
Services domestiques	95	6 349	6 043	5 856	4 665	4 430	4 245	– 4,4
ACTIVITÉS IMMOBILIÈRES	**70.1 à 70.3**	**317 089**	**323 013**	**321 928**	**130 892**	**130 674**	**130 091**	**– 0,4**
Location de biens immobiliers	70.2	107 548	107 512	103 559	40 793	39 550	38 876	– 1,7
Promotion et gestion immobilières	70.1, 70.3	209 541	215 501	218 369	90 099	91 124	91 215	0,1

TABLEAU M.02-2

Services aux entreprises, services aux particuliers, activités immobilières : principaux indicateurs

Source : INSEE (EAE services) — *Unité* : Million d'euros

Secteurs d'activité	Code NAF	Nombre d'entreprises	Effectif salarié au 31-12 : Total	Effectif salarié au 31-12 : *dont* à temps partiel	Effectif non salarié annuel moyen	Salaires bruts	Investissements (1)	Chiffre d'affaires hors taxes	Valeur ajoutée hors taxes
SERVICES AUX ENTREPRISES (31/12/2001)									
Télécommunications et courrier	(2) 64	2 220	51 244	4 948	1 514	1 718,6	3 531,3	26 164,3	7 394,8
Auxiliaires d'assurance	67.2Z	23 770	64 012	16 215	22 645	1 543,0	94,3	7 085,8	4 835,6
Location sans opérateur	71	16 306	75 565	8 055	12 367	1 685,1	11 337,9	18 497,8	9 222,4
Activités informatiques	72	34 397	334 882	29 687	21 086	12 170,0	1 204,1	40 051,3	21 800,4
Services fournis principalement aux entreprises	74	261 246	2 215 494	1 221 831	181 440	52 807,8	5 869,3	189 107,9	96 209,4
Assainissement, gestion déchets	90	1 557	56 556	2 546	690	1 291,4	667,5	6 758,7	2 811,4
SERVICES AUX PARTICULIERS (31/12/2000)									
Hôtels et restaurants	(3) 55	179 905	744 345	291 952	160 114	10 917,0	2 852,0	49 897,0	23 745,0
Agences de voyages	63.3Z	3 631	41 532	5 324	1 579	947,0	159,0	11 083,0	1 745,0
Services audiovisuels et agences de presse	92.1, 2 et 4	8 711	79 367	26 351	4 826	2 941,0	622,0	18 432,0	8 313,0
Services personnels	93	87 459	182 522	77 388	77 691	2 246,0	335,0	8 044,0	5 017,0
ACTIVITÉS IMMOBILIÈRES (31/12/2000)	**(4) 70**	**63 325**	**218 774**	**41 734**	**45 218**	**5 113,0**	**9 270,0**	**47 498,0**	**23 928,0**

(1) Y compris apports.
(2) Sauf 64.2A « Postes nationales » et 64.1A « Télécommunications nationales ».
(3) Sauf 55.2F « Hébergement collectif non touristique ».
(4) Sauf 70.3E « Supports juridiques de gestion de patrimoine ».

TABLEAU M.02-3

Crédit-bail mobilier et immobilier en structure de secteurs clients

Source : INSEE (Enquête annuelle crédit-bail) — *Unité* : Million d'euros (1)

Secteurs d'activité clients (en NAF)	1995	1997	1998	1999	2000	2001
Crédit-bail mobilier						
Agriculture	198,8	279,0	353,4	492,7	491,7	466,3
Industries extractives	62,5	65,2	73,3	58,5	62,6	73,2
Industries manufacturières	1 511,1	1 430,7	1 733,3	1 995,8	2 190,2	2 377,4
Production et distribution d'électricité, de gaz et de chaleur	68,1	53,4	39,9	58,5	53,6	100,6
Construction	420,3	427,5	413,3	601,2	795,6	850,4
Commerce, réparation automobile et d'articles domestiques	818,0	949,8	1 133,3	1 361,1	1 296,2	1 371,6
Hôtels et restaurants	56,9	41,6	66,6	83,5	107,3	109,7
Transports et communications	982,7	1 062,6	1 040,0	1 369,5	1 448,2	1 563,6
Activités financières	68,1	83,1	113,3	116,9	125,2	100,6
Immobilier, location et services aux entreprises	738,5	837,1	953,3	1 269,3	1 573,3	1 353,3
Administration publique	56,9	71,2	126,7	91,9	71,5	54,9
Éducation	22,7	41,6	46,6	50,1	44,7	45,7
Santé et action sociale	460,1	427,5	359,9	400,8	384,4	420,6
Services collectifs, sociaux et personnels	170,4	112,8	180,0	359,1	259,2	182,9
Autres (activités non précisées)	51,1	53,4	33,4	41,8	35,8	73,2
Total	**5 686,3**	**5 936,4**	**6 666,6**	**8 350,5**	**8 939,5**	**9 144,0**
Crédit-bail immobilier						
Agriculture	11,7	11,9	9,0	14,7	12,5	38,7
Industries extractives	–	–	5,9	3,7	–	–
Industries manufacturières	1 140,6	774,9	913,2	949,3	1 053,9	1 212,8
Production et distribution d'électricité, de gaz et de chaleur	47,3	8,8	32,8	14,7	96,2	19,3
Construction	82,6	38,4	23,9	29,4	29,3	53,2
Commerce, réparation automobile et d'articles domestiques	1 046,3	485,1	474,4	684,4	547,9	608,8
Hôtels et restaurants	141,6	239,6	322,3	390,0	284,4	231,9
Transports et communications	240,0	139,0	158,1	261,2	401,5	473,5
Activités financières	70,7	53,2	50,8	47,8	20,9	116,0
Immobilier, location et services aux entreprises	798,4	1 053,0	865,3	1 089,1	1 547,4	1 913,5
Administration publique	7,9	5,9	9,0	7,4	16,7	–
Éducation	4	–	3,0	–	4,2	14,5
Santé et action sociale	149,4	68,0	89,5	66,2	129,7	48,3
Services collectifs, sociaux et personnels	188,7	76,8	26,8	62,6	37,6	48,3
Autres (activités non précisées)	4,0	2,9	–	58,9	–	53,2
Total	**3 933,2**	**2 957,8**	**2 984,0**	**3 679,5**	**4 182,2**	**4 832,0**

(1) Hors TVA déductible.

TABLEAU M.02-4

Crédit-bail mobilier et immobilier selon la nature d'investissement (1)

Source : INSEE (Enquête annuelle crédit-bail) — *Unité* : Million d'euros (2)

	1995	1997	1998	1999	2000	2001
Crédit-bail mobilier						
Produits du travail des métaux	56,9	65,2	66,6	183,7	134,1	118,9
Machines et équipements	1 848,1	2 095,6	2 320,0	2 981,1	3 084,1	2 880,4
Machines de bureau	204,7	207,8	252,8	263,9	268,2	237,7
Ordinateurs et équipements informatiques	659,6	712,4	774,0	955,3	688,3	658,4
Machines et appareils électriques, équipements de radio, télévision et télécommunications, instruments et matériel de précision	449,3	474,9	540,0	534,4	536,4	512,1
Produits de l'industrie automobile	1 740,1	1 668,1	1 973,3	2 705,6	3 388,1	3 456,4
Produits de la construction navale	39,8	35,7	26,7	55,4	26,8	91,4
Matériel ferroviaire roulant	5,6	59,3	26,7	83,1	17,9	18,3
Produits de la construction aéronautique	34,1	29,7	53,4	36,9	35,8	45,7
Meubles	108,1	47,6	46,6	50,1	71,5	54,9
Autres et indéterminés	540,3	540,3	586,6	501,0	688,3	1 069,9
Total	**5 686,3**	**5 936,4**	**6 666,6**	**8 350,5**	**8 939,5**	**9 144,0**
Crédit-bail immobilier						
Achats de terrains						
Magasins et commerces	125,9	159,8	116,3	117,7	138,0	174,0
Usines et entrepôts	161,3	85,8	131,3	150,9	263,5	290,9
Bureaux	39,3	94,7	59,6	44,2	96,2	135,3
Cliniques et hôpitaux	19,7	8,8	9,0	3,7	4,2	4,8
Autres	86,6	26,7	47,7	73,5	58,6	58,0
Total	**432,7**	**375,6**	**364,0**	**390,0**	**560,4**	**663,0**
Achats de bâtiments existants						
Magasins et commerces	448,4	425,9	235,7	375,3	263,5	280,3
Usines et entrepôts	361,9	239,6	343,2	787,4	740,2	797,3
Bureaux	82,6	269,2	98,5	184,0	334,6	396,2
Cliniques et hôpitaux	47,3	41,5	35,8	33,1	33,5	38,7
Autres	122,0	94,7	176,1	327,5	267,7	236,8
Total	**1 062,0**	**1 070,8**	**889,2**	**1 707,3**	**1 639,4**	**1 749,3**
Construction et génie civil						
Magasins et commerces	527,0	224,9	250,6	331,1	305,3	294,8
Usines et entrepôts	1 203,6	774,9	1 017,6	864,8	1 246,3	1 622,3
Bureaux	184,9	224,9	170,1	172,9	204,9	236,8
Cliniques et hôpitaux	114,0	94,7	56,7	22,1	20,9	43,5
Autres	409,0	192,2	235,7	191,3	204,9	222,3
Total	**2 438,6**	**1 511,4**	**1 730,7**	**1 582,3**	**1 982,4**	**2 419,7**
Total général	**3 933,2**	**2 957,8**	**2 984,0**	**3 679,5**	**4 182,2**	**4 832,0**

(1) Nomenclature CPF.
(2) Hors TVA déductible.

Chapitre M.03

Assurances

1 Présentation.
2 Méthodologie.
3 Définitions.
4 Sources de documentation.
5 Tableaux.

Liste des tableaux

1 Nombre de sociétés d'assurance et de réassurance contrôlées par la CCA au 31 décembre.

2 Effectifs du secteur de l'assurance.

3 Primes d'assurance et de réassurance.

4 Compte de résultat technique simplifié des sociétés d'assurance sur la vie, des sociétés mixtes et des sociétés d'assurance non-vie.

5 Compte de résultat non technique des sociétés d'assurance sur la vie, des sociétés mixtes et des sociétés d'assurance non-vie.

6 Bilan simplifié des sociétés d'assurance sur la vie, des sociétés mixtes et des sociétés d'assurance non-vie en 2001.

7 Répartition des placements d'assurance en 2001.

8 Part des primes brutes directes d'assurance rapportée au produit intérieur brut dans plusieurs pays de l'OCDE.

9 Primes brutes totales des assurances émises dans plusieurs pays de l'OCDE.

1

○ Présentation

L'année 2001 marque un tournant dans l'histoire de l'assurance. Les attentats du 11 septembre, tant pour le montant des dommages humains et matériels qu'ils ont causés que pour les répercussions tarifaires qu'ils ont entraînées, sont de nature à modifier durablement les contours de l'assurance et de la réassurance, mettant en question les limites même de l'assurabilité. Au-delà de ce choc exceptionnel, le marché français a également été frappé par la catastrophe industrielle de l'usine AZF de Toulouse, ainsi que par des catastrophes naturelles dont la récurrence pèsera sur les comptes du secteur de l'assurance française à long terme.

Les entreprises d'assurance ont émis plus de 138 Milliards d'euros (Md d'euros) de primes en 2001, soit une baisse de 1,9 % par rapport à l'exercice précédent. Les fortes progressions observées en 1999 et 2000 sont donc interrompues. Globalement, elles affichent un résultat net de 5,2 Md d'euros (contre 5,1 Md d'euros en 2000), soit une hausse de 3,3 % par rapport à l'exercice précédent, après des hausses déjà substantielles observées en 1999 et 2000.

En 2001, 203 800 personnes sont employées dans le secteur de l'assurance, ce qui traduit une baisse de 0,3 % par rapport à l'année précédente. Les salariés des entreprises sont au nombre de 137 600 (soit 67,5 % du total). Les intermédiaires non salariés représentent un effectif de 42 000 personnes pour les agents généraux et leurs collaborateurs (20,6 %), et de 19 800 personnes pour les courtiers et leurs collaborateurs (9,7 %). Enfin, le nombre d'experts techniques non salariés reste stable, avec un effectif de 4 400 personnes (2,2 % du total).

Les entreprises d'assurance vie et mixtes ont émis 91,2 Md d'euros de primes, contre 96,7 Md d'euros en 2000. Les affaires directes représentent 96,4 % du chiffre d'affaires global, et les acceptations en réassurance en France 3,5 %. Les affaires réalisées en libre prestation de services depuis la France restent marginales dans l'activité totale. À cet égard, l'année 2001 marque une contraction de l'activité d'assurance vie. Cette baisse recouvre des évolutions contrastées selon les produits :

– les opérations de prévoyance connaissent une progression globalement favorable : légère érosion des assurances-décès (- 2,0 %) ; hausse de 5,6 % des assurances-dommages corporels ;

– les opérations de capitalisation et les contrats de vie en euros connaissent un rebond significatif, contrepartie de la désaffection pour les unités de compte ;

– les contrats en unités de compte pâtissent de l'évolution des marchés boursiers, après quatre années consécutives de forte hausse.

L'activité des entreprises d'assurance non vie augmente de 8,0 %. Le total des primes émises s'établit à 47,4 Md d'euros. Dans ce total, les affaires directes progressent de 5,6 %, la croissance la plus significative étant celle des succursales d'entreprises françaises dans l'Union européenne, devant celle des opérations en libre prestation de services depuis la France.

– les branches « caution » (+ 64,2 %), « transports » (+ 37,3 %) et « construction » (+ 12,9 %) connaissent des augmentations de leur chiffre d'affaires supérieures à la moyenne ;

– les branches « responsabilité civile générale » (+ 8,7 %), « divers » (+ 5,6 %) et « automobile » (+ 5,1 %) connaissent une progression de leur activité proche de la moyenne ;

– les branches « crédit » (+ 4,7 %), « dommages aux biens » (+ 4,3 %), « catastrophes naturelles » (+ 3,2 %) et « dommages corporels » (+ 0,7 %) voient leur chiffre d'affaires progresser par rapport à l'exercice précédent, mais dans une proportion moins importante.

Ces évolutions ne remettent cependant pas en cause le poids relatif des différentes tranches. L'automobile reste largement en tête. Viennent ensuite les dommages aux biens, qui se répartissent à peu près également entre les biens des particuliers et les biens professionnels et agricoles. La part des dommages corporels est en léger repli par rapport à l'exercice précédent.

En 2001, 33 entreprises spécialisées en réassurance ont été soumises au contrôle de la Commission de contrôle des assurances. Elles ont réalisé un chiffre d'affaires de 7,9 Md d'euros, en progression de 33,2 % par rapport à l'exercice précédent.

2

○ Méthodologie

Deux grands changements réglementaires sont intervenus en 1995.

• *Création des entreprises mixtes*

Avant 1995, il y avait deux sortes d'entreprises :

– les entreprises vie, qui ne pouvaient pratiquer que les opérations d'assurance sur la vie et de capitalisation ;

– les entreprises non-vie, qui ne pouvaient exercer que des opérations non-vie (appelées aussi « dommages »).

Grâce aux troisièmes directives européennes d'assurance (1992), les entreprises peuvent pratiquer simultanément l'ensemble des « assurances de personnes », soit les opérations d'assurance sur la vie, la capitalisation et les opérations d'assurance des dommages corporels liés aux accidents et à la maladie. L'assurance des dommages corporels reste parmi les branches non-vie mais devient ainsi une plage commune aux entreprises ayant des agréments vie et aux entreprises non-vie.

Cette faculté est introduite en France par la loi du 4 janvier 1994. Les entreprises l'utilisant s'appellent « sociétés mixtes ». La première société mixte apparaît en 1995.

• *Introduction d'un nouveau plan comptable*

Un nouveau plan comptable, pris en application d'une directive européenne de 1991, est utilisé en France depuis l'exercice 1995 par les entreprises d'assurance et réassurance.

Il a transformé la nomenclature et le contenu des comptes et des planches établies par les entreprises. Ces changements perturbent la continuité des séries statistiques :

– les comptes d'exploitation générale et de pertes et profits ont été remplacés par les comptes de résultat, technique et non technique ;

– la nomenclature des opérations d'assurance sur la vie a été profondément modifiée.

Les entreprises d'assurance, de capitalisation et de réassurance soumises au contrôle de la Commission de contrôle des assurances (CCA) lui envoient périodiquement des informations retraçant leur activité.

La plupart des informations comptables et statistiques sont fournies sous une forme normalisée et la CCA publie les totalisations des principaux états reçus. Ces totalisations concernent à la fois les comptes publiés par les entreprises et les états réservés à l'autorité de tutelle. La CCA publie également des tableaux de synthèse (modifications concernant les sociétés, évolutions chronologiques, répartition des activités, bilans et comptes de résultat, etc.) établis à partir des informations reçues.

Jusqu'au 1er juillet 1994, toutes les entreprises d'assurance établies en France relevaient de la CCA, soit qu'elles y aient installé leur siège social, soit qu'elles y possédaient une succursale.

Depuis le 1er juillet 1994, les entreprises communautaires relèvent de l'autorité de tutelle compétente pour leur siège social, pour toute leur activité communautaire. Cette mesure concerne les entreprises dont le siège social est situé dans l'Espace Économique Européen (Union européenne, Islande, Liechtenstein et Norvège). Aussi, les tableaux figurant dans l'annuaire n'intègrent-ils plus, depuis l'exercice 1994, les comptes des succursales en France des entreprises communautaires. Seul le tableau indiquant la variation du nombre des sociétés d'assurance et de réassurance (tableau M.03-1) inclut toutes les entreprises établies en France.

Les statistiques de la CCA regroupent les sociétés mixtes avec les sociétés vie.

Les entreprises de réassurance de droit français sont soumises depuis le 1er janvier 1995 au contrôle de la CCA. Elles font l'objet de statistiques depuis cette date.
Les succursales à l'étranger d'entreprises françaises d'assurance ou de réassurance sont comprises dans ces comptes.
Les privatisations récentes de groupes de sociétés nationales (UAP, AGF, GAN) ont amené la CCA à regrouper dans ses statistiques depuis 1995 les entreprises nationales restantes avec les autres sociétés anonymes.
En assurance non-vie, les sociétés d'assurance mutuelles rémunérantes sont totalisées par la CCA avec les sociétés anonymes.
En ce qui concerne les effectifs du secteur, les chiffres proviennent d'estimations des organismes professionnels.

3 ○ Définitions

Affaires directes

Il s'agit des opérations souscrites entre un assuré et un assureur, par opposition avec la réassurance qui intervient entre un assureur et un réassureur.

Agent général d'assurance

Il est le représentant d'une entreprise d'assurance dans une circonscription déterminée ; l'agent général d'assurance exerce une profession libérale.

Contrat de capitalisation

La capitalisation est un contrat par lequel une entreprise d'assurance s'engage, moyennant un versement unique ou des versements périodiques, à payer un capital déterminé d'avance, soit au terme du contrat soit avant cette date si le contrat est désigné par tirage au sort. Les opérations de capitalisation ne sont pas des opérations d'assurance mais peuvent être pratiquées en même temps que l'assurance sur la vie.

Groupe ouvert

C'est un contrat collectif d'assurance à adhésion individuelle et facultative souscrit auprès d'une société d'assurance par l'intermédiaire d'un organisme représentant le groupe des assurés. Dans les statistiques d'assurance vie, les groupes ouverts sont totalisés avec les contrats individuels.

Mixte (société d'assurance)

Une société mixte pratique à la fois l'assurance sur la vie et l'assurance des dommages corporels liés aux accidents et à la maladie.

Mutuelle (société)

Les sociétés d'assurance mutuelle sont des sociétés d'assurance dont les membres sont à la fois assureurs et assurés.

Provisions techniques

Chaque fois qu'elles contractent un engagement d'assurance ou de réassurance, les entreprises constituent des provisions destinées à garantir le paiement de cet engagement ; c'est le cas, par exemple, en assurance de dommages, lorsqu'un sinistre est survenu, mais non encore payé ; c'est le cas également en assurance-vie, où une part de chaque prime est affectée aux provisions mathématiques, qui garantissent le paiement des capitaux ou des rentes prévus par le contrat.

Placements

La représentation des provisions techniques des entreprises d'assurance par des actifs financiers et immobiliers est soumise à une réglementation et à un contrôle stricts, destinés à préserver les droits des assurés. Par contre, les entreprises placent librement leurs fonds propres.
Les revenus financiers de ces placements permettent aux assureurs non-vie de limiter le montant des primes demandées. Les assureurs-vie, quant à eux, les utilisent pour financer les intérêts prévus aux contrats et pour distribuer des participations aux bénéfices sous forme de revalorisation des prestations garanties.

Réassurance (Cessions, Acceptations)

C'est une convention par laquelle un assureur transfère à un réassureur une partie des risques d'assurance qu'il a souscrits, moyennant une prime de réassurance. La réassurance est pratiquée par les sociétés d'assurance et par des sociétés de réassurance (réassureurs professionnels). Le réassuré « cède » des risques, le réassureur les « accepte ».

Tontine

C'est une association dans laquelle chacun des associés apporte sa contribution à un fonds qui est capitalisé. À une date fixée par le contrat, le montant de ce fonds est distribué :
– soit aux survivants (tontines en cas de vie) ;
– soit aux ayants droit des décédés (tontines en cas de décès).

4 ○ Sources de documentation

Ce chapitre a été réalisé avec la collaboration de la Commission de contrôle des assurances.

Organismes :

– Commission de contrôle des assurances ;
– Organismes professionnels ;
– Caisse nationale de prévoyance.

Sites Internet :

– www.cca.finances.gouv.fr
– www.ffsa.fr

Publications :

Commission de contrôle des assurances
Rapport d'activité (annuel) ;
Résultats comptables des entreprises d'assurance de capitalisation et de réassurance (annuel) ;
Tableaux de synthèse (annuel).

Autres
– « L'assurance française en 2002 », Fédération française des sociétés d'assurances (FFSA) [rapport annuel] ;
– « Le système intermédiaire d'assurance », *INSEE-Méthodes*, n° 18, mai 1992 ;
– Annuaire des statistiques d'assurance 1993-2000, OCDE.

5 ○ Tableaux

Des tableaux détaillés, « séries » et supplémentaires sont disponibles sur le cédérom (cf. liste en fin d'annuaire).

TABLEAU M.03-1

Nombre de sociétés d'assurance et de réassurance contrôlées par la CCA au 31 décembre (1)

Source : Commission de contrôle des assurances (CCA)

Forme juridique	1995	1998	1999	2000	2001	2002
Sociétés d'assurance non-vie						
Sociétés nationales	4	2	2	2	2	2
Sociétés anonymes	141	146	140	144	148	143
Sociétés d'assurance mutuelle rémunérant des intermédiaires	55	51	49	48	46	45
Sociétés d'assurance mutuelle ne rémunérant pas des intermédiaires	19	19	19	19	19	19
Mutuelles locales ou professionnelles	84	53	53	53	53	52
Mutuelles agricoles	24	24	23	23	22	21
Succursales d'entreprises étrangères hors E.E.E (2)	16	12	12	13	13	12
Divers (3)	1	1	1	1	–	–
Société dispensée d'agrément (4)	1	1	1	1	1	1
Sociétés d'assurance sur la vie						
Sociétés nationales	4	–	–	–	–	–
Sociétés anonymes	110	81	71	68	64	64
Sociétés d'assurance mutuelle	16	14	14	14	14	14
Succursales d'entreprises étrangères hors E.E.E	5	4	4	4	4	2
Sociétés tontinières	2	3	3	3	3	3
Sociétés d'assurance mixtes						
Sociétés nationales	–	1	1	1	1	1
Sociétés anonymes	1	29	30	35	38	41
Sociétés d'assurance mutuelle	–	3	3	2	2	1
Sociétés de réassurance						
Sociétés anonymes	20	27	31	31	33	32
Société d'assurance mutuelle	1	1	2	2	3	3

(1) À l'exclusion des sociétés en liquidation.
(2) E.E.E. : Espace Économique Européen.
(3) Caisse départementale des incendiés de la Meuse.
(4) Caisse régionale d'assurances mutuelles agricoles d'Antilles-Guyane.

TABLEAU M.03-2

Effectifs du secteur de l'assurance

Sources : Fédération française des sociétés d'assurance, Agéa, FCA

	1995	1997	1998	1999	2000	2001	2002
Salariés de sociétés d'assurances	**121 800**	**133 100**	**132 050**	**132 300**	**135 100**	**137 600**	**139 000**
Agences							
Agents généraux	17 400	16 800	16 280	15 800	15 150	14 000	13 400
Collaborateurs d'agence (salariés et non salariés)	35 000	35 000	32 000	32 000	30 000	28 000	28 000
Total	**52 400**	**51 800**	**48 280**	**47 800**	**45 150**	**42 000**	**41 400**
Courtage							
Courtiers	2 400	2 500	2 500	2 400	2 800	2 800	2 800
Collaborateurs (salariés)	16 000	16 000	16 000	15 000	17 000	17 000	17 000
Total	**18 400**	**18 500**	**18 500**	**17 400**	**19 800**	**19 800**	**19 800**
Experts	**4 400**	**4 400**	**4 400**	**4 400**	**4 400**	**4 400**	**4 400**
Total	**197 000**	**207 800**	**203 230**	**201 900**	**204 450**	**203 800**	**204 600**

TABLEAU M.03-3

Primes d'assurance et de réassurance

Primes émises brutes de cession en réassurance

Source : Commission de contrôle des assurances (CCA) — *Unité* : Million d'euros

	r 1995	*r* 1997	*r* 1998	*r* 1999	*r* 2000	2001
1) Affaires directes d'assurances sur la vie et capitalisation						
Affaires directes en France	**63 527**	**78 658**	**64 970**	**74 730**	**90 295**	**84 507**
Affaires directes dans l'Union européenne (LPS et succursales) (1)	161	59	40	35	43	57
Affaires directes hors Union européenne	10	12	2	3	5	9
Total des affaires directes à l'étranger	**171**	**71**	**42**	**38**	**48**	**66**
Total général des opérations d'assurance sur la vie et capitalisation	**63 698**	**78 729**	**65 012**	**74 768**	**90 343**	**84 573**
Évolution des primes en %	**9,1**	**10,9**	**– 17,4**	**15,0**	**20,8**	**– 6,4**
2) Affaires directes d'assurance non-vie						
Affaires directes en France	**36 996**	**38 293**	**38 198**	**38 751**	**40 298**	**42 563**
Affaires directes dans l'Union européenne (LPS et succursales)	774	785	745	900	1 072	1 579
Affaires directes hors Union européenne	207	189	81	86	114	154
Total des affaires directes à l'étranger	**981**	**974**	**827**	**986**	**1 186**	**1 733**
Total général des opérations d'assurance non-vie	**37 977**	**39 267**	**39 025**	**39 737**	**41 484**	**44 296**
Évolution des primes en %	**5,6**	**0,4**	**– 0,6**	**1,8**	**4,4**	**6,8**
3) Ensemble des affaires directes						
En France	100 523	116 951	103 168	113 481	130 593	127 070
À l'étranger	1 152	1 045	869	1 024	1 234	1 799
Total des affaires directes	**101 675**	**117 996**	**104 037**	**114 505**	**131 827**	**128 869**
4) Opérations de réassurance						
Sociétés d'assurance vie et mixtes						
En France	2 291	2 256	2 246	2 470	3 285	3 226
À l'étranger	1	–	–	–	–	–
Total	**2 292**	**2 256**	**2 246**	**2 470**	**3 285**	**3 226**
Sociétés d'assurance non-vie						
En France	5 894	5 103	4 893	5 285	5 477	6 020
À l'étranger	129	132	185	146	150	492
Total	**6 023**	**5 235**	**5 078**	**5 431**	**5 627**	**6 512**
Ensemble des sociétés d'assurance						
En France	8 185	7 359	7 139	7 755	8 762	9 246
À l'étranger	130	132	185	146	150	492
Total	**8 315**	**7 491**	**7 324**	**7 901**	**8 912**	**9 738**
Sociétés de réassurance françaises						
En France	4 441	3 258	3 279	4 761	5 481	7 302
À l'étranger	312	254	189	332	484	644
Total	**4 753**	**3 512**	**3 468**	**5 093**	**5 965**	**7 946**
Total des opérations de réassurance						
En France	12 626	10 617	10 418	12 516	14 243	16 548
À l'étranger	442	386	374	478	634	1 136
Total	**13 068**	**11 003**	**10 792**	**12 994**	**14 877**	**17 684**

(1) LPS : Libre prestation de services.

TABLEAU M.03-4

Compte de résultat technique simplifié des sociétés d'assurance sur la vie, des sociétés mixtes et des sociétés d'assurance non-vie

Y compris les succursales de sociétés extra-communautaires

Source : Commission de contrôle des assurances (CCA) — *Unité* : Million d'euros

	Montant *r* 1999	% des primes	Montant *r* 2000	% des primes	Montant 2001	% des primes
Compte de résultat technique simplifié des sociétés d'assurance sur la vie et des sociétés mixtes (tontines comprises) (1) :						
Ressources						
Primes	80 013	100,0	96 844	100,0	91 207	100,0
Résultat financier du compte technique	47 639	59,5	31 253	32,3	17 765	19,5
Autres produits	381	0,5	498	0,5	492	0,5
Charges incombant aux réassureurs	3 031	3,8	3 690	3,8	3 414	3,7
Total	**131 064**	**163,8**	**132 285**	**136,6**	**112 878**	**123,8**
Charges						
Charges des sinistres	44 368	55,5	50 852	52,5	54 604	59,9
Charges des provisions techniques	46 030	57,5	37 057	38,2	15 755	17,3
Participation aux résultats	28 580	35,7	30 294	31,3	28 349	31,1
Frais d'acquisition et d'administration	6 604	8,3	7 479	7,7	7 810	8,6
Autres charges techniques	689	0,9	690	0,7	570	0,6
Primes cédées aux réassureurs	2 442	3,1	3 192	3,3	2 985	3,3
Total	**128 713**	**160,9**	**129 564**	**133,8**	**110 073**	**120,7**
Résultat technique	**2 351**	**2,9**	**2 719**	**2,8**	**2 805**	**3,1**
Compte de résultat technique simplifié des sociétés d'assurance non-vie :						
Ressources						
Primes	42 390	100,0	43 892	100,0	47 400	100,0
Résultat financier du compte technique	5 368	12,7	5 345	12,2	4 498	9,5
Autres produits techniques	479	1,1	534	1,2	535	1,1
Charges incombant aux organismes dispensés d'agrément	118	0,3	126	0,3	127	0,3
Charges incombant aux réassureurs	13 119	30,9	8 453	19,3	9 625	20,3
Total	**61 474**	**145,0**	**58 350**	**132,9**	**62 185**	**131,2**
Charges						
Prestations et frais payés	30 324	71,5	39 740	90,5	34 827	73,5
Charges des provisions techniques	12 567	29,6	– 1 483	– 3,4	5 260	11,1
Participation aux résultats	462	1,1	516	1,2	479	1,0
Frais d'acquisition et d'administration	8 830	20,8	9 160	20,9	9 811	20,7
Autres charges techniques	1 315	3,1	1 296	3,0	1 227	2,6
Primes cédées aux organismes dispensés d'agrément	166	0,4	166	0,4	175	0,4
Primes cédées aux réassureurs	6 913	16,3	7 624	17,4	9 025	19,0
Total	**60 577**	**142,9**	**57 019**	**129,9**	**60 804**	**128,3**
Résultat technique	**897**	**2,1**	**1 331**	**3,0**	**1 381**	**2,9**

(1) Y compris les dommages corporels.

TABLEAU M.03-5

Compte de résultat non technique des sociétés d'assurance sur la vie, des sociétés mixtes et des sociétés d'assurance non-vie

Y compris les succursales de sociétés extra-communautaires

Source : Commission de contrôle des assurances (CCA) — *Unité* : Million d'euros

	Montant *r* 1999	% des primes	Montant *r* 2000	% des primes	Montant 2001	% des primes
Compte de résultat non technique des sociétés d'assurance sur la vie et des sociétés mixtes (tontines comprises) (1) :						
Ressources						
Résultat technique	2 351	2,9	2 719	2,8	2 805	3,1
Résultat financier du compte non technique	1 327	1,7	1 514	1,6	1 399	1,5
Produits exceptionnels et autres produits non technique	335	0,4	295	0,3	401	0,4
Total	**4 013**	**5,0**	**4 528**	**4,7**	**4 605**	**5,0**
Charges						
Charges exceptionnelles et autres charges non techniques	811	1,0	504	0,5	324	0,4
Participation des salariés	43	0,1	51	0,1	69	0,1
Impôts sur les bénéfices	618	0,8	998	1,0	966	1,1
Total	**1 472**	**1,8**	**1 553**	**1,6**	**1 359**	**1,5**
Résultat de l'exercice	**2 541**	**3,2**	**2 975**	**3,1**	**3 246**	**3,6**
Compte de résultat non technique des sociétés d'assurance non-vie :						
Ressources						
Résultat technique	897	2,1	1 331	3,0	1 381	2,9
Résultat financier du compte non technique	1 671	3,9	1 732	3,9	1 327	2,8
Produits exceptionnels et autres produits non technique	791	1,9	743	1,7	616	1,3
Total	**3 359**	**7,9**	**3 806**	**8,7**	**3 324**	**7,0**
Charges						
Charges exceptionnelles et autres charges non techniques	1 528	3,6	921	2,1	728	1,5
Participation des salariés	99	0,2	71	0,2	73	0,2
Impôts sur les bénéfices	954	2,3	717	1,6	535	1,1
Total	**2 581**	**6,1**	**1 709**	**3,9**	**1 336**	**2,8**
Résultat de l'exercice	**778**	**1,8**	**2 097**	**4,8**	**1 988**	**4,2**

(1) Y compris les dommages corporels.

TABLEAU M.03-6

Bilan simplifié des sociétés d'assurance sur la vie, des sociétés mixtes et des sociétés d'assurance non-vie en 2001 (1)

Y compris les succursales de sociétés extra-communautaires

Source : Commission de contrôle des assurances (CCA) — *Unité* : Million d'euros

	Sociétés d'assurance sur la vie et sociétés mixtes (tontines comprises)		Sociétés d'assurance non-vie	
	Montant	% du total	Montant	% du total
Actif				
Placements	734 534	92,7	95 789	69,3
Part des réassureurs dans les provisions techniques	15 838	2,0	18 515	13,4
Créances	16 819	2,1	17 592	12,7
Actifs incorporels et autres actifs	6 499	0,8	3 523	2,5
Comptes de régularisation et différences de conversion	18 947	2,4	2 871	2,1
Total	**792 637**	**100,0**	**138 290**	**100,0**
Passif				
Capitaux propres et passifs subordonnés	36 206	4,6	28 514	20,6
Provisions techniques	721 458	91,0	90 561	65,5
Provisions pour risques et charges	1 568	0,2	1 687	1,2
Dettes	33 405	4,2	17 528	12,7
Total	**792 637**	**100,0**	**138 290**	**100,0**

(1) Avant affectation.

TABLEAU M.03-7

Répartition des placements d'assurance en 2001

Valeurs conservées par les entreprises - estimation d'inventaire (valeur nette)

Source : Commission de contrôle des assurances (CCA) — *Unité* : Million d'euros

Nature des valeurs	OCDE		Hors OCDE	
	Vie, mixtes et tontines	Non-vie	Vie, mixtes et tontines	Non-vie
Immeubles et parts de SCI (1)	22 531	9 019	–	3
Actions et titres à revenu variable (OPCVM inclus) (2)	80 811	30 501	25	44
Obligations et titres à revenu fixe (OPCVM inclus)	481 860	48 794	9	9
Prêts et effets assimilés	10 186	2 304	7	3
Dépôts auprès des cédantes	4 710	4 323	–	2
Autres placements	3 893	1 056	–	4
Total	**603 991**	**95 996**	**41**	**65**

(1) SCI : Société Civile Immobilière.
(2) OPCVM : Organisme de Placement Collectif en Valeurs Mobilières.

TABLEAU M.03-8

Part des primes brutes directes d'assurance rapportée au produit intérieur brut dans plusieurs pays de l'OCDE

Source : OCDE — %

Pays	1990	1993	1994	1995	1996	1997	1998	1999	2000
Union européenne (UE) (1)	**5,79**	**6,76**	**6,90**	**6,97**	**7,22**	**7,53**	**7,65**	**8,18**	**9,22**
Allemagne	5,92	6,26	6,45	6,55	6,65	6,64	6,51	6,68	6,71
Autriche	4,93	5,50	5,40	5,54	6,23	5,38	5,33	5,52	5,64
Belgique	4,64	5,14	5,17	5,33	5,58	5,77	6,47	7,06	7,91
Danemark	4,44	5,17	5,54	5,72	6,17	6,39	6,86	6,32	6,26
Espagne	3,53	4,30	5,11	4,81	5,04	5,18	5,19	5,65	6,75
Finlande	6,59	2,84	2,96	3,34	4,04	3,71	4,04	4,44	4,97
France	**5,89**	**7,64**	**8,27**	**8,57**	**9,08**	**9,40**	**8,00**	**8,44**	**9,35**
Grèce (2)	1,28	1,59	1,61	1,62	1,73	1,76	1,85	2,15	2,12
Irlande	8,96	8,79	8,95	8,28	9,08	9,96	12,23	14,53	16,83
Italie	2,63	3,25	3,38	3,49	3,56	4,12	4,88	5,65	5,90
Luxembourg	4,29	4,11	10,81	24,02	21,35	30,46	32,93	30,20	30,39
Pays-Bas (3)	7,64	7,96	8,30	8,86	9,11	9,35	9,84	9,71	9,97
Portugal	2,95	3,92	4,08	4,59	5,06	4,95	5,50	5,93	6,91
Royaume-Uni (4)	10,58	13,16	11,98	11,56	12,06	12,24	13,22	14,13	17,10
Suède	5,23	6,14	5,79	5,47	5,64	5,81	6,17	7,10	8,89
OCDE (1)	**7,44**	**7,88**	**8,12**	**8,11**	**8,09**	**8,54** *r*	**8,71**	**8,73**	**9,06**
dont : États-Unis	9,73	10,15	10,05	9,89	9,84	10,61	10,97	10,49	10,60
Japon	8,43	8,52	8,48	8,52	8,03	8,06	7,79	7,42	7,09
Canada	4,72	4,43	4,57	4,66	4,46	4,31	4,20	6,70	7,06
Suisse	8,02	9,08	9,60	10,33	11,14	11,92	12,55	12,83	12,42

(1) Uniquement pour les données disponibles.
(2) Sur la base des primes nettes émises jusqu'à 1991.
(3) Sur la base des primes nettes émises pour l'assurance vie jusqu'à 1994.
(4) Sur la base des primes nettes émises pour l'assurance vie jusqu'à 1995.

TABLEAU M.03-9

Primes brutes totales des assurances émises dans plusieurs pays de l'OCDE

Source : OCDE — *Unité* : Million de dollars

Pays	1990	1993	1994	1995	1996	1997	1998	1999	2000
Union européenne (UE) (1)	**415 233**	**538 005**	**582 578**	**666 299**	**694 017**	**677 010**	**708 365**	**769 166**	**793 163**
Allemagne	91 194	151 150	168 412	200 200	196 995	177 621	177 416	181 376	164 773
Autriche	8 540	11 024	12 120	14 240	16 013	12 844	12 860	13 229	12 219
Belgique	9 695	11 378	12 349	15 458	15 813	14 743	16 861	18 329	18 527
Danemark	6 862	8 109	9 758	11 376	12 332	11 700	12 961	12 099	10 756
Espagne	18 141	21 640	25 703	27 971	30 378	28 527	29 698	35 324	38 988
Finlande	9 433	2 665	3 115	4 474	5 319	4 658	5 242	5 924	6 220
France	**78 390**	**107 304**	**119 249**	**142 123**	**149 294**	**139 333**	**122 619**	**129 163**	**128 409**
Grèce (2)	1 067	1 525	1 655	1 925	2 194	2 143	2 270	2 720	2 362
Irlande	4 096	4 685	4 984	5 680	6 825	8 269	10 735	14 386	16 311
Italie	33 108	37 095	38 943	42 654	48 245	52 001	61 943	71 204	68 002
Luxembourg (3)	444	528	1 582	4 156	3 631	4 811	5 505	5 841	5 742
Pays-Bas	22 712	26 647	29 911	36 502	37 118	34 654	37 970	39 154	37 514
Portugal	2 079	3 322	3 632	4 856	5 585	5 100	6 003	6 927	7 179
Royaume-Uni (4)	115 274	138 604	138 100	140 298	148 610	165 969	191 170	215 195	256 352
Suède (5) (6)	14 198	12 329	13 064	14 386	15 667	14 638	15 111	18 295	19 811
OCDE (1)	**1 370 342**	**1 723 397**	**1 882 097**	**2 060 526**	**2 052 423**	**2 099 909** *r*	**2 177 164** *r*	**2 359 343**	**2 510 090**
dont : États-Unis	606 925	705 008	731 673	763 639	795 115	891 694	994 961	1 055 045	1 157 516
Japon	258 310	372 829	406 604	448 384	376 514	344 074	300 649	328 617	342 421
Canada	32 443	28 033	28 758	30 083	30 232	29 914	28 100	47 157	54 693
Suisse	27 315	33 723	37 985	45 444	38 963	34 713	36 491	35 680	33 967

(1) Uniquement pour les données disponibles.
(2) Sur la base des primes nettes émises jusqu'à 1991.
(3) Sur la base des primes brutes directes jusqu'à 1993.
(4) Sur la base des primes nettes émises pour l'assurance-vie jusqu'à 1992.
(5) Sans les succursales des assureurs étrangers pour l'assurance-vie pour 1990.
(6) Sans les succursales des assureurs étrangers pour l'assurance non-vie jusqu'à 1996.

Chapitre N.01

○ Monnaie, Crédit, Épargne et Patrimoine

1 Présentation.
2 Méthodologie.
3 Définitions.
4 Sources de documentation.
5 Tableaux.

○ Liste des tableaux

1 Parité de l'euro par rapport aux monnaies des autres pays de l'Union économique et monétaire (UEM).

2 Taux d'intérêt directeurs de la Banque centrale européenne (BCE).

3 Agrégats de monnaie et contreparties de M3 (encours en fin d'année).

4 Endettement intérieur total (EIT) (encours en fin d'année).

5 Tableau des financements et des placements financiers des agents non financiers résidents (TFP).

6 Tableau d'opérations financières (TOF) (encours en fin d'année et flux).

7 Comptes de patrimoine des secteurs institutionnels en 2002 (encours en fin d'année).

8 Taux d'intérêt créditeurs des principales formes d'épargne (taux d'intérêt nominal annuel).

9 Dépôts à vue, dépôts à terme et comptes sur livrets (encours en fin d'année).

10 Principaux taux d'intérêt débiteurs.

11 Crédits distribués par les institutions financières monétaires (encours en fin d'année).

12 Répartition par objet des crédits distribués par les établissements de crédit (encours en fin d'année).

13 Nombre des établissements de crédit et des entreprises d'investissement (situation en fin d'année).

14 Bilan de la Banque de France et des institutions financières monétaires (IFM) hors Banque de France (encours en fin d'année).

15 Bilan des banques dans les départements d'Outre-mer, les collectivités territoriales, le territoire polynésien et la Nouvelle-Calédonie (encours en fin d'année).

16 Masse monétaire du territoire de Wallis-et-Futuna (encours en fin d'année).

17 Indicateurs monétaires et financiers pour la France et différents pays.

1

○ Présentation

L'euro avait connu une phase de dépréciation de janvier 1999 à octobre 2000 suivie d'une phase de stabilisation. En 2002, il connaît une appréciation significative passant de 0,87 dollar en février à 1,02 en décembre. Cette évolution peut s'expliquer par différents facteurs : réduction des écarts de performances économiques entre la zone euro et les États-Unis, évolution asymétrique des balances des paiements courants des deux zones et retournement des flux d'investissement et de portefeuille dans un sens favorable à la zone euro.

Après l'assouplissement intervenu fin 2001, la politique monétaire de la Banque centrale européenne (BCE) demeure inchangée jusqu'au 5 décembre 2002. À cette date, le taux directeur est ramené de 3,25 % à 2,75 % en raison de la diminution des tensions inflationnistes liées à la faiblesse de la croissance économique. Cette détente de 50 points de base se répercute sur le taux interbancaire à trois mois de la zone euro (Euribor) qui s'établit à 2,9 % en décembre 2002 contre 3,3 % en décembre 2001 ainsi que sur le taux des obligations publiques françaises à dix ans qui revient de 4,9 % en décembre 2001 à 4,4 % en décembre 2002.

Pour les émissions privées à court terme, la baisse des rendements est de moindre ampleur que pour le secteur public : la prime de risque de court terme a en effet augmenté de 43 points de base entre décembre 2001 et décembre 2002, même si elle diminue à partir de novembre grâce à l'amélioration de la situation des sociétés. Pour les émissions privées à long terme, l'augmentation de la prime de risque sur l'année se limite à 27 points de base, la décrue commençant dès septembre 2002.

Les banques répercutent la baisse de leur coût de refinancement sur les taux débiteurs de leurs différentes catégories de prêts : pour les entreprises, les taux des prêts à plus de un an reviennent de 5,3 % en décembre 2001 à 4,8 % en décembre 2002 ; concernant les ménages, les taux passent de 9,6 % à 9,0 % pour les crédits à la consommation et de 6,3 % à 6,0 % pour les prêts à l'habitat à taux fixe sur la même période. Seuls les prêts à court terme aux entreprises demeurent inchangés, à 4,5 %.

L'écart entre la croissance de l'agrégat monétaire M3 de la zone euro et la valeur de référence de moyen terme de 4,5 % qui lui était assignée diminue légèrement au cours de l'année 2002. La variation annuelle est en effet passée de 7,9 % en décembre 2001 à 6,9 % un an plus tard [1]. Cette croissance vigoureuse de M3 s'explique à la fois par la préférence des investisseurs pour des actifs sûrs et liquides (dans un contexte de forte volatilité des marchés boursiers), par l'aplatissement de la courbe des rendements et par le faible niveau des taux d'intérêts à court terme (qui limite le coût d'opportunité de détention des encaisses les plus liquides).

Cette croissance de M3 trouve son origine du côté des contreparties de M3 dans le bilan consolidé des Institutions Financières et Monétaires (IFM), dans les créances détenues sur l'extérieur. L'encours des créances sur le secteur privé de la zone euro a au contraire décéléré, revenant de 6,5 % au dernier trimestre 2001 à 4,5 % au dernier trimestre 2002, concomitamment au ralentissement de l'activité économique.

Les crédits accordés aux résidents français par les institutions financières monétaires (IFM) établies sur le territoire français croissent également de manière modérée (+ 4,2 % en 2001). L'endettement intérieur total (EIT) français continue donc sa décélération, ne progressant que de 4,8 % en 2002 contre 7,1 % en 2001. Le ralentissement est particulièrement marqué pour les sociétés non financières : leur endettement ne progresse que de 1,7 % en 2002 après 10,2 % l'année précédente, les financements de marché enregistrant même une régression nette (0,5 % en 2002 contre une progression de 24,2 % en 2001).

Ces évolutions traduisent à la fois les stratégies de désendettement des firmes et le durcissement des conditions d'accès aux marchés de financement à court terme. L'endettement des ménages, au contraire, maintient sa croissance (à 6,0 % après 5,5 % en 2001) tandis que le taux de croissance de l'endettement des administrations publiques s'inscrit en nette augmentation (8,1 % en 2002 contre 4,3 % en 2001).

L'encours d'actions et autres participations détenues par les agents non financiers résidents s'est contracté de 24 % (685 milliards d'euros) entre la fin 2001 et la fin 2002, sous l'effet du recul des marchés boursiers. On a en revanche enregistré une expansion de 3,6 % du portefeuille obligataire (+ 35 milliards), sous l'effet conjugué de flux nets de placements positifs et de la baisse des taux d'intérêt, tandis que les dépôts à vue se stabilisaient à un niveau quasiment inchangé (+ 2 milliards).

2

○ Méthodologie

Les statistiques permettant de suivre l'activité bancaire en France sont établies par la Banque de France.

Le calcul des agrégats de la zone euro est effectué par la Banque centrale européenne (BCE) à partir des données fournies par les banques centrales nationales (BCN).

Le calcul et le suivi d'agrégats monétaires dans un cadre national ne présentent pas d'intérêt du strict point de vue de la définition et de l'orientation de la politique monétaire unique de la zone euro. Néanmoins, compte tenu du poids de la France dans la zone, le suivi des instruments monétaires détenus au plan national peut permettre d'identifier les chocs susceptibles d'affecter la stabilité des agrégats monétaires européens.

La loi n° 84-46 du 24 janvier 1984 modifiée [2] , relative à l'activité et au contrôle des établissements de crédit, dite loi bancaire, définit le cadre institutionnel dans lequel s'exerce l'activité des établissements de crédit établis en France. Elle a confié l'ensemble des fonctions de tutelle et de contrôle de la profession bancaire à trois instances collégiales distinctes, au fonctionnement desquelles la Banque de France est étroitement associée : le Comité de réglementation bancaire et financière (CRBF), le Comité des établissements de crédit et des entreprises d'investissement (CECEI) et le Conseil national du crédit et du titre (CNCT).

Le code monétaire et financier, qui a notamment codifié les dispositions de la loi du 24 janvier 1984, est entré en vigueur le 1er janvier 2001. Il les a réparties entre plusieurs des sept livres qu'il compte. Les dispositions relatives aux opérations de banque figurent au livre III « Les services », celles régissant les établissements de crédit, prestataires de services d'investissement et autres établissements bancaires au livre V « Les prestataires de services » et celles gouvernant les autorités bancaires au livre VI « Les institutions en matière bancaire et financière » ; les dispositions du livre VII regroupent les dispositions relatives à l'application du Code à l'Outre-mer.

Le Système européen de Banques centrales (SEBC) s'est doté d'un ensemble de concepts statistiques, permettant de définir de façon homogène les institutions créatrices de monnaie, dénommées institutions financières monétaires (IFM), et d'un cadre comptable commun. Il s'est pour cela très largement appuyé sur les définitions retenues dans le Système européen de comptes rénové (SEC 95) applicable à partir de 1999.

La « monnaie fiduciaire » détenue par les agents non financiers (ANF) n'est pas une donnée directement fournie par le bilan des IFM, mais est estimée dans le cadre des comptes nationaux.

Les données financières des comptes nationaux sont issues de la Base de données des agents financiers (BAFI) de la Commission bancaire, de la base de données sur les OPCVM de la Banque de France, de la Commission de contrôle des

---

[1] Données corrigées des variations saisonnières et des effets de fin de mois.

[2] La loi bancaire a notamment été modifiée par la loi de modernisation des activités financières (MAF) du 2 juillet 1996, qui a transposé en droit français la directive européenne du 10 mai 1993 concernant les services d'investissement dans les valeurs mobilières.

Assurances, de la Comptabilité publique, de la Balance des paiements et du Système intermédiaire d'entreprise (SIE) géré par l'INSEE.

Nomenclature des institutions financières utilisée pour l'établissement des statistiques monétaires et financières

Cette nomenclature est commune aux statistiques monétaires et aux tableaux d'opérations financières de la comptabilité nationale [1].
Les institutions financières sont classées en trois grandes catégories :

INSTITUTIONS FINANCIÈRES MONÉTAIRES (IFM) :

Les institutions financières monétaires (IFM) comprennent les établissements de crédit résidents tels qu'ils sont définis par la législation communautaire et toutes les autres institutions financières résidentes dont l'activité consiste à recevoir des dépôts (et/ou de proches substituts des dépôts) d'entités autres que les IFM et qui consentent des crédits et/ou effectuent des placements en valeurs mobilières.
Aux termes de cette définition, la population des IFM comprend :

– la Banque de France, le Fonds de stabilisation des changes et l'IEDOM :
  - Banque de France [2] ;
  - Fonds de stabilisation des changes [2 3] ;
  - l'Institut d'Émission des Départements d'Outre-Mer (IEDOM).
– les Banques :
  - Banques « Association Française des Banques » (ABF) ;
  - Banques mutualistes ou coopératives :
    - Banques populaires,
    - Réseau Crédit agricole,
    - Réseau Crédit mutuel,
    - Réseau de crédit coopératif,
    - Caisses d'épargne et de prévoyance,
    - Banque fédérale mutualiste.
  - Crédits municipaux ;
  - Institutions financières des DOM.
– CDC et CNE :
  - Caisse des dépôts et consignations (CDC) [2] ;
  - Caisse nationale d'épargne (CNE) (La Poste) [2].
– les Sociétés financières et assimilées :
  - Sociétés financières soumises à des dispositions particulières (liste A) :
    - Sociétés immobilières pour le commerce et l'industrie (SICOMI),
    - SOFERGIE,
    - Sociétés de financement des télécommunications,
    - Sociétés de crédit différé,
    - Sociétés anonymes de crédit immobilier (SACI),
    - Caisse de refinancement hypothécaire.
  - Sociétés financières habilitées à titre individuel (SFHTI) (liste B) :
    - Sociétés de crédit-bail immobilier,
    - Sociétés de location avec option d'achat,
    Sociétés de gestion de moyens de paiements,
    Autres sociétés financières.
  - Sociétés financières spécialisées dans les services d'investissement.
– les Institutions financières spécialisées (IFS) :
  - Agence française de développement ;
  - Crédit foncier de France et Cie de financement foncier ;
  - Sociétés de développement régional (SDR) ;
  - Société française pour l'assurance du capital-risque des PME (SOFARIS) [3] ;
  - CEPME ;
  - Euronext PARIS SA ;
  - Caisse de Garantie du Logement Locatif Social [4].
– les OPCVM monétaires [2 5] :
  - Sociétés d'investissement à capital variable (SICAV) monétaires ;
  - Fonds communs de placement (FCP) monétaires.

AUTRES INTERMÉDIAIRES FINANCIERS (hors assurances et fonds de pension) :

– Institutions financières diverses et assimilées :
  - Fonds communs de créances (FCC) [2] ;
  - Groupements professionnels de répartition d'emprunts collectifs au profit d'agents non bancaires [2 3] ;
  - Autoroutes de France [2] ;
  - Comités interprofessionnels du logement (CIL) [2 3] ;
  - Entreprises d'investissement ;
  - Instituts régionaux de participation (IRP) [2 6] ;
  - Sociétés de caution mutuelle (SCM) [3] ;
  - Caisse nationale des autoroutes (CNA) [2].
– Autres organismes de placement collectif en valeurs mobilières (OPCVM) [2 5] :
  - SICAV et FCP long terme à vocation générale ;
  - Sociétés d'investissement à capital fixe (SICAF) [3] ;
  - FCP Entreprises [3] ;
  - Fonds Commun sur les marchés à terme ;
  - FCP à Risque [3] ;
  - Sociétés civiles de placements immobiliers.

AUXILIAIRES FINANCIERS :

– Holdings financières n'ayant pas le statut d'établissements de crédit et n'étant pas controlées par la Commission de Contrôle des Assurances ;
– Sociétés de gestion de portefeuille [7];
– Changeurs manuels ;
– Groupement d'Intérêt Economique (GIE) Carte Bleue ;
– Groupement d'Intérêt Economique (GIE) Carte Bancaire ;
– Fonds de garantie des dépôts.

3 ○ Définitions

Taux d'intérêt directeurs de la BCE

La Banque centrale européenne (BCE) est en situation de monopole en matière de création de la base monétaire [8]. Elle est donc en mesure d'influer sur le marché monétaire [9] notamment sur le niveau des taux d'intérêt, par lesquels les impulsions de politique monétaire se transmettent à l'ensemble de l'économie.
La plupart des opérations menées par la BCE sur le marché monétaire sont des opérations d'open-market, c'est-à-dire des opérations exécutées à son initiative. Celles-ci prennent majoritairement la forme d'opérations principales de refinancement [10].

---

[1] Pour la comptabilité nationale, activités métropolitaines des agents financiers résidant en métropole, Monaco exclu, c'est-à-dire à l'exclusion des TOM. Pour les statistiques monétaires, activités des agents financiers résidant sur le territoire français (métropole, Monaco, départements d'Outre-Mer, Saint-Pierre-et-Miquelon et Mayotte).

[2] Hors loi bancaire.

[3] Non recensé actuellement dans les statistiques monétaires.

[4] Ce nouvel établissement public national à caractère administratif a été créé le 1er janvier 2001 par l'article 163 de la loi relative à la Solidarité et au Renouvellement Urbains du 13 décembre 2000 (dite loi SRU). Il remplace la Caisse de Garantie du Logement Social.

[5] Depuis le 1er janvier 1994, les catégories d'OPCVM (SICAV et FCP) sont d'une part les OPCVM « monétaires », d'autre part les autres OPCVM, « obligations et autres titres de créances », « actions », « garantis » et « diversifiés ».

[6] Non recensé actuellement dans les statistiques monétaires et financières, faute de données disponibles.

[7] Dépendent juridiquement des entreprises d'investissement.

[8] La base monétaire est la monnaie dont les banques commerciales ont besoin pour faire face à la demande de billets et pièces, régler les opérations interbancaires et constituer leurs réserves obligatoires.

[9] Le marché monétaire est le marché sur lequel l'échéance des transactions est généralement inférieure à un an.

[10] Les autres types d'opération d'open-market de l'Eurosystème sont les opérations de refinancement à plus long terme, les opérations de réglage fin et les opérations structurelles.

Afin de contrôler les taux d'intérêt à court terme du marché monétaire, notamment de limiter leur volatilité, l'Eurosystème offre en outre des facilités permanentes à ses contreparties, laissées sur l'initiative de ces dernières. Ce sont la facilité de prêt marginal et la facilité de dépôt.

Compte tenu de ce cadre opérationnel, l'Eurosystème dispose de trois taux directeurs pour indiquer l'orientation de sa politique monétaire :

– le taux des opérations principales de refinancement, qui consistent en des opérations de cession temporaire par lesquelles les Banques centrales nationales (BCN) fournissent des liquidités contre des actifs éligibles, selon une fréquence hebdomadaire et une échéance de deux semaines ; depuis le 28 juin 2000, afin de mettre fin au phénomène de « sur-soumissionnement » de la part des contreparties (né des anticipations de hausse de taux directeurs qui prévalaient alors), les adjudications se déroulent selon une procédure à taux variable (procédure à taux multiple) [1];

– le taux de la facilité de prêt marginal, qui est une facilité permanente par laquelle les contreparties peuvent obtenir des Banques centrales nationales des liquidités au jour le jour contre des actifs éligibles ; le taux de la facilité de prêt marginal constitue normalement un plafond pour le taux d'intérêt du marché au jour le jour ;

– le taux de la facilité de dépôt, qui est une facilité permanente par laquelle les contreparties peuvent effectuer des dépôts au jour le jour auprès des Banques centrales nationales ; le taux de la facilité de dépôt constitue normalement un plancher pour le taux d'intérêt du marché au jour le jour.

Afin que l'Eurosystème n'influence le marché monétaire qu'en un point de la courbe de rendement, avant les opérations mensuelles de refinancement à plus long terme (échéance de trois mois), l'Eurosystème se contente d'indiquer le volume de liquidités qu'il est prêt à octroyer, sans indication de taux. Ces adjudications se déroulent à taux variable, multiple depuis mars 1999.

Agent résident

Est résidente toute personne se trouvant sur le territoire économique français pendant une période supérieure à un an (on ne tient pas compte, pour cette définition, des absences temporaires au titre du tourisme, des voyages d'affaires, du travail frontalier ou saisonnier). La population totale résidente comprend l'ensemble des personnes physiques résidentes, quelle que soit leur nationalité.

Agrégats monétaires de la zone euro

Les agrégats monétaires recensent les moyens de paiement directement utilisables dans les transactions, détenus par les agents de la zone euro autres que les institutions financières monétaires (IFM) et les administrations centrales, ainsi que ceux des placements financiers auprès des IFM qui en constituent de proches substituts. Les actifs retenus sont aisément mobilisables et ne comportent que peu ou pas de risque en capital.

L'agrégat monétaire étroit M1 regroupe les moyens de paiement directement utilisables :

– les pièces et billets en circulation,

– les dépôts à vue.

L'agrégat intermédiaire M2 comprend, en plus de M1, les autres dépôts à court terme :

– les dépôts remboursables avec un préavis inférieur ou égal à trois mois,

– les dépôts à terme.

La masse monétaire au sens large, M3, inclut, outre M2, les instruments négociables émis à court terme :

– les titres d'Organismes de placement collectif en valeurs mobilières (OPCVM) monétaires,

– les instruments du marché monétaire,

– les titres de créance de durée initiale inférieure ou égale à deux ans émis par des IFM,

– les créances résultant de prises en pension sur des titres émis par des IFM.

Les dépôts avec un préavis inférieur ou égal à trois mois sont les dépôts d'épargne à vue qui présentent, à la différence des dépôts à vue, un caractère incomplet de transférabilité. En France, il s'agit par exemple des livrets A et bleus, des Codevi, des livrets jeunes, des comptes d'épargne logement, des livrets d'épargne populaire et des livrets soumis à l'impôt.

Les dépôts à terme sont les dépôts qui ne peuvent être convertis en espèces avant un terme fixe convenu ou qui ne peuvent être convertis en espèces avant ce terme que moyennant une réfection totale ou partielle de la rémunération convenue.

Les instruments du marché monétaire sont les titres émis à court terme (durée initiale inférieure ou égale à un an) par des IFM et négociables sur des marchés monétaires liquides. En France, cette catégorie regroupe les certificats de dépôt et à titre résiduel les anciens bons des institutions et sociétés financières (BISF).

Les pensions sont les espèces perçues en contrepartie de titres vendus à un prix donné dans le cadre d'un engagement de rachat desdits titres (ou de titres similaires) à un prix et une date déterminés.

Les contreparties de M3

Les contreparties de M3 visent à mettre en évidence les principales sources de la création monétaire. Elles regroupent :

– les créances sur les autres résidents (non-IFM) :
  - les crédits accordés aux non-IFM,
  - le portefeuille de titres émis par des non-IFM ;

– les créances nettes sur l'extérieur ;

– les ressources non monétaires des institutions financières monétaires (IFM) – à déduire ;

– un poste « divers ».

Les crédits incluent les crédits à l'habitat, à la consommation, à l'investissement, de trésorerie, les autres crédits, les créances douteuses brutes, le crédit-bail, les avoirs en titres non négociables et les dettes subordonnées constituées sous forme de dépôts ou prêts.

La rubrique « créances nettes sur l'extérieur » retrace le solde des créances et des engagements nets sur les non-résidents.

La rubrique « divers » inclut, entre autres, le solde des créances et des engagements inter-IFM (décalages et en route entre institutions financières...) et les acquisitions par des IFM d'actifs immobiliers pour compte propre auprès d'un agent non financier.

L'endettement intérieur total (EIT)

L'endettement intérieur total (EIT) recense l'ensemble des financements, hors actions et autres parts sociales, des agents non financiers résidant en France, obtenus soit auprès d'institutions financières monétaires ou d'autres intermédiaires financiers, soit sur les marchés de capitaux (monétaire ou obligataire), tant en France qu'à l'étranger.

Le suivi de l'EIT permet d'analyser l'évolution des ressources des agents économiques sous forme d'endettement au regard de celle de la demande interne, des prix et des équilibres extérieurs. Les informations relatives à la nature des financements obtenus fournissent, quant à elles, des indications sur les substitutions réalisées entre les différentes formes d'endettement. L'EIT est ainsi un indicateur conjoncturel de l'évolution du degré d'intermédiation des financements.

L'EIT est une mesure d'encours qui regroupe en distinguant, pour chaque secteur institutionnel débiteur, les dettes dont le terme est inférieur ou égal à un an et celles dont le terme est supérieur à un an :

– les crédits obtenus auprès des institutions financières résidentes,

– les crédits obtenus auprès des non-résidents (prêts entre unités n'appartenant pas au même groupe, prêts obtenus dans le cadre d'investissements directs et crédits commerciaux),

– les financements de marchés,

– le financement monétaire du Trésor public.

---

[1] Dans une adjudication à taux multiple, les demandes des contreparties sont satisfaites, par ordre décroissant du taux offert, au taux offert par chacune d'elles – contrairement aux procédures à taux unique, où toutes les contreparties sont servies au même taux – ; au taux minimal, les demandes restantes sont satisfaites au *prorata* de la quantité totale de liquidités que la BCE a décidées d'allouer.

Le tableau des financements et placements (TFP)

Le tableau des financements et des placements financiers (TFP) est une présentation synthétique des placements et du patrimoine financier des agents non financiers (ANF) résidents.
Il retrace comment et au profit de qui ont été distribués les financements, et comment les agents ont arbitré entre placements monétaires et placements non monétaires, information essentielle dans l'appréciation des effets de la politique monétaire.
Les agents non financiers sont regroupés en trois grandes catégories : les sociétés non financières (SNF), les ménages et institutions sans but lucratif au service des ménages (ISBLSM) et les administrations publiques. Le tableau présenté dans cet annuaire est un tableau agrégé pour l'ensemble des agents non financiers.
Cette population se différencie du secteur détenteur de monnaie dans la mesure où elle comprend les organismes d'administration centrale mais pas les institutions financières non monétaires (sociétés d'assurance et fonds de pension, autres intermédiaires financiers).
Il en résulte en particulier que la composante française de l'agrégat large M3 de la zone euro ne peut pas être dérivée directement du TFP. En effet, à l'inverse du TFP, elle inclut les engagements liquides des IFM résidentes vis-à-vis des institutions financières non monétaires résidentes et des résidents des autres pays de la zone euro appartenant au secteur détenteur de monnaie ; par ailleurs, elle exclut leurs engagements vis-à-vis des administrations centrales.
À l'actif du TFP, l'application des normes de comptabilité nationale aux statistiques monétaires, et le souci de retracer l'ensemble des créances des ANF sur les résidents et sur les non-résidents, ont conduit à un regroupement des instruments financiers en trois grandes catégories :

Dépôts et titres à court terme vis-à-vis des IFM résidentes

• *Monnaie fiduciaire et dépôts à court terme*
Les dépôts à court terme sont repris des statistiques monétaires. Ils recouvrent les dépôts à vue, ceux remboursables avec un préavis inférieur ou égal à trois mois, et ceux assortis d'une échéance initiale inférieure ou égale à deux ans.
En outre, les avoirs liquides des organismes d'administration centrale, qui ne se sont pas repris dans les agrégats monétaires, figurent dans le TFP par respect de la définition des ANF.
• *Titres de créance d'une durée inférieure ou égale à 2 ans, titres d'OPCVM monétaires et pensions*
La notion de titres de créance recouvre ici non seulement les bons à moyen terme négociables (BMTN) mais aussi les certificats de dépôt émis par des IFM résidentes. Le regroupement avec les titres d'OPCVM monétaires s'explique par la part importante des titres du marché monétaire dans les portefeuilles des OPCVM monétaires et l'indexation de leur rémunération sur les taux d'intérêt monétaires. La même logique guide l'inclusion des prises en pension de titres des ANF auprès des IFM.

Autres dépôts et titres à court terme

Cet ensemble regroupe les dépôts à court terme des ANF résidents auprès des institutions financières non monétaires résidentes (fonds communs de créance, entreprises d'investissement, ...), leur portefeuille de titres à court terme émis par les résidents autres que des IFM (billets de trésorerie, bons du Trésor à taux fixe — BTF —, bons du Trésor à taux annualisé — BTAN — à 2 ans), mais aussi l'ensemble des avoirs à court terme des ANF auprès des non-résidents, quels qu'en soient les supports.

Placements à moyen et long termes des Agents Non Financiers

• *Dépôts à terme d'une durée initiale supérieure à deux ans :* cette catégorie inclut les comptes à terme et les bons de caisse et d'épargne à plus de 2 ans, ainsi que les plans d'épargne logement et les plans d'épargne populaire de type bancaire.

• *Placements de type « obligations » :* ils recouvrent les titres de créance d'une durée à l'émission supérieure à 2 ans (BTAN à 5 ans, BMTN à plus de 2 ans), les obligations et les titres d'OPCVM obligations, mais également les placements auprès des sociétés d'assurance (dont les PEP assurances) et les titres d'OPCVM garantis. L'inclusion des ces derniers se justifie par la composition des portefeuilles des sociétés d'assurance et des OPCVM garantis, qui sont largement investis en obligations.
• *Placements de type « actions et autres participations » :* figurent sous cette rubrique les différentes catégories d'actions et les titres d'OPCVM largement investis en actions. Au sein des actions détenues par les ANF, on distingue les actions cotées des autres types de parts sociales (actions non cotées et autres participations). Les OPCVM sont quant à eux subdivisés en OPCVM actions, OPCVM diversifiés et autres OPCVM [1].

Le tableau d'opérations financières (TOF)

Le tableau d'opérations financières (TOF) est la partie financière des comptes nationaux. Il présente des équilibres entre actifs et passifs.
En flux, les comptes financiers retracent les opérations financières effectuées par les agents économiques. À ce titre, ils s'insèrent à la suite de la séquence des comptes non financiers des secteurs institutionnels, l'articulation se faisant au niveau de la capacité de financement. Ils décrivent, par type d'instruments, les variations d'actifs financiers et de passifs qui composent la capacité de financement.
Les encours d'actifs et de passifs financiers sont évalués à prix courants. Les encours de dépôts et crédits figurent à leur valeur nominale, les titres cotés (obligations, actions cotées et parts d'OPCVM) à leur valeur de marché.
Les stocks ou « encours » sont les actifs financiers et les passifs des comptes de patrimoine.

Les comptes de patrimoine

Les comptes de patrimoine décrivent l'état de l'actif (financier et non financier) et du passif de chaque secteur institutionnel en fin d'année. Ils recensent les actifs et passifs économiques sur lesquels des droits de propriété peuvent être exercés. Des éléments tels que le capital écologique (l'air, la biodiversité...) ou le « capital humain » en sont exclus. Les éléments retenus sont issus de processus de production ou sont naturels (terre, gisements...), financiers ou non financiers.
Les actifs et passifs sont comptabilisés à leur valeur de marché, de transaction ou au coût technique de renouvellement (cas des actifs fixes productifs). La valeur des actions non cotées est estimée par référence à celle des actions cotées. Les plus-values latentes sur l'immobilier sont imputées aux terrains sous-jacents.
Les comptes de patrimoine ont pour solde la valeur nette, différence entre le total des actifs (non financiers et financiers) détenus par chaque secteur institutionnel, ou l'économie nationale, et ses dettes. Le patrimoine national représente la valeur des actifs non financiers détenus par les unités résidentes, majorée des actifs financiers, nets des passifs, vis-à-vis d'unités non-résidentes. Il correspond également à la valeur nette de l'économie nationale ou à la somme des valeurs nettes des secteurs résidents.
La notion de valeur nette ne revêt pas la même signification pour les ménages et les sociétés. En effet, ces derniers sont les propriétaires ultimes de leur patrimoine, contrairement aux sociétés, dont on considère que les propriétaires ultimes sont les détenteurs du capital. La valeur nette des sociétés apparaît donc comme l'écart entre le montant qu'on estime pouvoir tirer de la vente de leurs actifs, déduction faite du remboursement de leurs dettes, et la valeur des actions qu'elles ont émises. Une valeur nette des sociétés négative s'interprète comme le fait que les marchés valorisent le secteur au-delà de la situation nette (différence entre le total des actifs et les dettes).

---

[1] Ces derniers recouvrent les OPCVM de droit étranger (monétaires et généraux), les sociétés civiles en placements immobiliers (SCPI), les fonds communs de placements d'entreprises (FCPE), les FCP à risques, les fonds communs d'intervention sur les marchés à terme (FCIMT) et les sociétés d'investissement à capital fixe (SICAF).

L'actif non financier détenu par les unités résidentes, se compose d'actifs produits fixes corporels (logements, autres constructions, matériels, actifs cultivés) ou incorporels (logiciels, œuvres originales), d'actifs produits circulants (stocks), d'actifs corporels non produits (terrains, gisements) et d'actifs incorporels non produits (brevets, fonds de commerce...). L'actif financier regroupe principalement les liquidités, les valeurs mobilières (actions, obligations) et les prêts. Ce sont des droits sur le patrimoine d'autres unités, résidentes ou non, chez qui l'on enregistre les passifs correspondants.
Le patrimoine des ménages ne comprend pas les biens durables (automobiles, meubles...). Il n'intègre pas non plus les droits à la retraite des régimes par répartition.
Le patrimoine des administrations publiques comprend l'ensemble du domaine privé de l'État, des collectivités locales et des autres organismes publics : bâtiments administratifs, matériels... Il est plus difficile de déterminer la propriété du domaine public. Le domaine public aérien, les rivages et les eaux territoriales sont exclus du champ de la Comptabilité nationale. Le patrimoine des administrations comprend le domaine public artificiel créé par investissement lorsque la dépense correspondante est enregistrée au compte de capital (routes, ports, aérodromes). En revanche, les biens immobiliers mis à la disposition d'autres organismes et les concessions de services publics (autoroutes...) n'en font pas partie. Le domaine public artificiel qui n'a pas été acquis à titre onéreux (monuments historiques) n'est pas pris en compte actuellement, en partie faute d'informations statistiques.

Taux d'intérêt débiteurs et créditeurs

Sont présentés dans cet annuaire les principaux taux d'intérêt débiteurs (coût pour l'emprunteur) et créditeurs (rémunération des placements), ainsi que des taux interbancaires. Certains de ces taux sont réglementés (Caisses d'épargne...), d'autres sont observés sur le marché (marché monétaire). Pour le rendement des titres (actions, obligations), voir le chapitre N.02 ci-après, « Marché financier et Bourse ».

4 ○ Sources de documentation

Ce chapitre a été réalisé avec la collaboration de la Banque de France, « direction des Études statistiques et Statistiques monétaires » (SASM et SESOF) et de l'INSEE, « direction des Comptes nationaux, division Synthèse générale des comptes » et « direction des Études et des Synthèses économiques, division Synthèse conjoncturelle ».

Organismes :

– Banque de France ;
– Banque centrale européenne ;
– Institut d'émission des départements d'Outre-mer et Institut d'émission d'Outre-mer ;
– Ministère de l'Économie, des Finances et de l'Industrie ;
– Agence France Trésor ;
– Caisse nationale d'épargne.

Sites Internet :

– www.banque-france.fr
– www.ecb.int
– www.iedom.fr
– www.finances.gouv.fr
– www.francetresor.gouv.fr

Publications :

Lois et décrets

– Loi n° 84-46 du 24 janvier 1984, dite loi bancaire ;
– Loi n° 96-597 du 2 juillet 1996 relative à la modernisation des activités financières ;
– Loi n° 99-532 du 25 juin 1999 relative à l'épargne et à la sécurité financière.

Banque de France

Rapport – Exercice 2002 – adressé à Monsieur le Président de la République et au Parlement par Monsieur Jean-Claude Trichet, gouverneur.
Rapport annuel de la Commission bancaire (2002).
Rapport annuel du Conseil national de Crédit et du Titre *(2002).*
Rapport annuel du Conseil national de Crédit et du Titre, dans le rapport 1998, pp195-202, article méthodologique La nouvelle base de comptabilité nationale.
Rapport annuel de la zone franc (2002).
Bulletin (mensuel) :
– « La situation du système bancaire français en 2002 », août 2003 , n° 116 ;
– « Les comptes financiers de la Nation en 2002 », mai 2003 n° 113 ;
– « Le coût du crédit aux entreprises », avril 2003, n° 112 ;
– « Les résultats des établissements de crédit en 2001 et au premier semestre 2002 », décembre 2002, n° 108.
Bulletin de la Banque de France, supplément statistiques (trimestriel).
Cahier des titres de créances négociables (mensuel).
Rapport du centre de liaison sur les moyens de paiement.
Rapport annuel - « La balance des paiements et la position extérieure de la France », Banque de France et Ministère de l'Économie, des finances et de l'industrie.

Banque centrale européenne

Bulletin (mensuel).
Rapport annuel de la BCE 2002 (2003).
The monetary policy of the ECB, avril 2002.
Monetary analysis : tools and application, août 2001.
La politique monétaire unique en phase III, Documentation générale sur les instruments et procédures de la politique monétaire du SEBC, novembre 2000.

INSEE

INSEE première :
– « Les comptes financiers de la Nation », n° 899, mai 2003 ;
– « Le patrimoine national entre 1995 et 2000 –Dynamisme des plus-values immobilières et boursières », Gwenaëlle Brilhault, Marc-Alain Bahuchet, Jérôme Harnois, INSEE & Banque de France, n° 804, septembre 2001.
Économie et statistique :
– « Placements des ménages en Europe : le rôle des intermédiaires financiers se transforme en profondeur », n° 354, novembre 2002.
Synthèses :
– « Revenu et patrimoine des ménages, édition 2002-2003 », n° 65, décembre 2002.
L'Économie française, édition 2003-2004, Le livre de Poche, collection « Références », (2003).
Tableaux de l'économie française 2003-2004, (2003).

Autres

Rapports annuels de l'Institut d'émission des départements d'outre-mer – Guadeloupe, Guyane, Martinique, La Réunion ; Mayotte, Saint-Pierre-et-Miquelon.
Rapports annuels de l'Institut d'émission d'outre-mer –Polynésie française, Wallis et Futuna ; Nouvelle-Calédonie.
Rapports annuels des caisses d'épargne (rapport des caisses d'épargne et de prévoyance, rapport de la Caisse nationale d'épargne).
Voir également les publications du chapitre G.01.

5 ○ Tableaux

Des tableaux détaillés et « séries » sont disponibles sur le cédérom (cf. liste en fin d'annuaire).

TABLEAU N.01-1

Parité de l'euro par rapport aux monnaies des autres pays de l'Union économique et monétaire (UEM)

Source : Banque centrale européenne

Pays	Monnaie	Unité	Euro
Allemagne	Deutsch Mark	DEM	1,95583
Autriche	Schilling autrichien	ATS	13,7603
Belgique	Franc belge	BEF	40,3399
Espagne	Peseta	ESP	166,386
Finlande	Mark finlandais	FIN	5,94573
France	**Franc français**	**FRF**	**6,55957**
Grèce	Drachme	GRD	340,750
Irlande	Punt irlandaise	IEP	0,787564
Italie	Lire italienne	ITL	1 936,27
Luxembourg	Franc luxembourgeois	LUF	40,3399
Pays-Bas	Florin néerlandais	NLG	2,20371
Portugal	Escudo	PTE	200,482

TABLEAU N.01-2

Taux d'intérêt directeurs de la Banque centrale européenne (BCE)

Source : Banque centrale européenne — *Unité* : % par an

Avec effet à compter du (1)	Facilité de dépôt	Opérations principales de refinancement		Facilité de prêt marginal
		Taux fixe	Taux de soumission minimal	
1999				
1er janvier	2,00	3,00	///	4,50
4 janvier (2)	2,75	3,00	///	3,25
22 Janvier	2,00	3,00	///	4,50
9 avril	1,50	2,50	///	3,50
5 novembre	2,00	3,00	///	4,00
2000				
4 février	2,25	3,25	///	4,25
17 mars	2,50	3,50	///	4,50
28 avril	2,75	3,75	///	4,75
9 juin	3,25	4,25	///	5,25
28 juin (3)	3,25	///	4,25	5,25
1er septembre	3,50	///	4,50	5,50
6 octobre	3,75	///	4,75	5,75
Élargissement de la Zone Euro				
2001				
11 mai	3,50	///	4,50	5,50
31 août	3,25	///	4,25	5,25
18 septembre	2,75	///	3,75	4,75
9 novembre	2,25	///	3,25	4,25
2002				
6 décembre	1,75	///	2,75	3,75

(1) La date fait référence aux facilités de dépôt et de prêt marginal. Sauf indications contraires, pour les opérations principales de refinancement, les modifications du taux sont effectives à compter de la première opération qui suit la date indiquée. La modification du 18 septembre 2001 a pris effet à cette date.
(2) Le 22 décembre 1998, la BCE a annoncé que, à titre de mesure exceptionnelle, un corridor étroit de 50 points serait appliqué entre le taux de la faciité de prêt marginal et celui de la facilité de dépôt pour la période du 4 au 21 janvier 1999, pour faciliter la transition des opérateurs de marché vers le nouveau régime.
(3) Le 8 juin 2000, la BCE a annoncé que, à compter de l'opération devant être réglée le 28 juin, les opérations principales de refinancement de l'Eurosystème seraient effectuées par voie d'appels d'offres à taux variable. Le taux de soumission minimal est le taux d'intérêt le plus bas auquel les contreparties peuvent soumissionner.

TABLEAU N.01-3

Agrégats de monnaie et contreparties de M3 (encours en fin d'année)

Sources : Banque Centrale Européenne (1) et Banque de France (2) — *Unité* : Milliard d'euros

	1995	1999	*r* 2000	*r* 2001	2002
ZONE EURO (1)					
Agrégats de monnaie					
Billets et pièces en circulation	...	350,8	348,4	239,7	341,2
Dépôts à vue	...	1 614,6	1 728,7	1 968,2	2 082,7
Total M1	**1 423,1**	**1 965,4**	**2 077,1**	**2 207,9**	**2 423,9**
Dépôts à terme <= à 2 ans	...	882,7	991,8	1 088,8	1 075,3
Dépôts avec préavis terme <= à 3 mois	...	1 287,9	1 221,1	1 367,9	1 460,7
Total M2	**3 397,5**	**4 136,0**	**4 290,0**	**4 664,6**	**4 959,9**
Pensions	...	143,9	174,9	218,5	226,9
Titres d'OPCVM monétaires et instruments du marché monétaire	...	280,0	300,1	398,0	470,6
Titres de créances émis <= à 2 ans	...	142,5	135,7	145,8	127,0
Total M3	**3 937,4**	**4 702,4**	**4 900,8**	**5 427,0**	**5 784,5**
Contreparties de M3					
Créances nettes sur l'extérieur	...	**200,0** *r*	**77,5**	**84,7**	**213,1**
Crédits	...	**6 386,1**	**6 927,0**	**7 367,0**	**7 618,3**
Secteur privé	4 187,5	5 538,1	6 092,0	6 519,3	6 781,5
Secteur public	...	848,0	835,0	847,7	836,8
Titres	...	**1 886,7**	**1 876,8**	**2 084,3**	**2 160,8**
Secteur privé	...	676,8	787,3	905,1	939,8
Secteur public	...	1 209,9	1 089,5	1 179,2	1 221,0
Ressources non monétaires des IFM (à déduire)	...	**3 668,9**	**3 877,0**	**4 032,7**	**4 127,9**
Dépôts de l'administration centrale	...	142,0	164,5	139,0	136,4
Dépôts à terme > 2 ans	...	1 160,9	1 168,3	1 169,1	1 189,5
Dépôts de préavis > 3 mois	...	112,2	125,4	115,8	105,8
Titres de créances émis > 2 ans	...	1 446,1	1 525,3	1 613,6	1 689,7
Capital et réserves	...	807,7	893,5	995,2	1 006,5
Divers	...	**– 101,5**	**– 103,5**	**– 76,3**	**– 79,4**
Total	...	**4 702,4** *r*	**4 900,8**	**5 427,0**	**5 784,9**
COMPOSANTES FRANCE (2)					
Éléments de M1					
Dépôts à vue	248,8	308,9	333,5	371,2	372,4
Billets et pièces	43,5	49,3	49,2	34,6	74,2
Éléments de M2 - M1					
Comptes sur livrets	221,5	274,0	274,6	294,3	321,0
Dépôts à terme <= à 2 ans	63,2	40,2	56,5	63,6	60,4
Éléments de M3 - M2 (non exhaustif)					
Titres d'OPCVM monétaires et instruments du marché monétaire	233,1	246,1	272,5	311,3	324,3
Prêts	**998,5**	**1 063,7**	**1 167,8**	**1 222,8**	**1 258,2**
dont : Secteur privé	837,9	942,0	1 045,7	1 103,5	1 130,8

(1) Opérations des institutions financières monétaires (IFM) de la zone euro avec les autres résidents de la zone euro.
(2) Opérations des institutions financières monétaires (IFM) françaises avec les autres résidents français, sauf pour la composante française de M3, qui englobe les opérations avec les autres résidents de la zone euro, et pour l'endettement intérieur total, qui regroupe les différentes formes d'endettement des résidents non financiers.

TABLEAU N.01-4

Endettement intérieur total (EIT) (encours en fin d'année)

Source : Banque de France

Unité : Milliard d'euros

	1995	1998	1999	2000	*r* 2001	2002
Endettement intérieur total	**1 743,8**	**1 957,4**	**2 097,0**	**2 289,7**	**2 451,4**	**2 570,3**
Ménages et assimilés (1)	**396,8**	**438,8**	**469,9**	**498,1**	**525,4**	**556,7**
≤ 1 an	17,5	20,9	22,7	27,8	29,6	30,6
> 1 an	379,3	417,9	447,2	470,3	495,8	526,1
Sociétés non financières	**702,9**	**754,7**	**841,9**	**972,6**	**1 072,0**	**1 090,3**
≤ 1 an	230,0	264,8	297,4	371,2	382,6	366,8
> 1 an	472,9	489,9	544,6	601,4	689,4	723,5
Administations publiques	**644,1**	**763,9**	**785,2**	**819,0**	**854,0**	**923,2**
≤ 1 an	111,2	97,5	86,1	99,2	106,8	154,9
> 1 an	532,9	666,4	699,1	719,8	747,2	768,4
Crédits obtenus auprès des IF résidentes (2)	**1 029,6**	**1 036,2**	**1 088,6**	**1 164,6**	**1 204,3**	**1 254,9**
Ménages et assimilés (1)	**396,8**	**438,8**	**469,9**	**498,1**	**524,4**	**556,7**
≤ 1 an	17,5	20,9	22,7	27,8	29,6	30,6
> 1 an	379,3	417,9	447,2	470,3	494,8	526,1
Sociétés non financières	**471,8**	**463,6**	**491,8**	**539,3**	**556,1**	**563,5**
≤ 1 an	129,9	120,0	123,8	143,8	135,8	123,8
> 1 an	341,9	343,6	368,0	395,5	420,3	439,7
Administations publiques	**161,0**	**133,8**	**126,8**	**127,2**	**123,8**	**134,6**
≤ 1 an	28,8	13,6	13,3	15,1	12,7	24,6
> 1 an	132,2	120,2	113,5	112,1	111,0	110,1
Crédits obtenus auprès des non résidents (3)	**97,1**	**133,4**	**154,8**	**198,2**	**223,9**	**236,3**
Financements de marchés	**579,5**	**752,5**	**815,7**	**885,9**	**980,6**	**1 036,9**
Sociétés non financières	**134,0**	**157,6**	**195,4**	**235,1**	**292,0**	**290,5**
≤ 1 an	20,2	31,1	41,2	56,4	56,2	42,6
> 1 an	113,8	126,5	154,2	178,7	235,8	247,8
Administations publiques	**445,5**	**594,9**	**620,3**	**650,8**	**688,6**	**746,5**
≤ 1 an	44,9	48,8	34,9	43,2	52,4	88,2
> 1 an	400,6	546,1	585,4	607,6	636,2	658,3
Financement monétaire du Trésor public	**37,6**	**35,3**	**38,0**	**41,1**	**41,6**	**42,1**

(1) Ménages + institutions sans but lucratif au service des ménages (ISBLSM).
(2) IF (Institutions financières) = Institutions financières monétaires (IFM) + Autres intermédiaires financiers (Caisse Nationale des Autoroutes (CNA), Caisse Nationale des Télécommunications (CNT), Comité Interprofessionnel du Logement (CIL), OPCVM non monétaires, fonds communs de créances (FCC)).
(3) Prêts entre unités n'appartenant pas au même groupe + prêts obtenus dans le cadre d'investissements directs + crédits commerciaux.

TABLEAU N.01-5

Tableau des financements et des placements financiers des agents non financiers résidents (TFP) (encours en fin d'année)

Source : Banque de France — *Unité* : Milliard d'euros

		1999	*r* 2000	*r* 2001	2002
PLACEMENTS DES AGENTS NON FINANCIERS RESIDENTS					
DÉPÔTS ET TITRES À COURT TERME VIS-À-VIS DES INSTITUTIONS FINANCIÈRES MONÉTAIRES (IFM) RÉSIDENTES	(A)	**822,8**	**921,8**	**988,4**	**1 075,8**
Monnaie fiduciaire et dépôts à court terme		**647,8**	**690,2**	**741,0**	**805,3**
Monnaie fiduciaire		39,9	43,8	29,7	63,7
Dépôts à vue		292,1	318,7	356,4	357,9
Placements à vue		270,1	270,7	290,3	316,1
Dépôts à terme ≤ 2 ans		33,4	49,4	57,8	55,0
Dépôts de l'administration centrale		12,3	7,6	6,8	12,6
Titres de créance ≤ 2 ans, titres d'OPCVM monétaires et pensions		**175,0**	**231,6**	**247,4**	**270,5**
Titres de créance ≤ 2 ans		49,9	99,1	91,5	91,2
Titres d'OPCVM monétaires		114,9	125,5	148,4	168,3
Prises en pension de titres		10,2	7,0	7,5	11,0
AUTRES DÉPÔTS ET TITRES À COURT TERME	(B)	73,5	88,8	104,5	106,8
Autres dépôts (exemple : dépôts des résidents à l'étranger)		57,3	53,2	72,6	74,9
Autres titres à court terme (exemple : billets de trésorerie, parts de fonds communs de créances (FCC) à court terme)		16,2	35,6	31,9	31,9
PLACEMENTS À MOYEN ET LONG TERMES	(C)	4 601,9	4 522,8	4 126,0	3 481,8
Dépôts à terme > 2 ans		**293,0**	**276,0**	**273,2**	**279,2**
Placements de type obligataire		**853,2**	**890,4**	**956,2**	**990,8**
Obligations		118,5	102,5	123,5	125,1
Autres titres de créance > 2 ans		4,7	11,4	15,4	16,8
OPCVM obligataires		76,2	52,9	50,2	51,1
OPCVM garantis		32,4	36,7	35,3	37,5
Provisions techniques d'assurance-vie		621,4	686,9	731,8	760,3
PEP assurance		...	...	...	...
Autres placements d'assurance-vie		...	...	...	...
Placements de type actions et autres participations		**3 455,7**	**3 356,4**	**2 896,6**	**2 211,8**
Actions cotées		577,0	554,2	468,7	316,8
Autres types de parts sociales		2 662,5	2 567,1	2 205,5	1705,9
OPCVM actions		88,8	97,3	85,6	58,6
OPCVM diversifiés		47,7	59,3	62,6	60,9
Autres OPCVM		79,6	78,5	74,2	69,6
TOTAL DES PLACEMENTS	(D = A + B + C)	**5 498,1**	**5 533,4**	**5 218,9**	**4 664,4**
FINANCEMENTS DES AGENTS NON FINANCIERS RÉSIDENTS					
Crédits	(E)	**1 243,3**	**1 371,1**	**1 437,6**	**1 485,5**
≤ 1 an		159,8	186,7	178,1	182,0
> 1 an		928,7	977,9	1 026,1	1 064,9
Crédits auprès des non-résidents		154,8	206,5	233,4	238,6
Financement monétaire du Trésor public	(F)	**38,0**	**41,1**	**41,6**	42,1
Financements de marché	(G)	**815,7**	**885,9**	**980,7**	**1 033,7**
≤ 1 an		76,1	99,6	108,7	130,8
> 1 an		739,6	786,3	872,0	902,9
ENDETTEMENT INTÉRIEUR TOTAL (au sens des statistiques monétaires)	(H = E + F + G)	**2 097,0**	**2 298,1**	**2 459,9**	**2 561,3**
Passage aux statistiques financières	(I)	91,1	– 117,7	– 113,8	– 105,9
ENDETTEMENT INTÉRIEUR TOTAL (au sens de la comptabilité nationale)	(J = H + I)	**2 188,1**	**2 180,4**	**2 346,1**	**2 455,4**
Émissions d'actions et autres parts sociales	(K)	**3 847,0**	**3 600,2**	**3 009,8**	**2 222,5**
Actions cotées		1 142,4	1 242,4	1 047,3	718,6
Autres types de parts sociales		2 704,6	2 357,8	1 962,5	1 503,9
TOTAL DES FINANCEMENTS	(L = J + K)	**6 035,1**	**5 780,6**	**5 355,9**	**4 677,9**

TABLEAU N.01-6

Tableau d'opérations financières (TOF) (encours en fin d'année et flux)

Source : Banque de France — *Unité* : Milliard d'euros

	1999	*r* 2000		*r* 2001		*p* 2002
	Encours	Flux	**Encours**	Flux	**Encours**	Flux	**Encours**
Résidents							
ACTIF							
Or monétaire et DTS (1)	**28,5**	0,1	**28,9**	0,1	**31,2**	0,1	**32,4**
Numéraire et dépôts	**2 451,1**	– 13,5	**2 454,9**	141,8	**2 623,8**	103,4	**2 704,6**
Titres hors actions	**1 680,8**	551,1	**1 766,4**	615,1	**1 909,8**	52,1	**1 962,9**
Crédits	**1 682,3**	137,7	**1 810,8**	110,9	**1 926,3**	112,5	**2 022,4**
Actions et titres d'OPCVM	**5 039,1**	354,2	**5 117,0**	216,4	**4 575,6**	193,4	**3 678,6**
Provisions techniques d'assurance	**702,1**	67,0	**765,9**	63,2	**814,7**	64,2	**849,0**
Autres comptes à recevoir ou à payer	**961,0**	80,2	**1 046,0**	111,7	**1 198,9**	– 14,2	**1 182,9**
PASSIF ET VALEUR NETTE							
Or monétaire et DTS (1)	///	///	///	///	///	///	///
Numéraire et dépôts	**2 533,2**	29,8	**2 586,4**	133,0	**2 724,1**	103,5	**2 803,2**
Titres hors actions	**1 596,9**	576,8	**1 711,3**	654,4	**1 881,7**	64,4	**1 953,5**
Crédits	**1 601,7**	137,0	**1 732,1**	94,1	**1 829,6**	90,7	**1 909,2**
Actions et titres d'OPCVM	**5 050,5**	248,4	**4 988,7**	174,0	**4 415,6**	164,2	**3 551,2**
Provisions techniques d'assurance	**704,9**	66,9	**768,6**	63,4	**817,6**	64,3	**852,1**
Autres comptes à recevoir ou à payer	**941,6**	85,9	**1 034,0**	112,9	**1 192,7**	– 19,8	**1 170,8**
Valeur financière nette	**116,1**	///	**168,8**	///	**218,9**	///	**192,7**
Solde des opérations sur actifs et passifs financiers	///	**32,1**	///	**27,4**	///	**44,0**	///
Sociétés non financières							
ACTIF							
Or monétaire et DTS (1)	///	///	///	///	///	///	///
Numéraire et dépôts	**128,8**	18,1	**148,1**	22,4	**168,6**	– 7,1	**160,2**
Titres hors actions	**144,7**	41,6	**177,8**	28,9	**184,1**	5,0	**189,9**
Crédits	**322,1**	58,6	**377,8**	53,0	**430,6**	41,1	**474,5**
Actions et titres d'OPCVM	**1 958,5**	130,8	**1 993,4**	74,0	**1 746,0**	90,3	**1 343,1**
Provisions techniques d'assurance	**11,6**	– 0,2	**11,4**	0,7	**12,1**	0,7	**12,8**
Autres comptes à recevoir ou à payer	**559,1**	54,6	**605,6**	46,5	**660,6**	– 10,9	**648,9**
PASSIF ET VALEUR NETTE							
Or monétaire et DTS (1)	///	///	///	///	///	///	///
Numéraire et dépôts	**7,6**	– 3,2	**5,7**	0,4	**2,2**	0,8	**2,9**
Titres hors actions	**217,5**	38,7	**253,0**	72,0	**309,7**	– 0,1	**305,3**
Crédits	**825,1**	99,2	**921,2**	58,2	**983,4**	42,8	**1 018,6**
Actions et titres d'OPCVM	**3 847,0**	119,4	**3 600,3**	88,7	**3 009,8**	75,1	**2 222,6**
Provisions techniques d'assurance	///	///	///	///	///	///	///
Autres comptes à recevoir ou à payer	**551,9**	54,0	**603,4**	20,8	**651,7**	0,8	**650,3**
Valeur financière nette	**– 2 324,3**	///	**– 2 069,4**	///	**– 1 754,7**	///	**– 1 370,3**
Solde des opérations sur actifs et passifs financiers	///	**– 4,8**	///	**– 14,5**	///	**– 0,1**	///
Ménages (y compris entrepreneurs individuels)							
ACTIF							
Or monétaire et DTS (1)	///	///	///	///	///	///	///
Numéraire et dépôts	**825,6**	2,8	**826,3**	21,9	**870,2**	27,0	**898,3**
Titres hors actions	**69,6**	– 4,7	**57,6**	3,8	**60,4**	1,0	**63,3**
Crédits	**23,8**	– 5,8	**10,7**	0,2	**18,6**	1,3	**19,9**
Actions et titres d'OPCVM	**1 434,2**	8,6	**1 315,8**	18,3	**1 148,2**	14,5	**922,0**
Provisions techniques d'assurance	**689,5**	67,2	**753,5**	62,5	**801,6**	63,4	**835,1**
Autres comptes à recevoir ou à payer	**80,7**	7,7	**82,8**	31,8	**93,9**	13,9	**107,9**
PASSIF ET VALEUR NETTE							
Or monétaire et DTS (1)	///	///	///	///	///	///	///
Numéraire et dépôts	///	///	///	///	///	///	///
Titres hors actions	///	///	///	///	///	///	///
Crédits	**490,1**	31,3	**518,1**	30,9	**548,9**	41,9	**587,3**
Actions et titres d'OPCVM	///	///	///	///	///	///	///
Provisions techniques d'assurance	///	///	///	///	///	///	///
Autres comptes à recevoir ou à payer	**118,4**	– 6,2	**131,4**	50,0	**177,6**	– 6,2	**171,4**
Valeur financière nette	**2 515,0**	///	**2 397,4**	///	**2 266,4**	///	**2 087,7**
Solde des opérations sur actifs et passifs financiers	///	**50,8**	///	**57,6**	///	**85,5**	///

(1) Voir note en fin de tableau.

TABLEAU N.01-6 (suite et fin)

Tableau d'opérations financières (TOF) (encours en fin d'année et flux)

Source : Banque de France — *Unité* : Milliard d'euros

	1999		*r* 2000		*r* 2001		*p* 2002
	Encours	Flux	**Encours**	Flux	**Encours**	Flux	**Encours**
Administrations publiques							
ACTIF							
Or monétaire et DTS (1)	///	///	///	///	///	///	///
Numéraire et dépôts	**68,8**	– 5,7	**62,8**	– 4,9	**59,7**	26,2	**85,8**
Titres hors actions	**25,4**	1,6	**30,7**	5,0	**35,8**	– 5,9	**30,2**
Crédits	**62,2**	– 6,8	**55,2**	4,3	**59,0**	1,9	**60,9**
Actions et titres d'OPCVM	**254,5**	7,4	**239,7**	– 2,4	**214,0**	– 6,1	**182,1**
Provisions techniques d'assurance	**0,6**	–	**0,6**	–	**0,6**	–	**0,6**
Autres comptes à recevoir ou à payer	**140,1**	6,1	**156,1**	14,8	**173,9**	– 7,9	**166,0**
PASSIF ET VALEUR NETTE							
Or monétaire et DTS (1)	///	///	///	///	///	///	///
Numéraire et dépôts	**76,1**	– 7,7	**68,4**	– 3,5	**64,3**	5,6	**69,9**
Titres hors actions	**663,8**	31,0	**698,8**	34,5	**732,6**	58,9	**809,4**
Crédits	**166,4**	– 7,2	**159,0**	– 3,4	**156,3**	– 2,7	**153,6**
Actions et titres d'OPCVM	///	///	///	///	///	///	///
Provisions techniques d'assurance	///	///	///	///	///	///	///
Autres comptes à recevoir ou à payer	**100,8**	5,1	**115,6**	8,0	**130,9**	– 6,1	**124,8**
Valeur financière nette	**– 455,6**	///	**– 496,7**	///	**– 541,1**	///	**– 632,2**
Solde des opérations sur actifs et passifs financiers	///	**– 18,7**	///	**– 18,7**	///	**– 47,6**	///
Reste du Monde							
ACTIF							
Or monétaire et DTS (1)	///	///	///	///	///	///	///
Numéraire et dépôts	**535,1**	42,3	**590,9**	47,0	**641,4**	29,9	**646,3**
Titres hors actions	**445,1**	202,9	**557,6**	255,5	**680,9**	240,1	**730,5**
Crédits	**117,3**	38,4	**157,3**	27,2	**184,6**	14,5	**199,0**
Actions et titres d'OPCVM	**1 021,2**	87,1	**1 115,1**	35,1	**950,8**	26,0	**694,8**
Provisions techniques d'assurance	**2,8**	– 0,1	**2,7**	0,2	**2,9**	0,2	**3,1**
Autres comptes à recevoir ou à payer	**64,0**	4,0	**72,9**	– 0,4	**73,4**	– 3,3	**67,9**
PASSIF ET VALEUR NETTE							
Or monétaire et DTS (1)	**28,5**	0,1	**28,9**	0,1	**31,2**	0,1	**32,4**
Numéraire et dépôts	**453,0**	– 1,0	**459,4**	55,8	**541,1**	29,8	**547,7**
Titres hors actions	**529,0**	177,1	**612,7**	216,2	**709,0**	227,8	**739,9**
Crédits	**197,9**	39,2	**236,1**	44,0	**281,3**	36,2	**312,2**
Actions et titres d'OPCVM	**1 009,8**	192,9	**1 243,4**	77,5	**1 110,8**	55,3	**822,2**
Provisions techniques d'assurance	///	///	///	///	///	///	///
Autres comptes à recevoir ou à payer	**83,4**	– 1,7	**84,9**	– 1,6	**79,6**	2,2	**80,0**
Valeur financière nette	**– 116,1**	///	**– 168,8**	///	**– 218,9**	///	**– 192,7**
Solde des opérations sur actifs et passifs financiers	///	**– 32,1**	///	**– 27,4**	///	**– 44,0**	///

(1) Les flux d'or monétaire ou de Droits de tirages spéciaux (DTS) enregistrés ici correspondent aux échanges entre Banques centrales nationales de ces actifs. Ce sont donc, par construction, des opérations enregistrées entre la Banque centrale nationale et le reste du monde. La monétisation/démonétisation de l'or ou l'allocation/annulation de DTS donne lieu à des flux d'« autres changements de volumes » d'actifs ou de passifs financiers.

TABLEAU N.01-7

Comptes de patrimoine des secteurs institutionnels en 2002 (encours en fin d'année)

Source : INSEE (Comptes nationaux) — *Unité* : Milliard d'euros

		Sociétés non financières	Sociétés financières	Administrations publiques	Ménages	Institutions sans but lucratif	Reste du monde
ACTIF	**A**	**5 181,6**	**6 339,8**	**1 446,8**	**6 415,2**	**45,1**	**2 341,6**
ACTIFS NON FINANCIERS		**2 352,2**	**150,5**	**921,2**	**3 568,8**	**3,1**	///
Actifs produits		**1 773,4**	**110,5**	**718,2**	**2 101,1**	**2,6**	///
Actifs fixes		1 442,8	110,5	696,3	1972,5	2,6	///
dont : Logements		317,5	33,2	33,5	1802,6	///	///
Stocks		330,6	///	19,8	42,6	///	///
Objets de valeur		///	///	2,1	85,9	///	///
Actifs non produits		**578,8**	**40,0**	**203,0**	**1 467,7**	**0,6**	///
Actifs corporels non produits		434,0	34,2	203,0	1422,1	0,6	///
Actifs incorporels non produits		144,8	5,8	///	45,5	///	///
ACTIFS FINANCIERS		**2 829,4**	**6 189,3**	**525,6**	**2 846,4**	**42,0**	**2 341,6**
Or monétaire et DTS (1)		///	32,4	///	///	///	///
Numéraire et dépôts		160,2	1 543,3	85,8	898,3	17,0	646,3
Titres hors actions		189,9	1 676,1	30,2	63,3	3,4	730,5
Crédits		474,5	1 467,0	60,9	19,9	///	199,0
Actions et titres d'OPCVM		1 343,1	1 209,9	182,1	922,0	21,5	694,8
dont : Actions cotées		214,7	408,7	32,5	68,0	0,7	328,9
Provisions techniques d'assurance		12,8	0,3	0,6	835,1	0,1	3,1
Autres comptes à recevoir		648,9	260,2	166,0	107,9	///	67,9
PASSIF							
PASSIFS FINANCIERS	**B**	**4 199,7**	**6 113,9**	**1 157,8**	**759,1**	**9,5**	**2 534,3**
Or monétaire et DTS		///	///	///	///	///	32,4
Numéraire et dépôts		2,9	2 730,4	69,9	///	///	547,7
Titres hors actions		305,3	838,5	809,4	0,3	///	739,9
Crédits		1 018,6	140,1	153,6	587,3	9,5	312,2
Actions et titres d'OPCVM	**X**	2 222,6	1 328,6	///	///	///	822,2
dont : Actions cotées		718,6	146,1	///	///	///	189,6
Provisions techniques d'assurance		///	852,1	///	///	///	///
Autres comptes à recevoir		650,3	224,3	124,8	171,4	///	80,0
VALEUR NETTE	**(C = A - B)**	**981,9**	**225,9**	**289,1**	**5 656,1**	**35,6**	**– 192,7**
Fonds propres	**(D = C + X)**	**3 204,5**	**1 554,4**	**289,1**	**5 656,1**	**35,6**	///

(1) DTS : Droits de tirages spéciaux.

TABLEAU N.01-8

Taux d'intérêt créditeurs des principales formes d'épargne (taux d'intérêt nominal annuel)

Sources : Ministère de l'Économie, des Finances et de l'Industrie, Banque de France (mis à jour le 15 octobre 2003)

	1997	1998	1999	2000	2001	2002	2003
LIVRETS D'ÉPARGNE							
Livret A (Caisses d'Épargne, Poste) et Livret bleu (Crédit mutuel) :							
Taux d'intérêt au 31 décembre (%)	3,50 (1)	3,00 (2)	2,25 (3)	3,00 (4)	3,00	3,00	2,25 (5)
Plafond de dépôt (francs)	100 000	100 000	100 000	100 000	///	///	///
Plafond de dépôt (euros)	///	///	///	///	15 300 (6)	15 300	15 300
CODEVI (7) banques et caisses d'épargne :							
Taux d'intérêt au 31 décembre (%)	3,50	3,00 (2)	2,25 (3)	3,00 (4)	3,00	3,00	2,25 (5)
Plafond de dépôt (francs)	30 000	30 000	30 000	30 000	///	///	///
Plafond de dépôt (euros)	///	///	///	///	4 600 (8)	4 600	4 600
Livret jeunes (depuis le 03 mai 1996) :							
Taux d'intérêt (%) (9)	4,75	4,00	3,18	4,08	4,08	4,08 (10)	3,33 (5)
Plafond de dépôt (francs)	10 000	10 000	10 000	10 000	///	///	///
Plafond de dépôt (euros)	///	///	///	///	1 600 (9)	1 600	1 600
Livret d'épargne populaire (11) banques et caisses d'épargne :							
Taux d'intérêt au 31 décembre (%)	4,75	4,75	4,00 (3)	4,25 (4)	4,25	4,25	4,25
Plafond de l'impôt sur le revenu (francs)	4 130	4 170	4 170	4 200	4 260	///	///
Plafond de l'impôt sur le revenu (euros)	///	///	///	///	///	660	672
Plafond de dépôt (francs)	40 000	40 000	50 000 (12)	50 000	///	///	///
Plafond de dépôt (euros)	///	///	///	///	7 700 (12)	7 700	7 700
Livret ordinaire (soumis à l'impôt) Caisses d'Épargne, Poste et banques :							
Taux d'intérêt brut (%) (9)	3,50	3,00	2,05	2,78	2,81	2,82 (10)	2,06 (5)
Taux d'intérêt net (%) (9) (13)	2,77	2,25	1,54	2,09	2,11	2,12 (10)	1,55
ÉPARGNE LOGEMENT (taux avec prime) (banques et Caisses d'Épargne)							
Compte Épargne-Logement (CEL) (14) :							
Taux d'intérêt au 31 décembre (%)	3,50	3,00 (2)	2,25 (3)	3,00 (4)	3,00	3,00	2,25 (5)
Taux d'intérêt net des prélèvements sociaux (%)	3,36	2,70	2,03	2,70	2,70	2,70	2,03
Plafond de prime (francs)	7 500	7 500	7 500	7 500	///	///	///
Plafond de prime (euros)	///	///	///	///	1 144 (15)	1 144	1 144
Plafond de dépôt (francs)	100 000	100 000	100 000	100 000	///	///	///
Plafond de dépôt (euros)	///	///	///	///	15 300 (15)	15 300	15 300
Plan Épargne-Logement (PEL) :							
Taux d'intérêt au 31 décembre (%)	4,25 (16)	4,00 (2)	3,60 (3)	4,50 (4)	4,50	4,50 (17)	3,50 (5)
Taux d'intérêt net des prélèvements sociaux (%)	4,08	3,60	3,24	4,05	4,05	4,05	3,15
Plafond de prime (francs)	10 000	10 000	10 000	10 000	///	///	///
Plafond de prime (euros)	///	///	///	///	1 525 (18)	1 525	1 525
Plafond de dépôt (francs)	400 000	400 000	400 000	400 000	///	///	///
Plafond de dépôt (euros)	///	///	///	///	61 200 (18)	61 200	61 200

(1) À compter du 1er mars 1996.
(2) À compter du 16 juin 1998 (09 juin 1998 pour les PEL).
(3) À compter du 1er août 1999 (26 juillet 1999 pour les PEL).
(4) À compter du 1er juillet 2000.
(5) À compter du 1er août 2003.
(6) Livret A : plafonnés à 15 300 euros (100 000 francs) depuis le 1er novembre 1991 pour les personnes physiques. Livret bleus : plafonnés à 15 300 euros (100 000 francs) depuis cette même date, pour les personnes physiques. Les livrets bleus détenus par des personnes morales, le plafond est de 500 000 F depuis le 15 décembre 1996.
(7) CODEVI : Compte pour le Développement Industriel, institué (loi n° 83-607) à compter d'octobre 1983, pour les personnes physiques ayant leur domicile fiscal en France.
(8) CODEVI plafonné à : 4 600 euros (30 000 francs) depuis le 1er octobre 1994 ; 20 000 francs du 1er juillet 1993 au 30 septembre 1994 ; 15 000 francs du 1er novembre 1991 au 30 juin 1993 ; 10 000 francs avant le 31 octobre 1991.
(9) Livrets jeunes : plafonnés à 1 600 euros (10 000 francs) depuis le 3 mai 1996. Le taux de rémunération est librement fixé avec un plancher égal au taux du livret A depuis le 16 juin 1998. Moyenne pondérée des conditions offertes par les principaux établissements de la place.
(10) Moyenne des taux prévalant en août 2002.
(11) Institué à compter de juin 1982, pour les personnes physiques ayant leur domicile fiscal en France et dont l'imposition sur le revenu mise en recouvrement l'année précédente n'excède pas un plafond (dont le montant est révisé chaque année).
(12) Livrets d'épargne populaire plafonnés à : 7 700 euros (50 000 francs) depuis le 1er août 1999 ; 40 000 francs du 1er novembre 1991 au 31 juillet 1999 ; 30 000 francs avant le 31 octobre 1991. Le taux de rémunération indiqué est un taux minimal auquel peut s'ajouter un complément portant sur la partie des dépôts restée stable au moins 6 mois en cas de perte de pouvoir d'achat.
(13) Net du prélèvement libératoire (optionnel jusqu'en 1995) et des prélèvements sociaux.
(14) Le versement de la prime est conditionné à une demande de prêt au logement.
(15) Comptes épargne-logement : plafonnés à 15 300 euros (100 000 francs) depuis le 17 mars 1976. Les intérêts versés par les établissements teneur de compte peuvent être augmentés d'une prime lors de l'obtention du prêt d'épargne-logement. Cette prime a été plafonnée à 1 144 euros par opération de prêt (7 500 francs depuis le 17 mars 1976).
(16) À compter du 23 janvier 1997.
(17) À compter du 12 décembre 2002, l'octroi de la prime dépargne est subordonné à la contraction dùn prêt immobilier et s'établit à 2/5 des intérêts.
(18) Plan épargne-logement : plafonnés à 61 200 euros (400 000 francs) depuis le 1er avril 1992 ; 300 000 francs avant le 31 mars 1992. Depuis le 1er avril 1992, (décret et arrêté du 4 avril 1992), la durée minimale du plan a été ramenée de 5 a 4 ans et le plafond de 10 ans a été fixé pour la demande des prêts. Les intérêts sont complétés par le versement d'une prime d'état, dans la limite de 1 525 euros (10 000 francs).

TABLEAU N.01-9

Dépôts à vue, dépôts à terme et comptes sur livrets (encours en fin d'année)

Source : Banque de France — *Unité* : Milliard d'euros

	1995	*r* 1999	*r* 2000	*r* 2001	2002
Dépôts à vue	**248,8**	**308,9**	**333,5**	**371,3**	**372,6**
Total agents non financiers (1)	237,4	295,6	318,7	356,5	357,9
Ménages et assimilés (2)	136,9	162,0	170,1	187,3	187,4
Sociétés non financières	72,9	95,2	108,0	123,2	115,9
Administrations publiques hors administration centrale (3)	27,6	38,4	40,6	46,0	54,6
Autres agents (4)	11,4	13,3	14,8	14,8	14,7
Dépôts à terme	**284,2**	**338,6**	**336,3**	**341,2**	**342,3**
Dépôts à terme ≤ 2 ans	63,2	40,2	56,5	63,6	60,9
Dépôts à terme > 2 ans	221,0	298,4	279,8	277,6	281,4
Ménages et assimilés	215,8	289,1	274,2	271,5	274,7
dont : Plans d'épargne-logement	114,8	188,7	190,3	195,4	205,7
Plans d'épargne populaire	61,2	73,1	60,5	53,0	48,2
Autres	39,8	27,3	23,4	23,1	20,8
Sociétés non financières	2,9	3,9	1,7	1,7	2,4
Administrations publiques hors administration centrale (3)	–	–	–	–	–
Autres agents (4)	2,3	5,4	3,8	4,4	4,3
Comptes sur livrets	**221,5**	**274,0**	**274,5**	**294,3**	**319,2**
Livrets A	112,3	101,7	101,1	105,5	109,8
Livrets bleus	14,9	14,8	14,2	14,3	14,9
Comptes épargne-logement	21,7	26,9	27,7	29,9	33,3
CODÉVI	29,5	35,1	35,9	38,4	41,2
Livrets d'épargne populaire	15,3	41,4	44,5	47,1	49,5
Livrets jeunes	–	4,9	5,0	5,2	5,4
Livrets soumis à l'impôt	27,8	49,2	46,1	54,0	65,0

(1) ANF (Agents non financiers) : ménages et assimilés, sociétés non financières, administrations publiques hors administration centrale (administrations de Sécurité sociale et collectivités locales).
(2) Ménages et institutions sans but lucratif au service des ménages (ISBLSM).
(3) Dont le poste « Autres sommes dues à la clientèle » des situations comptables.
(4) Principalement les sociétés d'assurance et fonds de pension, les OPCVM non monétaires, les entreprises d'investissement et les fonds communs de créance.

TABLEAU N.01-10

Principaux taux d'intérêt débiteurs

Source : Banque de France — *Unité* : % par an

	1995		2000		2001		2002	
	Déc.	(1) Moy.	Déc.	(1) Moy.	Déc.	(1) Moy.	Déc.	(1) Moy.
Taux au jour le jour	5,0	6,4	4,8	4,1	3,4	4,4	3,1	3,3
Taux interbancaire à 3 mois à Paris (PIBOR)	5,6	6,6	–	–	–	–	–	–
Taux interbancaire à 3 mois zone euro (EURIBOR)	–	–	4,9	4,4	3,3	4,3	2,9	3,3
Taux des obligations publiques à 10 ans (Emprunt phare)	6,7	7,5	5,0	5,4	4,9	4,9	4,4	4,9
Taux de base bancaire	7,5	8,1	7,1	6,7	6,6	7,0	6,6	6,6
Taux des crédits aux entreprises d'une durée :								
≤ 1 an	8,2	8,2	6,0	5,5	4,5	5,5	4,5	4,7
> 1 an	8,2	8,3	5,9	5,4	5,3 *r*	5,7 *r*	4,8	5,1
Taux des crédits à la consommation	12,4	12,5	9,8	9,5	9,6	9,8	9,0	9,3
Taux des crédits à l'habitat à taux fixe	9,3	9,4	7,0	6,8	6,3	6,7	6,0	6,0

(1) Moyenne arithmétique simple.

TABLEAU N.01-11

Crédits distribués par les institutions financières monétaires (encours en fin d'année)

Source : Banque de France — *Unité* : Milliard d'euros

	1995	1999	2000	*r* 2001	2002
Répartition par réseau distributeur	**998,5**	**1 063,7**	**1 167,8**	**1 222,7**	**1 254,6**
Métropole + Monaco					
Banques (1)	552,0	741,3	875,8	917,9	945,9
Caisse des dépôts et consignations + caisse nationale d'épargne (1)	174,5	99,8	102,5	100,4	102,8
Établissements spécialisés (2)	244,4	212,4	174,1	187,7	189,6
Autres institutions financières monétaires (3)	27,6	10,2	15,3	16,7	16,3
Répartition par secteur bénéficiaire	**998,5**	**1 063,7**	**1 167,8**	**1 222,7**	**1 254,6**
Secteur privé	837,9	942,0	1 045,7	1 103,5	1 128,0
Administrations publiques	160,6	121,6	122,1	119,2	126,6

(1) L'ensemble des banques regroupe les établissements adhérents de l'Association française des banques (AFB) et des réseaux mutualistes ou coopératifs. Les données correspondant aux catégories « Banques » et « CDC et Caisse d'épargne » ont été révisées suite au reclassement du réseau des caisses d'épargne au sein des « Banques », en application de la loi n° 99-532 du 25 juin 1999 relative à l'épargne et à la sécurité financière.
(2) Institutions financières spécialisées (IFS) et sociétés financières.
(3) Banque de France, OPCVM monétaires et institutions financières monétaires (IFM) sises outre-mer.

TABLEAU N.01-12

Répartition par objet des crédits distribués par les établissements de crédit (encours en fin d'année)

Source : Banque de France — *Unité* : Milliard d'euros

	1995	1998	1999	2000	*r* 2001	2002
A- Crédits des établissements de crédit de la métropole						
Trésorerie des entreprises (1) et autres agents (2)	167,2	150,8	161,2	188,6	184,8	188,3
Exportation	2,8	2,6	2,7	2,9	2,6	2,2
Investissement	293,2	298,3	310,2	327,0	342,3	350,0
Trésorerie des particuliers	63,8	80,8	90,5	98,0 *r*	103,2	105,7
Habitat	333,7	354,6	382,4	407,2	430,2	457,5
Titres reçus en pension	4,5	20,1	15,7	14,3	14,9	14,6
Autres crédits	52,6	50,3	50,7	78,0	90,7	81,6
Créances douteuses brutes	75,9	60,5	54,7	49,7	50,4	52,8
B- Crédits des établissements de crédit aux sociétés non financières et aux ménages (3)						
Crédits aux sociétés non financières	**441,5**	**432,9**	**459,8**	**507,2**	**522,9**	**530,2**
Investissement	144,8	150,2	160,8	178,0	193,0	201,0
Trésorerie	124,5	128,1	140,0	164,1	163,2	162,4
Autres objets	172,2	154,6	159,0	165,1	166,7	166,8
Crédits aux ménages	**383,0**	**424,3**	**454,5**	**482,6**	**508,8**	**540,7**
Habitat	240,4	263,5	285,1	305,3	324,6	350,7
Trésorerie	64,7	82,6	92,5	100,2	105,3	108,2
Autres objets	77,9	78,2	76,9	77,1	78,9	81,8

(1) L'agent « entreprises » regroupe les sociétés non financières et les entrepreneurs individuels.
(2) Les « Autres agents » comprennent les entreprises d'assurance et de capitalisation, les administrations publiques et les administrations privées.
(3) Dans une perspective de demande de crédit, les encours incorporent les crédits titrisés.

TABLEAU N.01-13

Nombre des établissements de crédit et des entreprises d'investissement (situation en fin d'année)

Établissements de crédit (Code monétaire et financier)

Source : Banque de France

	1990	1995	1999	2000	*r* 2001	2002
Établissements de crédit agréés en France (hors Monaco)						
I. Établissements habilités à traiter toutes opérations de Banque	**760**	**547**	**462**	**454**	**444**	**419**
Banques	**380**	**360**	**286**	**280**	**277**	**264**
Sociétés de droit français adhérant à la Fédération bancaire française (FBF) (1)	332	314	247	236	231	215
Succursales d'établissements ayant leur siège dans des pays tiers adhérant à la FBF	48	44	32	31	28	28
Sociétés de droit français affilliées à des organes centraux	–	2	7	10	11	14
Sociétés de droit français affilliées à un organisme professionnel (autre que FBF)	–	–	–	2	6	5
Sociétés de droit français en instance d'adhésion	–	–	–	1	1	2
Banques mutualistes ou coopératives	**173**	**167**	**155**	**153**	**147**	**135**
Établissements affiliés à la Chambre syndicale des banques populaires	33	32	32	31	30	25
Établissements affiliés à la Caisse nationale de crédit agricole	90	61	54	53	49	46
Établissements affiliés à la Caisse centrale de crédit coopératif	15	11	10	10	10	9
Établissements affiliés à la Confédération nationale du crédit mutuel (2)	32	27	24	24	23	21
Sociétés coopératives de banque adhérant à la FBF	3	1	1	1	1	1
Caisses d'épargne et de prévoyance (3)	186	35	34	34	34	33
Caisses de crédit municipal	**21**	**20**	**21**	**21**	**20**	**20**
II. Sociétés financières	**1 209**	**821**	**601**	**553**	**518**	**494**
Sociétés de caution mutuelle affiliées à la Chambre syndicale des banques populaires	164	5	4	3	2	1
Sociétés affiliées au Centre national des caisses d'épargne et prévoyance (4) (5)	21	6	11	19	20	20
Sociétés affiliées à la Caisse nationale de crédit agricole	26	8	3	2	2	2
Sociétés affiliées à la Caisse centrale de crédit coopératif (4) (5)	19	19	18	16	17	17
Sociétés affiliées à la Chambre syndicale des sociétés anonymes de crédit immobilier	144	132	103	95	87	86
Sociétés à statut particulier adhérant à l'Association française des sociétés financières (ASF) (5)	196	131	45	41	39	34
Sociétés financières exerçant divers types d'activités adhérant à l'ASF (5)	639	520	417	377	351	331
Sociétés affiliées à l'association française des entreprises d'investissement	–	–	–	–	–	3
Sociétés financières en instance d'adhésion	–	–	–	–	1	–
III. Institutions financières spécialisées (6)	**32**	**31**	**24**	**19**	**17**	**16**
Total	**2 001**	**1 399**	**1 087**	**1 026**	**979**	**929**
Établissements de crédit agréés pour exercer leur activité à Monaco						
I. Établissements habilités à traiter toutes les opérations de banques	**13**	**16**	**25**	**27**	**29**	**33**
Banques	**13**	**15**	**24**	**26**	**28**	**32**
Sociétés de droit monégasque adhérant à la Fédération bancaire française (FBF)	12	12	20	21	22	22
Succursales d'établissements ayant leur siège à l'étranger adhérant à la FBF	1	3	4	5	6	10
Établissement assimilable à une caisse de crédit municipal adhérant à la FBF	**–**	**1**	**1**	**1**	**1**	**1**
II. Sociétés financières	**8**	**8**	**4**	**4**	**4**	**4**
Sociétés financières exerçant divers types d'activité adhérant à l'ASF	**8**	**8**	**4**	**4**	**4**	**4**
Total	**21**	**24**	**29**	**31**	**33**	**37**

(1) Dont un établissement affilié à la Caisse centrale de crédit coopératif.
(2) Jusqu'au 25 septembre 1991, les caisses de Crédit mutuel agricole et rural étaient affiliées à la Fédération centrale du Crédit mutuel agricole et rural.
(3) L'ensemble des banques regroupe les établissements adhérents de l'Association française des banques (AFB) et des réseaux mutualistes ou coopératifs. Les données correspondant aux catégories « Banques » et « CDC et Caisse d'épargne » ont été révisées suite au reclassement du réseau des caisses d'épargne au sein des « Banques », en application de la loi n° 99-532 du 25 juin 1999 relative à l'épargne et à la sécurité financière.
(4) Dont une Sicomi.
(5) Dont une succursale d'établissement financier ayant son siège à l'étranger.
(6) Dont six établissements affiliés à la Caisse nationale des caisses d'épargne et de prévoyance et un établissement affilié à la Caisse centrale de crédit coopératif.

TABLEAU N.01-14

Bilan de la Banque de France et des institutions financières monétaires (IFM) hors Banque de France (encours en fin d'année)

Source : Banque de France — *Unité* : Milliard d'euros

	2000	2001	2002		2000	2001	2002
Banque de France							
ACTIF				**PASSIF**			
Territoire national	**33,4**	**20,4**	**19,7**	**Territoire national - Dépôts**	**30,9**	**32,8**	**36,2**
Crédits	**30,7**	**17,7**	**17,0**	Institutions financières monétaires	28,1	29,5	34,6
Institutions financières monétaires	29,0	16,4	16,1	Administration centrale	2,0	2,5	0,8
Administrations publiques	1,4	1,0	0,6	Autres secteurs	0,8	0,8	0,8
Secteur privé	0,4	0,3	0,3	**Autres États de la zone euro - Dépôts**	–	–	–
Titres autres que des actions	**2,7**	**2,7**	**2,7**	Institutions financières monétaires	–	–	–
Institutions financières monétaires	–	–	–	Autres secteurs	–	–	–
Administrations publiques	2,7	2,7	2,7	**Reste du monde - Dépôts**	**1,1**	**3,7**	**1,8**
Autres États de la zone euro	**14,3**	**29,2**	**33,8**	**Non ventilés par zone géographique**	**97,0**	**92,6**	**116,6**
Reste du monde	**34,5**	**29,7**	**21,5**	Billets et pièces en circulation	49,2	34,6	74,2
Avoirs en or	**28,5**	**30,6**	**31,8**	Titres de créances émis	–	–	–
Non ventilés par zone géographique	**18,2**	**19,1**	**47,7**	Instruments du marché monétaire	–	–	–
				Capital et réserves	38,2	42,5	38,4
Total de l'actif	**128,9**	**129,1**	**154,6**	Autres	9,6	15,6	4,0
				Total du passif	**128,9**	**129,1**	**154,6**
IFM hors Banque de France							
ACTIF				**PASSIF**			
Territoire national	**2 560,6**	**2 753,7**	**2 879,1**	**Territoire national - Dépôts**	**1 754,8**	**1 838,8**	**1 923,8**
Crédits	**2 003,3**	**2 127,7**	**2 210,9**	Institutions financières monétaires	847,4	868,0	931,8
Institutions financières monétaires	837,2	906,3	957,2	Administration centrale	5,6	4,4	11,8
Administrations publiques	120,8	118,3	126,0	Autres secteurs	901,7	966,4	980,2
Secteur privé	1 045,3	1 103,2	1 127,7	Dépôts à vue	264,9	300,3	291,2
Titres autres que des actions	**311,1**	**329,7**	**316,9**	Dépôts à terme <= 2 ans	56,2	63,6	60,9
Institutions financières monétaires <= 2 ans	15,6	19,3	16,7	Dépôts à terme > 2 ans	279,8	277,5	281,1
Institutions financières monétaires > 2 ans	63,3	54,2	53,0	Dépôts remboursables avec préavis	274,3	294,3	319,2
Administrations publiques	147,2	151,3	151,5	Pensions	26,5	30,7	27,8
Secteur privé	84,9	104,9	95,7	**Autres États de la zone euro - Dépôts**	**161,4**	**173,7**	**186,8**
Instruments du marché monétaire	**80,0**	**112,9**	**159,2**	Institutions financières monétaires	139,0	149,4	162,8
dont : Titres d'OPCVM monétaires	22,1	35,9	58,9	Autres secteurs	22,4	24,2	24,0
Actions et autres titres participatifs	**166,3**	**183,5**	**192,0**	**Reste du monde - Dépôts**	**410,5**	**450,3**	440,2
				Non ventilés par zone géographique	**1 410,0**	**1 587,7**	**1 616,3**
Autres États de la zone euro	**313,5**	**349,4**	**406,1**	Titres de créances émis <= 2 ans	24,7	31,6	27,3
Reste du monde	**467,9**	**507,0**	**511,4**	Titres de créances émis > 2 ans	338,3	357,0	350,6
Non ventilés par zone géographique	**394,6**	**440,2**	**370,5**	Titres d'OPCVM monétaires	213,3	258,6	303,8
Total de l'actif	**3 736,6**	**4 050,4**	**4 167,1**	Instruments du marché monétaire	139,1	165,6	179,7
				Capital et réserves	249,3	270,5	277,4
				Autres	445,1	504,5	477,4
				Total du passif	**3 736,6**	**4 050,4**	**4 167,1**

TABLEAU N.01-15

Bilan des banques dans les départements d'Outre-mer, les collectivités territoriales, le territoire polynésien et la Nouvelle-Calédonie (encours en fin d'année)

Source : Institut d'émission des départements d'Outre-mer (Rapport annuel)

Unités : Millier d'euros sauf pour la Réunion : Million d'euros

ACTIF	2000	2001	2002	PASSIF	2000	2001	2002
GUADELOUPE	3 143 388	3 426 492	3 564 114	GUADELOUPE	3 143 388	3 426 492	3 564 114
GUYANE	489 897	604 543	587 307	GUYANE	489 897	604 543	587 307
MARTINIQUE	3 281 169	3 780 616	3 686 134	MARTINIQUE	3 281 169	3 780 616	3 686 134
RÉUNION	4 596 161	5 262 932	5 611 404	RÉUNION	4 596 161	5 262 932	5 611 404
MAYOTTE	124 275	159 283	203 164	MAYOTTE	124 275	159 283	203 164
SAINT-PIERRE-ET-MIQUELON	110 937	132 391	144 749	SAINT-PIERRE-ET-MIQUELON	110 937	132 391	144 749
POLYNÉSIE FRANÇAISE	2 802 289	2 949 509 *r*	3 152 975	POLYNÉSIE FRANÇAISE	2 802 289	2 949 509 *r*	3 152 975
NOUVELLE-CALÉDONIE	2 784 674 *r*	2 892 994 *r*	2 957 679	NOUVELLE-CALÉDONIE	2 784 674 *r*	2 892 994 *r*	2 957 679

TABLEAU N.01-16

Masse monétaire du territoire de Wallis-et-Futuna (encours en fin d'année)

Source : Institut d'émission des départements d'Outre-mer

Unité : Millier d'euros

	2000	2001	2002		2000	2001	2002
M1	**19 995**	**22 140**	**22 944**	**Avoirs hors zone d'émission**	**16 576**	**28 492**	**28 651**
Circulation fiduciaire	5 263	7 341	9 319	Institut d'émission	7 282	10 291	13 618
Dépôts à vue	14 732	14 799	13 626	Établissements de crédit locaux	9 293	18 201	15 034
				Créances sur le Trésor public	**11 916**	**3 603**	**3 947**
M2 - M1	**1 450**	**2 380**	**2 556**				
				Concours sur ressources monétaires	**2 976**	**1 032**	**1 508**
				Concours de caractère bancaire des			
M3 - M2	**10 022**	**8 590**	**8 606**	établissements de crédit locaux	11 849	11 397	12 888
Dépôts à terme	9 972	8 514	8 556	Ressources non monétaires des			
Bons	50	75	50	établissements de crédit locaux	– 8 874	– 10 366	– 11 380
TOTAL M3	**31 468**	**33 118**	**34 107**	**TOTAL**	**31 468**	**33 118**	**34 107**

TABLEAU N.01-17

Indicateurs monétaires et financiers pour la France et différents pays

Source : OCDE

%

	1985	*r* 1990	*r* 1995	*r* 1997	*r* 1998	*r* 1999	*r* 2000	*r* 2001	2002
Taux d'intérêt à long terme (1)									
Allemagne	7,2	8,7	6,9	5,7	4,6	4,5	5,3	4,8	4,8
États-Unis	10,6	8,6	6,6	6,4	5,3	5,6	6,0	5,0	4,6
France	**11,9**	**9,9**	**7,5**	**5,6**	**4,6**	**4,6**	**5,4**	**4,9**	**4,9**
Italie	13,7	13,5	12,2	6,9	4,9	4,7	5,6	5,2	5,0
Japon	6,5	7,0	3,4	2,4	1,5	1,7	1,7	1,3	1,3
Royaume-Uni	11,0	11,8	8,2	7,1	5,5	5,1	5,3	4,9	4,9
Zone euro	...	11,1	8,6	6,0	4,8	4,7	5,4	5,0	4,9
Taux d'intérêt à court terme (2)									
Allemagne (3)	5,4	8,5	4,5	3,3	3,5	3,0	4,4	4,2	3,3
États-Unis	8,3	8,2	6,0	5,7	5,5	5,4	6,5	3,7	1,8
France (3)	**9,9**	**10,3**	**6,6**	**3,5**	**3,6**	**3,0**	**4,4**	**4,2**	**3,3**
Italie (3)	15,2	12,2	10,5	6,9	5,0	3,0	4,4	4,2	3,3
Japon	6,6	7,7	1,2	0,6	0,7	0,2	0,2	0,1	0,1
Royaume-Uni	12,2	14,8	6,7	6,8	7,3	5,4	6,1	5,0	4,0
Zone euro (3) (4)	9,9	10,9	6,5	4,3	3,9	3,0	4,4	4,2	3,3

(1) Les taux d'intérêt publiés par l'OCDE se réfèrent au rendement des obligations à long terme sur le marché secondaire. Les données annuelles sont des moyennes des taux mensuels. Les durées de long terme sont variables selon les pays. Pour plus de précisions, se reporter aux définitions de l'OCDE, « Principaux indicateurs économiques ».
(2) Les taux d'intérêt à court terme se réfèrent généralement aux taux interbancaires à 3 mois ou aux taux des certificats de dépôts ou des bons du trésor à 3 mois.
(3) Depuis janvier 1999, les taux d'intérêt à court terme sont identiques pour tous les pays de la zone euro.
(4) Avant janvier 1999, taux synthétiques calculés à partir des taux nationaux pondérés par le PIB.

Chapitre N.02

○ Marché financier et Bourse

1 Présentation.
2 Méthodologie.
3 Définitions.
4 Sources de documentation.
5 Tableaux.

❍ Liste des tableaux

1 Émission des valeurs mobilières contre apports en espèces.

2 Capitalisation boursière des valeurs françaises (fin d'année).

3 Répartition des transactions sur les valeurs mobilières françaises cotées à la Bourse de Paris.

4A Indices des cours des valeurs mobilières cotées sans réinvestissement des coupons au 31 décembre.

4B Indices des cours des valeurs mobilières cotées sans réinvestissement des coupons de 1998 à 2002 - Groupes économiques.

5 Taux de rendement des actions et de certaines catégories d'obligations cotées à la Bourse de Paris (fin d'année).

6 Cours des principales devises et de l'or - Moyenne annuelle.

7 Capitalisation boursière des actions nationales des premières places financières (fin décembre).

8 Indices des cours des valeurs mobilières européennes cotées sans réinvestissement des coupons.

1
○ Présentation

Sur l'année 2002, le montant des émissions nettes d'actions s'élève à 88,5 milliards, dont un montant de 0,4 milliard pour les actions cotées compte tenu des annulations d'actions opérées à la suite des rachats d'actions et des radiations. Les émissions brutes de titres cotés s'élèvent à 11,3 milliards. Les introductions en bourse sont peu nombreuses (dix sociétés dont deux sur le nouveau marché) pour 5,2 milliards de capitaux levés.

On observe une baisse généralisée des indices boursiers : CAC 40 (- 33,7 % après - 22 % en 2001), Dow-Jones (- 16,7 %). Ceci est dû à trois principaux facteurs :

– Les perspectives de reprise économique incertaines ;

– La défiance suscitée par la découverte d'irrégularités comptables dans plusieurs grandes sociétés, principalement aux États-Unis ;

– La constitution de provisions pour dépréciations d'actifs.

Les valeurs technologiques sont à nouveau les plus affectées par cette baisse.

2
○ Méthodologie

Émissions de valeurs mobilières

La statistique des émissions de valeurs mobilières en France, présentée ici, est établie par la Banque de France (Direction des études et statistiques monétaires) et la Société Euronext Paris (ex ParisBourse SA) (Direction des Études et du Développement).

Les émissions de valeurs mobilières sont réparties d'après la nature des titres souscrits (actions, obligations) et la qualité de l'émetteur, dans la nomenclature de la comptabilité nationale (sociétés et quasi-sociétés non financières, institutions financières, entreprises d'assurance, administrations publiques, administrations privées).

Indices des cours des valeurs

• *Actions françaises.*

Les indices des années 1995 à 2002 calculés par Euronext Paris sont présentés dans ce chapitre.

En décembre 1993, un nouvel indice représentatif du niveau des cours des actions françaises cotées sur les Bourses françaises, le SBF 250, a été mis au point. Il a remplacé l'indice SBF 240 qui comportait de nombreuses insuffisances notamment sur la mise à jour de son échantillon et la structure de sa nomenclature. L'indice SBF 250 est calculé chaque jour de bourse, à l'ouverture et à la clôture. Les valeurs de l'échantillon sont sélectionnées essentiellement sur leur capitalisation totale et portent sur les actions admises au règlement mensuel, au comptant et au second marché. La pondération de chaque action est sa capitalisation totale.

La Société des bourses françaises a établi un indice à cotation continue, le SBF 120, pour compléter et élargir le CAC 40 calculé depuis le 31 décembre 1987. Cet indice, qui n'a pas de ventilation par secteur, comporte des valeurs sélectionnées sur leur liquidité et leur activité. Une règle a été posée : les valeurs de l'indice CAC 40 doivent toutes faire partie de l'indice SBF 120 et les valeurs de l'indice SBF 120 doivent toutes faire partie de l'indice SBF 250.

En mai 1995, la SBF a créé l'indice MIDCAC, représentatif des valeurs moyennes du Premier et du Second Marché.

En 1996, l'indice du Second Marché a fait l'objet d'une rénovation.

En octobre 1997, la SBF a créé l'indice SBF 80, composé des valeurs du SBF 120 qui n'appartiennent pas au CAC 40 et choisies en raison de leur forte liquidité.

L'indice du Nouveau Marché figure au tableau N02-4A.

Trois types d'indices sont calculés :

– Un indice « nu » calculé avec les cours cotés des valeurs ;

– Un indice « global » calculé en recapitalisant dans la même valeur chacun des coupons échus, à la date de leur échéance ;

– Un indice « net » calculé en recapitalisant dans la même valeur chacun des coupons échus, sans avoir fiscal, à la date de leur échéance.

Ces deux derniers indices sont utilisés par les gestionnaires de SICAV et de Fonds communs de placement.

Les indices présentés ici, pour les années 1995 à 2002, sont les moyennes mensuelles des indices de clôture de chaque jour de bourse du mois.

• *Actions étrangères.*

L'INSEE ne calcule plus depuis le 1er janvier 1994 d'indice des cours des actions étrangères.

• *Actions européennes.*

Euronext N.V. est la première bourse paneuropéenne née, le 22 septembre 2000, de la fusion des bourses d'actions et de produits dérivés d'Amsterdam (AEX), de Bruxelles (BXS), et de Paris (ParisBourse S.A).

En 2002, Euronext s'est élargie en fusionnant avec BVLP (la bourse portugaise pour les produits d'actions et de dérivés), et en acquérant le LIFFE (la bourse de produits dérivés basée à Londres).

Créée en réponse à la mondialisation des marchés et pour offrir aux investisseurs une liquidité accrue tout en réduisant les coûts de transaction, Euronext a déjà réalisé une grande partie de son intégration.

FTSE Group et Euronext se sont alliés pour créer une nouvelle génération d'indices négociables européens : les indices FTSEurofirst. Ils répondent aux besoins exprimés par les investisseurs de disposer d'une plus large couverture, une meilleure liquidité, une négociabilité plus grande et une précision accrue.

La composition de ces indices est la suivante :

– FTSEurofirst 80 : l'indice FTSE Eurobloc, 60 plus grandes valeurs des marchés éligibles (zone Euro) et 20 valeurs choisies au sein des secteurs économiques sous-représentés par rapport à l'univers de l'indice.

– FTSEurofirst 100 : l'indice FTSE Developed Europe, 60 plus grandes valeurs des marchés éligibles (zone Euro + Royaume-Uni) et 40 valeurs choisies au sein des secteurs économiques sous-représentés par rapport à l'univers de l'indice.

La base est 3 000 au 31 décembre 2002. Les indices sont disponibles depuis le 31 décembre 1993.

Taux de rendement des obligations

On distingue :

• *Taux moyen de rendement des obligations émises dans l'année.*

Ce calcul est fait mensuellement mais les chiffres annuels indiqués ici sont des moyennes pondérées pour l'ensemble de l'année. Chaque taux est la moyenne arithmétique, pondérée par le montant de l'émission, des taux actuariels de chaque émission effectuée pendant la période considérée. Il existe deux sortes de calculs selon que le taux actuariel considéré est un taux à l'émission ou un taux au règlement.

• *Taux de rendement des obligations cotées à la Bourse de Paris.*

Pour chaque fin d'année, on donne les taux moyens de six catégories parmi ceux que calcule chaque semaine la Caisse des dépôts et consignations.

Taux de rendement des valeurs françaises à revenu variable

Le calcul du taux moyen de rendement des valeurs françaises à revenu variable s'effectue en rapportant, pour chacune des valeurs retenues dans le calcul de l'indice des cours, le montant du dernier coupon payé à la cotation du dernier vendredi du mois. L'échantillon et les pondérations sont les mêmes que pour l'indice des cours. Les chiffres publiés sont les moyennes des taux des derniers vendredis de chaque mois.

3
○ Définitions

Action

Une action est un titre représentatif d'un titre de propriété sur une société. Elle ouvre droit, en principe, à une participation aux bénéfices ainsi qu'à une quote-part de l'actif net éventuel en cas de liquidation.

Bourse

La bourse est un marché entre une offre et une demande de capitaux à long terme dont le rapport est représenté par une valeur mobilière. Elle comprend le marché primaire (émission de titres) et le marché secondaire (échange de titres déjà émis). Quatre catégories de marchés existent : le Premier Marché (comptant et règlement mensuel supprimé depuis le 25 septembre 2000), le Second Marché, le Marché libre OTC et le Nouveau Marché.
Au 31 décembre 2002, 396 sociétés sont cotées au Premier Marché. Depuis la loi du 22 janvier 1988, trois instances assurent le fonctionnement des marchés financiers : le Conseil des bourses de valeur, la Société des bourses françaises et l'Association française des sociétés de Bourse.

Capitalisation boursière

Produit du nombre des titres cotés par leur cours boursier.

Marché de l'or et des devises

Depuis fin juin 1992, les devises ne sont plus cotées en bourse de Paris, c'est la Banque de France qui diffuse un cours indicatif en fin de journée.

Marché libre OTC (obligations toutes catégories)

Ce marché a été lancé le 23 septembre 1996. Il est très comparable techniquement à l'ancien marché hors cote.

Nasdaq (National Association of Securities Dealers Automated Quotation)

Ce marché a été créé aux États-Unis, en 1971, pour permettre aux petites entreprises de collecter des capitaux.

Nouveau Marché

Créé le 14 février 1996, le Nouveau Marché s'adresse aux entreprises qui ont un projet de développement à financer et qui souhaitent bénéficier du marché boursier pour accélérer leur croissance. Au 31 décembre 2002, 153 sociétés sont cotées.

Obligation

Une obligation est un titre de créance à moyen terme dont l'intérêt, fixé ou indexé, est payable par coupons annuels ou lors du remboursement. Elle est elle-même remboursable en une seule fois ou par tranche. Elle est négociable en Bourse. On distingue :
– les obligations émises par les sociétés, les institutions financières et les collectivités locales ;
– les rentes ou autres valeurs d'État ;
– les obligations convertibles ou remboursables en actions non encore converties.
Il s'agit, ici, essentiellement des obligations classiques hors titres participatifs.

Second Marché

Ouvert le 1er février 1983, il complète les marchés traditionnels de la cote officielle. Il est destiné à faciliter l'accès au marché financier pour les entreprises de taille moyenne. Au 31 décembre 2002, il comprend 325 sociétés cotées.

4
○ Sources de documentation

Ce chapitre a été réalisé avec la collaboration de la Banque de France, de la Société Euronext, de la Fédération internationale des bourses de valeur et de l'INSEE.

Organismes :

– Euronext Paris.
– Caisse des dépôts et consignations.
– Banque de France.
– Fédération internationale des bourses de valeur.

Sites Internet :

– www.euronext.com
– www.caissedesdepots.fr
– www.banque-france.fr
– www.world-exchanges.org
– www.insee.fr

Publications :

Euronext
– Factbook 2002.
Caisse des dépôts et consignations
– Rapport annuel 2002.
Commission des opérations de bourse
– Notes et études ;
– Rapport annuel 2002.
Autres
– Rapport annuel, Conseil national du crédit ;
– Bulletin mensuel de statistique, INSEE.

5
○ Tableaux

Des tableaux détaillés, « séries » et supplémentaires sont disponibles sur le cédérom (cf. liste en fin d'annuaire).

TABLEAU N.02-1

Émission des valeurs mobilières contre apports en espèces

Sources : Banque de France
Société des bourses françaises

Unité : Million d'euros

	r 2001			2002		
	Montant effectif	Déductions	Montant net versé	Montant effectif	Déductions	Montant net versé
SELON LA NATURE DE L'ÉMISSION						
I. Émissions d'actions et titres assimilés	81 700	–	81 700	88 974	–	88 974
II. Émissions d'obligations et titres assimilés	87 252	75 258	11 994	85 590	60 954	24 636
TOTAL DES ÉMISSIONS DE VALEURS MOBILIÈRES (I + II)	**168 952**	**75 258**	**93 694**	**174 564**	**60 954**	**113 610**
SELON LA QUALITÉ DE L'ÉMETTEUR						
ACTIONS						
Sociétés et quasi-sociétés non financières	79 965	–	79 965	86 866	–	86 866
Institutions financières	891	–	891	1 059	–	1 059
Entreprises d'assurance	818	–	818	991	–	991
Administrations publiques	26	–	26	58	–	58
Administrations privées	-	–	–	–	–	–
Total	**81 700**	**–**	**81 700**	**88 974**	**–**	**88 974**
OBLIGATIONS						
Sociétés et quasi-sociétés non financières	13 207	15 039	- 1 832	13 286	10 571	2 715
Institutions financières	20 090	32 802	- 12 712	17 578	26 762	- 9 184
Entreprises d'assurance	120	48	72	–	–	–
Administrations publiques	53 835	27 369	26 466	54 726	23 621	31 105
Total	**87 252**	**75 258**	**11 994**	**85 590**	**60 954**	**24 636**

TABLEAU N.02-2

Capitalisation boursière des valeurs françaises (fin d'année)

Source : Euronext Paris

Unité : Million d'euros

	1981	1990	1995	1998	1999	2000	2001	2002
ACTIONS :								
Premier marché	34 722	243 712	349 813	795 953	1 430 442	1 463 029	1 258 118	884 238
Second marché	–	21 179	22 955	38 758	47 827	53 506	46 136	37 284
Nouveau marché	–	–	–	4 201	15 226	24 275	15 011	6 813
Total	**34 722**	**264 891**	**372 768**	**838 912**	**1 493 495**	**1 540 810**	**1 319 265**	**928 334**
OBLIGATIONS :								
Premier marché	92 166	394 685	628 912	757 789	760 018	776 511	792 970	816 557
Second marché	–	892	1 137	2 289	3 313	2 337	1 767	1 420
Nouveau marché	–	–	–	116	338	219	331	224
Total	**92 166**	**395 577**	**630 049**	**760 194**	**763 669**	**779 067**	**795 068**	**818 201**
Total des valeurs	**126 888**	**660 468**	**1 002 817**	**1 599 106**	**2 257 164**	**2 319 877**	**2 114 333**	**1 746 535**

TABLEAU N.02-3

Répartition des transactions sur les valeurs mobilières françaises cotées à la Bourse de Paris (1)

Source : Euronext Paris

Unité : Million d'euros

	1981	1990	1995	(2) 1998	1999	2000	2001	2002
Actions	7 227	105 141	157 734	516 163	727 235	1 176 213	1 202 530	1 164 802
Obligations	13 200	471 005	858 590	404 959	61 518	50 411	45 011	21 129
Total	**20 427**	**576 146**	**1 016 324**	**921 122**	**788 753**	**1 226 624**	**1 247 541**	**1 185 931**

(1) Ce tableau concerne les valeurs françaises inscrites au premier marché (règlement mensuel et comptant) et au second marché.
(2) Y compris, depuis 1996, les actions inscrites au nouveau marché et, depuis 1997, les obligations inscrites au nouveau marché.

TABLEAU N.02-4A

Indices des cours des valeurs mobilières cotées sans réinvestissement des coupons au 31 décembre

Source : Euronext Paris

	1995	1997	1998	1999	2000	2001	2002	Variation 2002 / 2001 %
Base 1 000 au 31-12-1987								
CAC 40	1 871,97	2 998,91	3 942,66	5 958,32	5 926,42	4 624,58	3 063,91	– 33,75
Base 1 000 au 31-12-1990								
SBF 120 (1)	1 283,50	2 051,72	2 656,34	4 052,58	4 022,53	3 176,04	2 148,59	– 32,35
Ensemble SBF 250 (1)	1 232,86	1 944,91	2 500,01	3 810,86	3 771,25	2 981,35	2 053,26	– 31,13
MIDCAC	999,06	1 588,46	1 647,68	2 283,15	2 477,28	1 923,46	1 414,48	– 26,46
SECOND MARCHÉ	1 283,00	1 810,11	2 001,55	2 436,78	2 817,02	2 279,82	1 840,59	– 19,27
NOUVEAU MARCHÉ	///	///	1 264,20	2 974,58	2 904,40	1 082,91	509,53	– 52,95

(1) Ces indices sont représentatifs du niveau des cours des actions françaises cotées sur les bourses françaises (règlement mensuel, comptant et second marché).

TABLEAU N.02-4B

Indices des cours des valeurs mobilières cotées sans réinvestissement des coupons au 31 décembre de 1998 à 2002 Groupes économiques

Source : Euronext Paris

Base 1 000 au 31 décembre 2001

Groupes économiques	1998	1999	2000	2001	2002
Ressources	545,95	811,86	981,15	1 000	838,93
Industries de base	742,40	1 203,09	1 044,35	1 000	773,42
Industries généralistes	1 105,39	1 249,18	1 328,56	1 000	623,90
Biens de consommation cycliques	753,32	1 380,76	1 245,31	1 000	887,82
Biens de consommation non cycliques	694,88	787,82	1 100,90	1 000	802,96
Services cycliques	859,36	1 371,07	1 240,04	1 000	509,41
Services non cycliques	1 286,72	2 322,55	1 570,36	1 000	555,84
Services aux collectivités	...	...	1 215,91	1 000	640,93
Sociétés financières	815,76	1 064,14	1 188,34	1 000	792,57
Technologies de l'information	810,41	2 021,60	1 936,14	1 000	400,06

TABLEAU N.02-5

Taux de rendement des actions et de certaines catégories d'obligations cotées à la Bourse de Paris (fin d'année) (1)

Source : Caisse des Dépôts et Consignations

%

	1990	1995	1998	1999	2000	2001	2002
Actions cotées (fin de mois)	3,97	3,33	2,10	1,50	1,67	2,28	...
Obligations cotées (2)							
Emprunts d'État à court terme	10,06	5,91	3,44	4,84	4,69	4,42	3,49
Emprunts d'État à long terme	10,00	6,70	4,08	5,45	5,11	5,10	4,38
Secteur public à long terme emprunteurs nationaux	10,53	6,89	3,75	5,19	5,19	5,35	4,79
Secteur privé, première signature	10,84	6,81	4,10	5,76	5,71	5,46	4,06

(1) Avec crédit d'impôt s'il y a lieu.
(2) Taux calculé sur un échantillon par la Caisse des Dépôts et Consignations, la dernière semaine de l'année.

TABLEAU N.02-6

Cours des principales devises et de l'or - moyenne annuelle

Sources : Société des bourses françaises et Office Statistique des Communautés Européennes jusqu'en 1998
Banque de France

Unités : Euro depuis 1999, écu avant

		Par rapport à l'écu			Par rapport à l'euro			
	Unité	1990	1997	1998	1999	2000	2001	2002
Cours libre de l'or :								
Lingot d'un kg	1 lingot	9 794,46	9 425,80	8 575,91	8 434,58	9 732,32	9 791,43	10 571,65
Pièces françaises de 20 F (1)	1 pièce	59,52	54,11	49,46	48,61	55,23	55,81	60,35
Communauté européenne / Zone euro à partir de 1999	1 XEU	6,91412	6,61260	6,60141	///	///	///	///
(Écu jusqu'en 1998 / Euro à partir de 1999)	1 EURO	///	///	///	6,55957	///	///	///
Cours de devises étrangères :								
ZONE EURO (2)								
Allemagne (3)	1 DEM	2,0520	1,9584	1,9729	1,9558	///	///	///
Autriche	1 ATS	14,4399	13,8240	13,8545	13,7603	///	///	///
Belgique	1 BEF	42,426	40,533	40,621	40,340	///	///	///
Espagne	1 ESB	129,411	165,887	167,184	166,386	///	///	///
Finlande	1 FIM	4,8550	5,8806	5,9825	5,9457	///	///	///
France	1 FF	6,9141	6,6126	6,6014	6,55957	///	///	///
Grèce (4)	1 GRD	201,41	309,36	330,73	325,76	336,63	340,75	///
Irlande	1 IEP	0,7678	0,7475	0,7862	0,7876	///	///	///
Italie	1 ITL	1 521,98	1 929,30	1 943,65	1 936,27	///	///	///
Pays-Bas	1 NLG	2,3121	2,2108	2,2197	2,2037	///	///	///
Portugal	1 PTE	181,109	198,589	201,695	200,482	///	///	///
HORS ZONE EURO								
EUROPE								
Danemark	1 DKK	7,8565	7,4836	7,4993	7,4356	7,4538	7,4528	7,4305
Royaume-Uni	1 GBP	0,7139	0,6923	0,6764	0,6587	0,6095	0,6219	0,6155
Norvège	1 NOK	7,9547	8,0144	8,4486	8,3144	8,1137	8,0489	7,5101
Suède	1 SEK	7,5205	8,6512	8,9159	8,8075	8,4452	9,2557	9,1590
Suisse	1 CHF	1,7615	1,6436	1,6216	1,6004	1,5577	1,5104	1,4672
HORS EUROPE								
Australie	1 AUD	1,6274	1,5272	1,7817	1,6540	1,5894	1,7339	1,7366
Canada	1 CAD	1,4865	1,5683	1,6558	1,5857	1,3712	1,3868	1,4828
États-Unis	1 USD	1,2734	1,1340	1,1211	1,0658	0,9219	0,8956	0,9453
Japon	1 JPY	183,66	137,08	146,42	121,32	99,47	108,73	117,74

(1) 5,806 grammes d'or fin.
(2) Parités fixes depuis le 1er janvier 1999.
(3) Allemagne réunifiée à partir de 1991.
(4) Membre de la zone euro depuis le 1er janvier 2001.

TABLEAU N.02-7

Capitalisation boursière des actions nationales des premières places financières (fin décembre)

Source : World Federation of Exchanges

Unité : Milliard de dollars

	1995	1996	1997	1998	1999	2000	2001	2002
Allemagne	577,4	664,9	825,2	1 086,7	1 432,2	1 270,2	1 071,7	686,0
Amsterdam	286,7	375,4	468,6	600,5	695,2	///	///	///
Euronext (1)	///	///	///	///	///	2 271,7	1 889,5 *r*	1 538,7
Hong-kong	303,7	449,2	413,3	343,6	609,1	623,4	506,1	463,1
Italie	209,5	256,6	344,7	566,0	728,2	768,4	527,5	477,1
Londres	1 346,6	1 642,6	1 996,2	2 372,7	2 855,4	2 612,2	2 164,7	1 800,7
Nasdaq	1 159,9	1 511,8	1 726,4	2 243,7	5 204,6	3 597,1	2 739,7	1 994,5
New-York Stock Exchange	5 654,8	6 842,0	8 879,6	10 277,9	11 437,6	11 534,5	11 026,6	9 015,3
Paris	500,0	587,0	676,3	984,9	1 496,9	///	///	///
Taïwan	187,2	273,8	287,8	260,5	376,5	247,6	292,9 *r*	261,3
Tokyo	3 545,3	3 011,2	2 160,6	2 439,5	4 463,3	3 157,2	2 264,5	2 069,3
Toronto	366,3	487,0	567,6	543,4	789,2	766,2	611,5	570,2
Zurich	398,1	400,3	575,3	701,6	693,1	792,3	625,9 *r*	547,0

(1) Euronext comprend : Euronext Amsterdam, Euronext Brussels, Euronext Lisbon et Euronext Paris.

TABLEAU N.02-8

Indices des cours des valeurs mobilières européennes cotées sans réinvestissement des coupons

Source : Euronext Paris — *Unité* : Base 3 000 au 31 décembre 2002

	1999	2000	2001	2002
FTSEurofirst 100	5 593,40	5 462,33	4 519,97	3 000,00
FTSEurofirst 80	5 827,15	5 882,31	4 673,49	3 000,00

Chapitre N.03

Finances publiques

1 Présentation.
2 Méthodologie.
3 Définitions.
4 Sources de documentation.
5 Tableaux.

Liste des tableaux

1 L'exécution des lois de finances.

2 Dette de l'État (situation en fin d'année).

3 Prélèvements obligatoires des administrations publiques et des institutions communautaires rapportés au produit intérieur brut total.

4 Les prélèvements obligatoires dans les pays industrialisés.

5 Les dépenses du budget général (y compris Fonds de stabilisation des changes).

6 Les recettes fiscales du budget général.

7 Impôts directs par nature d'impôts. Versements effectués ou rôles émis - France entière.

8 Revenus des personnes physiques. Impôt sur le revenu en 2000.

9 Impôt sur les revenus des personnes physiques. Évolution au plan national.

10 Opérations de fonctionnement des régions, départements et communes.

11 Opérations d'investissement des régions, départements et communes.

1
○ Présentation

En 2001, pour la première fois depuis 1993, la situation des comptes publics avait cessé de s'améliorer, les déficits publics s'établissant à 1,5 point de PIB contre 1,4 point de PIB en 2000. Le déficit du budget de l'État, pour sa part, s'était dégradé de 10 % par rapport à celui constaté en exécution 2000.
Entre 2001 et 2002, le besoin de financement des administrations publiques est passé de 1,5 point de PIB à 3,1 points de PIB. Le poids de la dette publique s'est accru, passant de 56,8 points de PIB en 2001 à 59,0 points de PIB.
Le creusement du déficit public s'accentue en 2002 : il résulte, certes, du ralentissement conjoncturel, mais procède aussi de facteurs structurels.
En 2002, les prélèvements obligatoires progressent moins rapidement que le PIB (1,3 % contre 3,1 % à prix courants). Les mesures d'allègements fiscaux et la conjoncture peu favorable expliquent cette augmentation modérée. Pour la troisième année consécutive, le taux de prélèvements obligatoires diminue et s'établit à 43,9 % du PIB.
En 2002, le montant global des impôts perçus par l'État est en repli de 1,2 %.
Le volume des dépenses totales des régions affiche à nouveau une croissance en 2001. Toutefois, cet exercice s'inscrit en tendance générale de modération observée au cours des dernières années.
Après avoir stagné en 2000, les budgets des départements retrouvent, grâce aux opérations d'investissement réalisées en 2001, un rythme de croissance soutenu. La pression fiscale reste stable encore en 2001.
Après la reprise enregistrée en 2000, l'exercice 2001 se caractérise par un ralentissement du total des dépenses et même une baisse de l'investissement direct pour les communes : intercommunalité et cycle électoral expliquent en partie ce constat.

2
○ Méthodologie

L'exécution des lois de finances et la gestion de la trésorerie de l'État

Comptabilité de gestion et comptabilité d'exercice.
L'exécution des lois de finances est d'abord examinée ici dans l'optique d'une comptabilité de gestion (comptabilité des opérations exécutées entre le 1er janvier et le 31 décembre de l'année étudiée, quel que soit l'exercice budgétaire d'inscription de ces opérations) ; ainsi se trouvent décrites, pour chaque année, des opérations relatives à l'exercice courant, à l'exercice précédent (période complémentaire) et à l'exercice suivant (dépenses anticipées). Dans le cadre de chaque gestion annuelle, apparaît un solde de l'exécution des lois de finances (signe moins dans le cas d'un excédent des dépenses sur les recettes, signe plus dans le cas contraire) qui est couvert par les diverses opérations de trésorerie (dettes à moyen ou long terme, bons du Trésor, opérations diverses relatives à la dette publique, opérations avec les correspondants du Trésor et divers tiers, encaisses et effets, bons du Trésor en comptes courants, concours de la Banque de France, etc.).
C'est au contraire dans l'optique de la comptabilité d'exercice que sont analysées, en détail, les dépenses et les recettes effectuées en exécution de chaque budget annuel.
Les tableaux sont tous tirés de la SROT (situation résumée des opérations du Trésor) établie par la direction générale de la Comptabilité publique et publiée mensuellement au *Journal officiel*.

L'exécution des budgets 2001 des régions, des départements et des communes

Le principe de la séparation des ordonnateurs et des comptables se traduit, dans l'exécution des budgets des collectivités territoriales, par une différenciation entre opérations administratives et opérations comptables et, en conséquence, par la tenue d'une double comptabilité : comptabilité administrative de l'ordonnateur, comptabilité financière du comptable du Trésor.
Ces comptabilités décrivent les opérations réalisées au cours d'un exercice. À la clôture de celui-ci, les opérations sont regroupées dans un compte administratif pour l'ordonnateur, dans un compte de gestion pour le comptable.
À la différence du compte administratif qui se limite à la transcription de la seule exécution budgétaire, le compte de gestion présente une comptabilité en partie double, comprenant des comptes de tiers et financiers, ainsi qu'un bilan de fin d'exercice. Il offre ainsi une vision exhaustive de la situation financière de la collectivité.
Les budgets locaux s'exécutent en gestion, c'est-à-dire que les comptes doivent décrire les opérations réalisées au cours d'une seule année dont toutefois le 31 décembre est prolongé fictivement jusqu'au 31 janvier de l'année suivante pour les opérations de fonctionnement, de manière à permettre le rattachement à la gestion des opérations déjà engagées.
La section de fonctionnement retrace toutes les opérations concernant l'exploitation (la gestion courante des services).
Y sont inscrits notamment :

1) En produits

– les impôts directs et indirects, les dotations versées par l'État, les ressources d'exploitation et du domaine, les produits financiers ;

2) En charges

– les achats de fournitures et de services, les frais de personnel, les allocations et subventions versées, les frais financiers (intérêts de la dette notamment).
Les budgets locaux doivent être votés en équilibre. Les produits de fonctionnement doivent donc être égaux ou supérieurs aux charges de fonctionnement. La section de fonctionnement fait ainsi apparaître un solde qui permet le financement d'une fraction des dépenses d'équipement. Il figure, à ce titre, dans la section d'investissement qui inclut également d'autres recettes telles que les subventions et les emprunts.
La section d'investissement retrace toutes les opérations en capital (les opérations de dépenses ou de recettes qui accroissent ou diminuent la valeur du patrimoine).
Y figurent :

1) En recettes

– « l'autofinancement brut » dégagé par la section de fonctionnement ;
– des recettes constituées pour l'essentiel par des « subventions » et des « emprunts ».

2) En dépenses

– les dépenses directes d'investissement (acquisitions mobilières et immobilières, travaux neufs, grosses réparations) ;
– les dépenses indirectes d'investissement (remboursements de la dette en capital, subventions versées...).
La différence entre les recettes d'investissement et les dépenses d'investissement augmente ou diminue le fonds de roulement selon les résultats de l'année.
Les comptes de fonctionnement et d'investissement retracent, après élimination de toutes les opérations comptables d'ordre, les flux réels de dépenses et de recettes au cours d'une année.
Les comptes des régions proviennent des comptes définitifs des régions de métropole et d'outre-mer tenus par les comptables du Trésor, payeurs régionaux. Les comptes des départements proviennent des comptes de gestion définitifs des départements de métropole et d'outre-mer tenus par les payeurs départementaux, comptables du Trésor. L'instruction comptable applicable aux régions et aux départements est la M 51. Les comptes des communes proviennent des comptes de gestion définitifs des communes de métropole et d'outre-mer tenus par les comptables du Trésor, trésoriers municipaux. L'instruction

comptable applicable aux communes est, depuis 1997, la M 14, qui tend à se rapprocher du Plan Comptable Général.

Impôts directs

Les impôts directs sont divisés en deux groupes :

– les impôts directs, perçus au profit du budget général, qui comprennent les impôts établis par voie de rôles (impôt sur le revenu principalement) et d'autres impôts versés spontanément, comme l'impôt sur les sociétés et la taxe sur les salaires ;

– les impôts directs locaux, perçus au profit des régions, des départements, des communes, EPCI et de divers établissements ou fonds, qui sont établis par voie de rôles et qui comprennent les taxes foncières, la taxe d'habitation (supprimée pour les régions depuis 2000), la taxe professionnelle et diverses taxes annexes.

3

○ Définitions

Autofinancement brut

L'autofinancement brut est égal à l'excédent des produits réels de fonctionnement de l'exercice sur les charges réelles de fonctionnement de l'exercice. Ce solde constitue la capacité d'autofinancement des investissements, capacité qui a pu n'être que partiellement utilisée au cours de l'exercice.

Budget par nature des charges

La présentation par nature des charges du budget général est établie à partir de la présentation administrative du budget de l'État. Elle distingue pour les dépenses de fonctionnement des services : les dépenses de rémunérations et celles de matériel. En ce qui concerne les dépenses d'intervention, on a, les interventions sociales (concours à divers régimes de sécurité sociale, allocations aux adultes handicapés, fonds national de solidarité, anciens combattants), économiques (emploi, logement, subventions à la SNCF) et diverses (subventions aux collectivités locales, actions culturelles et éducatives, formation professionnelle).

Caisse d'amortissement de la dette sociale (CADES)

Établissement public créé en 1996 dans le cadre de la réforme de la protection sociale, il est destiné, en particulier, à recueillir le prélèvement de 0,5 % sur l'ensemble des revenus appelé au remboursement de la dette sociale (CRDS).

Collectivités territoriales (régime administratif)

Au sens de l'article 72 de la constitution, on désigne par collectivités territoriales, les régions, les départements et les communes. En 1982, le régime administratif des collectivités locales a été modifié par la loi n° 82-213 du 2 mars 1982 relative aux droits et libertés des communes, des départements et des régions qui supprime toute forme de tutelle, sur les décisions des collectivités locales.

Le statut particulier de la Corse a été renforcé par la loi n° 91 428 du 13 mai 1991. La Corse n'est plus juridiquement une région au sens de collectivité locale, mais une collectivité territoriale à statut unique. Ce statut lui confère d'importantes compétences nouvelles et des ressources fiscales indirectes en partie étrangères à celles des régions du continent.

La région Île-de-France comporte également des spécificités budgétaires depuis que la région a succédé au District de la Région parisienne.

Comptes spéciaux du Trésor

Comptes distincts du budget général, retraçant des dépenses et des recettes de l'État entre lesquelles on veut établir un lien, soit que l'on veuille affecter certaines recettes à la couverture de certaines dépenses (comptes d'affectation spéciale), soit que l'on veuille faire apparaître une sorte de bilan entre des opérations qui sont en étroite corrélation (comptes de prêts par exemple).

Contribution pour le remboursement de la dette sociale (CRDS)

En vigueur depuis le 1er février 1996 pour une durée de dix-huit ans, les recettes de cet impôt servent à rembourser progressivement la dette de la Sécurité sociale. Son taux est de 0,5 %. Il concerne :

– la totalité des revenus d'activité ;

– la quasi-totalité des revenus de remplacement (allocations chômage, retraites, allocations logement, indemnités de licenciement...) à l'exception des minima sociaux (RMI), minimum vieillesse et des prestations familiales (en 1996 seulement) ;

– la quasi-totalité des revenus de placement (y compris ceux de l'épargne logement), à l'exception des revenus des livrets A et assimilés.

Contribution sociale généralisée (CSG)

Instituée par la loi de finances pour 1991, elle est destinée à financer les régimes de protection sociale. Elle porte sur les revenus d'activité et de remplacement, sur les revenus de capitaux mobiliers soumis au prélèvement libératoire et sur les revenus du patrimoine. Son taux de 1,1 % a été relevé à 2,4 % au 1er juillet 1993, à 3,4 % au 1er janvier 1997 et à 7,5 % depuis 1998 (le taux des cotisations sociales des salariés passe en contrepartie de 5,5 % à 0,75 %).

Dépenses de fonctionnement

Elles comprennent les dépenses de personnel, l'achat de fournitures indispensables, les frais financiers.

Dépenses d'investissement (dépenses en capital)

Elles comprennent essentiellement les achats de matériels et de mobiliers, les bâtiments, les travaux ainsi que le remboursement en capital de la dette.

Dépenses ordinaires

Ce sont les dépenses de fonctionnement et d'intervention.

Dette de l'État

Ensemble des dettes de l'État résultant des emprunts que ce dernier a émis ou garantis (cf. tableau N.03-2).
Par ailleurs, le traité de Maastricht, entré en vigueur le 1er novembre 1993, a défini cinq critères de convergence que les États membres doivent respecter pour passer à la monnaie unique, l'Euro. Deux critères sont relatifs à la maîtrise des déficits publics : le déficit des finances publiques ne devra pas dépasser 3 % du PIB pour l'ensemble des administrations publiques et la dette publique devra être limitée à 60 % maximum du PIB (cf. Méthodologie du chapitre G.01 et tableau G.01-16).

Dotation générale de décentralisation (DGD)

L'article 102 de la loi du 2 mars 1982 a prévu que l'accroissement des charges résultant du transfert de compétences de l'État aux collectivités locales sera compensé par un transfert de ressources.
La loi du 7 janvier 1983 a précisé que ce transfert simultané de ressources serait effectué, pour moitié au moins, par transfert d'impôts d'État et pour le solde par le versement d'une dotation budgétaire : celle-ci constitue la dotation générale de décentralisation.

Dotation globale d'équipement (DGE)

La dotation globale d'équipement a été créée par l'article 103 de la loi du 2 mars 1982.
Ce versement inconditionnel et non affecté est effectué chaque année par l'État aux communes, départements, et à leurs regroupements.

Dotation régionale d'équipement scolaire (DRES) Dotation départementale d'équipement des collèges (DDEC)

À compter du 1er janvier 1986, les dépenses d'investissement et de fonctionnement (hors dépenses pédagogiques et de personnel restant de la compétence de l'État) des établissements scolaires du second degré sont prises en

charge par la région pour les lycées et établissements de niveau équivalent, par le département pour les collèges.
Si le transfert de compétences en matière de fonctionnement est financé dans le cadre de la DGD versée aux collectivités locales, en matière d'investissement il entraîne, conformément aux articles 16 et 17 de la loi du 22 juillet 1983 modifiée, la création :
– d'une dotation régionale d'équipement scolaire attribuée aux régions en fonction de critères objectifs reflétant la capacité d'accueil des établissements (lycées) et l'évolution de la population scolarisable ;
– d'une dotation départementale d'équipement des collèges attribuée aux départements à partir d'enveloppes régionales définies selon les mêmes critères que ci-dessus (appliqués aux collèges), par l'intermédiaire de la conférence des présidents de conseils généraux ou, à défaut d'accord, par le préfet de région.

Dotation globale de fonctionnement (DGF)

La dotation globale de fonctionnement, instituée par la loi du 3 janvier 1979, est un prélèvement opéré sur le budget de l'État et distribué aux organismes territoriaux pour la première fois en 1979.
Son montant est réévalué en fonction de la progression du PIB et de l'inflation, selon un mode de prélèvement et de répartition fixé chaque année par la loi de finances.
Elle n'est pas versée aux régions sauf pour la région Île-de-France du fait de ses spécificités statutaire et budgétaire.

Emprunts

Les emprunts correspondent au volume global des emprunts à plus d'un an contractés pendant l'exercice.

Fonds de compensation pour la TVA (FCTVA)

Le fonds de compensation pour la TVA a pour objet le remboursement par l'État aux collectivités locales, à leurs groupements et à leurs services, de la TVA acquittée sur leurs investissements.
Les ressources de ce fonds sont constituées par un prélèvement sur recettes de l'État.

Impôts directs et indirects

Distinction traditionnelle qui classe les impôts selon qu'ils sont supportés par les agents qui les paient (impôt sur le revenu) ou au contraire répercutés par ceux-ci dans les prix des produits qu'ils vendent et finalement supportés par le consommateur final (TVA).

Intérêts des emprunts

Ce sont les intérêts de la dette à long terme et ceux de la dette à moins d'un an qui fait partie, non des capitaux permanents, mais des opérations de trésorerie et qui peut également donner lieu à des paiements d'intérêts.

Loi de finances

• *Initiale.* Loi prévoyant et autorisant, pour chaque année civile, l'ensemble des ressources et des charges de l'État.
• *Rectificative (appelée aussi « collectif »).* Loi modifiant en cours d'exercice les dispositions de la loi de finances initiale de l'année.
• *De règlement.* Loi constatant les résultats financiers de chaque année civile et approuvant les différences entre les résultats et les prévisions de la loi de finances de l'année, complétée, le cas échéant, par des lois de finances rectificatives.

Opérations

À caractère définitif. Opérations effectuées sans espoir de récupération des sommes en jeu. Exemple : paiement de traitement ou de pension, investissement routier, etc.
À caractère temporaire. Prêt, avance et toute opération analogue pour laquelle la dépense pourra être récupérée à terme par remboursement.

Prélèvements obligatoires

C'est l'ensemble des impôts et des cotisations sociales effectives perçus par les administrations publiques et l'Union européenne. Le taux des prélèvements obligatoires est le rapport des prélèvements obligatoires au PIB.

4 ○ Sources de documentation

Ce chapitre a été réalisé avec la collaboration de la direction générale des Impôts, la direction générale de la Comptabilité publique, la direction de la Prévision et la direction du Trésor du ministère de l'Économie, des Finances et de l'Industrie.

Organismes :

– Ministère de l'Économie, des Finances et de l'Industrie :
  - Direction générale des Impôts.
  - Direction générale de la Comptabilité publique.
  - Direction générale de l'INSEE.
  - Direction du Trésor.

Sites Internet :

– www.finances.gouv.fr
– www.colloc.minefi.gouv.fr
– www.francetresor.gouv.fr
– www.interieur.gouv.fr
– www.insee.fr

Publications :

Ministère de l'Économie, des Finances et de l'Industrie
- Direction du budget
– Notes bleues de Bercy : « Loi de finances pour 2003 », n° 247, février 2003.
Ministère de l'Intérieur, de la sécurité intérieure et des libertés locales
- Direction générale des collectivités locales, département des études et des statistiques locales
Collection « Statistiques et finances locales » :
– « Les budgets primitifs des départements en 2002 » ;
– « Les finances des régions 2001 ».
- Direction générale de la Comptabilité publique
– « Les comptes des communes 2001 » ;
– « Les comptes des départements 2001 » ;
– « Les comptes des établissements publics locaux 2001 » ;
– « Premiers résultats 2002 des finances locales ».
- Direction générale des Impôts
– Annuaire statistique, Collection « *Secteur public local* » ;
– Rapport du conseil des Impôts (annuel).

5 ○ Tableaux

Des tableaux rétrospectifs et « séries » sont disponibles sur le cédérom (cf. liste en fin d'annuaire).

TABLEAU N.03-1

L'exécution des lois de finances (1)

Source : Lois de règlement. Ministère de l'Économie, des Finances et de l'Industrie — *Unité* : Million d'euros

	1985	1990	1995	1997	1998	1999	2000	2001	2002
OPÉRATIONS DÉFINITIVES :									
Budget général (2) :									
Dépenses	161 411,5	195 428,1	243 425,1	252 369,6	255 238,1	263 243,5	262 340,2	268 669,5	280 099,7
Recettes	137 857,5	180 731,8	197 080,3	211 326,4	216 770,3	230 430,0	233 025,3	237 064,4	230 112,7
Solde	**– 23 554,0**	**– 14 696,2**	**– 46 344,8**	**– 41 043,2**	**– 38 467,8**	**– 32 813,4**	**– 29 314,9**	**– 31 605,1**	**– 49 987,0**
Comptes d'affectation spéciale (opérations définitives) :									
Dépenses	1 680,8	1 999,5	6 113,7	13 305,3	12 751,8	9 358,1	5 536,5	6 787,0	10 134,2
Recettes	1 743,7	2 195,9	6 432,9	13 606,8	13 306,2	9 845,3	5 863,0	6 941,1	10 405,6
Solde	**63,0**	**196,4**	**319,2**	**301,5**	**554,5**	**487,2**	**326,5**	**154,1**	**271,4**
Ensemble des opérations définitives									
Dépenses	163 092,2	197 427,6	249 538,8	265 674,9	267 989,8	272 601,6	267 876,7	275 456,5	290 233,9
Recettes	139 601,2	182 927,7	203 513,2	224 933,2	230 076,5	240 275,4	238 888,4	244 005,5	240 518,3
Solde	**– 23 491,0**	**– 14 499,9**	**– 46 025,6**	**– 40 741,7**	**– 37 913,3**	**– 32 326,2**	**– 28 988,3**	**– 31 451,0**	**– 49 715,6**
OPÉRATIONS TEMPORAIRES									
Solde	**– 811,0**	**– 399,1**	**– 3 166,8**	**51,2**	**129,0**	**921,6**	**– 137,7**	**– 575,7**	**420,6**
Solde général d'exécution (hors FMI)	**– 24 302,1**	**– 14 899,0**	**– 49 192,4**	**– 40 690,3**	**– 37 784,3**	**– 31 404,6**	**– 29 126,0**	**– 32 026,7**	**– 49 295,0**
Solde général d'exécution (hors FMI et hors Fonds de stabilisation des changes)	**– 23 368,1**	**– 14 200,8**	**– 49 234,3**	**– 40 812,3**	**– 37 733,6**	**– 31 404,6**	**– 29 151,8**	**– 32 038,9**	**– 49 296,3**

(1) Hors FMI.
(2) Hors remboursements et dégrèvements fiscaux.

TABLEAU N.03-2

Dette de l' État (situation en fin d'année)

Sources : Ministère de l'Économie, des Finances et de l'Industrie
Agence France Trésor

Unité : Milliard d'euros

	1990	*r* 1995	*r* 1997	*r* 1998	*r* 1999	*r* 2000	*r* 2001	*p* 2002
Dette négociable	**208,5**	**431,4**	**514,8**	**560,2**	**583,0**	**616,3**	**653,3**	**717,2**
Dette à long terme (OAT) (1)	124,7	270,5	330,8	363,4	395,1	419,1	442,5	477,8
Dette à moyen terme (BTAN)	62,0	115,9	142,8	149,5	154,3	154,1	158,4	151,2
Dette à court terme (BTF)	21,8	44,9	41,2	47,2	33,7	43,0	52,4	88,2
Dette non négociable (valeur nette)	**63,2**	**65,0**	**63,1**	**53,0**	**70,5**	**67,2**	**70,5**	**56,2**
Engagements de l'État	12,1	10,4	5,6	4,3	3,4	2,6	2,1	0,9
Bons du trésor sur formules	4,6	1,6	2,1	2,3	2,0	1,8	1,4	0,6
Bons souscrits par des organismes internationaux	5,8	9,0	8,6	7,6	10,3	12,1	11,2	10,5
Dépôts des correspondants du Trésor	49,3	58,3	63,2	68,8	74,2	68,5	66,2	71,2
Divers	2,6	5,2	4,6	4,3	4,0	3,7	3,1	2,9
Créances + solde du compte de l'État à la Banque de France (-)	– 11,3	– 19,5	– 21,0	– 34,3	– 23,4	– 21,5	– 13,5	– 29,9
Total de la dette de l'État	**271,7**	**496,4**	**577,9**	**613,1**	**653,5**	**683,5**	**723,8**	**773,4**

(1) Y compris provisions pour indexation du capital des OAT indexées à partir de 1998.

TABLEAU N.03-3

Prélèvements obligatoires des administrations publiques et des institutions communautaires rapportés au produit intérieur brut total

Sources : INSEE, Comptes de la Nation - base 1995
Années 2003 et 2004 : Rapport économique, social et financier PLF 2004 (1)

Unité : % du PIB

	1995	1997	1998	1999	2000	*r* 2001	*r* 2002	*r* 2003	2004
État	**16,6**	**17,3**	**17,2**	**17,7**	**17,0**	**16,6**	**15,9**	**15,6**	**15,4**
dont : Cotisations sociales	0,3	0,4	0,4	0,4	0,4	0,4	0,4	0,4	0,4
Organismes divers d'administration centrale	**0,4**	**0,8**	**0,8**	**0,8**	**0,8**	**0,9**	**1,0**	**1,0**	**0,9**
dont : CRDS	///	0,3	0,3	0,3	0,3	0,3	0,3	0,3	0,3
Administrations publiques locales	**5,5**	**5,7**	**5,7**	**5,6**	**5,3**	**5,0**	**5,0**	**5,0**	**5,0**
Administrations de sécurité sociale	**20,3**	**20,5**	**20,5**	**20,8**	**21,3**	**21,5**	**21,6**	**21,9**	**21,8**
dont : CSG	///	///	3,9	4,0	4,1	4,1	4,1	4,1	4,1
dont : Cotisations sociales	18,3	17,8	16,1	15,9	15,8	16,0	16,1	16,3	16,2
Institutions européennes	**0,8**	**0,7**	**0,6**	**0,6**	**0,6**	**0,6**	**0,5**	**0,4**	**0,3**
Total	**43,7**	**44,9**	**44,8**	**45,5**	**45,0**	**44,7**	**43,9**	**43,8**	**43,6**

(1) PLF : Projet de loi de finances.

TABLEAU N.03-4

Les prélèvements obligatoires dans les pays industrialisés

Source : Statistiques des recettes publiques des pays membres de l'OCDE 1965-2002

Unité : % du PIB

	r 1990	*r* 1994	*r* 1995	*r* 1996	*r* 1997	*r* 1998	1999	2000	2001
Allemagne (1)	32,9	38,1	38,2	37,4	37,0	37,1	37,7	37,8	36,8
Belgique	43,2	44,9	44,6	44,9	45,3	45,9	45,3	45,7	45,8
Danemark	47,1	49,9	49,4	49,9	49,8	50,1	51,5	49,5	49,8
Espagne	33,2	33,6	32,8	32,6	33,5	34,0	35,0	35,2	35,2
France	**43,0**	**43,7**	**44,0**	**45,0**	**45,2**	**45,1**	**45,7**	**45,2**	**45,0**
Grèce	29,3	31,2	32,4	40,2	34,0	35,8	37,0	37,5	36,9
Irlande	33,5	35,5	32,8	32,8	32,2	31,5	31,0	31,2	29,9
Italie	38,9	41,4	41,2	42,7	44,2	42,5	43,3	41,9	42,0
Luxembourg	40,8	41,8	42,3	42,4	41,5	40,2	40,1	40,4	40,7
Pays-Bas	43,0	43,3	41,9	41,5	41,9	40,0	41,2	41,1	39,5
Portugal	29,2	31,7	32,5	32,3	32,8	33,3	34,0	34,3	33,5
Royaume-Uni	36,8	33,7	34,8	34,8	34,9	36,7	36,1	37,2	37,3
Suède	51,9	47,2	48,5	50,4	51,6	52,0	52,3	54,0	51,4
États-Unis	26,7	27,3	27,6	27,9	28,3	28,9	28,9	29,7	28,9
Japon	30,0	27,1	27,6	27,5	27,9	26,8	26,4	27,5	27,3
Moyenne UE (à 15)	39,2	40,4	40,1	41,2	41,0	40,9	41,4	41,4	41,0
Ensemble OCDE	34,8	36,1	36,0	36,6	36,6	36,5	36,8	37,1	36,9

(1) Allemagne réunifiée à partir de 1991.

TABLEAU N.03-5

Les dépenses du budget général (y compris Fonds de stabilisation des changes)

Source : Lois de règlement — *Unité* : Million d'euros

	1985	1990	1995	1997	1998	1999	2000	2001	2002
Dépenses ordinaires :									
Dette publique et garanties	14 999,5	23 010,3	37 789,1	38 095,5	38 940,7	39 902,6	39 253,2	39 918,9	41 251,7
Pouvoirs publics	394,4	532,4	604,2	655,8	679,9	710,1	731,9	755,6	796,2
Rémunérations et charges sociales	41 789,3	51 792,7	64 645,9	68 122,0	70 322,0	71 990,8	73 075,5	74 684,3	77 877,4
dont : civiles	33 545,2	42 245,1	52 892,3	56 078,4	57 526,5	59 061,5	60 000,6	61 431,6	63 946,2
Pensions	14 680,8	18 779,3	24 094,9	26 031,7	27 087,9	28 000,3	29 332,7	30 450,2	31 848,4
Subventions de fonctionnement	4 732,6	5 301,7	7 436,3	7 913,9	8 819,2	8 276,8	8 588,1	8 946,5	9 235,0
Matériel, entretien et charges diverses de fonctionnement	7 642,0	10 371,1	11 263,8	10 823,1	10 703,0	10 736,2	11 008,5	11 256,4	12 212,4
Interventions économiques	18 887,4	16 973,5	25 920,8	27 385,8	26 357,1	26 803,6	22 355,0	21 127,2	19 709,9
Interventions sociales	24 987,2	25 131,5	27 244,9	28 593,8	28 169,4	29 733,5	30 745,0	30 280,7	32 932,0
Autres interventions	10 273,1	14 712,9	17 533,9	17 994,5	18 794,4	21 406,7	20 835,5	24 120,6	26 096,5
Total des dépenses ordinaires	**138 386,2**	**166 605,4**	**216 533,7**	**225 616,3**	**229 873,5**	**237 560,7**	**235 925,2**	**241 540,4**	**251 959,5**
Dépenses en capital :									
Investissements civils directs	4 732,5	5 429,6	3 790,3	3 871,6	3 755,0	3 414,4	3 358,6	3 769,7	3 996,0
Subventions d'investissements civils	8 163,9	8 837,8	11 708,7	11 296,6	11 100,9	11 748,9	12 367,4	12 534,4	12 811,5
Réparations des dommages de guerre	1,7	0,3	—	—	—	—	—	—	—
Équipement militaire	10 127,2	14 554,9	11 392,4	11 585,1	10 509,1	10 519,4	10 689,0	10 825,1	11 331,9
Total des dépenses en capital	**23 025,3**	**28 822,6**	**26 891,4**	**26 753,3**	**25 364,8**	**25 682,8**	**26 415,0**	**27 129,2**	**28 139,4**
Total du budget général (dette brute)	**161 411,5**	**195 428,1**	**243 425,1**	**252 369,6**	**255 238,1**	**263 243,5**	**262 340,3**	**268 669,6**	**280 098,9**

TABLEAU N.03-6

Les recettes fiscales du budget général

Source : Direction du Budget — *Unité* : Million d'euros

	1985	1990	1995	1997	1998	1999	2000	2001	2002
Impôts directs									
Impôt sur le revenu (1)	32 204,5	40 094,7	45 287,9	44 735,7	46 339,8	50 860,3	53 253,2	53 457,7	49 992,7
Autres impôts perçus par voie de rôles	2 775,5	3 496,6	7 836,8	7 478,4	7 909,4	8 234,2	8 269,3	9 195,4	8 763,2
Impôt sur les sociétés (recettes brutes) (1)	13 351,3	25 389,6	22 997,8	30 788,0	34 449,7	41 380,5	45 147,2	49 241,5	47 173,2
Impôt sur le revenu des capitaux mobiliers	5 193,6	4 802,8	2 271,9	2 432,3	2 032,1	1 733,7	1 723,9	2 196,7	2 092,9
Taxes sur les salaires	3 783,0	5 036,9	6 774,1	6 996,6	7 135,5	7 304,1	7 588,9	8 017,6	8 333,7
Autres impôts directs	1 969,3	2 252,9	2 607,6	3 106,1	3 465,6	3 842,5	5 231,3	6 980,7	6 492,2
Total	**59 277,4**	**81 073,5**	**87 776,2**	**95 537,2**	**101 332,1**	**113 355,3**	**121 213,7**	**129 089,6**	**122 847,9**
Impôts indirects									
Enregistrement, timbre et bourse	7 795,5	11 834,2	12 210,4	14 452,0	14 192,1	13 989,9	14 426,4	13 136,6	12 784,1
Taxe intérieure sur les produits pétroliers	12 680,3	17 504,8	21 851,6	22 982,1	23 465,3	24 649,5	24 270,6	23 408,9	23 962,4
Autres produits des douanes	1 679,4	1 785,0	1 747,4	1 717,2	1 627,9	1 581,5	1 765,7	1 664,6	1 560,6
Taxe sur la valeur ajoutée (recettes brutes)	69 031,8	95 343,3	102 021,5	115 160,4	123 102,7	128 277,9	133 265,4	136 496,7	138 499,7
Autres taxes sur le chiffre d'affaires :									
Droits de consommation sur les tabacs	2 261,1	2 947,4	6 286,8	6 209,7	5 598,5	6 327,7	480,2	0,9	0,5
Autres droits indirects	1 943,0	2 185,2	417,9	390,4	400,8	670,0	757,8	1 756,4	1 896,3
Total	**95 391,0**	**131 599,9**	**144 535,5**	**160 911,8**	**168 387,3**	**175 496,6**	**174 966,2**	**176 464,1**	**178 703,6**
Total des recettes fiscales brutes	**154 668,4**	**212 673,4**	**232 311,7**	**256 449,0**	**269 719,4**	**288 851,9**	**296 179,9**	**305 553,7**	**301 551,5**
Remboursement et dégrèvements fiscaux	− 15 058,9	− 28 879,9	− 33 871,7	− 40 489,7	− 48 316,9	− 50 176,5	− 56 132,9	− 60 706,9	− 61 329,4
Total des recettes fiscales nettes	**139 609,5**	**183 793,4**	**198 440,0**	**215 959,3**	**221 402,5**	**238 675,4**	**240 047,0**	**244 846,8**	**240 222,1**

(1) Y compris fraction de la contribution représentative du droit de bail recouvré avec l'impôt sur le revenu et l'impôt sur les sociétés depuis 1999.

TABLEAU N.03-7

Impôts directs par nature d'impôts. Versements effectués ou rôles émis - France entière

Source : Direction générale des impôts (état n°1913) — *Unité* : Million d'euros

	1990	1995	1999	2000	2001	2002
IMPÔTS DIRECTS D'ÉTAT						
Impôt sur le revenu et contributions représentatives droit de bail	**42 732,4**	**45 336,4**	**50 349,2**	**53 084,7**	**53 480,2**	**51 024,1**
Rôles établis au titre de l'année précédente	39 286,3	42 113,0	47 461,0	50 210,3	50 363,7	48 322,3
Rôles établis au titre des années antérieures	3 446,1	3 186,5	2 855,2	2 838,9	2 999,0	2 655,7
Retenue à la source sur indemnités des élus locaux	///	36,9	32,9	35,5	117,6	46,2
Impôt sur les sociétés et contributions représentatives droit de bail (1)	**27 297,5**	**26 066,3**	**44 849,0**	**49 974,6**	**55 601,1**	**51 628,3**
Impôts divers (1)	**5 231,7**	**7 896,1**	**9 973,1**	**10 176,6**	**10 652,5**	**11 525,8**
Taxe sur les salaires (taux normaux et majorés)	5 040,6	6 827,7	7 366,8	7 647,5	8 109,9	8 392,5
Autres impôts (2)	191,2	1 068,4	2 606,3	2 529,1	2 542,5	3 133,4
Produits divers du budget (3)	**118,9**	**84,3**	**221,1**	**247,6**	**273,2**	**236,8**
Total des impôts directs d'État	**75 380,6**	**79 383,1**	**105 392,3**	**113 483,5**	**120 007,0**	**114 415,0**
IMPÔTS DIRECTS LOCAUX						
Taxes principales (4)	**28 675,1**	**42 078,5**	**49 509,0**	**50 274,8**	**49 500,9**	**50 261,6**
Taxe foncière sur les propriétés bâties	7 004,3	10 851,9	13 462,5	13 873,8	14 226,9	14 994,3
Taxe foncière sur les propriétés non bâties	1 173,4	863,8	821,1	832,1	845,7	871,9
Taxe d'habitation	7 217,4	9 220,0	11 041,6	11 431,5	10 829,1	11 444,7
Taxe professionnelle	13 280,0	21 142,8	24 183,9	24 137,4	23 599,1	22 950,7
Taxes additionnelles et redevances perçues au profit des départements, des communes, groupements de communes et de divers établissements ou fonds (4)	**3 144,7**	**4 189,5**	**5 266,7**	**5 374,4**	**5 636,1**	**5 959,4**
Sommes revenant à l'État sur les impôts directs locaux	**2 219,5**	**3 636,5**	**4 295,3**	**4 380,3**	**4 357,7**	**4 437,8**
Total des impôts directs locaux	**34 039,3**	**49 904,5**	**59 070,9**	**60 029,5**	**59 494,7**	**60 658,8**
Total impôts directs	**109 419,8**	**129 287,6**	**164 463,2**	**173 513,1**	**179 501,7**	**175 073,8**

(1) Montants émis et versements spontanés.
(2) Y compris les impositions de La Poste et de France Télécom à compter de 1994.
(3) Y compris les sommes revenant à l'État sur les prélèvements sociaux et les contributions sociales.
(4) Non compris les sommes revenant à l'État.

TABLEAU N.03-8

Revenus des personnes physiques. Impôt sur le revenu en 2000 (1)

Répartition par tranche d'imposition

Source : Direction générale des Impôts — *Unité* : Million d'euros

Tranches de revenu net imposable (en euro)	(2) Total des revenus déclarés		(3) Charges déclarées		Revenus nets imposables		Nombre de contribuables	
	Imposables	Non imposables	Imposables	Non imposables	Imposables	Non imposables	Imposables	Non imposables
0 à 6 098	2 008,2	45 039,1	171,9	721,5	546,6	25 804,5	178 368	8 752 091
6 099 à 7 623	4 405,6	25 073,3	57,5	342,1	2 843,9	15 725,9	390 666	2 313 213
7 624 à 9 147	16 352,6	16 333,6	208,6	230,4	10 917,3	10 667,6	1 303 766	1 272 142
9 148 à 10 672	21 533,0	17 278,6	295,6	211,4	14 489,8	11 443,2	1 461 451	1 160 058
10 673 à 12 196	23 827,9	13 589,4	356,7	144,4	16 092,9	9 085,8	1 405 590	800 807
12 197 à 13 721	26 628,8	9 103,4	381,5	85,1	18 019,1	6 145,0	1 391 280	476 215
13 722 à 15 245	23 063,5	6 087,1	343,0	48,6	15 746,3	4 169,6	1 091 916	288 927
15 246 à 19 057	65 273,7	9 048,0	861,9	60,6	45 118,3	6 271,4	2 637 586	371 588
19 058 à 22 868	60 536,9	4 120,0	734,2	30,3	41 906,9	2 863,8	2 008 886	139 050
22 869 à 30 490	92 509,5	2 300,1	1 079,1	17,9	64 375,1	1 607,0	2 451 508	62 782
30 491 à 38 113	59 851,7	747,5	681,9	5,3	41 779,3	519,1	1 233 427	15 469
38 114 à 76 226	102 359,7	720,6	1 265,7	5,2	70 137,2	510,8	1 410 926	10 713
Plus de 76 226	64 523,7	102,2	1 259,5	0,7	40 913,3	78,3	293 451	688
Total	**562 874,8**	**149 542,9**	**7 697,1**	**1 903,5**	**382 886,0**	**94 892,0**	**17 258 821**	**15 663 743**

(1) Situation des rôles concernant la dernière émission de décembre 2001.
(2) Hors revenus exonérés, déficits globaux antérieurs des années, plus-values imposées en sursis de paiement et revenus exceptionnels ou différés au quotient.
(3) Charges déductibles du revenu, non compris les déficits antérieurs reportables.

TABLEAU N.03-9

Impôt sur les revenus des personnes physiques. Évolution au plan national

Source : Direction générale des Impôts (état n° 1921) — *Unité* : Million d'euros

Année des revenus (1)	1990	1995	1997	1998	1999	2000
Revenus nets imposables :						
imposables	269 478,8	317 269,9	331 142,4	352 743,9	365 316,7	382 886,2
non imposables	73 659,9	83 290,4	93 565,7	87 119,1	90 517,4	94 892,0
Nombre de contribuables :						
imposables	14 296 524	15 474 244	15 680 354	16 838 573	16 989 818	17 258 821
non imposables	13 732 940	15 110 886	15 857 261	15 093 017	15 444 602	15 663 743
Montant de l'impôt net (2)	42 279,0	42 805,4	42 136,3	45 330,7	47 947,6	48 137,8

(1) Les chiffres correspondent à la situation des rôles émis en N et N+1.
(2) Contribuables imposables.

TABLEAU N.03-10

Opérations de fonctionnement des régions, départements et communes

Source : Direction générale de la Comptabilité Publique — *Unité* : Million d'euros

RÉGIONS

Charges	1999	2000	2001	Produits	1999	2000	2001
Achats et charges externes	310,8	362,8	446,5	Transferts reçus (2)	2 993,1	2 828,3	2 885,6
Frais de personnel	368,3	398,0	428,9	*dont* : Participations de l'État	1 751,1	1 686,0	1 790,2
Impôts et taxes, reversements et restitutions	8,5	10,4	14,5	hors DGF-DGD et FCDR (3)	960,2	947,7	968,1
Transferts versés (1)	4 213,5	4 337,5	4 615,6	Impôts et taxes	6 939,8	7 130,2	7 381,3
Charges financières	569,5	484,6	455,5	*dont* : Impôts locaux	3 800,1	3 948,2	3 090,5
dont : Intérêts des emprunts	441,7	412,4	399,5	Attributions fiscales, péréquations et			
Autres charges diverses	166,9	167,4	189,3	compensations, autres impôts et taxes	3 139,7	3 182,0	4 290,8
				Ventes, prestations et autres produits	1,8	2,0	2,1
				Autres produits courants non financiers	121,2	152,6	143,1
Total des charges	**5 637,6**	**5 760,8**	**6 150,3**	Produits courants financiers	51,7	55,2	55,9
				Produits exceptionnels	21,5	8,6	22,9
Autofinancement brut	**4 490,5**	**4 416,2**	**4 340,5**				
				Total des produits	**10 128,1**	**10 177,0**	**10 490,8**

DÉPARTEMENTS

Charges				Produits			
Achats et charges externes	11 601,8	10 839,2	10 779,6	Ventes, prestations et autres produits	80,8	81,5	102,4
Frais de personnel	3 983,3	4 216,6	4 516,4	Transferts reçus (4)	9 297,1	8 738,2	10 346,3
Impôts et taxes, reversements et restitutions	187,2	184,0	93,5	*dont* : Dotations de l'État hors DGD	2 652,8	4 376,5	4 711,8
Transferts versés (1)	7 082,9	7 202,0	7 615,1	Impôts et taxes	22 306,8	22 921,1	21 672,2
Charges financières	1 070,5	960,2	932,6	*dont* : Impôts locaux	13 655,0	13 846,4	13 801,6
dont : Intérêts des emprunts	975,2	898,0	879,6	Attributions fiscales, péréquations et			
Charges exceptionnelles	393,2	404,5	376,9	compensations, autres impôts et taxes	8 651,8	2 131,0	2 554,8
Charges à déduire	– 3,5	– 1,8	– 1,4	Autres produits courants non financiers	282,3	272,5	262,2
				Produits courants financiers	63,7	66,8	74,9
Total des charges	**24 315,5**	**23 804,6**	**24 312,7**	Produits exceptionnels	56,3	63,4	65,3
Autofinancement brut	**7 771,7**	**8 338,9**	**8 210,6**	**Total des produits**	**32 087,0**	**32 143,5**	**32 523,3**

COMMUNES (5)

Charges				Produits			
Achats et charges externes	11 704,0	12 429,8	12 417,5	Production	3 633,3	3 728,5	3 842,0
Impôts et taxes	314,0	320,0	317,2	Ressources fiscales	32 178,2	31 120,1	32 920,2
Charges de personnel	22 518,4	23 327,5	24 220,1	*dont :* Impôts locaux	27 058,3	25 689,8	24 162,3
Autres charges de gestion courante	11 413,6	10 220,5	10 040,9	Fiscalité reversée			3 559,8
dont : Contingents et participations	4 913,8	3 458,0	3 155,6	Autres impôts et taxes	5 119,9	5 430,3	5 198,2
Subventions	5 517,3	5 726,6	5 727,4	Dotations et subventions	20 576,0	21 525,8	20 457,7
Autres charges	982,5	1 035,9	1 157,9	*dont :* Dotations de l'Etat	13 362,0	11 880,6	11 964,8
Charges financières	3 193,8	2 920,5	2 927,2	Subventions et participations	2 373,8	4 059,1	2 752,7
Charges exceptionnelles	669,4	690,6	725,6	Autres attributions	4 840,2	5 586,0	5 740,2
				Autres produits de gestion courante	1 909,1	1 992,4	1 962,6
				Transferts de charges	560,2	702,2	551,8
Total des charges	**49 813,3**	**49 908,9**	**50 648,6**	Produits financiers	240,0	166,3	158,6
				Produits exceptionnels	322,8	458,6	444,3
Autofinancement brut	**9 606,3**	**9 785,0**	**9 688,5**	**Total des produits**	**59 419,6**	**59 693,9**	**60 337,1**

(1) Participations, contingents et autres transferts versés.
(2) Dotations de l'État y compris la dotation générale de décentralisation, les subventions et participations reçues, les recouvrements de prestations et traitements.
(3) DGF : dotation globale de fonctionnement ; DGD : dotation générale de décentralisation ; FCDR : fonds de correction des déséquilibres régionaux.
(4) Dotation globale de fonctionnement y compris la dotation générale de décentralisation, subventions et participations reçues, recouvrements divers.
(5) Les données sont présentées, maintenant, selon la nomenclature M 14.

TABLEAU N.03-11

Opérations d'investissement des régions, départements et communes

Source : Direction générale de la Comptabilité Publique — *Unité* : Million d'euros

RÉGIONS

	1999	2000	2001		1999	2000	2001
Dépenses				**Recettes**			
Dépenses d'investissement direct	2 125,6	2 131,0	2 151,6				
Dépenses définitives d'investissement	5 210,6	5 292,4	5 397,7	Recettes définitives d'investissement	1 284,2	1 293,8	1 308,2
Dépenses totales d'investissement	**7 058,4**	**7 196,9**	**7 546,6**	*dont* : Fonds de compensation pour la TVA (FCTVA)	376,2	298,9	300,4
Variation du fonds de roulement	– 10,2	15,4	8,2	Dotation régionale d'équipement scolaire	520,5	529,2	538,7
				Subventions et participations d'équipement reçues	159,6	195,0	183,8
				Recettes réelles d'investissement	2 557,6	2 796,1	3 214,4
				Autofinancement brut	4 490,5	4 416,2	4 340,5
				Recettes totales d'investissement	**7 048,2**	**7 212,3**	**7 554,8**

DÉPARTEMENTS

Dépenses				**Recettes**			
Dépenses d'investissement direct	5 160,6	5 447,8	6 037,4	Recettes définitives d'investissement	2 252,6	2 345,5	2 422,2
Dépenses définitives d'investissement	8 723,0	9 206,0	10 076,5	*dont* : Fonds de compensation pour la TVA (FCTVA)	693,9	758,1	780,1
Dépenses totales d'investissement	**13 383,2**	**14 086,9**	**14 913,2**	Dotation globale d'équipement	383,1	417,7	416,8
Variation du fonds de roulement	265,4	112,2	– 265,8	Dotation départementale d'équipement des collèges	244,8	243,0	260,6
				Subventions et participations d'équipement reçues	711,2	669,0	743,6
				Recettes réelles d'investissement	5 876,9	5 859,7	6 441,3
				Autofinancement brut	7 771,7	8 339,4	8 210,6
				Recettes totales d'investissement	**13 648,6**	**14 199,1**	**14 651,9**

COMMUNES (*r*) (1)

Dépenses				**Recettes**			
Dépenses d'investissement direct	13 916,2	16 331,6	16 154,2	Recettes définitives d'investissement	6 362,2	7 208,5	7 774,4
Dépenses définitives d'investissement	14 863,5	17 064,2	16 900,4	*dont* : Fonds de compensation pour la TVA (FCTVA)	1 525,4	1 692,6	1 840,6
Dépenses totales d'investissement	**22 452,7**	**24 754,1**	**25 404,2**	Subventions d'investissement	3 389,1	3 942,2	3 992,8
Variation du fonds de roulement	872,2	– 33,0	– 78,7	Recettes réelles d'investissement	13 718,6	14 935,9	15 637,0
				Autofinancement brut	9 606,3	9 785,0	9 688,5
				Recettes totales d'investissement	**23 325,0**	**24 720,9**	**25 325,4**

(1) Les données sont présentées maintenant selon la nomenclature M 14.

Chapitre O.01

○ Commerce extérieur

1 Présentation.
2 Méthodologie.
3 Définitions.
4 Sources de documentation.
5 Tableaux.

❍ Liste des tableaux

1 Commerce extérieur de la France : résultats d'ensemble FAB-FAB - France entière.

2 Commerce extérieur de la France par zone géo-économique - France entière.

3 Commerce extérieur de la France : par pays - France entière.

4 Commerce extérieur de la France : par produit - France entière.

5A Commerce extérieur de la France : indices de volume.

5B Commerce extérieur de la France : indices de valeur unitaire.

6 Commerce extérieur de la France : taux de couverture des importations (CAF) par les exportations (FAB) en volume, par produit (aux prix de l'année précédente, chaînés, base 1995).

7 Commerce extérieur de la France : termes de l'échange par produit.

8 Commerce extérieur de la France : indices de valeur unitaire par zone géo-économique.

9 Commerce extérieur des Départements d'outre-mer.

10 Commerce extérieur des Territoires d'outre-mer.

1

○ Présentation

En 2002, pour la deuxième année consécutive les échanges extérieurs de la France subissent le contrecoup du ralentissement mondial. En moyenne et en valeur, les exportations de biens (FAB) reculent légèrement, de 1,5 % ; le repli des importations (CAF) est un peu plus marqué (- 3,1 %).

La dégradation de la conjoncture industrielle en Europe et le recul de l'investissement productif dans de nombreux pays ont freiné depuis deux ans les exportations de biens d'équipement, dont la hausse avait toutefois atteint un rythme record en 2000 (+ 19 % en valeur). En 2002, ces tendances se traduisent par un repli de 6,7 %, en moyenne annuelle et en valeur. Il est essentiellement le fait des exportations de matériel informatique et d'appareils d'émission et de réception, notamment téléphoniques. Le repli des exportations est sensible également dans l'aéronautique. En revanche, les exportations de biens d'équipement mécanique continuent à croître.

En 2001, les exportations de biens intermédiaires, très dynamiques en 2000, ont également été affectées par le ralentissement de l'activité. En 2002, elles baissent de 2,9 % en valeur.

Ce repli est imputable, entre autres, aux composants électriques. En revanche, le redressement des exportations est sensible dans le cas des produits minéraux, des métaux, des produits chimiques, du caoutchouc et des matières plastiques.

Dans l'ensemble, les exportations de produits agricoles et agro-alimentaires sont dynamiques en 2002. En 2001, les exportations de viande avaient beaucoup souffert des crises sanitaires et les prix des viandes ont de ce fait continûment baissé. Ces crises ayant pris fin, les quantités de viandes et de lait exportées se redressent en 2002, sans toutefois que cette hausse transparaisse sur les valeurs.

Les exportations de biens de consommation ont été moins touchées que les autres par le retournement conjoncturel de l'année 2001. Elles continuent néanmoins à décélérer en 2002, tout en restant relativement dynamiques (+ 3,3 %, en valeur). La France est en particulier très bien placée sur les marchés étrangers dans le domaine de l'habillement, des parfums, des médicaments et des produits d'entretien. Mais les ventes de meubles et d'appareils électroménagers sont en déclin.

Au total, l'excédent commercial (CAF-FAB) de la branche automobile se maintient quasiment en 2002 au niveau particulièrement élevé atteint en 2001 (11,1 milliards d'euros). Le solde des échanges de biens d'équipement est en hausse (+ 1 milliard d'euros) et cette progression est imputable, pour une large part, aux biens d'équipement mécanique. Ainsi, le solde des échanges de biens manufacturés s'accroît de plus de 3 milliards d'euros.

La facture énergétique s'établit à 21,6 milliards d'euros. Elle se réduit d'un peu plus d'un milliard d'euros (1,3 milliard d'euros) et uniquement à cause de la baisse des prix.

Enfin, l'excédent des produits agricoles et agroalimentaires s'améliore par rapport à l'année précédente, tout en restant inférieur à celui de l'année 2000. Sous le coup des crises sanitaires, il était, il est vrai, tombé à un niveau particulièrement bas en 2001.

Le solde CAF-FAB des échanges de biens s'établit à - 0,2 milliard d'euros, le solde FAB-FAB à + 8,7 milliards d'euros.

Environ 60 % des échanges de la France, à l'importation comme à l'exportation, se concentrent dans l'Union Européenne. Après avoir fortement augmenté entre 1998 et 2000, ces flux se sont stabilisés depuis deux ans.

En 2002, les exportations vers le Royaume-Uni restent dynamiques (+ 3 %, en valeur), ce pays étant l'un des moins touchés par le ralentissement de l'activité mondiale. Les ventes à l'étranger de la construction aéronautique sont en particulier exceptionnelles. En revanche, certains pays de la zone euro, principalement l'Allemagne et les Pays-Bas, confrontés à de sérieuses difficultés conjoncturelles, réduisent leurs importations. Les commandes destinées à l'industrie sont les plus affectées, le marché de l'automobile restant à l'inverse dynamique. De même, les exportations vers les États-Unis, qui s'étaient redressées au premier trimestre, se retournent ensuite et baissent en moyenne annuelle, de 8,8 %.

D'une manière générale, les valeurs des flux d'importations en provenance des pays de l'OCDE, hors Union européenne, sont minorées par l'appréciation de l'euro, ces marchés étant fréquemment libellés en dollars.

2

○ Méthodologie

Sources statistiques et nomenclatures

Les chiffres publiés dans ce chapitre ont pour source la Direction générale des douanes et droits indirects, DGDDI (ministère de l'Économie, des Finances et de l'Industrie) en ce qui concerne les résultats en valeur et en quantité, l'INSEE pour ce qui est des indices de valeur unitaire et de volume.

Les données statistiques sont élaborées à partir des déclarations en douane remises par les opérateurs du commerce extérieur et, depuis janvier 1993, à partir des déclarations d'échanges de biens (DEB) pour les mouvements intra-communautaires. Ces déclarations sont remises chaque mois par les entreprises concernées et contiennent les informations détaillées (en particulier par produit et pays partenaire) relatives aux mouvements à déclarer au titre de la période de référence. Pour les échanges intra-communautaires, la période de référence contient les opérations pour lesquelles la TVA est devenue exigible au cours de ce mois, c'est-à-dire les mouvements pour lesquels le transfert physique et la facturation sont intervenus au titre de ce mois, ainsi que certains mouvements du mois précédent pour lesquels la facturation est établie ultérieurement.

La Direction générale des douanes et droits indirects établit les statistiques mensuelles du commerce extérieur, par produit croisé par pays d'origine ou pays de destination.

Le Système harmonisé (SH) de désignation et de codification des marchandises, institué par la Convention internationale du 14 juin 1983 en vue d'assurer une comparabilité mondiale des statistiques du commerce extérieur, est appliqué depuis le 1er janvier 1988 au sein de la Communauté européenne. Au plan communautaire, le règlement CEE n° 2658/87 du 23 juillet 1987 a créé la Nomenclature combinée (NC) qui répond à la fois aux exigences du tarif douanier commun et à celles de la statistique. Cette nomenclature adjoint aux 6 chiffres du SH un code à 2 chiffres.

Ceci permet à l'administration douanière de répondre à diverses demandes d'information très détaillées (par produit à divers niveaux de regroupement, par pays d'importation ou d'exportation ou tout regroupement par zone, enfin selon le régime douanier, et cela au niveau national, régional et départemental) et, en particulier, de fournir les éléments de divers instruments de l'analyse économique (indices de valeur unitaire et de volume du commerce extérieur, comptes de la nation, indicateurs).

Trois types de nomenclatures de produits sont utilisés pour présenter les résultats douaniers :

– pour les comparaisons des échanges extérieurs dans le cadre de la Communauté économique européenne, il est fait usage de la Nomenclature Combinée (NC), nomenclature à 8 chiffres, comportant 10 000 positions environ ;

– pour les comparaisons internationales en général, la classification type pour le commerce international (CTCI) troisième révision est utilisée (3 118 rubriques à 5 chiffres). Cette dernière correspond à un poste ou à un regroupement de postes du SH, exception faite des produits pétroliers, où est utilisé le Système harmonisé lui-même qui comporte 5 000 positions élémentaires dont la nomenclature combinée ;

– enfin pour les études, le suivi conjoncturel et la comptabilité nationale faisant intervenir des comparaisons entre commerce extérieur, production et consommation, on utilise des nomenclatures élaborées à cet effet qui sont articulées à partir de la CPF (Classification des Produits Française).

L'INSEE élabore mensuellement les indices de valeur unitaire et de volume du commerce extérieur selon la méthode de calcul exposée plus loin (rénovée et mise en place courant 2002), au niveau CPF4 pour les importations et les exportations, par zone géo-économique, à savoir : les principaux pays partenaires de l'Union européenne (Allemagne, Italie, etc.), le Japon et les USA isolés de la zone OCDE hors Union européenne, le Monde hors OCDE découpé en : Pays de l'Est, Afrique, Économies en développement rapide d'Asie, Pays du Moyen-Orient et reste du Monde. Puis les indices sont calculés selon les agrégats de la CPF et de la NESP (Nomenclature Economique de Synthèse - version produits), selon des regroupements par zone, ou tous pays confondus.

L'INSEE utilise ces indices pour la confection des équilibres emplois-ressources par branche dans le cadre de la comptabilité nationale où ils sont confrontés à d'autres sources. Les indices de prix auxquels on aboutit diffèrent peu ou prou, selon les produits, des indices de départ et il en est de même des volumes. Ces données sont publiées sous une forme agrégée dans le *Rapport annuel sur les Comptes de la nation*.

Contenu des données statistiques

Les statistiques du commerce extérieur français sont établies selon la méthode dite du « commerce spécial ». Cela signifie que seules sont comptabilisées les marchandises entrant ou sortant réellement de l'économie nationale à l'exclusion des marchandises qui sont importées puis réexportées en l'état.

– Les importations représentent le total combiné des importations entrant directement dans les circuits de l'économie nationale (destinées à la consommation intérieure directe) et des marchandises retirées d'entrepôts douaniers pour être mises à la consommation ;

– Les exportations comprennent les exportations de marchandises d'origine nationale, c'est-à-dire de marchandises produites ou fabriquées entièrement ou en partie dans le pays, ainsi que les réexportations de marchandises étrangères après ouvraison en France.

Exception : les produits pétroliers sont enregistrés selon le système du « commerce général », qui comptabilise toutes les entrées et sorties du territoire statistique, pour tenir compte des problèmes techniques inhérents à leur spécificité.

Certains mouvements ou catégories de marchandises sont exclus des statistiques du commerce extérieur, principalement :

– les importations sous le régime de l'admission temporaire et les réexportations en suite de ce régime ;

– les exportations temporaires en vue d'un retour ultérieur en l'état et les réimportations en suite de ce régime ;

– les livraisons à l'avitaillement ;

– les exportations à partir de comptoirs de vente dans les ports et aéroports ;

– le matériel militaire : il est repris globalement dans les résultats du commerce extérieur, mais n'apparaît dans aucune publication au niveau détaillé ;

– l'or monétaire, les moyens de paiement et les valeurs ayant cours légal ;

– un certain nombre d'autres échanges dont la liste a été fixée au plan communautaire (marchandises bénéficiant de l'immunité diplomatique, etc.) ;

– des échanges de faible valeur :

  – extra-communautaires : les échanges à la fois inférieurs à 800 euros en valeur et à 1 000 kg de masse ;

  – intra-communautaires : les échanges d'opérateurs non soumis à l'obligation statistique (moins de 100 000 euros par an d'échanges).

Valeur des marchandises

Pour le commerce extérieur de la France, la valeur des échanges est prise en compte au passage de la frontière française. Cette valeur est dite CAF/FAB.

– À l'importation, c'est la valeur CAF qui est comptabilisée : coût, assurance et fret compris jusqu'à la frontière nationale (avant acquittement de tous les impôts et droits sur les importations et paiement de toutes les marges commerciales et de transport dans le pays).

– À l'exportation, il s'agit de la valeur FAB : franco à bord à notre frontière (valeur au prix de base, les impôts, moins les subventions).

Par ailleurs, il existe au seul niveau global des échanges une présentation dite valeur FAB/FAB. Elle élimine, pour nos importations, les frais liés à l'acheminement des marchandises entre la frontière des pays partenaires et notre frontière nationale. Nos importations sont ainsi évaluées en valeur FAB au passage de la frontière de nos fournisseurs. C'est cette comptabilisation qui est généralement utilisée pour le calcul de la balance commerciale.

Spécification par tableau

- **Résultats d'ensemble**

Le tableau 1 est le seul à présenter tous les échanges de marchandises, y compris le matériel militaire. Un chiffre positif de la balance signifie que la balance commerciale est excédentaire.

- **Résultats par pays ou zone géo-économique**

Les marchandises importées sont classées d'après leur pays d'origine, c'est-à-dire d'après le pays où elles ont été extraites ou récoltées (matières premières ou produits alimentaires) ou transformées (produits manufacturés).

Par contre, les marchandises exportées sont classées au compte de la dernière destination connue.

La nomenclature des zones géo-économiques est, à quelques regroupements près, celle utilisée par la DGDDI dans ses publications.

- **Résultats en valeur par produit**

La nomenclature utilisée est la NES 16 (nomenclature économique de synthèse à 16 positions).

Méthode de calcul

L'indice de valeur unitaire est un indice de Paasche (moyenne harmonique des indices élémentaires pondérée par la valeur des échanges des mois courants). L'indice de volume est un indice de Laspeyres (moyenne arithmétique des indices élémentaires pondérée par la valeur des échanges à la période de base).

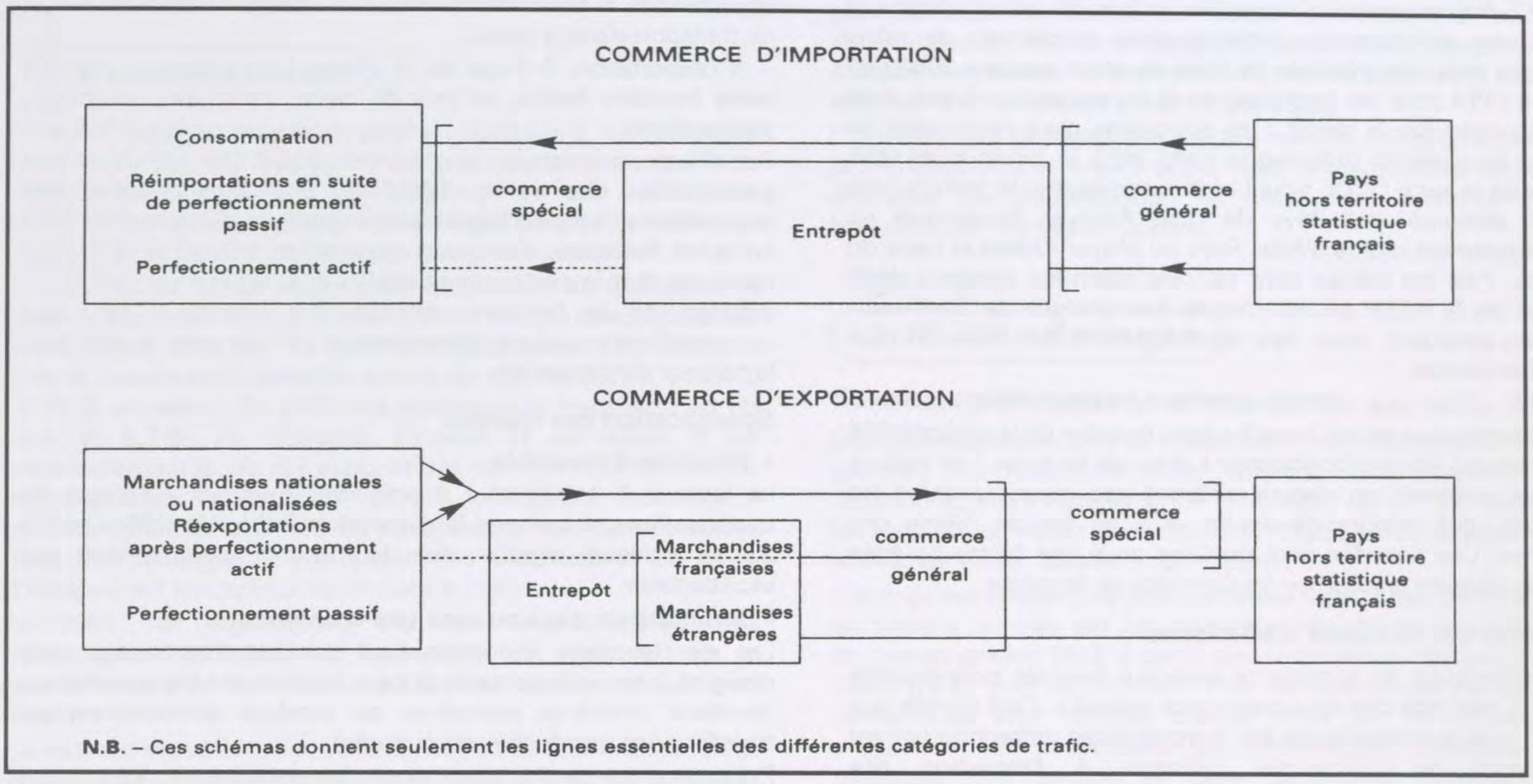
Ces indices sont calculés pour dix-sept zones géo-économiques (pays de l'Union européenne, États-Unis, Japon, Pays de l'Est, Afrique, Économies en développement rapide d'Asie, Pays du Moyen-Orient, Reste du Monde, etc.) et par agrégation pour l'ensemble « tous pays » et pour les sous-ensembles « UE », « OCDE hors UE », « Monde hors OCDE » à partir de données CAF à l'importation et de données FAB à l'exportation. Ce sont des indices-chaînes de Paasche, base 100 en 1995.

Dans la pratique, on calcule en premier lieu des indices de valeur unitaire par zone géo-économique au niveau CPF4, à partir d'indices élémentaires (au niveau NC 8) fournis par la DGDDI ; ces indices sont calculés par rapprochement des statistiques en valeur et en quantité (tonnage le plus souvent), pour chacun des postes entrant dans l'échantillon établi par l'INSEE, pour chacune des dix-sept zones à l'importation et à l'exportation. L'indice de valeur est calculé ensuite sur la totalité des produits et l'indice de volume est obtenu comme quotient de l'indice de valeur par l'indice de valeur unitaire. Des contrôles sont effectués sur les indices élémentaires pour détecter et redresser les anomalies. On privilégie le contrôle des indices de valeur unitaire parce qu'ils sont considérés comme plus stables que les indices de volume.

Qualité des indices

Les indices de valeur unitaire sont proches de ce que seraient des indices de prix dans les branches où le poids net (ou éventuellement la quantité complémentaire : nombre d'unités...) est une unité de mesure adéquate. En revanche, dès que l'on a affaire à des produits transformés très élaborés, les indices de valeur unitaire ne sont plus qu'un palliatif.

Enfin, il ne faut pas perdre de vue que ces indices, calculés selon la formule de Paasche, sont sensibles, non seulement aux variations des valeurs unitaires, mais encore à celles de la structure du commerce.



N.B. – Ces schémas donnent seulement les lignes essentielles des différentes catégories de trafic.

Résultats harmonisés avec la comptabilité nationale

Les résultats figurant dans les tableaux 6, 7 sont issus des comptes nationaux aux prix de l'année précédente, chaînés, base 1995. Les chiffres des trois dernières années sont susceptibles de révision. Il en est de même pour le tableau O.01 *plus3* disponible sur le cédérom.

3 ○ Définitions

Afrique

Tous les pays d'Afrique.

Économies en développement rapide d'Asie

Thaïlande, Indonésie, Malaisie, Singapour, Philippines, Chine, Taiwan, Hongkong.

OCDE

Pays de l'Union européenne, Suisse, Islande, Norvège, États-Unis, Japon, Turquie, Pologne, République tchèque, Hongrie, Canada, Mexique, Corée du Sud, Australie, Nouvelle-Zélande.

Pays de l'Est

Pays de l'ex-Yougoslavie, Slovaquie, pays de l'ex-URSS, Roumanie, Bulgarie, Albanie.

Pays du Moyen-Orient

Chypre, Liban, Syrie, Irak, Iran, Israël, Jordanie, Arabie Saoudite, Koweït, Qatar, Bahreïn, Émirats Arabes Unis, Oman, Yémen.

Reste du Monde

Pays n'appartenant ni à l'OCDE, ni aux quatre zones décrites précédemment.

Union européenne

– *Union Monétaire* : France, Allemagne, Belgique et Luxembourg, Espagne, Italie, Pays-Bas, Irlande, Portugal, Finlande, Autriche, Grèce.
– *Hors Union Monétaire* : Royaume-Uni, Danemark, Suède.

Pénétration étrangère sur le marché intérieur

C'est le rapport des importations CAF (aux prix de l'année précédente, chaînés, base 1995) à l'ensemble production + importations – exportations (aux prix de l'année précédente, chaînés, base 1995).

Taux de couverture en volume par produit

Il s'agit du rapport entre le volume des exportations FAB (aux prix de l'année précédente, chaînés, base 1995) et le volume des importations CAF (aux prix de l'année précédente, chaînés, base 1995). Une augmentation de ce taux de 1 % signifie que la croissance du volume des exportations est 1 % plus forte que celle du volume des importations.

Terme de l'échange par produit

Il s'agit du rapport entre l'indice des prix des exportations (base 100 en 1995) et l'indice des prix des importations (base 100 en 1995). Une amélioration des termes de l'échange de 1 % signifie que la croissance du prix des exportations est 1 % plus forte que celle du prix des importations.

Territoire statistique de la France selon la réglementation douanière

Il inclut la France métropolitaine (y compris les zones franches du pays de Gex et de la Haute-Savoie) et les DOM. Il n'inclut pas les Territoires d'outre-mer – dont les statistiques de commerce extérieur sont présentées à part en fin de chapitre.

Valeurs CAF et FAB

Dans les tableaux du présent chapitre (sauf tableau 1), les valeurs retenues à l'importation sont des valeurs CAF (coût de la marchandise, assurance, fret), valeur de la marchandise à son point d'entrée en France ; à l'exportation, la valeur est FAB (franco à bord) : c'est la valeur de la marchandise au point de sortie de France.

En ce qui concerne le tableau 1, les importations comme les exportations, sont données en valeur FAB, de manière à faire apparaître le solde exact des importations et exportations de marchandises au sens strict du terme. On passe de la valeur CAF à la valeur FAB en retranchant le coût d'acheminement de la marchandise importée de la frontière du pays producteur à la frontière française. Ce passage fait l'objet d'une évaluation annuelle de la DGDDI portant uniquement sur le niveau global.

4 ○ Sources de documentation

Ce chapitre a été réalisé avec la collaboration de la division « échanges extérieurs » de l'INSEE.

Organismes :

– INSEE.

– Ministère de l'Économie, des Finances et de l'Industrie, Direction générale des douanes et droits indirects (DGDDI).

Sites Internet :

– www.indices.insee.fr

– www.finances.gouv.fr/douanes

Publications :

INSEE

INSEE-Première :

– « Les échanges extérieurs en 2002 », n° 912, juillet 2003 ;

– « Les échanges extérieurs en 2001 », n° 855, juin 2002.

Bulletin mensuel de statistique :

– « Indices de valeur et volume du commerce extérieur rénovés, nouvelle méthodologie », septembre 2002.

Courrier des statistiques :

– « L'analyse bilatérale des échanges extérieurs », n° 31, juillet 1984.

Ministère de l'Économie, des Finances et de l'Industrie

– Direction générale des douanes et droits indirects (DGDDI)

– Commentaires annuels ;

– Résultats annuels par NC8 et par pays ;

– Annuaire abrégé ;

– Banque de données BÉATRICE.

– Direction des Relations avec les publics et de la Communication

Les Notes Bleues de Bercy :

– « Les résultats du commerce extérieur par zone géographique », n^{os} 252-253, mai 2003 ;

– « Les résultats du commerce extérieur par produit », « La facture énergétique de la France », n° 251, avril 2003 ;

– « Élargissement de l'Union européenne », n° 248, mars 2003 ;

– « Les échanges extérieurs de la France et de la zone euro », n° 228, avril 2002 ;

– « Les principaux termes utilisés dans la description des échanges extérieurs » document n° 21.

Autres

– H Tyrman « Les comptes nationaux face à l'évolution des statistiques du commerce extérieur », 7ème colloque de comptabilité nationale, janvier 1998, Paris, Collection « Économica », 1999 ;

– « Les statistiques des échanges de biens : guide de l' utilisateur », thème 6, série E, Eurostat, 1998.

5 ○ Tableaux

Des tableaux détaillés, « séries » et supplémentaires sont disponibles sur le cédérom (cf. liste en fin d'annuaire).

TABLEAU O.01-1

Commerce extérieur de la France : résultats d'ensemble FAB-FAB - France entière

Source : Ministère de l'Économie, des Finances et de l'Industrie (Direction générale des Douanes et des Droits indirects) *Unité* : Million d'euros

	1992	1993	1994	1995	1996	1997	*r* 1998	*r* 1999	*r* 2000	*r* 2001	2002
Importations FAB (1)	186 898	169 655	190 024	205 582	212 615	234 499	254 678	269 832	329 592	328 250	318 521
Exportations FAB (1)	186 601	177 945	196 381	214 689	224 100	258 294	275 383	284 135	325 581	330 621	327 213
Balance FAB-FAB (1)	**– 297**	**8 290**	**6 357**	**9 107**	**11 485**	**23 795**	**20 705**	**14 303**	**– 4 011**	**2 371**	**8 692**
Importations CAF (2)	194 013	176 487	197 114	212 906	219 469	241 397	261 324	276 521	336 590	334 160	323 695
Exportations FAB (2)	183 425	175 726	194 610	213 038	221 270	254 073	270 998	281 515	323 332	328 332	323 530
Coefficient CAF-FAB (3)	**95,8**	**96,7**	**95,8**	**96,7**	**96,7**	**96,7**	**97,0**	**97,0**	**97,0**	**97,0**	**98,0**

(1) Y compris matériel militaire.
(2) Hors matériel militaire.
(3) Les coefficients CAF/FAB permettent d'établir, au seul niveau global (hors matériel militaire), la conversion des importations CAF en importations FAB.

TABLEAU O.01-2

Commerce extérieur de la France par zone géo-économique - France entière (1)

Source : Ministère de l'Économie, des Finances et de l'Industrie (Direction générale des Douanes et des Droits indirects) — *Unité* : Million d'euros

Zone géo-économique	*r* 1999	*r* 2000	*r* 2001	2002
Importations CAF				
Union européenne à quinze	**171 223**	**198 966**	**196 585**	**193 509**
Union monétaire (2)	141 193	164 219	164 180	162 849
OCDE hors Union européenne	**54 863**	**70 655**	**69 583**	**64 094**
États-Unis	24 236	29 378	29 565	25 786
Japon	9 797	12 664	11 215	10 482
Suisse	6 535	7 341	7 561	7 078
Autres pays OCDE	14 295	21 272	21 242	20 748
Monde hors OCDE	**50 435**	**66 969**	**67 992**	**66 092**
Afrique	10 428	13 619	15 263	14 651
Pays de l'Est	5 798	9 085	9 868	10 347
Économies en développement rapide d'Asie	17 579	22 361	21 618	21 105
Pays du Moyen-Orient	5 021	8 464	6 836	6 183
Autres pays (y compris TOM)	11 609	13 440	14 407	13 806
Total	**276 521**	**336 590**	**334 160**	**323 695**
Exportations FAB				
Union européenne à quinze	**181 964**	**203 296**	**202 625**	**201 462**
Union monétaire (2)	143 384	160 708	162 676	160 582
OCDE hors Union européenne	**52 647**	**63 564**	**64 001**	**62 390**
États-Unis	21 609	27 982	28 469	25 970
Japon	4 282	5 405	5 447	5 555
Suisse	10 367	10 593	10 960	10 471
Autres pays OCDE	16 389	19 584	19 125	20 394
Monde hors OCDE	**46 904**	**56 472**	**61 706**	**59 678**
Afrique	14 624	18 361	18 510	18 665
Pays de l'Est	4 858	6 191	7 253	7 916
Économies en développement rapide d'Asie	10 103	12 239	14 250	11 862
Pays du Moyen-Orient	7 652	8 108	9 813	10 066
Autres pays (y compris TOM)	9 667	11 573	11 880	11 169
Total	**281 515**	**323 332**	**328 332**	**323 530**
Balance des exportations FAB et des importations CAF				
Union européenne à quinze	**10 741**	**4 330**	**6 040**	**7 953**
Union monétaire (2)	2 191	– 3 511	– 1 504	– 2 267
OCDE hors Union européenne	**– 2 216**	**– 7 091**	**– 5 582**	**– 1 704**
États-Unis	– 2 627	– 1 396	– 1 096	184
Japon	– 5 515	– 7 259	– 5 768	– 4 927
Suisse	3 832	3 252	3 399	3 393
Autres pays OCDE	2 094	– 1 688	– 2 117	– 354
Monde hors OCDE	**– 3 531**	**– 10 497**	**– 6 286**	**– 6 414**
Afrique	4 196	4 742	3 247	4 014
Pays de l'Est	– 940	– 2 894	– 2 615	– 2 431
Économies en développement rapide d'Asie	– 7 476	– 10 122	– 7 368	– 9 243
Pays du Moyen-Orient	2 631	– 356	2 977	3 883
Autres pays (y compris TOM)	– 1 942	– 1 867	– 2 527	– 2 637
Balance totale	**4 994**	**– 13 258**	**– 5 828**	**– 165**

(1) Hors matériel militaire.

(2) L'Union monétaire, jusqu'en 2000, se compose de l'Allemagne, de l'Autriche, de la Belgique et Luxembourg (UEBL), de l'Espagne, de la Finlande, de la France, de l'Irlande, de l'Italie, des Pays-Bas et du Portugal. Ces onze pays ont adopté la monnaie européenne unique : l'euro et le Pacte de stabilité et de croissance (politique monétaire unique, Banque centrale unique...), leur taux officiel de conversion en « euro » a été arrêté le 1er janvier 1999. À partir de l'année 2001, la Grèce devient le douzième membre de l'Union monétaire.

TABLEAU O.01-3

Commerce extérieur de la France par pays - France entière (1)

Source : Ministère de l'Économie, des Finances et de l'Industrie (Direction générale des Douanes et des Droits indirects) — *Unité* : Million d'euros

Pays (2)	Exportations (FAB) et importations (CAF)							
	r 1999		*r* 2000		*r* 2001		2002	
	Importations	Exportations	Importations	Exportations	Importations	Exportations	Importations	Exportations
EUROPE	**193 443**	**207 441**	**231 008**	**232 813**	**229 768**	**232 830**	**226 482**	**233 152**
dont : Belgique et Luxembourg	20 368	21 830	24 215	24 357	23 432	25 125	22 675	25 227
Pays-Bas	14 076	13 279	16 205	14 288	15 991	13 224	15 417	12 969
Allemagne (3)	47 770	44 503	55 102	48 817	55 916	48 291	55 731	47 072
Italie	26 681	25 734	29 928	29 038	30 420	29 042	29 332	29 327
Royaume-Uni	23 276	29 293	27 150	32 397	25 343	32 640	23 783	33 620
Irlande	5 114	2 138	6 913	3 026	6 058	2 869	6 530	2 590
Danemark	2 191	2 325	2 380	2 581	2 575	2 409	2 527	2 604
Grèce	407	2 858	454	2 604	546	2 678	644	2 639
Portugal	3 012	4 427	3 208	4 804	3 283	4 674	3 361	4 714
Espagne (4)	19 520	26 921	22 834	31 368	22 720	31 671	23 269	31 423
Norvège	3 930	1 182	7 719	1 223	7 046	1 187	6 056	1 248
Suède	4 156	4 104	4 763	5 006	4 487	4 900	4 350	4 656
Finlande	2 291	1 367	2 998	1 652	2 505	1 824	2 621	1 579
Autriche	2 361	3 185	2 816	3 358	3 309	3 278	3 269	3 042
Suisse	6 535	10 367	7 341	10 593	7 561	10 960	7 078	10 471
Andorre	10	303	10	301	13	304	20	314
Malte	171	481	199	672	226	466	235	575
Turquie	1 812	2 857	2 184	3 645	2 490	2 213	2 706	2 876
Pologne	1 358	2 700	1 846	3 065	2 103	3 452	2 469	3 753
République Tchèque	998	1 301	1 275	1 816	1 547	2 105	1 722	2 079
Slovaquie	487	337	583	386	596	524	676	623
Hongrie	1 339	1 128	2 051	1 606	2 002	1 825	1 996	1 945
Roumanie	634	645	916	831	1 112	1 018	1 293	1 122
Bulgarie	211	267	306	323	380	439	375	423
Ukraine	131	228	150	288	185	315	174	370
Russie	2 818	1 305	4 708	1 757	5 140	2 252	5 238	2 341
Lituanie	194	128	237	189	369	236	375	277
Slovénie	617	921	759	1 049	741	1 088	782	1 064
Croatie	97	305	124	344	189	360	174	460
AFRIQUE	**10 428**	**14 624**	**13 619**	**18 361**	**15 263**	**18 510**	**14 651**	**18 665**
dont : Maroc	2 473	2 501	2 518	2 967	2 549	2 737	2 591	2 664
Algérie	1 485	2 420	2 522	2 881	3 057	3 407	2 718	3 712
Tunisie	1 598	2 186	1 960	2 604	2 279	2 798	2 476	2 792
Libye	428	230	673	275	750	260	409	287
Égypte	190	1 153	317	1 215	266	1 008	282	1 022
Soudan	12	81	34	71	46	109	19	67
Mauritanie	89	122	109	164	53	159	91	146
Mali	5	191	5	164	6	205	8	185
Burkina Faso	16	144	21	140	17	129	16	169
Niger	110	63	90	68	77	81	63	81
Tchad	5	45	6	60	6	106	4	135
Sénégal	121	446	142	538	141	511	138	536
Guinée	48	142	66	129	96	120	69	152
Libéria	23	56	41	1 548	47	1 162	109	465
Côte-d'Ivoire	687	734	688	851	734	704	736	668
Ghana	95	120	97	111	102	145	138	113
Togo	13	106	10	122	10	109	10	169
Bénin (Dahomey)	5	207	3	236	3	231	3	227
Nigéria	707	536	1 230	666	1 258	716	1 136	961
Cameroun	350	430	376	490	321	588	326	583
République Centrafricaine	8	43	11	43	11	40	9	40
Gabon	197	278	264	358	405	379	243	411
Congo	45	142	81	175	80	216	143	235
République démocratique du Congo (Ex-Zaïre)	7	27	21	43	8	44	38	83
Angola	87	135	410	128	735	162	674	190
Éthiopie	21	51	25	49	18	34	17	32
Djibouti	1	53	–	52	1	48	1	54
Kenya	72	97	74	116	76	111	67	121
Madagascar	307	240	362	254	375	279	342	175
Ile Maurice	338	327	352	282	391	295	386	303
Mayotte	2	74	2	84	2	134	31	100
Afrique du Sud (République d')	656	867	823	1 146	1 015	1 087	919	1 327

N.B. Voir notes en fin de tableau.

TABLEAU O.01-3 (suite et fin)

Commerce extérieur de la France par pays - France entière (1)

Source : Ministère de l'Économie, des Finances et de l'Industrie (Direction générale des Douanes et des Droits indirects) — *Unité* : Million d'euros

Pays (2)	Exportations (FAB) et importations (CAF)							
	r 1999		*r* 2000		*r* 2001		2002	
	Importations	Exportations	Importations	Exportations	Importations	Exportations	Importations	Exportations
AMÉRIQUE	**30 419**	**30 531**	**37 483**	**38 481**	**38 000**	**39 907**	**33 372**	**36 417**
dont : États-Unis d'Amérique du Nord	24 236	21 609	29 378	27 982	29 565	28 469	25 786	25 970
Canada	1 478	2 851	2 026	2 534	1 996	2 886	1 776	2 683
Mexique	522	1 094	588	1 336	609	1 384	557	1 468
Costa Rica	69	74	110	91	161	109	127	129
Panama	9	110	8	117	20	198	9	139
Cuba	48	219	55	256	54	242	51	205
Jamaïque	51	19	28	70	80	56	60	125
Trinidad et Tobago	139	36	187	30	216	41	239	40
Colombie	214	238	214	268	209	327	184	256
Vénézuela	192	257	234	326	298	364	282	333
Équateur	117	32	74	52	80	98	88	75
Pérou	127	126	138	126	143	115	131	112
Brésil	1 743	1 725	2 445	2 307	2 576	2 749	2 334	2 692
Chili	590	335	914	855	898	986	763	690
Uruguay	74	131	34	149	43	120	35	62
Argentine	437	1 028	528	1 113	499	806	481	340
ASIE	**37 109**	**25 805**	**49 920**	**31 193**	**46 242**	**34 271**	**44 182**	**32 182**
dont : Liban	36	561	43	574	33	617	24	590
Syrie	367	443	619	253	643	369	513	297
Irak	761	313	1 435	398	986	664	787	475
Iran	805	598	1 158	759	799	1 189	847	1 529
Israël	806	1 150	947	1 244	943	1 385	828	1 167
Jordanie	8	139	9	181	7	249	6	368
Arabie saoudite	1 856	1 236	3 393	1 425	2 430	1 497	2 248	1 549
Koweit	209	228	461	238	363	285	333	274
Bahreïn	62	488	136	214	118	99	64	94
Qatar	7	352	33	166	35	270	17	645
Émirats arabes unis (5)	78	1 699	201	2 177	424	2 597	426	2 388
Oman	3	127	6	90	6	179	66	153
Yémen (6)	3	122	9	140	39	161	13	168
Pakistan	323	274	385	338	388	291	376	287
Inde	1 113	901	1 442	939	1 496	1 018	1 463	1 000
Bangladesh	370	154	468	132	499	95	503	98
Sri Lanka	130	445	140	432	128	112	121	93
Thaïlande	1 593	529	1 840	757	1 809	879	1 470	771
Viêt-Nam	650	305	784	284	827	316	884	352
Cambodge	31	39	52	52	69	53	66	61
Indonésie	1 084	329	1 305	385	1 334	493	1 235	517
Malaisie (7)	1 485	750	1 943	948	1 989	971	2 019	802
Singapour	2 050	1 827	2 576	2 072	1 986	2 017	1 839	1 892
Philippines	424	367	515	623	469	514	456	394
Chine	7 734	3 072	10 509	3 227	10 953	3 295	11 358	3 464
Corée du Sud	1 853	1 733	2 410	2 686	2 260	2 373	2 179	2 383
Japon	9 797	4 282	12 664	5 405	11 215	5 447	10 482	5 555
Taïwan	2 480	1 428	2 879	1 883	2 362	2 155	2 115	1 291
Hong-Kong	729	1 800	794	2 344	716	3 926	615	2 733
AUSTRALIE-OCÉANIE et AUTRES TERRITOIRES	**995**	**2 508**	**1 184**	**2 484**	**1 209**	**2 814**	**1 301**	**3 114**
dont : Australie	656	1 199	793	1 358	779	1 372	840	1 662
Nouvelle-Zélande	235	271	251	231	288	226	321	235
Nouvelle-Calédonie	67	387	119	432	123	452	112	582
Polynésie française	12	354	12	407	13	460	14	578
DIVERS (8)	**4 127**	**606**	**3 376**	**–**	**3 678**	**–**	**3 707**	**–**
Monde	**276 521**	**281 515**	**336 590**	**323 332**	**334 160**	**328 332**	**323 695**	**323 530**

(1) Non compris le matériel militaire.
(2) Dans ce tableau, les pays sont classés selon la nomenclature de la Direction générale des Douanes et Droits indirects.
(3) Y compris ex-RDA.
(4) À partir de 1997, y compris les Îles Canaries.
(5) Émirats arabes unis : Doubaï, Abou Dhabi, Chardja.
(6) Yémen : Yémen du Nord et Yémen du Sud.
(7) La Malaisie comprend la Malaisie orientale (le Sabah et le Sarawak) et la Malaisie occidentale (la péninsule Malaise).
(8) Jusqu'en 1999 : pays non dénommés ailleurs (origines et destinations multiples), réimportations sous le régime des retours de marchandises nationales ou nationalisées. À partir de 2000 : réimportations sous le régime des retours de marchandises nationales ou nationalisées, uniquement.

TABLEAU O.01-4

Commerce extérieur de la France par produit (1) - France entière (2)

Source : Ministère de l'Économie, des Finances et de l'Industrie (Direction générale des Douanes et des Droits indirects) — *Unité* : Million d'euros

Produits (1)	*r* 1999	*r* 2000	*r* 2001	2002
Importations CAF				
Produits de l'agriculture, de la sylviculture et de la pêche	7 857	8 233	8 433	8 433
Produits des industries agricoles et alimentaires	19 786	20 857	21 880	22 316
Biens de consommation	43 253	51 214	53 482	54 739
Produits de l'industrie automobile	30 325	33 984	35 342	36 759
Biens d'équipement	64 698	76 694	76 421	69 815
Biens intermédiaires	90 351	110 431	104 487	99 350
Produits énergétiques	18 673	33 411	32 372	30 598
Divers	1 578	1 766	1 743	1 685
Total	**276 521**	**336 590**	**334 160**	**323 695**
Exportations FAB				
Produits de l'agriculture, de la sylviculture et de la pêche	10 066	10 388	9 657	10 236
Produits des industries agricoles et alimentaires	26 765	28 080	28 126	28 977
Biens de consommation	38 665	43 947	47 617	49 194
Produits de l'industrie automobile	38 522	43 036	46 505	47 829
Biens d'équipement	69 622	82 879	83 954	78 300
Biens intermédiaires	89 615	103 536	101 500	98 560
Produits énergétiques	7 013	9 857	9 478	9 032
Divers	1 247	1 609	1 495	1 402
Total	**281 515**	**323 332**	**328 332**	**323 530**
Balance des exportations FAB et des importations CAF				
Produits de l'agriculture, de la sylviculture et de la pêche	2 209	2 155	1 224	1 803
Produits des industries agricoles et alimentaires	6 979	7 223	6 246	6 661
Biens de consommation	– 4 588	– 7 267	– 5 865	– 5 545
Produits de l'industrie automobile	8 197	9 052	11 163	11 070
Biens d'équipement	4 924	6 185	7 533	8 485
Biens intermédiaires	– 736	– 6 895	– 2 987	– 790
Produits énergétiques	– 11 660	– 23 554	– 22 894	– 21 566
Divers	– 331	– 157	– 248	– 283
Balance totale	**4 994**	**– 13 258**	**– 5 828**	**– 165**

(1) Ce tableau, comme ceux issus de la Comptabilité nationale, chapitre G.01, est exprimé en CPF « Classification des Produits française », niveau de regroupement « NES 16 ».
(2) Non compris le matériel militaire.

TABLEAU O.01-5A

Commerce extérieur de la France : indices de volume (1)

Sources : Ministère de l'Économie, des Finances et de l'Industrie (Direction générale des Douanes et Droits indirects) et INSEE

Base 100 en 1995

Produits	(2) Code	Importations				Exportations			
		r 1999	*r* 2000	*r* 2001	2002	*r* 1999	*r* 2000	*r* 2001	2002
Total		**148,1**	**169,5**	**183,6**	**191,0**	**149,1**	**168,2**	**178,3**	**188,2**
Ensemble hors énergie		150,0	172,4	187,8	196,3	149,3	167,8	178,5	187,6
Ensemble des produits agro-alimentaires	EA à EB	118,4	121,6	129,7	140,4	117,9	119,8	116,6	123,3
Ensemble des produits manufacturés	EC à EF	154,8	180,0	196,5	204,7	155,2	177,0	190,3	199,9
NIVEAU E									
Produits de l'agriculture, sylviculture, pêche	EA	136,2	135,7	159,6	185,7	134,1	141,3	129,8	141,9
Produits des industries agricoles et alimentaires	EB	112,8	117,1	120,3	126,2	112,3	112,4	112,1	117,0
Biens de consommation	EC	145,8	171,6	174,9	188,0	148,5	173,5	184,9	198,9
Produits de l'industrie automobile	ED	137,9	159,2	164,7	182,3	155,6	183,8	189,5	214,5
Biens d'équipement	EE	170,6	197,9	255,6	258,0	166,6	189,0	216,5	218,4
Biens intermédiaires	EF	155,4	180,4	183,2	189,5	150,1	167,2	174,3	181,4
Produits énergétiques	EG	125,4	135,8	135,8	129,9	138,4	181,0	171,1	210,7

(1) Non harmonisés avec la Comptabilité nationale. À compter de cette année, les indices de volume ont été modifiés suite au changement méthodologique de calcul des indices de valeur unitaire.
(2) Ce code est un regroupement de classes de la CPF « Classification des Produits Française » à 4 chiffres.

TABLEAU O.01-5B

Commerce extérieur de la France : indices de valeur unitaire (1)

Sources : Ministère de l'Économie, des Finances et de l'Industrie (Direction générale des Douanes et Droits indirects) et INSEE

Base 100 en 1995

Produits	(2) Code	Importations				Exportations			
		r 1999	*r* 2000	*r* 2001	2002	*r* 1999	*r* 2000	*r* 2001	2002
Total		**89,9**	**95,7**	**94,0**	**88,7**	**88,7**	**90,0**	**90,1**	**86,3**
Ensemble hors énergie		89,3	90,8	89,7	84,8	88,7	89,6	89,9	86,6
Ensemble des produits agro-alimentaires	EA à EB	95,0	97,5	98,1	96,2	96,6	98,7	101,3	100,5
Ensemble des produits manufacturés	EC à EF	88,6	90,1	88,9	83,6	87,5	88,4	88,6	84,9
NIVEAU E									
Produits de l'agriculture, sylviculture, pêche	EA	84,8	88,8	86,1	82,8	88,2	86,0	87,9	89,3
Produits des industries agricoles et alimentaires	EB	98,8	100,6	103,2	102,4	100,0	104,2	106,6	105,2
Biens de consommation	EC	92,2	93,7	96,7	92,9	89,8	87,2	89,4	87,4
Produits de l'industrie automobile	ED	99,4	98,3	101,7	102,3	92,8	89,1	92,5	94,4
Biens d'équipement	EE	89,6	89,6	84,6	76,0	86,0	88,5	87,9	81,1
Biens intermédiaires	EF	83,6	86,8	85,8	79,9	85,9	89,2	88,0	83,1
Produits énergétiques	EG	98,7	167,4	162,0	156,8	86,6	102,1	96,0	75,9

(1) Non harmonisés avec la Comptabilité nationale. Les indices de valeur unitaire publiés cette année ont été calculés à partir d'une nouvelle méthodologie basée principalement sur l'utilisation de séries temporelles.
(2) Ce code est un regroupement de classes de la CPF « Classification des Produits Française » à 4 chiffres.

TABLEAU O.01-6

Commerce extérieur de la France : taux de couverture (1) des importations (CAF) par les exportations (FAB) en volume, par produit (aux prix de l'année précédente, chaînés, base 1995) (2)

Source : INSEE

%

Produits - CPF (2)	1995	1996	1997	1998	1999	*r* 2000	*r* 2001	2002
Produits de l'agriculture, de la sylviculture, de la pêche	119,0	128,1	129,9	131,9	135,2	142,2	128,7	130,7
Produits des industries agricoles et alimentaires	133,2	131,8	142,3	136,4	135,5	131,2	123,5	126,1
Produits manufacturés	101,6	105,0	109,5	105,9	102,7	99,8	102,1	102,4
dont : Biens de consommation	88,3	90,3	92,2	89,1	89,1	86,2	89,7	89,1
Produits de l'industrie automobile	115,4	117,7	144,6	131,4	125,6	125,8	128,7	126,0
Biens d'équipement	111,6	115,3	117,2	114,0	106,2	103,6	103,0	103,1
Biens intermédiaires	97,4	101,2	103,1	100,1	98,8	94,7	98,1	100,6
Produits énergétiques	41,0	39,7	38,5	37,0	36,1	38,1	36,7	37,3
Ensemble (3)	**100,5**	**103,0**	**107,6**	**104,4**	**101,9**	**99,5**	**100,6**	**101,2**

(1) Rapport entre les exportations et les importations. Les importations sont mesurées CAF (Coûts des marchandises, assurances, frêts) et les exportations FAB (Franco à bord) ; un taux de couverture équilibré correspond à un chiffre égal à 100.
(2) Ce tableau, comme ceux issus de la Comptabilité nationale, chapitre G.01, est exprimé en CPF « Classification des Produits française », niveau de regroupement « NES 16 ». Les prix d'importations et d'exportations utilisés pour calculer les taux de couverture sont en indice « base 100 en 1995 ».
(3) Y compris matériel militaire.

TABLEAU O.01-7

Commerce extérieur de la France : termes de l'échange (1) par produit

Source : INSEE

Base 100 en 1995

Produits - CPF (2)	1996	1997	1998	1999	*r* 2000	*r* 2001	2002
Produits de l'agriculture, de la sylviculture, de la pêche	97,4	95,8	93,7	95,1	89,1	89,7	93,4
Produits des industries agricoles et alimentaires	102,1	100,7	99,5	100,6	103,0	104,0	103,0
Produits manufacturés	100,2	101,3	100,8	101,8	101,3	102,1	103,1
dont : Biens de consommation	101,7	102,3	101,4	101,6	100,5	100,7	101,6
Produits de l'industrie automobile	97,9	100,6	101,7	101,2	100,8	102,0	103,3
Biens d'équipement	100,0	103,2	102,3	105,0	106,4	108,6	111,8
Biens intermédiaires	100,2	99,7	99,5	99,9	98,7	98,5	97,5
Produits énergétiques	92,6	93,8	117,4	111,7	89,2	92,8	90,7
Ensemble (3)	**99,3**	**99,8**	**101,0**	**101,1**	**97,6**	**98,7**	**99,8**

(1) Les termes de l'échange rapportent l'indice du prix des exportations à celui des importations par référence à 1995.
(2) Ce tableau, comme ceux issus de la Comptabilité nationale, chapitre G.01, est exprimé en CPF « Classification des Produits française », niveau de regroupement « NES 16 ». Les prix d'importations et d'exportations utilisés pour calculer les termes de l'échange sont en indice « base 100 en 1995 ».
(3) Y compris matériel militaire.

TABLEAU O.01-8

Commerce extérieur de la France : indices de valeur unitaire (1) par zone géo-économique

Sources : Ministère de l'Économie, des Finances et de l'Industrie (Direction générale des Douanes et Droits indirects) et INSEE

Base 100 en 1995

	r 1999	*r* 2000	*r* 2001	2002
IMPORTATIONS CAF				
Total des produits	**89,9**	**95,7**	**94,0**	**88,7**
Union européenne (1)	88,8	90,1	89,2	85,9
OCDE hors UE	89,5	98,1	96,6	88,2
Reste du monde	94,9	113,5	108,1	99,1
Produits manufacturés	**88,6**	**90,1**	**88,9**	**83,6**
Union européenne (1)	88,2	87,8	86,8	83,6
OCDE hors UE	88,8	92,8	92,3	84,3
Reste du monde	91,1	97,4	93,7	83,7
EXPORTATIONS FAB				
Total des produits	**88,7**	**90,0**	**90,1**	**86,3**
Union européenne (1)	90,0	90,8	91,9	90,3
OCDE hors UE	81,4	84,7	84,4	77,0
Reste du monde	91,6	92,8	90,7	84,3
Produits manufacturés	**87,5**	**88,4**	**88,6**	**84,9**
Union européenne (1)	88,8	89,3	90,5	89,2
OCDE hors UE	79,1	81,8	81,7	74,6
Reste du monde	92,0	92,5	90,1	83,7

(1) Union européenne à quinze à partir de 1995. Les indices de valeur unitaire publiés cette année ont été calculés à partir d'une nouvelle méthodologie basée principalement sur l'utilisation de séries temporelles.

TABLEAU O.01-9

Commerce extérieur des Départements d'outre-mer

Source : Ministère de l'Économie, des Finances et de l'Industrie (Direction générale des Douanes et Droits indirects)

Unités : Quantités : tonne
Valeur : Millier d'euros

	r 1999		*r* 2000		*r* 2001		2002	
	Quantités	Valeur	Quantités	Valeur	Quantités	Valeur	Quantités	Valeur
GUADELOUPE								
Importations	1 868 831	1 585 841	1 881 090	1 832 325	1 776 303	1 858 713	1 729 058	1 853 891
Exportations	206 002	138 359	198 975	139 011	208 663	175 106	203 049	163 681
GUYANE								
Importations	416 171	520 234	428 304	618 964	447 402	643 090	447 024	641 233
Exportations	25 753	105 765	22 384	123 073	26 550	138 086	39 628	130 462
MARTINIQUE								
Importations	1 563 685	1 616 580	1 356 059	1 741 415	1 711 512	1 888 573	1 586 797	1 831 248
Exportations	1 190 195	262 303	1 196 439	294 493	1 303 674	311 701	1 168 752	339 951
RÉUNION								
Importations	2 349 539	2 421 957	2 492 395	2 730 134	2 563 421	2 864 275	2 573 753	2 974 890
Exportations	218 975	193 236	253 042	226 836	242 242	228 818	211 834	220 304

TABLEAU O.01-10

Commerce extérieur des Territoires d'outre-mer

Sources : Ministère de l'Économie, des Finances et de l'Industrie (Service des Douanes de Nouvelle-Calédonie et Direction générale des Douanes de Polynésie)

Unités : Quantités : tonne
Valeur : Millier d'euros

	r 1999		*r* 2000		*r* 2001		2002	
	Quantités	Valeur	Quantités	Valeur	Quantités	Valeur	Quantités	Valeur
NOUVELLE CALÉDONIE								
Importations	1 200 769	946 000	1 264 592	1 003 634	1 062 504	1 040 550	1 332 177	1 065 291
Exportations	3 998 231	439 003	4 326 627	657 445	4 044 591	505 708	3 270 970	501 174
POLYNÉSIE FRANCAISE								
Importations	665 784	834 051	732 466	1 012 460	779 308	1 136 780	813 111	1 342 767
Exportations	13 054	216 644	16 402	217 507	16 004	196 135	18 360	176 699

Chapitre O.02

○ Balance des paiements

1 Présentation.
2 Méthodologie.
3 Définitions.
4 Sources de documentation.
5 Tableaux.

❍ Liste des tableaux

1 Soldes de la Balance des paiements.

2 Balance des paiements.

3 Transactions entre la France, l'UE, l'OCDE et l'OPEP en 2002.

4 Transactions entre la France, les pays du Maghreb et les pays de la zone Franc en 2002.

5 Transferts unilatéraux du secteur officiel avec les institutions de l'Union européenne.

6 Transactions entre la France et divers pays de l'OCDE. Principaux soldes en 2002.

7 Balances des paiements française et étrangères : grands soldes.

8A Soldes des flux d'investissements directs français à l'étranger par secteur économique.

8B Soldes des flux d'investissements directs étrangers en France par secteur économique.

9 Investissements directs en soldes, de la France avec divers pays de l'OCDE.

1

○ Présentation

AVANT PROPOS

Depuis 1999, les onze pays membres fondateurs de l'Union monétaire – dont la France – contribuent, sous l'égide de la Banque centrale européenne, à l'élaboration d'une balance des paiements de la zone euro, tout en continuant à produire et à publier leur propre balance des paiements nationale.

La balance des paiements de l'Union monétaire est en effet un élément important du dispositif statistique européen dans le nouvel environnement économique et monétaire créé par le lancement de l'euro.

Mais plusieurs raisons militent parallèlement pour le maintien des balances des paiements nationales au sein de la zone euro.

Chaque État-membre de la zone euro reste individuellement membre du FMI et de l'OCDE, comme d'Eurostat et doit à ce titre leur fournir des données sur sa balance des paiements, qui, dans le cas du FMI, concourent notamment au calcul des quotes-parts nationales.

Les éléments du compte de transactions courantes permettent d'élaborer le compte du reste du monde qui est lui-même une partie intégrante des comptes nationaux trimestriels et annuels (détermination du PIB et du PNB, ce dernier participant en partie à la mesure de la contribution de la France au budget de l'Union européenne, etc.).

Le compte financier fournit des indications sur l'intégration financière au sein de la zone euro et dans le monde ainsi que sur l'intérêt des investisseurs étrangers pour les valeurs mobilières nationales, publiques et privées, ou l'influence que ces investisseurs détiennent dans l'évolution des marchés primaire et secondaire nationaux. Les flux d'investissements directs permettent d'apprécier d'une part l'insertion des entreprises françaises dans l'économie mondiale, d'autre part la place dévolue à la France dans les stratégies d'implantation des firmes multinationales.

Le « bouclage » des balances des paiements nationales par les « autres investissements » des autorités monétaires et du secteur bancaire contribue à l'étude du comportement des banques résidentes, notamment en matière de refinancement au sein de la zone euro. Au total, les balances des paiements nationales demeurent des outils essentiels pour la conduite de la politique économique de pays qui restent souverains sur les plans économique et budgétaire.

De façon quelque peu paradoxale, on peut même considérer que l'Union monétaire (UM) rend plus nécessaire que jamais l'élaboration améliorée des balances des paiements nationales, dans la mesure où l'Union monétaire devrait accroître les échanges entre pays membres, renforcer l'intégration économique entre ces pays et les rendre plus interdépendants. Se priver des balances des paiements nationales, ce serait se priver de la capacité de mesurer l'impact de l'Union monétaire et de la possibilité d'évaluer aussi bien les progrès en termes d'échanges intercommunautaires que, le cas échéant, d'éventuels chocs asymétriques affectant les pays membres. Et d'autant plus que la balance des paiements de l'UM est élaborée à partir des données fournies par les pays membres à l'occasion de la constitution de leur propre état statistique.

11. Les grands traits de la balance des paiements en 2002

En 2002, le compte de transactions courantes de la balance des paiements présente un excédent de 27,5 milliards (1,8 % du PIB), en légère hausse par rapport à l'excédent révisé de l'année 2001 (25,7 milliards, soit 1,7 % du PIB). La consolidation de l'excédent s'est accompagnée d'un repli simultané des taux d'épargne et d'investissement intérieurs pour la deuxième année consécutive, le taux d'investissement reculant notamment de près de deux points par rapport à 2000, à 19,3 % du PIB (contre 20,5 % en 2001).

La consolidation à haut niveau du solde des transactions courantes a eu lieu dans un contexte de stabilité des échanges avec l'extérieur. Le quasi-maintien du niveau des exportations de biens et services (– 0,8 %), marque le pas par rapport aux rythmes de croissance observés en 2000 et 2001 et lors des dernières années de la décennie 1990. Il témoigne des facultés d'adaptation des entreprises françaises dans un environnement difficile, bouleversé par les attentats du 11 septembre 2001, marqué par une troisième année de chute des marchés boursiers et par une faible expansion du commerce mondial.

Le léger repli des exportations de biens et services en valeur semble en effet résulter principalement de la quasi-stagnation de la demande mondiale (à + 0,8 % en moyenne annuelle, contre + 1,2 % en 2001 et + 11,3 % en 2000) et des efforts de marge des exportateurs, la part de marché mondial en valeur de la France étant restée sensiblement inchangée en 2002, selon l'OMC. Il est vrai que le poids de la France dans le commerce mondial en valeur a sensiblement diminué au cours de la dernière décennie ; ce qui est également le cas pour l'ensemble des pays industrialisés, confrontés à la concurrence croissante de nouveaux arrivants sur les marchés internationaux. Mesurées en volume et vis-à-vis des autres pays membres de l'OCDE, les parts de marché de la France en produits manufacturés restent supérieures à leur niveau moyen des quinze dernières années, grâce aux gains de compétitivité enregistrés sur la période.

De leur côté, les importations de biens et services en valeur se sont repliées de 2,1 %, en liaison avec la contraction des stocks et le recul de l'investissement des entreprises résidentes, mais aussi suite à l'appréciation de l'euro et à la baisse du prix des importations qui en a découlé.

La résistance des exportations françaises face à des marchés extérieurs stables ou en repli s'est appuyée sur des secteurs traditionnellement forts ; c'est le cas de l'automobile et des matériels de transport pour les échanges de biens, ou des voyages pour les échanges de services (la France ayant bénéficié de l'essor d'un tourisme de proximité compensant la réduction des arrivées en provenance d'autres continents). La performance d'ensemble a aussi été portée par des « lignes » de services moins souvent mises en avant : les services de communication ont vu leur solde presque décupler sous l'effet d'une rapide progression des recettes ; les redevances et droits de licence bénéficient d'une meilleure valorisation de l'image de marque et des innovations des entreprises françaises grâce au développement de leurs implantations à l'étranger et à la qualité de leurs produits.

Au total, alors que la croissance de l'économie française est supérieure depuis quatre ans à la croissance moyenne de la zone euro, la France a continué à apporter une contribution essentielle à l'excédent courant de la zone (27,5 milliards sur 61,7 milliards en 2002), témoignant de sa bonne compétitivité comparée à celle de ses partenaires.

En 2002, les flux financiers ont reflété d'une part, via les investissements directs étrangers, l'attractivité du territoire français, d'autre part la montée des incertitudes, qui s'est traduite par une réorientation des investissements de portefeuille de la France vers la zone euro.

Les investissements directs français à l'étranger se sont repliés de 36 % environ en 2002, se conformant, tout en l'amplifiant, à l'évolution des flux d'investissements directs internationaux et à la réduction des opérations de fusion-acquisition transfrontières dans le monde. Comme leurs homologues originaires d'autres pays industrialisés, les entreprises multinationales françaises ont été contraintes de se désendetter et ont dû se recentrer sur leur « cœur de métier ». Elles ont été fragilisées par trois facteurs :

– le repli général des cours des actions sur les marchés financiers, succédant à des acquisitions parfois réalisées à coût élevé qui les ont contraintes à amortir d'importantes survaleurs ;

– la dégradation de leurs résultats d'exploitation ;

– la détérioration des perspectives économiques mondiales associée à une montée des tensions géopolitiques.

Ce phénomène est illustré par l'évolution du montant des principales opérations de fusion-acquisition internationales au sein des investissements directs français à l'étranger entre 2001 et 2002 : l'année dernière, le cumul des vingt premières opérations en capital social a tout juste dépassé 18 milliards

d'euros, alors qu'il approchait 37 milliards en 2001 et atteignait 122 milliards en 2000.
En 2002, les investissements directs français à l'étranger ont été effectués à hauteur de 39 % dans la zone euro (49 % en 2001), 18 % au Royaume-Uni (14 % en 2001) et 27 % aux États-Unis (19 % en 2001). Dans leur ensemble, les pays émergents, en développement et en transition, ont reçu moins de 8 % des investissements nets de la France à l'étranger, contre 15 % en 2001. La France a compté pour 25 %, contre 18 % du total en 2001, au sein des investissements directs de la zone euro à l'étranger.
Les investissements directs étrangers en France ont connu un recul limité, de l'ordre de 11 %, alors même qu'ils avaient atteint un niveau sans précédent en 2001. Plus encore que le maintien à haut niveau des investissements dans leur ensemble, ce sont les changements dans la composition des flux qui montrent combien les investisseurs étrangers — britanniques et originaires de la zone euro notamment, qui ont effectué ensemble plus des trois quarts des investissements nets étrangers en France en 2002 — considèrent le territoire français comme un espace attractif en vue d'une implantation durable. En effet, alors que les opérations en capital social, par lesquelles passent les rapprochements d'entreprises, les fusions-acquisitions et les autres prises de participations et augmentations de capital, s'étaient élevées à 23,1 milliards en 2001, elles ont augmenté de plus de 8 milliards en 2002, représentant près de 60 % des flux. À elles seules, les dix principales opérations en capital ont atteint 20 milliards, en hausse de plus de 80 % par rapport à l'année précédente. Toutes opérations confondues, avec un total de 54,7 milliards d'investissements directs en provenance de l'étranger, la France s'est située au premier rang mondial des pays d'accueil des investissements directs transfrontières en 2002, juste devant la Chine (52,4 milliards), et bien devant l'Allemagne (40,4 milliards), les États-Unis (32,4 milliards) et le Royaume-Uni (26,1 milliards).
Contrairement à ce que l'on aurait pu attendre d'une année caractérisée par une appréciation de l'euro contre la plupart des devises mondiales et par une baisse générale des taux d'intérêt et au cours de laquelle les marchés boursiers ont connu un reflux prononcé, les investissements de portefeuille des résidents à l'étranger n'ont que légèrement décrû en 2002. L'aversion croissante pour le risque transparaît néanmoins dans le fait que 85 % des titres que les investisseurs ont acquis l'année dernière ont été émis dans la zone euro, contre 64 % en 2001 et 52 % en 2000. Parmi les investisseurs de la zone euro, les Français qui semblent particulièrement peu enclins à prendre des risques, n'ont ainsi effectué que 7,4 % des 173 milliards d'achats de titres émis par des émetteurs résidant hors de la zone euro recensés dans la balance des paiements de l'Union monétaire.
Du côté des engagements, les non-résidents ont fortement réduit leurs achats de titres français par rapport à l'année précédente, sans qu'il soit possible, pour des raisons liées aux difficultés d'identification des investisseurs finaux, de savoir qui des résidents et des non-résidents de la zone euro sont principalement à l'origine de ce mouvement. Leurs achats nets ont porté de façon quasi-exclusive sur des titres de dette publics, à court ou long terme (43 %), ou émis par le secteur bancaire (52 %). Les achats de titres des « autres secteurs » ont représenté moins de 5 % du total et n'ont porté que sur des valeurs obligataires, les non-résidents cédant au contraire pour près de 5 milliards d'actions, témoignant ainsi d'une forte aversion aux placements sur ce type de titres. Cette réduction des engagements peut s'expliquer par :
– une moindre performance de la bourse française par rapport à celles enregistrées par les autres principales places financières (Allemagne exceptée) ;
– un repli des émissions obligataires françaises sur les marchés internationaux.
Même si, sur un plan global, la position dépôts-crédits des institutions financières monétaires (IFM) résidentes s'est soldée par une faible réduction de la position débitrice nette vis-à-vis de l'étranger, les IFM résidentes ont joué un rôle important d'intermédiation entre la zone euro et l'extérieur, contractant des nouveaux engagements nets de 20 milliards au sein de la zone, libellés aux deux tiers en euros, et effectuant des prêts nets à hauteur de 24,4 milliards à l'extérieur de la zone, partagés à parts presque égales entre euros et devises.
La diminution des avoirs de réserve de 4,2 milliards en 2002, après une réduction de 7,7 milliards en 2001, s'inscrit dans un contexte de baisse des taux à court terme sur les principales devises internationales, et notamment sur le dollar.

12. Les transactions courantes : stabilité des flux et remontée de l'excédent

Bien qu'affichant un excédent de transactions courantes pour la onzième année consécutive, l'année 2002 a été caractérisée par un léger repli des flux en valeur, tant en recettes (– 1 %) qu'en dépenses (– 1,4 %). Le solde n'a progressé que de 1,8 milliard au total par rapport à 2001, s'établissant à 27,5 milliards (1,8 % du PIB). Les différents postes du compte de transactions courantes ont connu cependant des évolutions contrastées.

Les échanges de biens : redressement du solde pour la deuxième année consécutive

Le solde du commerce extérieur de marchandises, exprimé en données douanières FAB-FAB, a continué à se redresser en 2002, à 9,8 milliards, contre 3,4 milliards en 2001 et un déficit de 3 milliards en 2000. Le taux de couverture est passé de 99,1 à 103,1 en deux ans. En méthodologie balance des paiements, (après exclusion des échanges de biens sans paiement et sans transfert de propriété et après adjonction des opérations relatives à l'avitaillement, au travail à façon et aux réparations), les échanges de biens ont affiché un excédent de 10,1 milliards, contre 3,9 milliards en 2001 et un déficit de 3,6 milliards en 2000.
Le repli des exportations par rapport à l'année 2002 (– 1,2 % en valeur) découle du fléchissement de la demande extérieure, européenne notamment, dans la seconde partie de l'année, alors que les flux étaient en voie d'accélération au premier trimestre. De leur côté, les importations se sont repliées pour la deuxième année consécutive (– 3,2 %, après – 0,1 % en 2001) sous l'effet d'une baisse des achats de biens d'équipement et de biens intermédiaires, expression du recul de l'investissement et des stocks des entreprises, particulièrement marqué en fin d'année, et de la production industrielle. En revanche, la bonne tenue des importations comme des exportations de biens de consommation et de produits de l'industrie automobile a limité le recul des échanges.
La décomposition des évolutions par produits fait aussi apparaître une légère progression de l'excédent agroalimentaire, un allègement du déficit énergétique résultant presque exclusivement de l'appréciation de l'euro contre le dollar, monnaie de facturation des importations pétrolières, ainsi qu'une forte progression de l'excédent industriel civil.
Sur le plan géographique, le solde commercial s'est détérioré pour la troisième année consécutive avec les pays de l'Union monétaire, en particulier avec l'Allemagne et les Pays-Bas, suite au recul des exportations, mais s'est redressé avec le Royaume-Uni. Par ailleurs, les échanges entre la France et les futurs pays membres de l'Union européenne ont progressé à un rythme rapide et de façon équilibrée, ces pays ne représentant toutefois qu'une faible proportion de l'ensemble des échanges.

Les échanges de services : stabilisation du solde des voyages

Contrairement au solde des échanges de biens, l'excédent des échanges de services s'est replié en 2002 à 18,7 milliards, contre 19,9 milliards en 2001 et 21,5 milliards en 2000, après une progression presque ininterrompue du solde au cours des dix années précédentes. En dépit de la mauvaise orientation de la conjoncture dans les transports et les voyages, les flux sont restés relativement dynamiques, avec une progression de 1,8 % en recettes et de 4,1 % en dépenses.
Les voyages, premier poste par l'ampleur des flux au sein des services – avec 37 % des recettes et 28 % des dépenses — et qui constituent environ les trois quarts de l'excédent global des échanges des services, ont dégagé un solde de 13,6 milliards en 2002, identique à celui de l'année précédente. Les recettes ont

crû de 1,5 % au total sur l'année, tandis que les dépenses augmentaient de 2,6 %.

L'année 2002 peut être considérée comme l'une des moins favorables au développement du tourisme international depuis la récession européenne de 1993 ou la guerre du Golfe de 1991. En effet, plusieurs déterminants traditionnels de l'expansion du tourisme ont été mal orientés : l'évolution de l'emploi et du revenu disponible des ménages dans les pays industrialisés, les résultats financiers des entreprises et, de manière générale, les perspectives économiques mondiales, qui ont conduit les entreprises à réduire leurs coûts de fonctionnement. À cela se sont ajoutées les craintes d'attentats, une réduction de l'offre de transport aérien après les événements du 11 septembre 2001 aux États-Unis et, en fin d'année, une montée des tensions géopolitiques. Dans ce contexte, la légère hausse des recettes, qui s'est produite essentiellement au second semestre, mérite d'être soulignée.

Une analyse géographique, fondée sur les données du secrétariat d'État au Tourisme en termes de nombre d'arrivées sur le territoire français semble montrer que la France aurait bénéficié d'un effet de substitution. L'hexagone aurait ainsi été privilégié par des résidents de pays limitrophes ou géographiquement proches, en particulier grecs et italiens, hispaniques et en provenance du Benelux se substituant à des voyageurs non européens moins nombreux. En 2002, la France est restée le pays le plus fréquenté par les touristes internationaux, devant les États-Unis et l'Espagne. Cependant, en termes de recettes de voyages, la France s'est située au troisième rang mondial en 2001, derrière les États-Unis (aux recettes deux à trois fois supérieures) et l'Espagne. Pays de transit, la France occupe par contre la première place en termes de flux physiques de touristes non résidents. En termes de dépenses, la France s'est placée au cinquième rang mondial, loin derrière les trois principaux pays « émetteurs » de touristes internationaux, les États-Unis, l'Allemagne et le Royaume-Uni.

Parmi les autres échanges de services, on note en particulier une nouvelle contraction des flux de transports aériens (– 1,2 % en recettes, après – 9,8 % en 2001, et – 9,2 % en dépenses, après – 5,9 % en 2001) et un repli du solde des « autres services aux entreprises », à 1,9 milliard, contre 4,3 milliards en 2001, alors que ce poste constituait traditionnellement l'un des principaux points forts de la France en matière d'échanges de services.

Les revenus : fléchissement de l'excédent

Les revenus se décomposent en deux postes, les rémunérations des salariés et les revenus d'investissements, de poids inégal par le montant des flux, mais qui contribuent tous deux fortement à l'excédent du compte de transactions courantes.

Les rémunérations des salariés sont caractérisées par un écart très important entre les recettes et les dépenses, les premières étant près de huit fois supérieures aux secondes. Ce déséquilibre, qui reflète notamment les écarts de salaire et de prix entre les provinces frontalières françaises et les pays limitrophes (Suisse, Belgique, Luxembourg, Allemagne, voire Italie du nord) ainsi que le rapport entre les populations concernées, s'est encore accentué en 2002, avec des recettes en hausse de 7,9 % et un solde en progression de 0,6 milliard, malgré le ralentissement de la croissance et la détérioration du marché du travail en Europe.

En revanche, le solde des revenus d'investissements s'est contracté de plus de 5 milliards en 2002, à 4,8 milliards, sous l'effet d'une chute des recettes en provenance de l'étranger.

Malgré la dépréciation du dollar et de nombreuses autres devises contre l'euro, les recettes de revenus d'investissements directs n'ont connu qu'un recul limité (– 4,2 %) en 2002, traduisant une stabilisation des bénéfices réinvestis et des dividendes perçus par les maisons mères françaises, hors variations de change, en dépit d'une conjoncture mal orientée dans les principaux pays d'implantation de leurs filiales. L'excédent de la ligne s'est replié de 1,1 milliard à 14,7 milliards. La dégradation du solde des revenus d'investissements de portefeuille a été beaucoup plus marquée, celui-ci affichant un déficit de 7,9 milliards d'euros, contre 4 milliards en 2001. En dépit du maintien à un niveau élevé des flux d'investissements de portefeuille français à l'étranger en 2000 et 2001, les recettes ont plafonné à 32 milliards d'euros (+ 3,7 %) en raison de la baisse des taux d'intérêt et, dans une moindre mesure, de la réduction des dividendes versés par les entreprises. Il doit notamment être souligné que le stock des bons du Trésor à court terme et autres instruments du marché monétaire, particulièrement sensible aux variations de taux, approchait 100 milliards à fin 2002, soit environ 12 % de l'encours de titres étrangers détenu par les résidents. De leur côté, les dépenses ont crû de plus de 14,4 %, suite à une progression des versements de coupons sur titres de dette publique et sur valeurs obligataires privées.

Les autres revenus d'investissements, essentiellement associés à des dépôts et crédits bancaires et autres placements et engagements à court terme, ont vu leurs flux se contracter de 19,2 % en recettes et 16,6 % en dépenses. La différence entre ces deux évolutions tient à ce que la baisse des taux à court terme a été plus marquée sur le dollar que sur l'euro, d'une part, et à la dépréciation du dollar vis-à-vis de la monnaie européenne, d'autre part.

Transferts courants : réduction du déficit

En 2002, les transferts courants nets à destination des non-résidents se sont établis à 15 milliards d'euros, dont 9,6 milliards au titre des transferts des administrations publiques et 5,4 milliards au titre des transferts des autres secteurs (IFM, ménages, entreprises…).

13. Le compte de capital : nouveau déficit

Habituellement, le compte de capital dégage un solde excédentaire grâce aux versements des fonds structurels européens (FEDER, Fonds européen de développement régional et FEOGA, Fonds européen d'orientation et de garantie agricole - section orientation) aux administrations publiques. Mais, en 2002 comme en 2001, le solde a présenté un déficit. Les transferts attribués par les fonds structurels européens ont diminué pour la deuxième année consécutive et les remises de dettes publiques au bénéfice de pays en développement (Côte d'Ivoire) et en transition (République fédérale de Yougoslavie) ont fortement progressé. A contrario, les remises de dettes des « autres secteurs » ont nettement décrû, permettant de réduire légèrement le déficit global par rapport à 2001.

14. Le compte financier : des sorties nettes en investissements de portefeuille

Contrepartie, aux erreurs et omissions près, de la capacité de financement de la nation procurée par l'excédent global du compte de transactions courantes (27,5 milliards d'euros) et du compte de capital (– 0,2 milliard), le solde débiteur du compte financier s'est établi à 30,3 milliards d'euros, dont 19,4 milliards imputables aux investissements de portefeuille, en raison principalement d'une diminution des achats de titres français par les non-résidents, et 11,7 milliards imputables aux investissements directs.

Les investissements directs : nouvelle contraction des investissements français à l'étranger mais bonne tenue des investissements étrangers en France

Le mouvement général de diminution des opérations de fusion-acquisition observé en 2001, après une année 2000 caractérisée par des flux records, s'est poursuivi en 2002. Dans ce contexte, les investissements directs français à l'étranger, qui avaient baissé de près de moitié en 2001, ont enregistré un nouveau recul, de 36 % en 2002, à 66,5 milliards d'euros, la baisse ayant été de 26 % seulement pour les pays du G7. Le phénomène de contraction des investissements directs paraît notamment lié au repli du cours des actions sur les marchés financiers des pays industrialisés, à la dégradation des résultats des entreprises multinationales — qui les a conduites à se désendetter et à recentrer leur activité plutôt que de poursuivre leurs acquisitions transfrontières — et à la détérioration des perspectives économiques mondiales.

Le tiers de la diminution des investissements français à l'étranger a porté sur les pays de la zone euro, à 26,1 milliards

d'euros, contre 50,7 milliards. La part de l'Union monétaire dans le total des flux a ainsi diminué de 10 points, à 39 %. Hors zone euro, les investissements français ont été ramenés de 53,2 milliards d'euros à 40,3 milliards et ont été marqués par une baisse des prêts intra-groupes.

Les secteurs résidents du crédit, de la communication et de l'automobile ont été parmi les plus actifs en 2002.

En dépit de la diminution des flux, la France occupe, selon les résultats provisoires déjà publiés par les principaux pays du G7, le deuxième rang mondial pour les investissements directs à l'étranger en 2002, derrière les États-Unis.

Les investissements directs étrangers en France, qui avaient atteint un niveau sans précédent en 2001, n'ont fléchi que de 11 % en 2002, à 54,7 milliards d'euros. Compte tenu de la tendance mondiale, ce repli modéré apparaît comme une marque de confiance des investisseurs étrangers dans le potentiel de l'économie française. L'évolution de la composition des flux d'investissement par nature d'opération renforce encore le sentiment que le territoire français constitue un espace attractif en vue d'une implantation durable. En effet, alors que les opérations en capital social hors investissements immobiliers — fusions-acquisitions, prises de participations et augmentations de capital — s'étaient élevées à 18,1 milliards d'euros en 2001, soit 29 % des flux, elles ont augmenté de 38 % en 2002, à 24,9 milliards, représentant 45 % des flux. Quant aux investissements immobiliers, ils ont représenté 12,6 % des flux d'investissements directs étrangers en France en 2002, contre 4,4 % en 1999.

Les investissements en provenance de la zone euro ont diminué de 12,5 milliards d'euros à 25,1 milliards - repli des mises en places nettes de prêts intra-groupes -. La part de l'Union monétaire a été de ce fait ramenée de 61 % à 46 %. En revanche, les investissements issus de l'extérieur de la zone euro se sont accrus de 5,6 milliards d'euros, à 29,6 milliards, à la suite d'une vive progression des opérations en capital social, provenant pour une large part du Royaume-Uni.

Par le montant des investissements directs reçus de l'étranger, la France se situerait en 2002 au premier rang mondial, devant la Chine, compte tenu de la forte baisse des investissements étrangers aux États-Unis et au Royaume-Uni. Dans ces deux derniers pays, la baisse s'explique toutefois par des remboursements nets de prêts intra-groupes recensés en « autres opérations », qui viennent en déduction des entrées. En termes uniquement d'opérations en capital social, la France occuperait la deuxième place, à 31,8 milliards d'euros, derrière les États-Unis, à 60,8 milliards.

Les investissements de portefeuille : diminution des achats de titres français par les non-résidents

Renouant avec l'évolution enregistrée au cours de la seconde moitié des années 1990, les investissements de portefeuille ont présenté un solde débiteur de 19,4 milliards d'euros, au lieu d'un solde créditeur de 24 milliards en 2001. Les non-résidents ont en effet sensiblement restreint leurs achats de titres français, à 65,4 milliards d'euros, contre 119 milliards.

Les achats d'obligations, qui ont constitué la quasi-totalité des flux nets des non-résidents sur titres français, se sont contractés de 30 %, à 66,8 milliards d'euros. Sur le marché obligataire, les titres français ont été défavorisés par le resserrement des écarts de taux entre les titres français et les titres émis aux États-Unis et dans plusieurs pays de la zone euro, tels l'Italie, l'Espagne, la Belgique ou la Grèce. La baisse des achats d'obligations a particulièrement affecté les valeurs émises par le secteur privé non bancaire, à 11 milliards d'euros, contre 41,3 milliards, ce secteur ayant fortement réduit son « offre » par souci d'assainissement financier.

Les non-résidents ont procédé à des ventes nettes d'actions et de titres d'OPCVM pour 4,8 milliards d'euros, alors qu'ils en avaient acquis à hauteur de 15,2 milliards en 2001. Les investisseurs internationaux ont vraisemblablement arbitré en partie en faveur d'actions étrangères. Parmi les principaux indices boursiers, le « CAC 40 » a en effet enregistré le plus fort recul, à – 33,8 %, à l'exception de l'indice allemand DAX (– 44,1 %). Enfin, les non-résidents ont réduit de 4,7 milliards d'euros, à 3,4 milliards, leurs achats d'instruments du marché monétaire.

Si les résidents n'ont que modérément réduit leurs achats de titres étrangers par rapport à 2001, à 84,3 milliards d'euros, contre 95 milliards, le contexte d'incertitude accrue les a conduits à accentuer leur préférence pour les titres émis dans la zone euro (« intra »), qui a recueilli 85 % de leurs achats nets, contre 64 % l'année précédente. Sur les obligations, qui ont représenté 71 % des flux nets sur titres étrangers, les résidents ont même procédé à des dégagements sur valeurs « extra » pour plus de 5 milliards d'euros, au bénéfice de valeurs « intra » qu'ils ont acquises à hauteur de plus de 65 milliards. Ces acquisitions ont privilégié les obligations publiques et se sont orientées en particulier vers l'Italie et l'Espagne, dans une stratégie d'anticipation de resserrement des taux au sein de l'Union monétaire.

Les « autres investissements » (dépôts-crédits) : réduction des engagements nets

Poursuivant le mouvement initié en 2001, les « autres investissements » se sont soldés par des sorties de 8,9 milliards d'euros, après 23,4 milliards. La position débitrice dépôts-crédits des institutions financières monétaires (IFM) résidentes s'est légèrement redressée, sous l'effet d'une diminution de 3,9 milliards des engagements nets en devises, partiellement compensée par une augmentation de 0,8 milliard des engagements nets en euros.

Des entrées nettes sur produits financiers dérivés

Ce poste, qui recense les paiements (primes, appels de marge) relatifs à des achats ou ventes de contrats d'options de toute nature, ainsi que les paiements d'intérêts sur swaps, s'est soldé par des entrées de 5,5 milliards d'euros, au lieu de 2,8 milliards en 2001.

Réduction des avoirs de réserve

Recensés conformément à la définition retenue par l'Eurosystème pour l'établissement de la balance des paiements — c'est-à-dire en excluant les avoirs en devises détenus vis-à-vis des résidents de la zone euro —, les avoirs de réserve bruts se sont contractés de 4,2 milliards d'euros, en raison principalement de la diminution de 4,9 milliards des avoirs en devises, la position de réserve envers le Fonds monétaire international (FMI) augmentant, pour sa part, de 0,6 milliard d'euros.

15. La balance des paiements de la zone euro

En raison de l'existence de l'Union monétaire, la balance des paiements française constitue, pour sa sous partie Extra Union monétaire, une fraction importante de la balance de la zone monétaire Euro, la Banque centrale européenne et le Système européen de banques centrales (SEBC) en étant l'institution monétaire émettrice. Ainsi l'évolution monétaire et financière de la France n'est plus totalement autonome de celle de l'ensemble de ses partenaires. La Balance des Paiements de l'Union monétaire devient seule véritablement significative à l'égard du reste du Monde, une fraction majeure des flux retracés dans les balances des douze devant dorénavant être considérée comme des opérations internes à l'Union monétaire.

Un compte de transactions courantes légèrement excédentaire

Le solde du compte de transactions courantes a été excédentaire de 61,7 milliards d'euros en 2002 (0,9 % du PIB), alors qu'il était déficitaire (après révision) de 19,3 milliards en 2001 (0,3 % du PIB), tous les postes ayant contribué au redressement du solde.

Les échanges de biens et services, hors flux « intra-zone », ont représenté 14 % du PIB de l'Union monétaire en 2002, traduisant un degré d'ouverture sensiblement supérieur à celui des États-Unis et du Japon (9 %).

L'accroissement de l'excédent des biens, à 133,3 milliards d'euros, au lieu de 75,4 milliards en 2001, tient à une contraction de 3,3 % des importations, associée à une progression de 2,6 % des exportations.

D'après les indices de valeur unitaire calculés par la BCE, la contraction des importations en valeur résulte de la combinaison d'une baisse des prix à l'importation, due à l'appréciation de l'euro contre la plupart des devises, et d'une diminution des volumes importés, en particulier pour les biens d'équipement, en liaison avec le ralentissement de la demande interne. S'agissant de la progression des exportations en valeur, elle résulte d'une hausse sensible des volumes, dans la mesure où les prix des biens exportés ont enregistré une baisse en 2002, les exportateurs de la zone ayant comprimé leurs marges pour compenser en partie l'appréciation de l'euro.

Selon les ventilations géographiques établies par Eurostat, les importations en valeur ont principalement diminué avec les États-Unis (– 13 %), le Royaume-Uni (– 9,2 %) — partenaires envers lesquels l'excédent a le plus augmenté — et le Japon (- 10,4 %). Les importations en provenance des pays en passe d'adhérer à l'Union européenne se sont accrues de 5,3 %. C'est précisément vers ces pays que les exportations de la zone euro ont le plus progressé (+ 5,8 %), suivis par les pays d'Asie hors Japon (+ 3 %). Les exportations se sont en revanche contractées de 13,5 % vers l'Amérique latine, en liaison avec le ralentissement économique subi par certains pays comme l'Argentine.

Le solde des services est passé d'un déficit de 3,7 milliards d'euros à un excédent de 11 milliards, sous l'effet conjugué d'une diminution de 2,4 % des dépenses et d'une augmentation de 2,1 % des recettes, tandis que le déficit des transferts courants, principalement vis-à-vis des institutions de l'Union européenne, s'est allégé de 5,2 milliards d'euros, à - 46 milliards. Enfin, le déficit des revenus s'est réduit de 3,2 milliards d'euros, à - 36,6 milliards, dans un contexte de contraction des flux, de 15 % en dépenses et de 16 % en recettes, en liaison avec la baisse concomitante des taux d'intérêt et des profits des entreprises.

Après prise en compte de l'excédent du compte de capital (11,8 milliards d'euros), la zone euro a dégagé en 2002 une capacité de financement de 73,5 milliards d'euros vis-à-vis de l'extérieur (soit 1 % du PIB), au lieu d'un besoin de financement de 9,8 milliards en 2001 (0,1 % du PIB).

Au sein du compte financier, les investissements de portefeuille ont dégagé un solde positif de plus de 110 milliards d'euros.

Si le compte financier a fait apparaître au total un solde débiteur, le cumul des opérations d'investissements directs et de portefeuille a, pour la première fois depuis la création de la zone euro en 1999, dégagé des entrées de capitaux, permettant à la balance de base de présenter un solde créditeur de 124,7 milliards d'euros, contrastant avec le solde débiteur de 51,2 milliards enregistré en 2001.

Le solde débiteur des investissements directs s'est, à nouveau, fortement réduit, à 45,5 milliards d'euros, contre 102,6 milliards, du fait notamment d'une diminution de plus de 60 milliards des prêts des maisons mères de la zone à leurs filiales à l'étranger. Le recul des investissements de l'étranger (– 18 %) a été moins marqué que celui des investissements à l'étranger (– 33 %).

Les entrées sous forme d'investissements de portefeuille se sont accrues, à 110,6 milliards d'euros, au lieu de 64,7 milliards. Sur titres émis hors zone euro, les résidents de la zone euro ont été vendeurs nets, pour 9,7 milliards d'euros, alors qu'ils avaient été acheteurs nets à hauteur de 291 milliards en 2001. Les instruments du marché monétaire ont en particulier fait l'objet de ventes massives, de 128,6 milliards, contre des achats de 22,6 milliards. En outre, les achats d'actions et d'obligations ont respectivement diminué de 67,5 milliards et de 82 milliards. Sur les titres émis dans la zone euro, les non-résidents ont ramené leurs achats nets à 100,9 milliards, contre 355,7 milliards. Ils ont inversé leur comportement sur obligations, des ventes de 53,9 milliards ayant succédé à des achats de 115,1 milliards, et fortement réduit leurs achats d'actions, à 89,2 milliards, contre 233,2 milliards. En revanche, les achats d'instruments du marché monétaire ont bondi à 65,6 milliards, contre 7,4 milliards en 2001.

Les autres investissements ont enregistré des sorties nettes de 186,7 milliards d'euros. Après plusieurs années de dégradation de la position dépôts-crédits des institutions financières monétaires (IFM) — au total, 347,3 milliards de hausse des engagements nets de 1999 à 2001 —, celle-ci s'est fortement améliorée en 2002, leurs engagements nets ayant diminué de 137,8 milliards.

Enfin, les avoirs de réserve ont progressé de 2,2 milliards d'euros.

16. La position extérieure de la France

Le solde créditeur de la position extérieure de la France, calculée en valeur de marché, s'est réduit en 2002, consécutivement à la baisse des marchés boursiers. La position extérieure nette en valeur de marché (+ 182,3 milliards d'euros à fin 2002, contre + 240,8 milliards à fin 2001) se rapproche ainsi de la position nette en valeur comptable, qui, à l'inverse, s'est accrue (à + 110,5 milliards d'euros, contre + 21,2 milliards l'année précédente).

Alors que le compte financier de la balance des paiements enregistre des placements nets à l'étranger pour un montant de 30,3 milliards d'euros en 2002, les effets de valorisation se traduisent par une diminution de la valeur des avoirs des résidents à l'étranger supérieure de 88,8 milliards à celle enregistrée par les non-résidents sur leurs avoirs en France. Au total, la position extérieure nette de la France en valeur de marché se contracte de 58,5 milliards.

L'évolution de la position extérieure de la France peut se décomposer de la façon suivante :

– la position nette d'investissements directs a diminué de 30 %, du fait notamment de la baisse de la valeur des investissements français à l'étranger. Elle reste néanmoins créditrice à hauteur de 311 milliards d'euros ;

– le solde débiteur de la position-titres s'est en revanche substantiellement réduit de nouveau (+ 87,1 milliards d'euros) pour revenir à – 148,5 milliards. Cette évolution résulte notamment des cessions nettes de titres français par les non-résidents, parallèlement à la baisse du marché parisien ;

– le solde créditeur de la position sur produits financiers dérivés a diminué, passant de 5,6 à 0,6 milliard d'euros ;

– la position débitrice des autres investissements a continué à s'améliorer, passant de 42,9 milliards d'euros à fin 2001 à - 39,7 milliards à fin 2002 ;

– les avoirs de réserve ont diminué de 7,8 milliards d'euros.

Comme l'année précédente, le solde net créditeur résulte d'une position débitrice en euros (190,2 milliards d'euros) et créditrice en devises (372,5 milliards d'euros).

2
○ Méthodologie

21. Règles de présentation et d'établissement

211. Présentation

La balance des paiements obéit aux règles de la comptabilité générale (en partie double). Un chiffre positif - inscrit en crédit - traduit une diminution des avoirs, qu'ils soient réels (exportations de biens et services), financiers ou monétaires (investissements étrangers en France, prêts accordés par des non-résidents à des résidents...).

Par conséquent, sont retracées au crédit les diminutions d'actifs et au débit les augmentations d'actifs, et ce pour toutes les catégories d'actifs.

La présence en plus d'une rubrique « total », qui permet d'établir la stricte égalité entre total des crédits et total des débits, est rendue nécessaire par le fait que les opérations économiques et leurs contreparties monétaires sont enregistrées à partir de documents différents.

212. Établissement

La méthode suivie pour l'établissement de la balance des paiements de la France consiste, dans un premier temps, à recenser les règlements entre notre pays et l'extérieur et à dresser un « état des règlements ». Dans un second temps, la

prise en compte des transactions sur marchandises et des décalages chronologiques existant entre la réalisation des opérations économiques et leur paiement, permet de transformer l'« état des règlements » pour aboutir à une balance des paiements en termes de transactions. Les bénéfices réinvestis désormais introduits, viennent modifier les flux d'investissements directs et en contrepartie, les flux de revenus des investissements. Cette modification n'est que la plus évidente des modifications statistiques supplémentaires apportées à l'« état des règlements ».

Compte tenu de l'importance des échanges commerciaux par rapport au total des recettes et dépenses de la balance des paiements, et en raison de l'existence d'une statistique spécifique du commerce extérieur, les modifications apportées à l'état des règlements concernent essentiellement les marchandises et leur financement (termes de paiements, soit prêts et crédits commerciaux).

Depuis 2002 suite à la mise en circulation de l'Euro fiduciaire (pièces et billets de banques) en lieu et place des anciennes dénominations nationales (Franc Lire,...) de l'Euro - monnaie unique - les informations concernant les voyages sont issues de l'usage d'enquêtes particulières régulières auprès des résidents (dépenses à l'étranger) et auprès des non-résidents (voyageurs en France).

22. Les résultats

221. Classement des agents

Les agents résidents sont regroupés au sein de quatre secteurs :

– le secteur bancaire (ensemble des banques exerçant leur activité en France : Crédit national pour ses activités ne relevant pas du secteur public) ;

– le secteur des Administrations (Gouvernement français et ses démembrements : administrations publiques, collectivités locales et représentations à l'étranger : ambassades, consulats, Banque de France, Caisse Française de Développement, Crédit national pour son activité de gestionnaire des prêts et dons du Gouvernement français aux gouvernements étrangers) ;

– le secteur des autorités monétaires : Banque de France (et certaines fonctions de l'Etat) pour son rôle dans la gestion des réserves et avoirs et engagements officiels autres ;

– le secteur privé non bancaire renommé « Autres secteurs » (agents économiques non inclus dans les deux secteurs précédents, à savoir, entreprises non financières, ménages et institutions à but non lucratif, assurances, OPCVM monétaires et OPCVM à long terme).

Pour les besoins du recensement statistique, les agents non-résidents sont classés en fonction de la nature du compte ouvert à leur nom par le système bancaire français. On distingue :

– les correspondants étrangers (instituts d'émission, banques, organismes internationaux à caractère financier) ;

– les clients non-résidents (autres agents non-résidents).

222. Transactions et règlements

Les échanges entre résidents et non-résidents peuvent être saisis soit au moment de leur réalisation, soit lors de leur règlement. Dans le premier cas, l'approche est dite en transactions, et dans le second cas en règlements. La première approche privilégie l'aspect économique des relations internationales. La constatation statistique se fait à partir de la connaissance de l'opération économique elle-même. La seconde approche privilégie l'aspect monétaire des relations internationales, la constatation statistique d'un échange se faisant à partir de la connaissance des flux d'actifs monétaires.

Le premier concept de balance est aujourd'hui appliqué par tous les pays membres du FMI, conformément aux recommandations de cet organisme. Il présente l'avantage de faire apparaître les flux économiques en les distinguant des termes de paiements (avances à la commande, crédits commerciaux, termaillage).

Dès 1948, la France a pu dresser à titre expérimental une balance des paiements de type économique en substituant aux règlements de marchandises les mouvements physiques de biens. Plus tard, cette méthodologie a été affinée, ce qui a rendu possible la publication en 1972, conjointement avec la balance traditionnelle en termes de règlements, d'une balance en transactions. En 1976, cette dernière est devenue la seule publication officielle.

Depuis l'année 1995, le V^{ème} Manuel du FMI est devenu la nouvelle base méthodologique de la balance des paiements.

223. Sources

La balance des paiements française est établie à partir :

– des règlements entre la France et l'étranger collectés auprès des secteurs bancaire, public et privé non bancaire ;

– de différents états d'encours des opérations bancaires retraçant les relations entre résidents et non-résidents ;

– des données exogènes provenant de l'administration des Douanes, et de diverses administrations.

– d'une enquête par la Banque de France (Direction de la balance des paiements), auprès d'un échantillon d'entreprises permettant d'obtenir les évolutions des crédits commerciaux et avances à la commande des exportateurs et des importateurs résidents, et ainsi d'obtenir une décomposition de l'écart entre règlements et transactions de marchandises ;

– d'enquêtes annuelles portant sur les investissements directs des résidents à l'étranger et des non-résidents en France permettant aussi bien l'établissement de la position extérieure que la détermination détaillée des stocks des investissements directs français à l'étranger qu'étrangers en France.

La balance des paiements et la position extérieure de la France sont ainsi élaborées grâce aux déclarations effectuées par plus de 400 établissements de crédit et près de 3 570 entreprises (786 déclarants directs généraux, dont Assurances et Compagnies aériennes, 1 565 déclarants directs partiels et un échantillon de 1 219 entreprises pour l'enquête sur les avances à la commande et les crédits commerciaux avec l'étranger), ainsi que par un échantillon d'OPCVM fournissant des déclarations sur leurs placements à court terme à l'étranger.

Des informations sont également reçues des administrations publiques, des institutions financières non soumises à la loi bancaire telles que la Banque de France, l'IEOM [1], l'IEDOM, la Caisse française de développement ainsi que de la Compagnie française d'assurance pour le commerce extérieur.

Règlements

Sous réserve des particularités qui s'attachent à la ligne « Marchandises générales », aux crédits commerciaux et aux bénéfices réinvestis, les montants repris dans les autres rubriques expriment, de manière générale, les règlements recensés. Ces statistiques proviennent donc des personnes morales ayant réalisé les transferts entre résidents et non-résidents. Il s'agit :

– des banques qui sont tenues de rendre compte des règlements entre résidents et non-résidents ;

– de différents organismes publics habilités à engager des dépenses ou à encaisser des recettes directement de l'étranger, pour leur compte propre ou pour celui de tiers ;

– d'entreprises qui détiennent des avoirs en devises à l'étranger, utilisent des procédures de règlements compensés ou effectuent avec l'étranger au titre des biens et services des règlements dont le montant excède au cours d'une année civile 152 millions d'euros et qui, en conséquence, doivent rendre compte directement des opérations ainsi effectuées.

Données exogènes

La ligne « Marchandises générales » est établie à partir des statistiques du commerce extérieur publiées par la Direction générale des douanes et droits indirects[2].

---

[1] La Banque de France élabore pour les besoins de la Nouvelle-Calédonie et de la Polynésie Française des balances de paiements spécifiques qui ont aussi pour vocation de contribuer à l'élaboration de la Balance des paiements transmise au FMI.

[2] Les données reproduites dans cette partie tiennent compte de la modification substantielle de contenu des données douanières qui ont fait l'objet au 1er janvier 1997 d'une modification de périmètre territorial : les statistiques du commerce extérieur incluent les relations extérieures des départements d'Outre-mer (pas les territoires d'Outre-mer). Les chiffres des années antérieures ont été rectifiés en conséquence. Le territoire de la Balance des paiements publié est ainsi en cohérence avec celui du territoire Douanier.

Traitement de l'écart règlements - transactions

La prise en compte des « termes de paiement » - pour le passage des règlements aux transactions - tient compte des conséquences de la mise en place du marché unique européen depuis le 1.1.1993 et du système Intrastat de recensement des échanges de marchandises à l'intérieur de la Communauté européenne qui l'accompagne.

Ce passage s'est notamment traduit par des simplifications de déclaration de la part des opérateurs économiques redevables, et par l'amélioration de la prise en compte des opérations dites « sans paiement ».

Une enquête spécifique auprès d'un échantillon d'entreprises et relative aux encours de crédits commerciaux et d'avances à la commande a été mise en place pour pallier cette suppression. Les résultats de l'enquête permettent désormais de ventiler l'écart résiduel entre règlements et transactions de marchandises et de servir différentes rubriques, crédits commerciaux et avances à la commande à l'exportation et à l'importation.

224. Unité d'évaluation

La balance des paiements est établie en euros depuis 1999. Toutefois, les transactions en devises sont en premier lieu comptabilisées dans la monnaie considérée et sont par la suite converties en euros sur la base du cours moyen coté officiellement le jour de l'opération.

En ce qui concerne les flux de capitaux à long terme (crédits commerciaux, prêts à l'étranger et de l'étranger) et à court terme du secteur bancaire et du secteur public, ceux-ci sont, tout d'abord, calculés en rapprochant les encours de début et de fin de période exprimés dans la devise considérée. Ils sont ensuite valorisés au cours moyen de la devise contre euro pour la période considérée (mois ou trimestre).

225. Description analytique des tableaux

Le tableau 2 (balance générale des paiements) est la reproduction de la balance annuelle publiée dans le document « Balance des paiements entre la France et l'extérieur » sous le double timbre du ministère de l'Économie, des Finances et de l'Industrie (Direction du Trésor) et de la Banque de France (Direction générale des études et des relations internationales).

On remarquera que la rubrique « Marchandises générales » diffère de la grandeur correspondante donnée par les statistiques du commerce extérieur, en raison de l'introduction d'un certain nombre de termes correctifs (passage du concept territorial aux concepts résidents et non-résidents, évaluation des prix FAB, élimination de certains ajustements de prix effectués par la douane et des transactions sans paiement, à l'exclusion de celles avec transfert de propriété).

226. Principaux soldes d'analyse utilisés

Bien que l'équilibre comptable de la balance des paiements soit, par construction, assuré par la méthode d'enregistrement des flux, on parle néanmoins à son propos d'« excédent » ou de « déficit », parce qu'on tire des soldes intermédiaires pour en analyser la structure (transactions courantes, financement...). L'utilisation habituelle des expressions « déficit » ou « excédent » ne doit pas forcément entraîner comme conclusion que les résultats sont mauvais ou bons, comme c'est parfois le cas.

Un solde aboutit en effet à résumer en un seul chiffre des phénomènes complexes, ne représentant qu'un point de vue particulier de l'analyse économique et monétaire. Sous ces réserves, il paraît utile de souligner l'intérêt de quelques soldes :

– certains sont tirés directement de la présentation de la balance des paiements : solde des transactions courantes, soldes des mouvements de capitaux à long terme et à court terme ;

– d'autres sont construits en vue de faire référence à la comptabilité nationale : solde des biens et services (= solde des marchandises + solde des services), somme des soldes des transactions courantes et des transferts en capital qui donne une valeur approximative de la capacité ou du besoin de financement de la Nation ;

– enfin, le solde à financer (solde des transactions courantes + solde des transferts en capital + net des investissements directs) se substitue au solde de la balance économique, tandis que le nouveau solde de la balance globale, somme des soldes des transactions courantes, des transferts en capital et des mouvements de capitaux à l'exclusion de ceux imputables au secteur bancaire et au secteur officiel, donne une approximation de la création monétaire imputable à l'extérieur au cours de la période considérée (aux opérations extérieures des OPCVM près).

3 ○ Définitions

Balance des paiements

La balance des paiements d'un pays est un état statistique, dressé à intervalles de temps réguliers, dont l'objet est de retracer sous une forme comptable l'ensemble des flux d'actifs réels, financiers et monétaires entre les résidents d'une économie et les non-résidents au cours d'une période déterminée.

La balance des paiements de la France est élaborée, par délégation de la Direction du Trésor, par la Banque de France (Direction générale des études et des relations internationales - Direction de la balance des paiements).

Compte de transactions courantes ou paiements courants

Ce sont les postes :

Marchandises (balance commerciale FAB/FAB),

Services (dont voyages),

Revenus des facteurs,

Transferts unilatéraux (notamment transferts d'économies de travailleurs, dons du secteur privé, dépenses de coopération du secteur public, opérations avec les communautés européennes).

Compte de capital

Comprend les transferts de capital (remises de dettes, aides à l'investissement, y compris de la CEE, transferts d'épargne de migrants) et les échanges d'actifs incorporels non produits (brevets, droits d'auteurs, marques..).

Compte financier

Comprend les investissements directs (y compris désormais les bénéfices réinvestis et les flux de prêts et crédits à long et à court terme entre maisons mère et filiales), les investissements de portefeuilles (actions, obligations, bons de toutes échéances et opérations sur produits dérivés) et les autres investissements (avoirs et engagements autres de toutes natures, en détaillant les relations de crédit commerciales).

Investissements directs français à l'étranger et étrangers en France

Ce poste regroupe les investissements directs des secteurs bancaires et autres secteurs.

Il reprend, pour ce qui concerne les investissements français à l'étranger (la définition serait symétrique pour les investissements étrangers en France) :

• *Au débit les opérations afférentes* :

– à la création de succursales par des entreprises résidentes, que ces entreprises soient des sociétés ou appartiennent à des personnes physiques ;

– à la souscription d'actions en nombre suffisant, lors de la constitution de sociétés non-résidentes, pour assurer le contrôle de ces sociétés à un résident, société ou particulier ;

– à l'achat d'actions de sociétés non-résidentes déjà constituées, en nombre suffisant pour assurer le contrôle de ces sociétés à un résident, société ou particulier ;

– à l'achat de biens immobiliers par des résidents (sociétés ou particuliers) ;

– aux prêts et crédits à court et à long terme entre maisons-mères et filiales ;

– au maintien dans la société non-résidente contrôlée de la partie des bénéfices dégagés qui n'ont pas fait l'objet d'une mise en distribution (dividendes ou autre formule).

• *Au crédit, la liquidation de ces investissements.*

En pratique la notion de contrôle est difficile à apprécier. Les montants retenus en balance des paiements correspondent en règle générale, aux opérations qui conduisent à une participation dans l'entreprise étrangère égale ou supérieure à 10 % du capital.

Non-résidents

Personnes physiques :

a) les personnes, quelle que soit leur nationalité, française ou étrangère, qui ont leur domicile principal à l'étranger[1] ;

b) les fonctionnaires et militaires étrangers en poste en France[2].

Personnes morales :

a) les personnes morales (françaises ou étrangères) pour leurs seuls établissements situés à l'étranger, à l'exception, pour les françaises, des personnes morales résidentes énumérées en b ci-dessous ;

b) les ambassades, missions diplomatiques et consulats étrangers en France ainsi que les unités d'armée étrangère venant à séjourner en France ;

c) les organismes internationaux de caractère inter-gouvernemental installés en France.

OCDE

L'Organisation de coopération et de développement économique (OCDE) a succédé à l'OECE, fondée pour gérer l'aide américaine d'après-guerre (plan Marshall). L'OCDE regroupe une trentaine de pays : toute l'Europe occidentale et l'Amérique du nord, plus le Japon, l'Australie, la Nouvelle-Zélande, la Corée et, depuis 1995 et 1996, certains pays d'Europe centrale (République tchèque, Hongrie, Pologne). L'OCDE, principal rassembleur de statistiques sur les pays développés, siège à Paris.

Pays du Maghreb

Algérie, Maroc, Tunisie.

Pays de l'OPEP

L'Organisation des pays exportateurs de pétrole (OPEP) a été créée en 1960. Elle regroupe l'Algérie, l'Arabie Saoudite, les Émirats Arabes unis, le Gabon, l'Indonésie, l'Iran, l'Irak, le Koweit, la Libye, le Nigéria, le Qatar et le Vénézuéla.

Pays de la zone franc

Burkina Faso, Bénin, Cameroun, République centrafricaine, Congo, Côte d'Ivoire, Comores, Gabon, Guinée équatoriale, Guinée Bissau, Mali, Niger, Sénégal, Tchad, Togo.

Réserves internationales

Elles comprennent les droits de tirage spéciaux (DTS), les disponibilités au fonds monétaire international et les réserves en devises.

Résidents

Personnes physiques :

a) les personnes, quelle que soit leur nationalité, qui ont leur domicile principal en France, à l'exception des fonctionnaires et militaires étrangers en poste en France qui sont non-résidents quelle que soit la durée de leur mission ;

b) les fonctionnaires et militaires français en poste à l'étranger ;

c) les fonctionnaires français mis à la disposition d'une organisation internationale ou de tout autre employeur non-résident.

Personnes morales :

a) les personnes morales (françaises ou étrangères) pour leurs seuls établissements situés en France, à l'exception des personnes morales non-résidentes énumérées (cf. parties b et c des non-résidents) ;

b) les ambassades, missions diplomatiques, consulats français à l'étranger et les unités de l'armée française stationnées à l'étranger.

[1] Les personnes physiques acquièrent la qualité de résident dès lors qu'elles sont en mesure de justifier leur installation effective en France. Le critère de domicile principal doit toujours prévaloir sur celui de l'activité professionnelle.

[2] Par « France » il faut entendre France métropolitaine, la Principauté de Monaco, les départements d'Outre-mer et les collectivités territoriales à statut particulier de Mayotte et Saint-Pierre-et-Miquelon.

4

○ Sources de documentation

Ce chapitre a été réalisé avec la collaboration de la direction du Trésor du ministère de l'Économie, des Finances et de l'Industrie et la direction générale des Études et des Relations Internationales de la Banque de France.

Organismes :

– Banque de France : direction de la Balance des paiements.

– Ministère de l'Économie, des Finances et de l'Industrie : direction du Trésor.

– Fonds monétaire international (FMI).

– UE : Union européenne.

Sites Internet :

– www.banque-france.fr

– www.finances.gouv.fr

Publications :

Banque de France

Bulletin de la Banque de France :

– « L'élaboration de la balance des paiements et de la position extérieure de la zone euro », n° 107, novembre 2002 ;

– « Les balances des paiements nationales en Union monétaire », n° 55, juillet 1998 ;

– « Intégration des bénéfices réinvestis dans les flux de balance des paiements », n° 40, avril 1997 ;

– « Obligations statistiques pour l'Union monétaire », n° 36, décembre 1996 ;

– « Les soldes utilisés dans l'analyse de la balance des paiements et de la position extérieure d'un pays », n° 17, mai 1995 ;

– « Le V^ème manuel du FMI : une nouvelle présentation de la balance des paiements et de la position extérieure », n° 14, février 1995.

Ministère de l'Économie des Finances et de l'Industrie, direction du Trésor

Banque de France, direction générale des Études et des Relations internationales

Balance des paiements et la position extérieure de la France - année 2002 : document accompagné d'un volume d'annexes enrichi d'année en année et portant notamment sur les relations bilatérales de la France et les flux et les stocks d'investissements directs sectorisés (10 ans).

Ministère de l'Économie des Finances et de l'Industrie, direction des Relations avec les publics et de la Communication

Notes bleues de Bercy :

– « Balance des paiements en 2001 », n^os 229-230, mai 2002 ;

– « Les investissements directs étrangers dans les pays d'Europe Centrale et Orientale (PECO) », n° 227, avril 2002.

Fonds monétaire international

– « *Balance of payments statistics* »,. Publiée sous forme trimestrielle et annuelle pour tous les États membres du FMI.

Eurostat, OSCE

– « Balance des paiements de la France ». Les balances des paiements des États membres de la CEE sont présentées dans le Bulletin d'Eurostat, d'une part sous forme trimestrielle, d'autre part sous forme annuelle rétrospective.

5

○ Tableaux

Des tableaux supplémentaires sont disponibles sur le cédérom (cf. liste en fin d'annuaire).

TABLEAU O.02-1

Soldes (1) de la balance des paiements

Sources : Ministère de l'Économie, des Finances et de l'Industrie (Direction du Trésor)
Banque de France (Direction générale des études et des relations internationales)

Unité : Million d'euros

Titres, postes, rubriques	1997	1998	1999	*r* 2000	*r* 2001	2002
1. COMPTE DE TRANSACTIONS COURANTES	**33 607**	**34 626**	**39 406**	**19 460**	**25 702**	**27 456**
1-1. Biens	**23 985**	**22 369**	**16 543**	**– 3 581**	**3 947**	**10 137**
Marchandises générales	22 528	21 085	15 153	– 3 949	3 680	10 094
Données douanières	24 989	21 974	15 467	– 3 028	3 388	9 758
Corrections	– 2 461	– 889	– 314	– 921	292	336
Avitaillement	320	258	169	– 50	– 426	– 508
Travail à façon et réparations	1 137	1 027	1 221	418	693	551
1-2. Services	**14 873**	**15 597**	**17 463**	**21 490**	**19 922**	**18 715**
Transports	201	423	909	639	924	1 125
Maritimes	– 1 102	– 1 207	– 785	– 1 040	– 680	– 613
Aériens	27	– 19	526	630	200	903
Autres	1 276	1 649	1 168	1 049	1 404	835
Voyages	8 871	9 769	12 000	14 074	13 624	13 610
Services de communication	– 28	– 10	108	200	66	571
Services de construction	1 873	2 026	1 718	1 447	1 344	1 612
Services d'assurances	216	– 367	– 205	1 771	294	– 498
Services financiers	73	– 92	– 40	– 217	– 415	– 469
Services d'informatique et d'information	32	127	97	66	167	41
Redevances et droits de licence	– 384	– 345	– 320	289	800	1 353
Autres services aux entreprises	4 991	4 853	3 915	4 200	4 267	1 889
Négoce international	3 248	2 904	3 056	3 149	3 860	3 515
Autres services commerciaux	– 1 081	– 889	– 1 002	– 1 219	– 813	– 2 503
Locations	– 73	– 129	– 312	– 449	– 636	– 634
Services divers aux entreprises	2 897	2 967	2 173	2 719	1 856	1 511
Services personnels, culturels et récréatifs	– 363	– 338	– 343	– 409	– 700	– 562
Services des administrations publiques	– 611	– 449	– 376	– 570	– 449	43
1-3. Autres biens et services	**–**	**–**	**–**	**–**	**–**	**–**
1-4. Revenus	**6 301**	**7 825**	**17 780**	**16 748**	**18 387**	**13 604**
1-4-1. Rémunérations des salariés	7 048	5 940	6 923	7 400	8 190	8 803
1-4-2. Revenus des investissements (Bénéfices réinvestis)	– 748	1 885	10 857	9 348	10 197	4 801
Investissements directs	5 051	5 494	14 907	10 099	15 851	14 747
Investissements de portefeuille	– 7 467	– 4 786	– 3 522	– 100	– 3 994	– 7 875
Autres	1 668	1 177	– 528	– 651	– 1 660	– 2 071
1-5. Transferts courants	**– 11 552**	**– 11 166**	**– 12 380**	**– 15 197**	**– 16 554**	**– 15 000**
Secteur des administrations publiques	– 7 140	– 7 334	– 7 169	– 9 144	– 9 783	– 9 641
Autres transferts	– 4 412	– 3 832	– 5 211	– 6 053	– 6 771	– 5 359
Envois de fonds des travailleurs	– 1 955	– 2 120	– 2 053	– 2 184	– 2 346	– 1 866
Autres transferts	– 2 457	– 1 712	– 3 158	– 3 869	– 4 425	– 3 493
2. COMPTE DE CAPITAL	**1 306**	**1 301**	**1 362**	**1 478**	**– 330**	**– 172**
2-1. Transferts en capital	**1 325**	**1 262**	**1 380**	**1 559**	**– 183**	**– 61**
Remises de dettes des administrations publiques	– 272	– 117	– 113	– 46	– 141	– 400
Autres transferts des administrations publiques	1 594	1 363	1 417	1 575	752	439
Remises de dettes des autres secteurs	– 52	– 40	20	– 32	– 901	– 215
Autres transferts des autres secteurs	56	56	56	62	107	115
2-2. Acquisitions d'actifs non financiers (Brevets)	**– 20**	**39**	**– 18**	**– 81**	**– 147**	**– 111**
3. COMPTE FINANCIER	**– 38 292**	**– 45 509**	**– 37 473**	**– 32 603**	**– 33 100**	**– 30 298**
3-1. Investissements directs	**– 11 043**	**– 15 858**	**– 75 381**	**– 145 659**	**– 42 224**	**– 11 732**
Français à l'étranger	**– 31 662**	**– 43 720**	**– 119 069**	**– 192 603**	**– 103 899**	**– 66 459**
Capital social	– 16 077	– 21 620	– 82 363	– 151 101	– 60 873	– 29 253
Bénéfices réinvestis	– 1 665	– 4 777	– 11 676	– 7 800	– 7 380	– 7 404
Autres opérations	– 13 920	– 17 323	– 25 030	– 33 702	– 35 646	– 29 802
Étrangers en France	**20 619**	**27 862**	**43 688**	**46 944**	**61 675**	**54 727**
Capital social	11 575	15 228	18 228	29 861	23 086	31 758
Bénéfices réinvestis	476	1 819	1 788	2 628	2 436	2 652
Autres opérations	8 569	10 816	23 672	14 455	36 153	20 317

N.B. Voir note en fin de tableau.

TABLEAU O.02-1 (suite et fin)

Soldes (1) de la balance des paiements

Sources : Ministère de l'Économie, des Finances et de l'Industrie (Direction du Trésor)
Banque de France (Direction générale des études et des relations internationales)

Unité : Million d'euros

Titres, postes, rubriques	1997	1998	1999	*r* 2000	*r* 2001	2002
3-2. Investissements de portefeuille	**– 23 038**	**– 41 900**	**– 7 132**	**40 019**	**24 004**	**– 19 447**
3-2-1. Avoirs (Résidents sur titres émis par des Non-résidents)	**– 54 594**	**– 95 376**	**– 117 776**	**– 104 985**	**– 95 017**	**– 84 839**
3-2-1-1. Actions	– 8 849	– 22 206	– 19 752	– 35 434	– 21 252	– 18 543
Secteur bancaire	– 3 104	– 14 095	– 8 638	– 2 580	2 311	– 5 831
Autres secteurs (y compris OPCVM)	– 5 745	– 8 111	– 11 114	– 32 854	– 23 563	– 12 712
3-2-1-2. Obligations et assimilés	– 39 594	– 56 359	– 68 036	– 60 427	– 62 631	– 59 982
Secteur bancaire	– 22 550	– 28 087	– 25 418	– 43 059	– 15 912	– 19 830
Autres secteurs (y compris OPCVM)	– 17 044	– 27 662	– 42 618	– 17 368	– 46 719	– 40 152
3-2-1-3. Instruments du marché monétaire	– 6 151	– 17 421	– 29 988	– 9 124	– 11 134	– 6 314
Secteur bancaire	13	– 4 105	– 8 649	8 952	– 1 719	– 16 551
Autres secteurs (y compris OPCVM)	– 6 164	– 13 316	– 21 339	– 18 076	– 9 415	10 237
3-2-2. Engagements (Non-résidents sur titres émis par Résidents)	**31 556**	**53 476**	**110 644**	**145 004**	**119 021**	**65 392**
3-2-2-1. Actions et titres d'OPCVM	10 514	15 467	47 118	55 989	15 211	– 4 809
Secteur bancaire	1 045	93	2 787	– 2 368	4 428	101
Autres secteurs (y compris OPCVM)	9 470	15 374	44 331	58 357	10 783	– 4 910
3-2-2-2. Obligations et assimilés	14 508	42 089	53 906	76 387	95 647	66 764
Secteur des administrations publiques	4 966	38 665	33 635	39 625	33 024	21 915
Secteur bancaire	4 030	– 503	8 254	16 369	21 288	33 834
Autres secteurs (y compris OPCVM)	5 511	3 927	12 017	20 393	41 335	11 015
3-2-2-3. Instruments du marché monétaire	6 535	– 4 080	9 620	12 628	8 163	3 437
Secteur des administrations publiques	5 904	– 2 693	– 955	3 709	3 134	6 405
Secteur bancaire	– 625	211	7 032	3 825	14 298	– 94
Autres secteurs (y compris OPCVM)	1 255	– 1 598	3 543	5 094	– 9 269	– 2 874
3-3. Produits financiers dérivés	**3 581**	**– 356**	**– 1 314**	**5 050**	**2 784**	**5 531**
Institutions monétaires et financières	3 581	– 356	– 1 314	5 050	2 784	5 531
3-4. Autres investissements	**– 2 567**	**30 237**	**45 267**	**65 323**	**– 23 427**	**– 8 851**
3-4-1. Avoirs	**– 48 042**	**21 044**	**– 20 617**	**– 158**	**– 65 463**	**– 34 370**
3-4-1-1. Crédits commerciaux	– 8 985	– 7 212	– 3 894	1 101	744	– 975
3-4-1-2. Prêts	– 38 776	29 251	– 16 469	– 1 160	– 66 176	– 33 366
Autorités monétaires	– 365	– 23	– 8 139	– 5 743	– 14 302	– 4 327
Administrations publiques	1 319	1 752	404	553	171	1 008
Secteur bancaire	– 41 977	35 414	– 8 138	5 431	– 51 478	– 32 689
Autres secteurs	2 246	– 7 892	– 596	– 1 401	– 567	2 642
3-4-1-3. Autres avoirs	– 281	– 994	– 254	– 99	– 31	– 29
Administrations publiques	– 281	– 994	– 254	– 99	– 31	– 29
Autres secteurs	–	–	–	–	–	–
3-4-2. Engagements	**45 476**	**9 193**	**65 884**	**65 481**	**42 036**	**25 519**
3-4-2-1. Crédits commerciaux	1 909	1 660	– 1 311	3 480	– 800	– 2 078
3-4-2-2. Prêts	43 566	7 533	67 195	62 001	42 836	27 597
Autorités monétaires	117	274	26 046	– 25 591	1 305	– 1 291
Administrations publiques	4 285	107	2 706	3 209	1 577	165
Secteur bancaire	35 805	5 198	37 427	61 056	45 984	29 570
Autres secteurs	3 360	1 954	1 016	23 327	– 6 030	– 847
3-4-2-3. Autres engagements	–	–	–	–	–	–
Administrations publiques	–	–	–	–	–	–
Autres secteurs	–	–	–	–	–	–
3-5. Avoirs de réserve	**– 5 226**	**– 17 631**	**1 087**	**2 664**	**5 763**	**4 201**
Or	–	– 5 102	1 263	–	–	–
Avoirs en droits de tirages spéciaux	– 45	– 81	618	– 85	– 117	– 91
Position de réserve au FMI	– 305	– 1 270	– 984	684	– 1 136	– 603
Devises étrangères	– 4 875	– 11 178	190	2 065	7 016	4 895
Créances sur l'IME (Institut monétaire européen)	–	–	–	–	–	–
4. ERREURS ET OMISSIONS NETTES	**3 379**	**9 582**	**– 3 295**	**11 665**	**7 728**	**3 014**

(1) Soldes : crédits - débits. Présentation de la Balance des paiements selon la nouvelle méthodologie : les produits dérivés sont enlevés des investissements de portefeuille et constituent un chapitre à part dans « COMPTE FINANCIER ».

TABLEAU O.02-2

Balance des paiements (1)

Sources : Ministère de l'Économie, des Finances et de l'Industrie (Direction du Trésor)
Banque de France (Direction générale des études et des relations internationales)

Unité : Million d'euros

Titres, postes, rubriques	*r* 2001			2002		
	Crédits	Débits	**Soldes**	Crédits	Débits	**Soldes**
1. COMPTE DE TRANSACTIONS COURANTES	**526 893**	**501 191**	**25 702**	**521 615**	**494 159**	**27 456**
1-1. Biens	**328 501**	**324 554**	**3 947**	**323 460**	**313 323**	**10 137**
Marchandises générales	317 739	314 059	**3 680**	314 079	303 985	**10 094**
Données douanières	330 617	327 229	**3 388**	326 564	316 806	**9 758**
Corrections	– 12 878	– 13 170	**292**	– 12 485	– 12 821	**336**
Avitaillement	824	1 250	**– 426**	699	1 207	**– 508**
Travail à façon et réparations	9 938	9 245	**693**	8 682	8 131	**551**
1-2. Services	**89 580**	**69 658**	**19 922**	**91 225**	**72 510**	**18 715**
Transports	20 133	19 209	**924**	19 865	18 740	**1 125**
Maritimes	4 864	5 544	**– 680**	4 763	5 376	**– 613**
Aériens	8 925	8 725	**200**	8 822	7 919	**903**
Autres	6 344	4 940	**1 404**	6 280	5 445	**835**
Voyages	33 679	20 055	**13 624**	34 190	20 580	**13 610**
Services de communication	1 763	1 697	**66**	2 405	1 834	**571**
Services de construction	3 122	1 778	**1 344**	3 282	1 670	**1 612**
Services d'assurances	997	703	**294**	1 071	1 569	**– 498**
Services financiers	1 220	1 635	**– 415**	1 183	1 652	**– 469**
Services d'informatique et d'information	1 248	1 081	**167**	1 265	1 224	**41**
Redevances et droits de licence	2 910	2 110	**800**	3 434	2 081	**1 353**
Autres services aux entreprises	22 327	18 060	**4 267**	22 058	20 169	**1 889**
Négoce international	3 860	–	**3 860**	3 515	–	**3 515**
Autres services commerciaux	1 869	2 682	**– 813**	1 814	4 317	**– 2 503**
Locations	551	1 187	**– 636**	567	1 201	**– 634**
Services divers aux entreprises	16 047	14 191	**1 856**	16 162	14 651	**1 511**
Services personnels, culturels et récréatifs	1 596	2 296	**– 700**	1 603	2 165	**– 562**
Services des administrations publiques	585	1 034	**– 449**	869	826	**43**
1-3. Autres biens et services	**–**	**–**	**–**	**–**	**–**	**–**
1-4. Revenus	**89 799**	**71 412**	**18 387**	**85 583**	**71 979**	**13 604**
1-4-1. Rémunérations des salariés	9 423	1 233	**8 190**	10 166	1 363	**8 803**
1-4-2. Revenus des investissements (Bénéfices réinvestis)	80 376	70 179	**10 197**	75 417	70 616	**4 801**
Investissements directs	22 872	7 021	**15 851**	21 902	7 155	**14 747**
Investissements de portefeuille	30 828	34 822	**– 3 994**	31 956	39 831	**– 7 875**
Autres	26 676	28 336	**– 1 660**	21 559	23 630	**– 2 071**
1-5. Transferts courants	**19 013**	**35 567**	**– 16 554**	**21 347**	**36 347**	**– 15 000**
Secteur des administrations publiques	11 881	21 664	**– 9 783**	12 657	22 298	**– 9 641**
Autres secteurs	7 132	13 903	**– 6 771**	8 690	14 049	**– 5 359**
Envois de fonds des travailleurs	838	3 184	**– 2 346**	801	2 667	**– 1 866**
Autres transferts	6 294	10 719	**– 4 425**	7 889	11 382	**– 3 493**
2. COMPTE DE CAPITAL	**1 242**	**1 572**	**– 330**	**946**	**1 118**	**– 172**
2-1. Transferts en capital	**1 213**	**1 396**	**– 183**	**915**	**976**	**– 61**
Remises de dettes des administrations publiques	–	141	**– 141**	–	400	**– 400**
Autres transferts des administrations publiques	932	180	**752**	619	180	**439**
Remises de dettes des autres secteurs	2	903	**– 901**	4	219	**– 215**
Autres transferts des autres secteurs	279	172	**107**	292	177	**115**
2-2. Acquisitions d'actifs non financiers (Brevets)	**29**	**176**	**– 147**	**31**	**142**	**– 111**
3. COMPTE FINANCIER	**4 134 680**	**4 167 780**	**– 33 100**	**4 609 667**	**4 639 965**	**– 30 298**
3-1. Investissements directs	**84 179**	**126 403**	**– 42 224**	**69 380**	**81 112**	**– 11 732**
Français à l'étranger	**15 249**	**119 148**	**– 103 899**	**7 830**	**74 289**	**– 66 459**
Capital social	15 249	76 122	**– 60 873**	7 830	37 083	**– 29 253**
Bénéfices réinvestis	–	7 380	**– 7 380**	–	7 404	**– 7 404**
Autres opérations	–	35 646	**– 35 646**	–	29 802	**– 29 802**
Étrangers en France	**68 930**	**7 255**	**61 675**	**61 550**	**6 823**	**54 727**
Capital social	30 341	7 255	**23 086**	38 581	6 823	**31 758**
Bénéfices réinvestis	2 436	–	**2 436**	2 652	–	**2 652**
Autres opérations	36 153	–	**36 153**	20 317	–	**20 317**

N.B. Voir note en fin de tableau.

TABLEAU O.02-2 (suite et fin)

Balance des paiements (1)

Sources : Ministère de l'Économie, des Finances et de l'Industrie (Direction du Trésor)
Banque de France (Direction générale des études et des relations internationales)

Unité : Million d'euros

Titres, postes, rubriques	*r* 2001			2002		
	Crédits	Débits	**Soldes**	Crédits	Débits	**Soldes**
3-2. Investissements de portefeuille	**3 991 053**	**3 967 049**	**24 004**	**4 496 476**	**4 515 923**	**– 19 447**
3-2-1. Avoirs (Résidents sur titres émis par des Non-résidents)	**2 425 794**	**2 520 811**	**– 95 017**	**2 943 271**	**3 028 110**	**– 84 839**
3-2-1-1. Actions	397 879	419 131	**– 21 252**	475 040	493 583	**– 18 543**
Secteur bancaire	2 311	–	**2 311**	–	5 831	**– 5 831**
Autres secteurs (y compris tous OPCVM)	–	23 563	**– 23 563**	–	12 712	**– 12 712**
3-2-1-2. Obligations et assimilés	1 523 286	1 585 917	**– 62 631**	1 662 639	1 722 621	**– 59 982**
Secteur bancaire	–	15 912	**– 15 912**	–	19 830	**– 19 830**
Autres secteurs	–	46 719	**– 46 719**	–	40 152	**– 40 152**
3-2-1-3. Instruments du marché monétaire	504 629	515 763	**– 11 134**	805 592	811 906	**– 6 314**
Secteur bancaire	–	1 719	**– 1 719**	–	16 551	**– 16 551**
Autres secteurs	–	9 415	**– 9 415**	10 237	–	**10 237**
3-2-2. Engagements (Non-résidents sur titres émis par Résidents)	**1 565 259**	**1 446 238**	**119 021**	**1 553 205**	**1 487 813**	**65 392**
3-2-2-1. Actions et titres d'OPCVM	633 472	618 261	**15 211**	543 211	548 020	**– 4 809**
Secteur bancaire	52 562	48 134	**4 428**	66 185	66 084	**101**
Autres secteurs (y compris OPCVM)	580 910	570 127	**10 783**	477 026	481 936	**– 4 910**
3-2-2-2. Obligations et assimilés	619 376	523 729	**95 647**	605 243	538 479	**66 764**
Secteur des administrations publiques	422 757	389 733	**33 024**	427 934	406 019	**21 915**
Secteur bancaire	91 926	70 638	**21 288**	110 329	76 495	**33 834**
Autres secteurs	104 693	63 358	**41 335**	66 980	55 965	**11 015**
3-2-2-3. Instruments du marché monétaire	312 411	304 248	**8 163**	404 751	401 314	**3 437**
Secteur des administrations publiques	54 404	51 270	**3 134**	92 280	85 875	**6 405**
Secteur bancaire	141 914	127 616	**14 298**	140 180	140 274	**– 94**
Autres secteurs	116 093	125 362	**– 9 269**	172 291	175 165	**– 2 874**
3-3. Produits financiers dérivés (1)	**2 784**	**–**	**2 784**	**5 531**	**–**	**5 531**
Institutions monétaires et financières	2 784	–	**2 784**	5 531	–	**5 531**
3-4. Autres investissements	**49 781**	**73 208**	**– 23 427**	**33 385**	**42 236**	**– 8 851**
3-4-1. Avoirs	**915**	**66 378**	**– 65 463**	**3 650**	**38 020**	**– 34 370**
3-4-1-1. Crédits commerciaux	744	–	**744**	–	975	**– 975**
3-4-1-2. Prêts	171	77 935	**– 66 176**	3 650	37 016	**– 33 366**
Autorités monétaires	–	14 302	**– 14 302**	–	4 327	**– 4 327**
Administrations publiques	171	–	**171**	1 008	–	**1 008**
Secteur bancaire	–	51 478	**– 51 478**	–	32 689	**– 32 689**
Autres secteurs	–	567	**– 567**	2 642	–	**2 642**
3-4-1-3. Autres avoirs	–	31	**– 31**	–	29	**– 29**
Administrations publiques	–	31	**– 31**	–	–	**–**
Autres secteurs	–	–	**–**	–	–	**–**
3-4-2. Engagements	**48 866**	**6 830**	**42 036**	**29 735**	**4 216**	**25 519**
3-4-2-1. Crédits commerciaux	–	800	**– 800**	–	2 078	**– 2 078**
3-4-2-2. Prêts	48 866	6 030	**42 836**	29 735	2 138	**27 597**
Autorités monétaires	1 305	–	**1 305**	–	1 291	**– 1 291**
Administrations publiques	1 577	–	**1 577**	165	–	**165**
Secteur bancaire	45 984	–	**45 984**	29 570	–	**29 570**
Autres secteurs	–	6 030	**– 6 030**	–	847	**– 847**
3-4-2-3. Autres engagements	–	–	**–**	–	–	**–**
3-5. Avoirs de réserve	**6 883**	**1 120**	**5 763**	**4 895**	**694**	**4 201**
Or	–	–	**–**	–	–	**–**
Avoirs en droits de tirages spéciaux	–	117	**– 117**	–	91	**– 91**
Position de réserve au FMI	–	1 136	**– 1 136**	–	603	**– 603**
Devises étrangères	7 016	–	**7 016**	4 895	–	**4 895**
Créances sur l'IME (Institut monétaire européen)	–	–	**–**	–	–	**–**
4. ERREURS ET OMISSIONS NETTES	**7 728**	**–**	**7 728**	**3 014**	**–**	**3 014**
TOTAL GÉNÉRAL	**4 670 676**	**4 670 676**	**–**	**5 135 242**	**5 135 242**	**–**

(1) Présentation de la Balance des paiements selon la nouvelle méthodologie : les produits financiers dérivés sont enlevés des investissements de portefeuille et constituent un chapitre à part dans « COMPTE FINANCIER ».

TABLEAU O.02-3

Transactions (1) entre la France, l'UE, l'OCDE et l'OPEP en 2002

Sources : Ministère de l'Économie, des Finances et de l'Industrie (Direction du Trésor)
Banque de France (Direction générale des études et des relations internationales)

Unité : Million d'euros

Titres, postes, rubriques	Pays membres de l'UE		OCDE		Pays membres de l'OPEP	
	Crédits	Débits	Crédits	Débits	Crédits	Débits
1. COMPTE DE TRANSACTIONS COURANTES	**311 575**	**309 349**	**427 662**	**403 309**	**18 753**	**12 354**
1-1. Biens	**199 412**	**191 747**	**261 735**	**251 765**	**14 151**	**9 659**
Marchandises générales	...	...	...	...	...	...
Avitaillement	...	...	...	...	...	...
Travail à façon et réparations	...	...	...	...	...	...
1-2. Services	**42 030**	**38 563**	**72 425**	**58 833**	**3 541**	**1 290**
Transports	8 185	8 585	14 276	14 162	532	564
Voyages	19 915	10 566	30 022	16 398	1 372	187
Services de communication	1 614	1 388	1 994	1 627	30	17
Services de construction	754	753	1 456	1 181	625	126
Services d'assurances	495	1 094	750	1 336	7	– 12
Services financiers	437	855	694	1 436	17	10
Services d'informatique et d'information	597	607	1 212	1 209	5	1
Redevances et droits de licence	1 039	1 063	3 140	2 037	41	3
Autres services aux entreprises	7 422	12 201	16 717	17 106	878	342
Services personnels, culturels et récréatifs	908	1 306	1 444	2 071	15	8
Services des administrations publiques	664	146	720	270	19	44
1-4. Revenus	**53 742**	**53 921**	**74 089**	**63 861**	**996**	**265**
1-4-1. Rémunérations des salariés	5 344	818	9 619	1 147	32	20
1-4-2. Revenus des investissements	48 399	53 103	64 470	62 715	965	245
1-5. Transferts courants	**16 390**	**25 117**	**19 406**	**28 850**	**65**	**1 140**
Secteur des administrations publiques	11 860	17 581	12 448	18 007	20	752
Autres secteurs	4 530	7 537	6 959	10 843	45	388
2. COMPTE DE CAPITAL	**835**	**183**	**922**	**410**	**2**	**6**
3. COMPTE FINANCIER	...	...	...	...	...	...
3-1. Investissements directs	...	...	...	...	...	...
Français à l'étranger	...	...	...	...	...	...
Étrangers en France	...	...	...	...	...	...
3-2. Investissements de portefeuille	...	...	...	...	...	...
3-2-1. Avoirs (résidents sur titres émis par des non-résidents)	...	...	...	...	...	...
3-2-1-1. Actions	...	...	...	...	...	...
3-2-1-2. Obligations	...	...	...	...	...	...
3-2-1-3. Instruments à court terme du marché monétaire	...	...	...	...	...	...
3-2-1-4. Produits financiers dérivés	...	...	...	...	...	...
3-2-2. Engagements (non-résidents sur titres émis par résidents)	...	...	...	...	...	...
3-2-2-1. Actions	...	...	...	...	...	...
3-2-2-2. Obligations et assimilés	...	...	...	...	...	...
3-2-2-3. Instruments à court terme du marché monétaire	...	...	...	...	...	...
3-2-2-4. Produits financiers dérivés	...	...	...	...	...	...
3-3. Autres investissements	...	...	...	...	...	...
3-3-1. Avoirs	...	...	...	...	...	...
3-3-1-2. Prêts	...	...	...	...	...	...
3-3-1-3. Autres avoirs	...	...	...	...	...	...
3-3-2. Engagements	...	...	...	...	...	...
3-3-2-2. Prêts	...	...	...	...	...	...
3-3-2-3. Autres engagements	...	...	...	...	...	...
3-4. Avoirs de réserve	...	...	...	...	...	...
4. ERREURS ET OMISSIONS NETTES	...	...	...	...	...	...
TOTAL	...	...	...	...	...	...

(1) Présentation de la Balance des paiements selon la nouvelle méthodologie appliquée depuis 1997 (V^{ème} manuel du FMI).

TABLEAU O.02-4

Transactions entre la France, les pays du Maghreb et les pays de la zone Franc en 2002 (1)

Sources : Ministère de l'Économie, des Finances et de l'Industrie (Direction du Trésor)
Banque de France (Direction générale des études et des relations internationales)

Unité : Million d'euros

Titres, postes, rubriques	Pays du Maghreb		Pays de la Zone Franc	
	Crédits	Débits	Crédits	Débits
1. COMPTE DE TRANSACTIONS COURANTES	**12 812**	**12 215**	**5 954**	**2 958**
1-1. Biens	**9 247**	**7 366**	**3 470**	**1 610**
Marchandises générales	...	...	...	...
Avitaillement	...	...	...	...
Travail à façon et réparations	...	...	...	...
1-2. Services	**3 042**	**2 253**	**1 547**	**859**
Transports	436	818	531	222
Voyages	1 342	1 120	495	201
Services de communication	36	8	33	11
Services de construction	201	29	212	47
Services d'assurances	25	23	26	16
Services financiers	8	5	7	9
Services d'informatique et d'information	24	1	3	1
Redevances et droits de licence	13	7	16	5
Autres services aux entreprises	908	201	165	201
Services personnels, culturels et récréatifs	15	7	13	6
Services des administrations publiques	35	35	47	140
1-4. Revenus	**455**	**136**	**855**	**92**
1-4-1. Rémunérations des salariés	69	35	123	31
1-4-2. Revenus des investissements	386	101	732	61
1-5. Transferts courants	**69**	**2 460**	**82**	**398**
Secteur des administrations publiques	14	1 079	4	239
Autres secteurs	55	1 381	78	159
2. COMPTE DE CAPITAL	**6**	**8**	**4**	**256**
3. COMPTE FINANCIER	...	...	...	...
3-1. Investissements directs	...	...	...	...
Français à l'étranger	...	...	...	...
Étrangers en France	...	...	...	...
3-2. Investissements de portefeuille	...	...	...	...
3-2-1. Avoirs (résidents sur titres émis par des non-résidents)	...	...	...	...
3-2-1-1. Actions	...	...	...	...
3-2-1-2. Obligations	...	...	...	...
3-2-1-3. Instruments à court terme du marché monétaire	...	...	...	...
3-2-1-4. Produits financiers dérivés	...	...	...	...
3-2-2. Engagements (non-résidents sur titres émis par résidents)	...	...	...	...
3-2-2-1. Actions	...	...	...	...
3-2-2-2. Obligations et assimilés	...	...	...	...
3-2-2-3. Instruments à court terme du marché monétaire	...	...	...	...
3-2-2-4. Produits financiers dérivés	...	...	...	...
3-3. Autres investissements	...	...	...	...
3-3-1. Avoirs	...	...	...	...
3-3-1-2. Prêts	...	...	...	...
3-3-1-3. Autres avoirs	...	...	...	...
3-3-2. Engagements	...	...	...	...
3-3-2-2. Prêts	...	...	...	...
3-3-2-3. Autres engagements	...	...	...	...
3-4. Avoirs de réserve	...	...	...	...
4. ERREURS ET OMISSIONS NETTES	...	...	...	...
TOTAL	...	...	...	...

(1) Présentation de la Balance des paiements selon la nouvelle méthodologie appliquée depuis 1997 (V^{ème} manuel du FMI).

TABLEAU O.02-5

Transferts unilatéraux du secteur officiel avec les institutions de l'Union européenne

Sources : Ministère de l'Économie, des Finances et de l'Industrie (Direction du Trésor)
Banque de France (Direction générale des études et des relations internationales)

Unité : Million d'euros

	1995	1998	1999	2000	2001	2002
Total des opérations avec l'Union européenne (hors FED) (1)	**– 2 247**	**– 2 347**	**– 1 659**	**– 935**	**– 1 103**	**– 1 163**
Total des recettes	**9 804**	**11 758**	**12 256**	**641**	**470**	**402**
dont : FEOGA-Orientation (2)	248	956	673	33	2	28
FEOGA-Garanties (2)	8 339	9 073	9 444	212	256	238
FSE (3)	632	962	1 002	200	172	–
FEDER (4)	424	590	926	150	19	90
Total des contributions	**12 051**	**14 105**	**13 914**	**1 576**	**1 573**	**1 565**
dont : Versement TVA	7 174	5 859	5 175	838	761	320
Versement PNB	2 485	5 968	6 018	379	516	632
Droits de douanes	1 518	1 381	1 317	134	107	112
Cotisation sucrière	372	300	184	160	50	123
Fonds européen de développement (net)	**– 387**	**– 316**	**– 266**	**–**	**–**	**–**
Impôts, taxes et divers	**59**	**36**	**9**	**–**	**–**	**–**
Total des transferts unilatéraux avec l'UE et le FED	**– 2 575**	**– 2 627**	**– 1 916**	**– 935**	**– 1 103**	**– 1 163**
Total des recettes	9 877	11 806	12 267	641	470	402
Total des contributions	12 452	14 433	14 183	1 576	1 573	1 565
Recettes du Gouvernement français (5)	**189**	**168**	**155**	**29**	**16**	**91**
Flux financiers nets avec les institutions communautaires	**– 2 386**	**– 2 459**	**– 1 762**	**– 906**	**– 1 087**	**– 1 072**

(1) FED : Fonds Européen de Développement.
(2) FEOGA : Fonds Européen d'Orientation et de Garantie Agricole.
(3) FSE : Fonds Social Européen.
(4) FEDER : Fonds Européen de Développement Régional.
(5) Une retenue pour frais d'assiette et de perception est appliquée sur la cotisation sucrière et les droits de douane : le produit est inscrit sur cette ligne relevant des services et non des transferts unilatéraux. Toutefois, il est nécessaire de prendre en compte ces flux pour apprécier l'impact total des relations financières avec les institutions communautaires.

TABLEAU O.02-6

Transactions entre la France et divers pays de l'OCDE. Principaux soldes en 2002

Sources : Ministère de l'Économie, des Finances et de l'Industrie (Direction du Trésor)
Banque de France (Direction générale des études et des relations internationales)

Unité : Million d'euros

Pays	Transactions courantes				Compte financier			
	Total	*dont* :			**Total**	*dont* :		
		Marchandises (1)	Services (1)	Revenus		Investissements directs (1)	Investissements de portefeuille (1)	Autres investissements (1)
Union européenne :								
Allemagne	**– 9 362**	– 9 084	– 737	1 482	...	...	...	...
Autriche	**– 20**	– 187	– 25	274	...	...	...	...
U.E.B.L. (2)	**– 5 991**	1 301	1 992	– 8 865	...	...	...	...
Danemark	**341**	230	223	– 108	...	...	...	...
Espagne	**6 007**	7 868	– 4 506	2 807	...	...	...	...
Finlande	**– 779**	– 972	46	149	...	...	...	...
Grèce	**2 854**	2 258	55	563	...	...	...	...
Irlande	**– 2 241**	– 2 433	125	199	...	...	...	...
Italie	**3 343**	– 122	974	3 038	...	...	...	...
Pays-Bas	**2 564**	– 2 103	989	3 976	...	...	...	...
Portugal	**667**	1 451	– 36	615	...	...	...	...
Royaume-Uni	**8 350**	9 105	3 359	– 4 395	...	...	...	...
Suède	**311**	355	– 37	– 333	...	...	...	...
Australie	**1 016**	875	– 120	272	...	...	...	...
Canada	**1 513**	978	439	143	...	...	...	...
États-Unis	**15 330**	2 492	6 409	6 065	...	...	...	...
Islande	**– 47**	– 61	5	8	...	...	...	...
Japon	**– 2 486**	– 4 084	1 433	56	...	...	...	...
Norvège	**– 3 696**	– 4 679	– 32	1 025	...	...	...	...
Nouvelle-Zélande	**– 53**	– 79	1	28	...	...	...	...
Suisse	**5 919**	3 546	934	2 512	...	...	...	...
Turquie	**822**	292	331	256	...	...	...	...

(1) Nouvelle méthodologie.
(2) U.E.B.L. : Union économique belgo-luxembourgeoise.

TABLEAU O.02-7

Balances des paiements française et étrangères : grands soldes

Source : Fonds monétaire international (FMI)

Unité : Milliard d'euros

Pays	1994	1995	1996	1997	1998	*r* 1999	*r* 2000	2001
U.E.B.L. (1) :								
Compte de transactions courantes	10,64	10,84	10,73	12,38	10,94	13,68	12,33	15,12
Compte de capital	–	0,29	0,14	0,36	– 0,10	– 0,07	– 0,23	0,03
Compte financier	– 8,62	– 9,83	– 9,56	– 10,76	– 14,43	– 14,21	– 11,79	– 12,41
Avoirs de réserves (bruts)	– 0,19	– 0,18	– 0,46	– 0,94	1,88	1,75	1,04	– 1,61
Erreurs et omissions (nettes)	– 1,84	– 1,12	– 0,85	– 1,04	1,70	– 1,15	– 1,35	– 1,12
Danemark :								
Compte de transactions courantes	2,70	1,41	2,41	0,82	– 1,81	2,74	2,72	4,63
Compte de capital	–	–	–	0,11	0,04	1,02	– 0,02	– 0,03
Compte financier	– 4,78	– 0,33	1,47	7,56	– 1,34	5,86	– 4,00	– 4,29
Avoirs de réserves (bruts)	1,57	– 1,90	– 2,78	– 5,81	3,81	– 8,86	6,13	– 3,65
Erreurs et omissions (nettes)	0,51	0,82	– 1,10	– 2,68	– 0,71	– 0,76	– 4,83	3,34
France :								
Compte de transactions courantes	6,28	8,25	16,03	33,63	33,91	32,89	22,17	23,87
Compte de capital	– 3,54	0,39	0,96	1,32	1,32	1,47	1,51	– 0,13
Compte financier	– 4,05	– 5,58	– 17,42	– 35,36	– 27,95	– 33,91	– 32,87	– 35,28
Avoirs de réserves (bruts)	– 2,07	– 0,54	– 0,19	– 5,29	– 17,83	1,30	2,64	6,11
Erreurs et omissions (nettes)	3,38	– 2,52	0,62	5,69	10,55	– 1,76	6,54	5,43
Allemagne :								
Compte de transactions courantes	– 17,72	– 14,40	– 6,22	– 2,58	– 4,10	– 17,90	– 22,13	2,73
Compte de capital	0,13	– 2,08	– 1,70	–	0,65	– 0,15	6,72	– 0,93
Compte financier	25,76	33,47	12,58	0,45	7,54	– 28,39	38,76	– 29,37
Avoirs de réserves (bruts)	1,73	– 11,48	0,94	3,35	– 3,61	13,24	5,67	6,11
Erreurs et omissions (nettes)	– 9,89	– 5,49	– 5,60	– 1,21	– 0,48	33,20	– 29,01	21,46
Grèce :								
Compte de transactions courantes	– 0,12	– 2,18	– 3,55	– 4,32	. . .	– 6,85	– 9,22	– 10,50
Compte de capital	–	–	–	–	. . .	2,08	1,98	2,41
Compte financier	5,84	2,41	6,75	0,11	. . .	7,02	10,17	0,60
Avoirs de réserves (bruts)	– 5,34	0,02	– 3,29	4,02	. . .	– 2,29	– 2,42	6,37
Erreurs et omissions (nettes)	– 0,38	– 0,24	0,09	0,20	. . .	0,04	– 0,52	1,13
Irlande :								
Compte de transactions courantes	1,34	1,31	1,60	1,66	0,91	0,33	– 0,56	– 1,17
Compte de capital	0,33	0,62	0,61	0,77	1,10	0,56	1,03	0,67
Compte financier	– 3,35	– 0,02	– 2,17	– 6,66	4,22	– 3,65	8,35	0,04
Avoirs de réserves (bruts)	0,15	– 1,78	0,04	0,99	– 2,89	1,85	– 0,11	– 0,44
Erreurs et omissions (nettes)	1,54	– 0,13	– 0,08	3,24	– 3,34	0,91	– 8,71	0,90
Italie :								
Compte de transactions courantes	11,18	19,08	31,19	28,83	17,99	7,61	– 5,43	– 0,18
Compte de capital	0,87	1,27	0,05	3,06	2,12	2,78	2,70	0,95
Compte financier	– 12,03	– 2,20	– 6,22	– 6,12	– 16,26	– 16,35	7,04	– 3,59
Avoirs de réserves (bruts)	– 1,33	– 2,13	– 9,29	– 11,70	19,31	7,56	– 3,05	0,66
Erreurs et omissions (nettes)	1,31	– 16,02	– 15,73	– 14,07	– 23,16	– 1,61	– 1,27	2,17
Pays-Bas :								
Compte de transactions courantes	14,64	19,64	17,66	23,81	14,68	14,59	7,00	4,18
Compte de capital	– 0,85	– 0,83	– 1,58	– 1,15	– 0,36	– 0,20	0,57	– 0,63
Compte financier	– 8,44	– 14,34	– 4,63	– 12,75	– 7,95	– 11,66	– 7,53	– 12,49
Avoirs de réserves (bruts)	– 0,42	1,45	4,44	2,41	2,10	4,33	– 0,21	0,39
Erreurs et omissions (nettes)	– 4,93	– 5,92	– 15,88	– 12,32	– 8,48	– 7,05	0,17	8,55
Royaume-Uni :								
Compte de transactions courantes	– 1,73	– 4,54	– 0,56	9,64	– 0,13	– 29,98	– 27,05	– 32,82
Compte de capital	0,04	0,64	0,89	1,17	0,71	1,43	2,59	2,40
Compte financier	– 6,49	0,90	1,89	– 22,68	– 7,02	29,07	24,56	26,04
Avoirs de réserves (bruts)	– 1,27	0,65	0,51	3,47	0,23	0,98	– 4,97	4,97
Erreurs et omissions (nettes)	9,45	2,36	– 2,72	8,40	6,22	– 1,49	4,87	– 0,59

N.B. Voir note en fin de tableau.

TABLEAU O.02-7 (suite et fin)

Balances des paiements française et étrangères : grands soldes

Source : Fonds monétaire international (FMI) — *Unité* : Milliard d'euros

Pays	1994	1995	1996	1997	1998	*r* 1999	*r* 2000	2001
Espagne :								
Compte de transactions courantes	− 5,41	0,60	0,32	2,23	− 2,82	− 12,92	− 18,06	− 16,85
Compte de capital	1,95	4,57	5,14	5,73	5,69	6,54	4,50	5,54
Compte financier	3,80	− 6,05	15,71	7,61	− 12,73	− 10,32	15,90	17,75
Avoirs de réserves (bruts)	− 0,03	4,88	− 18,93	− 10,46	12,91	21,45	2,70	1,50
Erreurs et omissions (nettes)	− 0,31	− 4,00	− 2,23	− 5,11	− 3,05	− 4,75	− 5,05	− 7,94
Portugal :								
Compte de transactions courantes	− 1,86	− 0,10	− 3,53	− 5,61	− 7,39	− 9,16	− 10,29	− 11,13
Compte de capital	–	–	1,75	2,38	2,29	2,31	1,42	1,19
Compte financier	0,89	2,30	3,43	5,65	6,05	8,54	10,50	11,61
Avoirs de réserves (bruts)	1,21	0,23	− 0,56	− 1,11	− 0,46	− 0,20	− 0,35	− 0,95
Erreurs et omissions (nettes)	− 0,24	− 2,43	− 1,09	− 1,31	− 0,49	− 1,48	− 1,28	− 0,72
Suisse :								
Compte de transactions courantes	14,89	16,59	16,42	23,74	23,86	27,79	31,57	25,28
Compte de capital	− 0,12	− 0,10	− 0,10	− 0,07	− 0,27	− 0,28	− 2,88	0,21
Compte financier	− 10,20	− 6,83	− 18,98	− 20,33	− 19,17	− 31,98	− 26,43	− 34,30
Avoirs de réserves (bruts)	− 0,85	− 0,02	− 1,97	− 1,92	− 1,06	2,33	3,76	− 0,71
Erreurs et omissions (nettes)	− 3,70	− 9,64	4,63	− 1,42	− 3,36	2,14	− 6,01	9,52
Canada :								
Compte de transactions courantes	− 11,02	− 3,29	2,63	− 8,96	− 10,01	1,28	17,45	21,77
Compte de capital	6,35	3,77	4,55	4,83	3,00	3,19	3,33	4,10
Compte financier	4,37	− 0,97	− 7,24	3,41	8,45	− 6,07	− 13,42	− 16,77
Avoirs de réserves (bruts)	0,33	− 2,06	− 4,29	2,13	− 4,49	− 5,57	− 3,49	− 2,43
Erreurs et omissions (nettes)	− 0,02	2,56	4,34	− 1,42	3,06	7,17	− 3,88	− 6,67
États-Unis :								
Compte de transactions courantes	− 100,39	− 83,29	− 96,16	− 125,05	− 195,28	− 274,88	− 385,11	− 439,61
Compte de capital	− 0,40	0,28	0,54	0,31	0,58	− 3,18	0,79	0,93
Compte financier	105,47	93,63	117,85	239,38	138,13	240,38	384,65	432,24
Avoirs de réserves (bruts)	4,53	− 7,42	5,20	− 0,90	− 6,05	8,19	− 0,28	− 5,51
Erreurs et omissions (nettes)	− 9,21	− 3,21	− 27,43	− 113,74	62,63	29,48	− 0,05	11,96
Japon :								
Compte de transactions courantes	101,58	86,60	51,38	83,95	108,55	107,56	112,31	98,12
Compte de capital	− 1,44	− 1,74	− 2,57	− 3,60	− 13,00	− 15,46	− 8,69	− 3,21
Compte financier	− 66,37	− 49,90	− 21,91	− 105,04	− 105,01	− 36,46	− 73,50	− 53,82
Avoirs de réserves (bruts)	− 19,71	− 45,71	− 27,40	− 5,85	5,54	− 71,58	− 45,94	− 45,25
Erreurs et omissions (nettes)	− 14,06	10,75	0,51	30,54	3,91	15,94	15,82	4,16

(1) U.E.B.L. : Union économique belgo-luxembourgeoise.

TABLEAU O.02-8A

Soldes des flux d'investissements directs (1) français à l'étranger par secteur économique

Sources : Ministère de l'Économie, des Finances et de l'Industrie (Direction du Trésor)
Banque de France (Direction générale des études et des relations internationales)

Unité : Million d'euros

Secteur économique (2)	1997	1998	1999	2000	*r* 2001	2002
1. Agriculture et pêche	**– 14**	**– 4**	**– 17**	**– 25**	**– 66**	**– 53**
2. Mines et carrières	**– 60**	**– 66**	**– 17**	**– 9**	**– 23**	**– 57**
Houille, pétrole, gaz	– 33	– 46	24	–	– 12	– 33
Autres produits issus de l'extraction	– 27	– 20	– 41	– 9	– 11	– 24
3. Produits manufacturés	**– 8 033**	**– 9 137**	**– 15 351**	**– 19 441**	**– 13 635**	**– 11 793**
Produits alimentaires	– 1 157	– 568	47	– 1 321	– 553	– 422
Textiles et habillement	– 160	– 377	103	– 57	– 183	– 284
Bois, édition et imprimerie	– 152	– 118	– 124	– 200	– 666	– 608
Produits pétroliers raffinés et autres	– 635	111	– 274	24	– 213	– 30
Produits chimiques	– 2 195	– 1 509	– 1 315	– 2 661	– 1 941	– 1 733
Caoutchouc et matières plastiques	– 143	– 49	– 517	– 530	– 240	– 284
Métaux ferreux et non ferreux	– 243	– 858	– 973	36	– 596	– 200
Construction mécanique	– 702	– 244	– 193	– 218	– 336	– 262
Équipement bureau et informatique	534	114	– 527	– 572	– 208	– 163
Matériel de communication	– 115	5	– 488	– 481	125	43
Véhicules à moteur et autres matériels de transport	– 27	– 967	– 4 409	– 6 784	– 2 347	– 3 589
Autres produits manufacturés	– 3 038	– 4 677	– 6 681	– 6 677	– 6 477	– 4 261
4. Électricité, gaz naturel et eau	**– 122**	**– 1 732**	**– 17 371**	**– 28 853**	**– 870**	**103**
5. Bâtiment et génie civil	**– 753**	**– 451**	**– 411**	**– 287**	**– 624**	**– 604**
6. Récupération, réparation, commerce	**– 4 148**	**– 5 085**	**– 4 834**	**– 5 711**	**– 9 647**	**– 7 673**
7. Restauration et hébergement	**– 220**	**– 226**	**– 124**	**– 19**	**– 69**	**– 65**
8. Transports et communications	**– 920**	**– 1 206**	**– 2 350**	**– 54 257**	**1 174**	**– 2 014**
Transports intérieurs	– 124	– 176	– 1 176	– 275	– 249	– 180
Transports maritimes et cabotage	14	50	2	– 29	– 1	– 19
Transport aérien	61	74	– 38	85	– 7	– 3
Télécommunications	– 755	– 808	– 739	– 53 326	2 167	– 767
Autres transports et communications	– 116	– 346	– 399	– 712	– 736	– 1 045
9. Intermédiation financière	**– 2 029**	**– 6 513**	**– 13 175**	**– 16 478**	**– 21 032**	**– 13 820**
Intermédiation monétaire	– 1 856	– 2 860	– 3 533	– 2 544	– 5 905	– 4 243
Autre intermédiation financière	632	– 2 726	736	– 10 503	– 8 841	– 4 667
Assurances et activités annexes	– 62	– 216	– 177	– 506	– 143	– 893
10. Opérations immobilières et commerciales	**– 12 181**	**– 14 665**	**– 52 292**	**– 59 002**	**– 50 620**	**– 22 650**
Opérations immobilières	4	– 1 579	– 345	– 489	– 14	– 61
Informatique	– 269	– 1 862	– 446	– 569	– 277	– 255
Recherche et développement	– 85	– 148	6	– 24	– 37	– 84
Autres activités commerciales	– 11 462	– 9 312	– 42 609	– 55 250	– 36 322	– 17 052
Publicité	– 47	– 506	– 1 085	– 115	– 620	– 169
Autres activités immobilières et commerciales	– 322	– 1 258	– 7 813	– 2 555	– 13 350	– 5 029
11. Autres services	**– 1 517**	**138**	**– 1 456**	**– 721**	**– 1 111**	**– 437**
12. Montants non ventilés	**– 1 665** *r*	**– 4 777** *r*	**– 11 671** *r*	**– 7 800** *r*	**– 7 380**	**– 7 403**
TOTAL	**– 31 662** *r*	**– 43 724** *r*	**– 119 069** *r*	**– 192 603** *r*	**– 103 903**	**– 66 466**

(1) Les chiffres présentés sont des soldes affectés de leur signe en balance : un solde sans signe, flux net positif, correspond à une entrée de capitaux, un signe moins (-) à une sortie. Pour les investissements français à l'étranger un signe moins correspond à de nouveaux investissements nets, l'absence de signe à un désinvestissement, c'est-à-dire à un rapatriement. Pour les investissements étrangers en France, un signe moins correspond à un désinvestissement c'est-à-dire à un rapatriement vers le pays d'origine, l'absence de signe à de nouveaux investissements nets.
(2) Secteurs économiques issus de la NAF, avec regroupements spécifiques de la Banque de France.

TABLEAU O.02-8B

Soldes des flux d'investissements directs (1) étrangers en France par secteur économique

Sources : Ministère de l'Économie, des Finances et de l'Industrie (Direction du Trésor)
Banque de France (Direction générale des études et des relations internationales)

Unité : Million d'euros

Secteur économique (2)	1997	1998	1999	2000	*r* 2001	2002
1. Agriculture et pêche	**– 1**	**95**	**44**	**9**	**9**	**11**
2. Mines et carrières	**15**	**79**	**42**	**12**	**11**	**18**
Houille, pétrole, gaz	9	70	–	1	12	6
Autres produits issus de l'extraction	6	9	42	11	–	12
3. Produits manufacturés	**4 542**	**7 017**	**8 131**	**14 764**	**11 907**	**12 992**
Produits alimentaires	431	255	2 930	597	336	82
Textiles et habillement	202	595	149	129	80	92
Bois, édition et imprimerie	– 18	378	453	473	822	910
Produits pétroliers raffinés et autres	– 97	– 69	– 378	1 285	906	7
Produits chimiques	936	2 490	698	917	1 465	5 283
Caoutchouc et matières plastiques	327	231	383	96	291	88
Métaux ferreux et non ferreux	337	677	461	211	298	434
Construction mécanique	661	– 6	263	947	375	221
Équipement bureau et informatique	– 244	– 59	138	– 54	557	76
Matériel de communication	99	661	– 138	860	740	516
Véhicules à moteur et autres matériels de transport	263	17	1 438	7 530	1 772	2 217
Autres produits manufacturés	1 645	1 847	1 734	1 773	4 265	3 066
4. Électricité, gaz naturel et eau	**– 792**	**– 16**	**1 008**	**492**	**642**	**202**
5. Bâtiment et génie civil	**650**	**561**	**– 7**	**53**	**45**	**754**
6. Récupération, réparation, commerce	**1 714**	**– 10 091**	**2 539**	**2 301**	**2 343**	**4 973**
7. Restauration et hébergement	**276**	**181**	**16**	**14**	**47**	**115**
8. Transports et communications	**610**	**2 639**	**– 285**	**1 854**	**5 881**	**425**
Transports intérieurs	6	44	18	58	36	3
Transports maritimes et cabotage	1	– 5	– 7	60	51	101
Transport aérien	51	221	28	– 9	79	12
Télécommunications	424	1 776	– 360	1 537	4 551	42
Autres transports et communications	128	603	36	208	1 164	267
9. Intermédiation financière	**4 270**	**9 013**	**4 359**	**9 127**	**4 246**	**1 579**
Intermédiation monétaire	326	265	– 366	5 603	529	718
Autre intermédiation financière	2 309	7 487	3 252	1 303	1 784	536
Assurances et activités annexes	1 021	259	855	472	330	– 110
10. Opérations immobilières et commerciales	**8 757**	**16 414**	**25 616**	**15 625**	**33 832**	**30 793**
Opérations immobilières	628	1 808	3 613	947	2 231	2 182
Informatique	86	370	927	1 895	476	625
Recherche et développement	72	254	52	100	538	122
Autres activités commerciales	7 144	13 121	19 055	10 415	23 048	23 244
Publicité	70	360	173	312	411	97
Autres activités immobilières et commerciales	757	501	1 796	1 956	7 128	4 523
11. Autres services	**102**	**151**	**433**	**66**	**273**	**210**
12. Montants non ventilés	**476** *r*	**1 823** *r*	**1 792** *r*	**2 628** *r*	**2 439**	**2 655**
TOTAL	**20 619** *r*	**27 866** *r*	**43 688** *r*	**46 945** *r*	**61 676**	**54 727**

(1) Les chiffres présentés sont des soldes affectés de leur signe en balance : un solde sans signe, flux net positif, correspond à une entrée de capitaux, un signe moins (-) à une sortie. Pour les investissements français à l'étranger un signe moins correspond à de nouveaux investissements nets, l'absence de signe à un désinvestissement, c'est-à-dire à un rapatriement. Pour les investissements étrangers en France, un signe moins correspond à un désinvestissement c'est-à-dire à un rapatriement vers le pays d'origine, l'absence de signe à de nouveaux investissements nets.
(2) Secteurs économiques issus de la NAF, avec regroupements spécifiques de la Banque de France.

TABLEAU O.02-9

Investissements directs en soldes (1), de la France avec divers pays de l'OCDE

Sources : Ministère de l'Économie, des Finances et de l'Industrie (Direction du Trésor)
Banque de France (Direction générale des études et des relations internationales)

Unité : Million d'euros

Pays	1990	1994	1995	■ 1996	1997	1998	1999	*r* 2000	*r* 2001	2002
UNION EUROPÉENNE (UE) (2)										
Investissements français en UE	− 15 117	− 5 044	− 3 747	− 11 561	− 15 724	− 15 849	− 73 254	− 109 915	− 67 678	− 38 171
Investissements UE en France	3 957	6 725	6 087	12 990	14 395	20 084	37 231	42 955	53 365	42 831
ALLEMAGNE										
Investissements français en Allemagne	− 1 767	− 876	− 850	− 2 046	− 3 687	− 2 191	− 28 338	− 2 586	− 8 467	− 5 791
Investissements allemands en France	1 006	797	1 365	1 060	3 009	8 315	3 080	4 247	7 442	11 151
U.E.B.L. (3)										
Investissements français dans l' U.E.B.L.	− 1 604	− 1 182	− 847	− 2 937	− 3 219	− 3 994	− 27 877	− 18 309	− 27 770	− 11 928
Investissements U.E.B.L. en France	687	1 112	500	3 058	1 714	3 625	11 734	1 800	15 035	8 938
DANEMARK										
Investissements français au Danemark	− 6	4	− 63	106	− 43	− 143	− 201	− 522	− 1 034	576
Investissements danois en France	38	55	36	48	79	100	278	1 121	76	32
ESPAGNE										
Investissements français en Espagne	− 2 428	− 816	− 364	− 810	− 1 164	− 882	− 809	− 2 003	− 3 416	− 2 021
Investissements espagnols en France	49	16	− 182	239	268	168	4 646	934	197	845
GRÈCE										
Investissements français en Grèce	− 106	− 81	− 30	− 54	− 58	811	16	− 104	− 69	214
Investissements grecs en France	3	4	2	− 79	23	5	− 6	3	2	10
IRLANDE										
Investissements français en Irlande	− 42	− 124	− 146	− 231	1 031	− 462	− 1 527	− 880	− 1 832	− 2 484
Investissements irlandais en France	37	263	27	579	536	216	1 188	344	690	− 139
ITALIE										
Investissements français en Italie	− 1 445	− 823	− 590	− 1 725	− 1 767	− 1 069	− 965	− 3 354	− 4 582	− 709
Investissements italiens en France	700	386	259	700	936	− 80	1 482	1 181	2 108	344
PAYS–BAS										
Investissements français aux Pays-Bas	− 3 355	− 857	− 382	− 1 820	− 878	− 3 496	− 2 923	− 17 091	− 4 009	− 2 749
Investissements des Pays-Bas en France	891	395	1 389	3 016	1 841	2 121	12 491	14 948	11 835	3 521
PORTUGAL										
Investissements français au Portugal	− 299	− 99	− 12	− 191	− 61	− 155	− 343	− 209	− 210	− 270
Investissements portugais en France	1	13	4	62	98	140	91	83	93	68
ROYAUME-UNI										
Investissements français au Royaume-Uni	− 4 222	− 190	− 411	− 1 291	− 5 947	− 3 483	− 9 923	− 63 443	− 14 255	− 12 070
Investissements du Royaume-Uni en France	704	3 684	2 450	3 296	5 797	4 941	1 234	16 720	12 915	16 769
SUISSE										
Investissements français en Suisse	− 553	146	− 278	− 430	− 1 563	− 4 085	− 2 522	− 1 216	− 690	− 1 671
Investissements suisses en France	380	855	223	1 486	1 897	− 534	3 110	251	739	1 466
ÉTATS-UNIS										
Investissements français aux États-Unis	− 4 843	− 2 614	− 1 438	− 4 522	− 7 449	− 6 818	− 22 502	− 35 289	− 19 936	− 17 732
Investissements des États-Unis en France	981	1 004	3 070	2 606	2 316	3 900	2 707	3 060	6 555	5 307
CANADA										
Investissements français au Canada	− 243	− 151	− 69	− 372	− 167	− 220	− 424	− 31 905	− 191	− 239
Investissements canadiens en France	54	− 13	40	323	85	293	152	246	98	678
JAPON										
Investissements français au Japon	− 26	− 45	− 22	− 148	− 49	− 62	− 5 183	− 2 499	− 323	− 2 328
Investissements japonais en France	992	145	130	79	232	103	278	− 121	103	3 197

(1) Les chiffres présentés sont des soldes affectés de leur signe en balance : un solde sans signe, flux net positif, correspond à une entrée de capitaux, un signe moins (-) à une sortie. Pour les investissements français à l'étranger un signe moins correspond à de nouveaux investissements nets, l'absence de signe à un désinvestissement, c'est-à-dire à un rapatriement. Pour les investissements étrangers en France, un signe moins correspond à un désinvestissement, c'est-à-dire à un rapatriement vers le pays d'origine, l'absence de signe à de nouveaux investissements nets.
(2) Union européenne à 15 depuis 1995.
(3) U.E.B.L. : Union économique belgo-luxembourgeoise.

Principales nomenclatures utilisées dans cet annuaire

Principales nomenclatures utilisées dans cet annuaire

Quelques informations sur les nomenclatures utilisées dans *l'Annuaire statistique de la France*, ainsi que leurs références bibliographiques sont données ci-après. Les documents cités comportent, pour la plupart, une introduction méthodologique et des notes explicatives permettant une interprétation plus précise des données publiées.

A. Nomenclatures d'activités et de produits

Dans le cadre d'un mouvement international d'harmonisation des nomenclatures d'activités et de produits, une partie du dispositif européen a été révisée au 1er janvier 2002 et au 1er janvier 2003.

1. Nomenclature du commerce extérieur. Depuis le 1er janvier 1988, le système harmonisé (SH) de désignation et de codification des marchandises est la référence internationale. Au niveau européen, une variante du système harmonisé, la nomenclature combinée (NC) est applicable. Celle-ci s'emboîte exactement dans le système harmonisé. De la même façon, la nomenclature douanière française ou nomenclature générale des produits (NGP) s'emboîte dans la nomenclature combinée.

Depuis la mise en place du marché unique européen, en 1993, les échanges intra-communautaires sont relevés exclusivement en nomenclature combinée ; la nomenclature générale des produits ne peut plus concerner que des échanges avec les pays tiers.

De nouvelles versions du SH, de la NC et de la NGP sont entrées en vigueur au 1er janvier 2002.

2. Nomenclature des activités – révision 1.

La nomenclature d'activités française (NAF) s'est substituée à la NAP (nomenclature d'activités et de produits) depuis le 1er janvier 1993. Une nouvelle version de la NAF, la NAF révision 1, est entrée en vigueur le 1er janvier 2003.

La NAF révision 1 reprend tous les niveaux de la NACE révision 1.1 (nomenclature d'activités de la communauté européenne) et y ajoute un niveau national qui éclate (ou non) les classes de la NACE (dernier niveau) pour tenir compte des spécificités et des habitudes nationales.

La NAF révision 1 fait l'objet d'un décret commun avec la CPF révision 1 (classification des produits française) qui oblige l'ensemble des organismes publics à utiliser la nomenclature (ou ses dérivées) dans les textes officiels, décisions, documents, travaux et études. Le code caractérisant l'activité principale exercée par les unités économiques (code APE), attribué par l'INSEE, est déterminé à partir du niveau le plus détaillé de la NAF.

Les modifications introduites au 1er janvier 2003 sont dues d'une part à la modification de la NACE, d'autre part aux demandes de modifications françaises émanant des organisations professionnelles et des services statistiques des ministères. Ces révisions ont été validées par la Commission nationale des nomenclatures d'activités et de produits (CNAP).

31 classes sont supprimées et 47 nouvelles classes sont créées. Par ailleurs, 13 classes voient leur contenu légèrement modifié sans que la codification ait changé.

Les principales modifications concernent la sidérurgie (fin du traité CECA), la mécanique, l'électronique, l'électricité et le gaz, le commerce de gros, l'hôtellerie, les télécommunications, la location de voitures, les services informatiques, l'assainissement, l'audiovisuel.

3. Nomenclature des produits - révision 1. Au niveau international, les produits (biens et services) sont répertoriés conformément à la classification centrale des produits (CPC). Au niveau européen, ils relèvent de la classification des produits associée aux activités (CPA) ; une table de passage permet de relier la CPA à la CPC.

La classification des produits française (CPF) instaurée également au 1er janvier 1993 se substitue au volet « produits » de la nomenclature d'activités et de produits (NAP 73) et à la nomenclature détaillée de produits (NODEP) dont elle reprend le degré de détail. Les classifications CPF et CPA sont quasiment identiques.

Une nouvelle version de la CPF, la CPF révision 1, est entrée en vigueur au 1er janvier 2003.

La révision de la NAF n'a pratiquement pas de conséquences sur la CPF. La principale modification de la CPF est la création de nombreux codes de services industriels permettant d'isoler les services rendus par les sous-traitants.

L'INSEE a construit deux niveaux de regroupement en 16 et 36 positions pour les activités et les produits. Ces regroupements économiques, dénommés nomenclature économique de synthèse (NES), constituent un dénominateur commun pour la présentation des statistiques agrégées, valable pour tous les domaines. Ils sont complétés par un niveau méso-économique en 114 positions. Les codes et intitulés de la NES n'ont pas été modifiés lors de la révision 2003 de la NAF et de la CPF.

Cette nomenclature, détaillée selon les niveaux 16, 36 et 114 est donnée dans le tableau du point E dans sa présentation « Activités ».

Par ailleurs, les comptes nationaux sont, depuis leur publication en 1999, compatibles avec la nomenclature d'activités française elle-même cohérente avec la NACE (nomenclature d'activités de la communauté européenne). La nomenclature adoptée permet de meilleures comparaisons internationales.

Les nomenclatures du commerce extérieur, révisées chaque année, sont publiées dans les documents suivants :

— les règlements européens de la Nomenclature combinée (en vente au *Journal officiel*, 26, rue Desaix, 75727 Paris Cedex 15) ;

— la Nomenclature générale des produits (en vente au Centre de renseignements des douanes, pavillon H, 238, quai de Bercy, 75572 Paris Cedex 12).

Les nomenclatures d'activités et de produits sont publiées par l'INSEE dans la collection « Nomenclatures et codes ». Elles peuvent aussi être consultées sur le site Internet **www.insee.fr**

Tous les textes juridiques concernant les nomenclatures européennes sont édités par le Journal officiel des Communautés européennes (JOCE) et vendus au Journal officiel (26, rue Desaix, 75727 Paris Cedex 15), en particulier :

— le règlement du Conseil 3037/90 du 9 octobre 1990 amendé par le règlement de la Commission 29/2002, pour la NACE (disponible également à INSEE Info-Service),

— le règlement du Conseil 3696/93 modifié par le règlement de la Commission 204/2002, pour la CPA.

4. *Classification type pour le commerce international* (CTCI) ONU, 1988 (3e révision) :

— en vente à la librairie du Commerce international, 10, avenue d'Iéna, 75116 Paris.

5. *Nomenclature uniforme des marchandises pour les statistiques de transports (NST),* Office statistique des Communautés européennes, 3ème révision, 1982 :

— en vente au Centre d'information sur l'Union européenne (Sources d'Europe, le socle de la Grande Arche - 92044 PARIS La Défense Cedex).

6. *Nomenclatures de la consommation des ménages « fonctions » et « durabilité »* :

— Nomenclatures adaptées ou inspirées des catégories de l'ONU,

— Publiées chaque année dans « La consommation des ménages en... » dans la collection *INSEE - Résultats*.

B. Nomenclature de métiers, emplois et catégories sociales

Ces nomenclatures permettent le classement des personnes en fonction de caractéristiques professionnelles individuelles :

Nomenclature des professions et catégories socio-professionnelles (PCS et PCS ESE). — La nomenclature PCS est utilisée pour la codification de la profession dans le recensement et les enquêtes que l'INSEE réalise auprès des ménages, depuis le recensement de 1982. La nomenclature PCS rénovée, dite PCS-2003, est entrée en vigueur début 2003. La rénovation a porté sur le niveau le plus fin de la nomenclature, celui des professions, qui comporte désormais 497 postes, dont 486 postes d'actifs. Les niveaux plus agrégés des groupes socioprofessionnels (8 groupes correspondant au premier chiffre de la profession), et des catégories socioprofessionnelles (42 postes correspondant aux deux premiers chiffres de la PCS, avec une version agrégée en 24 postes), n'ont en revanche pas été affectés par la rénovation :

— le « niveau 8 » ou groupe socioprofessionnel comporte 6 postes d'actifs,

— le « niveau 24 » ou catégorie socioprofessionnelle agrégée, comporte 19 postes d'actifs (permettant notamment d'avoir une distinction entre salariés/non-salariés, public/privé),

— le « niveau 42 » ou catégorie socioprofessionnelle, comporte 32 postes d'actifs.

La correspondance entre les niveaux 8, 24 et 42 de la PCS est donnée dans le tableau du point F.

Il existe une version affinée de la nomenclature PCS, dite nomenclature PCS des Emplois Salariés d'Entreprise (PCS-ESE), utilisée par les entreprises du secteur privé pour codifier la profession de leurs salariés dans les formulaires administratifs ou d'enquête statistique. La PCS-ESE ne concerne que des professions d'actifs salariés. Elle a été rénovée en même temps que la nomenclature PCS. La PCS-ESE 2003 est entrée en vigueur début 2003. Elle comporte 412 postes au niveau le plus fin des professions, dont certains correspondent à des éclatements de postes de la PCS. Aux niveaux plus agrégés, elle comporte 6 groupes socioprofessionnels et 29 catégories socioprofessionnelles.

— *Nomenclature des professions et catégories socioprofessionnelles 2003*, INSEE, 2003, est l'index analytique de référence, disponible en format papier dans la série « Nomenclatures et codes ».

— *Nomenclature des professions et catégories socioprofessionnelles des Emplois Salariés d'Entreprise 2003*, INSEE, 2003, est l'index analytique de référence, disponible en format papier dans la série « Nomenclatures et codes ».

Les deux guides sont en vente dans les directions régionales de l'INSEE et à INSEE Info-Service. Les deux nomenclatures peuvent également être consultées sur le site Internet de l'INSEE **www.insee.fr**

C. Découpages géographiques

Le Code officiel géographique rassemble en un seul volume les codes et libellés des pays et territoires étrangers, des régions, des départements, des arrondissements, des cantons, des communes. Il se décompose de la façon suivante :

- une table de correspondance Région-Département ;
- un tableau du nombre d'arrondissements et de cantons au 1er janvier et du nombre de communes à différentes dates ;
- les listes des arrondissements, cantons, communes et des modifications communales intervenues depuis 1943 pour les départements métropolitains et les DOM.
- les listes des cantons et communes pour les Territoires d'outre-mer ;
- la liste des pays et territoires étrangers.

L'édition 1999 (la 13ème) du Code Officiel Géographique donne la situation de la géographie administrative au 1er janvier 1999. Les précédentes éditions sont parues en 1943, 1954, 1961, 1966, 1968, 1971, 1975, 1978, 1982, 1985, 1990 et 1994.

Chaque année, le Code officiel Géographique fait l'objet d'une mise à jour ; la dernière publiée est établie au 1er janvier 2003.

Il peut être consulté sur le site Internet de l'INSEE **www.insee.fr**

Il est également commercialisé sur cédérom.

— en vente dans les directions régionales de l'INSEE et à INSEE Info-Service.

D. Nomenclature des maladies et causes de décès

Extrait de la Classification internationale des maladies (10e révision, 1996) — Élaborée par l'Organisation mondiale de la santé :

— en vente à la librairie Arnette, 2, rue Casimir-Delavigne, Paris (6e).

E. Correspondances entre la Nomenclature économique de synthèse (NES) en « 16 », « 36 » et « 114 » positions et les divisions ou groupes de la Nomenclature d'activités française (NAF révision 1).

NES « 16 »	NES « 36 »	NES « 114 »	Divisions, groupes ou classe de la NAF
EA Agriculture, sylviculture, pêche.	A0 Agriculture, sylviculture, pêche.	A01 Agriculture, chasse, services annexes.	01
		A02 Sylviculture, exploitation forestière, services annexes.	02
		A03 Pêche, aquaculture.	05
EB Industries agricoles et alimentaires.	B0 Industries agricoles et alimentaires.	B01 Industrie des viandes.	15.1
		B02 Industrie du lait.	15.5
		B03 Industrie des boissons.	15.9
		B04 Travail du grain ; fabrication d'aliments pour animaux.	15.6, 15.7
		B05 Industries alimentaires diverses.	15.2 à 15.4, 15.8
		B06 Industrie du tabac.	16
EC Industries des biens de consommation.	C1 Habillement, cuir.	C11 Industrie de l'habillement et des fourrures.	18
		C12 Industrie du cuir et de la chaussure.	19
	C2 Édition, imprimerie, reproduction.	C20 Édition, imprimerie, reproduction.	22
	C3 Pharmacie, parfumerie, entretien.	C31 Industrie pharmaceutique.	24.4
		C32 Fabrication de savons, de parfums et de produits d'entretien.	24.5
	C4 Industries des équipements du foyer.	C41 Fabrication de meubles.	36.1
		C42 Bijouterie et fabrication d'instruments de musique.	36.2, 36.3
		C43 Fabrication d'articles de sport, de jeux et industries diverses.	36.4 à 36.6
		C44 Fabrication d'appareils domestiques.	29.7
		C45 Fabrication d'appareils de réception, enregistrement, reproduction (son, image).	32.3
		C46 Fabrication de matériel optique et photographique, horlogerie.	33.4, 33.5
ED Industrie automobile.	D0 Industrie automobile.	D01 Construction automobile.	34.1, 34.2
		D02 Fabrication d'équipements automobiles.	34.3

E. Correspondances entre la Nomenclature économique de synthèse (NES) en « 16 », « 36 » et « 114 » positions et les divisions ou groupes de la Nomenclature d'activités française (NAF révision 1) *(suite).*

EE Industrie des biens d'équipement.	E1 Construction navale, aéronautique et ferroviaire.	E11 Construction navale.	35.1
		E12 Construction de matériel ferroviaire roulant.	35.2
		E13 Construction aéronautique et spatiale.	35.3
		E14 Fabrication de cycles, motocycles, matériel de transport n.c.a.	35.4, 35.5
	E2 Industries des équipements mécaniques.	E21 Fabrication d'éléments en métal pour la construction.	28.1
		E22 Chaudronnerie, fabrication de réservoirs métalliques et de chaudières.	28.2, 28.3
		E23 Fabrication d'équipements mécaniques.	29.1
		E24 Fabrication de machines d'usage général.	29.2
		E25 Fabrication de machines agricoles.	29.3
		E26 Fabrication de machines-outils.	29.4
		E27 Fabrication d'autres machines à usage spécifique.	29.5
		E28 Fabrication d'armes et de munitions.	29.6
	E3 Industries des équipements électriques et électroniques.	E31 Fabrication de machines de bureau et de matériel informatique.	30
		E32 Fabrication de moteurs, génératrices et transformateurs électriques.	31.1
		E33 Fabrication d'appareils d'émission et de transmission.	32.2
		E34 Fabrication de matériel médico-chirurgical et d'orthopédie.	33.1
		E35 Fabrication d'instruments de mesure et de contrôle.	33.2, 33.3
EF Industries des biens intermédiaires.	F1 Industries des produits minéraux.	F11 Extraction de minerais métalliques.	13
		F12 Autres industries extractives.	14
		F13 Fabrication de verre et d'articles en verre.	26.1
		F14 Fabrication de produits céramiques et de matériaux de construction.	26.2 à 26.8
	F2 Industrie textile.	F21 Filature et tissage.	17.1 à 17.3
		F22 Fabrication de produits textiles.	17.4, 17.5
		F23 Fabrication d'étoffes et d'articles à maille.	17.6, 17.7
	F3 Industrie du bois et du papier.	F31 Travail du bois et fabrication d'articles en bois.	20
		F32 Fabrication de pâte à papier, de papier et de carton.	21.1
		F33 Fabrication d'articles en papier ou en carton.	21.2

E. Correspondances entre la nomenclature économique de synthèse (NES) en « 16 », « 36 » et « 114 » positions et les divisions ou groupes de la nomenclature d'activités française (NAF révision 1) *(suite).*

EF Industries des biens intermédiaires. *(fin).*	F4 Chimie caoutchouc, plastiques.	F41 Industrie chimique minérale.	24.1A à 24.1E et 24.1J
		F42 Industrie chimique organique.	24.1G, 24.1L, 24.1N
		F43 Parachimie.	24.2, 24.3, 24.6
		F44 Fabrication de fibres artificielles ou synthétiques.	24.7
		F45 Industrie du caoutchouc.	25.1
		F46 Transformation des matières plastiques.	25.2
	F5 Métallurgie et transformation des métaux.	F51 Sidérurgie et première transformation de l'acier.	27.1 à 27.3
		F52 Production de métaux non ferreux.	27.4
		F53 Fonderie.	27.5
		F54 Services industriels du travail des métaux.	28.4, 28.5
		F55 Fabrication de produits métalliques.	28.6, 28.7
		F56 Récupération.	37
	F6 Industries des composants électriques et électroniques.	F61 Fabrication de matériel électrique.	31.2 à 31.6
		F62 Fabrication de composants électroniques.	32.1
EG Énergie.	G1 Production de combustibles et de carburants.	G11 Extraction de houille, de lignite et de tourbe.	10
		G12 Extraction d'hydrocarbures ; services annexes.	11
		G13 Extraction de minerais d'uranium.	12
		G14 Cokéfaction et industrie nucléaire.	23.1, 23.3
		G15 Raffinage de pétrole.	23.2
	G2 Eau, gaz, électricité.	G21 Production et distribution d'électricité, de gaz et de chaleur.	40
		G22 Captage, traitement et distribution d'eau.	41
EH Construction.	H0 Construction.	H01 Bâtiment.	45.2A à 45.2B, 45.2J à 45.2L, 45.2T, 45.2V, 45.3A à 45.3F, 45.4
		H02 Travaux publics.	45.1, 45.2C à 45.2F, 45.2N, 45.2P, 45.2R, 45.2U, 45.3H, 45.5
EJ Commerce.	J1 Commerce et réparation automobile.	J10 Commerce et réparation automobile.	50
	J2 Commerce de gros.	J20 Commerce de gros, intermédiaires.	51
	J3 Commerce de détail, réparation.	J31 Grandes surfaces à prédominance alimentaire.	52.1D à 52.1F
		J32 Magasins d'alimentation, spécialisés ou non.	52.1A à 52.1C, 52.2
		J33 Autres commerces de détail, en magasin ou non, réparations.	52.1H, 52.1J, 52.3 à 52.7

E. Correspondances entre la Nomenclature économique de synthèse (NES) en « 16 », « 36 » et « 114 » positions et les divisions ou groupes de la Nomenclature d'activités française (NAF révision 1) *(suite et fin).*

EK Transports.	K0 Transports.	K01 Transports ferroviaires.	60.1
		K02 Transport routier de voyageurs.	60.2A à 60.2G
		K03 Transport routier (ou par conduites) de marchandises.	60.2L à 60.2P, 60.3
		K04 Transports par eau.	61
		K05 Transports aériens.	62.1, 62.2
		K06 Transport spatial.	62.3
		K07 Manutention, entreposage, gestion d'infrastructures.	63.1, 63.2
		K08 Agence de voyage.	63.3
		K09 Organisation du transport de fret.	63.4
EL Activités financières.	L0 Activités financières.	L01 Intermédiation financière.	65
		L02 Assurance.	66
		L03 Auxiliaires financiers et d'assurance.	67
EM Activités immobilières.	M0 Activités immobilières.	M01 Promotion, gestion immobilière.	70.1, 70.3
		M02 Location immobilière.	70.2
EN Services aux entreprises.	N1 Postes et télécommunications.	N11 Activités de poste et de courrier.	64.1
		N12 Télécommunications.	64.2
	N2 Conseils et assistance.	N21 Activités informatiques.	72
		N22 Services professionnels.	74.1A, 74.1C, 74.1G
		N23 Administration d'entreprises.	74.1J
		N24 Publicité et études de marché.	74.1E, 74.4
		N25 Architecture, ingénierie, contrôle.	74.2, 74.3
	N3 Services opérationnels.	N31 Location sans opérateur.	71
		N32 Sélection et fourniture de personnel.	74.5
		N33 Sécurité, nettoyage et services divers aux entreprises.	74.6 à 74.8
		N34 Assainissement, voirie et gestion des déchets.	90
	N4 Recherche et développement.	N40 Recherche et développement.	73
EP Services aux particuliers.	P1 Hôtels et restaurants.	P10 Hôtels et restaurants.	55
	P2 Activités récréatives, culturelles et sportives.	P21 Activités audiovisuelles.	92.1, 92.2
		P22 Autres activités récréatives, culturelles et sportives.	92.3 à 92.7
	P3 Services personnels et domestiques.	P31 Services personnels.	93
		P32 Services domestiques.	95, 96, 97
EQ Éducation, santé, action sociale.	Q1 Éducation.	Q10 Éducation.	80
	Q2 Santé, action sociale.	Q21 Activités relatives à la santé.	85.1, 85.2
		Q22 Action sociale.	85.3
ER Administration.	R1 Administration publique.	R10 Administration publique.	75
	R2 Activités associatives et extra-territoriales.	R21 Activités associatives.	91
		R22 Activités extra-territoriales.	99

F. Correspondances entre les secteurs 8, 24 et 42 de la nomenclature des professions et catégories socioprofessionnelles (PCS)

Niveau agrégé (8 postes dont 6 pour les actifs occupés)	Niveau de publication courante (24 postes dont 19 pour les actifs)	Niveau détaillé (42 postes dont 32 pour les actifs)
1. Agriculteurs exploitants.	10 Agriculteurs exploitants.	11 Agriculteurs sur petite exploitation. 12 Agriculteurs sur moyenne exploitation. 13 Agriculteurs sur grande exploitation.
2. Artisans, commerçants et chefs d'entreprise.	21 Artisans.	21 Artisans.
	22 Commerçants et assimilés.	22 Commerçants et assimilés.
	23 Chefs d'entreprise de 10 salariés ou plus.	23 Chefs d'entreprise de 10 salariés ou plus.
3. Cadres et professions intellectuelles supérieures.	31 Professions libérales.	31 Professions libérales.
	32 Cadres de la fonction publique, professions intellectuelles et artistiques.	33 Cadres de la fonction publique. 34 Professeurs, professions scientifiques. 35 Professions de l'information, des arts et des spectacles.
	36 Cadres d'entreprise.	37 Cadres administratifs et commerciaux d'entreprise. 38 Ingénieurs et cadres techniques d'entreprise.
4. Professions intermédiaires.	41 Professions intermédiaires de l'enseignement, de la santé, de la fonction publique et assimilés.	42 Instituteurs et assimilés. 43 Professions intermédiaires de l'enseignement, de la santé et du travail social. 44 Clergé, religieux. 45 Professions intermédiaires administratives de la fonction publique.
	46 Professions intermédiaires administratives et commerciales des entreprises.	46 Professions intermédiaires administratives et commerciales des entreprises.
	47 Techniciens.	47 Techniciens.
	48 Contremaîtres, agents de maîtrise.	48 Contremaîtres, agents de maîtrise.
5. Employés.	51 Employés de la fonction publique.	52 Employés civils et agents de service de la fonction publique. 53 Policiers et militaires.
	54 Employés administratifs d'entreprise.	54 Employés administratifs d'entreprise.
	55 Employés de commerce.	55 Employés de commerce.
	56 Personnels des services directs aux particuliers.	56 Personnels des services directs aux particuliers.
6. Ouvriers.	61 Ouvriers qualifiés.	62 Ouvriers qualifiés de type industriel. 63 Ouvriers qualifiés de type artisanal. 64 Chauffeurs. 65 Ouvriers qualifiés de la manutention, du magasinage et du transport.
	66 Ouvriers non qualifiés.	67 Ouvriers non qualifiés de type industriel. 68 Ouvriers non qualifiés de type artisanal.
	69 Ouvriers agricoles.	69 Ouvriers agricoles.
7. Retraités.	71 Anciens agriculteurs exploitants.	71 Anciens agriculteurs exploitants.
	72 Anciens artisans, commerçants, chefs d'entreprise.	72 Anciens artisans, commerçants, chefs d'entreprise.
	73 Anciens cadres et professions intermédiaires.	74 Anciens cadres. 75 Anciennes professions intermédiaires.
	76 Anciens employés et ouvriers.	77 Anciens employés. 78 Anciens ouvriers.
8. Autres personnes sans activité professionnelle.	81 Chômeurs n'ayant jamais travaillé.	81 Chômeurs n'ayant jamais travaillé.
	82 Inactifs divers (autres que retraités).	83 Militaires du contingent. 84 Élèves, étudiants. 85 Personnes diverses sans activité professionnelle de moins de 60 ans (sauf retraités). 86 Personnes diverses sans activité professionnelle de 60 ans et plus (sauf retraités).

LISTE DES MINISTÈRES

Ministère des Affaires Étrangères
Ministère des Affaires Sociales, du Travail et de la Solidarité
Ministère de l'Agriculture, de l'Alimentation, de la Pêche et des Affaires rurales
Ministère de la Culture et de la Communication
Ministère de la Défense
Ministère de L'Écologie et du Développement durable
Ministère de l'Économie, des Finances et de l'Industrie
Ministère de l'Équipement, des Transports, du Logement, du Tourisme et de la Mer
Ministère de la Fonction Publique, de la Réforme de l'État et de l'Aménagement du Territoire
Ministère de l'Intérieur, de la Sécurité intérieure et des Libertés locales
Ministère de la Jeunesse, de l'Éducation nationale et de la Recherche
Ministère de la Justice
Ministère de l'Outre-Mer
Ministère de la Santé, de la Famille et des Personnes handicapées
Ministère des Sports

PRINCIPAUX ORGANISMES PUBLICS À COMPÉTENCE STATISTIQUE NATIONALE

Administration ou institution de rattachement	Service ou organisme, adresse, téléphone et site Internet	Principales publications
PREMIER MINISTRE.....	Commissariat général du Plan : 18, rue de Martignac 75700 PARIS 07 SP Tél. : 01 45 56 51 00 www.plan.gouv.fr	Rapport des commissions et groupes du Plan.
	Commissariat à l'Énergie Atomique : 31-33, rue de la Fédération 75752 PARIS CEDEX 15 Tél. : 01 40 56 10 00 www.cea.fr	
	Direction du Développement des médias. Département statistiques, études et documentation sur les médias : 69, rue de Varenne 75700 PARIS Tél. : 01 42 75 80 00 www.ddm.gouv.fr	Tableaux statistiques de la presse *(annuel)* ; Info-médias ; Indicateurs statistiques de l'audiovisuel, de la radio, de la publicité.
AFFAIRES SOCIALES, TRAVAIL ET SOLIDARITÉ (Ministère)	Direction de l'animation de la recherche, des études et des statistiques (DARES) : 39-43, quai André Citroën 75902 PARIS CEDEX 15 Tél. : 01 44 38 38 38 www.travail.gouv.fr	Dossiers statistiques du travail et de l'emploi ; Bulletin mensuel des statistiques du travail ; Cahier travail et emploi ; Revue travail et emploi ; Premières informations, premières synthèses ; Tableau de bord de la politique de l'emploi.
	Direction de la population et des migrations (DPM) : 10-16, rue Brancion BP 555 75725 PARIS CEDEX 15 Tél. : 01 40 56 60 00	
	Direction de la recherche, des études, de l'évaluation et des statistiques (DREES) : 11, place des Cinq Martyrs du lycée Buffon 75696 PARIS CEDEX 14 Tél. : 01 40 56 66 00 www.sante.gouv.fr	Solidarité-Santé. Études statistiques *(bimestriel)* ; Revue française des affaires sociales ; Comptes nationaux de la santé *(annuel)* ; Compte de la protection sociale ; Études et résultats ; Collection études, document de travail ; Collection statistiques, document de travail.
• *Caisse nationale des allocations familiales* (CNAF)	Direction des Statistiques, des Études et de la Recherche 23, rue Daviel 75634 PARIS CEDEX 13 Tél : 01 45 65 52 52 www.caf.fr	Prestations légales, aides au logement, revenu minimum d'insertion au 31 décembre.
• *Caisse nationale d'assurance maladie des travailleurs salariés* (CNAMTS)	66, avenue du Maine 75694 PARIS CEDEX 14 Tél : 01 42 79 30 30 www.ameli.fr	Dossiers Études et statistiques.
• *Centre d'études et de recherches sur les qualifications* (CEREQ) : Établissement public à caractère administratif.	10, place de la Joliette BP 21321 13567 MARSEILLE RÉPUBLIQUE CEDEX 02 Tél. : 04 91 13 28 28 www.cereq.fr	Formation-emploi *(trimestriel)* ; Notes Emploi Formation ; La formation professionnelle continue financée par les entreprises (collection document *(annuel))* ; CEREQ-BREF [Bulletin de recherche sur l'emploi et la formation] *(mensuel)* ; « Études » et « Documents » ; Série synthèses et évaluation ; Reflets (banque de données sur l'enseignement technique).
• *Institut national de la santé et de la recherche médicale* (INSERM) : Établissement public à caractère scientifique et technologique.	101, rue de Tolbiac 75654 PARIS CEDEX 13 Tél. : 01 44 23 60 00 www.inserm.fr	Statistiques des causes médicales de décès *(annuel)* ; INSERM actualités *(mensuel)* ; Repères.
• *Office des migrations internationales* (OMI) : Établissement public de l'État.	44, rue Bargue 75732 PARIS CEDEX 15 Tél. : 01 53 69 53 70 www.omi.social.fr	OMISTATS : Annuaire des migrations *(annuel).*

Administration ou institution de rattachement	Service ou organisme, adresse, téléphone et site Internet	Principales publications
AGRICULTURE, ALIMENTATION, PÊCHE ET AFFAIRES RURALES (Ministère) . . .	Direction des Affaires financières Service central des enquêtes et études statistiques (SCEES) : 251, rue de Vaugirard 75732 PARIS CEDEX 15 Tél. : 01 49 55 85 06 www.agreste.agriculture.gouv.fr	AGRESTE, la statistique agricole : Agreste-Primeur : les premiers résultats ; Agreste Cahiers ; Agreste Chiffres et Données : agriculture ; Agreste Chiffres et Données : agroalimentaire ; Agreste Conjoncture : La note *(mensuel)* ; Agreste Conjoncture : Le bulletin *(mensuel ou trimestriel)* ; Agreste Graph-Agri ; Statistique agricole annuelle ; structure des exploitations agricoles ; RGA 2000.
	Direction de l'Espace rural et de la Forêt. Sous direction du Cheval : 3, rue Barbet-de-Jouy 75349 PARIS 07 SP Tél. : 01 49 55 59 86 www.agriculture.gouv.fr	
	Direction des Pêches maritimes et de l'Aquaculture : 3, place de Fontenoy 75007 PARIS Tél. : 01 49 55 82 01 www.agriculture.gouv.fr	
• *Inventaire forestier national :* Établissement public à caractère administratif.	Château des Barres 45290 Nogent-sur-Vernisson Tél. : 02 38 28 18 00 www.ifn.fr	Inventaire forestier national : résultats départementaux ; Fonds forestier national. Rapport *(annuel)*.
• *Office national des forêts* (ONF) : Établissement public national à caractère industriel et commercial.	2, avenue de Saint-Mandé 75012 PARIS Tél. : 01 40 19 58 00 www.onf.fr	
CULTURE ET COMMUNICATION (Ministère)	Direction de l'Administration générale Département des études et de la prospective : 2, rue Jean-Lantier 75001 PARIS Tél. : 01 40 15 80 00 www.culture.gouv.fr	Chiffres clés : statistiques de la culture *(annuel)*. Développement culturel *(5 numéros par an)*.
	Direction des Archives de France : 56, rue des Francs Bourgeois 75141 PARIS CEDEX 03 Tél. : 01 40 27 60 00 www.archivesdefrance.culture.gouv.fr	
	Direction du livre et de la lecture : 180, rue de Rivoli 75001 PARIS Tél. : 01 40 15 73 00 www.culture.gouv.fr	
	Direction des musées de France : 6, rue des Pyramides 75001 PARIS Tél. : 01 40 15 73 00 www.culture.gouv.fr	
	Direction de la musique, de la danse, du théâtre et des spectacles : 53, rue Saint-Dominique 75007 PARIS Tél. : 01 40 15 80 00 www.culture.gouv.fr	Mesures *(plusieurs numéros par an)*.
	Direction de l'architecture et du patrimoine : 8, rue Vivienne 75002 PARIS Tél. : 01 40 15 80 00 www.culture.gouv.fr	
• *Centre national de la cinématographie :* Établissement public administratif.	12, rue de Lübeck 75784 PARIS CEDEX 16 Tél. : 01 44 34 34 40 www.cnc.fr	CNC info.

Administration ou institution de rattachement	Service ou organisme, adresse, téléphone et site Internet	Principales publications
ÉCOLOGIE ET DÉVELOPPEMENT DURABLE (Ministère)	Direction de l'eau ; Direction de la nature et des paysages ; Direction de la prévention des pollutions et des risques : 20, avenue de Ségur 75302 PARIS CEDEX 07 SP Tél. : 01 42 19 12 01 www.environnement.gouv.fr	Réseau national d'observation de la qualité du milieu marin *(résultats annuels)* ; État de l'assainissement des collectivités locales ; Composantes industrielles de la pollution des eaux *(annuel)* ; État sanitaire des zones de baignade en mer et en eau douce ; Bulletin de situation hydrologique.
• *Agence de l'Environnement et de la Maîtrise de l'énergie* (ADEME) : Établissement public à caractère industriel et commercial.	27, rue Louis Vicat 75737 PARIS CEDEX 15 Tél. : 01 47 65 20 00 www.ademe.fr	
• *Conseil supérieur de la pêche :* Établissement public national à caractère administratif.	16, avenue Louison Bobet 94132 FONTENAY-SOUS-BOIS CEDEX Tél. : 01 45 14 36 00 www.csp.environnement.gouv.fr	Eaux libres *(trimestriel)* ; BFPP, connaissance et gestion du patrimoine aquatique ; Collection Mise au point.
• *Institut français de l'Environnement* (IFEN) : Établissement public national de l'État, à caractère administratif.	61, boulevard Alexandre Martin 45058 ORLÉANS CEDEX 01 Tél. : 02 38 79 78 78 www.ifen.fr	L'environnement en France : rapport sur l'état de l'environnement *(annuel)* ; Les données de l'environnement *(mensuel)* ; Chiffres-Clés de l'environnement *(annuel)* ; Abrégé statistique de l'environnement.
• *Office national de la chasse et de la faune sauvage :* Établissement public à caractère administratif.	85 *bis*, avenue de Wagram BP 236 75822 PARIS CEDEX 17 Tél. : 01 44 15 17 17 www.oncfs.gouv.fr	
ÉCONOMIE, FINANCES ET INDUSTRIE (Ministère)	Site Internet du ministère : www.minefi.gouv.fr	Notes bleues de Bercy *(bi-mensuel).*
	Direction de la Communication : Télédoc : 536 139, rue de Bercy 75572 PARIS CEDEX 12 Tél. : 01 40 04 04 04	
	Direction générale de la Comptabilité publique : Télédoc : 330 139, rue de Bercy 75573 PARIS CEDEX 12 Tél. : 01 40 04 04 04	Compte de la dette publique *(annuel).* Les comptes des collectivités locales : – les comptes des régions ; – les comptes des départements ; – les comptes des communes.
	Direction générale des douanes et droits indirects (sous-direction des systèmes d'information et de télécommunication) : 8, rue de la Tour-des-Dames 75436 PARIS CEDEX 09 Tél. : 01 55 07 42 25 www.finances.gouv.fr/douanes	Statistiques du commerce extérieur de la France : – Commentaires annuels ; – Résultats annuels par NC8 et par pays ; – Annuaire abrégé *(annuel)* ; – Banque de données BÉATRICE.
	Direction générale des impôts : Télédoc : 930 139, rue de Bercy 75574 PARIS CEDEX 12 Tél. : 01 40 04 04 04 www.impots.gouv.fr	Annuaire statistique *(annuel).*
	Direction générale de l'INSEE : 18, boulevard Adolphe-Pinard 75675 PARIS CEDEX 14 Tél. : 01 41 17 50 50 www.insee.fr	Rapport sur les comptes de la Nation *[annuel] ;* Économie et statistique *(10 numéros par an) ;* Bulletin mensuel de statistique ; INSEE Résultats ; INSEE Première ; INSEE Méthodes ; Données sociales ; Tableaux de l'économie française *(annuel)* ; France, portrait social.
	INSEE Info Service : Tour Gamma A 195, rue de Bercy 75582 PARIS CEDEX 12 Tél. : 01 41 17 66 11	Publications et cédéroms de l'INSEE, d'EUROSTAT et des services statistiques ministériels.

Administration ou institution de rattachement	Service ou organisme, adresse, téléphone et site Internet	Principales publications
ÉCONOMIE, FINANCES ET INDUSTRIE (Ministère) *[suite]*.....	Direction de la prévision et de l'analyse économique : Télédoc : 653 139, rue de Bercy 75572 PARIS CEDEX 12 Tél. : 01 40 04 04 04 www.finances-gouv.fr/prevision.	Rapport économique, social et financier.
	Direction du Trésor : Télédoc : 230 139, rue de Bercy 75572 PARIS CEDEX 12 Tél. : 01 44 87 17 17	Balance des paiements et la position extérieure de la France [1].
	Service de la redevance de l'audiovisuel : Service central 46, rue Amsterdam 75442 PARIS CEDEX 09 Tél. : 01 49 70 40 40	
• *Énergie*	Direction générale de l'énergie et des matières premières (DGEMP) : Observatoire de l'Énergie Télédoc 151 61, boulevard Vincent Auriol 75703 PARIS CEDEX 13 Tél. : 01 44 97 06 03 www.industrie.gouv.fr/energie/statistiques-energie.htm	Tableau des consommations d'énergie en France *(annuel)* ; Bilans de l'énergie *(annuel)* ; Chiffres clés de l'énergie ; L'Énergie dans les régions ; Gaz, électricité, charbon : lettre d'information *(trimestrielle)* ; Rapport annuel énergie et matières premières.
	Direction des ressources énergétiques et minérales (DIREM) : Direction de la demande et des marchés énergétiques (DIDEME) : Télédoc : 141 61, boulevard Vincent Auriol 75703 PARIS CEDEX 13 Tél. : 01 44 97 27 74	Statistiques de l'industrie gazière en France *(annuel)*. Production et distribution de l'énergie électrique en France *(annuel)* ; Recherche et production pétrolière en France ; L'industrie pétrolière.
• *Industrie*	Service des statistiques industrielles (SESSI) : 20, avenue de Ségur 75353 PARIS 07 SP Tél. : 01 43 19 36 36 www.industrie.gouv.fr/sessi	Chiffres-clés référence ; Chiffres-clés analyse ; Chiffres-clés production industrielle ; Dossiers sectoriels du SESSI ; L'état de l'industrie française ; Le 4 pages des statistiques industrielles ; En bref.
	Direction générale de l'Industrie des Technologies de l'Information et des Postes - Services des industries manufacturières Sous-direction des matériels de transports : 12, rue Villiot DIGITIP 2 75572 PARIS CEDEX 12 Tél. : 01 44 87 17 17	Statistiques de construction navale *(annuel)*.
• *Institut national de la propriété industrielle.* Établissement public de l'État	26 *bis,* rue de Saint-Petersbourg 75800 PARIS CEDEX 08 Tél. : 01 53 04 53 04 www.inpi.fr	Bulletin officiel de la propriété industrielle ; Statistiques annuelles des échanges techniques entre la France et l'étranger ; Statistiques annuelles de la propriété industrielle.
• *École nationale supérieure des mines de Paris* (établissement public à caractère administratif)	60, boulevard Saint-Michel 75272 PARIS CEDEX 06 Tél. : 01 40 51 90 00 www.ensmp.fr	
• *Cité des Sciences et de l'Industrie*	30, avenue Corentin Cariou 75019 PARIS Tél. : 01 40 05 70 00 www.cite-sciences.fr	

(1) Document publié sous le double timbre du Ministère de l'Économie, des Finances et de l'Industrie (direction du Trésor) et de la Banque de France.

Administration ou institution de rattachement	Service ou organisme, adresse, téléphone et site Internet	Principales publications
ÉCONOMIE, FINANCES ET INDUSTRIE (Ministère) *[suite]*		
• *La Poste* (Exploitant public)	Direction générale Direction des relations extérieures : 4, quai du Point-du-Jour Case Postale B509 92777 BOULOGNE-BILLANCOURT CEDEX Tél. : 01 41 41 66 66 www.laposte.fr	Rapport d'activité, rapport financier *(annuel)*.
• *Petites et Moyennes Entreprises, Commerce et Artisanat.*	Direction des entreprises commerciales, artisanales et de services : 3-5, rue Barbet de Jouy 75753 PARIS 07 SP Tél. : 01 43 19 24 24 Site Internet : www.pme-commerce-artisanat.gouv.fr	Comptes commerciaux de la Nation ; La France des commerces *(annuel)* ; La France de l'artisanat ; Chiffres-clés *(annuel)*.
• *Commission de contrôle des assurances (CCA).* Autorité administrative indépendante.	54, rue de Châteaudun 75436 PARIS CEDEX 09 Tél. : 01 55 07 41 41	Rapport d'activité sur la commission *(annuel)*. Résultats comptables des entreprises d'assurance et de capitalisation.
• *Cour des comptes*	13, rue Cambon 75100 PARIS RP Tél. : 01 42 98 95 00 www.ccomptes.fr	Cour des comptes : rapport au Président de la République *(annuel)* ; Tableaux de synthèses.
• *Impôts (Conseil des)* *Placé auprès de la Cour des Comptes*	*Même adresse* Tél. : 01 42 98 97 95	Conseil des impôts : rapport au Président de la République *(annuel)* .
ÉQUIPEMENT, TRANSPORTS, LOGEMENT, TOURISME ET MER (Ministère)	Direction des affaires économiques et internationales Service économique et statistique : Tour Pascal B 92055 LA DÉFENSE CEDEX Tél. : 01 40 81 21 22 Site Internet du ministère : www.equipement.gouv.fr	Bulletin statistique SES : Construction *(trimestriel)* ; Note de synthèse du SES *(bimestriel)* : SES Infos Rapides construction *(trimestriel)* ; Données détaillées du SES Service construction ; Rapport sur les comptes du logement *(annuel)* ; Statistique de la construction neuve *(cédérom)* ; Mémento de statistiques des transports *(annuel)* ; Enquête annuelle d'entreprise : les entreprises de transport *Les transports en .. (annuel)* ; Rapport à la commission des comptes des transports de la Nation ; Le marché des véhicules, immatriculations et parcs : données du fichier central des automobiles *(annuel)* ; L'utilisation des véhicules de transport routier de marchandises *(annuel)* ; Les trafics de marchandises : banque de données des transports SITRAM (système d'information sur les transports de marchandises) ; Le trafic de voyageurs par autobus et autocars : parc des véhicules et flux transportés *(annuel)*.
• *Aviation civile*	Direction générale de l'Aviation civile : 50, rue Henri Farman 75720 PARIS CEDEX 15 Tél. : 01 58 09 43 21 www.aviation-civile.gouv.fr	
• *Mer*	Direction du Transport maritime, des ports et du littoral : 22, rue Monge 75005 PARIS Tél. : 01 40 81 72 10	Statistiques de la flotte de commerce *(trimestriel et annuel)*.
	Direction des affaires maritimes et des gens de mer : 3, place de Fontenoy 75700 PARIS 07 Tél. : 01 44 49 80 00 www.mer.gouv.fr	Bulletin mensuel de statistiques des ports maritimes de commerce ; Résultats de l'exploitation des ports maritimes - statistiques *(annuel)*.

Administration ou institution de rattachement	Service ou organisme, adresse, téléphone et site Internet	Principales publications
ÉQUIPEMENT, TRANSPORTS, LOGEMENT, TOURISME ET MER (Ministère) *[suite]*.		
• *Voies navigables*	Voies navigables de France 175, rue Ludovic Boutleux BP 820 62408 BÉTHUNE CEDEX Tél. : 01 21 63 24 24 www.vnf.fr	
• *Routes*	Direction de la sécurité et de la circulation routières : Arche de la Défense Paroi Sud. 92055 LA DÉFENSE CEDEX Tél. : 01 40 81 21 22	Statistiques et commentaires *(hebdomadaire et trimestriel)* ; La sécurité routière en France (bilan annuel).
	Service d'études techniques des routes et autoroutes (SETRA) : 46, avenue Aristide-Briand - BP 100 92225 BAGNEUX CEDEX Tél. : 01 46 11 31 31 www.setra.fr	Données de base : circulation, sécurité ; Circulation, accidents sur les routes nationales et autoroutes : données de base.
• *Tourisme*	Direction du Tourisme (bureau de la statistique touristique) : 2, rue Linois 75740 PARIS CEDEX 15 Tél. : 01 44 37 36 00 www.tourisme.gouv.fr	Études et rapports.
	Observatoire National du Tourisme 8, avenue de l'Opéra 75001 PARIS Tél. : 01 44 77 95 40 www.ont.tourisme.com	Les collections ; La lettre de l'Observatoire du Tourisme ; La note de conjoncture ; Mémento du tourisme *(annuel)*.
FONCTION PUBLIQUE, RÉFORME DE L'ÉTAT ET AMÉNAGEMENT DU TERRITOIRE (Ministère)	Direction générale de l'administration et de la fonction publique (bureau des statistiques, des études et de l'évaluation) : 32, rue de Babylone 75700 PARIS SP 07 Tél. : 01 42 75 80 00 www.fonction-publique.gouv.fr	La fonction publique et la réforme de l'État (rapport annuel) ; Les chiffres-clés ; Service-public *(mensuel)*.
INTÉRIEUR, SÉCURITÉ INTÉRIEURE ET LIBERTÉS LOCALES (Ministère)	Direction générale des collectivités locales. Département des études et des statistiques locales : 2, place des Saussaies 75008 PARIS Tél. : 01 40 07 60 60 www.dgcl.interieur.gouv.fr	Collection décentralisation ; Série décentralisation ; Série les collectivités locales en chiffres *(annuel)*, 4 vol. ; Série démocratie locale ; Bulletin d'informations statistiques de la DGCL.
	Direction générale de la police nationale Direction centrale de la police judiciaire : Sous-direction des liaisons extérieures/ DEF : 11, rue des Saussaies 75800 PARIS Tél. : 01 49 27 49 27	Aspects de la criminalité en France d'après les statistiques de la police judiciaire *(annuel)*.
	Direction de la défense et de la sécurité civiles : 85-87, quai du docteur Dervaux 92600 ASNIERES Tél. : 01 49 27 49 27 et 01 40 07 60 60 www.interieur.gouv.fr	

Administration ou institution de rattachement	Service ou organisme, adresse, téléphone et site Internet	Principales publications
JEUNESSE, ÉDUCATION NATIONALE ET RECHERCHE (Ministère)	Direction de l'évaluation et de la prospective (DEP), sous-direction des études statistiques (SDES) : 3-5, boulevard Pasteur 75015 PARIS Tél. : 01 55 55 72 80 www.education.gouv.fr	Repères et références statistiques sur les enseignements et la formation *(annuel)* ; Tableaux statistiques ; Rapport d'activité *(annuel)* ; Dossiers, documentaires en ligne ; Éducation et formation *(trimestriel)* ; Les dossiers ; Notes d'informations *(hebdomadaire)* ; L'état de l'école *(annuel)* ; Géographie de l'école *(annuel)* ; Les grands chiffres de l'Éducation Nationale.
	Bureau des études statistiques sur la recherche : 3-5, boulevard Pasteur 75015 PARIS Tél. : 01 55 55 76 57 www.recherche.gouv.fr	Rapport annexe au projet de la loi de finances : état de la recherche et du développement technologique ; Recherche et développement en France.
• *Muséum national d'histoire naturelle* (MNHN) : Établissement public à caractère scientifique, culturel et professionnel.	57, rue Cuvier 75231 PARIS CEDEX 05 Tél. : 01 40 79 30 00 www.mnhn.fr	
• *Office national d'information sur les enseignements et les professions* (ONISEP) : Établissement public national à caractère administratif.	12, mail B.-Thimonnier BP 86 - Lognes 77423 MARNE-LA-VALLÉE CEDEX 02 Tél. : 01 64 80 35 00 www.onisep.fr	Collection Parcours.
JUSTICE (Ministère).....	Direction de l'administration générale et de l'équipement. Sous-direction de la statistique, des études et de la documentation : 251, rue St-Honoré 75001 PARIS Tél. : 01 44 77 66 00	Annuaire statistique de la justice ; Chiffres clés de la justice *(annuel)* ; Infostat justice : bulletin d'information de la sous-direction de la statistique, des études et de la documentation ; Études et statistiques justice.
	Direction de l'administration pénitentiaire : 13, place Vendôme 75042 PARIS CEDEX 01 Tél. : 01 44 77 60 60 www.justice.gouv.fr	Rapport annuel d'activité de l'administration pénitentiaire ; Rapport annuel de la Cour de cassation au garde des Sceaux ; Rapport annuel d'activité du service central de la prévention de la corruption.
SANTÉ, FAMILLES ET PERSONNES HANDICAPÉES (Ministère).....	Institut de Veille sanitaire 12, rue du Val-d'Osne 94415 St MAURICE CEDEX Tél. : 01 41 79 67 00 www.invs.sante.fr	Bulletin épidémiologique hebdomadaire.
SPORTS (Ministère)	Direction du personnel et de l'administration. Mission bases de données et informations statistiques. 78, rue Olivier de Serres 75739 PARIS CEDEX 15 Tél : 01 40 45 90 00 www.jeunesse-sports.gouv.fr	Résultats statistiques d'enquêtes ; Tableaux « chiffres clés » ; Licences sportives et sections de clubs *(annuel)* ; STAT-INFO ; Le bulletin officiel jeunesse et sports.
CNIL (Autorité indépendante)	Commission nationale de l'informatique et des libertés : 21, rue Saint-Guillaume 75340 PARIS CEDEX 07 Tél. : 01 53 73 22 22 www.cnil.fr	

ORGANISMES INTERNATIONAUX

Administration ou institution de rattachement	Service ou organisme, adresse, téléphone et site Internet	Principales publications
AGENCE INTERNATIONALE DE L'ÉNERGIE (AIE)	9, rue de la Fédération 75739 PARIS CEDEX 15 www.iea.org	
BANQUE CENTRALE EUROPÉENNE (BCE)	Postfach 16 03 19 D-60066 Francfort sur le Main Allemagne www.ecb.int	Bulletin mensuel ; Rapport annuel de la BCE.
FONDS MONÉTAIRE INTERNATIONAL (FMI)	Bureau européen à Paris 66, avenue d'Iéna 75116 PARIS Tél. : 01 40 69 30 70 www.imf.org	
EUROSTAT *Office statistique des communautés européennes* (OSCE)	Bureau d'information : Rue Alcide de Gaspéri Bâtiment Jean Monnet BP 1907 2920 Luxembourg Tél. : 00 352 4301 34567 Europa.eu.int/comm/eurostat	Les publications et cédéroms d'EUROSTAT sont vendus au : Data INFO Service 195, rue de Bercy Tour Gamma A F - 75582 PARIS CEDEX 12 Tél. : + 33 (01) 53 17 88 44 Fax : + 33 (01) 53 17 88 22 E. mail : datashop@insee.fr
ORGANISATION DE COOPÉRATION ET DE DÉVELOPPEMENT ÉCONOMIQUES (OCDE).	2, rue André Pascal 75775 PARIS CEDEX 16 Tél. : 01 45 24 82 00 www.oecd.org	
Organisation mondiale de la Santé (OMS)	20, avenue Appia 1211, Genève 27, Suisse Tél. : (41-22) 791 21 11 www.who.int	
Organisation mondiale du tourisme (OMT)	Capitàn Haya 42 28020 MADRID Tél. : (34) 91 567 81 00 www.world-tourism.org	
Organisation des Nations Unies (ONU).	Centre d'information 1, rue Miollis 75732 PARIS CEDEX 15 Tél. : 01 45 68 10 00 www.onu.fr	
Population référence bureau (PRB)	1875 Connecticut Ave NW, suite 520 Washington DC 20 009-5728 USA www.prb.org	
Sources d'Europe	Socle de la Grande Arche 92054 PARIS LA DEFENSE Tél. : 01 41 25 12 12 www.info-europe.fr	
Union Internationale des Télécommunications (IUT - ITU)	Place des Nations CH – 1211, Genève 20, Suisse Tél. : (41-22) 730 91 15 www.itu.int	

AUTRES ORGANISMES

Artisanat

Assemblée permanente des chambres des métiers (APCM)
Direction des relations publiques et des services généraux
12, avenue Marceau - 75008 Paris
Tél. : 01 44 43 10 00

Assurance

Caisse nationale de prévoyance (CNP) Assurances
4, place Raoul-Dautry - 75716 Paris Cedex 15
Tél. : 01 42 18 88 88

Audiovisuel

Arte-France
8, rue Marceau - 92785 Issy-les-Moulineaux Cedex 09
Tél. : 01 55 00 77 77

La Cinquième
10, rue Horace Vernet - 92130 Issy-les-Moulineaux
Tél. : 01 56 22 91 91

Conseil supérieur de l'audiovisuel (CSA)
Tour Mirabeau - 39-43 quai André Citroën
75739 Paris Cedex 15
Tél. : 01 40 58 38 00

France 2
7, esplanade Henri-de-France
75907 Paris Cedex 15
Tél. : 01 56 22 42 42

France 3
7, esplanade Henri-de-France
75907 Paris Cedex 15
Tél. : 01 56 22 30 30

Institut national de l'audiovisuel (INA)
4, avenue de l'Europe - 94366 Bry-sur-Marne Cedex
Tél. : 01 49 83 20 00

Institut de recherche et étude publicitaire (IREP)
62, rue La Boétie - 75008 Paris
Tél. : 01 45 63 71 73

Médiamétrie
55-63, rue Anatole-France - 92300 Levallois-Perret Cedex
Tél. : 01 47 58 97 58

Radio-France
116, avenue du Président Kennedy - 75220 Paris Cedex 16
Tél. : 01 56 40 22 22

Radio-France Internationale (RFI)
116, avenue du Président Kennedy - 75016 Paris
Tél. : 01 56 40 12 12

Radio-télévision française d'Outre-Mer (RFO)
35-37, rue Danton - 92240 Malakoff
Tél. : 01 55 22 71 00

Société française de production et de création audiovisuelles (SFP)
2, avenue de l'Europe - 94360 Bry-sur-Marne Cedex
Tél. : 01 49 83 40 00

Télédiffusion de France (siège social)
10, rue d'Oradour-sur-Glane - 75732 Paris Cedex 15
Tél : 01 55 95 10 00

Télévision française 1 (TF1)
1, quai Point-du-Jour - 92656 Boulogne Billancourt Cedex
Tél. : 01 41 41 12 34

Bâtiment, travaux publics

Fédération française du bâtiment (FFB)
33, avenue Kléber - 75784 Paris Cedex 16
Tél. : 01 40 69 51 00

Fédération nationale des travaux publics (FNTP)
3, rue de Berri - 75008 Paris
Tél. : 01 44 13 31 44

Caoutchouc et matières plastiques

Fédération de la plasturgie
65, rue de Prony - 75854 Paris Cedex 17
Tél. : 01 44 01 16 16

Syndicat national du caoutchouc et des polymères (SNCP)
60, rue Auber - 94400 Vitry-sur-Seine Cedex
Tél. : 01 49 60 57 57

Charbon

Charbonnages de France
85, avenue Victor Hugo - 92500 Rueil-Malmaison
Tél. : 01 47 52 39 98

Comité charbonnier de l'importation et du commerce
10, rue Laborde - 75008 Paris
Tél. : 01 42 93 84 84

Chimie de base

Union des industries chimiques (UIC)
14, rue République, Le Diamant A - 92800 PUTEAUX
Tél. : 01 46 53 11 80

Commerce distribution

Institut français du libre service
46, rue Clichy - 75009 Paris
Tel 01 42 80 42 12

Construction aéronautique

Groupement des industries françaises aéronautiques et spatiales (GIFAS)
4, rue Galilée - 75782 Paris Cedex 16
Tél. : 01 44 43 17 00

Construction électrique et électronique

Fédération des industries électriques - électroniques et des communications (FIEEC)
11, rue Hamelin - 75783 Paris Cedex 16
Tél. : 01 45 05 70 70

Syndicat de l'industrie des technologies de l'information (SFIB)
2, place de la Défense - BP 240
92800 Puteaux
Tél : 01 46 92 24 35

Construction mécanique

Association française de la mécanique de haute précision
39-41, rue Louis-Blanc - 92400 Courbevoie
Tél. : 01 47 17 63 91

Association française des industries, des pompes et de la robinetterie
39, rue Louis-Blanc - 92400 Courbevoie
Tél. : 01 47 17 63 57

Chambre française de l'horlogerie et des microtechniques
22, avenue Franklin Roosevelt - 75008 Paris
Tél. : 01 53 77 29 00

Groupement des professions de la mesure
39, rue Louis-Blanc - 92400 Courbevoie
92038 Paris la Défense Cedex
Tél. : 01 47 17 64 05

Fédération française des industries de l'image
25, rue Astorg - 75008 Paris
Tél. : 01 53 43 80 30

Fabricants matériels de chauffage central par l'eau chaude et production d'eau chaude sanitaire
92038 Paris La Défense Cedex
Tél. : 01 47 17 61 64

Groupement des industries françaises de l'optique (GIFO)
185, rue de Bercy
75579 Paris Cedex 12
Tél. : 01 43 46 27 50

Syndicat des constructeurs de compresseurs
39-41, rue Louis-Blanc - 92400 Courbevoie
92038 Paris La Défense Cedex
Tél. : 01 47 17 62 81

Syndicat des constructeurs de machines papetières, de graphiques et d'emballage conditionnement (SCI PAG EMBALCO)
39-41, rue Louis-Blanc - 92400 Courbevoie
92038 Paris La Défense Cedex
Tél. : 01 47 17 63 50

Syndicat des constructeurs de matériel pour mines, tunnels et travaux souterrains (SYTRAMINES)
39-41, rue Louis-Blanc - 92400 Courbevoie
92038 Paris La Défense Cedex
Tél. : 01 47 17 63 40

Syndicat des constructeurs de moteurs à combustion interne (SCMCI)
39-41, rue Louis-Blanc - 92400 Courbevoie
92038 Paris La Défense Cedex
Tél. : 01 47 17 62 81

Syndicat des constructeurs de petites turbines hydrauliques (SCPTH) - Maison de la mécanique
39-41, rue Louis-Blanc - 92400 Courbevoie
92038 Paris La Défense Cedex
Tél. : 01 47 17 62 81

Syndicat des constructeurs de turbines et de matériels énergétiques lourds (SYTEMEL)
39, rue Louis-Blanc - 92400 Courbevoie
92038 Paris La Défense Cedex
Tél. : 01 47 17 62 81

Syndicat général des constructeurs de tracteurs et de machines agricoles (SYGMA)
19, rue Jacques-Bingen - 75017 Paris
Tél. : 01 42 12 85 90

Syndicat des industries de matériel de manutention (SIMMA)
39, rue Louis-Blanc - 92400 Courbevoie
92038 Paris La Défense Cedex
Tél. : 01 47 17 63 27

Syndicat de l'industrie de l'outillage (SIO)
45, rue Louis-Blanc - 92400 Courbevoie
92038 Paris La Défense Cedex
Tél. : 01 47 17 64 58

Syndicat de la machine-outil, de l'assemblage et de la productique associée (SYMAP)
45, rue Louis-Blanc - 92400 Courbevoie
92038 Paris La Défense Cedex
Tél. : 01 47 17 67 17

Syndicat national de la chaudronnerie, de la tôlerie et de la tuyauterie industrielle (SNCT)
39, rue Louis-Blanc - 92400 Courbevoie
92038 Paris La Défense Cedex
Tél. : 01 47 17 60 00

Syndicat national des fabricants des boîtes d'emballages et bouchages métalliques (SNFBM)
39-41, rue Louis-Blanc - 92400 Courbevoie
92038 Paris La Défense Cedex
Tél. : 01 47 17 64 47

Syndicat national de l'industrie des technologies médicales (SNITEM)
39-41, rue Louis-Blanc - 92400 Courbevoie
92038 Paris La Défense Cedex
Tél. : 01 47 17 63 88

Syndicat de la mesure
39-41, rue Louis-Blanc - 92400 Courbevoie
92038 Paris La Défense Cedex
Tél. : 01 43 34 76 80

Union des constructeurs de matériel textile de France (UCMTF)
39, rue Louis-Blanc - 92400 Courbevoie
92038 Paris La Défense Cedex
Tél. : 01 47 17 63 45

Union des industries d'équipement pour la construction, les infrastructures et la métallurgie
39, rue Louis-Blanc - 92400 Courbevoie
92038 Paris La Défense Cedex
Tél. : 01 47 17 63 20

Union intersyndicale des constructeurs de matériel aéraulique, thermique, thermodynamique et frigorifiques (UNICLIMA)
39, rue Louis-Blanc - 92400 Courbevoie
92038 Paris La Défense Cedex
Tél. : 01 47 17 62 92

Union nationale des industries de transmissions oléohydrauliques et pneumatiques (UNITOP)
39, rue Louis-Blanc - 92400 Courbevoie
92038 Paris La Défense Cedex
Tél. : 01 47 17 63 09

Union nationale des industries de transmissions mécaniques (UNITRAM)
39, rue Louis-Blanc - 92400 Courbevoie
92038 Paris La Défense Cedex
Tél. : 01 47 17 63 69

Construction navale

Chambre syndicale des constructeurs de navires
47, rue de Monceau - 75008 Paris
Tél. : 01 53 89 52 00

Culture, loisirs et sports

Bibliothèque nationale de France
11, quai François-Mauriac - 75706 Paris Cedex 13
Tél. : 01 53 79 59 59

La Française des jeux
5-7, rue Beffroy - 92543 Neuilly-sur-Seine Cedex
Tél. : 01 46 41 35 35

Électricité

Électricité de France - (Observatoire du système électrique)
3, rue de Messine - 75008 Paris
Tél. : 01 40 42 22 22

Électricité de France - (Réseau de Transport d'Électricité) (CIREF)
16-32, rue Henri Régnault - Immeuble Delalande
92068 Paris La Défense Cedex 06

Emploi

Union nationale pour l'emploi dans l'industrie et le commerce (UNEDIC)
80, rue de Reuilly - 75012 Paris
Tél. : 01 43 43 11 69

Énergie

Centre d'études et de recherche économique sur l'énergie (CEREN)
36, rue Guersant - 75017 Paris
Tél. : 01 53 81 82 20

Observ'ER
Observatoire des énergies renouvelables
146, rue de l'Université
75007 PARIS
Tel : 01 44 18 00 80

Finances et bourse

Banque de France
39, rue Croix-des-Petits-Champs - 75001 Paris
Tél. : 01 42 92 42 92

Caisse des dépôts et consignations
56, rue de Lille - 75356 Paris Cedex 07 SP
Tél. : 01 40 49 56 78

Caisse nationale des caisses d'épargne et de prévoyance
29, rue de la Tombe Issoire - 75014 Paris
Tél. : 01 58 40 41 42

Caisse nationale de Crédit Agricole
91, boulevard Pasteur - 75015 Paris
Tel : 01 43 23 52 02

Commission bancaire
73, rue de Richelieu et 115, rue de Réaumur
75002 Paris
Tél. : 01 42 92 42 92

Commission des opérations de bourse (COB)
17, place de la Bourse - 75082 Paris Cedex 02
Tél. : 01 53 45 60 00

Euronext Paris
39, rue Cambon - 75039 Paris Cedex 01
Tél. : 01 49 27 10 00

Fédération internationale des bourses de valeur
176, rue de Rivoli - 75001 Paris
Tel : 01 58 62 54 00

Institut d'émission des départements d'outre-mer (IEDOM)
5, rue Roland Barthes - 75598 Paris cédex 12
Tel : 01 53 44 41 41

Secrétariat général du Conseil national du crédit et du Titre
Banque de France
1, rue La Vrillière
75001 Paris
Tél. : 01 42 92 28 03

Fonderie et travail des métaux

Association des fabricants de fixations mécaniques (AFFIX)
39 , rue Louis-Blanc - 92400 Courbevoie
92038 Paris La Défense Cedex
Tél. : 01 47 17 64 24

Chambre syndicale de l' industrie métallurgique
Place de l'Europe - 63300 Thiers
Tél. : 04 73 80 11 90

Fédération des Industries mécaniques
39-41-45, rue Louis-Blanc - 92400 Courbevoie
92038 Paris La Défense Cedex
Tél. : 01 47 17 60 00

Fédération Française de l'Acier (FFA)
11-13, cours Valmy - Immeuble Pacific
92070 Paris La Défense Cedex

Syndicat général des fondeurs de France
45, rue Louis-Blanc - 92400 Courbevoie
92038 Paris Cedex La Défense
Tél. : 01 43 34 76 30

Groupement français des industries transformatrices des métaux en feuilles minces (GIMEF)
39, rue Louis-Blanc - 92400 Courbevoie
92038 Paris La Défense Cedex
Tél. : 01 47 17 64 10

Syndicat des constructeurs de moteurs à combustion interne (SCMCI)
39-41, rue Louis-Blanc - 92400 Courbevoie
92038 Paris Cedex La Défense
Tél. : 01 47 17 62 81

Syndicat national des entreprises d'applications de revêtement et traitement de surfaces (SATS)
39-41, rue Louis-Blanc - 92400 Courbevoie
92038 Paris La Défense Cedex
Tél. : 01 47 17 64 34

Syndicat national de l'estampage et de la forge (SNEF)
39-41, rue Louis-Blanc - 92400 Courbevoie
92038 Paris La Défense Cedex
Tél. : 01 47 17 64 17

Syndicat national des fabricants de ressorts (SNFR)
39-41, rue Louis-Blanc - 92400 Courbevoie
92038 Paris La Défense Cedex
Tél. : 01 47 17 64 10

Syndicat national du décolletage (SND)
2, avenue de Châtillon - 74300 Cluses
Tél. : 04 50 98 07 68

Union intersyndicale des fabricants d'articles pour la table, le ménage et activités connexes (UNITAM)
39-41, rue Louis-Blanc - 92400 Courbevoie
92038 Paris La Défense Cedex
Tél. : 01 47 17 64 60

Union Nationale des Industries de la Quincaillerie (UNIQ)
16, avenue Hoche - 75008 Paris
Tél. : 01 45 63 20 75 ou 01 45 63 62 50

Gaz

Compagnie Française du Méthane
15, rue Lübeck
75116 PARIS
Tel : 01 44 34 62 62

Gaz de France - Direction des services économiques et commerciaux
23, rue Philibert-Delorme - 75840 Paris Cedex 17
Tél. : 01 47 54 20 20

Gaz du Sud-Ouest
49, avenue Dufau - BP 522
64010 PAU Cedex
Tel : 05 59 02 76 62

Imprimerie, presse, édition

Fédération de l'imprimerie et de la communication graphique (FICG)
68, boulevard Saint-Marcel - 75005 Paris
Tél. : 01 44 08 64 46

Syndicat de l'édition vidéo
24, rue Marbeuf - 75008 Paris
Tel : 01 42 25 33 04

Syndicat national de l'édition (SNE)
115, boulevard Saint-Germain - 75006 Paris
Tél. : 01 44 41 40 50

Syndicat national de l'édition Phonographique (SNEP)
27, rue du Docteur Lancereaux - 75008 PARIS
Tel : 01 44 13 66 66

Industries agricoles et alimentaires

Association des brasseurs de France
25, boulevard Malesherbes - 75008 Paris
Tél. : 01 42 66 29 27

Association nationale de la meunerie française (ANMF)
66, rue La Boétie - 75008 Paris
Tél. : 01 43 59 45 80

Association nationale interprofessionnelle du champignon de couche (ANICC)
44, rue d'Alésia - 75682 Paris Cedex 14
Tél. : 01 53 91 44 44

Association Française des Techniciens de l'Alimentation animale (AFTAA)
41 bis, boulevard de Latour-Maubourg - 75007 Paris
Tél. 01 47 53 09 85

Association pour la recherche et le développement de la chicorée de France
84, rue François-Herbo - 59310 Orchies
Tél. : 03 20 64 48 30

Bureau national des calvados et E.V.C.
31, rue Saint-Ouen - 14000 Caen
Tél. : 02 31 75 30 90

Bureau national interprofessionnel de l'armagnac (BNIA)
11, place de la Liberté - BP 3 - 32800 Eauze
Tél. : 05 62 08 11 00

Bureau national interprofessionnel du cognac (BNIC)
23, Allée du Champ-de-Mars - BP 18 - 16101 Cognac Cedex
Tél. : 05 45 35 60 00

Chambre syndicale des eaux minérales
10, rue de La Trémoille - 75008 Paris
Tél. : 01 47 20 31 10

Chambre syndicale française de la levure
14, rue de Turbigo - 75001 Paris
Tél. : 01 45 08 54 82

Chambre syndicale de la margarinerie et des industries de corps gras alimentaires
118, avenue Achille-Peretti - 92200 Neuilly
Tél. : 01 46 37 23 01

Chambre syndicale des fabricants aliments chiens chats oiseaux (FACCO)
46, boulevard Magenta - 75010 Paris
Tél. : 01 48 03 29 11

Chambre syndicale des raffineurs de sucre
23, avenue d'Iéna - 75783 Paris Cedex 16
Tél. : 01 49 52 66 96

Comité interprofessionnel du vin de Champagne (CIVC)
5, rue Henri-Martin - BP 135 - 51204 Épernay Cedex
Tél. : 03 26 51 19 30

Confédération française de la conserve (CFC)
44, rue d'Alésia - 75682 Paris Cedex 14
Tél. : 01 53 91 44 44

Confédération générale des planteurs de betteraves
43-45, rue de Naples - 75008 Paris
Tél. : 01 44 69 39 00

Fédération française des spiritueux
8, rue d'Isly - 75008 Paris
Tél. : 01 53 04 30 30

Fédération des industries condimentaires de France
8, rue d'Isly - 75008 Paris
Tél. : 01 53 42 33 80

Fédération française des industries charcutières
3, rue Anatole de la Forge - 75017 Paris
Tél. : 01 53 81 78 87

Fédération nationale des huiles métropolitaines et industries dérivées (FEDHUIL)
12, avenue George V - 75008 Paris
Tél. : 01 47 23 38 84

Fédération nationale de l'industrie laitière (FNIL)
42, rue de Chateaudun - 75314 Paris cedex 09
Tél. : 01 49 70 72 85

Fédération nationale des coopératives bétail et viande (FNCBV)
49, avenue de la Grande-Armée - 75016 Paris
Tél. : 01 44 17 57 70

Fédération nationale des boissons
49, rue de la Glacière - 75013 Paris
Tél. : 01 45 87 21 41

Fédération nationale des coopératives de production et d'alimentation animales (SYNCOPAC)
129, boulevard Saint-Germain - 75279 Paris Cedex 06
Tél. : 01 43 29 87 02

Fédération nationale des coopératives laitières (FNCL)
42, rue de Chateaudun - 75314 Paris cedex 09
Tél. : 01 49 70 72 90

Fédération nationale des industries de corps gras
118, avenue Achille-Peretti - 92200 Neuilly
Tél. : 01 46 37 20 25

FIAC
44, rue d'Alésia - 75014 Paris
Tél. : 01 53 91 44 91

Fédération nationale des syndicats de torréfacteurs de café
3, rue de Copenhague - 75008 Paris
Tél. : 01 44 70 92 75

Groupement national interprofessionnel de la pomme de terre industrielle et industries de transformation (GIPT)
9, rue d'Ahènes - 75009 Paris
Tél. : 01 40 82 18 67

Institut national appellations origine (INAO)
6, rue Fresnel - 14000 Caen
Tél. : 02 31 95 20 20

L'Alliance 7
194, rue de Rivoli - 75001 Paris
Tél. : 01 44 77 85 85

Malteurs de France
66, rue de la Boétie
75008 Paris
Tél. : 01 43 59 44 93

Office national interprofessionnel des céréales (ONIC)
21, avenue Bosquet - 75007 Paris
Tél. : 01 44 18 20 00

Office national interprofessionnel du Lait et des produits laitiers (ONILAIT)
2, rue St Charles - 75740 Paris cedex 15
Tél. : 01 73 00 50 00

Organisation nationale interprofessionnelle des oléagineux (ONIDOL)
12, avenue George-V - 75008 Paris
Tél. : 01 40 69 49 50

Office national interprofessionnel des vins (ONIVINS)
232, rue de Rivoli - 75001 Paris
Tél. : 01 42 86 32 00

Société nationale interprofessionnelle de la tomate (SONITO)
54, avenue de Bonaventure - 84000 Avignon
Tél. : 04 90 86 64 39

Confédération nationale des fabricants de glace de France
64, rue Caumartin - 75009 Paris
Tél. : 01 48 74 72 28

Syndicat des eaux de source
Allée Charles-V - 94300 Vincennes
Tél. : 01 43 65 51 18

Syndicat des fabricants de sucre de la Réunion,
46, rue de La Bourdonnais, BP57- 97462 Saint-Denis
Tél. : 0 262 90 45 24

Syndicat de la rizerie française
2, rue de Viarmes - 75001 Paris
Tél. : 01 40 41 03 52

Syndicat de la Vittellerie française
41 bis, boulevard de la Tour Maubourg - 75007 Paris
Tél. : 01 44 42 90 20

Syndicat des industries et fabricants de pâtes alimentaires de France (SIFPAF)
23, rue d'Artois - 75008 Paris
Tél. : 01 45 63 72 40

Syndicat général des fabricants d'huile et de tourteaux de France
118, avenue Achille-Peretti - 92200 Neuilly
Tél. : 01 46 37 22 06

Syndicat national des déshydrateurs de France
14, rue Armand Moisant - 75015 Paris
Tél. : 01 42 18 11 50

Syndicat national des fabricants de bouillons et potages
8, rue d'Isly - 75008 Paris
Tél. : 01 53 42 33 80

Syndicat national des fabricants de liqueurs
8, rue d'Isly - 75008 Paris
Tél. : 01 53 04 30 20

Syndicat national des fabricants de produits surgelés et congelés
18, rue de la Pépinière - 75008 Paris
Tél. : 01 53 42 13 30

Syndicat national des fabricants de sirops
8, rue d'Isly - 75008 Paris
Tél. : 01 53 04 30 20

Syndicat national des fabricants de sucre de France
23, avenue d'Iéna - 75783 Paris Cedex 16
Tél. : 01 49 52 66 66

Syndicat national des fabricants de vinaigres
8, rue d'Isly - 75008 Paris
Tél. : 01 53 42 33 80

Syndicat national des industriels de la nutrition animale (SNIA)
41 ter, boulevard de La Tour-Maubourg - 75007 Paris
Tél. : 01 44 18 63 50

Syndicat national des industries cidricoles
44, rue d'Alésia - 75014 Paris
Tél. : 01 53 91 45 33

Syndicat national des transformateurs de poivres, épices, arômates et vanille
8, rue d'Isly - 75008 Paris
Tél. : 08 90 71 03 03

Syndicat national du commerce du porc (SNCP)
17, place des vins de France - 75012 Paris
Tél. : 01 53 02 40 20

Syndicat national des fabricants des produits laitiers frais (SYNDIFRAIS)
42, rue de Chateaudun - 75314 Paris cedex 09
Tél. : 01 49 70 72 30

Union des semouliers de maïs (USM)
66, rue La Boétie - 75008 Paris
Tél. : 01 43 59 44 96

Union des syndicats des industries des produits amylacés et de leurs dérivés (USIPA)
4, place d'Estienne-d'Orves - 75009 Paris
Tél. : 01 48 78 51 00

Union nationale interprofessionnelle des jus de fruits
23, boulevard des Capucines - 75002 Paris
Tél. : 01 47 42 82 82

Union des fabricants français d'équipements pour boulangerie-pâtisserie, biscuiterie-biscotterie, glacerie-chocolaterie (UFFEB)
64, rue Caumartin - 75009 Paris
Tél. : 01 42 85 29 00

Industrie du bois et de l'ameublement

Fédération nationale du bois
6, rue François 1er - 75008 Paris
Tél. : 01 56 69 52 00

Syndicat français de la literie
6, avenue du Coq - 75009 Paris
Tél. : 01 42 81 26 26

Union des industries du bois (UIB)
33, rue de Naples - 75008 Paris
Tél. : 01 53 42 15 50

Union nationale des industries françaises de l'ameublement (UNIFA)
28 bis, avenue Daumesnil - 75012 Paris
Tél. : 01 44 68 18 00

Industrie du cuir et de la chaussure

Conseil national du cuir
109, rue du Faubourg-Saint-Honoré - 75373 Paris Cedex 08
Tél. : 01 43 59 05 69

Industries diverses

Chambre syndicale de l'édition musicale (CSDEM)
62, rue Blanche - 75009 Paris
Tél. : 01 48 74 09 29

Fédération des industries nautiques françaises
Port Javel Haut - 75015 Paris
Tél. : 01 44 37 04 00

Industrie du verre

Fédération des chambres syndicales de l'industrie du verre
3, rue La Boétie - 75008 Paris
Tél. : 01 42 65 60 02

Fédération des cristalleries et verreries à la main et mixtes
32, rue de Paradis - 75010 Paris
Tél. : 01 47 70 46 71

Ingénierie

Bureau Véritas
17 bis, place des Reflets - La Défense 2
92400 Courbevoie
Tél. : 01 42 91 52 91

Matériaux de construction

Confédération des industries céramiques de France
(pour les argiles, kaolin, feldspath, carreaux,
produits réfractaires, sanitaires, poterie, porcelaine)
3, rue La Boétie- 75008 Paris
Tél. : 01 58 18 30 40

Fédération française de tuiles et briques de France (FFTB)
17, rue Letellier - 75015 Paris
Tél. : 01 44 37 07 10

Syndicat français de l'industrie cimentière
7, place de la Défense - 92974 Paris La Défense Cedex
Tél. : 01 55 23 01 23

Union nationale des industries de carrières et matériaux de construction (UNICEM)
3, rue Alfred-Roll - 75849 Paris Cedex 17
Tél. : 01 44 01 47 01

Matériel de transport terrestre

Comité des constructeurs français d'automobiles (CCFA)
2, rue de Presbourg - 75008 Paris
Tél. : 01 49 52 51 00

Fédération industrielle ferroviaire
12, rue Bixio - 75007 Paris
Tél. : 01 45 56 13 53

Syndicat des fabricants d'équipements et de
pièces automobiles (SFEPA) - Service statistique
79, rue Jean-Jacques-Rousseau - 92150 Suresnes
Tél. : 01 46 25 02 30

Minerais de fer et sidérurgie

Centre professionnel des statistiques de l'acier (CPS)
immeuble Le Pacific
11-13 cours Valmy - 92070 La Défense cedex
Tél. : 01 41 25 52 00

Syndicat national du laminage à froid
du feuillard d'acier (SNLS)
6, rue La Pérouse - 75784 Paris Cedex 16
Tél. : 01 40 69 58 90

Syndicat national du profilage des produits
plats en acier (SNPPA)
6, rue de La Pérouse 75784 Paris cedex 16
Tél. : 01 40 69 58 90

Syndicat du tréfilage de l'acier (STA)
6, rue La Pérouse - 75784 Paris Cedex 16
Tél. : 01 40 69 52 00

Minerais, minéraux, métaux et demi-produits non ferreux

Association de minéraux métaux non ferreux, santé et
environnement (AMSE)
30, avenue de Messine - 75008 Paris
Tél. : 01 40 74 02 99

Fédération des chambres syndicales des minerais
et des métaux non ferreux
30, avenue de Messine - 75008 Paris
Tél. : 01 45 63 02 66

Syndicat général des affineurs de France
30, avenue de Messine - 75008 Paris
Tél. : 01 45 63 02 66

Parachimie et industrie parachimique

Association des industries des savons et des détergents (AISD)
118, avenue Achille-Peretti - 92200 Neuilly
Tél. : 01 47 47 60 00

Fédération des industries de la parfumerie
33, Champs-Elysées 75008 Paris
Tél. : 01 56 69 67 89

Syndicat national de l'industrie pharmaceutique (SNIP)
88, rue de la Faisanderie - 75782 Paris Cedex 16
Tél. : 01 45 03 88 88

Pâtes, papiers, cartons

Confédération des producteurs de papiers,
cartons et celluloses (COPACEL)
154, boulevard Haussmann - 75008 Paris
Tél. : 01 53 89 24 00

Fédération française du cartonnage
15, rue de l'Abbé-Grégoire - 75006 Paris
Tél. : 01 45 44 13 37

Fédération nationale des transformateurs de papier
6, square de l'Opéra Louis-Jouvet - 75009 Paris
Tél. : 01 42 68 01 94

Pêche

Comité central des armateurs de France (CCAF)
47, rue Monceau - 75008 Paris
Tél. : 01 53 89 52 52

Comité national des pêches maritimes
51, rue Salvador-Allende - 92027 Nanterre Cedex
Tél. : 01 47 75 01 01

OFIMER
11, boulevard de Sébastopol - 75001 Paris
Tél. : 01 53 00 96 96

Pétrole

Comité professionnel du pétrole
212, avenue Paul Doumer
92500 Rueil-Malmaison
Tél. : 01 47 16 94 60

Institut français du pétrole (IFP)
1 à 4, avenue de Bois-Préau
92852 Rueil-Malmaison Cedex
Tél. : 01 47 52 60 00

Union française des industries pétrolières (UFIP)
4, avenue Hoche - 75008 Paris
Tél. : 01 40 53 70 00

Santé - Transferts sociaux

GIE AGIRC-ARRCO
16-18, rue Jules César - 75012 Paris
Tel : 01 71 72 12 00

Union des caisses centrales des Assurances Mutuelles
Agricoles (UCCAMA)
8-10, rue d'Astorg - 75413 Paris Cedex 08
Tél. : 01 44 56 77 77

Télécommunications

Autorité de régulation des télécommunications (ART)
7, square Max Hymans - 75015 Paris
Tél : 01 40 47 70 00

France Télécom
BR/DCGC
Direction du reporting groupe
Direction générale
6, place d'Alleray
75505 Paris Cedex 15
Tél : 01 44 42 22 22

Textiles artificiels et synthétiques
Syndicat français des textiles artificiels et synthétiques (SFTAS)
37, rue de Neuilly - BP 121 - 92113 Clichy Cedex
Tél. : 01 47 56 30 80

Textiles et habillement
Fédération française des industries lainière et cotonnière
37-39, rue de Neuilly - BP 121 - 92113 Clichy Cedex
Tél. : 01 47 56 31 41

Comité international de la rayonne et des fibres synthétiques
Avenue E-VAN-NIEUWENHUYSEN - BP 1160 - Bruxelles
Tél. : 00 32 26 76 74 55

Confédération générale des filateurs et tisseurs de lin (CGFTL)
40, rue Eugène-Jacquet - SP 15
59708 Marcq-en-Baroeul Cedex
Tél. : 03 20 99 24 37

Groupement professionnel de la soierie et du tissage
55, chemin Choulans - 69005 Lyon
Tél. : 04 72 56 49 73

Syndicat français des enducteurs et calandreurs (SFEC)
65, rue Prony - 75017 Paris
Tél. : 01 44 01 16 44

Syndicat général de la filterie française
40, rue Eugène-Jacquet - 59708 Marcq-en-Baroeul
Tél. : 03 20 99 24 33

Transport
Régie autonome des transports parisiens (RATP)
54, quai de la Rapée - 75599 Paris Cedex 12
Tél. : 01 44 68 20 20

Société de contrôle et d'exploitation de transports auxiliaires (SCETA)
50, rue Paradis - 75010 Paris
Tel : 01 45 23 56 36

SERNAM
61, rue Chapelle - 75018 Paris
Tel : 01 40 38 55 00

Société nationale des chemins de fer français (SNCF)
Direction du contrôle de gestion
34, rue du Commandant Mouchotte - 75699 Paris Cedex 14
Tél. : 01 53 25 60 00

Divers
Conseil économique et social
9, place d'Iéna
75116 Paris
Tél. : 01 44 43 60 00

Direction des journaux officiels
26, rue Desaix - 75725 Paris Cedex 15
Tél. : 01 40 58 75 00

Chambre des notaires de Paris
12, avenue Victoria
75001 Paris
Tél. : 01 44 82 24 00

INSEE

INSTITUT NATIONAL DE LA STATISTIQUE ET DES ÉTUDES ÉCONOMIQUES (INSEE)

Direction générale : 18, boulevard A.-Pinard
75675 Paris Cedex 14
Téléphone : 01 41 17 50 50. Télécopie : 01 41 17 66 66
www.insee.fr

DIRECTEUR GÉNÉRAL : Jean-Michel CHARPIN

CABINET DU DIRECTEUR GÉNÉRAL : Lucile OLIER

Chargé de mission auprès du directeur général	François MADINIER
• **INSPECTION GÉNÉRALE**	**Michel HÉBERT**

Membres : Alain BOUVY - Mylène CHALEIX - Philippe DOMERGUE - Jean-Louis FAURE - Jacques GARAGNON - Tanneguy de JOUVENCEL - Pierre RALLE - Patrice ROUSSEL.

• **SECRÉTARIAT GÉNÉRAL**	**Olivier PERRAULT**
Responsable de la sécurité des systèmes d'information	Claude POULAIN
Conseiller pour les affaires juridiques et contentieuses	Alexis TÉNÈZE
Pôle développement de l'intranet	Pierre GHIGLIAZZA
UNITÉ GESTION DES CARRIÈRES	**Sylvie LAGARDE**
Chef-adjoint de l'UGC	Christine GONZALEZ DEMICHEL
DÉPARTEMENT DE LA PROGRAMMATION ET DE LA GESTION	**Joël ALLAIN**
Chef-adjoint du département	Guy BOURGEY
Adjoint au chef du département	Denis ROGY
Adjointe au chef du département	Réjane PORTANGUEN
DÉPARTEMENT DU PERSONNEL	**Alain MARAIS**
Chef-adjoint du département	Henri HÉBRARD
Adjoint au chef du département, chargé de la mise en valeur des ressources humaines	Michel CÉZARD
Cellule concours et examens	Maryse DUCOURNAU
Division formation	Dominique BONNANS
Division procédures générales de gestion du personnel	Christian ROBINET
Division gestion statutaire du personnel	Pierre LAULHÉ
Division système de gestion et d'information du personnel	Gérard BALLAND
Directeur du CEFIL	**Michel PERONNET**
DÉPARTEMENT DES SERVICES GÉNÉRAUX	**Pierre-Alain GALL**
Chef-adjoint du département	Marc TAPIERO
Chef de la Division Comptabilité Générale	Bernard BRELOT
Cellule conditions de travail et actions sociales	Rinaldo PIPARI
Division matériel et immobilier	Hervé BOUDIER
Division logistique de la Direction Générale	Jacques DUPONT

SPHÈRE INFORMATIQUE

Adjoint au Secrétaire Général pour les questions informatiques	**Alain VIÉNOT**
Division gestion des moyens	Jean-Pierre SIMON
DÉPARTEMENT PRODUCTION ET INFRASTRUCTURE INFORMATIQUES	**Jean-Louis JESTIN**
Adjointe au chef du département, responsable de l'architecture du système d'information	Nathalie RENAUD
Division assistance, installation, documentation, exploitation	François MENU
Division production informatique et services aux utilisateurs	Viviane BRINDEJONT
Division infrastructure	Jean BUKIET
Division réseaux	Pierre CHEVAUGEON
Cellules technologies de la sécurité et de la communication	Frank COTTON
DÉPARTEMENT APPLICATIONS ET PROJETS	**Pascal RIVIÈRE**
Division support à l'organisation, aux méthodes et au développement	Mireille MOUTARDIER
Division applications et projets pour la rénovation du RP et la démographie	Patrick REDOR
Division applications et projets pour les statistiques d'entreprises	Jean-Louis COSTER
Division applications et projets pour les statistiques sociales	Christine CHAMBAZ
Division applications et projets pour le Secrétariat Général, la DESE et la DCSRI	Dominique PERRIN
Division applications et projets pour la DDAR	Wilder BOUCAUD

• **DIRECTION COORDINATION STATISTIQUE ET RELATIONS INTERNATIONALES**	**Jean-Pierre PUIG**
DÉPARTEMENT DE LA COORDINATION STATISTIQUE	**Jean-Pierre LE GLÉAU**
Chef adjoint du département	Gérard LANG
Division environnement juridique de la statistique	Michel ISNARD
Division relations avec les services statistiques des ministères	Maurice CALVIAC
Secrétariat général du Conseil National de l'Information Statistique	Carla SAGLIETTI
UNITÉ DES NORMES ET SYSTÈMES D'INFORMATION	**Michel BLANC**
Chef adjoint de l'unité, Chef de la Division nomenclatures	Thierry LACROIX
Division coordination de la méta-information	Antoine SANTOLINI
Mission appui statistique	Michel BLANC
UNITÉ DE LA COOPÉRATION TECHNIQUE INTERNATIONALE	**Alain TRANAP**
Adjoint au chef d'unité, Division programmes de coopération	Jean-François DIVAY
Division appuis et méthodes statistiques pour le développement	Pierre VERDIER
UNITÉ EUROPE ET RELATIONS MULTILATÉRALES	**Jean-Louis LHÉRITIER**
Adjoint au chef d'unité, Chef du pôle méthodes comparées	X...
Pôle gestion et animation des réseaux	Jean-Louis LHÉRITIER

• **DIRECTION DES STATISTIQUES D'ENTREPRISES**	**Jean-Marc BÉGUIN**
UNITÉ RÉPERTOIRE ET DÉMOGRAPHIE DES ENTREPRISES ET DES ÉTABLISSEMENTS	**Hugues PICARD**
Division administration du répertoire SIRÈNE et démographie des entreprises	Marie-France BOBIN
Division mise à disposition du répertoire SIRÈNE	Michel BRÉZAULT
DÉPARTEMENT SYSTÈME STATISTIQUE D'ENTREPRISES	**Jean-Pierre GRANDJEAN**
Adjoint au chef du département	Alain BENEDETTI
Division harmonisation d'enquêtes auprès des entreprises	Philippe BRION
Division synthèse des statistiques d'entreprises	Raoul DEPOUTOT
Division information et travaux pour les entreprises	X...
DÉPARTEMENT DE L'INDUSTRIE ET DE L'AGRICULTURE	**Michel EURIAT**
Division prix de vente industriels	Philippe SCHERRER
Division indicateurs conjoncturels d'activité	Adrien FRIEZ
Division comptes et études de l'industrie	V. THOLLON-POMMEROL
Division agriculture	Jean-Pierre BERTHIER
DÉPARTEMENT DES ACTIVITÉS TERTIAIRES	**Magali DEMOTES-MAINARD**
Division commerce	Odile BOVAR
Division services	Fabrice LENSEIGNE

• **DIRECTION DES STATISTIQUES DÉMOGRAPHIQUES ET SOCIALES**	**Michel GLAUDE**
Division études sociales	Christel COLIN
DÉPARTEMENT DE LA DÉMOGRAPHIE	**Guy DESPLANQUES**
Mission répertoires et mouvement de la population	Catherine BEAUME
Cellule statistiques et études sur l'immigration	Catherine BORREL
Pôle infrastructures géographiques	Nathalie ELTCHANINOFF
Division enquêtes et études démographiques	Aline DESESQUELLES
DÉPARTEMENT EMPLOI ET REVENUS D'ACTIVITÉ	**Olivier MARCHAND**
Division exploitation des fichiers administratifs sur l'emploi et les revenus	Marie-Christine PARENT
Division emploi	Dominique GOUX
Division salaires et revenus d'activité	Michel AMAR
DÉPARTEMENT PRIX À LA CONSOMMATION, RESSOURCES ET CONDITIONS DE VIE DES MÉNAGES	**Françoise MAUREL**
Division prix à la consommation	Dominique GUEDES
Division logement	Alain JACQUOT
Division conditions de vie des ménages	Danièle GUILLEMOT
Division revenus et patrimoine des ménages	Pascal CHEVALIER
UNITÉ MÉTHODES STATISTIQUES	**Daniel VERGER**
Chef-adjoint de l'unité	Marc CHRISTINE
Division échantillonnage et traitement statistique des données	Pascal ARDILLY
Division coordination des activités d'enquêtes et des méthodes de collecte	Paul JANSOLIN

• **DIRECTION DES ÉTUDES ET DES SYNTHÈSES ÉCONOMIQUES**	**Alain CHAPPERT**
Directeur adjoint, DÉPARTEMENT DE LA CONJONCTURE	**Michel DEVILLIERS**
Cellule publications conjoncturelles	Pascal RIVIÈRE

Division enquêtes de conjoncture	Hélène ERKEL-ROUSSE
Division synthèse conjoncturelle	Xavier BONNET
DÉPARTEMENT DES ÉTUDES ÉCONOMIQUES D'ENSEMBLE	**Didier BLANCHET**
Division redistribution et politiques sociales	Cédric AFSA ESSAFI
Division croissance et politiques macroéconomiques	X...
Division marchés et stratégies d'entreprise	Sébastien ROUX
DÉPARTEMENT DES COMPTES NATIONAUX	**Maryvonne LEMAIRE**
Cellule rapport sur les comptes	Jean-François LOUÉ
Division synthèse générale des comptes	Jean-Marie SAUNIER
Division synthèse des biens et services	Alain GALLAIS
Division comptes trimestriels	Guillaume MORDANT
Division échanges extérieurs	Claudie LOUVOT
Division concepts et méthodes de la comptabilité nationale	Jacques MAGNIEZ

• **DIRECTION DE LA DIFFUSION ET DE L'ACTION RÉGIONALE**	**Pierre AUDIBERT**
UNITÉ RESSOURCES DOCUMENTAIRES ET ARCHIVAGE	**Alain RAVET**
Cellule mise à disposition et archivage	Marie-Claude de la GODELINAIS
Division documentation	Georges BORIE
DÉPARTEMENT DE L'OFFRE ÉDITORIALE	**André de LOS SANTOS**
Cellule rédaction en chef *Économie et Statistique*	Pierre MORIN
Division rédaction des publications	Daniel TEMAM
Division production éditoriale	Bernard HENNEQUIN
DÉPARTEMENT DE L'ACTION RÉGIONALE	**Jean-François ROYER**
Chef-adjoint du département, Division statistiques régionales, locales et urbaines	J.-Philippe GROUTHIER
Division études territoriales	Jean-Luc LIPATZ
Mission conduite de l'action régionale	Françoise BALLU
INSEE INFO-SERVICE	**Jean-Patrick BERNARD**
Adjoint au chef de département, Cellule connaissance des publics	Jean-Claude RENAUD
Division orientation et produits standard	Arnaud STÉPHANY
Division services spécifiques et grands comptes	Nicole PLANADE
Division communication externe	Claudine KAGAN
Bureau de presse	Sabine GROSDIDIER
Division mercatique et commercialisation	Thérèse LEVI
UNITÉ AFFAIRES JURIDIQUES ET PRIX	**Jean MORIN**

• **DIRECTEUR DES ENSEIGNEMENTS SUPÉRIEURS ET RECHERCHE (GENES)**	**Alain TROGNON**
ENSAE	**Stéfan LOLLIVIER**
Directeur des études ENSAE	Jérôme ACCARDO
ENSAI	**Pierre JOLY**
Directeur des études ENSAI	X...
CREST	**Stéphane GRÉGOIR**
Directeur du site rennais - Responsable du Laboratoire de Statistique et Modélisation	Michel DELECROIX
Chef du département de la Recherche	Francis KRAMARTZ
Laboratoire de Finance-Assurance	Christian GOURIEROUX
Laboratoire de Microéconométrie	Thierry MAGNAC
Laboratoire d'Économie Industrielle	Anne PERROT
Laboratoire de Statistique	Christian ROBERT
Laboratoire Sociologie quantitative	Yannick LEMEL
Laboratoire de Macroéconomie	Guy LAROQUE
Laboratoire de Statistiques d'Enquêtes	Jean-Claude DEVILLE
CEPE	**Olivier SAUTORY**
Directeur des études CEPE	Catherine BERTHIER

• **MAÎTRISE D'OUVRAGE DU PROGRAMME RRP**	**Alain GODINOT**
Directeur du programme RRP	**Jean-Michel DURR**
Responsable maîtrise d'œuvre statistique et organisation	François VINOT
Responsable maîtrise d'œuvre méthodologie	Jean-Marie GROSBRAS

Organigramme mis à jour au 1er janvier 2004.

INDEX ALPHABÉTIQUE

(Avec numéro du chapitre et des tableaux correspondants)

A

ACCIDENTS
- Avion ... L05 9
- Chemin de fer ... L01 7
- Industriels et technologiques ... A02 12
- Mer ... L04 9
- Route ... L02 9, 10

ACCIDENTS DU TRAVAIL ... C02 6, 7
ACCROISSEMENT NATUREL ... B02 2
ACCUEIL (Jeunes enfants) ... D03 8
ACIER ... K02 15
ACTIFS ... C01
- Agricoles ... I01 3
- Financiers ... N01 7
- Monétaires ... N01 6
- Population ... B01 9 à 11, C01 1, 7A, 7B, 17

ACTIONS (Voir aussi OBLIGATIONS) ... N02 1, 2, 3 et 5
- Cours ... N02 5 et 6
- Émission ... N02 1
- Taux de rendement ... N02 5

ACTIVITÉ
- Culturelles, récréatives, sportives (effectifs) ... M02 1
- Entreprises ... G02 3A, 3B, 4, 10
- Immobilière ... M02 1, 2
- Parquets et officiers du Ministère public (nombre) ... D04 4
- Juridictions civiles, procédures au fond et référés (Nombre). D04 3
- Taux d' — ... C01 2, 17

ADMINISTRATION PÉNITENTIAIRE ... D04 2, 9
AÉRONAUTIQUE ... K02 8
AÉRONEF ... K02 8, L05 4, L05 9
AÉROPORT ... L05 7, 8
AFFAIRES CIVILES NOUVELLES (Nombre et %) ... D04 3
ÂGE
- Moyen des mères ... B02 5, 8, 11
- Population par — ... B01 1 à 8

AGENCES DE VOYAGE
- Données des entreprises ... E03 1
- Effectifs ... M02 1, 2

AGENTS DE L'ÉTAT
- Effectifs ... C01 11, 12, 13
- Rémunération, indice ... C03 10, 11, 12, 13

AGRÉGATS
- Comptabilité nationale ... G01
- Par habitant ... G01 8
- De monnaie ... N01 3
- Des secteurs institutionnels ... G01 7

AGRICULTURE ... I01
- Indices de prix agricoles ... H02 1, 2

AIDE SOCIALE
- Bénéficiaires ... C04 7
- Dépenses d' — ... C04 6

AIR (Mesure de la qualité) ... A02 6
AIRES URBAINES ... A01 8
ALCOOL (Production) ... I01 11
ALIMENTAIRES (Industries agricoles et —) ... K01 1, 2, 3, K02 1
ALIMENTATION
- Dépenses d' — ... D01 1
- Indice des prix ... H01 1, 2, 3, 4

ALIMENTATION POUR ANIMAUX (Indices de prix) ... H02 2
ALLOCATIONS
- Demandeurs d'emploi ... C01 10
- Familiales (Bénéficiaires et montants) ... C04 8, 9
- Logement ... C04 9

ALUMINIUM ... K02 15
AMEUBLEMENT
- Indices de prix à la consommation ... H01 1, 2
- Industrie de l' — ... K02 6

ANIMAUX
- Indices de prix des produits — ... H02 1, 2
- Production animale ... I01 13, 14

APATRIDES ... B03 11
APPAREIL PRODUCTIF ... G02
APPAREILS
- Domestiques ... K02 6
- D'émission et de transmission ... K02 10

APPRENTIS ... F01 1, 14, 15 et 26
ARCHÉOLOGIE ... E02 3
ARMES (Et munitions) ... K02 9
ART ... E02
ARTICLES DE SPORT ... D01 3
ARTICLES DE VOYAGE (En cuir) ... K02 3
ASSURANCES ... M03
- Indice de prix à la consommation ... H01 1, 2
- Maladie, volume d'actes remboursés ... D03 4
- Non-vie ... M03 1, 3, 4, 5, 6, 7
- Vie ... M03 1, 3, 4, 5, 6, 7

AUDIOVISUEL
- Budget du secteur public ... E01 5, 8
- Dépenses publicitaires des entreprises ... E01 8

AUTOBUS, AUTOCAR ... L02 3, 5
AUTOFINANCEMENT (Taux d' —) ... G01 10
AUTOMOBILE
- Achat ... D01 1, 2, 4
- Commerce et réparation ... M01 8
- Construction ... K02 7
- Équipements ... D01 6, 7, 9, K02 7
- Immatriculations ... L02 3, 4
- Indices de prix ... H01 1, 2
- Industrie ... K01 3, K02 7
- Multi-équipement en ... D01 5, 6, 7
- Taux d'équipement des ménages ... D01 5, 6, 7

AVION ... L05 3, 4

B

BACCALAURÉAT ... F01 7 à 9
BALANCE DES PAIEMENTS ... O02
- Comparaisons internationales ... O02 7
- Investissements directs en flux ... O02 8A, 8B

BALANCE DU COMMERCE EXTÉRIEUR ... O01 1, 2, 4
BATEAU
- Commerce ... L04 4, 6, 7
- Construction navale ... K02 8
- Pêche ... I01 26
- Plaisance ... E05 7, 8, K02 8

BÂTIMENT
- Agricole ... K03 5
- Autre que logement ... K03 5
- Données générales ... K03 1 à 3
- Industriel ... K03 5

BESOIN DE FINANCEMENT ... G01 7, 14
BIBLIOTHÈQUE ... E02 6, 12
BIENS CULTURELS ... E02 5 à 9
BIENS DE CONSOMMATION COURANTE
- Indices de prix à la production dans l'industrie ... H02 3
- Industrie des — ... K01 3, 5, 6, 7

BIENS DURABLES
- Consommation, équipement ... D01 1 à 7
- Électroménager ... K02 6

BIENS D'ÉQUIPEMENT (Industrie des —) ... K01 3, 5, 6, 7
BIENS INTERMÉDIAIRES
- Indices de prix de vente industriels ... H02 3
- Industrie des — ... K01 3, 5, 6, 7

BIJOUTERIE, JOAILLERIE ET ORFEVRERIE ... K02 6
BILAN (Voir aussi au mot principal)
- Banque de France ... N01 14
- Banques d'Outre-Mer ... N01 15
- De l'énergie ... J01 1
- Des entreprises ... G02 12
- Institutions financières et monétaires ... N01 14
- Sociétés d'assurance ... M03 6

BIOCARBURANT ... J06 5
BITUMES ... J03 4

BOIS
Bilan de la matière bois I01 25
De chauffage (consommation) J06 4
Exploitation forestière K01 1, K02 2
Industrie du — K02 13
Production I01 23, 24
BOIS ET PAPIERS (Industrie) K02 13
BOISEMENT I01 22
BOISSON
Consommation des ménages D01 1, 4
Indices de prix à la consommation H01 1, 2
BONS DU TRÉSOR N03 2
BOURSE N02
BRANCHE (Voir au mot principal)
BREVETS D'INVENTION F03 1, 2
Par domaine technologique F03 3
Pays étrangers F03 2
BROSSERIE K02 6
BUDGET
Ménages D01 10
De l'État ..... N03 1 à 6
BUREAU DE POSTE L06 1

C

CAC 40 ..... N02 4A
CADES (Voir DETTE SOCIALE)
CAISSE D'ÉPARGNE N01 8
CAMÉSCOPE (Taux d'équipement des ménages) D01 5, 6, 7
CAMIONS (Parc et immatriculations de —) L02 3, 5
CAMPING-CARAVANING E03 3, 5, 6
CAOUTCHOUC K02 14
CAPACITÉ DE FINANCEMENT G01 7, 14
CAPITAL (Compte de —) ..... O02 1 à 4, 7
CAPITALISATION BOURSIÈRE N02 2, 7
CARBURANT
Livraisons de — J03 4
Prix et indice de prix H01 1
CARTON K02 13
CASINOS E05 5
CASSETTE E02 6, 7
CATÉGORIE SOCIO-PROFESSIONNELLE
Famille par — B04 5
Navettes par — B01 11
Population par — B01 8
Revenus par — C03 1, 3, 8, 9, 10, 11
Salariés par — C02 2, 4
CÉLIBATAIRE B01 3, B02 9, 10, 12, B03 12
CENTRALE ÉLECTRIQUE
Puissance J04 2
Effectifs J04 5
CENTRE CULTUREL E02 12
CENTRE DE LOISIRS ET DE VACANCES E04 2, 3
CENTRES RÉGIONAUX D'ÉDUCATION PHYSIQUE ET SPORTIVE (CREPS) E04 4
CÉRÉALES (Production de —) I01 10
CHAÎNES HI-FI (Taux d'équipement des ménages) D01 5, 6, 7
CHAÎNES HERTZIENNES NATIONALES
(Genre de programmes des —) E01 9
CHAMBRES
D'hôtel E03 2
D'hôtes E03 3
CHANTIER NAVAL K02 8
CHARBON J02
Bilan de l'énergie J01 1
CHASSE
Permis délivrés E05 9
Plans de — A02 5
CHAUDRONNERIE, CHAUDIÈRES K02 9
CHAUSSURE (Industrie de la —) K02 3
CHEMIN DE FER ET MATÉRIEL FERROVIAIRE K02 8, L01 3
CHEPTEL I01 9, 13
CHÈQUES POSTAUX (Tarif) L06 2
CHERCHEUR F02 3, 4, 5, 7
CHIFFRE D'AFFAIRES
Par activité (Indice) G02 17, 18
Commerce M01 3
Construction ..... K03 1 à 3
Entreprises G02 9, 10
À l'exportation K01 1, 2, G02 10
Industrie G02 10, K01 1, 2, 6, 9, 10, 12, 13, K02 1
Presse ..... E01 1 à 3
CHIMIE K02 14
CHOMAGE
Au sens du BIT C01 3, 10
CHÔMAGE (Taux de) C01 3, 4, 14
CHÔMEURS C01 1, 3
CHSCT (Établissements et salariés couverts par un —) C02 9
CIMENT K02 11
CINÉMA E02 9, 10
CIRCULATION ROUTIÈRE (Accidents) L02 9, 10
CLASSES (Nombre de —) F01 4, 6
CLUB SPORTIF E04 5
CODEVI N01 8, 9
COLLECTIVITÉ TERRITORIALE
Effectifs C01 16
Population A01 5, B01 6
Superficie A01 5
COMBUSTIBLES (Minéraux solides) J02 1
COMITÉ D'ENTREPRISE C02 9, 11
COMITÉ D'HYGIÈNE, DE SÉCURITÉ ET DE CONDITIONS DE TRAVAIL (Voir CHSCT)
COMMERCE M01
Activité artisanale M01 4B, 6A
De détail M01 4A, 4B, 5A, 5B, 6A, 6B, 8
De gros M01 7
COMMERCE EXTÉRIEUR O01
Par pays O01 2, 3, 8
Par produit ..... O01 4 à 7
Par zone O01 2, 8
COMMUNAUTÉ ÉCONOMIQUE EUROPÉENNE (Voir aussi PAYS ÉTRANGERS et UNION EUROPÉENNE)
COMMUNES
Fonctionnement, investissement N03 10, 11
Nombre de— ..... A01 4, 6 à 8, 10, 11
Population ..... A01 6, 8 à 11
COMMUNICATION E01
Autres moyens de— L06 3
D'entreprise L06 3
COMPOSANTS ÉLECTRIQUES ET ÉLECTRONIQUES K02 16
COMPTABILITÉ NATIONALE G01
COMPTE
De capital ..... O02 1 à 4, 7
Financier ..... O02 1 à 4, 7
De transactions courantes ..... O02 1 à 4, 7
Sur livret N01 9
COMPTE D'EXPLOITATION DES ENTREPRISES G02 11
COMPTE DE LA BRANCHE (Agriculture) I01 15
COMPTE DE RÉSULTAT (Entreprises d'assurances) G02 11, M03 4, 5
COMPTE EXCEPTIONNEL DES ENTREPRISES G02 11
COMPTE FINANCIER DES ENTREPRISES G02 11
CONCENTRATION DES ENTREPRISES G02 13A, 13B
CONCENTRATIONS ATMOSPHERIQUES A02 6
CONDAMNATION D04 7
CONDITIONS DE TRAVAIL C02
CONFLITS DU TRAVAIL C02 8
CONFORT DES LOGEMENTS D02
CONGELATEUR (Taux d'équipement des ménages) D01 5, 6, 7
CONSOMMATION
Alimentaire D01 1, 4
De charbon J02 1, 5
D'électricité J04 1, 4, 7
D'énergie J01 1, 5, 9
Dépenses de — finale ..... G01 1 à 3, 7 à 9
De gaz J05 1, 6, 7
Par habitant G01 8
Médicale D03 1
Des ménages ..... D01 1 à 4
De produits pétroliers J03 1, 7, 8
CONSTRUCTION
Aéronautique et spatiale K02 8
Comparaisons européennes K03 7
Électrique et électronique K02 10
Indice du coût de la — H02 5
Indices annuels de la — K03 7
Logement K03
Matériaux de — K02 11
Mécanique K02 9
Métallique K02 9
Navale K02 8
CONTRAT (À durée déterminée) C01 8
CONTRAVENTION D04 6
CONTRIBUTION SOCIALE GÉNÉRALISÉE (CSG) C03 5, N03 3
COURRIER (Déposé) L06 1
COURSES DE CHEVAUX (Prélèvements) E05 1, 2
COÛT (Main d'oeuvre) ..... C03 14 à 17
CRDS (Voir DETTE SOCIALE)
CRÉATIONS D'ENTREPRISES G02 5, 6

CRÉDIT
Institutions financières monétaires ... N01 11, 14
Crédit-bail ... M02 3, 4
Établissements de — ... N01 12, 13
Interne ... N01 12
CRIME ... D04 1, 7
CUIR (Industrie du —) ... K02 3
CUIVRE ... K02 15
CULTURE ... E02
CULTUREL (Fréquentation des lieux) ... E02 12
CULTURES AGRICOLES INDUSTRIELLES ... I01 10
CYCLES ... K02 8

D

DÉCÈS ... B02 1, 12 à 18
Par causes ... D03 12
DÉFAILLANCES D'ENTREPRISES ... G02 7
DÉLÉGUÉS DU PERSONNEL ... C02 9
DÉLITS ... D04 1, 7
DEMANDE D'EMPLOI (Voir aussi CHÔMAGE) ... C01 10
DÉMOGRAPHIE ... B01, B02, B03, B04
Indicateurs synthétiques ... B02 3
DENSITÉ DE POPULATION ... A01 2, 4, 5, 7, 9
DÉPARTEMENT
Fonctionnement, investissement ... N03 10, 11
Population ... A01 3, 4
Superficie ... A01 4
DÉPARTEMENT D'OUTRE-MER (DOM)
Actifs ... B01 9, 10, B03 8, C01 17
Bilan agrégé des banques ... N01 15
Bureau de poste ... L06 1
Caractéristiques principales de l'agriculture ... I01 17
Catégories socioprofessionnelles ... B01 8
Causes de décès ... D03 12
Chômage ... C01 17
Commerce extérieur ... O01 9
Démographie ... B02 1, 2, 18, B03 8
Diplôme ... B01 7
Étrangers ... B03 8
Exploitations agricoles ... I01 16
Exploitations forestières ... I01 20
Indices de prix à la consommation ... H01 3
Masse monétaire ... N01 16
Migrations ... B01 13
Médecins ... D03 5
Ménages ... B04 2, 4, 6
Monnaie, crédit ... N01 15
Navire de plaisance (Immatriculations) ... E05 8
Pharmaciens ... D03 5
Population ... A01 3, 4, 11, B01 5 à 8, C01 17
Superficie forestière ... I01 20
Transport aérien ... L05 6
Transport maritime ... L04 7
Utilisation du territoire ... I01 17
DÉPENSE
Pour l'emploi ... C01 15
Santé ... D03 1, 2, 3
DÉPLACEMENTS (Domicile-travail) ... B01 11
DÉPÔT
À vue ... N01 9
À terme ... N01 9
DESSINS ET MODÈLES (Déposés) ... F03 5
DETTE DE L'ÉTAT ... N03 2
DETTE SOCIALE (Contributions pour le remboursement de la — (CRDS)) ... C03 5, N03 3
DEVIS CNC
Production aidée par genre ... E01 7
Production de films ... E01 6
DEVISES (Cours des) ... N02 6
DIPLÔME ... F01 8, 9, 13, 14, 18
Animateur ... E04 1
Au recensement ... B01 7
Directeur ... E04 1
DIPLÔMES SPORTIFS ... E04 1
DISQUE COMPACT ... E02 7
DIVORCE ... B02 1, 3, 9, 10, 12, 17, 18
DONNEURS D'ORDRE ... K01 11
DURÉE ANNUELLE DU TRAVAIL (Par secteur d'activités). C02 1, G01 13
DVD ... E02 8

E

EAU
De pluie ... A02 8
Pollution ... A02 9 à 11
EAUX DE BAIGNADE (Qualité des —) ... A02 9
ÉCHANGES EXTÉRIEURS ... O01
ÉCOLES
Maternelles et primaires ... F01 3, 4
Supérieures ... F01 10, 11
ÉCONOMIES D'ÉNERGIE (Par secteur) ... J01 6
EDF-GDF (Voir ÉLECTRICITÉ et GAZ)
ÉDITION
Livres ... E02 5
Presse ... E01 1 à 3
ÉDITION, IMPRIMERIE, REPRODUCTION ... K02 4
ÉDUCATEURS ET CADRES SPORTIFS (Brevet d'État) ... E04 1
ÉDUCATION ... F01
Budget ... F01 24, 25
EFFECTIF (Voir aussi SALARIÉ)
Agents de l'État ... C01 11, 12, 13
Budgétaire de la justice ... D04 2
Dans les entreprises ... G02 8, 9, 10, K01 1, 8, K02 1
Par branche d'activité ... C03 2, 3
EFFECTIFS
De la fonction publique territoriale ... C01 16
Par taille d'établissement ... C01 6
Secteur de l'assurance ... M03 2
EFFET DE SERRE ... A02 7
ÉLECTIONS (Aux comités d'entreprises) ... C02 11
ÉLECTRICITÉ
Bilan de l'énergie ... J01 1
Comparaisons internationales ... J04 6, 7
Consommation des ménages ... D01 1, 4
Production ... J01 3, J04 1, 6
ÉLÈVES ... F01 1 à 6, 17
Par origine sociale ... F01 12
De terminale ... F01 7
EMPLOI
Biens et services ... G01 1 à 3
Demandes d'— (en fin de mois) ... C01 10
Intérieur ... G01 11, 12
Salarié ... C01 5, G01 12
ENDETTEMENT INTÉRIEUR ... N01 4
ÉNERGIE
Bilan ... J01 1
Comparaisons internationales ... J01 8, 9
Économies d' — ... J01 6
Exportations ... J01 1
Grandeurs caractéristiques ... J01 2
Importations ... J01 1
Nucléaire ... J04 1, 2
Primaire ... J01 1, 3, 5, 8, 9
ÉNERGIES RENOUVELABLES ... J01 1, J06 1 à 6
ENFANT
Légitime ... B02 1, 4 à 7
Naturel ... B02 4, 5
Qualité juridique ... B02 4, 5
sans vie ... B02 1, 4, 18
ENGRAIS ... K02 14, I01 8
Indice de prix ... H02 2
ENREGISTREMENTS (sonores, vidéos, informatiques) ... K02 4, 6
ENSEIGNANTS ... F01 22, 23
ENSEIGNEMENT ... F01
Agricole ... F01 16
Art, musique, histoire de l'art ... F01 17
Différents niveaux ... F01 20
Sanitaire et social ... F01 18
Supérieur ... F01 10 à 13
ENTREPRISES
Par activité ... G02 3A, 3B, 4, 10
Artisanales ... K03 3
Forme juridique ... G02 4, 9
Groupes ... G02 13A, 13B, 14, 15, 16
De l'industrie, de la construction, du commerce et des services (ICS) ... G02 2, 3A, 3B, 4, 10
Nombre d' — ... G02 1, 9, 10, K01 8, 11, 12, 13, K03 1 à 3
Performances des ... G02 17, 18
Rentabilité ... K01 5
Selon régime fiscal ... G02 9
Par taille ... G02 1, 3A, 3B, 10, K01 5, 6,10, K03 3
Transport routier ... L02 1
ENTREPRISES INDUSTRIELLES
Grandes ... K01 13
PMI ... K01 13, 14
Principales évolutions ... K01 6
Principales grandeurs ... K01 13
Par secteur ... K01 1, 6, 7, 11, 12, 13
ENVIRONNEMENT ... A02
Dépense ... A02 15, 16

ÉPARGNE N01 8
Brute G01 7,8
Taux d' — G01 9
ÉPURATION A02 10
ÉQUIPEMENT
Culturel E02
Électroménager K02 6
Indices de prix de vente industriels H02 3
Ménages D01 5, 6, 7
Ménages de l'Union européenne D01 9
Touristique E03 2, 3
ÉQUIPEMENTS
Automobiles K02 7
Mécaniques K02 7
ESPACES NATURELS A02 2
ESPÈCES
De vertébrés (État des —) A02 3
Animales (État des —) A02 4
ESPÉRANCE DE VIE ..... B02 3, 15 à 17
ÉTABLISSEMENTS
Par activité C03 2, G02 3B
De commerce M01 2
De crédit N01 2
De travail temporaire C01 9
Employeurs (Activités immobilières) M02 1
Employeurs (Services aux particuliers) M02 1
Employeurs (Services aux entreprises) M02 1
Enseignement F01 6, 14, 16, 17, 23
Hospitaliers (Équipement et activité) D03 7, 10
De l'industrie, de la construction, du commerce et des services (ICS) G02 3B
Par taille G02 3B
Tourisme E03 2, 3
ÉTAIN K02 15
ÉTAT
Dépenses ..... C04 6 et N03 1, 5
Dette N03 2
Recettes N03 1, 6
ÉTAT MATRIMONIAL B01 3, B02 9, 10, 12, B03 12
ÉTAT-CIVIL B02
ÉTRANGER (Vacances à l'—) E03 7
ÉTRANGERS B03
Par activité économique B03 6, 8, 13
Par âge B03 2, 7, 12
Par catégorie socioprofessionnelle B03 3
Famille B03 4
Fécondité B02 7
Natalité des — B02 7
Nationalités ..... B03 1 à 5, 7, 10, 13
Permanents ..... B03 11 à 13
Salariés B03 3, 6
Par sexe ..... B03 2, 5 à 7, 12
ÉTUDIANTS ..... F01 1, 2, 10 à 12
EURO
Indices de la production industrielle dans la zone — K01 4
Parité N01 1
EXCÉDENT NATUREL B02 1, 2, 18
EXPLOITATION
Agricole I01 1, 2, 16
Compte d' — G02 11
Forestière K01 2, K02 2
Résultat d' — K01 1, 2
EXPORTATIONS (Voir aussi COMMERCE EXTÉRIEUR) ..... O01 1 à 10
Comptabilité nationale G01 1, 2, 14
D'électricité J04 1

F

FAMILLES
Par catégorie socioprofessionnelle B04 5
Monoparentales B04 1, 4, 5
Nombre d'enfants B03 4, B04 5
FBCF (Voir aussi INVESTISSEMENT) K01 7
Comptabilité nationale G01 1, 2
FÉCONDITÉ B02 3, 8
FÉDÉRATION SPORTIVE E04 5
FER (Minerais de —) K02 11
FERRO-ALLIAGE K02 15
FERROVIAIRE
Matériel — K02 8, L01 3
Transport — L01
FILATURE K02 12
FILM
Cinéma E02 9, 10
Coût E01 6
Télévision E01 6
FINANCEMENTS (De l'économie) N01 5
FINANCES
Marché financier N02
Publiques N03
FIOUL J03 4
FLOTTE
Aérienne L05 3
Commerciale L04 3
Fluviale L03 4
Pêche I01 26
FONCTIONNAIRE (Traitement, rémunération) C03 10, 11, 12, 13
FONDERIE (travail des métaux) K02 15
FONTE K02 15
FORÊT I01
Incendies de I01 21
FORMATION F01
Professionnelle continue ..... F01 15, 19 et 26
FOUILLES ARCHÉOLOGIQUES E02 3
FOURRURES (Industrie des —) K02 3
FRANCE TÉLÉCOM (Personnel) L06 3
FRUITS
Consommation des ménages D01 1, 4
Indices des prix à la production et de gros H02 1
Prix, indices de prix à la consommation H01 1
Production I01 12
FTSEurofirst N02 8

G

GAINS SALARIAUX C03 8, 9
GAZ J05
Bilan de l'énergie J01 1
Comparaisons internationales J05 4, 5, 6, 7
De France (Effectif) J05 3
Emissions de A02 7
GAZODUC (Transport du gaz) J05 2
GAZOLE (Livraisons) J03 4
GÉNIE CIVIL K03 1, 2
GIBIER (Chasse) A02 5
GÎTES RURAUX E03 5
GRANDES SURFACES (Commerce) M01 1
GRÈVES C02 8
GROS OEUVRE K03 1
GROUPE D'ENTREPRISES G02 13A, 13B, 15, 16

H

HABILLEMENT
Dépenses des ménages D01 1
Indices de prix à la consommation H01 1, 2
Industrie de l' — K02 3
HABITATION (Voir LOGEMENT)
HANDICAPÉS
Allocations aux — C04 7, 14
Établissements pour — D03 10
HÉBERGEMENT E03 3, 5, 6
HÉLICOPTÈRE L05 4
HEURES SUPPLÉMENTAIRES C02 1
HIPPISME ..... E05 1 à 3
HIPPODROMES (Recettes) E05 3
HÔPITAUX
Équipements D03 9
Établissements D03 7A, 7B
HOSPITALISATION D03
Équipement D03 9
Activité D03 9
HÔTEL (Salariés) M02 1
HÔTELLERIE
Homologuée E03 2
Indices de prix H01 1, 2
HOUILLÈRES
Effectif J02 2
Production J02 4
HYDRAULIQUE (Électricité) J04 1, 2
HYDROLOGIQUE A02 8
HYPERMARCHÉ M01 1

I

IMAGE L06 3
IMMATRICULATIONS
De navires E05 7, 8
De véhicules L02 3, 4

IMMIGRANTS (Type de procédure) B03 11
IMMIGRÉS
Par âge B03 1, 2
Par pays de naissance B03 1, 2, 5, 7
Par sexe ..... B03 5, 6 à 8
IMPORTATIONS (Voir COMMERCE EXTÉRIEUR) ..... O01 1 à 10
Comptabilité nationale G01 1, 2, 14
De gaz J05 1
IMPÔT N03 6, 7, 8, 9
Sur le revenu N03 8, 9
IMPRIMERIE K02 4
INCENDIES DE FORÊTS I01 21
INDEMNITÉS (Catastrophes) A02 13
INDICATEUR (Des entreprises) K01 5, M02 2
INDICATEURS (Voir aussi au mot principal)
INDICATEURS DÉMOGRAPHIQUES B02 3, 8, 11, 13, 17
INDICATEURS MONETAIRES N01 17
INDICE (Voir aussi au mot principal)
Du coût de la construction H02 5
Des prix H01
Des prix agricoles à la production H02 1
Des prix des logements anciens H02 4
Des prix à la production dans l'industrie H02 3
De production industrielle K01 3
Des traitements des fonctionnaires C03 13
INDICES (Voir aussi au mot principal)
Boursiers N02 4A, 4B
De chiffre d'affaires par activité G02 17, 18
De commerce extérieur (Valeur) O01 5B, 7, 8
De commerce extérieur (Volume) O01 5A
De prix d'achat des moyens de production agricole (IPAMPA) H02 2
Des prix à la consommation H01
Des prix à la consommation harmonisés (IPCH) H01 5, G01 16
INDUSTRIE
Automobile K01 3, 5, 6, 7, K02 7
Données générales K01
Indices de prix de vente H02 3
Manufacturière K01 4, 7, 9, 14
Pharmaceutique K02 5
INDUSTRIE DU POISSON (Effectif, chiffre d'affaires) K01 2, K02 1, 2
INDUSTRIE LAITIERE (Effectif, chiffre d'affaires) K01 2, K02 2
INDUSTRIES AGRICOLES ET ALIMENTAIRES K01 2, K02 1
INDUSTRIES ALIMENTAIRES (Autres) K01 2, K02 1
INDUSTRIES DES ALIMENTS POUR ANIMAUX (Effectif, chiffre d'affaires) K01 2, K02 1
INDUSTRIES DES BOISSONS (Effectif, chiffre d'affaires) K01 2, K02 1
INDUSTRIES DES FRUITS ET LÉGUMES (Effectif, chiffre d'affaires) K01 2, K02 1
INDUSTRIES DES VIANDES (Effectif, chiffre d'affaires) K01 2, K02 1
INFORMATION E01
INFRACTIONS D04 1
INNOVATION
Par secteur d'entreprises industrielles K01 15
INSERTION PROFESSIONNELLE F01 21
INSTITUTEUR F01 22, 23
INSTRUMENTS
De mesure K02 10
De musique K02 6
INTÉRIM C01 8
INTERMÉDIAIRES (du commerce) M01 7
INTERNET
Abonnés L06 3
Monde L06 5
Taux de connexion D01 5, 6, 7
Trafic L06 3
INVESTISSEMENT
Construction K03 8, 9
Corporel K01 1, 2, K02 1, 2
Direct (en flux) K01 13, O02 8
Des entreprises G02 10
Immatériel K01 8
Industriel K01 7
International O02 9
Matériel K01 8
Productif K01 6
Par secteur K01 7
IPAMPA H02 2
IPCH (Voir INDICES DES PRIX À LA CONSOMMATION HARMONISÉS)

J

JEUNESSE
Juridiction de la — D04 8
Et sports E04
JEUX K02 6
D'argent ..... E05 3 à 5
JOUET K02 6
JOURNAUX (Presse, édition, ventes) ..... E01 1 à 3, K02 4
JOURNÉES DE VACANCES E03 4, 5, 6, 7
JUGES D'INSTRUCTION (Activité) D04 5
JURIDICTION CIVILE (Activité) D04 3
JUSTICE ET POLICE JUDICIAIRE D04

L

LAIT
Consommation des ménages D01 1, 4
Production, chiffre d'affaires K02 1
LAVE LINGE (Taux d'équipement des ménages et fabrication) D01 5, 6, 7
LAVE VAISSELLE (Équipement) D01 5, 6, 7
LÉGUMES
Consommation des ménages D01 1, 4
Prix de détail et indices de prix à la consommation H01 1
Production légumes frais I01 12
LICENCE SPORTIVE E04 5
LIEUX CULTURELS ET RÉCRÉATIFS (Fréquentation) E05 6
LIGNES
Aériennes L05 6, 8
Électriques J04 3
Installations SNCF L01 2
LIVRE (Édition, ventes) E02 5, K02 4
LIVRET JEUNE N01 8, 9
LOCATAIRE D02 2, 7, 8
LOCOMOTIVE (Construction) K02 8
LOGEMENT D02
Autorisé K03 4
Avec ascenseur D02 4
Avec Digicode-interphone D02 4
Avec garage, box, parking D02 4
Avec gardien D02 4
Budget des ménages D01 1, 2, 10
Commencé K03 6, 10
Confort D02 3, 5
Époque d'achèvement D02 4
Indice du coût de la construction H02 5
Indices de prix à la consommation H01 1, 2, 4
Individuel et collectif D02 4, K03 6, 10
Neuf K03 10
Nombre de personnes par logement et par pièce D02 6
Nombre de pièces D02 4, K03 3, 4, 10, 11
Parc locatif social K03 11
Selon l'âge de la personne de référence D02 2, 6
Vacant D02 1
Ventes-stocks K03 10
LOGEMENTS ANCIENS (Indices des prix en France, à Paris et en province) H02 4
LOI DE FINANCES (Exécution) N03 1
LOISIRS E05
Sports E04
LOTO E05 4
LOYERS (Indices de prix à la consommation) H01 1
LUNETTES (Production) K02 6

M

MAASTRICHT (Critères de convergence de l'Union européenne au sens du Traité de —) G01 16
MACHINE AGRICOLE
Construction de — K02 9
Indices de prix H02 2, 3
MACHINES DE BUREAU K02 10
MACHINE OUTIL K02 9
Indices de prix H02 2, 3
MAGNÉTOSCOPE (Taux d'équipement des ménages et fabrication) D01 5, 6, 7, K02 6
MAISON
Familiale de vacances E03 3
Individuelle K03 2
MAISONS (D'édition) E02 4
MALADIE
Longue D03 11
Professionnelle C02 5
MALT K02 1
MANDATS POSTAUX (Tarifs) L06 2
MARCHANDISES
Trafic aérien L05 5, 6, 7, 8
Trafic ferroviaire L01 3, 5, 6
Trafic maritime L04 1, 4, 5, 6, 7

MARCHÉ (Financier, bourse) N02
MARCHÉ DU TRAVAIL C01 10
MARIAGE B02 1, 9, 10, 18
MARIN-PÊCHEUR I01 27
MARINE DE COMMERCE L04
MAROQUINERIE K02 3
MARQUE DÉPOSÉE F03 4
MASSE MONÉTAIRE N01 16
MASSE SALARIALE C03 9
MATÉRIAUX DE CONSTRUCTION ET CÉRAMIQUE K02 11
MATÉRIEL
Agricole (acquisition) K02 9, I01 7
de commutation et de télécommunications K02 10
Électrique K02 10, 16
Électroménager K02 6
Ferroviaire K02 8
Informatique K02 10
Médico-chirurgical et d'orthopédie K02 10
Photographique K02 6
MATERNITÉ (Prestations de —) C04 2, 9
MATIÈRES PLASTIQUES K02 14
MÉCANIQUE (Industrie) K02 9
MÉDECIN D03 5, 6
MÉDIAS E01
MÉDICAMENTS K02 5
MÉNAGE (Âge de la personne de référence) B04 1, 4
MÉNAGES
DOM B04 4, 6
Équipement D01 5, 6, 7
Nombre de — B04 2, 6
Nombre de personnes du — B04 2
Population des — B04 3
Projection B04 6
Revenu G01 9
Type et composition des — B04 4
MENUISERIES MÉTALLIQUES K02 9
MER
Interventions et accidents en — L04 9
Produits de la — I01 28
MÉTALLURGIE ET TRANSFORMATION (Des métaux) K02 15
MÉTAUX (Travail des —) K02 15
MEUBLES (Fabrication de) K02 6
MIDCAC N02 4A
MICRO-ONDES (Taux d'équipement des ménages) D01 5, 6, 7
MICRO-ORDINATEURS (Taux d'équipement des ménages) . D01 5, 6, 7
MIGRATIONS
Alternantes B01 11
Définitives B01 12, 13
MILITAIRES DU CONTINGENT C01 1
MINERAIS
Extraction et préparation de — K02 11
De fer et sidérurgie K02 15
Métaux et demi-produits non ferreux K02 15
Métaux ferreux K02 15
MINÉRAUX DIVERS K02 11
MINIMA SOCIAUX (Bénéficiaires de —) C04 13, 14
MINIMUM VIEILLESSE C04 13
MINISTÈRES (Effectifs des —) C01 11, 12
MINITEL (Taux d'équipement) D01 5, 6, 7
MOBILES (Abonnés aux téléphones) L06 4
MONNAIE N01 3, 16
Parité de l'euro N01 1
MONNAIES ET MEDAILLES (Fabrication) K02 6
MONUMENTS HISTORIQUES ..... E02 1, 2 et 12
MORT-NÉS B02 1, 4, 18
MORTALITÉ
(Voir aussi ENFANTS SANS VIE) ..... B02 1, 2, 4, 13 à 15, 17, 18
Causes de décès D03 12
Infantile B02 2, 13, 18
Tables de — B02 15, 16
Taux de — B02 2, 13, 18
MOTEURS, GÉNÉRATRICES ET TRANSFORMATEURS ÉLECTRIQUES K02 10
MOTOCYCLE (Production) K02 8
MULTIMÉDIA L06 3
MUSÉE E02 2, 12

N

NAISSANCES (Voir aussi NATALITÉ) ..... B02 1, 4 à 7, 18
NASDAQ (National Association of Securities Dealers Automated Quotation) N02 7
NATALITÉ (Voir aussi NAISSANCES) B02 2, 17, 18
NATIONALITÉ (Voir aussi ÉTRANGERS) B02 7, 10, 17, B03
Acquisition, perte B03 3, 5, 9, 10
Données démographiques B02 7, 10
Naissance B02 7
NAVETTES (Déplacements domicile-travail) B01 11
NAVIGATION DE PLAISANCE (Immatriculations) E05 7, 8
NÉS-VIVANTS ..... B02 4 à 7, 18
NON SALARIÉ C01 1, 7A
NUCLÉAIRE
Centrale J04 2
Production J04 1
Production brute d'électricité J04 6
Production d'électricité thermique classique J04 1, 2
Production d'électricité thermique nucléaire J04 1
NUPTIALITÉ (Voir aussi MARIAGE) B02 2, 3, 11, 17, 18

O

OBLIGATIONS (voir aussi ACTIONS) ..... N02 1, 2, 3 et 5
OPEP J03 5
OPÉRATIONS FINANCIÈRES N03 1
OPTIQUE K02 6
OPVCM (Organismes de placement collectif en valeurs mobilières) ..... N01 3, 5, 6, 7 et 14
OR (Cours de l' —) N02 6
ORDINATEURS (connectés) L06 5
ORDURES MÉNAGÈRES A02 14

P

PAIEMENTS (Balance des —) O02 1, 2, 7
PAPIERS ET CARTONS K02 13
PARACHIMIE K02 14
PARC
Automobile (Des ménages) D01 4
Bateaux fluviaux L03 4
Communications L06 3, 4
De véhicules de transports L02 5, L06 1
PARCS NATIONAUX A02 2
PARFUMS (Et produits de toilette) K02 5
PARQUETS ET OFFICIERS DU MINISTÈRE PUBLIC (Activités) D04 4
PARTICIPATION ÉTRANGÈRE (Industrie) K01 9, 12
PÂTE À PAPIER K02 13
PATRIMOINE (Des secteurs institutionnels) N01 7
PAYS ÉTRANGERS (Voir aussi UNION EUROPÉENNE et COMMUNAUTÉ ÉCONOMIQUE EUROPÉENNE)
Agriculture I01 2, 9
Assurances M03 8, 9
Balance des paiements O02 7
Comptabilité nationale G01 15
Population, superficie, densité A01 2
Production industrielle K01 4
Recherche-développement F02 4
Taux de chômage C01 4
Trafic aérien L05 6, 8
Trafic maritime L04 8
PÊCHE
Loisir E05 9
Maritime I01 28
PÉNIBILITÉ (Liée au travail) C02 3
PÉPINIÈRE I01 23
PERSONNEL
Hospitalier (Effectifs) D03 5
De la justice D04 2
De la marine de commerce L04 2
Navigant et à terre L03 2
De santé D03 5, 6
Transports aériens L05 1, 2
PÉTROLE
Bilan de l'énergie J01 1
Comparaisons internationales J03 5, 6, 7, 8
Déstockage J03 1
Production J03 1, 5, 6
Stockage J03 1
PHARMACIE (Indices de prix de détail des spécialités vendues en —) H01 6
PHARMACIE, PARFUMERIE, ENTRETIEN K02 5
PHARMACIEN D03 5
PHONOGRAMME E02 6, 7
PIB G01 1, 2, 3
Par habitant G01 8
PIÈCES (Nombre par logement) D02 4
PLACEMENTS FINANCIERS N01 5
PLACEMENTS D'ASSURANCES (Répartition) M03 7
PLACEMENTS DE VACANCES E04 2, 3
PLANS ÉPARGNE LOGEMENT N01 8, 9
PLOMB K02 15
PMI K01 13, 14

PNEUMATIQUE (Production) K02 14
POISSON
Espèces débarquées I01 28
Indices de prix H01 1
Industrie K02 1
POLICE JUDICIAIRE ET JUSTICE D04
POLLUTION
Atmosphérique A02 6, 7
Dépenses A02 15, 16
Industrielle de l'eau A02 11
En eau douce et en mer A02 9
POMPES-COMPRESSEURS K02 9
POPULATION A01
Par âge ..... B01 1 à 8, 14
Des agglomérations A01 6, 7
Par catégorie socioprofessionnelle B01 8
Des collectivités B04 3
Des collectivités territoriales A01 5, B01 6
Des communes ..... A01 6, 9 à 11
Comparaisons internationales A01 2
Des départements A01 3, 4
Des DOM ..... A01 3, 4, 11, B01 5 à 7, B02 1, 2, B03 8, C01 17
Estimation A01 2, 3
État matrimonial B01 3
Des habitations mobiles B04 3
Mouvement naturel B02 1, 2, 18
Non réintégrée B04 3
Des pays étrangers A01 2
Projection A01 2, B01 14
Des régions A01 3, 4
Réintégrée B04 3
Résidente occupée C01 5
Par sexe ..... B01 2 à 8
Salariée C01 1, 5, 6, 7A, 8, 9
Solde migratoire B02 1
Des TOM A01 5, B01 6, B02 18
Urbaine — rurale ..... A01 6 à 8, 11
POPULATION ACTIVE B03 3, 8, C01
Par activité B03 8, C01 5, 7A
Ayant un emploi (Par statut) B01 9, 10, C01 7A
POPULATION AGRICOLE FAMILIALE I01 4
POPULATION CARCÉRALE D04 9
POPULATION ÉTRANGÈRE B03
POPULATION SCOLAIRE ET UNIVERSITAIRE F01 2
PORTS MARITIMES
Mondiaux L04 6, 8
Trafic des — L04 6
POSTE
Effectif C01 11, L06 1
Tarifs L06 2
PRÉLÈVEMENTS
Obligatoires N03 3, 4
Courses de chevaux E05 1, 2
PRÉLÈVEMENTS SOCIAUX (Cotisations salariales et patronales). C03 5
PREMIER DEGRÉ F01 3, 4
PRENEURS D'ORDRE K01 10
PRESSE ..... E01 1 à 3, K02 4
PRESTATIONS
Familiales C04 2, 8, 9
Maladies C04 2
Sociales C04 1, 2, 3
Versées par les caisses de sécurité sociale C04 5
Vieillesse (Bénéficiaires et montants) C04 11, 12
PRÊTS N01 12
PRIME D'ASSURANCE M03 3, 4, 5, 8, 9
PRIX
Agricoles (Indices) H02 1
À la consommation (Indices) H01 1, 2, 3, 4
Des logements anciens (Indices) H02 4
À la production (Indices) H02 3
Terres agricoles I01 6
PRODUCTION (Voir aussi au mot principal)
Agricole I01 9, 10, 11, 12
Énergie K01 3, J01 1, 3, 8
Films E01 6, 7, E02 10
Forestière I01 23, 24
Fruitière I01 12
De gaz J05 1, 4, 5
Indices des prix agricoles à la — H02 1
Industrielle (indices de la —) K01 3, 4
PRODUCTIVITÉ (Apparente du travail) G01 13
PRODUIT
Commerce extérieur par — ..... O01 4 à 8
Pétrolier (Importation) J03 1, 2
Pétrolier (Par nature) J03 4
PRODUIT INTÉRIEUR BRUT (Voir PIB)
PRODUITS
Amylacés K02 1
Blancs K02 6
Bruns K02 6
de carrières K02 11
Céramiques K02 11
Chimiques K02 14
Énergétiques (Indices de prix de vente industriels) H02 3
Métalliques K02 15
Pharmaceutiques (Indices de prix à la consommation, à la vente) H01 1, 2, 6
PROFESSEUR F01 22, 23
PROFESSIONS
Artistiques et littéraires E02 13
De santé (Effectif et densité) D03 5, 6
PROJECTION
Ménages B04 6
Population B01 14
PROPRIÉTAIRE D02 2, 7, 8
PROPRIÉTÉ INDUSTRIELLE F03
PROTECTION (Espaces naturels) A02 2
PROTECTION JUDICIAIRE DE LA JEUNESSE D04 8
PROTECTION SOCIALE
Compte C04 1
Indice de prix à la consommation H01 1, 2
PUBLICITÉ (Dépenses des entreprises) E01 8
PUISSANCE (Des centrales électriques) J04 2

R

RADIODIFFUSION (Durée d'écoute quotidienne) E01 10
RADIOTÉLÉPHONE (Abonnés) L06 4
RAFFINERIE PÉTROLIÈRE J03 3
RANDONNÉES (Pédestres) E03 10
RATIOS (Comptabilité nationale) G01 10
RÉACTIVATIONS (D'entreprises) G02 5
RECENSEMENTS DE LA POPULATION B03 1, 2, 8
RECHERCHE (Par branche) F02 7
RECHERCHE ET DÉVELOPPEMENT
Dépenses ..... F02 1, 2, 5 à 7
Effectifs ..... F02 3 à 5, 7
Entreprises F02 3, 5, 7
Financement F02 2, 5, 6
Pays étrangers F02 4
REDEVANCE TÉLÉVISION E01 4, 5
RÉDUCTION DU TEMPS DE TRAVAIL (voir durée annuelle du travail)
RÉFRIGÉRATEUR SANS CONGÉLATEUR
(Taux d'équipement des ménages) D01 5, 6, 7
RÉFRIGERATEUR CONGÉLATEUR COMBINÉ
(Taux d'équipement des ménages) D01 5, 6, 7
RÉFUGIÉS B03 11
RÉGIMES (Sécurité sociale) C04 2, 5, 8
RÉGIONS
Population A01 3, 4
Superficie, densité A01 4
Fonctionnement, investissement N03 10, 11
RÉMUNÉRATION (Voir SALAIRE)
Épargne N01 8
RENTABILITE (Indicateurs de —) K01 5
RÉPONDEUR TÉLÉPHONIQUE ..... D01 5 à 7
REPRÉSENTANTS DU PERSONNEL C02 9, 10
REPRISES (D'entreprises) G02 5
RÉSEAU
Cablés L06 3
Routier L02 2
Voies navigables par gabarit L03 3
RÉSERVES
Charbon J02 4
Gaz J05 4
Naturelles A02 2
Pétrole J03 5
RÉSIDENCE (de Tourisme) E03 3, 5, 6
RÉSIDENCE PRINCIPALE, SECONDAIRE D02 1, 4, 5, 6
RESSOURCES ET EMPLOIS (Biens et services) G01 1, 2, 3
RESTAURANTS (Salariés) M02 1
RESTAURATION (Indice de prix à la consommation) H01 1, 2
RÉSULTAT (Compte de —) G02 11
RETRAITE C04 10, 11
REVENU
Complément de — C04 9
Disponible C03 1, G01 9
Des ménages C03 1, G01 9
Par habitant G01 8
Et salaire C03
REVENU MINIMUM D'INSERTION (RMI) C04 14, 15

S

SALAIRE C03
Annuel C03 2, 3, 4, 10, 12
Par décile C03 4, 12
SALAIRE MINIMUM (Voir SMIC)
SALARIÉS (Voir aussi au mot principal) C01 1, 5, 6, C02 4, C03 7
Des activités immobilières M02 1, 2
Commerce M01 2, 7, 8
Construction K03 1, 2
Dans les entreprises d'assurance M03 2
Des entreprises de service M02 1, 2
Étrangers B03 6
Répartition des — par type d'horaires C01 7A, C02 2
Représentativité C02 9, 10, 11
Au SMIC C03 7
SANTÉ D03
Enseignement des métiers de la — F01 18
Service de — (Indices de prix à la consommation) H01 1, 2
SAVONS, DÉTERGENTS ET PRODUITS D'ENTRETIEN K02 5
SCIERIE K01 2, K02 2
SCOLARISATION (Taux) F01 2
SÈCHE LINGE (Taux d'équipement des ménages et fabrication) D01 5, 6, 7
SECOND CYCLE
Général et technologique F01 5
Professionnel F01 5, 6
SECOND DEGRÉ ..... F01 5 à 9
SECOND OEUVRE K03 1
SECTEUR (D'entreprises (Services aux entreprises et aux particuliers)) M02 1, 2
SECTEUR INSTITUTIONNEL G01 6, 7, 11
SECTIONS SPORTIVES E04 4, 5
SÉCURITÉ SOCIALE C04 5
SÉJOURS
Linguistiques E04 2, 3
De vacances à l'étranger) E03 7
SERVICES M02
Aux entreprises M02 1, 2
Indices de prix H01 1, 2
Aux particuliers et activités immobilières M02 1, 2
SERVICES PERSONNELS ET DOMESTIQUES (Effectif) M02 1
SERVICES POSTAUX L06 2
SEXE (Population par —) ..... B01 2 à 10
SIDA D03 13
SIDÉRURGIE K02 15
SITES INSCRITS ET CLASSÉS E02 1
SMIC C03 6
SNCF (Effectifs, recettes, investissements) L01 1
SOCIÉTÉS
Assurance et réassurance M03 1
Financières N01 13
Mixtes ..... M03 1, 3 à 7
Non financières G01 10
SOLDE MIGRATOIRE B02 1
SORTIES DU SYSTÈME ÉDUCATIF F01 20, 21
SOUS-TRAITANCE K01 10, 11
SPORT E04
De haut niveau E04 6
STATUT (Effectif de la Fonction publique par —) C01 11, 12, 13
STOCKAGE DU GAZ J05 1
STRUCTURE
Industrielle K01 1, 2
De la population B03 2
Urbaine de la métropole A01 6
SUBDIVISIONS (Des régions, des départements, des territoires d'outre-mer et des collectivités territoriales) A01 4, 5
SUCRE (Consommation des ménages) D01 1, 4
SUPERFICIE
Des espaces naturels protégés A02 2
Des exploitations agricoles A01 1, I01 1, 2
Forestière I01 18, 19, 20
Pays étrangers A01 2
Régions et départements A01 4
Répartition du territoire métropolitain A01 1
Territoires d'outre mer et collectivités territoriales A01 5
SYNDICAT
Délégués syndicaux C02 9, 10
Élections aux comités d'entreprises C02 11
Représentativité des — C02 10

T

TAUX (Voir aussi au mot principal)
Activité dans les DOM C01 17
Activité par sexe et âge C01 2
Autofinancement G01 10
Chômage C01 4, 14
De couverture O01 6
Épargne des ménages G01 9
Excédent naturel B02 2
Indépendance énergétique J01 4, 7
Intérêt N01 2, 8, 10, 17
Mortalité B02 2, 14, 17, 18
Mortalité infantile B02 2, 13, 14, 18
Natalité B02 2, 17, 18
Nuptialité B02 2, 11, 17, 18
Prélèvements obligatoires N03 3, 4
Rémunérations annexes C03 11
Reproduction B02 3, 17
Réussite au baccalauréat F01 9
TAXES N03 6, 7
TECHNOLOGIES (Salariés utilisateurs de nouvelles —) C02 4
TÉLÉCOMMUNICATIONS ..... L06 3 à 5, M02 1, 2
TÉLÉPHONE (Taux d'équipement des ménages européens) D01 5, 6, 7
TÉLÉPHONE MOBILE
Clients par opérateur (Nombre) L06 4
Monde L06 5
Taux de pénétration L06 4
TÉLÉPHONE PORTABLE (Taux d'équipement des ménages) D01 5, 6, 7
TÉLÉPHONIE
Fixe L06 3
Mobile ..... L06 3 à 5
TÉLÉVISION ..... E01 4 à 11
Achat des ménages D01,2, 5, 6, 7
Durée d'écoute quotidienne E01 10
Émissions par genre et chaîne E01 7, 9, 11
Fabrication K02 6
Production aidée par genre E01 7
Redevance E01 4, 5
TÉLÉVISION COULEUR
Multi équipement en — D01 5, 6, 7
Taux d'équipement des ménages D01 5, 6, 7
TEMPS PARTIEL C01 7A, 7B
TERME DE L'ÉCHANGE (Commerce extérieur) O01 7
TERRES ARABLES A01 1, 5
TERRES LABOURABLES I01 6
TERRITOIRE
Occupation physique du — A02 1
Répartition du A01 1
TERRITOIRES D'OUTRE-MER (TOM) A01 5
Commerce extérieur O01 10
Démographie B01 6, B02 18
Indices de prix à la consommation H01 4
Monnaie N01 16
Superficie, population A01 5
Transport aérien L05 6
TEXTILE
Artificiel et synthétique K02 12
Indices de prix H01 1, 2
Industrie K02 12
Naturel (coton, soie, laine) K02 12
THÉATRE E02 11
TIRAGE (Presse) E01 1, 3
TISSAGE K02 12
TITRE DE LA PRESSE (Voir ÉDITION)
TOF (Tableau d'opérations financières) N01 6
TOURISME E03
International E03 12
TOURISTES ÉTRANGERS (Dépenses) E03 11
TRACTEURS
Agricoles K02 9
Immatriculations de — L02 3
Indices de prix des — H02 2
Routiers K02 7
TRAFIC
Aérien L05 5, 6, 7, 8
Ferroviaire L01 4, 5, 6
Fluvial L03 5, 6
Maritime L04 4, 5, 6, 7
Portuaire L04 5, 7, 8
Internet L06 3
TRAINS L01
TRAITEMENT (Fonction publique) C03 10, 11, 12, 13
TRAITEMENT DES DÉCHETS A02 14, J06 3
TRANSACTIONS N02 3
Courantes ..... O02 1 à 4, 6
TRANSFERTS SOCIAUX C04
TRANSFERTS UNILATÉRAUX O02 5

TRANSPORTS
Aériens L05 1, 2, 3
Ferroviaires L01 4, 5, 6
Fluviaux L03 1, 5, 6
Gaz J05 2
Indices de prix à la consommation H01 1, 2
Maritimes (Entreprises, effectifs, C.A) L04 1
Maritimes L04
Navigation intérieure L03
Routiers L02 1, 6, 7, 8
Terrestres (Construction de matériel) K02 7
Terrestres et fluviaux (Auxiliaires de —) L02 1
Urbains, marchandises et routiers voyageurs L02 1, 6, 7, 8
TRAVAIL
Durée du — C02 1
Efforts et risques C02 3
Horaires de — C02 2, 3
Le samedi, le dimanche C02 2
Marché du — C01 10
Mécanique du bois K02 13
Des métaux K02 15
Temporaire, intérimaire, à durée déterminée C01 8, 9
TRAVAILLEURS (Étrangers permanents) ..... B03 11 à 13
TRIBUNAUX CORRECTIONNELS (Activité et nombre) D04 3, 6
TRIBUNAUX DE POLICE (Activité et nombre) D04 6

U

UNION EUROPÉENNE (Voir aussi PAYS ÉTRANGERS et COMMUNAUTÉ ÉCONOMIQUE EUROPÉENNE)
Coût de la main-d'oeuvre C03 15, 16, 17
Critères de convergence de l' —
au sens du Traité de Maastricht G01 16
Effectifs animaux I01 9
Exploitations agricoles I01 2
Investissements directs O02 9
Population B01 2
Primes d'assurance dans l'— M03 3, 8, 9
Production agricole I01 9
Protection sociale (dépenses, recettes) C04 3, 4
Règlements entre la France et l' — O02 3, 5
Taux de chômage C01 4
UNITÉ URBAINE A01 6, 7
UNIVERSITÉS ..... F01 2, 10 à 13
UTILISATION DU SOL
Forêt I01 18, 19, 22
Répartition territoriale métropolitaine A01 1
UTILISATION DU TERRITOIRE I01 5, 17

V

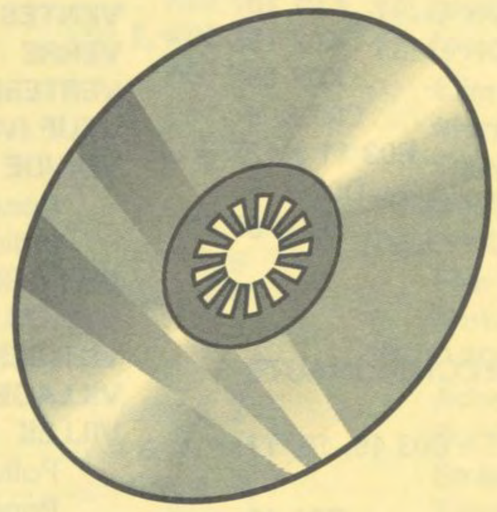
VACANCES E03
Centre de — E04 2, 3
VALEUR AJOUTÉE
Par branche G01 4, 5, 6
Par secteur institutionnel G01 6
VALEURS MOBILIÈRES
Bourse N02 1, 3, 4A, 4B, 8
Entreprises d'assurance M03 7
VALEUR VÉNALE DES TERRES AGRICOLES I01 6
VANNERIE K02 13
VÉGÉTAUX
Indices de prix H02 1
Productions de — I01 12
VÉHICULES
Automobiles (Production) K02 7
Indices de prix à la consommation H01 1
Pour invalides K02 8
Parc des — de La Poste L06 1
Utilitaires (Immatriculations) L02 3
VENTES (Commerce) M01 4, 5, 6
VERRE K02 11
VERTEBRES A02 3
VEUF (VEUVE) B01 3, B02 9, 10, 12
VIANDE
Consommation des ménages D01 1, 4
Indice de prix, prix de détail, prix de gros H01 1
VIDÉOGRAMME E02 8
VIDÉOS E02 6
VIEILLESSE (Prestations de) C04 10, 11, 12, 13
VILLAGE DE VACANCES E03 3
VILLES
Pollution de l'air des — A02 6
Population des — ..... A01 6, 7, 9 à 11
VIN
Consommation des ménages D01 1, 4
Indices de prix à la consommation H01 1
Production I01 11
VOIES NAVIGABLES L03
VOITURE
Taux d'équipement des ménages en — D01 5, 6, 7
Multi-équipement en — D01 5, 6, 7
VOYAGES (Personnels) E03 4, 5, 6, 7, 8, 9, 10
VOYAGEURS
Par air L05 5, 6, 7, 8
Par fer L01 4
Par mer L04 4, 7
Par route L02 1, 8
Transports routiers de — L02 1, 8

Z

ZINC K02 15

À NOS LECTEURS

Recevez gratuitement le cédérom de démonstration de L'Annuaire Statistique de la France



Vous **venez d'acheter** la 107e édition de l'ASF version papier

L'INSEE vous offre

LE CÉDÉROM DE DÉMONSTRATION DE L'ANNUAIRE STATISTIQUE DE LA FRANCE

qui vous permettra de découvrir la richesse et la convivialité de ce produit

BON DE COMMANDE

À retourner à :
- Courriel : service-marketing @insee.fr
- Fax : 01 53 17 88 39
- Postal : INSEE Info Service - Suivi de clientèle
  195 rue de Bercy - Tour Gamma A
  75582 Paris Cedex 12

Je souhaite recevoir gratuitement le cédérom de démonstration de l'ASF 2004

Nom, prénom .....

Société.....Tél.....

Activité.....

Adresse.....

.....

Code postal.....Ville.....

Date..... Signature

www.insee.fr

TABLEAUX COMPLÉMENTAIRES DU CÉDÉROM

Le Cédérom de l'ASF édition 2004 contient l'ensemble des tableaux du support papier et des tableaux complémentaires dont vous trouverez ci-dessous la liste.

Les tableaux suffixés « dét » sont plus détaillés que dans le support papier ; ceux suffixés « série » sont des images des tableaux papier pour les années antérieures ; ceux suffixés « plus » sont supplémentaires ; ceux suffixés « rétro » sont rétrospectifs.

A.01-10 *série*	Les communes par tranche de population en métropole de 1982 à 1999
A.01 *rétro1*	Population des départements lors des recensements de 1801 à 1851
A.01 *rétro2*	Population des départements lors des recensements de 1856 à 1896
A.01 *rétro3*	Population des départements lors des recensements de 1901 à 1954
A.01 *rétro4*	Population des départements lors des recensements de 1962 à 1999
A.01 *rétro5*	Population lors des recensements de 1801 à 1999 - Région Alsace
A.01 *rétro6*	Population lors des recensements de 1801 à 1999 - Région Aquitaine
A.01 *rétro7*	Population lors des recensements de 1801 à 1999 - Région Auvergne
A.01 *rétro8*	Population lors des recensements de 1801 à 1999 - Région Bourgogne
A.01 *rétro9*	Population lors des recensements de 1801 à 1999 - Région Bretagne
A.01 *rétro10*	Population lors des recensements de 1801 à 1999 - Région Centre
A.01 *rétro11*	Population lors des recensements de 1801 à 1999 - Région Champagne-Ardenne
A.01 *rétro12*	Population lors des recensements de 1801 à 1999 - Région Corse
A.01 *rétro13*	Population lors des recensements de 1801 à 1999 - Région Franche-Comté
A.01 *rétro14*	Population lors des recensements de 1801 à 1999 - Région Ile de France
A.01 *rétro15*	Population lors des recensements de 1801 à 1999 - Région Languedoc-Roussillon
A.01 *rétro16*	Population lors des recensements de 1801 à 1999 - Région Limousin
A.01 *rétro17*	Population lors des recensements de 1801 à 1999 - Région Lorraine
A.01 *rétro18*	Population lors des recensements de 1801 à 1999 - Région Midi-Pyrénées
A.01 *rétro19*	Population lors des recensements de 1801 à 1999 - Région Nord-Pas-de-Calais
A.01 *rétro20*	Population lors des recensements de 1801 à 1999 - Région Basse-Normandie
A.01 *rétro21*	Population lors des recensements de 1801 à 1999 - Région Haute-Normandie
A.01 *rétro22*	Population lors des recensements de 1801 à 1999 - Région Pays de la Loire
A.01 *rétro23*	Population lors des recensements de 1801 à 1999 - Région Picardie
A.01 *rétro24*	Population lors des recensements de 1801 à 1999 - Région Poitou-Charentes
A.01 *rétro25*	Population lors des recensements de 1801 à 1999 - Région Provence-Alpes-Côte d'Azur
A.01 *rétro26*	Population lors des recensements de 1801 à 1999 - Région Rhône-Alpes
A.01 *rétro27*	Population lors des recensements de 1801 à 1999 - France métropolitaine
A.01 *rétro28*	Population lors des recensements de 1954 à 1999 - Départements d'outre-mer
A.01 *rétro29*	Population des Territoires d'outre-mer et des collectivités territoriales de 1958 à 2002
A.01 *rétro30*	Communes de plus de 50 000 habitants de 1962 à 1999 - France entière
A.02-1 *série*	Occupation physique du territoire de 1992 à 2002
A.02-5 *série*	Plans de chasse au grand gibier à partir de 1980
A.02-6 *série*	Concentrations atmosphériques en dioxyde de soufre (SO_2), dioxyde d'azote (NO_2) et ozone (O_3) dans la station la plus chargée du réseau de quelques villes de France à partir de 1994
A.02-7 *série*	Émissions de gaz à effet de serre de 1990 à 2001
A.02-9 *série*	Qualité des eaux de baignade en eau douce et en mer de 1992 à 2002 - France entière
A.02-10 *série*	Épuration des eaux usées dans les grandes villes à partir de 1995
A.02-11 *dét*	Rejets dans l'eau des principaux établissements industriels par type de polluant en 2001 France entière
A.02-13 *série*	Montant des indemnités versées par les assureurs au titre des catastrophes naturelles de 1990 à 2002
A.02-14 *série*	Volume des ordures ménagères selon le mode de traitement de 1998 à 2000 - France entière
A.02 *plus1*	Émissions de dioxyde de soufre (SO_2) par catégorie d'émetteurs de 1990 à 2001
A.02 *plus2*	Émissions d'oxydes d'azote (NO_x) par catégorie d'émetteurs de 1990 à 2001
A.02 *plus3*	Émissions de dioxyde de carbone (CO_2) par catégorie d'émetteurs de 1990 à 2001
A.02 *plus4*	Dépense nationale liée à l'environnement par domaine et par agent responsable en 2001
A.02 *rétro*	Volume d'eau de pluie par année hydrologique de 1947 à 2001
B.01-1 *série*	Population totale par groupe d'âges au 1er janvier de 1970 à 2003
B.01-5 *dét*	Population totale par sexe et âge en 1982, 1990 et 1999 - France entière
B.01-7 *dét*	Population de 15 ans ou plus par sexe et âge selon le diplôme en 1999 - France entière
B.01-8 *dét*	Population totale par sexe, âge et catégorie socioprofessionnelle en 1999 - France entière
B.01-9 *dét*	Actifs occupés au lieu de travail par sexe et statut selon l'activité économique en 1999 France entière
B.01-10 *dét*	Population active ayant un emploi par sexe et statut selon l'activité économique en 1999 France entière
B.01 *plus1*	Population totale par sexe et catégorie socioprofessionnelle en 1990 et 1999 - France métropolitaine
B.01 *plus2*	Population active ayant un emploi par sexe, âge et statut en 1999 - France métropolitaine
B.01 *rétro1 à 14*	Population totale par sexe, âge et état matrimonial du 1er janvier 1901 au 1er janvier 1914
B.01 *rétro15 à 96*	Population totale par sexe, âge et état matrimonial du 1er janvier 1920 au 1er janvier 2001

B.01 *rétro97*	Population totale par sexe et âge quinquennal de 1962 à 1999 - France métropolitaine
B.02-1 *dét1*	Mouvement de la population : aperçu d'ensemble de 1975 à 2002
B.02-1 *dét2*	Mouvement de la population en valeur absolue à partir de 1975 - Départements d'outre-mer
B.02-2 *dét1*	Mouvement naturel de la population à partir de 1975 : taux de nuptialité, natalité, mortalité
B.02-2 *dét2*	Mouvement naturel de la population : taux pour 1 000 habitants à partir de 1975 Départements d'outre-mer
B.02-3 *série*	Indicateurs synthétiques de la situation démographique à partir de 1970
B.02-4 *série*	Nés vivants et enfants sans vie par sexe et qualité juridique de 1970 à 2001
B.02-5 *série*	Nés vivants par âge de la mère et qualité juridique de 1991 à 2001
B.02-18 *série*	Mouvement naturel de la population à partir de 1975 - Territoires d'outre-mer
B.02 *rétro1*	Mouvement naturel de la population de 1901 à 2002
B.02 *rétro2*	Espérance de vie à la naissance de 1817 à 2002
B.02 *rétro3*	Taux de nuptialité par sexe et âge de 1990 à 2001
B.02 *rétro4*	Taux de mortalité par sexe et groupe d'âges de 1980 à 2001
B.02 *rétro5*	Mouvement naturel de la population à partir de 1975 - Départements d'outre-mer
B.02 *rétro6*	Table de mortalité abrégée : années 1946 à 2001 - Survivants aux âges indiqués pour 100 000 nés vivants
B.02 *rétro7*	Table de mortalité abrégée : années 1946 à 2001 - Espérance de vie aux âges indiqués - Nombre moyen d'années restant à vivre aux personnes qui atteignent l'âge indiqué
B.02 *rétro8*	Proportion de femmes mariées à 20, 25, 30, 35 et 40 ans en âge révolu au premier janvier de 1901 à 2001 - France métropolitaine
B.02 *rétro9*	Répartition des femmes (générations 1900 à 1960) selon le nombre d'enfants mis au monde France métropolitaine
B.02 *rétro10*	Enfants nés vivants selon leur qualité juridique à la naissance de 1901 à 2001 France métropolitaine
B.02 *rétro11*	Nés vivants légitimes par nationalité des parents à partir de 1927 - France métropolitaine
B.02 *rétro12*	Nés vivants légitimes suivant le rang de naissance de 1975 à 2001
B.02 *rétro13*	Mortalité infantile et ses diverses composantes de 1975 à 2001
B.02 *rétro14*	Indicateur de fécondité (pour 100 femmes) et âge moyen des mères à la maternité de 1975 à 2002
B.02 *rétro15*	Mariages par état matrimonial antérieur et par nationalité des époux. Âge moyen au premier mariage de 1975 à 2001
B.02 *rétro16*	Indicateurs de primo-nuptialité (nuptialité féminine pour 100 femmes) de 1975 à 2002
B.02 *rétro17*	Indicateur conjoncturel de fécondité des pays de l'Union européenne à 25 - Années 1960 à 2001
B.03-3 *dét*	Population totale et étrangère par sexe, âge et type d'activité en 1990 et 1999 Départements d'outre-mer
B.03-11 *série*	Acquisitions de la nationalité française de 1983 à 2001
B.03-12 *série*	Acquisitions de la nationalité française par décret, selon la nationalité antérieure de 1985 à 2001
B.03 *plus*	Population active totale par nationalité et par catégorie socioprofessionnelle en 1990 et 1999
B.03 *rétro1*	Population totale par nationalité de 1962 à 1999
B.03 *rétro2*	Immigrés selon le sexe et le pays de naissance détaillé de 1982 à 1999
B.03 *rétro3*	Étrangers selon la nationalité (17 postes) de 1946 à 1999
B.03 *rétro4*	Étrangers selon le sexe et la nationalité détaillée de 1982 à 1999
B.03 *rétro5*	Population active totale et étrangère selon le sexe de 1946 à 1999
B.03 *rétro6*	Acquisitions de nationalité dans les pays d'Europe de 1980 à 2001
B.04-3 *série*	Catégories de population par sexe en 1975, 1982, 1990 et 1999
B.04 *plus*	Type et composition des ménages selon l'âge de la personne de référence en 1999 - France entière
B.04 *rétro1*	Ménages selon le nombre de personnes de 1962 à 1999 - France entière
B.04 *rétro2*	Familles selon le nombre d'enfants et leur âge de 1968 à 1999
C.01-1 *série*	Population active : actifs occupés, chômeurs et militaires du contingent de 1990 à 2002
C.01-2 *série1*	Taux d'activité au sens du recensement par sexe et groupe d'âge quinquennal de 1975 à 1999
C.01-2 *série2*	Taux d'activité au sens du BIT par sexe et groupe d'âge quinquennal de 1992 à 2003
C.01-5 *dét1*	Population résidente occupée au 31 décembre de 1990 à 2001
C.01-5 *dét2*	Population résidente salariée au 31 décembre de 1990 à 2001
C.01-6 *série*	Répartition des effectifs salariés du régime UNEDIC par taille d'établissement, au 31 décembre de 1989 à 2002
C.01-9 *série*	Nombre d'établissements de travail temporaire et effectifs salariés au 31 décembre de 1990 à 2002
C.01-10 *série*	Indicateurs du marché du travail de 1991 à 2002 (moyennes annuelles)
C.01-14 *série1*	Taux de chômage selon le sexe et la catégorie socioprofessionnelle à partir de 1982
C.01-14 *série2*	Taux de chômage selon le sexe et la catégorie socioprofessionnelle de 1999 à 2003
C.01-15 *série*	La dépense pour l'emploi de 1990 à 2001
C.01-16 *série*	Effectifs de la fonction publique territoriale de 1993 à 2001 - France entière
C.01 *plus1*	Demandes d'emploi en fin de mois de catégorie 1 par qualification professionnelle et par sexe de 1993 à 2002 (moyennes annuelles)
C.01 *plus2*	Les effectifs féminins de l'État : condition d'emploi, statut, catégorie statutaire et ministère à partir de 1998
C.01 *rétro1*	Population active, taux d'activité et population totale de 15 ans ou plus par sexe de 1955 à 2002 (moyennes annuelles)

C.01 *rétro2*	Population active, taux d'activité et population totale de 15 ans ou plus par sexe et âge regroupé de 1968 à 2002 (moyennes annuelles)
C.01 *rétro3*	Emploi total par sexe et âge regroupé de 1955 à 2002 (moyennes annuelles)
C.01 *rétro4*	Emploi par statut et secteur regroupé de 1955 à 1989 (moyennes annuelles). Emploi par sexe, statut et secteur regroupé de 1968 à 1989 (moyennes annuelles)
C.01 *rétro5*	Emploi par sexe, statut et secteur regroupé de 1971 à 2002 (moyennes annuelles)
C.01 *rétro6*	Population active ayant un emploi par sexe et statut de 1962 à 1999
C.01 *rétro7*	Population active (hors militaires du contingent) par sexe et âge de 1962 à 1999
C.01 *rétro8*	Chômage au sens du BIT par sexe et âge regroupé depuis 1955 (moyennes annuelles)
C.01 *rétro9*	Taux de chômage au sens du BIT par sexe et âge regroupé depuis 1955 (moyennes annuelles)
C.02-5 *dét*	Nombre de maladies professionnelles reconnues à partir de 1991
C.02-6 *série*	Nombre d'accidents du travail avec arrêt pour 1 000 salariés et nombre de morts de 1988 à 2001
C.02-7 *série*	Accidents du travail dans les secteurs les plus exposés du régime général en 2000 et 2001
C.02-11 *série*	Résultats des élections aux comités d'entreprise de 1989 à 2001
C.02 *plus1*	Accidents du travail dans les secteurs les plus exposés du régime général de 1990 à 1999
C.02 *plus2*	Représentativité des syndicats et des organisations patronales en 1998 - 1999
C.02 *plus3*	Représentation des salariés selon les employeurs en 1998 - 1999
C.02 *plus4*	Taux de recours des employeurs et des salariés et taux de confirmation ministérielle des décisions de l'inspection du travail de 1997 à 2001
C.03-4 *série*	Distribution par décile des salaires annuels nets de prélévements, dans les entreprises privées, publiques et les hôpitaux de 1995 à 2001
C.03-5 *série*	Prélèvements sociaux sur les salaires de 1984 à 2002
C.03-6 *série*	Salaire minimum interprofessionnel de croissance SMIC de 1991 à 2002 (moyennes annuelles)
C.03-7 *série*	Proportion de salariés payés au SMIC selon l'activité économique au 1er juillet de 1994 à 2002
C.03-10 *dét*	Salaire annuel net monétaire moyen des agents de l'État par catégorie socioprofessionnelle, statut et sexe, en 2002 - France entière
C.03-11 *dét*	Taux des rémunérations annexes des agents de l'État par catégorie socioprofessionnelle, statut et sexe, en 2002
C.03-13 *série*	Indice des traitements bruts et nets des fonctionnaires civils titulaires de l'État de 1990 à 2002 (moyennes annuelles)
C.03-14 *série*	Structure des coûts de la main-d'oeuvre de 1984 à 2000
C.03 *plus1*	Revenus annuels moyens et effectifs des ménages selon le type du ménage en 2000
C.03 *plus2*	Revenus annuels moyens et effectifs des ménages selon l'âge de la personne de référence en 2000
C.03 *plus3*	Part des revenus d'activité et sociaux dans le revenu moyen des ménages selon le la catégorie sociale de la personne de référence en 1997 et 1999
C.03 *plus4*	Répartition des salaires, nets de prélèvements en 2001
C.03 *plus5*	Gains bruts mensuels moyens et leur décomposition, selon le secteur d'activité de l'établissement en 2001
C.03 *plus6*	Salaire horaire de base des ouvriers selon l'activité économique de 1997/1996 à 2002/2001
C.03 *plus7*	Salaire mensuel de base de l'ensemble des salariés selon l'activité économique de 1997/1996 à 2002/2001
C.03 *plus8*	Éventail des rémunérations mensuelles brutes des fonctionnaires de 1990 à 2002 (moyennes annuelles)
C.03 *rétro1*	Salaire net annuel (moyen, médian, déciles) par sexe depuis 1950
C.03 *rétro2*	Salaire minimum (brut, net, coût salarial) depuis 1951
C.03 *rétro3*	Plafond mensuel de la Sécurité sociale (brut, net, coût salarial) depuis 1950
C.03 *rétro4*	Taux de prélèvements sociaux (SMIC, plafond, double du plafond) depuis 1950
C.03 *rétro5*	Indices du pouvoir d'achat (SHBO, SMIC, salaire moyen, plafond de la Sécurité sociale) depuis 1951
C.03 *rétro6*	Salaire net annuel moyen par sexe et catégorie socioprofessionnelle, de 1950 à 1982
C.03 *rétro7*	Salaire net annuel moyen par sexe et catégorie socioprofessionnelle, depuis 1984
C.03 *rétro8*	Salaire net annuel moyen par sexe et âge depuis 1962
C.03 *rétro9*	Salaire net annuel moyen par sexe et secteur d'activité regroupé (NAP) de 1962 à 1992
C.03 *rétro10*	Salaire net annuel moyen par sexe et secteur économique de synthèse (NES) depuis 1993
C.04-1 *série*	Comptes de la protection sociale de 1990 à 2002 - France entière
C.04-2 *série*	Contributions publiques reçues par les différents régimes et prestations de protection sociale par risque de 1990 à 2002 - France entière
C.04-3 *série*	Prestations de protection sociale par fonction dans les pays de l'Union européenne de 1990 à 2000
C.04-4 *série*	Recettes courantes de protection sociale par nature dans les pays de l'Union européenne de 1990 à 2000
C.04-8 *série*	Prestations familiales : nombre de familles et d'enfants bénéficiaires ; ensemble des régimes, montant global à partir de 1980
C.04-13 *série*	Minimum vieillesse à partir de 1985 - France entière
C.04-14 *série*	Bénéficiaires de minima sociaux au 31 décembre à partir de 1990
C.04 *plus1*	Montants mensuels moyens bruts des avantages principaux de droit direct perçus selon le régime de base d'affiliation et le type de carrière en 1997 et 2001
C.04 *plus2*	Bénéficiaires et prestations vieillesse versées par le FSV et FSI à partir de 1985 - France entière
C.04 *rétro1*	Prestations familiales, tous régimes. Montants versés par allocation de 1968 à 1996

C.04 *rétro2*	Prestations familiales, tous régimes. Montants versés par allocation de 1997 à 2002
D.01-1A *dét*	Consommation effective des ménages par fonction (en valeur)
D.01-1B *dét*	Consommation effective des ménages par fonction (en volume)
D.01-2 *série1*	Montant de la consommation effective des ménages en biens et services de 1995 à 2002 (en valeur)
D.01-2 *série2*	Évolution de la consommation effective des ménages en biens et services de 1995 à 2002 (en volume)
D.01-5 *série*	Équipement des ménages en biens durables selon la catégorie socioprofessionnelle de la personne de référence du ménage
D.01-6 *série*	Équipement des ménages en biens durables selon l'âge de la personne de référence du ménage
D.01-7 *série*	Équipement des ménages en biens durables selon leur taille
D.01 *rétro1*	Montant de la consommation effective des ménages par fonction de 1959 à 1985 (en volume) France entière
D.01 *rétro2*	Montant de la consommation effective des ménages par fonction de 1986 à 2002 (en volume) - France entière
D.01 *rétro3*	Montant de la consommation effective des ménages par fonction aux prix de l'année précédente, chaînés base 95, de 1960 à 1985 - France entière
D.01 *rétro4*	Montant de la consommation effective des ménages par fonction aux prix de l'année précédente, chaînés base 95, de 1986 à 2002 - France entière
D.01 *rétro5*	Coefficients budgétaires aux prix courants de 1960 à 1985 - France entière
D.01 *rétro6*	Coefficients budgétaires aux prix courants de 1986 à 2002 - France entière
D.02 *plus1*	Logements par catégorie et caractéristiques des résidences principales selon l'époque d'achèvement en 1999
D.02 *plus2*	Logements par catégorie et caractéristiques des résidences principales selon le nombre de pièces en 1999
D.02 *plus3*	Caractéristiques des résidences principales selon l'âge de la personne de référence en 1999
D.02 *plus4*	Caractéristiques de l'habitat collectif selon l'époque d'achèvement en 1999
D.02 *plus5*	Caractéristiques des résidences principales selon la catégorie socioprofessionnelle de la personne de référence en 1999 - France métropolitaine
D.02 *plus6*	Résidences principales selon le statut d'occupation, le confort, le nombre de pièces et le nombre de logements par catégorie en 1990 et 1999 - Départements d'outre-mer
D.02 *rétro1*	Logements par catégorie de 1962 à 1999 - France métropolitaine
D.02 *rétro2*	Résidences principales selon l'époque d'achèvement, le statut d'occupation et le confort de 1962 à 1999 - France métropolitaine
D.02 *rétro3*	Résidences principales selon le nombre de pièces de 1962 à 1999 - France métropolitaine
D.03-10 *série*	Établissements et capacité d'accueil pour handicapés à partir du 1er janvier 1992 - France entière
D.03-11 *série*	Nouveaux cas des affections de longue durée de 1990 à 2001 - France entière
D.03-12 *dét1*	Causes médicales de décès par sexe à partir de 1995 - France métropolitaine
D.03-12 *dét2*	Causes médicales de décès des enfants âgés de moins d'un an de 1995 à 1999 - France métropolitaine
D.03-12 *dét3*	Causes médicales de décès en 1998 et 1999 - Départements d'outre-mer
D.03 *rétro1*	Consommation de soins et de biens médicaux de 1960 à 2002
D.03 *rétro2*	Causes médicales de décès de 1979 à 1999 - France métropolitaine
D.04-2 *dét*	Les moyens en personnel de la justice de 1990 à 2002
D.04-3 *série*	L'activité des juridictions civiles, procédures au fond et référés de 1990 à 2001 - France entière
D.04-4 *série*	Activité des parquets et des Officiers du Ministère public (Justice pénale) de 1990 à 2001 - France entière
D.04-5 *série*	Les juges d'instruction (Justice pénale) de 1990 à 2001 - France entière
D.04-6 *série*	Les tribunaux correctionnels et les tribunaux de police (Justice pénale) de 1990 à 2001 - France entière
D.04-7 *série*	Les condamnations portées au Casier judiciaire national (Justice pénale) de 1990 à 2001 - France entière
D.04-8 *série*	Protection judiciaire de la jeunesse. Prise en charge éducative de 1990 à 2001 - France entière
D.04-9 *série*	L'administration pénitentiaire de 1990 à 2002
D.04 *plus*	Affaires civiles nouvelles selon leur nature d'affaire - France entière Procédures au fond - Juridictions de première instance de 1990 à 2001
D.04 *rétro*	Infractions constatées par les services de police et les unités de gendarmerie de 1977 à 2002
E.01-1 *série1*	Chiffres clés par type de presse de 1990 à 1998
E.01-1 *série2*	Chiffres clés par type de presse de 1999 à 2002
E.01-4 *série*	Nombre de téléviseurs recensés et redevances perçues à partir de 1981
E.01-5 *série*	Budget du secteur public de la communication audiovisuelle (lois de finances) de 1995 à 2003
E.01-6 *série*	Films d'initiative française à partir de 1990
E.01-7 *série*	Production audiovisuelle aidée de 1990 à 2002
E.01-8 *série*	Dépenses publicitaires des annonceurs de 1994 à 2002
E.01-9 *série*	Type de programmes des chaînes herziennes nationales en clair de 1990 à 2001
E.01-10 *série*	Durée et répartition de l'écoute de la radiodiffusion et de la télévision de 1984 à 2002

E.01-11 *série*	Coût des programmes produits par les chaînes de télévision - d'après les oeuvres financées par le CNC de 1990 à 2002
E.02-1 *série*	Protection des monuments historiques de 1993 à 2002
E.02-2 *série*	Entrées dans les monuments et musées nationaux de 1990 à 2002
E.02-3 *série*	Opérations de fouilles terrestres autorisées de 1991 à 2001
E.02-4 *série*	Maisons d'édition suivant le chiffre d'affaires de 1990 à 2002
E.02-5 *série1*	Production de livres par catégorie de 1990 à 2002
E.02-5 *série2*	Chiffre d'affaires des maisons d'édition de 1990 à 2002
E.02-6 *série*	Bibliothèques municipales de 1990 à 2001
E.02-7 *série*	Ventes de phonogrammes de 1990 à 2002
E.02-8 *série*	Ventes de vidéos par les éditeurs de 1990 à 2002
E.02-9 *série*	Activités cinématographiques de 1990 à 2002
E.02-11 *série*	Activités de spectacles de 1990-1991 à 2001-2002
E.02 *plus1*	Monuments historiques classés et inscrits suivant la catégorie et le propriétaire à partir de 1992
E.02 *plus2*	Expositions des musées nationaux de 1966 à 2002
E.02 *plus3*	Dépôt légal à la Bibliothèque nationale de France : titres déposés de 1989 à 2002
E.02 *plus4*	Pratique de la lecture à partir de 1973
E.02 *rétro*	Salles de cinéma et fréquentation de 1946 à 2002
E.03-2 *série*	Hôtellerie classée : établissements et chambres par catégorie - parc au 31 décembre 1990 à 2002
E.03-3 *série*	Autres hébergements : établissements et lits - parc au 31 décembre de 1988 à 2002
E.03-4 *série*	Voyages personnels : séjours et nuitées selon le type d'espace de 1994 à 2002
E.03-5 *série*	Voyages personnels : séjours et nuitées selon les saisons et le mode d'hébergement de 1995 à 2002
E.03-6 *série*	Voyages personnels : séjours et nuitées selon le mode d'hébergement de 1995 à 2002
E.03-7 *série*	Voyages personnels : séjours et nuitées à l'étranger de 1995 à 2002
E.03-8 *série*	Voyages personnels : séjours selon le mode de transport principal de 1995 à 2002
E.03-9 *série*	Voyages personnels : répartition des nuitées en France de 1995 à 2002
E.03-11 *série*	Dépenses des touristes étrangers en France de 1990 à 2002
E.04-1 *série*	Diplômes professionnels et non professionnels délivrés par le ministère des Sports de 1990 à 2002 France entière (y compris TOM et collectivités territoriales)
E.04-2 *série*	Centres de vacances d'été (juillet, août, septembre), placements de vacances et séjours linguistiques effectifs déclarés à l'accueil et nombre de séjours de 1990 à 2002 France entière (y compris TOM et collectivités territoriales)
E.04-3 *série*	Centres de vacances « petites vacances » (Noël, Février, Printemps et Toussaint), placements de vacances et séjours linguistiques : effectifs déclarés à l'accueil et nombre de séjours de 1990 à 2002 France entière (y compris TOM et collectivités territoriales)
E.04-5 *dét1*	Fédérations olympiques agréées : sections de clubs et licences de 1991 à 2002
E.04-5 *dét2*	Fédérations non olympiques agréées : sections de clubs et licences de 1991 à 2002
E.04-5 *dét3*	Fédérations multisports : sections de clubs et licences de 1991 à 2002
E.04-5 *dét4*	Sections de clubs et licences sportives toutes pratiques confondues de 1991 à 2002
E.04-6 *série*	Sportifs reconnus par le ministère des Sports de 1994 à 2002 - France entière (y compris TOM et collectivités territoriales)
E.05-4 *série*	Répartition des chiffres d'affaires des produits de la « Française des jeux » de 1995 à 2002
E.05-5 *série*	Produit des jeux de casinos de 1990 à 2002
E.05-7 *dét1*	Nombre de navires de plaisance immatriculés par longueur et par région administrative, au 31/08/2002
E.05-7 *dét2*	Nouvelles immatriculations des navires de plaisance par longueur et par région administrative - Période annuelle du 01/09/2001 au 31/08/2002
E.05-8 *dét1*	Nombre de navires de plaisance immatriculés par longueur au 31/08/2002 Départements d'outre-mer
E.05-8 *dét2*	Nouvelles immatriculations des navires de plaisance par longueur - Départements d'outre-mer - Période annuelle du 01/09/2001 au 31/08/2002
E.05-9 *série*	Chasse et pêche fluviale à partir de 1980
F.01-6 *série*	Établissements, classes et nombre moyen d'élèves par classe du second degré à partir de 1970-1971
F.01-7 *série*	Taux d'accès au niveau du baccalauréat suivant l'année de naissance du candidat. Évolution 1989 - 2002
F.01-8 *série*	Diplômes de l'enseignement du second cycle du second degré. Évolution 1995 - 2002 France métropolitaine + DOM
F.01-9 *série*	Candidats présentés et admis aux baccalauréats de 1995 à 2002 - France métropolitaine + DOM
F.01-10 *série*	Effectifs d'étudiants inscrits dans l''enseignement supérieur (public et privé) à partir de 1980
F.01-13 *série*	Principaux diplômes délivrés dans l'enseignement supérieur à partir de 1990 France métropolitaine + DOM
F.01-15 *série*	Formation professionnelle continue et apprentissage : bilan physique des formations de 1990 à 2001 France entière
F.01-16 *série*	Établissements et effectifs de l'enseignement technique agricole de 1991-1992 à 2002-2003 France entière

F.01-17 *série*	Élèves des principaux établissements d'enseignement artistique de 1990-1991 à 2001-2002
F.01-18 *série*	Écoles dépendant du ministère des Affaires sociales, du Travail et de la Solidarité : nombre d'écoles, effectifs et diplômes de 1993 à 2002 - France entière
F.01-20 *série*	Sorties du système éducatif suivant les niveaux des élèves de 1992 à 2001
F.01-22 *série*	Effectifs des personnels de l'Éducation nationale et de l'Enseignement supérieur au 1er janvier à partir de 1990 - France métropolitaine + DOM
F.01-24 *série*	La dépense globale d'éducation à partir de 1975
F.01-26 *série*	Dépense globale de formation professionnelle continue et d'apprentissage depuis 1987 - France entière
F.01 *plus1*	Effectifs d'élèves du premier degré par niveau et par sexe - Année 1999-2000
F.01 *plus2*	Effectifs d'élèves du premier cycle du second degré par niveau et par sexe - Année 2002 -2003 - France métropolitaine + DOM
F.01 *plus3*	Effectifs d'élèves du second cycle professionnel par niveau et par sexe - Année 2002 - 2003 - France métropolitaine + DOM
F.01 *plus4*	Effectifs d'élèves du second cycle général et technologique, par niveau et par sexe - Année 2002-2003 - France métropolitaine + DOM
F.01 *plus5*	Effectifs des classes supérieures par niveau et par sexe - Année 2002-2003 France métropolitaine + DOM
F.01 *plus6*	Effectifs d'étudiants des autres écoles supérieures selon le sexe (public et privé) - Année 2002-2003 France métropolitaine + DOM
F.01 *plus7*	Répartition des étudiants français dans les universités, par cycle, par sexe et selon l'origine socio-professionnelle du chef de famille - Année 2002-2003 - France métropolitaine + DOM
F.01 *rétro*	Candidats présentés et admis aux baccalauréats de 1948-2002 - France métropolitaine
F.02-1 *série*	Effort national de recherche et de développement de 1992 à 2002
F.02-2 *série*	Financement et exécution de la recherche et du développement expérimental par secteur institutionnel de 1992 à 2002
F.02-3 *série*	Effectifs occupés dans la recherche et le développement expérimental de 1992 à 2001
F.02-4 *série*	Effort de recherche et développement technologique en France et dans quelques pays à partir de 1981
F.02-5 *série*	Concentration de la recherche dans les entreprises à partir de 1993
F.02-6 *série*	La dépense intérieure de recherche et développement (DIRD) des entreprises et son financement de 1992 à 2002
F.02-7 *dét1*	Dépenses intérieures et effectifs de recherche et développement expérimental des entreprises et administrations de 1992 à 2001
F.02-7 *dét2*	Effectifs de recherche et développement expérimental des entreprises et administrations de 1992 à 2001
F.03-4 *série*	Dépôts de marques pour une protection en france à partir de 1990
F.03-5 *série*	Dessins et modèles déposés pour une protection en France à partir de 1990
F.03 *rétro1*	Dépôts et délivrances de brevets depuis 1791 en France
F.03 *rétro2*	Dépôts de marques depuis 1920 en France
F.03 *rétro3*	Modèles déposés depuis 1910 en France par la voie nationale
G.01 *plus1*	Comparaisons internationales : principaux agrégats à prix courants de 1993 à 2004
G.01 *plus2*	Comparaisons internationales : agrégats de 1991 à 2002
G.01 *rétro1*	Ressources et emplois de biens et services à prix courants de 1978 à 2002
G.01 *rétro2*	Ressources et emplois de biens et services en volume de 1978 à 2002
G.01 *rétro3*	Ressources et emplois de biens et services : contributions à la croissance du PIB en volume de 1979 à 2002
G.01 *rétro4*	Croissance du Produit intérieur brut (PIB) : les trois approches à prix courants de 1979 à 2002
G.01 *rétro5*	Principaux agrégats de 1978 à 2002
G.01 *rétro6*	Valeur ajoutée par branche à prix courants de 1978 à 2002
G.01 *rétro7*	Valeur ajoutée par branche en volume de 1978 à 2002
G.01 *rétro8*	Partage de la valeur ajoutée des secteurs institutionnels à prix courants de 1978 à 2002
G.01 *rétro9*	Valeur ajoutée par secteur institutionnel à prix courants de 1978 à 2002
G.01 *rétro10*	Pouvoir d'achat des ménages de 1979 à 2002
G.01 *rétro11*	Compte d'utilisation du revenu des ménages et principaux ratios de 1979 à 2002
G.01 *rétro12*	Prélèvements obligatoires des administrations publiques et des institutions de l'Union européenne de 1978 à 2002
G.01 *rétro13*	Capacités ou besoins de financement des secteurs institutionnels de 1978 à 2002
G.01 *rétro14*	Grands agrégats et opérations avec le reste du monde de 1978 à 2002
G.01 *rétro15*	Emploi intérieur total par branche (en personnes physiques) de 1990 à 2002
G.01 *rétro16*	Emploi intérieur total par branche (en équivalent temps plein) de 1990 à 2002
G.01 *rétro17*	Emploi intérieur salarié par branche (en personnes physiques) de 1990 à 2002
G.01 *rétro18*	Emploi intérieur salarié par branche (en équivalent temps plein) de 1990 à 2002
G.01 *rétro19*	Emploi intérieur total par secteur institutionnel (en personnes physiques) de 1990 à 2002
G.01 *rétro20*	Emploi intérieur total par secteur institutionnel (en équivalent temps plein) de 1990 à 2002
G.01 *rétro21*	Durée annuelle effective du travail des salariés par branche de 1990 à 2001
G.01 *rétro22*	Productivité horaire apparente du travail par branche en évolution, par rapport à l'année précédente de 1991 à 2001

G.02-1 *série*	Nombre d'agents productifs par taille de 1996 à 2003 - France entière
G.02-2 *série*	Structure de la population des entreprises de l'industrie, de la construction, du commerce et des services (ICS) au 1er janvier de 1993 à 2003 - France entière
G.02-3A *série*	Taille et activité des entreprises de l'industrie, de la construction, du commerce et des services (ICS) au 1er janvier de 1996 à 2003 - France entière
G.02-3B *série*	Taille et activité des établissements de l'industrie, de la construction, du commerce et des services (ICS) au 1er janvier de 1996 à 2003 - France entière
G.02-4 *série*	Répartition des entreprises de l'industrie, de la construction, du commerce et des services (ICS) par activité et forme juridique au 1er janvier de 1996 à 2003 - France entière
G.02-13A *dét*	Part des entreprises appartenant à un groupe au 1er janvier 2001 et 2002
G.02-13B *dét*	Concentration des groupes au 1er janvier 2001 et 2002
G.02-17 *dét*	Performances des entreprises : indices de chiffres d'affaires dans l'industrie et la construction de 1995 à 2002
G.02-18 *dét*	Performances des entreprises : indices de chiffres d'affaires dans le commerce, les transports et la réparation automobile de 1995 à 2002
G.02 *plus1*	Répartition des entreprises artisanales de l'industrie, de la construction, du commerce et des services (ICS) par activité et forme juridique de 1999 à 2003 - France entière
G.02 *plus2*	Créations d'entreprises de services de 1993 à 2002 - France entière
G.02 *plus3*	Défaillances d'entreprises commerciales de 1998 à 2002 - France métropolitaine et DOM
H.01-1 *dét*	Indice des prix à la consommation de l'ensemble des ménages de 1990 à 2002 (moyennes annuelles) - France entière
H.01-2 *dét*	Indice des prix à la consommation des ménages « urbains » dont le chef est employé ou ouvrier de 1999 à 2002 (moyennes annuelles) - France entière
H.01-3 *série*	Indice des prix à la consommation de l'ensemble des ménages (moyennes annuelles) de 1999 à 2002 - Départements d'outre-mer
H.01-4 *série*	Indice des prix à la consommation des ménages de 1993 à 2002 - Territoires d'outre-mer
H.01-5 *série*	Indice des prix à la consommation harmonisé (I.P.C.H.) des 15 pays de l'Union européenne de 1996 à 2002
H.01 *plus1*	Indice des prix à la consommation de l'ensemble des ménages : analyse conjoncturelle de 1990 à 2002 (moyennes annuelles) - France entière
H.01 *plus2*	Prix de vente au détail en métropole de 1992 à 2002 (moyenne annuelle)
H.01 *rétro*	Coefficient de transformation du franc d'une année ancienne en franc d'une année courante
H.02-1 *série*	Indices annuels bruts des prix des produits agricoles à la production de 1995 à 2002
H.02-2 *série*	Indices annuels bruts des prix d'achat des moyens de production agricole (IPAMPA) de 1996 à 2002
H.02-4 *série*	Indices trimestriels des prix des logements anciens de 1994 à 2002
H.02 *plus*	Indices annuels des prix de gros alimentaires sur les marchés publics parisiens de 1995 à 2002
H.02 *rétro*	Indice du coût de la construction (ICC) de 1954 à 2002
I.01-2 *série*	Nombre et superficie des exploitations agricoles dans l'Union européenne à partir de 1980
I.01-5 *série*	Utilisation du territoire et des terres arables à partir de 1980
I.01-6 *série*	Valeur vénale de certaines terres à partir de 1970
I.01-7 *série*	Acquisitions de gros matériels neufs à partir de 1980
I.01-8 *série*	Livraisons d'engrais à partir de 1979
I.01-10 *série1*	Production de céréales et de cultures industrielles à partir de 1980 et jusqu'en 1996
I.01-10 *série2*	Production de céréales et de cultures industrielles de 1997 à 2002
I.01-11 *série*	Production de vin à partir de 1980
I.01-12 *série*	Production de légumes frais et de fruits à partir de 1980
I.01-13 *série*	Cheptel (principales espèces) au 1er décembre à partir de 1990
I.01-14 *série*	Principales productions animales à partir de 1990
I.01-17 *dét*	Utilisation du territoire et des terres arables de 1998 à 2002 - Départements d'outre-mer
I.01-18 *série*	Superficies forestières par type de peuplement selon l'enquête sur l'utilisation du territoire de 1990 à 2002
I.01-19 *série*	Superficies forestières relevant du régime forestier par catégorie de propriétaires au 31 décembre à partir de 1980
I.01-20 *série*	Superficies forestières relevant du régime forestier par catégorie de propriétaires à partir de 1994 Départements d'outre-mer
I.01-21 *série*	Incendies de forêts de 1990 à 2002
I.01-23 *série*	Production annuelle des pépinières particulières à partir de 1985
I.01-24 *série*	Production ligneuse de l'Office national des forêts. Ventes de bois en France à partir de 1980
I.01-26 *série*	Nombre, puissance des navires de pêche actifs métropolitains du 31 décembre de 1990 au 31 décembre 2002
I.01-27 *série*	Nombre d'emplois de marins pêcheurs embarqués pendant au moins 3 mois en métropole, par type de pêche de 1990 à 2002
I.01 *plus1*	Groupements agricoles d'exploitation en commun (GAEC) à partir de 1980
I.01 *plus2*	Activité du groupe Crédit Agricole au 31 décembre de 1995 à 2002
I.01 *plus3*	Concours publics à l'agriculture (concours bruts) de 1995 à 2002
I.01 *plus4*	Compte spécifique de la branche « agriculture » à partir de 1990 : valeur de la production à prix courants

I.01 *plus5*	Superficies aménagées au 31 décembre de 1996 à 2001
I.01 *rétro1*	Actifs sur les exploitations selon leur statut à compter de 1955
I.01 *rétro2*	Surfaces mises en boisement par essence et par nature du boisement avec l'aide du fonds forestier national de 1947 à 2001
J.01-9 *dét1*	Consommation d'énergie primaire dans le monde à partir de 1973
J.01-9 *dét2*	Consommation d'énergie primaire par habitant dans le monde à partir de 1973
J.01 *rétro1*	Indicateurs de base sur l'énergie en France de 1970 à 2020
J.01 *rétro2*	Consommation d'énergie primaire par habitant de quelques pays de l'OCDE de 1970 à 2001
J.02 *plus*	Consommation de charbon par habitant dans le monde à partir de 1973
K.01-3 *série*	Indices de la production industrielle : moyennes annuelles des indices mensuels de 1985 à 2002
K.01-4 *série*	Indices de la production industrielle de l'industrie manufacturière dans plusieurs pays de 1986 à 2002
K.01-5 *série*	Indicateurs de rentabilité par grand secteur par taille d'entreprise à partir de 1990
K.01-7 *série*	Taux d'investissement par secteur en NES 36 de 1990 à 2001
K.01-8 *série*	Composantes de l'investissement total à partir de 1990
K.01-13 *série*	Principales grandeurs des entreprises industrielles de 1997 à 2001
K.01-14 *série*	Part des PMI dans l'industrie manufacturière de 1990 à 2001
K.02 *plus1*	Abattage du bétail (données brutes) : production de la branche de 1990 à 2001
K.02 *plus2*	Abattage de volaille : production de la branche de 1990 à 2001
K.02 *plus3*	Charcuterie et conserves de viandes : production de la branche de 1990 à 2001
K.02 *plus4*	Plats préparés appertisés et surgelés : production de la branche de 1990 à 2001
K.02 *plus5*	Conserves de poisson : production de la branche de 1994 à 2001
K.02 *plus6*	Industrie des fruits et légumes : production des branches de 1990 à 2001
K.02 *plus7*	Corps gras : production de la branche de 1990 à 2001
K.02 *plus8*	Industrie laitière : production de la branche de 1990 à 2001
K.02 *plus9*	Glaces et sorbets : production de la branche de 1990 à 2001
K.02 *plus10*	Grains et produits amylacés : production de la branche de 1990 à 2001
K.02 *plus11*	Aliments pour animaux : production de la branche de 1990 à 2001
K.02 *plus12*	Autres industries alimentaires : production des branches de 1990 à 2001
K.02 *plus13*	Eaux de vie naturelles et alcool de synthèse : production ou expéditions des branches de 1990 à 2001
K.02 *plus14*	Autres boissons alcoolisées : production ou expéditions de la branche de 1990 à 2001
K.02 *plus15*	Malt : production de la branche de 1990 à 2001
K.02 *plus16*	Boissons sans alcool : production ou ventes de la branche de 1990 à 2001
K.02 *plus17*	Tabac : production de la branche de 1990 à 2001
K.02 *plus18*	Exploitation forestière (NAF 02.0B) : production de la branche de 1980 à 2001
K.02 *plus19*	Exploitation forestière : production de bois d'oeuvre de 1980 à 2002 - Départements d'outre-mer
K.02 *plus20*	Scierie (NAF 20.1A) : production de la branche de 1980 à 2001
K.02 *plus21*	Articles d'habillement : production de la branche de 1994 à 2002
K.02 *plus22*	Collecte de peaux brutes de 1993 à 2002
K.02 *plus23*	Cuirs marchands : activité de la branche de 1993 à 2002
K.02 *plus24*	Articles de voyage et de maroquinerie : production de la branche de 1994 à 2002
K.02 *plus25*	Chaussures et autres articles chaussants : production de la branche de 1994 à 2002
K.02 *plus26*	Édition, imprimerie, reproduction : activité de la branche de 1994 à 2002
K.02 *plus27*	Produits pharmaceutiques : principales productions de la branche de 1990 à 2002
K.02 *plus28*	Savons, détergents et parfums : principales productions de la branche de 1990 à 2002
K.02 *plus29*	Fabrication de meubles : facturations de la branche de 1994 à 2002
K.02 *plus30*	Bijouterie, instruments de musique, articles de sport, jeux et industries diverses : facturations des branches de 1993 à 2002
K.02 *plus31*	Livraisons de matériel électroménager de 1990 à 2001
K.02 *plus32*	Lunettes, instruments d'optique et horlogerie : activité de la branche de 1992 à 2002
K.02 *plus33*	Industrie automobile : activité de la branche de 1994 à 2002
K.02 *plus34*	Production totale des chantiers de construction navale de 1990 à 2002
K.02 *plus35*	Construction de bateaux de plaisance : principales productions de la branche de 1994 à 2002
K.02 *plus36*	Matériel ferroviaire roulant : livraisons de la branche de 1991 à 2002
K.02 *plus37*	Livraisons et effectifs de la construction aéronautique de 1988 à 2002
K.02 *plus38*	Fabrication d'éléments en métal pour la construction : facturations de la branche de 1994 à 2002
K.02 *plus39*	Construction mécanique : activité de la branche de 1994 à 2002
K.02 *plus40*	Machines de bureau, matériel informatique, moteurs, génératrices et transformateurs électriques et fabrication d'appareils d'émission et de transmission : facturations des branches de 1997 à 2000
K.02 *plus41*	Machines de bureau, matériel informatique, moteurs, génératrices et transformateurs électriques et fabrication d'appareils d'émission et de transmission : facturations des branches en 2001
K.02 *plus42*	Matériel médico-chirurgical et instruments de mesure et de contrôle : facturations des branches de 1995 à 2000
K.02 *plus43*	Matériel médico-chirurgical et instruments de mesure et de contrôle : facturations des branches de 2001 à 2002
K.02 *plus44*	Minerais de fer : production de 1994 à 2002
K.02 *plus45*	Minéraux divers et matériaux de carrière : principales productions de la branche de 1994 à 2002

K.02 *plus46*	Verre : principales productions de la branche de 1994 à 2002
K.02 *plus47*	Matériaux de construction et céramique : principales productions de la branche de 1990 à 2002
K.02 *plus48*	Industrie textile : principales productions de la branche de 1994 à 2002
K.02 *plus49*	Travail du bois et fabrication d'articles en bois : principales livraisons de la branche de 1994 à 2002
K.02 *plus50*	Pâtes à papier et articles en papier ou en carton : activité de la branche de 1990 à 2001
K.02 *plus51*	Industrie chimique : principales productions de la branche de 1994 à 2002
K.02 *plus52*	Parachimie : activité de la branche de 1990 à 2002
K.02 *plus53*	Pneumatiques et ouvrages en caoutchouc : principales productions de la branche de 1994 à 2002
K.02 *plus54*	Transformation des matières plastiques : principales livraisons de la branche de 1994 à 2002
K.02 *plus55*	Sidérurgie (CECA) : principales productions de la branche de 1994 à 2002
K.02 *plus56*	Fabrication de tubes et première transformation de l'acier (non CECA) de 1995 à 2002
K.02 *plus57*	Métaux non ferreux et demi-produits de métaux non ferreux de 1994 à 2002
K.02 *plus58*	Fonderie : principales productions de la branche de 1995 à 2002
K.02 *plus59*	Travail des métaux : facturations de la branche de 1994 à 2002
K.02 *plus60*	Matériel électrique et composants électroniques : facturations des branches de 1997 à 2000
K.02 *plus61*	Matériel électrique et composants électroniques : facturations des branches en 2001
K.03-1 *série1*	Construction : nombre d'entreprises et effectifs salariés du secteur d'entreprise de 1996 à 2001
K.03-1 *série2*	Construction : chiffre d'affaires et investissements du secteur d'entreprise de 1996 à 2001
K.03-2 *série*	Construction : montant du chiffre d'affaires construction selon l'ouvrage de 1994 à 2001
K.03-3 *série*	Construction : montant du chiffre d'affaires sur ouvrages de batiment, selon l'état de l'ouvrage et la taille de l'entreprise de 1992 à 2001
K.03-4 *série*	Logements autorisés selon la nature du maître d'ouvrage, le nombre de pièces, le mode l'utilisation et de destination de 1990 à 2002
K.03-5 *série*	Surfaces autres qu'habitations autorisées selon la destination de 1990 à 2002
K.03-6 *série*	Logements commencés par type de construction de 1990 à 2002
K.03-10 *série*	Commercialisation de logements neufs selon le type de construction et le nombre de pièces de 1995 à 2002
K.03-11 *série*	Parc locatif social au 1er janvier de 1996 à 2002
K.03 *rétro*	Indices annuels de la construction dans l'Union européenne de 1980 à 2002
L.01-6 *série*	Transport ferroviaire commercial de marchandises par nature de marchandises de 1990 à 2001
L.01 *plus1*	Transports publics parisiens de 1990 à 2001
L.01 *plus2*	Accidents d'exploitation dans les transports parisiens de 1989 à 2001
L.01 *rétro1*	Consistance technique et administrative de la SNCF au 31 décembre de 1980 à 2001
L.01 *rétro2*	Matériels ferroviaires au 31 décembre de 1980 à 2001
L.01 *rétro3*	Transport commercial de voyageurs de 1980 à 2001
L.01 *rétro4*	Transport commercial de marchandises de 1980 à 2001
L.01 *rétro5*	Accidents de chemin de fer de 1980 à 2001
L.02-6 *dét*	Transports routiers de marchandises par distance en charge de 1990 à 2001
L.02-7 *série*	Transports routiers de marchandises par nature de marchandise de 1990 à 2001
L.02-8 *série*	Transports routiers de voyageurs, hors RATP et autobus de province de 1990 à 2001
L.02 *rétro1*	Longueur du réseau routier au 31 décembre de 1980 à 2001
L.02 *rétro2*	Immatriculations des véhicules par genre de 1980 à 2001
L.02 *rétro3*	Parc estimé des véhicules automobiles en service au 31 décembre de 1980 à 2001
L.02 *rétro4*	Accidents corporels de la circulation routière de 1980 à 2001
L.03 *rétro1*	Personnel navigant et personnel à terre de la navigation intérieure au 31 décembre de 1980 à 2001
L.03 *rétro2*	Réseau des voies navigables par gabarit au 31 décembre de 1980 à 2001
L.03 *rétro3*	Flotte de bateaux de 1980 à 2001
L.03 *rétro4*	Transport effectué sur le réseau français de 1980 à 2001
L.03 *rétro5*	Transport par voies navigables selon la nature de la marchandise de 1980 à 2001
L.04-6 *dét*	Trafic des navires de commerce dans les ports maritimes suivant les principaux pavillons en 2001
L.04-7 *série*	Trafic portuaire maritime de 1990 à 2001 - Départements d'outre-mer
L.04 *rétro1*	Personnel embarqué de la flotte de commerce au 31 décembre de 1980 à 2001
L.04 *rétro2*	Flotte de commerce française en service au 31 décembre de 1980 à 2001
L.04 *rétro3*	Trafic voyageurs et marchandises de l'ensemble des ports métropolitains de 1980 à 2001
L.04 *rétro4*	Trafic portuaire maritime : marchandises par catégorie de 1980 à 2001
L.04 *rétro5*	Accidents de mer de 1980 à 2001
L.05-7 *série*	Trafic d'aérodromes de 1990 à 2001
L.05-8 *série*	Trafic commercial total de quelques aéroports principaux internationaux à partir de 1990
L.05 *rétro1*	Aéronefs civils inscrits au registre aéronautique français au 31 décembre de 1980 à 2001
L.05 *rétro2*	Trafic aérien domestique et international de fret à partir de 1980
L.05 *rétro3*	Trafic aérien domestique et international de passagers à partir de 1980
L.05 *rétro4*	Accidents d'aéronefs ayant fait des victimes de 1980 à 2001
L.06-1 *série*	La poste : effectifs, parc des véhicules et nombre de bureaux au 31 décembre de 1989 à 2002 France entière
L.06-2 *série*	Extraits des tarifs de la Poste : service postal, service financier de 1991 à 2003

L.06-3 *série*	France télécom : personnel, téléphonie et multimédia de 1995 à 2002
M.01-1 *série*	Hypermarchés au 1er janvier de 1991 à 2002
M.01-2 *dét*	Nombre de salariés des établissements du commerce de 1990 à 2002 - France entière
M.01-3 *série*	Chiffre d'affaires du commerce de 1992 à 2002 - France entière
M.01-4A *dét*	Ventes au détail par produit : commerce de détail et autres opérateurs en 2002
M.01-4B *dét*	Ventes au détail par produit : ensemble du commerce de détail et activités artisanales en 2002
M.01-5A *dét*	Ventes au détail par produit : commerce de détail non alimentaire spécialisé en 2002
M.01-5B *dét*	Ventes au détail par produit : commerce de détail non alimentaire spécialisé en 2002
M.01-6A *dét*	Ventes au détail par produit : commerce de détail en magasin spécialisé ou de petite surface et activités artisanales en 2002
M.01-6B *dét*	Ventes au détail par produit : établissements du commerce de l'alimentation générale en 2002
M.01-7 *dét*	Commerce de gros et intermédiaires du commerce : résultats du secteur d'entreprise en 2001
M.01-8 *dét*	Commerce de détail commerce et réparation de l'automobile : résultats du secteur d'entreprise en 2000
M.02-1 *dét1*	Nombre de salariés des établissements de services et activités immobilières au 31 décembre de 1995 à 2002
M.02-1 *dét2*	Nombre d'établissements employeurs dans les services et les activités immobilières au 31 décembre de 1995 à 2002
M.02-2 *dét*	Services aux entreprises, services aux particuliers, activités immobilières : principaux indicateurs
M.02-3 *série*	Crédit bail mobilier et immobilier en structure de secteurs clients de 1993 à 2001
M.02-4 *série*	Crédit bail mobilier et immobilier selon la nature d'investissement de 1993 à 2001
M.03-1 *série*	Nombre des sociétés d'assurance et de réassurance contrôlées par la CCA au au 31 décembre de 1995 à 2002
M.03-2 *série*	Effectifs du secteur de l'assurance de 1990 à 2002
M.03-3 *dét*	Primes d'assurance et de réassurance de 1991 à 2001
M.03-4 *série*	Compte de résultat technique simplifié des sociétés d'assurance sur la vie, des sociétés mixtes et des sociétés d'assurance non-vie de 1996 à 2001
M.03-5 *série*	Compte de résultat non technique des sociétés d'assurance sur la vie, des sociétés mixtes et des sociétés d'assurance non-vie de 1996 à 2001
M.03 *plus1*	Répartition des placements d'assurance des sociétés d'assurance sur la vie, des sociétés mixtes et des sociétés d'assurance non vie de 1998 à 2001
M.03 *plus2*	Part de marché de l'assurance de plusieurs pays au sein de l'OCDE à partir de 1990
N.01-3 *série*	Agrégats de monnaie et contreparties de M3 de 1995 à 2002 (encours en fin d'année)
N.01-4 *série*	Endettement intérieur total (EIT) de 1995 à 2002 (encours en fin d'année)
N.01-6 *série*	Tableau d'opérations financières (TOF) de 1996 à 2002 (encours en fin d'année et flux)
N.01-8 *série*	Taux d'intérêt créditeurs des principales formes d'épargne de 1990 à 2003 (taux d'intérêt nominal annuel)
N.01-9 *série*	Dépôts à vue, dépôts à terme et comptes sur livrets de 1995 à 2002 (encours en fin d'année)
N.01-10 *série*	Principaux taux d'intérêt débiteurs de 1994 à 2002
N.01-11 *série*	Crédits distribués par les institutions financières monétaires de 1995 à 2002 (encours en fin d'année)
N.01-12 *série*	Répartition par objet des crédits distribués par les établissements de crédit de 1990 à 2002 (encours en fin d'année)
N.01-13 *série*	Nombre d' établissement de crédit et des entreprises d'investissement de 1990 à 2002 (situation en fin d'année)
N.01-14 *série*	Bilan de la Banque de France et des institutions financières monétaires (IFM) hors Banque de France de 1995 à 2002 (encours en fin d'année)
N.01-15 *dét*	Bilan des banques dans les départements d'outre-mer, les collectivités territoriales, le territoire polynésien et la Nouvelle Calédonie de 1996 à 2002 (encours en fin d'année)
N.01-16 *série*	Masse monétaire du territoire de Wallis-et-Futuna de 1998 à 2002 (encours en fin d'année)
N.01-17 *série*	Indicateurs monétaires et financiers pour la France et différents pays de 1985 à 2002
N.02-1 *dét*	Émission des valeurs mobilières contre apports en espèces de 2000 à 2002
N.02-2 *série*	Capitalisation boursière des valeurs françaises à partir de 1981
N.02-3 *série*	Répartition des transactions sur les valeurs mobilières françaises côtées à la Bourse de Paris à partir de 1981
N.02-4B *dét*	Indices des cours des valeurs mobilières côtées sans réinvestissement des coupons au 31 décembre de 1998 à 2002 - Secteurs et sous secteurs économiques
N.02-5 *série*	Taux de rendement des actions et de certaines catégories d'obligations côtées à la Bourse de Paris de 1990 à 2002 (fin d'année)
N.02-6 *série*	Cours des principales devises et de l'or de 1985 à 2002 - Moyenne annuelle
N.02-7 *série*	Capitalisation boursière des actions nationales des premières places financières de 1991 à 2002
N.02 *plus*	Encours des obligations de 1995 à 2002
N.03-1 *série*	Exécution des lois de finances à partir de 1985
N.03-2 *série*	Dette de l'état à partir de 1990 (situation en fin d'année)
N.03-3 *série*	Prélèvements obligatoires des administrations publiques et des institutions commmunautaires rapportés au produit intérieur brut total de 1992 à 2004

N.03-5 *série*	Dépenses du budget général (y compris Fonds de stabilisation des changes) à partir de 1985
N.03-6 *série*	Les recettes fiscales du budget général à partir de 1985
N.03-7 *série*	Impôts directs par natures d'impôts. Versements effectués ou rôles émis de 1990 à 2002 France entière
N.03-9 *série*	Impôt sur les revenus des personnes physiques. Évolution au plan national de 1989 à 2000
N.03-10 *série1*	Régions : opérations de fonctionnement de 1990 à 2001
N.03-10 *série2*	Départements : opérations de fonctionnement de 1990 à 2001
N.03-10 *série3*	Communes : opérations de fonctionnement de 1990 à 1996
N.03-10 *série4*	Communes : opérations de fonctionnement de 1997 à 2001
N.03-11 *série1*	Régions : opérations d'investissement de 1990 à 2001
N.03-11 *série2*	Départements : opérations d'investissement de 1990 à 2001
N.03-11 *série3*	Communes : opérations d'investissement de 1990 à 1996
N.03-11 *série4*	Communes : opérations d'investissement de 1997 à 2001
N.03 *rétro1*	Prélèvements obligatoires dans les pays industrialisés de 1965 à 1993
N.03 *rétro2*	Prélèvements obligatoires dans les pays industrialisés de 1994 à 2001

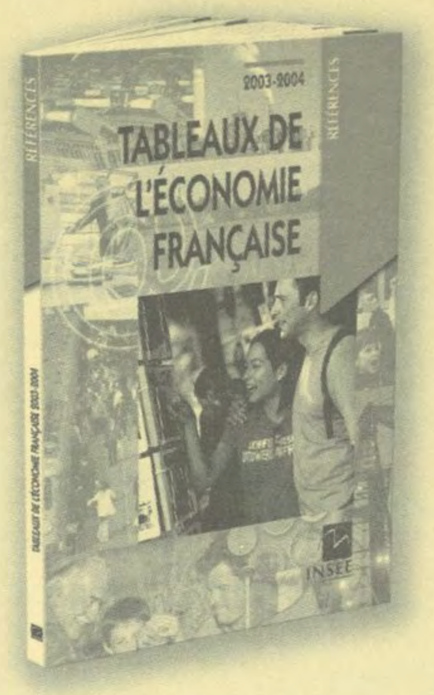
O.01-5A *dét*	Commerce extérieur de la France : indices de volume de 1996 à 2002
O.01-5B *dét*	Commerce extérieur de la France : indices de valeur unitaire de 1996 à 2002
O.01-6 *série*	Commerce extérieur de la France : taux de couverture des importations (CAF) par les exportations (FAB) en volume, par produit (aux prix de l'année précédente, chaînés, base 1995) de 1991 à 2002
O.01-7 *série*	Commerce extérieur de la France : termes de l'échange par produit de 1991 à 2002
O.01-8 *série*	Commerce extérieur de la France : indices de valeur unitaire par zone géo-économique de 1996 à 2002
O.01-9 *dét*	Commerce extérieur selon les principaux pays fournisseurs et clients de 1999 à 2002 Départements d'outre-mer
O.01-10 *dét*	Commerce extérieur selon les principaux pays fournisseurs et clients de 1999 à 2002 Territoires d'outre-mer
O.01 *plus1*	Commerce international. Importations (CAF) et parts de marché de divers pays de l'Union européenne (à quinze) et du monde en 2001
O.01 *plus2*	Commerce extérieur de la France par produit et par zone géo-économique en 2002 - France entière
O.01 *plus3*	Commerce extérieur de produits manufacturés : pénétration étrangère sur le marché intérieur de 1991 à 2002
O.01 *plus4*	Principaux produits exportés de 1999 à 2002 - Départements d'outre-mer
O.01 *plus5*	Principaux produits importés et exportés de 1999 à 2002 - Territoires d'outre-mer
O.01 *plus6*	Commerce extérieur des biens culturels de 1990 à 2002
O.01 *plus7*	Commerce extérieur des produits agricoles en valeur de 1995 à 2002 - France entière
O.01 *plus8*	Commerce extérieur des produits forestiers et des produits dérivés, en valeur de 1995 à 2002
O.01 *plus9*	Commerce extérieur 2002 des principales espèces de la pêche et de l'aquaculture
O.01 *plus10*	Commerce extérieur des produits des industries agricoles et alimentaires en valeur de 1995 à 2002 France entière

O.02-1 *série*	Soldes de la balance des paiements de 1994 à 2002
O.02-2 *série*	Balance des paiements de 1997 à 2002
O.02-5 *série*	Transferts unilatéraux du secteur officiel avec les institutions de l'Union européenne de 1992 à 2002
O.02-8A *série*	Soldes des flux d'investissements directs français à l'étranger par secteur économique de 1990 à 2002
O.02-8B *série*	Soldes des flux d'investissements directs étrangers en France par secteur économique de 1990 à 2002
O.02 *plus1*	Bilan financier des brevets et des redevances de fabrication par pays de 1996 à 2002
O.02 *plus2*	Bilan financier des redevances et droits de licence avec l'étranger de 1986 à 2002

La collection Références s'enrichit

- L'ouvrage 61 €
- Cédérom 35 €
- L'ensemble 76 €

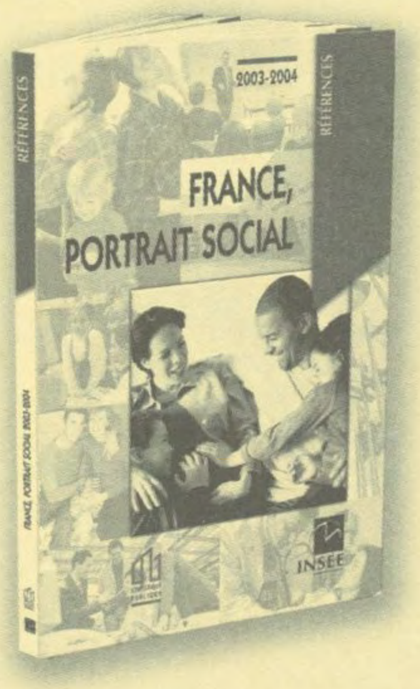
- L'ouvrage 12 €
- Cédérom 35 €



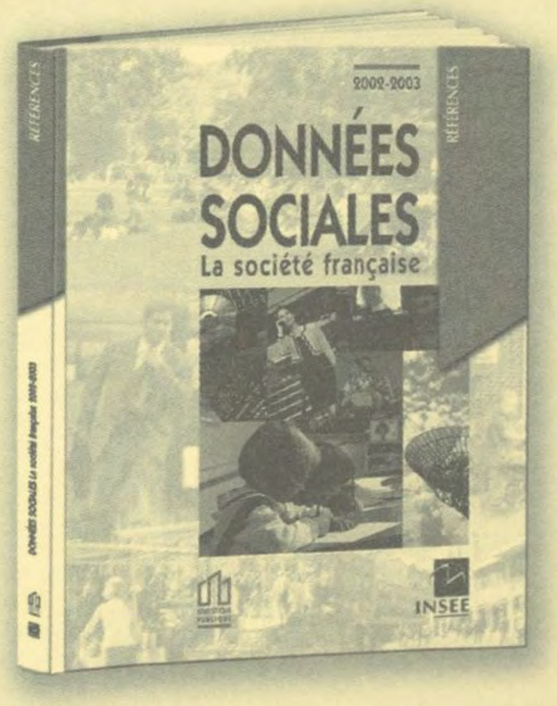
- L'ouvrage 12 €

- Disponible fin janvier 2004

- Disponible fin janvier 2004



- L'ouvrage 12 €



- L'ouvrage 37,30 €

En vente en librairie,
à l'Insee et sur www.insee.fr

INSEE

Achevé d'imprimer - Mars 2004

IMPRIMERIE NATIONALE 27, rue de la Convention, 75732 PARIS CEDEX 15 - N° d'ordre : 3 016612 1 △

Le Directeur de la publication : J-M CHARPIN, Directeur général de l'INSEE

RÉFÉRENCES

Édition 2004

ANNUAIRE STATISTIQUE DE LA FRANCE

INSEE
INSTITUT NATIONAL DE LA STATISTIQUE ET DES ÉTUDES ÉCONOMIQUES

STATISTIQUE PUBLIQUE

Cette 107e édition de « l'Annuaire statistique de la France » vous permet d'accéder à tous les chiffres du système statistique français.

De l'emploi à la santé, de l'industrie à l'éducation, tous les thèmes sont traités et complétés par des comparaisons internationales.

Si vous recherchez un complément d'information, optez pour la version cédérom. Conviviale et fonctionnelle, elle vous propose plus d'un million de données illustrées par de nombreux tableaux détaillés et rétrospectifs.

C'est désormais l'unique cédérom de données essentielles de l'Insee.

ISSN 1639-4968 : RÉFÉRENCES-INSEE
ISSN 0066-3654 : ANNUAIRE STATISTIQUE DE LA FRANCE
ISBN 2-11-068236-1
RÉF ASF107

Mars 2004 - Prix 61 €

9 782110 682369

A. POPULATION ET ENVIRONNEMENT
- Page
- A.01 Territoire et Population
- A.02 Environnement

B. DEMOGRAPHIE
- B.01 Structure de la population
- B.02 Mouvement de la population
- B.03 Étrangers et Immigrés
- B.04 Ménages

C. EMPLOI, REVENUS ET SALAIRES
- C.01 Population active et Emploi
- C.02 Conditions de travail
- C.03 Revenus et Salaires
- C.04 Transferts sociaux

D. CONSOMMATION ET CONDITIONS DE VIE
- D.01 Consommation et modes de vie des ménages
- D.02 Logement
- D.03 Santé
- D.04 Police judiciaire et Justice

E. COMMUNICATION, CULTURE ET LOISIRS
- E.01 Communication
- E.02 Culture
- E.03 Tourisme
- E.04 Jeunesse et Sports
- E.05 Loisirs divers

F. ENSEIGNEMENT, FORMATION ET RECHERCHE
- F.01 Enseignement et Formation
- F.02 Recherche et Développement expérimental
- F.03 Propriété industrielle

G. DONNÉES ÉCONOMIQUES GÉNÉRALES
- G.01 Comptabilité nationale
- G.02 Appareil productif

H. PRIX
- H.01 Indices de prix à la consommation
- H.02 Indices: prix à la production dans l'industrie, prix des logements anciens, coût de la construction

I. AGRICULTURE, SYLVICULTURE ET PÊCHE
- I.01 Agriculture, Sylviculture et Pêche

J. ÉNERGIE
- J.01 Bilan de l'énergie
- J.02 Charbon
- J.03 Pétrole
- J.04 Électricité
- J.05 Gaz
- J.06 Énergies renouvelables

K. INDUSTRIE ET CONSTRUCTION
- K.01 Industries Agricoles et Alimentaires et Industrie: Données générales
- K.02 Industries Agricoles et Alimentaires et Industrie: Données sectorielles
- K.03 Construction

L TRANSPORTS ET TÉLÉCOMMUNICATIONS
- L.01 Transports ferroviaires
- L.02 Transports routiers
- L.03 Transports de navigation intérieure
- L.04 Transports maritimes
- L.05 Transports aériens
- L.06 Poste et télécommunications

M. COMMERCE ET SERVICES
- M.01 Commerce
- M.02 Services
- M. 03 Assurance

N. FINANCES
- N.01 Monnaie, Crédit, Épargne et Patrimoine
- N.02 Marché financier et Bourse
- N.03 Finances publiques

O. COMMERCE EXTÉRIEUR ET BALANCE DES PAIEMENTS
- O.01 Commerce extérieur
- O.02 Balance des paiements

ANNEXES
- À nos lecteurs et lectrices
- Sommaire
- Précisions d'ordre général
- Signes conventionnels
- Recherche d'un renseignement dans l'annuaire
- L'essentiel en cartes et graphiques
- Principales nomenclatures utilisées dans cet annuaire
- Principaux organismes publics à compétence statistique nationale
- Organismes internationaux
- Autres organismes
- Organigramme de la direction générale de l'INSEE
- Index alphabétique
- Tableaux complémentaires du cédérom